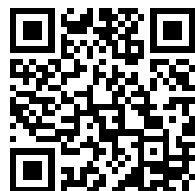

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

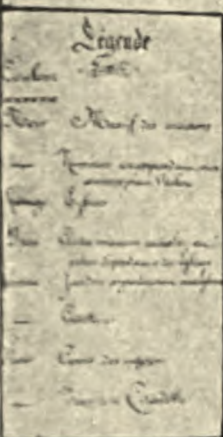
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

NARBONNE, (II)

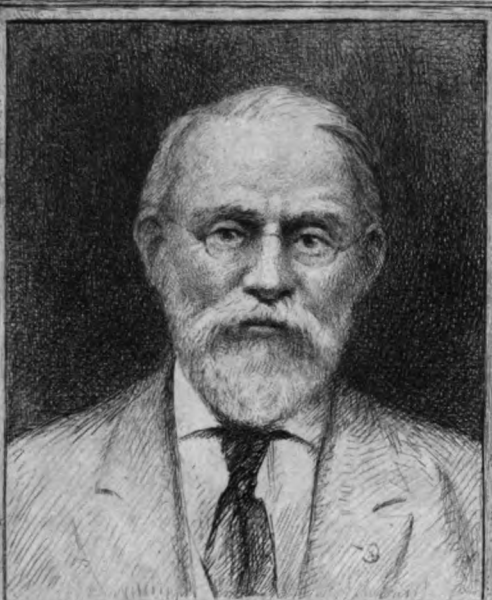
1720 ans



Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne

Commission archéologique de Narbonne





SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

1902 Bequest 1920

DC
611
N217
C8
V.7

BULLETIN
DE LA
COMMISSION ARCHÉOLOGIQUE
DE NARBONNE

BULLETIN
DE LA
COMMISSION ARCHÉOLOGIQUE
DE NARBONNE

— — — — —
1901 July / June 1903

~~ANNÉE 1902 — 1^{er} SEMESTRE~~

TOME VII



NARBONNE
IMPRIMERIE CAILLARD, RUE CORNEILLE, 2

1902

Dunning
Nijhoff
2-9-27
13603

COMMISSION ARCHÉOLOGIQUE DE NARBONNE

FONDÉE EN 1833

PRÉSIDENTS-NÉS.

MM. le Sous-Préfet de l'arrondissement de Narbonne.
le Maire de Narbonne.

COMPOSITION DU BUREAU POUR L'ANNÉE 1902.

MM. FAVATIER (Léonce),	<i>Président ;</i>
BERTHOMIEU (Léonce),	<i>Secrétaire ;</i>
VIENNET (Maurice),	<i>Secrétaire adjoint ,</i>
DE MONERIE (Camille),	<i>Trésorier.</i>

SOUS-COMMISSIONS.

Bibliothèque : MM. AUSSILLOUX, BORIES, CROS-MAYREVIEILLE,
l'abbé DUPUY, FAVATIER, VIENNET.

Publications : MM. AMARDEL, CROS-MAYREVIEILLE, FAVATIER,
ROUZAUD, THIERS.

Archéologie : MM. AMARDEL, BARON, BERTHOMIEU, CABANNES,
ROUHARD, THIERS.

Beaux-Arts : MM. BERTHOMIEU, GRULET, DE MARTIN, DE MONERIE,
RIOLS, SALLIS.

Histoire naturelle : MM. D'ANDOQUE DE SÉRIÈGE, BARON, GAUTIER,
ROUZAUD.

Conservateur des Musées. — M. RIOLS, 16 juillet 1894.

Conservateurs adjoints. — Musée : M. DE MONERIE.

Musée lapidaire : M. THIERS.

Bibliothécaire archiviste. — M. TISSIER A. ☉.

Membres honoraires.

MM.

1. DE ROUVILLE (Paul) * I. P. ☿, doyen honoraire
de la Faculté des sciences, Montpellier... mai 1876.
2. RAUNIÉ (Émile) A. ☿, archiv. paléographe, Paris 12 mars 1880.
3. L'abbé DEGUA, curé de Villemoustaussou..... 10 fév. 1882.
4. MASSIP (Maurice), bibliothécaire de la ville
de Toulouse..... 12 avr. 1889.
5. GAUTIER (Armand) O. *, membre de l'Institut. 14 mars 1890.
6. DUJARDIN-BEAUMETZ (Étienne), député de
l'Aude, Paris..... 14 mars 1890.
7. BLANC (Alphonse) A. ☿, professeur au Collège
de Cette..... 5 juin 1891.
8. DRIVET (Claude), inspecteur honoraire de la
Compagnie des Chemins de fer du Midi,
Chambéry..... 8 janv. 1892.
9. GUIRAUD (Jean), professeur à la Faculté des
lettres, Besançon 4 mars 1892.
10. Mgr DOUAIS, évêque de Beauvais..... 6 mai 1892.
11. CLARET-LLOBET (Julien), avocat, au domaine
d'Aiguesvives, par Lézignan (Aude).... 6 janv. 1896.
12. Baron DE RIVIÈRES (Edmond), au château de
Rivières, par Gaillac (Tarn)..... 7 mars 1898.
13. DODU (Gaston), inspecteur d'académie, Car-
cassonne 10 avril 1899.
14. RECLUS (Élisée), géographe, Bruxelles.... 10 avril 1899.

Membres résidants.

MM.

1. PEYRUSSE (Eugène), ancien député, O. *,
Névian 4 nov. 1839.
2. RIOLS (Jules) 3 fév. 1863.
3. BERTHOMIEU (Léonce) * A. ⚔, ancien officier
de Marine..... 3 mai 1867.
4. FAVATIER (Léonce), notaire honoraire..... 4 août 1871.
5. L'abbé DUPUY (Joseph)..... 10 mars 1876.
6. GAUTIER (Gaston) M. A. ⚔, naturaliste 7 mars 1882.
7. DE MONERIE (Camille) *, chef d'escadron en
retraite..... 2 juin 1882.
8. THIERS (Paul), correspondant du Ministère, à
Narbonne..... 28 mai 1883.
9. DE MARTIN (Louis) ⚔, correspondant de la
Société nationale d'agriculture..... 7 avril 1885.
10. BORIES (Armand), ancien notaire..... 8 juillet 1885.
11. AMARDEL (Gabriel)..... 23 avril 1888.
12. CROS-MAYREVIEILLE (G.) * A. ⚔, administra-
teur des hospices..... 9 fév. 1890.
13. CAMP (Joseph), avocat..... 15 déc. 1890.
14. LIGNON (Louis), avocat..... 4 déc. 1891.
15. D'ANDOQUE DE SÉRIÈGE (Henri)..... 4 déc. 1891.
16. BARLABÉ (Antoine)..... 12 avril 1892.
17. SALLIS (Auguste), géomètre 16 juil. 1894.
18. VIENNET (Maurice), avocat 20 nov. 1894.
19. GRULET (Jules) 15 juil. 1895.
20. COURAL (Henri) 21 mars 1896.
21. ROUHARD (Baptistin), ingénieur civil..... 15 nov. 1896.
22. BARON (Charles), ancien libraire..... 18 mai 1897.
23. DE STADIEU (Fernand)..... 18 janv. 1899.
24. CAILLARD (Joseph), avocat..... 1^{er} mars 1899.
25. AUSSILLOUX (Charles), docteur en médecine.. 25 oct. 1901.

VIII

Membres correspondants.

Canton de Narbonne.

- MM. CABANNES (Alcime), Argelliers (Aude)..... 10 avril 1899.
 ROUZAUD (Henri), ancien député, percepteur
 des contributions directes..... 4 nov. 1901.

Canton de Coursan.

- MM. LAFORGUE (Camille), à Coursan 3 mai 1898.
 ADER (Henri), ingénieur des Ponts et Chaus-
 sées..... 4 fév. 1901.

Canton de Ginestas.

- MM. ÉBRARD, docteur en médecine, Sallèles.... 10 mars 1876.
 L'abbé ESCARGUEL, curé-doyen de Ginestas. 10 avril 1899.

Canton de Durban.

- MM. MARTY (Théodore), Roquefort-des-Corbières. 14 juin 1887.
 FERRAN (Joseph), Thézan..... 4 nov. 1892.

Canton de Lézignan.

- MM. FABRE (Jules), Ornaizons..... 14 janv. 1887.
 DAUDE (Louis), doct. en médecine, Lézignan. 14 mai 1890.

Canton de Sigean.

- MM. ARNAUD (Ernest), Peyriac-de-Mer..... 2 mai 1894.
 VIDAL (Prosper), Fitou..... 3 oct. 1894.

Membres libres.

MM.

- ALDY (F.), avocat. — AMIGUES (H.), avocat. — L'abbé ANDRIEU, curé de St-Just. — Le docteur ARMET. — ARNAUD (H.), avoué. BAQUÉ (P.), négociant. — BARON (F.), libraire. — BEAUXHOSTES (comte de). — BÉNET (L.), avocat. — BERNARD (L.). — BERTHOMIEU (L.), avocat. — BONNET (M.), avocat à la Cour de Cassation. — BONNOT (F.), avocat. — BOUDET (A.). — BOUGES (R.), avocat. — BOUIS (H.). — BOUISSET (A.). — BRINGER (E.). — BRU (F.), avocat.
- CABRIÉ (E.). — CAILLARD (René), capitaine. — CAILLARD (F.), libraire. — CALMETTES (Adrien), banquier. — CALMETTES (Albert), négociant. — CAMBOURNAC (H.), avocat. — CARRIÈRE (abbé). — CASTELA (J.), juge de paix. — CAUVET (Albert). — CAUVET (Jules), négociant. — CAUQUIL (I.), greffier. — CAYLA, docteur. — CHEFDEBIEN (F. M. vicomte de). — CHEVREUX *, commandant. — COMBETTES (M.), notaire, Sallèles. — CONTE, docteur. — CROS-BONNEL (L.). — COUARDE (L.).
- DARCIS (M.). — DELAUDE (L.). — DENYS (abbé). — DUMAS (abbé). — DUCROS DE SAINT-GERMAIN (A.). — EXÉA (marquis d').
- FABRE (Alphonse), avocat. — FABRE (Émile), professeur de musique. — FABRE (Maurice). — FAVATIER (Paul), notaire. — FAVATIER (Raymond). — FERLUS (L.), professeur de musique. — FERROUIL DE MONTGAILLARD (Henri de). — FITAL (P.), avoué. — FOURNIER (L.).
- GALTIER, avocat. — GRULET (L.).
- JALARD (J.), ancien magistrat. — JANOT (C.), docteur. — JOURDA (A.), notaire. — JOURDANE (G.), avocat. — JUSTAFRÉ (E.), avoué.
- LANET, agent d'assurances. — LARMET, secrétaire du syndicat agricole. — LIÉNARD (H.), directeur du Comptoir d'escompte.
- MARTINOLLE (A.), avoué. — MARCOUIRE, juge. — MARTIN, (H.), entrepreneur. — MATRAY, directeur de la Banque de France. — MAYMOU (P.), avocat. — MÉJEAN (P.). — MILLAGOU, maître serrurier. — MIQUEL (J.). — MOQUIN (abbé). — MOLLOR (G.), avocat. — MONIER (Aimé), ancien avoué. — MONIER (LÉONCE). — MURAT (T.), négociant.
- PARAZOLS (L.). — PASSERIEU, avocat. — PÉLISSIER, docteur. — PÉRIER (C.), substitut. — PEYRUSSE (A.), docteur. — POMPIDOR (P.), docteur. — PONTNAU (abbé). — PONSOL (E.).

X

RAYMOND (F. comte de). — RAYNAL (C.), avocat. — RAYNAL (J.), administrateur des hospices. — RAYNAUD fils, entrepreneur. — RAYNAUD (H.). — RAYSSAC (L.), avocat. — REDOUTÉ (A.), négociant. — REVERDY (P.). — REY (F.). — REYNÈS (F.), avoué. — RIGOLE (F.), avocat. — RIOLS (Albert). — RIOLS (Jules-Émile). — RIVAL (A.), pharmacien. — RIVIÈRE (M.), avocat. — ROUAIX. — ROUSSEL (C.), avoué. — ROZIER (J.).
 SABARTHÈS (abbé). — SABATIER (E.), avocat. — SABATIER (M.), avocat à la Cour de Cassation. — SAHUC (J.). — Salvet (A.), négociant. — SARRÈRE (Victor). — SARRÈRE (Quentin), négociant. — STADIEU (Edmond de). — SENTEIN, juge. — SIBADE (F.).
 TAFFANEL (F.), négociant. — TAILLEFER (H.), avocat. — TARBOURIECH (J.). — TESTE (E.), avocat. — TRASTET (abbé).
 VERNHES, notaire. — VEYE (G. de). — VIEU (J.), avocat. — VIENNET (C.), Béziers.
 YCHÉ (J.), négociant.

Sociétés françaises

ÉCHANGEANT LEURS PUBLICATIONS AVEC LA COMMISSION
 ARCHÉOLOGIQUE EN 1902.

ABBEVILLE.....	Société d'émulation.
AGEN.....	Société d'agriculture, sciences et arts.
ALBI.....	Société des sciences, arts et belles-lettres du Tarn.
AMIENS.....	Société des antiquaires de Picardie.
ANGOULÈME.....	Société archéologique et historique de la Charente.
AUTUN.....	Société éduenne.
BELFORT.....	Société belfortaise d'émulation.
BESANÇON.....	Académie des lettres, sciences et arts.
BÉZIERS.....	Société archéologique.
BORDEAUX.....	Société archéologique.
BREST.....	Société académique.
CAEN.....	Société des antiquaires de Normandie.
CARCASSONNE.....	Société des arts et sciences.
—	Société d'études scientifiques de l'Aude.
—	Société de lecture.

CHAMBÉRY	Société savoissienne d'histoire et d'archéologie.
CHERBOURG.....	Société nationale académique.
COMPIÈGNE.....	Société française d'archéologie.
CONSTANTINE.....	Société archéologique.
DAX.....	Société de Borda.
GAP.....	Société d'études des Hautes-Alpes.
GRENOBLE	Académie delphinoise.
LYON.....	Société littéraire, historique et archéologique.
MONTAUBAN.....	Société archéologique de Tarn-et-Garonne.
MONTPELLIER.....	Académie des sciences et lettres.
—	Société archéologique.
—	Société pour l'étude des langues romanes.
NANTES.....	Société archéologique.
NARBONNE	Société des Beaux-Arts.
NICE.....	Société des lettres, sciences et arts, des Alpes-Maritimes.
NIMES... ..	Académie du Gard.
ORLÉANS.....	Société d'agriculture, sciences, lettres et arts.
PARIS	Académie des inscriptions et belles-lettres.
—	Comité des travaux historiques et des sociétés savantes.
—	Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France.
PAU	Société des sciences, lettres et arts.
PERPIGNAN.....	Société agricole scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales.
ROCHECHOUART	Société des amis des sciences et arts.
RODEZ	Société des lettres, sciences et arts de l'Aveyron.
ROUEN.....	Académie des sciences, belles-lettres et arts.
TOULON	Académie du Var.
TOULOUSE	Académie des sciences, inscriptions et belles-lettres.
—	Société archéologique du midi de la France.
TOURS	Société archéologique de Touraine.
VALENCE	Société archéologique de la Drôme.
VANNES.....	Société polymathique du Morbihan.
VITRY-LE-FRANÇOIS.	Société des sciences naturelles.

Sociétés étrangères.

BRUXELLES.....	Institut géographique.
LONDRES.....	Kensington museum.
NEUCHÂTEL.....	Société neuchâteloise de géographie.
STOCKHOLM.....	Académie royale des belles-lettres, histoire et antiquités de la Suède.
WASHINGTON.....	Smithsonian institution.

Bibliothèques

RECEVANT LE BULLETIN DE LA COMMISSION

MONTPELLIER.....	Bibliothèque de la ville.
PARIS	Bibliothèque de la Sorbonne.
PERPIGNAN.....	Bibliothèque de la ville.
TOULOUSE.....	Bibliothèque universitaire.

COMMISSION ARCHÉOLOGIQUE

PROCÈS - VERBAUX

Séance du lundi 1^{er} juillet 1901.

La séance est ouverte à 2 heures 20 sous la présidence de M. Favatier.

Présents : MM. Amardel, Baron, Grulet, de Monerie, Riols, de Stadieu, Thiers, Viennet, *membres résidents* ; le Dr Aussilloux, Cabannes, *membres correspondants* ; Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

M. le PRÉSIDENT annonce que la Commission vient d'être cruellement frappée par la mort de notre sympathique et dévoué président, M. Louis Narbonne, décédé à Bize, le 10 juin. Le drapeau de la Commission figurait à ses obsèques, tenu par MM. Favatier, Riols, de Monerie et Viennet.

M. le PRÉSIDENT prononce ensuite l'allocation qui a été reproduite dans le bulletin du 1^{er} semestre de 1901.

L'assemblée s'associant aux sentiments qu'a exprimés avec tant d'éloquence M. le président, se joint à lui pour adresser à la famille Narbonne les regrets qu'une perte aussi sensible lui fait éprouver.

Suivant les usages traditionnels de la Commission, M. Favatier, président sortant, remplacera M. Narbonne jusqu'au 1^{er} décembre, époque du renouvellement du bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE

M. le CONSERVATEUR lit une note adressée, le 3 juin 1901, à M. le Préfet de l'Aude par le Ministre de l'Instruction publique, et qui lui a été transmise par M. le maire de Narbonne.

Par cette note, M. le Ministre propose de délivrer, sous certaines conditions, aux musées des villes qui lui en feraient la demande, une collection de moulages des plus beaux types architecturaux de notre art national du XII^e au XV^e siècle.

L'assemblée consultée à ce sujet, regrette de ne pouvoir profiter de l'offre gracieuse de M. le Ministre des Beaux-Arts; mais, déjà forcée de laisser en magasin, faute d'espace, une certaine partie des objets que possède le Musée, il lui est impossible, avant qu'on lui ait construit les nouvelles salles, depuis si longtemps promises, de donner asile à des objets qui, par leur nature, exigent un assez vaste emplacement.

Le chantier de Lamourguier a été ouvert, du mardi 4 au samedi 22 juin, pour y transporter les dernières pierres qui restaient encore dans la cour, sous le grand escalier et au jardin de l'archevêché.

M. THIERS communique une inscription inédite trouvée, le 4 juin, parmi les matériaux de démolition de la vicomté (parcelle Guillaumon); elle paraît être, d'après la gravure, de la fin du I^{er} siècle. Calcaire grossier, hauteur 0,60;

largeur 0,55 ; épaisseur 0,30. La hauteur des lettres est, à la première ligne, de 0,06 ; aux trois autres, de 0,05. Les trois premiers points sont triangulaires, les autres cordiformes.

Q ♡ AVRELIVS ♡ EXC... *ratus*
 SIBI ♡ ET ♡ VERATIAE ♡ SE.. *verinae*
 VXORI ♡ Θ ♡ C ♡ AVRELIVS ... *s*
 ET ♡ L ♡ AVRELIVS ♡ CUL...

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures 15.

Le Président,
 L. FAVATIER.

Le Secrétaire,
 L. BERTHOMIEU.

Séance du lundi 5 août 1901.

La séance est ouverte à 2 heures 25, sous la présidence de M. Favatier.

Présents : MM. Bories, Caillard, de Monerie, Riols, Sallis, Thiers, *membres résidents* ; Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE

Ministère de l'Instruction publique (8 juillet 1901). Avis d'envoi de dix exemplaires du programme du 40^e congrès des Sociétés savantes, qui s'ouvrira à la Sorbonne le 1^{er} avril 1902. Instructions sur l'envoi des manuscrits.

Préfecture de l'Aude (12 juillet 1901). Invitation à adresser le plus tôt possible un rapport sur l'emploi des fonds de la subvention de 1.500 francs votée en 1900 par le Con-

XVI

seil général de l'Aude à la Commission archéologique de Narbonne.

(Ce rapport a été remis à la sous-préfecture le 16 juillet 1901).

Mairie de Narbonne (6 juillet 1901). M. le deuxième adjoint nous invite à délivrer les clés de Lamourguier pour y déposer le feu d'artifice destiné à la fête du 14 juillet.

Cet ordre a été contremandé après les observations faites à M. le deuxième adjoint par MM. Riols et Berthomieu sur le danger que cette mesure pouvait faire courir à notre Musée lapidaire.

Mairie de Narbonne (12 juillet 1901). M. le maire communique une circulaire adressée aux Préfets par M. le directeur des Beaux-Arts, relative à des vols qui auraient été récemment commis dans divers musées des départements et invitant les conservateurs de ces établissements à redoubler de vigilance, à l'effet de garantir contre ces vols les collections dont ils ont la charge.

Ce n'est pas la première fois que nous signalons à la municipalité le défaut de surveillance de nos galeries. M. le conservateur est chargé de se faire, une fois de plus, auprès d'elle, l'interprète de nos réclamations.

M. le directeur de la *Revue méridionale* de Carcassonne demande l'échange des publications. — Accordé.

La Société archéologique de Tarn-et-Garonne nous annonce son intention de venir visiter, le 10 septembre prochain, nos monuments et nos musées. Le bureau est chargé de lui exprimer toute la satisfaction que nous causera cette visite.

On a continué à extraire des démolitions de l'ancienne Vicomté les pierres qui formaient la fondation du rempart gallo-romain ; malheureusement, le propriétaire du terrain n'a pas cru devoir aller jusqu'à la base et a fait recouvrir les dernières assises d'une couche de béton, afin d'y établir

les fondations de son immeuble. Cette opération ensevelit à jamais les pierres inscrites que ces assises peuvent renfermer.

Nous avons retiré de ce chantier, et transporté à Lamourguier, outre une très élégante guirlande, où se voit encore la place occupée par un bucrâne, les inscriptions suivantes :

1^o L'inscription du retiarius, reproduite dans le procès-verbal de la séance de 1^{er} octobre 1900 ;

2^o L'inscription du Q. Aurelius Exoratus, reproduite dans le procès-verbal de la séance du 1^{er} juillet 1901 ;

3^o L'inscription de Cervius Dento, qui est portée, sous le n^o 385, dans le *Corpus de l'Histoire de Languedoc* (Ed. Privat), comme étant incrustée dans une cave de la Vicomté.

Nous avons, de plus, renfermé à Lamourguier les cinq inscriptions inédites suivantes découvertes dans ce même chantier :

N^o 1 ... TIVS ∇ M ∇ L ∇ PAPVS
L ∇ CHELIDO ∇ DE ∇ SVO
REFECIT

Largeur : 0,88 ; hauteur : 0,41 ; lettres, premières lignes, 0,85 ; les autres, 0,65.

Cette inscription est surmontée d'un tympan semi-circulaire de 0,43 de hauteur, où sont gravés un buste d'homme et un buste de femme se faisant face.

N^o 2 VIVONT
T. ATTIVS
QVARTVS FABER
LAPIDARIVS



QXV

Hauteur : 1^m60 ; largeur : 0,70. Lettres, deuxième ligne, 0,08 ; les autres, 0,065.

XVIII

Cippe avec soubassement ; au-dessous de l'inscription, plusieurs lignes martelées.

La partie supérieure à deux versants est occupée par une ornementation à enroulements.

N° 3 ... VIT
 ... S ∇ T ∇ L ∇ FELIX ∇ IIII VIR
 ... TALIS

Inscription Sévirale. Hauteur : 0,58 ; largeur : 1^m18 ; lettres, première ligne, 0,05 ; deuxième, 0,95 ; troisième, 0,90.

N° 4 ∇ OCTAVI ∇ SILVA^{NE}
 BENE QVIESCAS
 MATER ∇ TVA ∇ ROGAT
 TE ∇ VT ∇ SE ∇ ADTE ∇ RECIPIAS
 VALE

Hauteur : 1^m25 ; largeur : 0,75. Première ligne 0,08, sauf NE qui a 0,06 ; deuxième et troisième 0,07 ; quatrième et cinquième 0,06.

N° 5. Hauteur : 0.46 ; largeur supérieure 0,38, inférieure 0,52 ; lettres 0,03.

Cette épitaphe, sorte de petit poème élégiaque, est gravée sur une pierre incomplète sur trois de ses côtés ; le côté droit, seul, laisse le commencement des vers à peu près intact.

Telle qu'elle nous est parvenue, elle comprend six distiques ou, pour mieux dire, la moitié de six distiques, car la cassure de gauche s'arrête vers le milieu de chaque vers.

Dans ces conditions et, vu le mauvais état des lettres, la lecture en est très difficile et n'a pu fournir, jusqu'ici,

aucune leçon convenable. Certaines expressions archaïques, telles que : CONIVNX, SEIC, la feraient remonter à une haute antiquité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures.

Le Président,
L. FAVATIER.

Le Secrétaire,
L. BERTHOMIEU.

Séance du lundi 2 septembre 1904.

Suivant l'usage, cette séance a été renvoyée au mois d'octobre.

Le Secrétaire,
L. BERTHOMIEU.

Séance du lundi 7 octobre 1904.

La séance est ouverte à 2 heures 30 sous la présidence de M. Favatier.

Présents : MM. d'Andoque de Sériège, Baron, Bories, Cros-Mayrevieille, Grulet, de Monerie, Riols, Thiers, Vienne, *membres résidents*; Cabannes, *membre correspondant*, Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

MM. Amardel, l'abbé Dupuy et de Stadieu s'excusent de ne pouvoir assister à la séance et envoient leur bulletin de vote pour l'élection d'un membre résident.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le SECRÉTAIRE rend compte de la visite qu'est venue nous faire, le 10 septembre, la Société archéologique de

Tarn-et-Garonne ; ces messieurs, parmi lesquels se trouvait M. le conservateur du Musée Ingres, de Montauban, ont parcouru, avec le plus vif intérêt, nos galeries ainsi que le Musée lapidaire de Lamourguier, dont ils ont apprécié l'importance, tout en manifestant leur surprise de voir les travaux d'appropriation suspendus, au moment où ces travaux touchaient à leur fin ; ils ont exprimé le regret qu'un tel état de choses leur inspirait, état de choses que nous déplorons nous-mêmes, mais que la bonne volonté, les efforts et les sacrifices de tous genres de la Commission archéologique n'ont pu parvenir à modifier.

M. le CONSERVATEUR signale les dégâts qu'ont causés à la salle de la grande tour du Musée les pluies torrentielles tombées du 10 au 11 novembre ; cette salle a été littéralement inondée et certaines peintures des panneaux du plafond gravement endommagées ; la cause doit en être attribuée aux travaux de réfection du pavage de la terrasse de cette tour qu'a entrepris, depuis quelque temps, le Comité des monuments historiques. Il est regrettable qu'on n'ait pas choisi, pour exécuter ces travaux, une époque plus favorable et que, dans tous les cas, on ne se soit pas entendu avec la municipalité sur les mesures à prendre pour mettre nos galeries à l'abri d'un pareil danger.

M. le SECRÉTAIRE dit que les dernières publications qui nous sont parvenues renferment plusieurs articles qui lui ont paru dignes d'intérêt ; il cite, entr'autres, un compte rendu, dans le *Polybiblion*, des derniers numéros de notre bulletin, et une étude que fait paraître M. J. L. Le Mené dans le *Bulletin de la Société polymathique du Morbihan*, sur le chapitre de la cathédrale de Vannes, depuis les premiers temps du christianisme jusqu'au siècle dernier. Ce mémoire, de 110 pages environ et fortement documenté,

donne les détails les plus intéressants sur l'histoire de cette communauté, sa composition, ses membres, ses privilèges et prérogatives, ses fondations, etc. ; il ne pouvait paraître dans un meilleur moment que celui où notre regretté président, M. Louis Narbonne, publiait dans notre bulletin un travail analogue sur le chapitre de la cathédrale de Narbonne ; ces deux études peuvent, en effet, se compléter mutuellement ou, du moins, faire ressortir les différences qui existaient dans la constitution des divers chapitres cathédraux de notre pays.

Un document encore plus intéressant pour nous, nous arrive de Barcelone, dans le n° 1 (première année) du *Boletín de la real academia de buenas letras* de cette ville. C'est un testament inédit de la vicomtesse de Narbonne Ermengarde que M. Joaquin Miret y Sans a découvert dans les riches archives du grand prieuré de Catalogne de l'ordre de l'Hôpital, et qu'il publie, en l'accompagnant des commentaires les plus savants et les plus précis.

L'un des premiers résultats de cette étude est de fixer, d'une manière absolue, la date de la mort d'Ermengarde qui, d'après plusieurs historiens, remonterait à 1192, à 1196 et, d'après le nécrologe de Saint-Paul de Narbonne, à 1197. Le testament récemment découvert étant daté du deuxième jour des calendes de mai de l'année 1196, il est évident que, des trois dates qui signalent la mort de la vicomtesse, la seule exacte est celle portée par le nécrologe.

A l'encontre de la tradition, d'après laquelle cette femme célèbre aurait été inhumée dans l'abbaye de Fontfroide, une des clauses du testament porte qu'elle ordonne d'être enterrée dans le cimetière de la maison des Templiers de Mas-Deu, en Roussillon, à laquelle elle lègue le château d'Albars ; elle lègue aussi le château de Corciano (Coursan) aux Templiers de la maison de Perrers ou Perreires (commanderie de Périès) et celui de Pedrinya ou Perinano

(Fleury-d'Aude) aux Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem. Ces trois châteaux étaient dans le district de Narbonne.

Elle demande à son neveu Pierre de Lara de faire respecter exactement ses dernières volontés et, dans ce cas, elle le faisait héritier de tous les biens et droits de la Vicomté; dans le cas contraire, tous ces biens et droits passeraient au comte Raymond. S'agit-il ici du comte de Toulouse ou de Raymond Roger comte de Foix ? Le testament est explicite à cet égard.

Pour se rendre compte du rôle important qu'occupe dans ce document Pierre de Lara, il est bon de rappeler qu'Ermengarde, devenue vicomtesse de Narbonne par la mort de son père Aymerich II, tué dans la désastreuse bataille de Fraga, et restée, après ses deux mariages, sans progéniture directe, s'associa, en 1168, pour le gouvernement de la Vicomté, son neveu Aymerich de Lara, fils de sa sœur Ermessinde et de Manrique de Lara comte de Molina; mais Aymerich étant mort huit ans après, Ermen-garde adopta, pour héritier et successeur, le frère de ce dernier appelé Pierre de Lara. En 1193, elle abandonna complètement l'administration de ses états, laissant reconnu comme vicomte, ce même Pierre de Lara.

Ermengarde termina ses jours à Perpignan, sur les terres de son ami et parent, le comte roi Alphonse; avec elle s'éteignit la première maison vicomtale de Narbonne, qui avait pris naissance au commencement du x^e siècle.

Son neveu Pierre de Lara, fondateur de la seconde dynastie qui se perpétua, en ligne masculine jusqu'au xv^e siècle, céda, à la mort de la vicomtesse Ermengarde, le gouvernement de sa vicomté à son fils aîné Aymerich III, et fixa sa résidence dans sa seigneurie de Molina.

Sur la proposition de M. Tissier, il est décidé que l'on proposera l'échange de publication à la Société agricole scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales.

Il est ensuite procédé, au scrutin secret, à l'élection d'un membre résidant en remplacement de M. Louis Narbonne, décédé.

Le nombre des votants est de quinze.

Ont obtenu :

MM.

Aussilloux (docteur), <i>membre correspondant</i>	15 voix.
Cabannes (Alcime) —	14 —
Rouzaud, ancien député, percepteur.....	13 —

Ces trois candidats, qui remplissent les conditions prescrites par le règlement, seront présentés à M. le préfet de l'Aude, avec la prière de vouloir bien sanctionner le choix de M. le Dr Aussilloux qui a réuni l'unanimité des suffrages.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures 10.

Le Président,
L. FAVATIER.

Le Secrétaire,
L. BERTHOMIEU.

Séance du lundi 4 novembre 1901.

La séance est ouverte à 2 heures 20 sous la présidence de M. Favatier.

Présents : MM. Baron, Bories, Cros-Mayrevieille, de Monerie, Riols, Thiers, Viennet, *membres résidents*; Aussilloux, *membre-correspondant*; Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

M. le Président remet à M. le Dr Aussilloux l'ampliation de l'arrêté préfectoral, en date du 25 octobre 1901, qui le

XXIV

nomme membre résidant de la Commission archéologique, en remplacement de M. Narbonne décédé.

Après lui avoir adressé quelques paroles de bienvenue, il l'invite à prendre séance.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE

Mairie de Narbonne. Ampliation de l'arrêté préfectoral, en date du 25 octobre 1901, qui nomme M. Aussilloux membre résidant.

Mairie de Narbonne. Communication d'une lettre de M. le Ministre de l'Instruction publique, du 22 octobre 1901, à M. le Préfet de l'Aude, lui annonçant que les ouvrages d'art ci-après désignés viennent d'être attribués, à titre de dépôt, au Musée de Narbonne :

Crépuscule, tableau par M. Boyé.

Villereuil, — par M. Joubert.

La Société agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales accepte l'échange de publication que nous lui avons proposé et envoie le 42^e volume de son bulletin.

M. le SECRÉTAIRE relève, dans la première partie du t. XI de la Société des sciences et arts de Carcassonne, qui vient de nous parvenir, certaines questions qui ne sont pas sans intérêt pour nous.

C'est, d'abord, l'opinion qu'exprime cette Société sur les abus de toute sorte qu'entraîne le prêt au public des livres de la bibliothèque municipale ; ces abus sont tels que, si on n'y porte un prompt remède, la bibliothèque peut en éprouver les plus graves dommages. La Société croit devoir faire une démarche auprès de M. le maire

pour le mettre au courant du danger qui menace cette superbe collection.

Une pareille décision est bien faite pour justifier notre résistance aux vives instances dont nous avons été maintes fois l'objet pour tenter un essai dont la ville de Carcassonne vient de faire la triste expérience.

La Société s'occupe ensuite des fouilles du cloître de la Cité, et décide qu'elle s'adressera à M. le Préfet, afin d'obtenir du Comité des monuments historiques la reprise des fouilles, dont les travaux sont suspendus, on ne sait pourquoi, depuis un an.

A ce sujet, un de ses membres les plus autorisés, M. Gaston Jourdanne, se demande comment il se fait qu'on ne trouve à Carcassonne aucune inscription romaine, alors que Toulouse en possède un grand nombre et qu'il existe à Narbonne un Musée épigraphique *unique au monde*. Carcassonne existait cependant à l'époque romaine. Il pense qu'on pourrait trouver des pierres gravées à la base des tours qui furent construites à la fin de la domination romaine, ainsi que cela a eu lieu, en France, dans les vieilles murailles de Bordeaux, Sens, Narbonne et, à l'étranger, dans les remparts d'Arlon. Il propose donc à la Société de se préoccuper des voies et moyens qui permettraient de faire des fouilles pour élucider ce très intéressant problème.

M. DESMARETS, enfin, entretient ses collègues de la façade du Musée que la municipalité fait élever sur le boulevard de la préfecture. Sur cette façade figureront huit bustes et seize inscriptions affectés aux hommes qui ont le plus honoré Carcassonne et le département de l'Aude; la Société des arts et sciences nomme une commission chargée d'en préparer une liste qui sera présentée à M. le maire de Carcassonne. Il paraît que, parmi ces bustes, prendrait place celui de notre illustre concitoyen Cassanea de Mondonville.

On voit, par ce qui précède, que nos confrères de Carcassonne ne restent pas inactifs; il est à souhaiter que la municipalité de cette ville, qui se montre si jalouse d'honorer les savants et les artistes de la région, seconde les efforts des hommes intelligents qui se vouent avec tant de zèle aux intérêts intellectuels de leurs concitoyens et à la conservation du précieux héritage qui leur vient des siècles passés.

M. Jules Laromiguière, ingénieur civil des mines, fait hommage à la commission archéologique d'une brochure sur le Transsibérien, extraite de la *Revue de géographie* de Toulouse. — Remerciements.

M. FAVATIER lit quelques extraits de la suite de ses très intéressantes études sur la vie municipale à Narbonne au *xvii^e* siècle. — Renvoyé au comité de publication.

Il est ensuite procédé, au scrutin secret, à l'élection d'un membre correspondant pour le canton de Narbonne, en remplacement de M. le Dr Aussilloux.

Le nombre des votants est de onze. M. Henri Rouzaud, ancien député, percepteur des contributions directes, ayant obtenu onze voix, est nommé membre correspondant à l'unanimité des suffrages.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 3 heures 45.

Le Président,
L. FAVATIER.

Le Secrétaire,
L. BERTHOMIEU.

Séance du lundi 2 décembre 1901.

La séance est ouverte à 2 heures 20, sous la présidence de M. Favatier.

Présents : MM. le Dr Aussilloux, Baron, Bories, Cros-

Mayrevieille, l'abbé Dupuy, de Monerie, Riols, Thiers, Viennet, *membres résidents*; Cabannes, *membre correspondant*; Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

M. Rouzaud, récemment nommé membre correspondant, assiste à la séance.

M. le PRÉSIDENT, s'adressant à M. Rouzaud, lui dit qu'il est heureux de lui souhaiter la bienvenue dans notre Société qui désirait, depuis longtemps, le compter au nombre de ses membres.

Énumérant quelques-uns des motifs qui ont fixé le choix de la commission, il met au premier rang les titres scientifiques du récipiendaire, son esprit conciliant et modéré, l'aménité de ses relations et, par-dessus tout, une passion pour l'étude qui ne recule pas devant de vrais travaux de bénédictin.

Le PRÉSIDENT espère que M. Rouzaud mettra à notre service cette passion, ainsi que son zèle pour les travaux de l'esprit et que son précieux concours nous sera acquis tout entier.

Vous viendrez, lui dit-il en terminant, animer et intéresser nos réunions, quelquefois un peu désertées, et si vous pouviez nous ramener ceux que nous avons le regret de voir trop rarement, vous rendriez un service éminent à notre Société. Vous nous aiderez, enfin, à tenir toujours allumé, *semper ardens et lucens*, le flambeau que nos devanciers nous ont transmis, et que nous voudrions, à notre tour, transmettre, toujours brillant, à ceux qui viendront après nous.

Après ces paroles, M. Rouzaud est invité à prendre séance.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE

Préfecture de l'Aude (20 novembre 1901). Avis du maintien de la subvention de 1500 francs voté par le Conseil

XXVIII

général de l'Aude à la Commission archéologique, pour l'année 1902.

Le bureau est chargé d'exprimer ses remerciements à M. le Préfet de l'Aude et à MM. les membres du Conseil général.

L'Académie des sciences et lettres de Montpellier accepte l'échange de publication que nous lui avons proposé et demande de négocier un échange des anciens travaux des deux sociétés.

M. le SECRÉTAIRE dépose un diplôme de mention honorable qui vient de nous être adressé par M. le Ministre du Commerce pour la part qu'a prise la Commission archéologique à l'exposition universelle.

Il est ensuite procédé au renouvellement du bureau et des sous-commissions, pour l'année 1902.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 3 heures 45.

Le Président,
L. FAVATIER.

Le Secrétaire,
L. BERTHOMIEU.

PROCÈS-VERBAUX



Séance du lundi 6 janvier 1902.



La séance est ouverte à 2 heures 20, sous la présidence de M. Favatier.

Présents : MM. Amardel, Aussilloux, Bories, Cros-Mayrevieille, Grulet, de Monerie, Riols, Thiers, Viennet, *membres résidants*; Ader, Cabannes, Rouzaud, *membres correspondants*; Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE

Ministère de l'Instruction publique (16 décembre 1901).
Circulaire relative au 40^e congrès des Sociétés savantes qui s'ouvrira à la Sorbonne le 1^{er} avril prochain; le 5 avril, aura lieu la séance générale de clôture qui sera présidée par M. le Ministre. Instructions ordinaires sur les billets à prix réduit, qui seront accordés pour cette solennité.

M. le SECRÉTAIRE fait passer sous les yeux de Messieurs les membres présents, un spécimen de la revue « l'Art »

XXX

qui lui a été adressé par M. l'administrateur de cette publication, avec demande d'abonnement.

Sur l'avis de la sous-commission des beaux-arts, l'assemblée décide qu'il y a lieu de s'abonner à cette revue, à partir du 1^{er} janvier 1902.

M. le SECRÉTAIRE de la *Real academia de buenas letras de Barcelona* (24 décembre 1901), annonce que cette société accepte l'échange de publication, que nous lui avons proposé ; il demande dans quelles limites pourrait s'effectuer, entre nos deux sociétés l'échange de leurs bulletins antérieurs.

M. AMARDEL lit une étude sur les marques monétaires de l'atelier de Narbonne au vi^e siècle (renvoyé au comité de publication).

Il est ensuite procédé à la réorganisation de ce comité, nécessitée par la mort de son président, M. Narbonne.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures 15.

Fait à Narbonne le lundi six janvier mil neuf cent deux.

Le Président,

L. FAVATIER.

Le Secrétaire,

L. BERTHOMIEU.

Séance du lundi 3 février 1902.

La séance est ouverte à 2 heures 15, sous la présidence de M. Favatier. ●

Présents : MM. Amardel, l'abbé Dupuy, Grulet, de

Monerie, Riols, Thiers, Viennet, *membres résidents* ; Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE

L'*Académie des Sciences et Lettres de Montpellier* (17 janvier 1902) annonce l'envoi de divers volumes des *Mémoires* de l'Académie et accuse réception des anciens bulletins de la Commission archéologique que nous lui avons adressés.

M. le SECRÉTAIRE annonce que le Bulletin du 1^{er} semestre de 1902 est prêt à être distribué, il en offre le premier exemplaire à M. le Président.

M. le PRÉSIDENT de la sous-commission d'archéologie demande qu'il soit ouvert à cette sous-commission, un crédit de cent francs, montant des pierres antiques provenant du chantier de la vicomté et cédées au Musée par M. Guilhaumon. — Accordé.

M. le CONSERVATEUR offre quatre médailles commémoratives des fêtes de charité qui eurent lieu pendant le carnaval de 1901. Ces médailles du module de 46 millim. ont été données au Musée par M. Guépratte, graveur. — Remerciements.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 3 heures 45.

Fait à Narbonne le lundi trois février mil neuf cent deux.

Le Président,

L. FAVATIER.

Le Secrétaire,

L. BERTHOMIEU.

Séance du lundi 3 mars 1902.

La séance est ouverte à 2 heures 20, sous la présidence de M. Favatier.

Présents: MM. Amardel, Baron, Bories, Riols, Rouhard, Sallis, Thiers, Viennet, *membres résidents*; Cabannes, *membre correspondant*; Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE

Ministère de l'Instruction publique (13 février 1902).
Accusé de réception de 58 exemplaires du bulletin de la Commission, année 1902, 1^{er} semestre.

M. le Maire de Bordeaux demande si le Musée ne voudrait pas céder à la ville de Bordeaux et à quelles conditions, la grande aquarelle de Brun, représentant l'entrée dans cette ville du duc d'Angoulême; il lui a été répondu que cette aquarelle provenant d'un don, le Musée ne saurait s'en dessaisir à n'importe quel prix.

La *Real academia de Barcelona* (24 février 1902), remercie de l'envoi de la collection de notre Bulletin et annonce l'envoi, avec prière de lui en accuser réception, d'environ trente volumes de ses mémoires et autres publications.

M. BORIES donne lecture de la suite des études de M. Yché, membre libre, sur Jacques Gamelin: « Jacques Gamelin pendant la Révolution » l'audition de cet article a vivement intéressé l'assemblée qui en a ordonné le renvoi au Comité de publication.

Sur la proposition de MM. Cros-Mayrevieille et Bories, a été nommé membre libre, M. Albert Satgé, rue de la République à Carcassonne.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 3 heures 30.

Fait à Narbonne le lundi trois mars mil neuf cent deux.

Le Président,

L. FAVATIER.

Le Secrétaire,

L. BERTHOMIEU.

Séance du lundi 7 avril 1902.

La séance est ouverte à 2 heures 25, sous la présidence de M. Favatier.

Présents : MM. Amardel, Bories, de Monerie, Riols, Thiers, *membres résidents* ; Ader, Cabannes, *membres correspondants* ; Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE

Ministère de l'Instruction publique. Avis d'envoi d'un paquet fermé de la *Smithsonian Institution* (Washington), renfermant un rapport de S. P. Langley, secrétaire de la *Smithsonian Institution*.

M. Albert SATGÉ de Carcassonne (1^{er} avril 1902). — Remerciements pour sa nomination de membre libre.

M. le Dr EBRARD, membre correspondant à Sallèles-d'Aude (23 mars 1902), annonce l'envoi d'un certain nom-

bre de volumes à la bibliothèque publique et promet la remise prochaine de son manuscrit de Philomena.

M. le BIBLIOTHÉCAIRE dit qu'il a reçu en effet de M. le Dr Ebrard quatre caisses contenant :

In-folio	1 ouvrage.....	1 volume
In-4°	5 —	8 —
In-8°	77 —	255 —
In-12	23 —	54 —
	106	318

La plupart de ces ouvrages concernent la science médicale.

M. le SECRÉTAIRE dépose la copie de Philomena, que M. le Dr Ebrard l'a chargé de remettre, en son nom, à la Commission archéologique.

Ce précieux manuscrit du format 18/16 cartonné et récemment recouvert de parchemin, compte 355 pages; il est écrit sur papier vergé, à grandes marges; l'écriture en est régulière et déliée et il paraît conçu dans le français de la fin du xvii^e ou du commencement du xviii^e siècle; son état de conservation est bon, sauf deux feuillets manquants qui ont été remplacés, de même que le frontispice qui porte pour titre aujourd'hui: « *Gesta Caroli magni ad Carcassonam et Narbonam, et de edificatione monasterii Crassensis.* » On lit au verso du dernier feuillet et d'une écriture assez grossière: « Ce livre appartient à Moy Gérard Marc Lapie de Monthbrun, ce 14 mars 1790. » Il est à remarquer, sans qu'on puisse toutefois en donner une explication plausible, que les indications marginales primitives inscrites à côté des différents alinéas ont été, pour la plupart, rayées et remplacées par des indications identiques, mais d'une écriture beaucoup plus grossière et de l'orthographe la plus défectueuse.

Ce manuscrit se termine par ces mots :

« Moy Guillaume Paduan ai tiré tout ce dessus d'une
« vieilhe et antique histoire qu'a peine se pouvait lire lay
« mise en tel ordre et langage latin si non ainsi qu'il se
« devait a tout le moins ainsi que j'ai peu, suivant ma
« petite capacité et pour garder simplement que la
« mémoire le tout ci dessus ne sesvanouit avec les jours,
« je ny ay rien adiouté du mien ni aussi rien retranché
« de l'auteur. Excusez s'il vous plait mon ignorance et
« prenez ma bonne volonté. »

Or, l'on sait que Bernard III d'Imbert, abbé de Lagrasse vers le milieu du ^{xiii}^e siècle, fit transcrire du roman en latin, par un de ses moines : Vitalis, d'après les uns, Guillermus Paduanus, d'après les autres, la légende de Philomena, qui était conservée dans son couvent. Par quelle suite de circonstances, une copie de cette traduction fut-elle importée en Italie ? On l'ignore ; ce qui est toutefois bien certain, c'est qu'un savant italien, Sebastiano Ciampi la découvrit à la bibliothèque Laurentienne, la fit imprimer à Florence en 1823 et dédia la nouvelle édition à M. Alphonse Mahul de Carcassonne ; l'exemplaire que possède la bibliothèque de Narbonne lui fut donné par M. Tournal, auquel M. Mahul avait bien voulu en faire hommage.

On comprend très bien que, de leur côté, plusieurs moines de l'abbaye de Lagrasse durent s'étudier à traduire en français une chronique qui jetait tant d'éclat sur leur monastère. Le manuscrit de M. le Dr Ebrard serait une de ces traductions qui, après être restée longtemps dans les archives de l'abbaye de Lagrasse, serait tombée entre les mains de la famille Lapie, dont une des descendantes qui habitait Marcorignan l'a donnée à M. le Dr Ebrard.

Notre généreux et savant confrère nous promet d'ailleurs, à ce sujet, une dissertation qui nous permettra

d'éclaircir ce que cette monographie comporte encore de doute et d'obscurité.

L'assemblée vote des remerciements à M. le Dr Ebrard pour la précieuse marque d'intérêt qu'il vient de donner à la Commission et charge son bureau de lui en exprimer sa profonde reconnaissance.

M. le CONSERVATEUR annonce que les deux tableaux récemment accordés par l'État au Musée de Narbonne : « Crépuscule » de M. Boyé et « Vittreuil » de M. Joubert sont arrivés et ont pris place dans nos galeries. Le remaniement qu'a nécessité la pose de ces deux toiles lui a permis de réunir dans un même panneau de la salle Barathier l'œuvre entière de Gamelin; mais cette amélioration n'a pu s'obtenir qu'avec une extrême difficulté à cause de l'insuffisance de plus en plus notoire des galeries du Musée.

M. le SECRÉTAIRE signale un article très curieux que vient de publier la Revue des langues Romanes sur la danse des treilles, « les bails de la treille » si populaires dans notre Midi; cet article établit l'origine, l'exécution chorégraphique de cette vieille danse qui, dit-il, ne s'exécute guère correctement qu'à Montpellier où elle se mêle à celle du chevalet; il cite les fêtes, les passages de personnages marquants, dans lesquels elle a figuré et va même jusqu'à donner la notation de la musique dont elle était accompagnée par les hautbois et les tambourins.

De même qu'à Pézenas, à Béziers, voire même à Toulouse, les treilles ont été maintes fois dansées à Narbonne dans des circonstances dont certains d'entre nous, je parle de ceux qui jouissent du privilège peu enviable de l'âge, ont dû garder le souvenir.

Mais, en dehors de ces traditions plutôt méridionales qu'exclusivement narbonnaises, il en est d'autres qui

appartiennent plus particulièrement à notre Cité, telles que le Castelet, la Ramade, las Baquetos et qui mériteraient d'être sauvées de l'oubli. La Commission ne pense-t-elle pas qu'il serait bon de leur consacrer une étude analogue à celle que vient de consacrer à la danse des treilles, la Revue des langues romanes ?

M. le CONSERVATEUR dépose sur le bureau un diplôme commémoratif accordé par le ministre du Commerce à la Commission archéologique de Narbonne, comme exposant de la section rétrospective à l'exposition universelle de 1900.

Sur la proposition de MM. Favatier et Bories, a été nommé membre M. l'abbé Mario, curé de Saint-Paul-Serge à Narbonne.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 3 heures 45.

Fait à Narbonne, le lundi sept avril mil neuf cent deux.

Le Président,

L. FAVATIER.

Le Secrétaire,

L. BERTHOMIEU.

Séance du lundi 5 mai 1902.

La séance est ouverte à 2 heures 30, sous la présidence de M. Favatier.

Présents: MM. Amardel, Barlabé, Baron, l'abbé Dupuy, Gulet, de Monerie, Riols, Thiers, Viennet, *membres résidents*; Cabannes, Rouzaud, *membres correspondants*; Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE

Société Française d'Archéologie (9 avril 1902). Invitation au Congrès archéologique de France, 69^e session 1902, qui se tiendra à Troyes (Aube) et à Provins (Seine-et-Marne) à partir du 24 juin, à 2 heures. Programme et instructions diverses.

Comice agricole de Narbonne (15 avril 1902) demande à la Commission de s'intéresser au concours agricole qui aura lieu du 8 au 22 juin à Narbonne, et dont il envoie le programme.

M. Deloupy, rue Nationale à Montpellier (25 avril 1902), envoie une petite pièce de monnaie romaine trouvée près des Sarcophages de Périès; il l'offre au Musée et demande à quel empereur elle appartient et quels sont les emblèmes qui ornent les deux faces.

M. AMARDEL dit que c'est un petit bronze de Vespasien III assez commun; quant aux ornements des deux faces, le mauvais état de la pièce ne permet pas de les déterminer.

M. le SECRÉTAIRE donne lecture de quelques extraits d'une très intéressante publication de notre collègue M. Jean Guiraud sur un inventaire du xiv^e siècle, d'André Fré dol, chanoine de Saint-Just et abbé de Saint-Aphrodise de Béziers, qui possédait à Narbonne des biens importants; cet article est le premier d'une série d'inventaires Narbonnais que M. Guiraud se propose de publier dans notre Bulletin; une première partie comprendra les inventaires du xiv^e siècle d'André Fré dol et de Jacques de Broa, lui aussi, chanoine de Saint-Just, avec un index explicatif et une préface; elle paraîtra dans les quatre numéros du Bulletin, de juillet 1902 à janvier 1904.

L'assemblée qui a écouté la lecture de cette étude avec le plus vif intérêt, en ordonne le renvoi au comité de publication.

Sur la proposition de M. Tissier, est accepté l'échange de notre Bulletin, avec la *Revue de l'histoire de Lyon*, (Documents et bibliographie) paraissant tous les deux mois, Rey et C^{ie} imprimeurs, 4, rue Gentil à Lyon.

M. Charles BARON offre, au nom de Madame veuve Cassan et de M. Pierre Peix, hôtel de Breteuil à Marseille, une belle gravure du bas-relief sculpté par David d'Angers sur l'un des côtés de l'arc de triomphe de Marseille et qui représente « la Patrie appelant ses enfants à son secours. » Cette gravure a cela d'intéressant qu'elle a été dédiée, par un autographe de l'auteur « aux patriotes concitoyens « de son ami Th. Raynal qui faisaient partie, en 1849, « du club de l'union de Narbonne » et qu'elle porte la signature de l'auteur. Remerciements.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures.

Fait à Narbonne le lundi cinq mai mil neuf cent deux.

Le Président,
L. FAVATIER.

Le Secrétaire,
L. BERTHOMIEU.

Séance du lundi 2 juin 1902.

La séance est ouverte à 2 heures 20, sous la présidence de M. Favatier.

Présents: MM. Amardel, Aussilloux, Baron, de Monerie, Viennet, *membres résidants*; Cabannes, Rouzaud, *membres correspondants*; Tissier, *bibliothécaire*, Berthomieu, *secrétaire*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE

La Société des antiquaires de l'Ouest, à Poitiers, demande l'échange des publications. Accepté.

Un membre de la sous-commission d'archéologie rend compte des actes de vandalisme dont le Musée lapidaire de Lamourguier vient d'être le théâtre ; on sait que, depuis l'évacuation de la caserne de Lamourguier par le bataillon du 100^e qui l'occupait ; cet immeuble qui confine immédiatement à notre nouveau Musée lapidaire a été laissé, en attendant sa démolition, dans un état complet d'abandon et à l'entière disposition du public qui pouvait, sans aucune surveillance, le parcourir dans toute son étendue. Pareille occasion ne pouvait échapper à quelqu'une de ces bandes de jeunes vauriens dont notre ville, sans en avoir le monopole, est largement favorisée ; deux invasions successives du Musée ont eu lieu : l'une, par les toits et l'escalier du clocher, qui n'a eu pour résultat que le bris de quelques vitraux et l'enfoncement de la porte de cet escalier ; l'autre, plus sérieuse, s'est produite aux environs de la Pentecôte, par une des minces fenêtres ogivales qui s'élèvent sur le côté septentrional de la nef et communiquent avec d'anciennes chambrées de la caserne ; cette fenêtre, solidement murée, a été enfoncée et les moellons détachés de cette clôture, après avoir encombré le Triforium, ont été projetés sur le massif de monuments antiques, situé au-dessous ; par cette sorte de créneau et probablement au moyen de frondes, les envahisseurs se sont livrés à l'attaque des vitraux des fenêtres situées en face, sur le côté méridional de la nef, et en ont brisé une cinquantaine.

M. le CONSERVATEUR a adressé une plainte à la municipalité qui lui a promis, un peu tardivement peut-être,

d'exercer sur ce chantier une surveillance effective ; il est inutile d'ajouter qu'on n'a découvert aucun des auteurs de ces méfaits.

L'assemblée a peine à comprendre comment des faits semblables peuvent se produire dans une ville civilisée ; elle ne saurait trop attirer l'attention de nos édiles sur de pareils actes de vandalisme qui, s'ils n'étaient pas réprimés, risqueraient de détruire en quelques heures, l'œuvre de sauvetage et de conservation à laquelle s'est vouée la Commission archéologique et qu'elle poursuit depuis de longues années, à travers les obstacles de toute sorte qui se dressent devant elle.

M. FAVATIER lit quelques extraits de la suite de ses études sur la Vie municipale à Narbonne au ^{xvii}^e siècle. Renvoyé au comité de publication.

M. ROUZAUD, passant en revue les sources de notre histoire locale, signale l'importance de notre *Inventaire des titres de l'archevêché*, dont les documents originaux sont aujourd'hui perdus ou dispersés ; celle de *l'Inventaire des titres du Chapitre Saint-Just*, propriété de la famille de Martin ; le haut intérêt des *Inventaires de Fontfroide* et la richesse de nos *Archives municipales*, inventoriées par M. Mouynès. Dans tous ces documents apparaissent bien des citations relatives à nos vicomtes, c'est-à-dire à la première de nos anciennes autorités civiles, mais c'est toujours indirectement, en raison des relations de l'archevêché, du chapitre ou de la ville avec la vicomté.

Des archives proprement dites de nos vicomtes, on ne peut que déplorer la perte ou la disparition, de telle sorte qu'une très considérable lacune semble exister dans les sources de nos annales. M. Rouzaud pense cependant que cette lacune pourrait être en partie comblée un jour par le dépouillement des archives de la maison de Foix,

conservées soit à Foix soit à Pau, les anciens comtes de Foix ayant possédé la vicomté de Narbonne pendant une centaine d'années, et surtout par des recherches dans les *Archives de l'ancienne Chambre des comptes de Languedoc*, au chef-lieu du département de l'Hérault.

Par ordre supérieur, les titres particuliers de Languedoc furent en effet réunis et centralisés à Montpellier dans la seconde moitié du ^{xvii}^e siècle et ils servirent probablement de base à la Recherche générale des droits du Roi dans toute la province. A cette époque, les innombrables documents réunis à Montpellier dans un but purement fiscal, furent inventoriés et classés et l'inventaire de tous ces titres existe encore aux archives de l'Hérault. La simple lecture de ce répertoire, où bien des documents narbonnais sont cités ou analysés, permet de suivre la trace d'une partie de nos archives vicomtales. En l'absence des documents originaux, les analyses de ce recueil présentent déjà une réelle valeur. Mais il y a mieux et M. Rouzaud pense que les documents eux-mêmes existent encore à Montpellier, soit à la Préfecture, soit au Palais de justice, où gisent pêle-mêle, avec leur cotes et leurs rubriques, la plupart des liasses, sacs et registres dont il est fait mention dans l'ancien inventaire.

Par suite de remaniements et surtout de déplacements des archives, l'ordre de ces documents a été bouleversé et ils constituent actuellement aux archives départementales de l'Hérault la grande partie du fond non classé. Encore inconnus et soustraits aux recherches, ils pourraient cependant être retrouvés en utilisant les indications de l'ancien Inventaire et les rubriques des sacs et liasses.

L'assemblée remercie M. Rouzaud de son intéressante communication.

M. le Dr AUSSILLOUX offre un grand bronze de Vespasien, une monnaie de cuivre de Louis XIV connue sous le nom

de « Dardenne » et une pièce d'argent de Louis XV.
Remerciements.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à
3 heures 45.

Fait à Narbonne le lundi deux juin mil neuf cent deux.

Le Président,

L. FAVATIER.

Le Secrétaire,

L. BERTHOMIEU.

PROCÈS-VERBAUX



Séance du lundi 7 juillet 1902.



La séance est ouverte à 2 heures 25, sous la présidence de M. Favatier.

Présents : MM. Amardel, Baron, de Monerie, Riols, Sallis, *membres résidants* ; Ader, Cabannes, *membres correspondants* ; Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE

Association française pour l'avancement des sciences. Invitation au congrès qui s'ouvrira, cette année, le jeudi 7 août, à Montauban. Instructions sur les logements et les billets de chemin de fer à prix réduit. Bulletin de vote pour les délégués de l'association.

Un membre de la sous-commission d'archéologie dit que le Musée lapidaire de Lamourguier a été honoré dans la journée du mardi 10 juin, de la visite de S. G. Mgr de Cabrières; le vénérable prélat a exprimé, à plusieurs reprises, tout l'intérêt que lui inspirait cette visite et en a témoigné sa satisfaction.

Tous ceux qui connaissent la profonde science de Mgr de Montpellier et, en particulier, son goût éclairé pour tout ce qui a trait à l'archéologie et à l'histoire des temps passés, se réjouiront d'une appréciation aussi flatteuse et qui est, pour notre Musée lapidaire, un véritable titre de gloire.

M. le SECRÉTAIRE signale dans la troisième livraison de l'année 1901 du *Bulletin archéologique* et dans la *Revue épigraphique* n° 104, la copie de l'inscription de Narbonne, que nous avons rapportée sous le n° 1 dans le procès-verbal de la séance de la Commission archéologique du 5 août 1901. Cette dernière revue en donne même une très ingénieuse restitution due à M. le professeur Buache-ler.

M. TISSIER lit quelques extraits d'une étude de M. l'abbé Sabarthez sur le concile d'Attilian, et M. AMARDEL donne lecture d'un travail sur la monnaie de Narbonne à la fin de la domination romaine.

Ces deux études, qui ont été écoutées avec le plus vif intérêt, sont renvoyées au comité de publication.

M. de Monerie offre une sorte de métier malgache à tisser l'raphia, rapporté de Madagascar par M. le commandant Legros. — Remerciements.

M. le TRÉSORIER fait connaître la situation financière de la Société.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 3 heures 45.

Le Président,
J. RIOLS.

Le Secrétaire,
L. BERTHOMIEU.

Séance du lundi 4 août 1902.

La séance est ouverte à 2 heures 10, sous la présidence de M. Riols.

Présents : MM. de Monerie, Sallis, *membres résidents* ; Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE

Sous-préfecture (8 juillet 1902) demande qu'on lui fasse parvenir le rapport annuel sur l'emploi des 1.500 fr. de subvention accordés en 1901 par le Conseil général de l'Aude à la Commission archéologique de Narbonne.

Ce rapport a été envoyé le 15 juillet.

Mairie (11 juillet). — Lettre du deuxième adjoint invitant le président de la Commission à livrer à M. l'architecte de la ville les clés du Musée lapidaire de Lamourguier, pour y déposer le feu d'artifice du 14 juillet.

L'assemblée vote l'achat, pour la somme de 1 fr., d'un exemplaire du catalogue du Musée de Carpentras, qui lui est proposé par M. Brun, libraire de cette ville.

M. le baron de RIVIÈRES offre à la commission l'inventaire des possessions de noble Jean seigneur de Belcastel en Quercy (1490), publié et annoté par lui ; il envoie aussi les deux articles suivants destinés au *Bulletin* :

1^o Quelques notes sur la cathédrale Saint-Just de Narbonne au commencement du XVIII^e siècle ;

2^o Le petit évêque. — Remerciements.

d*

XLVIII

M. le CONSERVATEUR communique une lettre par laquelle M. Leroy annonce à M. le maire qu'il est chargé par M. le baron de Rothschild d'offrir au Musée de Narbonne, avec condition d'exposition permanente, un tableau de M. Gabriel Mathieu, qui a figuré au dernier salon, sous le n° 1147 et représentant *les bords de la Creuse à Gargillesse*, l'assemblée accueille cette nouvelle avec un vif sentiment de reconnaissance.

Le même membre dit qu'il a reçu de M. le Maire l'invitation de livrer à M. l'architecte de la ville cinq tableaux du Musée pour orner la salle du Synode, à l'occasion du banquet que la municipalité de Narbonne se proposait d'offrir le dimanche 3 août.

Ces tableaux sont rentrés au Musée sans avaries.

M. le SECRÉTAIRE donne lecture des deux études envoyées par M. le baron de Rivières pour le *Bulletin*. L'assemblée qui les a écoutées avec le plus vif intérêt, en ordonne le renvoi au comité de publication.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures.

Le Président,

J. RIOLS.

Le Secrétaire,

L. BERTHOMIEU.

Séance du lundi 1^{er} septembre 1902.

Suivant l'habitude, la séance du 1^{er} septembre n'a pas eu lieu.

Le Secrétaire,

L. BERTHOMIEU.

Séance du lundi 6 octobre 1902.

La séance est ouverte à 2 heures 30, sous la présidence de M. Riols.

Présents : MM. Aussilloux, Baron, de Monerie, *membres résidents*; Cabanes, le Dr Ebrard, *membres correspondants*; Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE

Congrès international des Bibliothécaires (juin 1902).
Demande de participer à la souscription destinée à publier une bibliographie des œuvres de M. Léopold Delisles, administrateur général de la bibliothèque nationale, à l'occasion du cinquantenaire de son entrée comme attaché à la dite bibliothèque.

L'assemblée décide qu'une somme de 5 fr., somme fixée par le Comité, lui sera adressée par M. le bibliothécaire, au nom de la Commission archéologique de Narbonne.

Ministère de l'Instruction publique (16 juillet) avis d'envoi de dix exemplaires du programme du 41^e congrès des Sociétés savantes, qui s'ouvrira à Bordeaux, le 14 avril 1903. Instructions pour les communications ou envois de mémoires.

Ministère de l'Instruction publique (16 juillet). Envoi du programme du concours d'archéologie espagnole, organisé par la municipalité de Barcelone, qui a été communiqué par M. le ministre de l'Instruction publique, avec prière de le faire connaître aux savants français.

M. le CONSERVATEUR annonce que le tableau donné par M. le baron Alphonse de Rothschild est arrivé en bon état

L.

le 12 avril; il ne reste plus qu'à lui trouver une place convenable dans nos galeries.

Il rend compte d'un accident qui s'est produit, vers le milieu du mois d'août à notre Musée lapidaire de Lamourguier. Au cours de la démolition du couvent, d'énormes pierres tombées de la hauteur du deuxième étage, ont démoli le mur de soutènement du fond de la chapelle qui touche l'arc triomphal dans la partie nord de la nef. L'entrepreneur a fait aussitôt remplacer ce mur par une simple cloison de briques tout à fait insuffisante pour remplacer le mur détruit.

M. l'architecte, immédiatement informé, a dit qu'il allait faire rétablir ce mur, dans le plus bref délai possible. Mais ce projet est resté, jusqu'à présent, à l'état de promesse.

M. le CONSERVATEUR dit qu'une partie de la peinture du tableau de *Sébastien del Piombo*, qui nous a été procuré par M. Chaber, s'est détachée de la toile; outre une partie du vêtement qui a tout à fait disparu, un accident pareil mais beaucoup plus grave, qui n'est fort heureusement encore qu'à l'état de simple boursoufflure, semble menacer le nez et la lèvre du personnage.

On n'est pas encore parvenu à s'expliquer la cause de cet accident pas plus qu'on ne s'est décidé sur les moyens à prendre pour le combattre.

M. le Dr CHARPENEL offre à la bibliothèque un ouvrage de son oncle, M. Jules Laurens, intitulé : *la Légende des Ateliers, fragments et notes d'un artiste peintre de 1842 à 1900*. — Remerciements.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures.

Le Président,

L. FAVATIER.

Le Secrétaire,

L. BERTHOMIEU.

Séance du 10 novembre 1902.

La séance est ouverte à 2 heures 30, sous la présidence de M. Favatier.

Présents : MM. Baron, Cros-Mayrevieille, Grulet, de Monerie, Riols, *membres résidents* ; Cabannes, *membre correspondant* ; Tissier, *bibliothécaire*, et Viennet, *secrétaire adjoint*.

M. Berthomieu, *secrétaire*, se fait excuser pour cause de santé.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE

M. de Beaurepaire Froment, directeur de *la Tradition*, quai des Orfèvres, 60, Paris, 1^{er} arrondissement, demande qu'on lui adresse le dernier volume paru de notre *Bulletin*, afin d'en rendre compte dans sa revue. — Réservé.

M. Marty, membre correspondant qui avait envoyé un travail pour le *Bulletin*, l'a repris momentanément pour le refondre.

La commission décide de souscrire à un ouvrage de M. Charles Portal, archiviste d'Albi, sur la ville de Cordes (Tarn).

M. le CONSERVATEUR du Musée dit que M. Jules Grulet, membre résidant, a fait transporter au Musée lapidaire de Lamourguier une inscription de 1637, trouvée dans les démolitions récentes d'un immeuble situé rue de la Monnaie, détruit pour être incorporé à la voie publique. — Remerciements.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures.

Le Président,

L. FAVATIER.

Le Secrétaire,

M. VIENNET.

Séance du lundi 1^{er} décembre 1902.

La séance est ouverte à 2 heures 30, sous la présidence de M. Favatier.

Présents : MM. Baron, Bories, Gulet, de Monerie, Riols, de Stadiou, Thiers, *membres résidents*; Ader, Cabannes, Rouzaud, *membres correspondants*; Tissier, *bibliothécaire*, et Viennet *secrétaire-adjoint*.

M. BERTHOMIEU, secrétaire, retenu chez lui par l'état de sa santé, exprime par écrit le regret de ne pouvoir assister à la séance.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE

Préfecture de l'Aude (10 novembre 1902) annonce que le Conseil général de l'Aude a maintenu au budget de 1903 le crédit de 1500 fr. précédemment alloué à la Commission archéologique de Narbonne.

M. Gerd. Ongania, libraire-éditeur à Venise, demande au Musée de souscrire au Bréviaire Grimani, actuellement sous presse et dont le coût sera de 20 fr. La commission décide de demander, avant toute décision, à M. Ongania, un spécimen de l'ouvrage en communication.

Elle décide aussi de rejeter la demande de la *Tradition*, dont il a été question dans la dernière séance.

M. le PRÉSIDENT rappelle que, dans la séance du 2 janvier 1900, il fut donné lecture d'une courte notice historique sur la Commission archéologique de Narbonne. Cette notice avait été faite sur la demande du Comité de l'Exposition universelle de 1900 (circulaire ministérielle du 24

octobre 1898); après cette lecture, l'assemblée décida qu'elle serait insérée *in extenso* dans le procès-verbal de la séance, et renvoyée au comité de publication pour être publiée dans le *Bulletin*; plusieurs circonstances imprévues ne permirent pas de mettre alors ce projet à exécution.

M. le PRÉSIDENT pense qu'il serait bon de revenir sur cette question. La Commission archéologique ne trouvera jamais de meilleures circonstances pour exposer son œuvre aux yeux de ses concitoyens et les faire juges des services qu'elle a rendus à notre cité.

L'assemblée approuve et décide que la notice paraîtra dans le prochain *Bulletin*.

M. MAURICE VIENNET offre à la bibliothèque un exemplaire du discours prononcé le 18 août 1902, au plateau des Poètes à Béziers, par M. Marius Labarre, pour l'inauguration du buste de son oncle Viennet, de l'Académie française. — Remerciements.

Il est ensuite procédé au renouvellement du bureau pour l'année 1903.

BUREAU :

MM. FAVATIER, *Président*.
 BERTHOMIEU, *Secrétaire*.
 VIENNET, *Secrétaire adjoint*.
 DE MONERIE, *Trésorier*.

SOUS-COMMISSIONS

Bibliothèque : MM. le Dr AUSSILLOUX, BORIES, CROS-MAYRE-VIEILLE, l'abbé DUPUY, FAVATIER, VIENNET.

Publications : MM. ADER, AMARDEL, CABANNES, CROS-MAYRE-VIEILLE, FAVATIER, ROUZAUD, THIERS, VIENNET ;

LIV

M. TISSIER, bibliothécaire sera convoqué à toutes les séances du comité.

Archéologie : MM. AMARDEL, BARON, BERTHOMIEU, CABANNES, ROUHARD, DE STADIEU, THIERS.

Beaux-arts : MM. BERTHOMIEU, GRULET, DE MARTIN, DE MONE-RIE, RIOLS, SALLIS.

Histoire naturelle : MM. D'ANDOQUE, BARON, GAUTIER, ROUZAUD.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 3 heures 30.

Le Président,

L. FAVATIER.

Le Secrétaire adjoint,

M. VIENNET.

PROCÈS-VERBAUX

Séance du lundi 5 janvier 1903.

La séance est ouverte à 2 heures 15, sous la présidence de M. Favatier.

Présents ; MM. Bories, Grulet, de Monerie, Riols, de Stadieu, *membres résidents* ; Cabannes, Rouzaud, *membres correspondants* ; Tissier, *bibliothécaire*, et Viennet, *secrétaire-adjoint*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE

• Ministère de l'Instruction publique (15 décembre 1902). Bulletin du Comité des Sociétés des Beaux-arts des départements. Programme de la 27^{me} réunion annuelle qui se tiendra en 1903.

Ministère des Beaux-Arts. M. le TRÉSORIER fait connaître qu'il a reçu une allocation de 400 fr. pour travaux de restauration à faire au Musée archéologique de l'ancienne église de Lamourguier à Narbonne.

M. le SECRÉTAIRE est invité à écrire sans retard à M. Nodet, inspecteur des Monuments historiques, pour le

LVI

prier de faire examiner quels sont les travaux les plus urgents à faire au Musée lapidaire et d'établir à cet égard un devis estimatif.

M. Jules RIOLS offre au Musée une assiette en faïence fine de la fabrique de Niederwiller, à la marque du comte de Custine (une couronne de comte et deux C entrelacés). Remerciements.

Sur la présentation de MM. Favatier et Viennet, ont été nommés membres libres MM. Paul Bourjade, licencié en droit, et Joseph Campardou, licencié ès-sciences, tous les deux domiciliés à Fleury-d'Aude.

Sur la présentation de MM. Bories et Viennet, M. Jacques Bonnet, ancien bijoutier à Narbonne, a été également nommé membre libre.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 3 heures 15.

Fait à Narbonne, le lundi 5 janvier 1903.

Le Président,

L. FAVATIER.

Le Secrétaire-adjoint,

M. VIENNET.

Séance du lundi 2 février.

La séance est ouverte à 2 heures 15, sous la présidence de M. Favatier.

Présents: MM. Amardel, Baron, Bories, Grulet, de Monerie, Riols, Rouhard, Sallis, de Stadieu, *membres résidents*; Cabannes, *membre correspondant*; Tissier, *bibliothécaire*, et Viennet, *secrétaire-adjoint*, remplaçant M. Bertho-

mieu, secrétaire, que l'état de sa santé tient encore éloigné de nos séances.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE

Board of Education, South Kensington London. S. W.
3 janvier 1903. Avis de réception du fascicule du Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne. Année 1902, 2^{me} semestre, tome VII.

M. le SECRÉTAIRE expose que, conformément à la décision prise dans la dernière séance, au sujet de l'allocation de 400 fr. accordée par le Ministère des Beaux-Arts pour travaux de restauration au Musée archéologique de l'ancienne église de Lamourguier à Narbonne, M. le Président et M. le secrétaire ont écrit à la date du 13 janvier 1903, à M. Nodet, architecte des Monuments historiques, pour lui faire part de la subvention du Ministère et lui demander de nous indiquer le meilleur emploi à faire de cette somme. M. Nodet s'est empressé de répondre le 21 janvier à M. le Président que les 400 fr. alloués par le Ministère avaient pour objet de nous permettre d'achever le recolement des collections assemblées à Lamourguier et que le but évident de M. le Ministre était avant tout une marque d'intérêt pour nos belles collections.

Après la lecture de la lettre de M. Nodet, la Commission décide à l'unanimité d'adresser à M. le Ministre des Beaux-Arts l'expression de sa respectueuse reconnaissance pour la marque d'intérêt qu'il lui a donnée en lui allouant une somme de 400 fr. affectée aux travaux d'installation du Musée lapidaire de Lamourguier.

La Commission vote ensuite à la sous-commission de peinture le crédit nécessaire à l'achat d'un exemplaire de

l'ouvrage édité par Richter et C^{ie}, éditeurs à Naples, sur les fouilles de Pompéi.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 3 heures 30.

Fait à Narbonne, le lundi 2 février 1903.

Le Président,

Le Secrétaire-adjoint,

CH. DUPRÉ.

M. VIENNET.

Séance du lundi 2 mars 1903.

La séance est ouverte à 2 heures 15, sous la présidence de M. Dupré, sous-préfet de l'arrondissement de Narbonne.

Présents : MM. Aussilloux, Cros-Mayrevieille, Grulet, de Monerie, Riols, de Stadieu, *membres résidents*; Ader, Cabannes, Rouzaud, *membres correspondants*; Tissier, *bibliothécaire*, et Viennet, *secrétaire-adjoint*.

En ouvrant la séance M. le Sous-Préfet dit combien il est heureux de se trouver au milieu de nous. Il désirait depuis longtemps prendre part à nos réunions; jusqu'ici ses occupations professionnelles l'en avaient empêché. Il tient néanmoins à cœur de nous exprimer sa vive sollicitude et celle du gouvernement pour nos travaux.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE

Ministère de l'Instruction publique (3 février 1903).
Accusé de réception des 57 exemplaires du Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne destinés au service des diverses Sociétés savantes.

Association française pour l'avancement des sciences

(21 février 1903). Avis que le compte-rendu du Congrès de Boulogne-sur-Mer, pourra être expédié dès maintenant à la Commission archéologique.

M. ADER, membre correspondant, offre au Musée une petite plaque en cuivre, portant des traces d'émail, trouvée dans la chapelle Saint-Antoine, à Cabezac. — Remerciements.

Nous possédons dans la collection d'archéologie deux autres plaques de même forme et du même genre, du style bysantin. L'une est émaillée en bleu; la seconde, trouvée dans les fouilles des remparts est ornée d'une figurine en relief.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 3 heures 30.

Fait à Narbonne, le lundi 2 mars 1903.

Le Président,

Le Secrétaire-adjoint,

L. FAVATIER.

M. VIENNET.

Séance du lundi 6 avril 1903.

La séance est ouverte à 2 heures 15, sous la présidence de M. Favatier.

Présents : MM. Amardel, Bories, Cros-Mayrevieille, abbé Dupuy, Gautier, Riols, Sallis, de Stadieu, Thiers, *membres résidents*; Cabannes, Rouzaud, *membres correspondants*; Tissier, *bibliothécaire*, et Viennet, *secrétaire-adjoint*.

M. le PRÉSIDENT annonce que la Commission vient d'être très cruellement frappée par la mort de notre dévoué secrétaire, M. Léonce Berthomieu, qui a succombé le 10

mars aux suites d'une longue et cruelle maladie et par la mort de M. Henri d'Andoque de Sériège, emporté le 30 mars dernier par un mal également implacable.

Le drap de la Commission figurait aux obsèques de M. Berthomieu, tenu par MM. Amardel, Bories, Gautier et Viennet et aux obsèques de M. d'Andoque, tenu par MM. Bories, Cros-Mayrevieille, de Stadieu et Viennet.

M. le PRÉSIDENT prononce l'éloge funèbre de M. Berthomieu, reproduit *in-extenso* dans le présent bulletin.

Cet éloge funèbre de notre cher et regretté secrétaire est accueilli par les marques d'approbation unanimes de l'assemblée, qui s'associe aux sentiments pleins d'émotion que vient d'exprimer son président, d'une manière si éloquente.

M. le PRÉSIDENT continue en ces termes :

« Ces lignes étaient écrites lorsqu'un nouveau deuil est
« venu frapper la Commission archéologique. Lundi der-
« nier, M. d'Andoque de Sériège nous a été enlevé, à
« l'heure où les forces physiques, intellectuelles et mora-
« les sont encore souvent pleines et entières. Sa constitu-
« tion robuste nous donnait d'ailleurs le droit d'espérer
« que nous le conserverions longtemps, mais il a été ter-
« rassé par un mal implacable, que n'ont pu conjurer ni
« les soins éclairés de la science médicale, ni les soins
« affectueux et dévoués de ses enfants.

« Intelligence ouverte, esprit cultivé, nature studieuse,
« M. d'Andoque s'était tourné surtout vers les sciences
« agricoles, d'une si grande importance dans nos contrées,
« et vers tout ce qui s'y rattache, physique, chimie, his-
« toire naturelle, arts mécaniques. Il avait été naturelle-
« ment attiré de ce côté par sa situation de grand proprié-
« taire terrien, et il y avait conquis une véritable autorité
« dans les questions agricoles ; mais il ne se laissait pas

« absorber par les intérêts matériels. A la tête d'une
 « grande fortune, il avait compris les devoirs qu'elle
 « impose, il savait se dévouer aux œuvres sociales, et
 « spécialement à l'enseignement chrétien des classes
 « populaires, pour lequel il n'avait pas reculé devant des
 « sacrifices importants.

« C'est en 1891 seulement que M. d'Andoque était entré
 « dans la Commission archéologique, et il y a déjà dix-
 « huit mois que la maladie à laquelle il devait succomber,
 « l'empêchait d'assister à nos séances. Son passage au
 « milieu de nous a donc été assez court, dix ans à peine,
 « et dix ans traversés par de fréquents voyages, des absen-
 « ces prolongées et de très lourdes occupations. Lorsque
 « M. d'Andoque devint notre collègue, il avait été déjà
 « cruellement frappé : Il avait eu le malheur de perdre sa
 « femme, foudroyée hélas ! en pleine jeunesse et en pleine
 « beauté. Il restait avec quatre jeunes enfants à élever,
 « trois grandes propriétés à gérer, une importante fortu-
 « ne à administrer, et, en outre, il habitait le château de
 « Moujan à 7 ou 8 kilomètres de Narbonne. Il est facile
 « de comprendre quelle bonne volonté il lui fallait dans
 « ces conditions pour venir assister à nos séances, et com-
 « bien ses absences étaient excusables. Souvent même,
 « me disait un de ses amis, il était retenu au dernier
 « moment par un obstacle imprévu. Et cependant nous
 « l'avons vu au milieu de nous, plus souvent que nous
 « n'eussions osé l'espérer. Vous savez, Messieurs, quelles
 « étaient sa gracieuse courtoisie, sa politesse exquise
 « envers ses collègues.

« L'intérêt qu'il témoignait à nos travaux est constaté
 « dans nos procès-verbaux. Plusieurs fois il nous a fait
 « don de pièces originales relatives à l'Histoire de la
 « Révolution ; et il y a peu de temps encore, ne pouvant
 « venir lui-même, il nous faisait communiquer par un de
 « nos collègues, une pièce intéressante, relatant l'entrée

« pontificale de M^{sr} Goux de la Berchère à Narbonne, le
« 12 février 1704.

« Son souvenir restera donc au milieu de nous, comme
« celui d'un confrère plein d'aménité, instruit, aimable et
« intelligent; et vous vous joindrez tous à moi, pour
« adresser à sa mémoire un adieu plein de regrets et de
« tristesse; mais, comme M. Berthomieu, il était sincère-
« ment chrétien : notre adieu sera donc aussi plein d'espé-
« rance, et nous lui disons : Au revoir, dans le séjour
« glorieux de l'éternelle paix. »

Ces paroles sont à leur tour accueillies par l'assentiment général de la Commission qui joint ses regrets à ceux de M. le Président pour la nouvelle perte qui vient de la frapper en la personne d'un de ses membres les plus distingués.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE

M. Octave Doin, éditeur à Paris (1^{er} mars 1903) annonce la préparation d'un annuaire général des Sociétés savantes de France et demande de lui adresser la liste des noms des membres composant notre société. Le secrétaire est chargé de ce soin.

M. le Secrétaire de la Société Belfortaine d'Émulation (25 mars 1903) a écrit pour avoir des renseignements sur notre organisation intérieure.

M. Jules RIOLS, conservateur du Musée, fait part à la Commission qu'à la date du 3 avril, sur la demande de M. le Maire et à l'occasion du banquet offert à M. Pelletan, ministre de la Marine, il a fait descendre et placer dans la salle du Synode les tableaux suivants : 1^o La fontaine de Jouvence, par Boulanger; 2^o Soleil couchant, par

Potter; 3° Vue du Simplon, par Lapito; 4° Intérieur de forêt, par Richard; 5° Côte de Marseille, par Lina Bill; 6° Les Buveurs, copie du tableau de Velasquez; 7° Le lac du Bourget, par Justin Ouvrié.

Sur la présentation de MM. Gabriel Cros-Mayrevieille et Viennet, sont nommés membres libres: MM. Joseph Senty, docteur en médecine à Argelliers (Aude), et Jules Azéma, propriétaire à Saint-Nazaire (Aude).

M. THIERS offre deux fragments de poteries de Samos, trouvés dans une de ses terres. L'un des deux représente le combat d'un gladiateur Samnite contre un Thrace, l'autre une scène de jeux Icariens.

M. J. Campardou, de Fleury, licencié ès-sciences, membre libre, nous a adressé une très intéressante communication que nous sommes heureux de reproduire *in-extenso*:

SÉPULTURES DU PREMIER AGE DE FER A FLEURY-D'AUDE

Pendant le défoncement d'une pièce de terre des environs immédiats du village, au mois de février dernier, les ouvriers mirent à jour, au niveau le plus bas des terres soulevées, à une profondeur moyenne de quarante centimètres, des dalles de pierre, de un demi mètre carré de surface et de cinq à six centimètres d'épaisseur environ. Avertis par l'aimable propriétaire du champ, M. Paul Trémoillère, que ce devaient être là des sépultures, nous nous y rendîmes, mon père et moi, afin de nous en rendre compte.

On soulevait précisément une nouvelle dalle à notre

o.

arrivée, et trois d'entre elles se trouvaient déjà malheureusement hors du chantier. Nous pûmes ainsi nous fixer sur leur contenu.

Cinq vases de différentes formes affleuraient sous la dalle. Les quatre plus petits étaient vides, mais entouraient une urne cinéraire un peu plus grande, d'une contenance de trois litres environ, dans laquelle nous trouvâmes avec des fragments d'os calcinés et des cendres les objets suivants :

Une boucle de ceinture en bronze ;
 Deux appliques de ceinturon ;
 Deux anneaux en cuivre ;
 Un anneau de doigt torsade en fil de cuivre ;
 Un hameçon en fil de cuivre ;
 Un petit flacon en bronze très grossièrement façonné ;
 Deux bracelets massifs en fer ;
 Une fibule en fer ;
 Une fusaïole en poterie ;
 Une pendeloque en fer météorique ;
 Les deux valves d'une coquille.

Le petit flacon en bronze nous a paru l'objet le plus curieux, mais la boucle de ceinturon est sans contredit le plus beau.

Les quatre tombes déjà mises à jour, formant un alignement E-W., nous conclûmes à la présence d'autres sépultures vers l'E. dans la partie du champ encore à travailler. Je priai les ouvriers de nous avertir lorsqu'ils arriveraient à la prochaine dalle, ce qui eut lieu le lendemain.

Je pris les plus grandes précautions pour dégager l'urne qui se trouvait sous la dalle mise à jour. J'y réussis pleinement, et nous pûmes l'apporter chez nous sans en perdre le moindre fragment. Là, nous la vidâmes, et son contenu fût passé au crible. Nous eûmes le regret de n'y

trouver que des cendres et des débris d'os calcinés. Résultat qu'aurait pu cependant nous faire prévoir, la pauvreté de la poterie d'une part, et de l'autre l'absence de vases accessoires.

De retour au champ, une nouvelle dalle s'offrait à nous. Mais les ouvriers l'avaient attaquée trop brusquement, sa profondeur dans le sol étant plus faible et une des deux poteries nous échappa encore. Nous pûmes cependant rassembler les débris de l'urne cinéraire, que nous avons reconstituée. Elle contenait outre le corps incinéré :

Deux couteaux en fer (long. 185 et 180 ^m/_m) ;

Deux fibules en fer (ou peut-être des débris de monture des couteaux) ;

Une amulette en fer météorique.

Les soies des couteaux sont plates, rectangulaires et à deux rivets.

La limite du défoncement était encore à une quinzaine de mètres de nous, et nous pouvions encore compter sur de nouvelles sépultures. Il n'en fut malheureusement rien, et le travail se termina sans aucune autre découverte.

Nos regrets sur la perte des trois premières sépultures augmentèrent, et nous résolûmes de déblayer à nouveau le terrain aux points où elles se trouvaient. L'opération se fit sans difficulté, mais nous trouvâmes toutes les poteries rasées et de nombreux débris sans grande valeur. Dans les déblais nous recueillîmes cependant :

Un bracelet en bronze bien conservé ;

Un anneau torsade en fil de cuivre, dont plusieurs spirales nous ont échappé ;

Une tête d'épingle en cuivre ;

Un bord de vase en bronze.

Mis en éveil par ces découvertes, je remarquai dans un chemin creux, à quatre-vingts mètres environ de la ligne

des sépultures et dans une direction à peu près parallèle, un coin de dalle qui dépassait le talus d'une quinzaine de centimètres. Il nous fut facile de nous rendre compte qu'il s'agissait d'une sépulture du même type.

La dalle se trouvait, grâce à des travaux d'aplanissement du champ supérieur, à un mètre environ au-dessous du niveau du sol. Sur la dalle, contre notre attente, nous trouvâmes les débris d'un grand torques en cuivre, terminé de part et d'autre par un simple enroulement. Malgré mes soins je n'ai pu le reconstituer.

Sous la dalle se trouvaient deux vases. Le plus petit de un demi-litre de contenance environ, l'autre, constituant l'urne cinéraire et muni d'un couvercle. Comme pour les dernières sépultures, nous les décapâmes soigneusement, et les vidâmes chez nous à loisir.

Le vase funéraire était vide, mais l'urne renfermait avec les restes habituels de l'incinération un petit vase et une valve du même coquillage trouvé dans la première sépulture, mais un peu plus grande.

Notre espoir d'y trouver des métaux fut déçu.

Un peu plus loin dans le talus, deux bords de vases, témoignaient de la présence d'une autre sépulture, emportée par l'ablation naturelle des terres sur la pente. Une autre ligne de sépultures s'étendait donc le long du talus. Sa direction était parallèle à celle du champ.

A l'aide d'une tige de fer de un mètre vingt de longueur, nous avons essayé des sondages dans le talus et le champ supérieur, pour rencontrer d'autres dalles. Un sous-sol pierreux nous y a fait renoncer, et il faut se résoudre à attendre ce résultat de nouveaux défoncements.

D'une façon générale, les poteries sont faites sans tour, de forme parfois élégante et toujours régulière; elles n'ont aucun ornement. Leur cassure est absolument noire, à peine parsemée de quelques grains de mica blanc. Le poids des terres les a toutes fragmentées, mais le comble-

ment par les eaux d'infiltration, de tous les interstices, permet, avec du soin, de les dégager tout d'une pièce, quitte à resouder les morceaux après les avoir vidées.

Les métaux sont totalement oxydés, sauf le bronze, mais les effets de l'oxydation, désastreux pour les objets en fer, dont on a peine à retrouver la forme, le sont peu pour les objets en cuivre, dont l'aspect est encore satisfaisant.

L'âge des sépultures me paraît fixé par la présence du fer, peu abondant et encore employé avec le cuivre pour la bijouterie. Nous sommes sans nul doute dans le premier âge du fer, époque Hallstadtienne (sépultures à incinération).

Notre situation au bord de la mer, la présence de coquillages et d'un hameçon dans les sépultures, peut nous permettre de croire que la pêche était la principale industrie des habitants.

J. CAMPARDOU,

Licencié ès-sciences.

Cette communication, pleine d'intérêt est accueillie avec la plus vive satisfaction. M. le Secrétaire est chargé d'exprimer à M. Campardou les remerciements de la Commission.

M. AMARDEL lit un mémoire intitulé: *Les jetons de mariage et les monnaies de Nîmes au pied de Sanglier*. Renvoyé au Comité de publication.

M. TISSIER dépose une publication ayant pour titre: *Documents inédits pour servir à l'histoire de la province de Languedoc et de la ville de Narbonne en particulier (1597-1632)*. Renvoyé au Comité de publication.

M. Julien YCHÉ, membre libre, fait déposer la continuation de ses Notes sur Gamelin. Renvoyé au Comité de publication.

M. BORIES, au nom de M. Julien Yché, donne lecture à la Commission, de la notice suivante :

Camille Jullian dans son « Gallia » (1), qui est un petit chef-d'œuvre de vulgarisation, a écrit à propos de la sculpture des Gallo-Romains :

« Près des deux tiers peut-être de leurs monuments funéraires nous offrent les portraits des défunts ou des scènes empruntées à leur existence.

« Sur beaucoup de ces monuments on voit le buste ou l'image en pied du défunt : ce sont bien des portraits, et nous n'avons pas affaire un seul instant à des figures idéalisées. Le mort a une physionomie très nette, ses défauts physiques ne sont point cachés : quelques-uns ont une calvitie bien apparente. Il est toujours représenté avec les objets qui caractérisent sa profession ou ses habitudes, ou ceux qu'il a le plus aimés. Les enfants ont des jouets, ou tiennent un chat, un oiseau, quelque animal familier. Les femmes portent des miroirs, des vases à parfum, des corbeilles de fleurs ou de fruits. Un tailleur de pierre tient un ciseau, le cocher agite son fouet, le forgeron soulève son marteau. Sur un tombeau de Bordeaux un sculpteur est représenté dans une niche, sculptant un chapiteau de son propre monument. »

Tout le chapitre serait à citer.

La reproduction de trois faces de sarcophages accompagne le texte. Deux nous présentent les bustes d'un charpentier et d'un entrepreneur avec comme accessoires, la

(1) Pag. 146-147.

règle, la hachette, la scie, le ciseau, la truelle et l'ascia. Le troisième serait le portrait en pied d'un marchand de pommes.

Au dessin est jointe cette note : « Sculpture d'un tombeau. « A côté une inscription reproduit le cri du marchand : « MALA, MVLIERES, MVLIERES MEAE : « Des pommes, « mesdames, mesdames. »

La provenance du monument n'étant pas indiquée, ce n'est pas sans une certaine surprise que nous avons constaté une ressemblance complète avec la sculpture du Musée de Narbonne, n° 451 du catalogue Tournai (1), où elle est l'objet de la note suivante :

« Il n'a été donné aucune explication satisfaisante de ce « bas-relief, sur lequel on observe un personnage debout, « vu de face, n'ayant pour tout vêtement qu'une tunique « courte retenue par une ceinture, et qui porte une petite « corbeille d'osier suspendue au cou. L'inscription MYLIE- « RE MYLIERE MEAE, gravée dans la partie inférieure, et « le mot MAIA qui se trouvait dans l'angle droit supérieur, « et qui a été mutilé depuis longtemps, augmente la diffi- « culté de cette inscription. En 1847, M. Letronne avait « essayé d'expliquer l'énigme de ce curieux monument ; « il y a renoncé depuis.

« Tout fait présumer que le personnage figuré sur ce « bas-relief est un marchand ambulant, et que l'inscription « désigne la marchandise renfermée dans la corbeille ; « mais quelle est cette marchandise ? M. Mérimée, qui « nous pardonnera sans doute cette indiscretion incline « à croire que *Myliere* est un mot d'origine grecque, « latinisé, et qu'il pourrait bien désigner une sorte de « pâtisserie qui, d'après le pudique Héraclides, avait la « forme d'une *jeunesse de femme*. On sert encore aujour- « d'hui, à Rome, dans les petites auberges du Transtevere

(1) Pag. 93.

« un plat de ce genre dont nous nous abstiendrons de
« dire le nom même en latin.

« Un archéologue narbonnais du siècle dernier avait
« émis une opinion qui ne saurait supporter un examen
« sérieux ; il voyait dans ce marchand ambulat un châ-
« treur de porcs et pensait probablement que la corbeille
« renfermait les parties retranchées à ces animaux. »

M. C. Jullian, à qui nous avons demandé des explications
en lui communiquant la note de Tournal, nous a répondu
qu'il s'agissait bien du tombeau du Musée de Narbonne,
d'après le moulage du Musée de Saint-Germain, et qu'il
croyait devoir maintenir sa traduction, bien que certains
aient lu MAIA et non MALA, et cru qu'il s'agissait de
vendre « medicamina augendæ mulierum fecunditati des-
« tinata », et cela « ex MAIAE deæ mentione (1) ».

La traduction de M. C. Jullian nous paraît trop naturelle
pour ne pas la considérer comme vraie, et chacun voudra
désormais sans doute voir dans la figure si longtemps
énigmatique de Narbonne le portrait d'un marchand de
pommes, offrant de porte en porte dans la corbeille suspen-
due à son cou un échantillon de sa marchandise, tandis
que son approvisionnement restait dans un chariot voisin.

M. L. FAVATIER offre à la Commission un exemplaire de
son ouvrage : *La vie municipale à Narbonne*, 2^{me} partie, et
fait don à la Bibliothèque des ouvrages suivants : *Actes des*
Apôtres, tomes 1 à 11. *Journal de politique et de littérature*,
années 1775-1776, 4 volumes. — Remerciements.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heu-
res 30.

Fait à Narbonne, le lundi 6 avril 1903.

Le Président,
J. RIOLS.

Le Secrétaire-adjoint,
M. VIENNET.

(1) C. I. L., XII, n° 4524.

Séance du lundi 4 mai 1903.

La séance est ouverte à 2 heures 15, sous la présidence de M. Jules Riols, le plus ancien des membres présents.

Présents : MM. Amardel, Baron, Bories, Cros-Mayrevieille, abbé Dupuy, Grulet, de Monerie, Rouhard, Sallis, de Stadieu, *membres résidants* ; Ader, Cabannes, *membres correspondants* ; Tissier, *bibliothécaire*, et Viennet, *secrétaire-adjoint*.

M. FAVATIER, président de la Commission, s'excuse de ne pouvoir assister à la séance et envoie son vote pour les diverses élections qui doivent avoir lieu ce jour même.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE

Société Française d'archéologie. Invitation au Congrès archéologique qui se tiendra à Poitiers du 16 au 24 juin 1903. Programme et instructions diverses.

M. Jules RIOLS, conservateur du Musée, fait part que les tableaux qui avaient été placés dans la salle du Synode, lors du banquet offert par la municipalité de Narbonne, à M. Pelletan, ministre de la Marine, ont été réintégrés au Musée.

M. le CONSERVATEUR rend également compte de la visite effectuée dernièrement par M. Nodet, architecte des monuments historiques, à l'église de Lamourguier et au Musée lapidaire. M. Nodet a prié M. le Conservateur de

lui adresser des photographies du monument dans ses détails. Il s'est beaucoup intéressé à notre superbe collection archéologique, nous a engagé à consacrer les 400 fr. envoyés par le Ministère à la continuation du classement des pierres et nous a promis son concours dévoué chaque fois qu'il nous serait utile. M. Favatier, président de la Commission archéologique, et M. Thiers, conservateur du Musée lapidaire, étaient également présents lors de la visite de M. Nodet.

M. TISSIER, bibliothécaire, a envoyé au Ministère de l'instruction publique le *Bréviaire* de Narbonne qui lui a été demandé en communication.

Il est ensuite procédé au scrutin secret à l'élection d'un membre résidant en remplacement de M. Léonce Berthomieu, décédé.

Le nombre de votants est de treize.

Ont obtenu :

MM. Alcime Cabannes, membre correspondant.	13 voix.
Albert Rival, pharmacien.....	8 —
Julien Yché, négociant.....	7 —

Ces trois candidats qui remplissent les conditions prescrites par le règlement seront présentés à M. le Préfet de l'Aude, avec la prière de vouloir bien sanctionner le choix de M. A. Cabannes, qui a obtenu l'unanimité des suffrages.

Le scrutin secret pour l'élection d'un membre résidant en remplacement de M. Henri d'Andoque de Sériège donne les résultats suivant :

Nombre de votants : Treize.

Ont obtenu :

MM. Henri Rouzaud, membre correspondant...	13 voix.
Louis Berthomieu, docteur en droit.....	10 —
Auguste Chevreux, commandant en retraite	8 —

Ces trois candidats qui remplissent les conditions prescrites par le règlement seront présentés à M. le Préfet de l'Aude, avec la prière de vouloir bien sanctionner le choix de M. H. Rouzaud qui a réuni l'unanimité des suffrages.

M. Maurice Viennet, secrétaire-adjoint, est nommé secrétaire en remplacement de M. Berthomieu.

Est nommé membre libre, sur la présentation de MM. Favatier et Riols, M. Fabre-Barrière, de Narbonne.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 h

Fait à Narbonne, le lundi 4 mai 1903.

Le Président,

J. RIOLS.

Le Secrétaire,

M. VIENNET.

Séance du lundi 8 juin 1903.

La séance est ouverte à 2 heures 15, sous la présidence de M. Riols, le plus ancien des membres présents.

Présents : MM. Amardel, Aussilloux, Bories, de Monerie, de Stadieu, Thiers, *membres résidents* ; Cabannes, *membre correspondant* ; Tissier, *bibliothécaire*, et Viennet, *secrétaire*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE

Le Board of Education, South Kensington London (29 mai 1903), accuse réception du fascicule du Bulletin de la Commission archéologique (1^{er} semestre 1903).

M. le CONSERVATEUR du Musée a reçu le 6 mai 1903 une lettre de M. Gonse, membre du Conseil supérieur des Beaux-Arts, relative à la publication de son 2^me volume sur les Musées de Province (*Les chefs-d'œuvre des Musées*

de France). M. Gonse désire consacrer dans cet ouvrage une notice au Musée de Narbonne, signaler sa somptueuse et très pittoresque installation et ajoute qu'il serait très heureux de faire figurer dans la sélection des monuments dont la reproduction doit accompagner son texte : 1° Le buste de Louis XIV par Puget, provenant de l'archevêché de Narbonne (n° 538 du catalogue), et le magnifique chapiteau Renaissance, provenant de Perpignan (n° 543, id.). M. Gonse demande à M. le Conservateur de vouloir bien mettre à sa disposition une bonne épreuve photographique de chacun de ces précieux morceaux, qui figureraient ainsi au nombre des chefs-d'œuvre de nos musées provinciaux. La Commission, touchée de la demande de M. Gonse, charge M. le Conservateur de lui répondre et de faire le nécessaire pour satisfaire à sa demande.

M. l'abbé BAICHÈRE, professeur au Petit Séminaire de Carcassonne a fait don à la Bibliothèque de diverses brochures dont il est l'auteur, consacrées pour la plupart à l'Histoire naturelle de l'Aude. — Remerciements.

M. le BIBLIOTHÉCAIRE signale dans les Archives un Inventaire des meubles et ornements de l'église de Bize, portant la date de 1539, dressé par Jean Pilotti, notaire. Cet inventaire lui a paru intéressant et il se propose d'en faire des extraits pour le Bulletin.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 h.

Fait à Narbonne, le 8 juin 1903.

Le Président,

Le Secrétaire,

L. FAVATIER.

M. VIENNET.

LE COMTE MILON

I

Les auteurs de l'*Art de vérifier les dates* ne faisaient remonter la chronologie des comtes amovibles et des vicomtes héréditaires de Narbonne qu'aux premières années du ix^e siècle; on la fait remonter aujourd'hui à l'époque même de la conquête de la Septimanie. On place en tête de cette chronologie Milon, qui fut comte de Narbonne sous le règne de Pépin le Bref et au commencement de celui de Charlemagne, Magnarius, qui lui succéda vers 791, et Sturmion.

Mentionnés seulement dans quelques anciennes chartes, tous ces personnages sont fort peu connus. Seul le premier est devenu célèbre, mais il l'est devenu surtout par ses monnaies. Je me suis déjà occupé de lui à propos de ses émissions monétaires. Le moment est venu de compléter ce que j'en ai dit. Malheureusement nous n'avons sur le comte Milon qu'un bien petit nombre de renseignements historiques. Il tient plus de place dans la numismatique que dans l'histoire. Il n'est question de lui que dans quatre textes anciens.

Le premier est un jugement des commissaires du roi Charlemagne en faveur de Daniel, archevêque de Narbonne.

Milon s'était emparé de terres ou villages appartenant aux églises de Saint-Just et Saint-Pasteur, de Saint-Paul et de Saint-Étienne. Plus de cinquante lieux sont nommés dans la sentence. Arluin, avoué de l'archevêque Daniel, exposa la cause et soutint la plainte devant une cour composée de quatre commissaires du roi, de deux vassaux immédiats, de six juges et de quatorze jurés. Milon comparut en personne et déclara que le roi lui avait donné ces terres *en bénéfice*. Mais il ne put produire ni témoins, ni titres de possession. Arluin soutint que Milon avait usurpé ces terres et produisit douze témoins qui jurèrent dans l'église de Sainte-Marie que ces biens faisaient partie du domaine de l'Église et que l'archevêque Daniel en avait été le possesseur. Milon perdit son procès et dut s'exécuter de bonne grâce. L'assemblée solennelle qui jugea ce différend fut tenue à Narbonne le 3 juin 782 (1).

Le second texte est un règlement des limites de la ville de Caunes par l'autorité de Magnarius, comte de Narbonne; il est daté du 3 décembre 791. Milon est mentionné dans ce document qui, d'ailleurs, ne nous apprend rien de particulier si ce n'est qu'en décembre 1791 Magnarius lui avait succédé (2).

Le troisième concerne également Caunes. C'est une charte du roi Charlemagne pour l'abbaye. Elle confirme la donation du village à l'abbaye faite antérieurement à l'abbé Anian par le comte Milon. Elle est du 20 juillet 794 (3).

Le quatrième, très postérieur aux trois autres, est de

(1) Cartulaire de Narbonne, Ms. latin 11015 f° 7; *Histoire générale de Languedoc*, édit. orig., t. 1, col. 25.

(2) *Monasticum Benedictinum*, t. 7; Ms. latin 12664, f° 238, *Hist. de Lang.*, éd. orig., t. 1, col. 28.

(3) Archives de l'abbaye de Caunes; Baluze, t. II, col. 1399; *Hist. de Lang.*, éd. orig., t. 1, col. 28.

1119. C'est une bulle du pape Gélase II constatant que Milon avait fait construire le monastère de Caunes par ordre de Charlemagne. Ce monastère ayant été construit vers 790, il s'ensuit que Milon vivait encore à cette époque. Comme nous venons de voir qu'à la fin de l'année suivante il avait disparu, on doit en conclure qu'il dut mourir en 790 ou en 791 au plus tard.

L'Histoire de Languedoc ne nous en apprend pas davantage. Les Bénédictins racontent le procès de 782 (1) et nous disent que Milon « contribua beaucoup à la fondation de « l'abbaye de Caunes dont, après Charlemagne, il est « regardé comme le principal fondateur » (2). Ils donnent le texte du jugement, la charte pour l'abbaye de Caunes et le règlement des limites de la ville, par l'autorité de Magnarius (3).

C'est tout ce que nous apprennent les anciens textes. Ils ne nous donnent pas de grands détails sur Milon, mais ils nous le montrent comme un personnage considérable, ayant joué un rôle important ; ils justifient pleinement l'opinion que nous devons avoir de lui d'après ses monnaies qui, malgré leur laconisme, sont plus éloquentes que les textes anciens.

Les émissions monétaires du comte Milon ont intrigué pendant longtemps les numismates. Elles s'expliquent aisément aujourd'hui ; mais, pour être complet, je suis obligé de montrer pourquoi elles étaient incompréhensibles, de faire l'historique de cette intéressante question que j'ai été obligé d'effleurer plusieurs fois, mais à laquelle je n'ai jamais donné les développements qu'elle mérite.

(1) Édition originale, t. I, p. 442.

(2) Édit. orig. t. I, p. 443.

(3) Édit. orig., t. I, col. 25, 28 et 29.

II

Milon a émis deux pièces.

La première est un denier d'argent à flan épais et étroit, du poids de 1, 19, décrit par Benjamin Fillon et ayant fait partie de la collection Rousseau.

Il porte d'un côté **MILO** en deux lignes, l'**O** en losange, un trait abrégé au-dessus ; de l'autre, trois lettres en légende horizontale ; la première a la forme d'un **P** retourné, la partie supérieure de la panse dépassant la haste à droite ; les deux autres sont un **R** et un **E** ; un trait au-dessus.

La deuxième pièce est un autre denier d'argent à flan plus mince et plus large, pesant 1, 14, décrit par Adrien de Longpérier, ayant aussi fait partie de la collection Rousseau et se trouvant aujourd'hui à la bibliothèque nationale.

Il porte d'un côté **MILO** dans les quatre cantons d'une croix, et de l'autre, **NRBO**, dans ceux d'une croix ancrée ; l'**O** en losange au droit et au revers, ayant exactement la même forme que celui de la première monnaie.

Ces pièces, par leur style, appartiennent bien à la seconde moitié du ^{viii}e siècle, et quoiqu'il soit surprenant de trouver le nom d'un comte amovible sur des espèces de cette époque, personne n'a hésité à donner ces monnaies au comte Milon. Benjamin Fillon, Adrien de Longpérier, Poey d'Avant et M. Anatole de Barthélemy sont bien d'accord là-dessus. Seul Charles Robert, sans contester absolument cette attribution, faisait quelques réserves, prétendant qu'il n'était pas encore rigoureusement prouvé que le Milon qui figure sur ces pièces ne fût pas un simple monétaire.

Le nom d'un monétaire sur des espèces émises à cette époque serait beaucoup moins explicable que celui d'un

comte, et il le serait encore moins à Narbonne que partout ailleurs.

Narbonne n'avait jamais cessé de faire partie de la monarchie wisigothe ; aucun nom de monétaire n'avait été inscrit sur ses monnaies, cet usage n'existant pas chez les Wisigoths. Il est impossible d'admettre qu'il y fût introduit par les Francs précisément à l'époque où ceux-ci venaient de l'abandonner et de l'abolir.

Cependant le monnayage du comte Milon étant un fait exceptionnel en numismatique, son explication rencontrait des difficultés assez sérieuses. Voici d'où elles venaient.

Le second denier, le plus récent, celui qui porte le nom de Narbonne, a été découvert avant l'autre. Or, il existe une pièce de Charlemagne connue avant les monnaies de Milon dont le revers est exactement semblable à celui du second denier.

Quand on découvrit la ^{*}pièce de Milon, on la prit pour une imitation du denier royal.

Dans ces conditions, son émission était bien invraisemblable. Dans l'impossibilité d'expliquer convenablement ces monnaies, on trouva plus simple d'en nier l'authenticité.

Comment admettre une usurpation aussi audacieuse sous un monarque aussi puissant. Charlemagne considérait le droit de battre monnaie comme un droit régalien ; comme il était très jaloux de toutes ses prérogatives, malgré l'importance du comte Milon, il paraissait assez difficile d'accepter son monnayage.

La découverte du petit denier à flan épais vint lever une partie des difficultés, mais une erreur de lecture retarda encore l'explication définitive du monnayage du premier comte de Narbonne.

La première lettre de la légende horizontale ayant à peu près la forme d'un **P** retourné, on la prit pour un **P** et on lut **PRE** *Pippinus Rex*.

Dès lors les deux émissions monétaires de Milon devenaient admissibles. La première s'étant produite sous Pépin le Bref, il n'y avait plus sous son successeur tentative d'émancipation. Milon n'avait fait que continuer sous Charlemagne l'exercice d'un droit qu'il s'était attribué sous Pépin ou que celui-ci lui avait accordé en récompense de services exceptionnels rendus à l'époque de la conquête de la Septimanie.

Cependant tout le monde ne se contenta pas de cette explication et la deuxième pièce fut plus que jamais soupçonnée parce qu'on s'obstinait à la considérer comme une imitation du denier royal qui porte le même revers.

Mais pourquoi cette obstination. Ce revers est essentiellement narbonnais. La croix cantonnée des lettres **NRBO** dérive du monogramme cruciforme des monnaies d'Egica et Wittiza et du denier dit mérovingien de Narbonne dont je me suis occupé précédemment. Ce type avait pris naissance en Espagne. Usité d'abord à Séville et à Tolède par Chindasuinthe et Reccesuinthe, il pénétra en France précisément par Narbonne, sous Egica et Wittiza. Il parut sans modification sur le denier mérovingien, et la croix cantonnée de quatre lettres de la pièce de Milon n'est en somme que le monogramme cruciforme dont les lettres ont été détachées des branches de la croix. Ce type avant de se généraliser se maintint pendant quelque temps d'une manière assez caractéristique dans les ateliers du Midi.

Le denier mérovingien établit d'une manière parfaite la transition entre les tiers de sou wisigoths et la pièce de Milon. Rarement la filiation des types est aussi bien établie et la place que doit occuper cette pièce ne peut pas être discutée. Elle est antérieure au denier de Charlemagne et c'est elle qui lui a servi de modèle. Si Milon avait imité le denier royal il en aurait copié les deux côtés. Le nom du roi étant en deux lignes, il aurait inscrit le sien de la même manière au lieu de le mettre dans les cantons

d'une croix comme celui de Narbonne, au lieu de placer au droit et au revers ce type essentiellement narbonnais. Mais on ne fit pas ces remarques et les émissions monétaires de Milon restèrent énigmatiques.

Quelques numismates s'étonnaient de voir un nom d'homme sur ces pièces, même en les plaçant au règne de Pépin. Cependant d'autres noms que celui de Milon paraissent sur des espèces contemporaines.

On s'est demandé s'il fallait considérer les personnages qui ont signé ces monnaies comme des comtes amovibles ou de simples monétaires : il aurait dû suffire de constater qu'à cette époque le nom royal n'avait pas encore le privilège de figurer exclusivement sur le numéraire ; mais on ne se posait la question que pour déclarer qu'il n'était pas encore absolument démontré que le Milon qui avait frappé monnaie était bien celui dont parle l'*Histoire de Languedoc*.

Cependant, les auteurs les plus éminents avaient tranché cette question dès le début. Non seulement Benjamin Fillon et Poey d'Avant, mais même A. de Longpérier, qui n'avait jamais voulu voir des noms de comtes dans ceux que l'on relève sur quelques pièces des deux premiers rois de la seconde race, pas même dans celui de **RODLAN** qu'on lit sur un denier de Charlemagne et qu'il refusait absolument au héros de Roncevaux, qui était alors préfet des Marches de Bretagne (1), faisait une exception pour Milon dont la situation, à l'une des extrémités de l'empire, aux frontières d'un pays encore occupé par les Sarrasins, avait une importance toute particulière qui justifiait son monnayage exceptionnel.

L'exception que faisait A. de Longpérier pour Milon devenait la règle pour M. de Barthélemy, qui voyait dans

(1) *Hruolandus, Brittannici limitis præfectus* (Eginhard. Vita Caroli imperatoris, IX).

ces noms ceux « de personnages que leurs hautes fonctions faisaient les lieutenants du roi » (1), et qui n'hésitait pas plus à donner à Roland le denier qui porte son nom qu'à Milon celui qui nous offre le sien.

M. de Barthélemy avait parfaitement raison, la présence d'un simple monétaire sur des monnaies de cette époque serait absolument inexplicable. On pourrait à la rigueur l'admettre au commencement du règne de Pépin, mais au milieu de celui de Charlemagne, c'est impossible. Pépin avait officiellement introduit de grands changements dans les institutions monétaires ; la frappe de l'or avait été abandonnée ; le monopole de la corporation des monnayeurs supprimé (2), le nombre des ateliers réduits, la fabrication centralisée. Comment un simple officier monétaire pouvait-il essayer de reprendre ses anciennes prérogatives, longtemps après l'établissement de la nouvelle organisation ? Comment, après avoir déjà inscrit sur les espèces, le nom royal, pouvait il, un jour, y substituer le sien ? On refusait à Milon ses monnaies parce qu'on y voyait une usurpation audacieuse, mais il eût fallu à un monnayer infiniment plus d'audace pour la tenter.

Sous les Mérovingiens le numéraire circulait sous la seule garantie des monétaires, véritables industriels qui exploitaient la monnaie à leur profit, mais aussi véritables financiers responsables des espèces qu'ils émettaient. Sous la seconde race, le numéraire allait désormais circuler sous la garantie royale, et l'on se demande à quel titre un monétaire pouvait y paraître.

(1) Note de M. A. de Barthélemy dans *Charlemagne* de M. A. Vétault p. 526, *Eclaircissement*, II, *Les Monnaies de Charlemagne*; gr. in-8°, Tours, 1888.

(2) A. de Barthélemy dans *Charlemagne* de A. Vétault, p. 520.

III

Après avoir discuté longtemps pour savoir si le Milon qui figure sur les monnaies de Narbonne est bien le comte amovible dont parle l'*Histoire de Languedoc* ou s'il y avait alors au même endroit un simple officier monétaire du même nom, on est allé jusqu'à se demander s'il n'y aurait pas eu successivement à Narbonne deux monétaires ou deux comtes du nom de Milon, l'un ayant frappé monnaie sous Pépin et l'autre sous Charlemagne, comme si le même personnage ne pouvait pas avoir fait battre le denier attribué à Pépin et celui qui aurait été émis sous son successeur.

Pépin le Bref prit le titre de roi en 752 et, en 791, nous savons que Milon avait été remplacé par un certain Magnarius. Ces deux dates sont donc les limites extrêmes qu'on pourrait assigner au monnayage de Milon, qui aurait donc été gouverneur de la Narbonnaise pendant trente-huit ou trente-neuf ans, ce qui, en somme, n'aurait rien d'impossible. En réalité, l'intervalle compris entre les deux émissions monétaires a été beaucoup moins long.

Le deuxième denier est sûrement antérieur à 774; la faiblesse de son poids nous le prouve; et le premier est postérieur à 755; c'est encore son poids qui nous l'apprend. Comme il ne porte pas le nom de Narbonne, il a été émis avant la prise de la ville, avant 759. Il l'a donc été de 755 à 759. C'est bien l'époque que son style lui assigne.

Ce style a failli soulever une difficulté. On le trouvait trop ancien, oubliant que si à cette date on frappait des pièces à flan mince dans les provinces du nord, cet usage ne fut adopté que plus tard dans le Midi.

Benjamin Fillon, qui n'avait primitivement proposé qu'en hésitant de lire sur ce dernier le nom de Pépin,

précisément à cause de son style ancien, ne tarda pas à être convaincu, ses hésitations n'ayant été partagées par personne.

Il n'y a donc eu à Narbonne qu'un seul Milon, celui que l'histoire nous fait connaître. Ses deux pièces pourraient avoir été émises à dix-neuf années d'intervalle, ce qui n'aurait rien d'extraordinaire. Mais ce chiffre est un maximum qui sera encore très réduit.

IV

Après la mort de Charles Martel en 741, Narbonne était encore entre les mains des Musulmans, mais grâce à ses victoires sur les infidèles la plupart des comtes goths de la Septimanie s'étaient déjà mis en liberté.

Avant 752, tous les autres les avaient imités et nous savons qu'à cette époque un certain Ansemond livra au roi Pépin les villes de Nîmes, de Maguelone, d'Agde et de Béziers. C'est alors que commença le siège de Narbonne. En 759 la ville était encore assiégée et Pépin n'était pas sur le point de la prendre. Mais les Goths qui y étaient enfermés se décidèrent à massacrer les Arabes qui la défendaient et à en ouvrir les portes.

Benjamin Fillon pensait que Milon était un de ces seigneurs goths sans lesquels Pépin le Bref ne se serait jamais emparé de la Septimanie.

Adrien de Longpérier avait à peu près la même opinion et Poey d'Avant croyait aussi que ce personnage était un chef indigène qui rendit de grands services au roi des Francs en contribuant à lui faire livrer Narbonne et que Pépin, pour le récompenser, lui en accorda le gouvernement avec de grands privilèges (1).

(1) Cf. Poey d'Avant, *Monnaies féodales de France*, t. II, p. 262.

Milon était donc un seigneur puissant. Aussi a-t-on voulu voir dans ses monnaies de véritables espèces féodales qu'il fallait placer en tête de nos monnayages féodaux, comme étant de beaucoup les plus anciennes.

Il n'y a aucun rapport entre les monnaies seigneuriales et celles du comte Milon.

Milon pouvait être personnellement puissant, mais son importance n'était que viagère. L'inscription de son nom sur ses espèces, justifiée sans doute par sa noblesse et sa haute situation, fut autorisée ou tolérée par Pépin et peut-être momentanément par Charlemagne, pour flatter l'amour-propre du peuple goth, mais dès que l'assimilation de la Septimanie fut accomplie, dès que les ménagements devinrent inutiles, ce nom disparut.

La puissance des seigneurs féodaux devait s'établir sur les ruines du pouvoir royal. Celle des Goths de la Narbonnaise expirait avec Milon, tandis que le pouvoir du roi grandissait et allait atteindre son apogée.

La participation des seigneurs à la fabrication monétaire datait de plus loin. Dans les derniers temps de l'époque mérovingienne, un grand nombre d'entre eux et beaucoup d'évêques ou d'abbés battaient monnaie; ce ne serait donc pas dans les deux émissions du comte Milon qu'il faudrait voir le début du monnayage seigneurial. C'est peut-être le moment où les tendances féodales ont été le plus contenues. C'est avant Milon, avant Charles-Martel qu'il faut chercher, tant au point de vue monétaire qu'aux autres les origines de la féodalité.

V

C'est cependant parce qu'on s'est obstiné à voir dans les deniers de Milon de véritables espèces féodales dont l'émission ne pouvait être placée au moment même de

l'apogée de la puissance de Charlemagne, qu'on a déclaré son monnayage inadmissible et ses monnaies apocryphes.

Il se peut que les pièces de Milon aient tenté les faussaires à cause de leur haute valeur commerciale. Mais il importe peu qu'il y ait des deniers faux pourvu qu'il y en ait un seul qui soit authentique. Or, l'origine des médailles du comte Milon ne peut pas être moins suspecte.

La deuxième pièce, celle qui a été publiée la première, existait dans une collection connue à une époque où l'on ne songeait pas à fabriquer des monnaies françaises dont la vente n'aurait pas été lucrative (1). C'est cependant cette pièce qui a été surtout soupçonnée.

Quant à la première, qui ne fut connue qu'après l'autre, elle se trouvait également dans une collection où elle était ignorée et indéterminée avant que Benjamin Fillon l'eût signalée (2).

La fabrication de ces deux pièces n'eût produit aucun bénéfice.

On peut en outre remarquer que ce serait une bien singulière coïncidence que deux faussaires sans se connaître aient eu l'idée de fabriquer des médailles au nom de ce Milon qui était alors à peu près inconnu.

Et si elles étaient l'œuvre du même, elles ne seraient pas d'un style si différent qu'elles ne semblent pas avoir été émises à la même époque, l'une étant frappée sur un flan épais et étroit, l'autre sur un flan mince et large, ce qu'on aurait certainement évité pour ne pas les rendre suspectes.

Ainsi cette différence de style est, dans ce cas spécial, une garantie d'authenticité.

On n'avait donc aucune raison pour suspecter ces mon-

(1) Cf. Poey d'Avant, *Monnaies féodales de France*, t. II, p. 261.

(2) Cf. Poey d'Avant, ouvrage cité, t. II, p. 261.

naies et on ne les aurait pas soupçonnées si leur explication n'avait soulevé aucune difficulté.

Malheureusement tout ce qui avait été dit pour justifier ce monnayage était insuffisant. Il restait encore quelque chose à expliquer.

Que Milon ait battu monnaie avant la prise de Narbonne, au nom du roi Pépin, sans y inscrire celui de la ville, cela se comprenait aisément. Mais pourquoi, quand il fut rentré dans sa capitale, supprima-t-il le nom de son roi ?

Nous allons voir qu'il n'eut pas à le supprimer, car sa première monnaie ne le portait pas.

VI

Voilà à peu près où en était la question du comte Milon, il y a quelques années. Elle a fait depuis un pas décisif.

M. Maurice Prou a reconnu que la première lettre de l'inscription **P R E** du petit denier à flan épais n'était pas un **P** retourné, comme on l'avait cru pendant si longtemps, mais un **T** cursif, et que par conséquent cette pièce ne portait pas le nom du roi Pépin. Nous avons vu tout cela dans un article précédent.

La légende du petit denier devient donc **T R E** et ne peut indiquer qu'un nom de lieu.

Si je n'avais pas été absolument convaincu que le Milon qui figure sur les deux monnaies est le même personnage, il est plus que probable que l'interprétation de M. Maurice Prou aurait eu pour résultat de séparer définitivement les deux deniers.

Le premier avait déjà été considéré comme étant de style trop ancien pour être placé à côté de l'autre. La présence sur la petite pièce d'un nom de lieu autre que Narbonne rendait la séparation irrévocable. Le petit denier

allait définitivement se perdre dans la série mérovingienne ; il était désormais démontré qu'il y avait eu deux personnages du nom de Milon ; le premier était un simple monétaire ; cela était évident ; et la légende **T R E** indiquait un atelier indéterminé comme il y en a tant d'autres.

Quant au second, son monnayage redevenait aussi difficile à expliquer qu'avant la découverte de la pièce à flan épais et, plus que jamais, on aurait eu le droit de se demander si le Milon de Narbonne n'était pas lui aussi un simple monétaire, quoique l'existence du comte Milon soit un fait historique absolument certain.

Mais malgré les différences de style, d'ailleurs plus apparentes que réelles, des deux monnaies, j'avais la certitude qu'elles avaient été frappées toutes les deux par le comte de Narbonne et qu'elles ne devaient pas être séparées.

La forme des lettres dont le mot **M I L O** est composé, notamment la présence d'un **O** en losange sur les deux pièces et l'existence d'une disposition particulière identique aux angles de cet **O**, tout me prouvait qu'il n'y avait qu'un Milon.

J'avais déjà reconnu que le petit denier était antérieur à 759 et comme, à cette époque, Narbonne était encore au pouvoir des Sarrasins, j'en avais conclu qu'il avait été frappé sous les murs de la ville, alors assiégée par les Goths et les Francs alliés.

La légende **T R E** ne pouvait désigner qu'une localité des environs de Narbonne et, avant de la connaître, j'avais la certitude qu'elle existait.

Mais bien des lieux ayant eu de l'importance à l'époque gallo-romaine ont aujourd'hui disparu ; bien des noms anciens sont aujourd'hui oubliés ou devenus méconnaissables.

Ne pas retrouver cette localité n'aurait pas été un démenti et je n'en aurais pas moins conservé ma convic-

tion ; mais sa découverte devait définitivement confirmer ma manière de voir.

Cette localité existe, comme on l'a vu dans des notes précédentes. Elle s'appelait **TRENCIANUM**.

Il y a même dans l'ancien diocèse de Narbonne deux lieux qui ont été jadis désignés sous ce nom. Mais l'un complètement oublié aujourd'hui, est trop près de la ville pour qu'il soit possible d'y placer l'atelier de Milon pendant la domination musulmane. L'autre, au contraire, est admirablement situé pour cela et il n'y a pas la moindre incertitude sur l'endroit où Milon a battu monnaie. D'ailleurs la solution du problème numismatique relatif à son monnayage ne dépend pas de la position exacte de ce lieu ; il suffit qu'il soit sur le territoire de Narbonne pour que le problème soit résolu.

Non seulement il y est, mais il se trouve à côté de Caunes, tout près par conséquent de la célèbre abbaye à la fondation de laquelle Milon contribua à ce point qu'il en a été considéré pendant longtemps comme le véritable fondateur.

Cette localité portait tout récemment encore le nom de *Traussan* ; aujourd'hui celui de *Trausse* a prévalu. Dans une charte du ix^e siècle concernant précisément l'abbaye de Caunes, elle est appelée *Trencianum*. Au xii^e siècle elle est encore désignée sous ce même nom qui, à partir de cette époque, nous apparaît plus ou moins altéré dans de nombreux textes, qui se rapportent parfaitement au village de Trausse et ne laissent aucun doute sur son identification.

Nous connaissons donc l'endroit où Milon avait son atelier pendant que les Arabes occupaient encore Narbonne.

Nous avons vu qu'en 752 un autre chef goth nommé Ansemond avait livré à Pépin le Bref Nîmes, Maguelone, Agde et Béziers. Cela nous est révélé par les *Annales*

d'*Aniane* (1) et l'*Ancienne chronique d'Uzès* (2). Ansemond était le maître de ces quatre diocèses ; il en avait formé un petit état dont Nîmes était la capitale où il résidait.

La localisation du denier à flan épais nous prouve que Milon en avait fait autant de son côté. Remarquons en effet que la partie de la province livrée par Ansemond ne comprenait pas les diocèses de Carcassonne, d'Elne et de Narbonne, qui cependant, sauf la ville, s'étaient aussi soustraits au pouvoir des Musulmans. Cette région ne pouvait obéir qu'à Milon, et *Trencianum* était la capitale de cet autre petit état.

Trausse est aujourd'hui un pays déchu. C'est un village de huit ou neuf cents âmes. Mais au *viii* siècle, comme je l'ai déjà dit dans un article précédent, c'était une localité importante, plus considérable que toutes celles des alentours, en particulier que Caunes, qui ne prit de l'extension qu'après sa cession à l'abbaye qui dans la suite a été désignée par le nom du village. L'importance passée de Trausse est attestée par sa vieille tour carrée et les restes de ses anciennes fortifications. Sa situation au pied des montagnes, sur les extrêmes limites du diocèse de Narbonne, prouve que Milon s'y était retiré pour y résister aussi longtemps que possible aux Arabes et aux Francs, et le fait d'y avoir battu monnaie démontre que ce personnage était réellement le maître du pays, car chez les Wisigoths les espèces avaient toujours été frappées au nom du souverain.

Ainsi, en 752, la Septimaie était divisée en deux parties obéissant à des chefs différents ; la première s'étendant de Nîmes à Béziers soumise à Ansemond dont le nom nous a été transmis par les chroniqueurs ; la seconde com-

(1) Ms. latin 5941 ; Duchesne, *Recueil des historiens de France*, t. III, p. 130 ; *Histoire générale de Languedoc*, édit. orig. t. I, col. 15.

(2) Ms. latin 4974, f° 73 v° au f° 83 r° ; *Histoire de Languedoc*, édit. Privat, t. II, *preuves*, col. 23.

prenant la région de Narbonne reconnaissant l'autorité de Milon, ceci établi par les monnaies et étant par conséquent tout aussi certain.

En 752, Ansemond fit sa soumission, mais Milon ne fit pas la sienne; l'émission de son denier postérieurement à cette date et le style de cette monnaie le prouvent. Si Milon avait reconnu l'autorité de Pépin le Bref, il aurait adopté les usages monétaires des Francs et aurait frappé une pièce à flan mince sur laquelle il aurait probablement inscrit le nom du roi. Non seulement nous le voyons émettre des espèces à flan épais et étroit suivant la coutume méridionale, signées de lui seul, mais même après la prise de Narbonne il inscrit encore son seul nom sur la monnaie ce qui nous montre à quel point le roi Pépin avait eu à compter avec lui.

Immédiatement après la soumission d'Ansemond, les Francs et les Goths, nous disent les anciens chroniqueurs, vinrent investir Narbonne. En 753, Ansemond qui assiégeait la ville avec l'armée des Francs fut tué par un des siens sous les murs de la Cité. Je traduis presque littéralement le passage de la chronique d'Uzès où ce fait est relaté, je supprime seulement le nom du meurtrier qui est inutile ici et je rectifie celui d'Ansemond qui est appelé Misemond dans ce texte. Je rectifie également la date qui est erronée comme tant d'autres dans cette chronique dont les renseignements sont cependant parfaitement exacts, concordent très bien avec ceux de l'annaliste d'Aniane et sont souvent plus détaillés.

Ainsi Ansemond était mis à mort par un de ses compatriotes. C'est que sa soumission au roi des Francs devait froisser le patriotisme du peuple goth, qui avait encore le sentiment de sa nationalité, comme j'ai essayé de le démontrer.

L'année suivante une sédition éclata à Nîmes et la femme d'Ansemond y fut tuée à son tour. Pépin en profita

pour donner à la ville un comte franc. Ce fut pour Nîmes la fin de la domination wisigothe. Tels sont les faits énoncés par la chronique d'Uzès. Ils sont significatifs.

Les Goths n'aimaient point les Francs. Ce n'est qu'à la dernière extrémité et à la condition expresse de conserver leurs lois et leurs chefs qu'ils consentirent à se soumettre. Les chroniqueurs l'attestent, et j'ai invoqué la longueur du siège de Narbonne pour prouver combien la nombreuse population gothe de la ville était peu disposée à se donner au roi Pépin. Narbonne était défendue par une poignée d'Arabes dont le sort était entre les mains de ses nombreux habitants chrétiens. Toute la Septimanie avait échappé aux Musulmans, mais sa capitale était toujours en leur pouvoir.

Cela prouve que les Goths du diocèse de Narbonne avaient un chef qui n'avait pas suivi la politique d'Ansemond. S'il l'avait suivie la ville n'aurait pas résisté sept ans. Ce chef était Milon et la localisation du petit denier confirme tout cela.

Milon n'avait donc pas été le successeur d'Ansemond comme lieutenant de Pépin.

Ansemond devait avoir été remplacé par le duc Théodoric, comme je l'ai précédemment avancé sous toutes réserves.

Pépin le Bref avait quitté la province dès la première année du siège de Narbonne laissant la conduite des opérations militaires aux chefs wisigoths, disent les historiens; cela veut dire à Ansemond.

Ce qui me fait croire que Théodoric fut son successeur, c'est que divers auteurs prétendent que le premier comte amovible de Narbonne a été un certain Aymeric que d'autres appellent Théodoric et qui paraît être effectivement le duc de ce nom, qui joua un rôle considérable sous Charlemagne et dont la postérité fut si brillante.

D. Vaissette s'est efforcé de démontrer que le premier

comte de Narbonne a bien été Milon et son opinion est de nos jours pleinement confirmée par la numismatique. Mais il me semble qu'on pourrait mettre tout le monde d'accord en admettant que Milon a parfaitement eu le gouvernement de la ville immédiatement après son annexion au royaume des Francs, mais que Théodoric avait eu le commandement de la Narbonnaise avant la prise de Narbonne, avant 759.

D'ailleurs, il nous importe peu de connaître le nom de celui qui dirigeait le siège; il nous suffit de savoir que ce n'était pas Milon.

Et nous avons établi cela sans le déduire de la position du lieu où il s'était retiré, car on pourrait objecter qu'il était peut-être dans cette autre localité plus rapprochée de la ville qui a été aussi appelée *Trencianum*; nous l'avons déduit uniquement de son monnayage, du style de ses espèces et de leurs inscriptions. Milon était bien le chef encore indépendant des Goths et non le lieutenant de Pépin le Bref, et en 759 il différait encore sa soumission au roi des Francs afin d'obtenir pour son peuple et pour lui-même des conditions meilleures.

Mais si cette soumission pouvait être retardée, elle n'en était pas moins inévitable. Comme il valait mieux qu'elle fût volontaire, quand les Goths comprirent que le moment était venu, Milon traita avec Pépin et lui fit ouvrir les portes de Narbonne par ses habitants, qui ne devaient attendre que son signal.

Ainsi les conjectures de Benjamin Fillon, d'Adrien de Longpérier, de Poey d'Avant et de M. de Barthélemy se trouvent pleinement justifiées par la localisation du denier.

L'attribution erronée de cette pièce au roi Pépin rendait le problème plus difficile à résoudre. Il était en effet un peu singulier de voir Milon battre monnaie à son nom seul après y avoir déjà inscrit celui du roi des Francs. Ce n'était néanmoins ni inadmissible ni inexplicable et aussi

nous avons vu que B. Fillon, A. de Longpérier, Poey d'Avant et M. de Barthélemy n'avaient pas hésité à reconnaître le comte Milon dans le personnage qui figure sur ces deux deniers. Ils n'ont eu que plus de mérite à adopter la vraie solution.

Aujourd'hui toutes les difficultés sont levées.

Milon a battu monnaie à son nom après la prise de Narbonne par Pépin le Bref parce qu'il l'avait fait avant à *Trencianum*, et son monnayage dura jusqu'au jour où Charlemagne lui retira un privilège que Pépin avait toléré dans un but politique facile à comprendre.

Les auteurs qui ont cru qu'en 752 toute la Septimanie moins la ville de Narbonne était réunie à la France, se sont trompés. A l'époque de la soumission d'Ansemond la conquête ne faisait qu'être commencée; la longueur du siège de Narbonne le prouve. Cette conquête sans doute était terminée en 759, mais c'était alors l'assimilation qui commençait.

On serait tenté de comparer cette situation à la forme de gouvernement désignée sous le nom de *protectorat* qui chez les peuples modernes n'est aussi parfois que le prélude de l'annexion.

Les Wisigoths avaient conservé leurs lois et leurs chefs; tous les seigneurs goths avaient été maintenus dans leurs comtés; le roi ne les remplaçait par des comtes francs qu'au fur et à mesure que les circonstances le permettaient; la Septimanie traversait une période de transition pendant laquelle l'émission d'une monnaie portant le nom d'un chef indigène n'a rien d'in vraisemblable. C'est un fait auquel nous assistons tous les jours dans nos colonies.

En accordant à Milon un privilège qui pouvait être considéré comme régalien par les Wisigoths, mais qui ne l'était pas depuis longtemps pour les Francs, Pépin flattait le sentiment national des Goths sans porter le moindre préjudice à sa propre puissance; il hâtait par la tolérance

l'union des deux peuples plus que ne l'auraient fait le despotisme et l'oppression.

En lui donnant le gouvernement de Narbonne, il accomplissait un acte des plus politiques. Sa situation ne pouvait en aucune façon lui porter ombrage. L'Espagne était irrévocablement perdue ; les Wisigoths assistaient à l'agonie de leur nationalité. Les Goths de la Septimanie n'étaient rien sans la protection des Francs, et Milon en particulier ayant tout à attendre de Pépin, son intérêt était la garantie de sa fidélité. En retour le prestige de Milon et son influence sur ses compatriotes devaient maintenir l'union et la paix dans la province, ainsi que l'obéissance au roi des Francs.

Lorsque Charlemagne ordonna à Milon de se conformer aux institutions monétaires du royaume et de ne plus inscrire sur la monnaie que le nom royal, l'assimilation de la Septimanie était un fait accompli.

D'ailleurs Milon n'attendit probablement pas cet ordre. Rien ne prouve aujourd'hui que son second denier n'a pas été frappé sous le règne de Pépin. Sans doute il diffère assez par son style des autres monnaies émises sous Pépin le Bref ; il se rapprocherait plutôt des premières espèces de son successeur. Mais il n'a emprunté ses types à aucune pièce carolingienne, il dérive d'une monnaie narbonnaise et c'est lui au contraire qui a servi de modèle à de nombreux deniers carolingiens. Il leur est donc antérieur. Tout porte à croire qu'il a été émis sous le roi Pépin. A l'avènement de Charlemagne le monnayage au nom de Milon dut cesser et l'atelier de Narbonne dut émettre le denier qui ne porte plus que le nom de la ville et celui du roi.

Cela est d'autant plus vraisemblable qu'on sait d'une manière positive que ce denier est antérieur à 774 ; comme on sait aujourd'hui tout aussi positivement, par la filiation des types narbonnais, que la seconde pièce de Milon a

précédé le denier royal, et comme en outre Charlemagne est monté sur le trône en 768, il faudrait placer l'émission de la pièce de Milon tout à fait au commencement de son règne. Il n'en coûte pas plus de donner cette monnaie à celui de Pépin ; cela est beaucoup plus naturel. Elle aurait donc été frappée de 739 à 768.

Nous avons vu plus haut que l'intervalle considérable qui, au premier abord, semblait séparer les deux émissions monétaires de Milon serait très sensiblement réduit. Nous voyons maintenant qu'il ne peut pas excéder douze ou treize ans et qu'il est peut-être bien moindre. Sa première pièce a été frappée de 733 à 739 ; la deuxième pourrait l'avoir été immédiatement après la prise de Narbonne.

J'ai peut-être une tendance à les rapprocher un peu trop, mais il est certain qu'on a toujours considéré la première monnaie de Milon comme plus ancienne et la deuxième comme plus récente qu'elles ne le sont réellement. Il est vrai que la différence de style des deux pièces était bien faite pour entretenir cette erreur. Aujourd'hui cette différence s'explique. Les deux deniers n'ont pas été frappés dans le même atelier et dans l'intervalle des deux émissions une révolution avait eu lieu.

Rien n'est plus simple maintenant que l'explication de ce monnayage.

VII

Pour ne rien omettre de ce qui touche au comte Milon, je suis obligé de dire un mot d'une pièce qui ne lui appartient pas, mais qui est contemporaine de sa première monnaie et qui a été attribuée à Narbonne. C'est un denier à flan plat portant d'un côté **R x F** et de l'autre **N R** avec un trait abrégatif.

Ce denier appartient au règne de Pépin le Bref soit qu'il porte simplement *Rex Francorum*, c'est-à-dire le titre de la royauté sans le nom royal que Pépin avait hésité à mettre sur ses espèces, soit que les lettres **R F** contiennent ce nom, comme on le croit avec raison aujourd'hui. On remarque en effet que sur la plupart des pièces du roi Pépin, la panse de l'**R** de la légende **R x F** ou **R P** qu'elles portent habituellement est exagérée comme pour indiquer le **P**; ces deux lettres sont d'ailleurs le plus souvent liées, de sorte qu'il y a bien sur toutes ces monnaies un véritable monogramme qu'on doit lire : **Pippinus ReX Francorum** ou **Pi P Pinus Rex**. Du reste, la légende du droit n'a jamais été discutée et elle ne peut pas l'être. En est-il de même de celle du revers et est-ce bien l'atelier de Narbonne qui est désigné par les deux lettres **N R** ?

On serait tenté de répondre négativement au premier abord. Cette pièce est étrangère à la série narbonnaise; la filiation des types commande son exclusion. Cependant, c'est en vain qu'on a cherché pour elle une attribution meilleure et elle est généralement maintenue à cette série.

J'ai déjà parlé de cette monnaie dans un travail précédent. Comme à l'époque où je m'en suis occupé je croyais encore que la première pièce de Milon portait le nom de Pépin le Bref, je supposais qu'elles avaient été frappées l'une et l'autre non pas dans la ville même de Narbonne, alors occupée par les Musulmans et assiégée par les Francs et les Goths, mais sous ses murs, l'une, celle de Milon, dans le camp des Wisigoths, l'autre dans celui des Francs.

Cette supposition avait l'avantage d'expliquer les différences de style qu'il y a entre ces deux monnaies dont l'une est à flan épais et étroit suivant la coutume méridionale et l'autre à flan mince et plat suivant l'usage qui s'était déjà établi dans les états du roi Pépin.

La localisation du denier de Milon et l'absence du nom

de Pépin le Bref nous ont appris que Milon n'était pas encore passé au service du roi, mais elles n'infirmement en rien ma conjecture en ce qui concerne l'autre pièce. Au contraire, puisque Milon ne dirigeait pas le siège de Narbonne, il est encore plus naturel d'admettre que le chef, qui commandait en qualité de lieutenant de Pépin, ait battu monnaie au nom de son roi et conformément aux usages du royaume.

C'est le seul moyen de maintenir à la série narbonnaise ce denier qui ne peut pas avoir été frappé dans l'atelier de la ville, car il romprait la chaîne si bien établie par le denier mérovingien émis avant l'arrivée des Arabes et celui que Milon y frappa après leur expulsion. Il n'est pas wisigoth mais carolingien. Il a été émis chez les Goths, mais par les Francs.

VIII

Ainsi s'aplanissent toutes les difficultés soulevées par ces divers monnayages.

Il y a cependant une question qu'on pourrait encore se poser.

Est-ce bien en qualité de chef des Goths, en qualité de souverain que Milon a signé sa première pièce, celle qu'il émit à *Trencianum* ?

Ne pourrait-on pas lui appliquer les théories récemment exposées par M. Babelon (1) relativement au droit de battre monnaie dans la Gaule mérovingienne ?

Milon était un seigneur goth, riche et puissant ; les institutions politiques de sa patrie disparaissaient avec la monarchie wisigothe ; il vivait sur les frontières du pays des Francs dans une contrée qui faisait d'ailleurs géogra-

(1) Cf. Babelon, *Les origines de la monnaie*, pp. 124 à 130.

phiquement partie de la France; il pouvait adopter ce qui lui plaisait des usages de la Gaule et convertir son argent en numéraire de sa propre autorité. Sa première pièce pourrait donc être une monnaie de particulier. Mais comme ce personnage fut dans la suite comte de Narbonne, et comme sa seconde monnaie prouve bien qu'il avait été antérieurement le maître du pays où il avait frappé la première, cette distinction serait une subtilité.

Son identité étant parfaitement établie par l'histoire, cela reviendrait à peu près à se demander s'il était devenu le premier de ses compatriotes par sa fortune et son habileté, ou s'il l'était par la naissance ou l'élection.

Mais je ne crois même pas qu'il soit possible de lui appliquer cette théorie.

A Narbonne, comme dans tous les pays occupés par les Wisigoths, le droit de battre monnaie avait toujours été un privilège régalien.

Milon battait monnaie alors qu'il était encore indépendant, donc il était le chef des Goths.

La deuxième pièce, émise quand il fut comte de Narbonne, achève de le démontrer.

A quel titre y aurait-il inscrit son nom et surtout pourquoi l'y aurait-il mis seul sans y inscrire aussi celui de son roi ?

Lorsqu'il vivait dans l'indépendance, on comprend à la rigueur, quoique cela soit assez invraisemblable, qu'il ait adopté un usage ancien et aboli de la Gaule mérovingienne, qui lui convenait. Convertissant son argent en monnaie, il n'avait pas d'autre nom que le sien à graver sur ses espèces; il ne pouvait les émettre que sous sa propre garantie. Mais quand il fut le représentant du pouvoir royal, il n'avait plus aucun intérêt à signer sa monnaie s'il ne l'avait signée que comme simple particulier. Sa nouvelle situation le grandissait; elle ne lui enlevait pas le droit de fabriquer le numéraire dont il avait besoin,

c'était tout ce qu'il pouvait souhaiter. Ses espèces allaient seulement circuler désormais sous la garantie royale, mais c'était toujours lui qui les émettait. Il n'avait aucune raison pour ne pas se conformer aux lois du royaume.

Et cependant nous le voyons enfreindre ces lois en signant ses monnaies. C'était inutile, donc cela ne pouvait être qu'honorifique. Mais si c'était un honneur de paraître sur la monnaie, c'est que cela constituait un acte de souveraineté. Si Milon se considérait comme un chef d'État, maintenant qu'il était le vassal de Pépin, c'est qu'il l'avait été lorsqu'il était indépendant. Donc ce n'est ni comme monétaire, ni comme simple particulier qu'il avait frappé le denier de Trencianum, mais comme souverain.

Et cela ne s'applique pas seulement à l'hypothèse où Milon, après son installation à Narbonne, se serait attribué de lui-même le droit de continuer l'émission d'espèces à son nom.

S'il y fut formellement autorisé par Pépin, c'est encore plus significatif.

L'autorisation étant la reconnaissance d'un droit antérieurement exercé, le roi des Francs reconnaissait implicitement que Milon avait été le chef des Goths et lui maintenait viagèrement ce titre. Il l'honorait pour lui conserver son prestige parmi ses compatriotes, estimant sans doute qu'il était seul capable de faire respecter le pouvoir royal dans la province, de hâter son assimilation ; mais tout cela revient à dire que la Narbonnaise lui obéissait, qu'il avait été le maître du pays.

Si l'histoire nous avait transmis plus de détails sur les événements qui se passaient alors dans la Septimanie, les émissions monétaires de Milon n'auraient jamais étonné personne. Ce n'est qu'en approfondissant les quelques faits historiques qui nous sont parvenus que nous pouvons arriver à voir ces monnayages sous leur véritable jour. Ces pièces ne nous paraissent inexplicables que si

nous nous obstinons à les assimiler aux monnaies carolingiennes et à les placer au hasard de l'alphabet au milieu des autres monnaies françaises.

Nous oublions trop facilement que si elles sont françaises, elles le sont encore bien peu ayant été émises dans un pays qui cessait à peine d'être wisigoth. Laissons-les dans la série narbonnaise, à la suite des tiers de sou d'Egica et Wittiza et du denier, dit mérovingien, elles n'auront plus rien de surprenant.

IX

En résumé, voici, d'après les anciens textes qui nous sont parvenus et d'après les médailles, ce que nous savons sur Milon ou ce qu'il nous est permis de supposer.

En 752 la Septimanie devait être divisée en deux petits États dont l'un formé des diocèses de Nîmes, de Maguelonne, d'Agde et de Béziers, et ayant pour chef Ansemond, se soumit à cette époque à Pépin le Bref. L'autre, comprenant les territoires de Carcassonne et d'Elne du moins en partie et celui de Narbonne, moins la ville encore occupée par les Arabes, devait obéir à Milon.

Milon ne fit pas encore sa soumission. Retiré vers la région montagneuse du Minervois, il resta indépendant jusqu'en 759.

C'est pendant cette période qu'il émit sa première pièce à *Trencianum*.

Étant donné son poids et malgré son style un peu ancien, ce denier doit avoir été frappé de 755 à 759.

Pendant ce temps, de 752 à 759, Narbonne était assiégée par les Francs et les Goths dont Ansemond était le chef.

Pépin le Bref avait été obligé de quitter la province dès 752, laissant la conduite de l'investissement à Ansemond, qui fut tué dans le courant de l'année suivante.

Son successeur dut être le duc Théodoric. Ce serait lui, dans ce cas qui aurait émis, sous les murs de Narbonne, vers la fin du siège, le denier à flan mince portant d'un côté **R x F** et de l'autre **N R**.

Quoique présentant le nom de la ville, cette pièce n'a certainement pas été frappée dans l'atelier de la cité. La filiation des types s'y oppose. Si elle est réellement narbonnaise, ce qui est plus que probable, elle ne peut avoir été frappée que par le personnage qui commandait dans la province au nom du roi Pépin, quel que soit ce chef. Elle n'est point wisigothe mais carolingienne. Elle a été émise chez les Wisigoths, mais par les Francs, et conformément aux usages carolingiens. Aussi est-elle à flan mince tandis que le denier de Trausse, étant encore essentiellement méridional, est à flan épais.

En 759, Milon se soumit et fit livrer Narbonne au roi des Francs à condition que le gouvernement lui en serait maintenu.

C'est alors qu'il frappa sa seconde pièce, soit sous le règne de Pépin, soit au commencement de celui de Charlemagne, mais antérieurement à 774.

Bientôt obligé de supprimer son nom, pour se conformer aux règlements monétaires établis pour tout le royaume, il émit le denier purement royal. Comme cette pièce est également antérieure à 774, l'émission de l'autre dut avoir lieu tout à fait dans les premières années du règne de Charlemagne sinon sous celui de Pépin.

En 782, procès de Milon avec l'archevêque de Narbonne Daniel.

Vers 790, construction du monastère de Caunes; cession du village à l'abbaye qui prit dans la suite le nom du village; ratification de cette cession par Charlemagne, en 796; mais en décembre 791, Magnarius avait succédé à Milon, qui dut mourir par conséquent dans le courant de cette année ou à la fin de 790.

Milon a donc été comte de Narbonne de 759 à 790 ou 791, soit pendant trente-deux ans environ. Mais auparavant il avait déjà joué un rôle considérable dans le pays. Nous l'avons fait entrer en scène vers 752; cela n'a rien d'in vraisemblable. Cela ne suppose ni qu'il ait atteint un âge excessivement avancé, ni qu'il ait été au pouvoir très jeune.

Il est même possible qu'il y ait été avant cette époque.

Nous avons vu, dans un travail précédent, qu'un certain Gilbert était qualifié de comte de Narbonne dans un acte de 752 où il était cité au sujet d'un fait antérieur. D. Vaisète en concluait que ce Gilbert devait avoir eu le gouvernement de la ville au moment où elle fut prise par les Sarrasins. Cela n'est pas rigoureusement établi, car il est évident qu'il y a toujours eu un comte de Narbonne aussi bien après l'invasion de la Septimanie par les Arabes qu'avant leur arrivée. Mais dans tous les cas le fait au sujet duquel Gilbert est mentionné ne pouvant pas remonter à une époque très antérieure à 752, Milon peut parfaitement avoir été le successeur immédiat de Gilbert comme chef des Wisigoths de la Narbonnaise, si l'on admet que celui-ci l'avait été lui-même, le comte de Narbonne, à la disparition du dernier roi, s'étant trouvé investi de tous les pouvoirs.

Ceci nous amène à nous poser, au sujet de Milon, une dernière question à laquelle on ne peut malheureusement pas répondre d'une manière positive.

Nous constatons que Milon s'était emparé de l'autorité suprême puisqu'en battant monnaie dans un pays wisigoth il faisait acte de souveraineté, mais nous ignorons à quel titre il détenait le pouvoir.

Était-il simplement comte de Narbonne et, en cette qualité, reconnu comme chef par les autres seigneurs, comme étant le premier d'entre eux ? Ou bien était-il réellement leur souverain par sa naissance ou par l'élec-

tion ? Tout ce que l'on peut affirmer, et c'est du reste ce qu'il importe le plus de savoir, c'est qu'il était bien le chef suprême des Goths de la Septimanie.

Voilà tout ce que nous savons sur le comte Milon et il est bien à craindre que nous n'en sachions jamais davantage.

Cela est profondément regrettable, car il serait intéressant de mieux connaître ce personnage qui a certainement joué le plus grand rôle à une des époques les plus marquantes de l'histoire de Narbonne.

Les textes qui mentionnent Milon ne sont pas nombreux, mais ils présentent un intérêt considérable, surtout le récit de son procès avec l'archevêque Daniel, très curieux en ce qu'il nous montre les formes judiciaires observées au VIII^{me} siècle.

Quant aux médailles, elles ont encore plus d'importance. Benjamin Fillon appelait l'une d'elles « une des pierres angulaires de la numismatique française ».

Sans doute, depuis qu'il a été reconnu que le denier à flan épais ne porté pas le nom de Pépin, il est peut-être un peu moins intéressant au point de vue de l'étude de nos institutions monétaires quoiqu'il nous donne la solution d'un problème embarrassant. Mais son intérêt devient immense au point de vue historique, car il nous apparaît comme le dernier acte d'indépendance des Goths de la Septimanie et nous montre Milon comme leur dernier roi.

G. AMARDEL.

Procès-Verbal

DE LA VISITE DE L'ÉGLISE CATHÉDRALE DE SAINT-POUS

par Monseigneur l'illustrissime et révérendissime

Messire Pierre-Jean-François de PERCIN DE MONTGAILLARD,

évêque et seigneur de Saint-Pous,

commencé le 5 septembre 1694 (1)

Ensuite, notre promoteur nous auroit représenté qu'encore que par notre ordonnance nous eussions exhorté et ordonné aux chanoines qui ne sont pas prêtres de communier souvent dans le cours de l'année aux grandes fêtes, même que nous aurions enjoint une peine pécuniaire contre ceux qui ne communieroient pas, les festivités ; tout cela a resté inutile, qu'encore qu'il n'y ait pas apparence qu'une peine pécuniaire portât des chanoines à faire des sacrilèges, il n'ose nous requérir d'augmenter celle qui est ordonnée par notre précédente ordonnance.

Nous ordonnons conformément aux saints décrets et à nos précédentes ordonnances

Que les chanoines qui ne seront pas prêtres communieront à la grand'messe de Noël, du Jeudy Saint, de la Pentecôte, de la Fête-Dieu, et de l'Assomption, et de la fête de

(1) V. *Bulletin de la Commission archéologique*, tome VI, page 591.

Saint Pons, et s'ils y manquent ils perdront un écu, et pareillement que les chanoines-prêtres seront tenus de célébrer la sainte messe les mêmes jours sous la même peine, sans que les autres puissent leur faire aucune grâce ce que nous défendons très expressément, sous peine de répondre au tribunal de Dieu du mépris ou de la négligence de ceux qui n'approchent point des sacrements ; ce que nous avons vu très souvent avec beaucoup de douleur, en étant même scandalisés, toutes les fois que nous officions pontificalement.

Ensuite notre dit promoteur nous auroit fait ressouvenir des indécences qui se commettoient dans le chœur par quelques particuliers qui se faisoient porter la soutane ; à l'occasion de quoy nous aurions été obligé de rendre des ordonnances particulières contre une telle indécence, lesquelles il juge à propos que nous renouvellions dans notre présente visite et nommément contre le sieur archidiacre à l'occasion duquel cette ordonnance et défense a été faite et réitérée sans qu'il daigne y satisfaire se contentant de ne pas la faire porter dans le chœur.

Nous défendons que nul, ny dignité, ny chanoine ne se fasse porter la queue de soutane et manteau dans l'église, ny l'aube, ny le pluvial dans le chœur, ny ailleurs sous prétexte des processions, non pas même le célébrant à qui les ministres doivent les lever des deux côtés autant qu'il est nécessaire avec bienséance, ordonnant au précenteur de surveiller sur cette indécence, et à son absence au plus ancien du chœur, et à notre promoteur de faire signifier la présente ordonnance au sieur archidiacre (1), lequel

(1) François Gabriel de Thézan du Poujol était archidiacre de St-Pons depuis 1668, et en même temps conseiller clerc au parlement de Toulouse. Il vivait très mal avec son évêque et eut avec lui un long procès au sujet du Bréviaire et du Propre. « Comment, écrivait P. de Montgaillard à cette occasion, cet archidiacre oze-t-il parler de son exactitude à remplir les devoirs de son archidiaconé, lui, qui depuis 25 ans n'a pas paru 30 jours au chœur de

continuant au mépris de nos défenses précédentes de se faire porter la queue dans l'église, nous réitérons nos défenses sous peine d'interdit pour huit jours après la troisième fois qu'il contreviendra à cette ordonnance, après qu'elle lui aura été dûment signifiée.

Un de nos chanoines nous a représenté qu'on commettoit une indécence dans le chœur, soit en prenant du tabac, ou en s'en donnant les uns et les autres, nous requérant de défendre à tous ceux qui portent surplis dans le chœur d'y prendre du tabac, ny d'en donner pendant le service divin.

Nous défendons très étroitement à tous ceux qui portent surplis dans le chœur d'y prendre du tabac, ny d'en donner pendant le service divin, et ordonnons qu'en punition d'une telle indécence, ils perdront la rétribution de l'heure à laquelle ils la commettront.

Ordonnons au précenteur, et à son absence au plus ancien des chanoines de surveiller à l'exécution de notre présente ordonnance.

Notre promoteur nous a représenté que le chanoine qui fait les bénédictions des fons baptismaux, celle des cendres et des rameaux, ne dit point la messe conventuelle ; sur quoy.

Nous ordonnons que le chanoine quy sera de tour pour faire l'office ou celui qui doit suppléer à son défaut fera la bénédiction des fons et célébrera la messe conventuelle, la veille de Pâques, et celle de la Pentecôte ; il fera aussi la bénédiction des cierges le jour de la Purification de la Sainte Vierge, la bénédiction des rameaux et des cendres.

« Saint-Pons, et qui y venant chaque année pour le chapitre général, parce
« qu'il y a quelque rétribution à prendre, ne va qu'à une ou deux des heures
« canoniales, et cherche dans les délibérations du chapitre quelque occasion
« pour se faire députer contre son évêque, afin d'avoir prétexte de gagner
« quelque rétribution ou d'avoir des dépens contre un promoteur, un
« greffier ou secrétaire de l'évêché. »

Ensuite nous a été représenté par notre promoteur que le chapitre n'observe pas les décrets du concile de Trente concernant les distributions et gros fruits, sur quoy,

Nous avons ordonné conformément aux décrets du concile de Trente auquel la bulle de sécularisation (1) du chapitre le soumet entièrement que les chanoines ne pourront gagner qu'en résidant et assistant actuellement aux offices divins neuf mois entiers de chaque année ; en sorte par exemple que celui qui ne résidera que trois mois n'en gagnera que quatre, ainsi du reste, excepté les cas de droit expliqués dans l'ordonnance de notre première visite, en sorte que ceux qui pendant les neuf mois manqueront à quelque heure perdront sur lesd. gros fruits à proportion de lad. heure.

Nous ordonnons encore conformément aux mêmes décrets du saint concile de Trente que les distributions quotidiennes ne seront accordées qu'à ceux qui les auront gagnées par leur assistance effective aux offices divins ou qui auront des excuses de droit, déclarant que ceux qui les auront reçues ou en tout, ou en partie contre cette disposition des sacrés décrets sont obligés en conscience de les restituer et qu'on ne peut nullement les leur accorder sans encourir l'indignation de Dieu, nonobstant toute convention, statut ou coutume contraire. C'est pourquoy, sur le différend mû en notre présence entre plusieurs chanoines, les uns soutenant leur coutume de rétablir aux absents une partie des distributions qu'ils ont perdues à proportion de celles qu'ils ont gagnées, et les autres soutenant que cet usage n'est reçu nulle part, que c'est une pure collusion contre les sacrés décrets pour favoriser les

(1) La bulle de la sécularisation du chapitre de Saint-Pons fut donnée par Paul V, le 4 des calendes de juillet 1612, sur une demande du roi Louis XIII. Elle fut enregistrée au Parlement de Toulouse le 16 mai 1630. Le dossier de cette sécularisation se trouve à la Bibliothèque nationale ; Languedoc, t. XL, fol. 170.

absens, mais que les présens doivent gagner sur les absens ce qu'on leur rétablit contre le droit.

Nous déclarons que cette coutume qui lui a été introduite à notre insçu, et qui nous a été même cachée est abusive et contraire aux saints décrets, et

Ordonnons, conformément aux termes du décret du concile de Trente, que les distributions perdues par les absens seront appliquées la moitié pour les affaires du chappitre, le quart à la sacristie et l'autre quart aux présens.

Au reste, nous confirmons nos anciennes ordonnances (1) publiées en divers sinodes, par lesquelles les chanoines, hors le cas de droit, accordent aux absens les fruits et distributions de leurs prébendes au-delà d'un mois, et ceux qui les perçoivent encourent la suspension par le seul fait.

Nous a été encore représenté qu'on reçoit les chanoines sans qu'ils sachent le plein chant, qui dans la suite ne daignent pas l'apprendre, ny exécuter notre ordonnance de 1770 sur ce sujet. Sur quoy,

Nous ordonnons que les chanoines nouvellement reçus seront examinés sur la récitation de l'office, sur le plein chant et les cérémonies par le précenteur et deux chanoines nommés par le chappitre, que si après une année révolue ils se trouvent qu'ils n'aient pas appris le plein chant ils seront privés des distributions jusqu'à ce qu'ils le sachent suivant notre ordonnance de 1670, déclarant

(1) Les ordonnances rendues en cours de visite par M. de Montgaillard, évêque de Saint-Pons, ont été perdues. L'inventaire de Guénet (1746) en mentionne plusieurs pour les années 1666, 1667, 1675, 1676, 1677, 1678. En ce qui concerne les ordonnances synodales, on lit au même inventaire : « De... » 1662 et 1692. Procès-verbaux des assemblées de sinode, convoquées par « MM... de Percin de Montgaillard, évêque de Saint-Pons. Il y a encore » plusieurs ordonnances générales et particulières, rendues par M. de Montgaillard en divers tems et sur divers sujets, une liste des cas réservés, « etc.... cote n° 755. »

que tant les chanoines qui les accorderont que ceux qui les recevront seront obligés en conscience de les restituer.

Ensuite notre chapitre nous a représenté qu'il seroit à propos que six vints livres que les chanoines doivent à la sacristie à leur installation fussent mises entre les mains des chanoines préposés à la sacristie et non entre les mains du trésorier. Sur quoy,

Nous avons aussi ordonné que la somme de six vints livres dont chaque chanoine fait présent à la sacristie dans son installation sera mise en même temps non entre les mains du trésorier, de peur qu'elle ne soit divertie pour les affaires du chapitre, mais dans celle des chanoines ménagers ou des préposés à la sacristie pour être employée en ornements.

Notre dit promoteur nous auroit représenté que notre chapitre n'a pas toutes les places du bas-chœur remplies et qu'il n'exécute pas exactement notre ordonnance de 1670.

Sur quoy, il nous a été répondu que véritablement le nombre porté par la bulle est rempli (1), mais que le maître de musique, le joueur de serpent et celui de la basse de viole et le haute contre et une taille haute sont laïques, faute d'avoir trouvé des prêtres pour remplir ces places et que chacun d'eux fait dire à son tour les messes dont il est chargé.

Nous ordonnons que les habitués qui seront reçus dans le cours de l'année seront confirmés ou renvoyés dans le

(1) La bulle de sécularisation règle ainsi l'ordre et le fonctionnement du bas-chœur . « Alios quinque presbyteros, unum diaconum et unum subdiaconum, etiam seculares, unum magistrum ceremoniarum et unum bidellum « qui in omnibus et singulis divinis officiis et horis canonicis tam diurnis « quam nocturnis in dicta ecclesia celebrandis et recitandis interesse et « assistere ; majoresque et alias privatas missas, ibidem fundatas et celebrari « solitas celebrare. Et quatuor symphoniacos seu choriales pueros ad usum « chori et unum prefectum capellæ seu magistrum cantus in arte musicæ « peritum qui eosdem pueros choriales artem hujus modi doceat. »

chapitre général et s'engageront de servir au moins un an, et ne pourront être renvoyés qu'après une délibération prise en jour de chapitre, laquelle ne sera exécutée qu'il n'y ait un autre habitué approuvé par nous pour occuper la place, à moins que une fin pour cause de mauvaises mœurs ou de scandale, auquel cas la chose nous sera rapportée, et qu'aucun habitué ne sera reçu à porter le surplus dans le chœur qu'après avoir été examiné et approuvé pour les fonctions de l'ordre qu'il doit exercer et pour le chant et les cérémonies, par le précenteur et le chapitre, selon l'ordonnance de 1670, qu'aucuns ne pourront ainsi s'absenter sans permission expresse qu'ils ne demanderont et ne pourront obtenir qu'un jour de chapitre et sans l'avoir communiqué au précenteur qui prendra soin qu'il y ait toujours un nombre suffisant d'habitues pour le service.

M. Estorc, chanoine sindic, nous auroit représenté que feu M^e Bernard Caniven, prêtre habitué de notre chapitre, décédé depuis le mois de juillet dernier, a fondé une nouvelle place qui fait la dix-septième du bas-chœur et a donné pour cela au chapitre six mille livres, à la charge de tenir un dix-septième prêtre qui serviroit comme les autres habitués et de faire célébrer tous les jours de l'année une messe pour le repos de son âme et que le chapitre auroit accepté lad. fondation, sur quoy quelques uns des habitués se seroient plaints de la nouvelle charge que le chapitre vouloit leur imposer pour satisfaire à lad. fondation, à quoi les sindics du chapitre auroient répondu qu'il n'y avait nulle difficulté là-dessus, attendu que la bulle est expresse et qu'ils ne sont point titulaires, outre qu'ils ont fort mauvaise grace de se plaindre puisque leur salaire est considérable et que, quoique les charges du chapitre ayant tellement augmenté depuis quelques années que les chanoines ont été contraints de retrancher notablement de leur revenu, on n'a fait aucun retranchement

sur eux, et qu'avec cette augmentation de messe ils ne sont chargés d'en dire pour le chapitre que quinze semaines de l'année, de sorte qu'il leur en reste de livres pour eux trente-six.

Sur quoy notre promoteur nous auroit représenté que si nous ne donnons de bons ordres pour l'exécution de la fondation dud. sieur Caniven elle restera en peu de temps sans exécution, parce que nulle des fondations faites dont le chapitre ait pu toucher l'argent, n'est assurée ni exécutée parce que tous les fonds sont consommés par le chapitre et que les chanoines qui succèdent ne font point de scrupule de n'en acquiter aucune;

Qu'il y a eu une fondation à Olargues qu'on dit aller jusqu'à cent mille francs sans exécution; qu'il est vrai que le sieur Caniven a mis dans son testament pour se donner quelque sureté que le chapitre payeroit quelque-une de ses debtes, mais qu'en ayant fait plusieurs que les chanoines d'à présent contestent et ne veulent payer, parce que l'employ n'en est ny légitime ni permanent, les prétextes qu'ils ont pris pour le passé étant ou pour soutenir des procès, ou pour bâtir, et faire des réparations à leurs églises, ce qui doit se faire par le revenu courant et de la même manière que les bons pères de famille en usent; lesquels retranchent leurs dépenses à mesure qu'ils sont obligés d'en faire quelque extraordinaire, qu'il a appris que quelques-uns de notre chapitre voudroient payer des effets dud. Caniven quelque-une des debtes faites sous ce prétexte, encore que lui promoteur leur auroit représenté qu'ils ne peuvent le faire en conscience ni légitimement, n'étant pas permis à nous évêque de faire de tels emprunts et d'engager le revenu de notre évêché ni la moindre chose de notre manse, sans y observer plusieurs formalités dans le nombre desquelles est d'avoir le consentement de notre chapitre, qu'à plus forte raison le chapitre ne peut rien faire de stable qu'il n'ait eu notre permission;

qu'on a vù depuis peu plusieurs chapitres en état de faire perdre les debtes que leurs devanciers et eux avoient faites sans la permission de leurs archevêques et évêques et que ce considéré notre promoteur nous requiert de défendre à notred. Chapitre de lever les sommes qui lui ont été léguées par led. s^r Caniven sous prétexte d'en payer les debtes, qu'il a déjà fait savoir à Messieurs de Flottes, Laribaute et de Pardeilhan que s'ils payent ce qu'ils doivent au sieur Caniven que pour l'employer en un fonds stable ou en une debte bien fondée qu'ils courent risque de payer une seconde fois, mais qu'afin qu'ils n'en prétendent cause d'ignorance et de mettre la fondation en seureté, notre promoteur nous requiert de faire notifier notre ordonnance aux débiteurs afin qu'ils y ayent tel égard qu'il leur plaira et qu'au moins il ne tienne pas à nous qu'ils ne soient pas surpris. Sur quoy,

Nous avons ordonné qu'à la diligence de notre promoteur sa réquisition sera notifiée aux susd. débiteurs de M. Caniven.

Nous avons ordonné que notre chapitre remettra devers notre secrétaire le département qu'il prétend faire sur lesd. habitués pour l'exécution de lad. fondation pour être par nous examiné et ordonné ce qu'il appartiendra.

Cependant nous aurions défendu à notre chapitre de lever led. capital de six mille livres sous quelque prétexte que ce soit que pour être mis dans un fonds qui porte au moins trois cens livres de rente, et ordonné que copie en forme de lad. fondation et de la délibération portant acceptation d'icelle seront remises dans trois jours à notre secrétaire pour être remises dans les archives de l'évêché. Et quand aux autres fondations notred. Chapitre remettra pareillement devers notre secrétaire dans le même tems un état d'icelles et des biens donnés pour lesd. charges et nous rendra compte si le service se fait.

Ordonnons que les habitués diront ou feront dire par

leurs confrères chacun à son tour les messes de fondation que le chapitre est tenu de faire célébrer, et même celles qui ont été fondées par M^e Bernard Caniven, prêtre habitué de cette église, sans qu'ils puissent pour cela prétendre aucune augmentation de gages, et ce suivant la table dressée par les chanoines préposés à la sacristie, d'autant plus qu'il a fondé un prêtre surnuméraire qui entre en part de toutes les autres charges pour les en soulager ; que le maître des cérémonies suivra exactement pour ce qui le regarde ce qui est prescrit par le manuel du chœur en ce qui les concerne respectivement.

Nous aurions ensuite visité la sacristie qui est vis-à-vis du sanctuaire du côté de l'épître (1), dans laquelle il y a une longue table couverte d'un tapis vert et d'un devant d'autel sur laquelle il y a un gradin pour préparer les calices et au dessus un grand tableau où il y a un image de Jésus crucifié et d'un saint évêque au pied (2). Il y a de plus deux grands garde robes pour les ornements et autres meubles, et un petit pour l'argenterie ; un confessionnal sans carte des cas réservés, avec un image du crucifix ; un priedieu avec les feuilles pour la préparation à la messe et l'action de grâces ; un lavoir auprès duquel il y a une piscine ; un garde robe où sont les archives ; des gardes robes et des cofres de quelques particuliers. Les portes, fenêtres, serrures, murailles, voute et le pavé étant en bon état, on nous auroit présenté les différens ornemens les uns après les autres, et l'argenterie. Sur quoy,

Notre promoteur nous aurait fait remarquer que le bâton cantoral du précenteur qui est dans l'inventaire de notre visite de 1670 ne se trouve plus ; sur quoy il a été

(1) Les chapelles dites aujourd'hui du Saint-Sacrement et de Saint-Joseph.

(2) Tableau disparu.

répondu qu'on avait fait depuis les deux bourdons d'argent dont les chanoines se servent, et nous aurions demandé si c'étoit de notre ordre et on nous auroit répondu qu'on n'en avoit pas où parler. Sur quoy

Nous avons ordonné qu'on remétroit incessamment un inventaire de tout entre les mains de notre secrétaire; et pour ce qui manque à la sacristie,

Nous ordonnons que pour l'ornement blanc, il sera fait une bource et un voile pour accompagner la chasuble de toile d'argent à fleurs de diverses couleurs, un manipule, une bource et un voile de damas blanc, deux bources et deux voiles de tabis; pour les ornements rouges, trois voiles de damas, trois bources et un voile de satins de fleurs, trois étoles, trois manipules de velours, une étole et un manipule de damas, trois bources de camelot, et trois voiles de tabis. Pour les ornements verts, que les galons de l'ornement de damas seront changés, qu'il sera acheté deux autres chasubles de damas avec trois bources et trois voiles et une bource de camelot avec un voile de tabis. Pour les ornements noirs qu'il sera fait trois étoles et trois manipules, une bource et un voile de damas, trois bources de camelot et deux voiles de tabis, en sorte que chaque chasuble ait sa bource et son voile.

Défendons aux sacristains de faire servir aux messes basses les ornements destinés pour les grandes messes; que pour chaque aube il y aura deux amits; que l'on fera encore quelques essuiemains pour les messes, qui seront beaucoup plus larges que les purificatoires et quarrés afin qu'ils ne se mêlent point; qu'il sera fait un pied de soleil pour le Saint-Sacrement, et nous défendons expressement qu'on se serve d'un pied d'un calice pour cela, s'il ne reste au moins quatre calices pour les messes;

Que les cas réservés seront mis au confessionnal sur les réquisitions de notre promoteur.

Ordonnons de plus que du quart des absences des

chanoines qui doit être employé pour la sacristie il sera acheté: une croix d'argent et six chandeliers d'argent, deux calices, n'y en ayant que trois, l'un desquels a été donné par M. Malacan, chanoine, et l'autre par un autre chanoine, et le pié du troisième qui est fort petit servant de pié au soleil (1). Dud. quart des absences sera encore acheté des ornemens et autres choses pour orner le maître autel et autres autels de l'église, nommément, il sera acheté une chapelle à fond d'or ou d'argent pour servir pour l'ornement blanc, ou pour remplacer la chapelle de trois mille six cents livres de Messire Jean-Jacques de Fleuries, l'un de nos prédécesseurs, que notre chapitre s'est partagée en argent, comme il est porté par notre ordonnance de visite de 1670 sur les réquisitions qui nous en ont été faites par ceux de sa famille dès la première visite de notre église cathédrale.

Notre promoteur nous auroit représenté qu'on ne se donne pas la peine de nettoier les voutes du sanctuaire ny celles du chœur et de la nef, ny de tenir l'église propre et nette. Sur quoy,

(1) On peut voir dans un rapport dressé en 1625 par Laurent Maurin, bailli et magistrat royal à Caux, l'état de l'argenterie appartenant à l'église cathédrale : « Davantage pour l'argenterie nécessaire en lad. église, convient
« acheter les choses suivantes : un ciboire d'argent surdoré pour garder le
« très Saint-Sacrement de l'autel, le porter aux processions et l'exposer en
« public d'autant que le ciboire qui est à présent est grandement indécemment
« un si saint usage, pour estre fait d'alchimie ou à matière vile ; une grande
« croix avec son baton argent pour le porter au devant des processions,
« celle qui est maintenant en la dite église étant en partie de cuivre et por-
« tée sur un pied en bois ; deux bourdons lamés d'argent, ni ayant à présent
« en lad. église que deux qui sont de seul bois peint ; plus faut acheter un
« grand nombre de calices car il n'y en a que trois en lad. église lesquels ne
« suffisent pas, lorsque tous les chanoines et prêtres habitués d'icelle veulent
« célébrer la sainte messe ; plus est nécessaire acheter un vase argent et
« aspersoir, n'y en ayant qu'un de cuivre ; plus convient acheter demi-
« douzaine missels pour dire messe, n'y en ayant que deux ou trois, plus afin
« de pouvoir orner le cœur de l'église aux principales festivités de l'année,
« il est besoin d'acheter des tapisseries ou soit représentée l'histoire de la
« vie de saint Pons, patron de lad. église, ainsi qu'elle a esté par le passé. »

Nous avons encore ordonné que la voûte du sanctuaire sera nettoyée pour le moins trois fois chaque année, savoir à Noël, à Pâques et à Notre-Dame d'août, et celles du chœur et de la nef pour le moins tous les ans à Pâques, et que l'on balayera le sanctuaire et le chœur toutes les semaines et le reste de l'église toutes les veilles de toutes les grandes fêtes, et qu'on ouvrira au moins tous ces jours là toutes les vitres et les portes de l'église.

Notre promoteur nous a encore représenté le désordre considérable qui est dans les archives de notre chapitre (1), à quoy les chanoines y ont ajouté plusieurs choses et nous ont prié d'y vouloir donner quelque ordre. Sur quoy,

Nous avons ordonné quand aux archives qu'on nous a dit être en grand désordre et se pourrir pour être en de grandes garde-robes dans la sacristie où elles sont même exposées au feu par la négligence des petits clercs.

Que notre ordonnance sur le cloître sera exécutée incessamment et qu'en attendant il sera fait des registres de tous les papiers et archives qui seront rangées selon l'ordre des titres (2) et documents qui regardent tout le corps ou

(1) On trouve aux archives départementales de l'Hérault ; série G, un inventaire des archives du chapitre dressé en 1708. — Un fragment d'un autre inventaire de la même époque a été publié en appendice à l'Inventaire des archives communales de Saint-Pons (Montpellier, Ricard, 1895). Nous constatons encore avec regret la disparition d'un autre inventaire dressé en 1742. — Le 20 frimaire an II, les archives du chapitre et de l'évêché de Saint-Pons furent brûlées sur la place publique de Saint-Pons, aux cris de Ça ira ! Ça va ! Vive la République. • Les corps constitués se disputaient à l'envy « la gloire de mettre le feu. Le peuple attisait le feu, disant qu'il n'y en avait « jamais eu de plus utile et de plus beau. » Arch. mun. Délib. du district.

(2) En 1746, on conservait encore quelques inventaires des archives de l'évêché : l'un des pièces remises en 1657 à l'évêque Tubœuf par les héritiers de de Fleyres, son prédécesseur ; un autre de pièces remises en 1667 à M. de Montgaillard, par les mêmes ; un autre des titres et actes remis par M. Tubœuf à son successeur en 1665 ; enfin un dernier des archives de l'évêché de Saint-Pons, en 1713. Il n'en existe plus aucun.

les bénéficiers particuliers du chapitre, et pour cet effet seront faites deux différentes armoires (1) qui seront rangées selon l'ordre des titres avec deux différentes clefs l'une desquelles sera entre les mains de l'archidiacre ou en son absence entre les mains du plus ancien chanoine sans qu'elles puissent être confiées à qui que ce soit, si ce n'est à leur absence à d'autres capitulaires nommés par le chapitre assemblé.

Qu'il ne sera tiré des archives aucun papier pour quelque conséquence que ce soit ; s'il est nécessaire d'en tirer des copies, elles se feront dans le lieu même en présence des gardes des archives, et d'autant que par le passé on peut n'avoir pas usé de cette précaution, nous ordonnons qu'à la diligence des syndics les documents qui se trouveront chés les procureurs, députés, trésoriers et syndics, cy devant dud. chapitre seront rapportés dans lesd. archives sur peine de suspension *ipso facto* contre les syndics s'ils négligent de les rentrer dans six mois après la publication de la présente ordonnance ; et quant aux autres papiers concernant notre dite église et chapitre qui peuvent être recelés et retenus par des laïques,

Nous ordonnons qu'à la diligence desd. syndics et de notre promoteur il sera publié un monitoire dans l'église paroissiale de cette ville et partout ailleurs où besoin sera pour obliger ceux qui les détiennent ou savent par qui ils sont détenus, de les restituer ou de révéler respectivement sous peine d'excommunication. On avertira en même tems que ceux qui les auront de bonne foy ou à qui il aura coûté quelque chose pour les recouvrer seront remboursés ou gratifiés à proportion de l'utilité des titres ; ce qui ne se fera que par l'ordre du chapitre et avec communication au promoteur pour ce qui regarde les papiers qui appartiennent à la manse épiscopale.

(1) Ces armoires furent, en 1793, transportées dans les bureaux de la mairie où elles sont encore.

Etant ensuite sortis de l'église, en aurions fait le tour, et notre promoteur nous auroit fait remarquer les ordures et indécences qui se commettent le long des murailles de l'église, nous auroit requis d'y donner ordre. Sur quoy,

Nous ordonnons qu'on fera incessamment ôter toutes les pierres, terres et ordures qui sont contre les murailles de l'église, contre les encoules, et qu'on fera marquer des croix avec de la chaux à chaque coin desd. encoules, et de deux en deux pas contre les murailles de lad. église pour inspirer au peuple le respect qu'ils doivent au lieu saint et les empêcher d'y faire et d'y porter aucune ordure, ce que nous défendons expressément à toutes personnes de quelque qualité qu'elles puissent être, et en cas de contravention qu'il en sera informé.

Enjoignons aux chanoines préposés pour le soin des choses saintes de veiller à l'exécution de notre présente ordonnance par imploration même du bras séculier.

Ensuite notre promoteur nous auroit requis de nous transporter dans les maisons du cloître (1), pour y ordonner qu'elles seront mises en état, et ayant voulu entrer dans celle de l'aumônier (2), notre promoteur nous auroit dit que nous aurions fait une ordonnance pour réparer cette maison dès l'an 1670, sans qu'on ait daigné y satisfaire, et qu'ainsi cette maison étoit en ruine, et qu'au lieu qu'elle devoit être propre pour y loger l'aumônier et pour y tenir les grains de l'aumône, si nous n'y donnions un prompt remède par une ordonnance qui obligeât le chapitre de se souvenir d'exécuter notre ordonnance de 1670, il la laisseroit dans le même état qu'elle est depuis si longtemps. Sur quoy,

Nous ordonnons que notre ordonnance de 1670 qui

(1) Maisons dites « maisons neuves du chapitre », dans lesquelles logeaient les dignitaires du chapitre, elles étaient en face l'église et le cloître adossées au rempart.

(2) Maison Cabrol ; le four existe encore.

défend de louer les maisons des chanoines à des laïques sera exécutée, mais seulement à des chanoines et à des habitués, depuis trois mois après la publication de notre présente ordonnance, permettons néanmoins que le maître de musique en occupe une avec les enfans de chœur (1) ; que la maison de l'aumônerie sera incessamment remise en état, ainsi qu'il avoit été ordonné par notre ordonnance de 1670, et d'autant qu'elle tombe en ruine tous les jours, nous rendons responsables les ménagers de notre chapitre de sa détérioration, en sorte que s'ils ne la font pas accommoder dans le reste de cette année ou pourra s'en prendre à eux en particulier pour faire rétablir ce qui se ruinera. Que les planchers et les fenêtres de celle qui est occupée présentement par le maître de musique seront incessamment raccommodés, et que dans le monitoire que les syndics feront publier on y inserrera un article pour les ferremens et barreaux de fer qui ont été enterrés desd. maisons, comme aussi de ce qui a été enlevé de l'ancien chœur et du cloître.

Après quoy notre promoteur nous auroit requis d'aller voir le pitoyable état où est le cloître afin d'en ordonner toutes les réparations ; sur quoy nous nous serions transportés aud. cloître dont nous aurions trouvé tous les toits abatus, et les voutes menaçant ruine à cause que l'eau y croupit, sur quoy notre promoteur nous auroit requis d'ordonner que notre ordonnance de 1670 soit exécutée sur la batisse dudit cloître. Sur quoy,

Nous avons ordonné que notred. ordonnance de 1670 pour la réédification du cloître sera exécutée, et qu'il y sera fait des logemens pour les ecclésiastiques du bas-chœur et musiciens pour les tirer des occasions d'une trop grande familiarité avec les séculiers et prévenir les

(1) La maîtrise était à l'extrémité S.-O. de l'ancien cloître, sur l'emplacement où se trouve aujourd'hui l'hôtel du Nord.

accidents facheux qui ont été les motifs qui nous portèrent du consentement de notre chapitre d'ordonner l'édification dud. cloître pour y faire lesd. logemens.

Nous ordonnons derechef que cet ouvrage qui avoit été avancé, et qui est demeuré imparfait depuis quelque tems sera repris et achevé suivant l'ancien devis (1), qu'à cet effet il sera fait un nouveau devis de ce qu'il y a à réparer dans ce qui avoit été fait et de ce qui reste à achever ; qu'à la diligence des syndics il sera procédé aux publications dud. ouvrage, pour avertir les entrepreneurs qu'il sera donné à celui qui sera le plus propre et qui fera la condition meilleure, et ce dans trois mois prochains, pour être ensuite ledit cloître parfait et achevé dans deux ans à compter du jour de la publication de la présente ordonnance, à quoy tous les fonds destinés par notred. ordonnance et notamment celui des absences des chanoines qui n'ont pu être divertis à autre chose suivant notre précédente ordonnance consentie par notre chapitre seront employés, à la réputation desquels, les syndics modernes ou ceux qui seront nommés dans le prochain chapitre général seront tenus de poursuivre tous ceux qui en seront chargés ou responsables ; et eux-mêmes y seront contraints à la diligence de notre promoteur dans toutes les formes et manières de droit, et d'autant qu'il y a une partie de ce qui est fait qui dépérit chaque jour faute de réparation. Nous ordonnons que notre chapitre fera incessamment ôter de dessus la voûte d'un des côtés dud. cloître toute la ruine qui y est afin que les eaux des pluies et des neiges n'y croupissent pas davantage, qu'il fera aussi réparer incessamment le couvert de l'autre côté, et qu'on

(1) Un premier devis du cloître fut fait et déposé chez M. Guiraud, notaire à Saint-Pons, le 10 décembre 1667 ; le montant de ce devis était de 20.150 livres. Le prix fait de la construction fut donné le 15 août 1671, devant le même notaire, à Pierre Saisset, architecte de Narbonne.

fera un inventaire de tous les bois et matériaux dud. édifice qui seront mis à couvert et en lieu de sûreté, et sur ce qu'on en avoit enlevé une grande partie, que même plusieurs particuliers se sont fait un plaisir de le détruire et de l'abattre ;

Nous avons ordonné qu'il sera publié un monitoire pour découvrir ceux qui ont fait led. dégât et enlèvement, pour être poursuivis et obligés de réparer et de rendre ce qu'ils ont pris ou fait enlever et gâter ; et pour faciliter à notre chapitre la consommation d'un ouvrage aussi nécessaire que celui là. Nous lui permettons en cas qu'il n'auroit pas promptement les fonds destinés pour faire les logemens pour les habitués sur led. cloître, d'y employer celui de la fondation qui a été faite en dernier lieu par maître Caniven à condition de le rétablir au plutôt, comme led. chapitre jugera à propos par les absences passées ou à venir sans que cette destination du fonds de M^e Caniven retarde n'y empêche l'exécution du service par lui fondé ; et lorsque lesd. logemens seront achevés, pourra notre chapitre retrancher des rétributions des habitués qui y seront logés ou qui y pourront loger, à proportion et à concurrence dud. fonds et fondation, au moyen de quoy il ne coutera rien à notred. chapitre et les habitués en seront mieux en toutes façons.

Comme nous souhaitons depuis longtemps de pouvoir travailler à la réédification de l'ancien chœur et sanctuaire de notre église nous conjurons très instamment nos très chers les dignités et chanoines de notre église de s'unir avec nous afin que nous travaillions tous ensemble, *quasi vir unus*, selon l'expression de l'Écriture, à rétablir ce que nos prédécesseurs avoient bâti avec tant de zèle et que la malice des hérétiques a ruiné depuis si longtemps ; pour cet effet à la réquisition de notre promoteur,

Nous ordonnons qu'à la diligence des sindics et autres officiers de notre chapitre et de notre promoteur tous les

matériaux et pierres de marbre qui ont été du chœur et du sanctuaire de notre église cathédrale seront ramassés ; que tous ceux qui en ont pris seront poursuivis pour les rendre ou remplacer de même façon et en pareille quantité, et qu'il sera publié et affiché une ordonnance de notre autorité portant injonction à toute personne de quelle qualité ou condition qu'elle soit, qui aura pris ou qui retiendra chés soy des matériaux, pièces de marbre et autres choses qui auront été dud. chœur et sanctuaire de les rendre en trois mois ou de les remplacer en même nombre et qualité sous peine d'excommunication dont l'absolution ne pourra être accordée que par nous ou par ceux à qui nous en donnerons le pouvoir spécialement ; enjoignons pareillement sous la même peine à tous ceux qui sauront qu'on retient lesd. matériaux de les dénoncer et de déclarer les lieux où ils sont.

Nous ordonnons aussi qu'il sera appelé avant trois mois des architectes et des entrepreneurs pour faire le devis de ce qu'il y a à faire pour la réédification dud. chœur (1) et sanctuaire, à quoy seront employées les sommes dues à la fabrique tant par nous que par notre chapitre, et celles qu'on dit être dues par défunt messire de Tubeuf, notre prédécesseur, ensemble les aumônes que les gens de bien et fidèles de cette ville et du diocèse pourront faire pour contribuer à une si bonne œuvre, ne voulant pas les exclure de l'honneur de bâtir une maison à Dieu, ce qui sera continué à proportion du fonds qu'on aura, espérant que Dieu bénira cet ouvrage.

Notre promoteur nous auroit ensuite représenté que notre chapitre auroit aliéné le fief de Cesseuon (2) et autres

(1) En 1706, eut lieu l'adjudication des travaux pour la reconstruction de l'ancien chœur. Se présentaient alors : Joseph Clavel, architecte d'Albi ; Antoine Girald, de Montpellier ; David Médaille, de Béziers.

(2) Le 1^{er} mai 1672, par acte passé devant M. Guiraud, notaire, secrétaire du chapitre de Saint-Pons, celui-ci vendit à Jean Geoffre, « conseiller du roi

appartenant à la manse capitulaire, qu'il a vendus sans notre autorité, et qu'il a fait plusieurs aliénations des biens immeubles appartenant à la dite manse. Sur quoy,

Nous ordonnons que le fief de Cessenon et autres que notre chapitre a vendu sans notre autorité et toutes les autres aliénations qu'il a faites des biens immeubles de la manse capitulaire seront déclarées nulles, luy défendant d'aliéner ou divertir, donner en albergue ou à bail perpétuel les biens meubles et immeubles de la manse capitulaire sans notre permission et sans les formalités requises par le droit, lui déclarant encore que les canons rendent lesd. contrats nuls, ils encourront l'excommunication par le seul fait et que suivant les mêmes canons, ils seront punis d'autres peines arbitraires et nous ordonnons que notre chapitre remettra vers notre secrétaire l'état des albergues et autres contrats de bail perpétuel ou d'aliénation qui peuvent avoir été faits depuis notre visite de 1670.

Notre promoteur nous a encore représenté les désordres qui se commettent dans l'administration des affaires de notre chapitre qui engageant ses fonds est en état de faire banqueroute, si nous n'y donnons promptement ordre, y ayant déjà des créanciers auxquels il refuse de payer leurs rentes qui le poursuivent actuellement. Sur quoy,

Nous ordonnons que notre chapitre nous remettra un état de ses debtes et emprunts qui ont été faits et qu'à l'avenir il n'en sera fait aucun qu'ensuite d'une délibération prise dans le chapitre général et de notre approbation,

« et son magistrat du lieu de Pierrerue, le fief et directe noble que led. chapitre en qualité de prieur dud. Cessenon a dans led. lieu, terroir et « juridiction ». Il vendait seulement les droits seigneuriaux se réservant toutes les terres et possessions qui en dépendaient. L'acte énonce toutes les reconnaissances faites antérieurement au chapitre, pour ce fief, depuis l'année 1306. Cette vente fut consentie pour le prix de 1,600 livres. — Actes du chapitre de Saint-Pons; t. 1, fol. 575, arch. part.

déclarant que ceux qu'il a fait par le passé et qu'il pourra faire à l'avenir au préjudice de nos ordonnances et du droit sans ces formalités ne peuvent point être regardés comme étant faits par le corps du chapitre et engagés pour les biens de notre église, mais seulement des particuliers qui les ont faits.

Sur ce qui nous a été représenté plusieurs fois : que faute par notre chapitre de payer ponctuellement les congrues des titulaires et les pensions des vicaires des lieux où ils sont tenus de payer, lesd. curés et vicaires s'absentent souvent des paroisses sous prétexte de venir chercher leur paiement et laissent sans secours les malades et les moribonds, et qu'on les renvoie souvent sans les payer, ce qui les constitue en fraix, pour éviter qu'à l'avenir il n'y ait plus lieu à des pareilles absences préjudiciables au peuple,

Nous ordonnons que notre chapitre chargera les fermiers des dixmes et droits qu'ils perçoivent dans les lieux de payer aux curés leur portion congrue, et la pension des vicaires, et les curés seront tenus d'exprimer dans leurs quittances les noms des vicaires qu'ils auront alors, et leurs quittances seront passées en compte aux fermiers auxquels elles auront été faites à la décharge de notre chapitre, afin que nos ordonnances synodales puissent être exécutées fidèlement.

Enfin, ayant égard aux nouvelles réquisitions de notre chapitre de lui accorder encore un plus grand délai pour revoir, ajouter ou diminuer au projet des statuts dressés par l'ordre de notre dit chapitre par M. Trottet, chanoine, et notre grand vicaire dont les syndics nous ont remis une copie, nous exhortons notred. chapitre de considérer qu'il y a vingt-cinq ans que nous les invitons et sollicitons et que nous leur ordonnons de faire des statuts qui servent à perpétuité et n'en ayant jamais voulu faire le droit nous est dévolu et que nous pourrions de notre autorité leur

ordonner de recevoir ceux qu'ils nous demandent encore de revoir, qu'il y a un an qu'ils nous demandent de temps en temps des délais pour cela, qu'ils nous ont fait différer la clôture de notre visite, et que nous pouvions prendre toutes ces fuites pour une preuve de quelque intention peu conforme aux désirs de l'église, mais que voulant user de toute la condescendance possible envers eux nous leur accordons encore le délai qu'ils nous demandent.

Nous ordonnons que la copie des statuts qui nous a été remise demeurera entre les mains de notre promoteur, et que notre chapitre nous en communiquera toutes les additions ou retranchemens qu'on y prétendra faire, déclarant que si notred. chapitre néglige de les revoir et de les mettre en état, et qu'un mois après le chapitre général on ne nous les présente pas pour les examiner et autoriser en tout ce qui ne sera pas contraire aux saints décrets, au droit commun et à l'usage de l'église, ce que nous ferons en exécution de notre présente ordonnance de visite, comme nous nous le réservons expressément, notred. chapitre ne pourra plus obtenir du délai, et nous ordonnerons sur ce sujet ce que nous trouverons plus convenable pour la gloire de Dieu et l'utilité de notre église, et pareillement en exécution de notre présente ordonnance de visite. Après quoy notre promoteur nous auroit requis de renouveler tous les bons ordres par nous ordonnés pour le service, discipline du chœur et du chapitre tant pour le spirituel que pour le temporel.

Nous renouvelons toutes nos précédentes ordonnances tant de la visite de 1670 touchant le service divin, les fonctions d'un chacun, les mœurs des dignités, chanoines et ecclésiastiques, ordre, régie, administration, conservation dud. chapitre et des biens de notred. église sous les peines y contenues, et pareillement toutes les autres concernant la discipline ecclésiastique ; en tout ce à quoy nous n'avons pas trouvé à propos qu'il fut nécessaire de

faire de changements et auxquelles nous n'avons pas dérogé dans cette visite, et nous exhortons nos vénérables et très chers frères, les dignités et chanoines de notre chapitre de vivre si canoniquement et si régulièrement qu'ils remplissent leurs noms et tous les devoirs de leur ministère qu'ils édifient par leurs saintes mœurs l'église de J. C. et qu'ils soient aussi pour nous un véritable et puissant secours pour nous aider à porter le fardeau dont nous sommes chargés.

Nous enjoignons très expressément à notre promoteur de veiller et de tenir la main à l'exécution tant de notre présente ordonnance de visite que des précédentes en ce que nous n'y avons pas dérogé, en faisant saisir les revenus de notre chapitre en cas de refus, avec imploration du bras séculier.

Donné à Saint-Pons dans le cours de notre visite générale et publié en notre présence par notre secrétaire dans la chaire du chœur de notre église cathédrale, après l'évangile de la messe conventuelle à laquelle assistaient les messieurs de Saint-Rome, le plus ancien des chanoines, Fabry, Trottet, Bouet, Montgaillard, Estorc, La Clause, et Bert, tous les prêtres et musiciens du bas-chœur et les magistrats de la ville le vint-unième septembre, fête de saint Mathieu, de l'année mil six cens quatre vints quinze.

La vie municipale à Narbonne

AU XVII^e SIÈCLE ⁽¹⁾

Les beaux-arts et les arts industriels

(Suite)

III

Architectes et ingénieurs.

Malgré notre amour pour notre vieille cité, « cet amour
« de notre berceau qui nous apprend à mieux aimer notre
« grande patrie, » ainsi que le disait un jour notre regretté
Louis Narbonne, nous sommes obligé de reconnaître
que le sujet à traiter aujourd'hui est à la fois assez ingrat
et un peu restreint.

Au xvii^e siècle, peu d'architecture à Narbonne, et encore
moins d'architectes et d'ingénieurs connus. En dehors des
travaux aux églises, au palais archiépiscopal et à la maison
consulaire, et de certains travaux pour l'amélioration,
l'embellissement ou la défense de la cité, relevant souvent

(1) V. *Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne*, t. vi, p. 693.

de l'ingénieur plus que de l'architecte, nous ne trouvons aucun grand monument datant de cette époque. En outre, les maisons privées étaient pour la plupart d'une extraordinaire simplicité. Les archives notariales renferment de nombreuses *relations* de maisons. On appelait ainsi la description détaillée d'une maison faite par des experts à l'occasion d'une vente. Ces relations indiquent que le luxe architectural y était à peu près aussi inconnu à l'intérieur qu'à l'extérieur. Il nous faut arriver jusqu'à la fin du xvii^e siècle et au commencement du xviii^e en 1699 et 1701 pour trouver dans une maison deux chambranles de cheminée en marbre rouge et noir et dans une autre des boules de marbre jaspé sur la balustrade de l'escalier (1). Ce n'est encore qu'à la fin du xvii^e siècle en 1697 que nous trouvons le vicomte de Montbrun confiant la construction de la belle façade de sa maison à un habile architecte et sculpteur, François Laucel (2).

Non seulement les architectes et les ingénieurs sont rares, mais encore ils se confondent avec d'autres artistes, et même avec de simples ouvriers. Nous avons vu le peintre Pierre Lavergne qualifié en même temps d'ingénieur et d'architecte. Pol de Lapierre, maître menuisier, que nous avons placé parmi les sculpteurs, prenait le titre d'ingénieur dans un acte du 12 août 1613 (3). Guillaume Martoys se qualifie de sculpteur et architecte. Jean Noireau, le sculpteur le plus fécond que j'aie rencontré, avait débuté à Narbonne en 1636 avec Jehan Le Nossere ou le Nottaire ; ils se qualifiaient alors tous les deux de maîtres architectes à Carcassonne. Enfin François Laucel, le plus célèbre de tous, était aussi sculpteur et architecte.

En outre, des travaux d'architecture ou autres, assez

(1) Archives Favatier ; Rouan, notaire, 30 mai 1699 et 24 avril 1701.

(2) V. *Bulletin de la Commission archéologique*, 1901, 2^e semestre, p. 726.

(3) Archives Favatier ; Senty, notaire, 8^e liasse.

importants, nous sont indiqués par les traités avec les entrepreneurs, où le plus souvent il n'est fait aucune mention ni d'un architecte, ni d'un ingénieur. Cependant il fallait des connaissances techniques pour dresser des devis quelquefois très compliqués et pour diriger les travaux.

Pour le classement des documents, je grouperai ensemble ceux qui se rattachent à un même édifice, à un même établissement, ou à des travaux de même nature.

PALAIS ARCHIÉPISCOPAL

Le plus ancien document que j'aie trouvé au ^{xvii}e siècle concernant ce palais, qui nous intéresse d'autant plus que le Musée et la bibliothèque sont installés aujourd'hui dans les appartements de l'archevêque, est une modeste réparation faite en 1609 à un égout dépendant de l'archevêché de Narbonne. Le 10 février 1609 (1), devant M^e Escalier, notaire, Messire Bernard d'Hautpoul, grand archidiacre de l'église sainte de Narbonne et procureur général de Mgr l'illustrissime et révérendissime cardinal de Joyeuse, archevêque de Narbonne, donne à prix fait à Pierre Sonnilhac et Pierre Audoux, maîtres maçons, à nettoyer le *touat* (2) dépendant de l'archevêché.

Mais quelques années après, en 1627, c'est un travail des plus importants qui est entrepris par Mgr de Vervins. Il ne s'agit de rien moins que du grand et bel escalier qui existe encore, et depuis près de 300 ans, conduit aux appartements de l'archevêque, et aujourd'hui au Musée et à la bibliothèque de la ville.

J'ai donné dans le Bulletin de 1893, 2^{me} semestre, le texte complet du traité passé le 28 septembre 1627 devant

(1) *Ibid.* ; Escalier, notaire, 3^e liasse.

(2) *Touat*, en patois languedocien : égout.

M^e Rouan (1), par lequel Mgr de Vervins confiait ce travail à Pierre Montagnier et Jean Cede, maîtres maçons de Narbonne. On leur donnait un modèle relevé en carton. Cet escalier a huit piliers reliés par des arceaux, sur lesquels reposent les 88 marches qui le composent, soit quatre montées de 22 marches chacune. Les piliers doivent être posés sur une architrave et garnis de balustres d'un pilier à l'autre. Le traité entre dans les plus minces détails qui indiquent un habile et soigneux architecte, mais son nom n'est pas prononcé. Ce grand travail devait coûter 6,600 livres, et devait être terminé à la fête de Saint-Jean-Baptiste (24 juin) 1628; mais Mgr de Vervins ne devait pas en voir la fin, il mourut le 8 février 1628. Mgr de Rébé lui succéda, et c'est en son nom que le travail fût reçu et qu'il fût donné décharge aux entrepreneurs le 12 novembre 1628 (2).

Le 7 avril 1612, l'archevêque de Narbonne, cardinal de Joyeuse, traitait avec Pol de Lapierre, maître menuisier, qui prend le titre d'ingénieur pour l'établissement d'un engin avec roue qui devait amener les eaux dans le jardin de l'archevêché. Mais le 12 août 1615 (3), Pol de Lapierre se plaint dans un acte « que Mgr l'archevêque *et ses associés* s'étaient obligés d'obtenir la permission d'asseoir « cet engin à roue à l'endroit du martinet à faire poudre, « qui est dans le canal de la rivière d'Aude, passant « dedans et au travers de la ville, assis près les moulins à « faire farine, pour tirer et conduire les eaux dud. canal « aux lieux et endroits de leurs maisons et enclos d'icelles, « par des artifices et industrie, comme il est porté par « son prix fait, etc. »

Mais lorsqu'il avait fort avancé ses travaux et qu'il était

(1) Archives Favatier; Rouan, notaire, 1^{er} registre.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*; Senty, notaire, 8^e liasse.

sur le point d'aboutir, « il a été empesché et dépossédé
« entièrement de la place du martinet de l'autorité du
« Roy et de Mgr le connétable..... et la roue et artifice
« dud. Lapierre ostés et rompues pour dresser ceux néces-
« saires à la faction des poudres. » En conséquence Lapierre
se plaint que les associés ne se sont jamais occupés d'avoir
la permission, et il leur fait sommation de se la procurer,
pour qu'il puisse terminer son travail.

Les difficultés durent être levées ; car en 1630 la machine
était établie, elle avait seulement besoin de réparation. Le
16 juillet (1) devant ledit M^e Rouan, noble sr d'Autemar,
écuyer, seigneur de Vires et de Tauran, procureur général
de l'archevêque de Narbonne, Mgr Claude de Rébé « bail-
« lait à prix fait à faire les réparations de l'artifice de la
« fontaine du jardin de l'archevêché pour porter la roue,
« à Paul Mareschal, maistre maçon, Jean Comignes, mai-
« tre charpentier, et Nicolas Tirard, aussi maçon, aux
« conditions suivantes :..... Les entrepreneurs seront
« tenus d'aller couper à Moujan (2) le bois nécessaire pour
« faire la charpente pour supporter la roue pozée sur la
« rivière au dessous du moulin de la présente ville (3), et
« le mettre en estat d'être charrié dud. Moujan en cette
« ville..... lequel après ils mettront en œuvre pour faire
« la charpente suivant le dessein devis qu'ils en ont fait
« et remis ». M^r d'Autemar devait leur fournir le bois et
le fer forgé et le charrier à Narbonne, quand il aurait été
mis en œuvre. Il devait encore leur fournir le malmouton (4)

(1) Archives Favatier ; Rouan, notaire, 1^{er} registre.

(2) *Moujan*, grande propriété à 6 kilomètres à l'est de Narbonne, appartenant aujourd'hui à M. Henri d'Andoque, membre de la Commission archéologique.

(3) Le moulin existe encore au bord du canal de la Robine, dans la rue Entre-Deux-Villes, aujourd'hui rue de la République, en face le jardin de l'archevêché, aujourd'hui jardin du Musée.

(4) On appelle mouton un instrument servant à enfoncer les pieux. Il est probable que le *malmouton* était un instrument de ce genre.

nécessaire. Les entrepreneurs devaient faire reposer la roue sur la charpente. Le prix de leur travail fut fixé à cinquante livres.

Sept mois après, le 25 février 1631 (1), Philibert Villurbane, maître d'hôtel de Mgr de Rébé, sur l'ordre dud. Mr d'Autemar, procureur général de l'archevêque, donnait à prix fait l'entretien de cette fontaine à Hiérosme Senty, maître maçon à Narbonne, aux conditions suivantes :
« Led. Senty sera tenu d'entretenir la canounade (2), soit
« de plomb ou de terre, depuis la première pile du moulin
« jusques dans le bassin de la fontaine de l'archevêché et
« jusques dans celui du jardin des RR. PP. Capucins (3),
« pour en iceluy faire couler l'eau provenant de la rivière,
« et lorsqu'il arrivera quelque rupture à lad. canounade,
« soit de plomb ou terre, sera tenu la réparer au plustôt,
« et réparer aussi les murailles portant lad. canounade
« aux endroits que l'eau pourra gaster. M. de Villurbane ?
« faisant entretenir le jet de la fontaine, Senty sera tenu
« d'amener les eaux dans le jardin de l'archevêché et dans
« celui des Capucins, réparera le bassin de lad. fontaine
« de l'archevêché avec le bitume nécessaire, comme aussi
« l'auge de la basse-cour ». Cet entretien devait durer
jusqu'à la Saint-Michel (29 septembre) prochain et être
payé à Senty 36 livres.

Après une nouvelle période de sept mois, il fallut réparer encore la machine. Le 9 septembre 1631 (4), le même Philibert Villurbane, en sa même qualité, chargeait à prix

(1) Archives Favatier ; Rouan, notaire, 2^e registre.

(2) Canounado, conduite d'eau, suite de tuyaux (Dictionnaire de Mistral).

(3) Le jardin des PP. Capucins était à peu près au lieu occupé aujourd'hui par les prisons, peu éloigné par conséquent du jardin de l'archevêché. Les Capucins devaient être au nombre des *associés* dont parle l'acte du 12 août 1615.

(4) Archives Favatier ; Rouan, notaire, 2^e registre.

fait Anthoine Carbon, rentier du moulin Entre-deux-Villes, de mettre un arbre à la roue de l'artifice de la fontaine du jardin de l'archevêché, bon et suffisant en bois d'orme, « et de plus de rhabiller la roue et la mettre en état d'aller » pour le prix de 46 livres.

Cette fontaine éveillait la sollicitude de Mgr de Rébé. Nous le voyons s'occuper en 1630 et 1631 de la machine hydraulique y amenant les eaux de la rivière. En 1643, c'est du bassin qui reçoit les eaux qu'il s'occupe. Le 10 novembre (1), M. Antoine Guisty, prêtre, docteur en théologie, chanoine de l'église St-Paul de Narbonne, et intendant de la maison de Mgr de Rébé, « baillait à Jean Constans, « maître tailleur de pierre, à faire un bassin à la fontaine « du jardin de l'archevêché ». Ce bassin devait être de bonne pierre de Portel, de forme ronde, ayant treize pans dans œuvre, placé au milieu du chemin qui traverse les parterres, avoir dix pouces de hauteur et bien cimenté pour tenir l'eau. Constans devait recevoir 50 livres.

Nous avons vu que les eaux devaient être amenées dans le jardin des PP. Capucins ; elles devaient aussi être amenées dans le jardin du grand archidiacre (2). Le 11 juin 1631 (3), Messire François Cazalet, grand archidiacre de St-Just, fait sommation à Pierre Senty, maître fontainier, d'amener dans son jardin, comme il s'y est engagé, les eaux de la roue Entre-deux-Villes, de sorte qu'elles coulent incessamment et abondamment.

Mgr de Rébé est celui des archevêques qui a laissé le plus de traces au palais archiépiscopal au XVII^e siècle.

Le 2 février 1633 (4), il faisait réédifier le mur du jardin

(1) Archives Favatier ; Rouan, notaire, 5^e registre.

(2) Encore sans doute un des associés de 1615. Sa maison devait être dans l'île de la Précenterie, séparée de l'archevêché par l'église St-Just seulement.

(3) Archives Favatier ; Garrouse, notaire, 3^e liasse.

(4) *Ibid.* ; Rouan, notaire, 2^e registre.

renversé « par l'impétuosité du vent », avec les précautions nécessaires pour que cet accident ne se renouvelât pas.

Mais, quelques jours après, le 18 mars (1), c'est un véritable travail artistique qu'il entreprenait pour achever la décoration de la chambre de la Tour, peinte par les frères Rodière.

M. Pons Veye, chanoine, procureur général de Mgr l'archevêque, baillait à prix fait à Jean Le Nottaire, architecte habitant Carcassonne, « à garnir la cheminée de la chambre de la grande tour de l'archevêché de la présente ville, aux conditions suivantes : que led. Lenottaire entrepreneur sera tenu de garnir la cheminée, d'architecture, bois de til, commençant lad. architecture depuis ras de terre, jusqu'à la définition du plancher, savoir est : quatre hommes qui porteront la première cornisse ; au second estaiage, y aura double colonne par le devant de l'ordre Corinthe portant leur consolle brisée avec deux frontons ronds. Le dernier corps d'en haut sera de pilastres supportant leur fronton rond, le tout de l'ordre Corinthe et enrichi suivant le dessin qu'il a remis aud. sieur Veye, paraffé et signé tant par led. S^r Veye que par led. Le Nottaire, entrepreneur, et encore davantage, si la besogne le requiert ; les cotés de la cheminée suivant l'ordre du devant d'icelle ; moyennant 318 livres. » Cette cheminée monumentale a complètement disparu.

En 1634 Mgr de Rébé fait encore une réparation des plus importantes au couvert de la grande salle du palais de l'archevêché. Le long traité signé le 3 juillet (2) avec Barthélemy Cup, maître-charpentier, et Gabriel Gay, maître-maçon, entre dans les détails les plus minutieux,

(1) Archives Favatier ; Rouan, notaire, 2^e registre.

(2) *Ibid.* ; 8^e registre.

qui ne pourraient offrir de l'intérêt qu'aux gens du métier. On devait fournir aux entrepreneurs tous les matériaux et leur payer 360 livres pour la main-d'œuvre.

Avant de quitter le palais archiépiscopal, jetons encore un regard sur le jardin, dont son Éminence le cardinal de Bonzy avait confié le soin à Jean Romieu, jardinier-fleuriste, originaire de Saint-Paul-de-Fenouilhède. Dans un traité entre Romieu et Antoine Caze, intendant de son Éminence, du 13 juin 1676 (1), il est convenu que tous les oignons de fleurs, ôtés ou à ôter des parterres, seront partagés en deux parts égales, dont une pour Son Éminence et une pour Romieu, qui devra, au temps voulu, remettre en place la part de son Éminence, qui bénéficiera de l'augmentation future. Romieu devra entretenir aussi tous les œillets en vase ; il est tenu d'ailleurs à la résidence la plus stricte dans le palais archiépiscopal ; il ne peut aller coucher au dehors sous un prétexte quelconque, et il doit travailler au jardin *sans discontinuation* !

MAISON CONSULAIRE

Après le palais de l'archevêque, le grand seigneur de la Cité, dont la présence à Narbonne lui donnait tant d'éclat, et comme un reflet de ses splendeurs passées, jetons un regard sur la maison consulaire, qui est toujours, après la cathédrale et dans un autre ordre d'idées, le cœur et le foyer de la Cité. Elle était alors située dans de vastes bâtiments, rue de l'Ancienne-Mairie, avec une sortie sur le cours Mirabeau (alors Barques de Bourg). Ce n'est que vers le milieu du xix^e siècle, qu'elle a été remplacée par l'Hôtel-de-ville actuel, que l'illustre Viollet le Duc a construit dans l'ancien palais archiépiscopal.

(1) Archives Favatiers ; Jean, notaire, 12^e liasse.

Le plus ancien document que j'aie rencontré au xvii^e siècle est du 14 juillet 1625, et encore est-il relatif au mobilier de la maison consulaire, plutôt qu'à l'édifice lui-même. A cette date, par acte devant M^e Senty, on avait commandé à Antoine Crouzeblanque, maître menuisier, des bancs pour la grande salle haute de la maison consulaire. Le 30 janvier suivant (1), M. Guillaume Ventajon, écuyer, Jean Pol de Cogomblis et Jean Denos, consuls, refusent absolument de recevoir les bancs livrés par Crouzeblanque, parce qu'ils ne sont pas faits suivant le dessin à lui remis et de la qualité du bois convenu. On voit que les consuls surveillaient rigoureusement les intérêts artistiques et financiers à eux confiés.

En 1628, les consuls firent accommoder et peindre la monstre de l'horloge de la maison consulaire. Sous cette monstre était une maison appartenant au chapitre St-Paul, faisant l'angle de la rue du Pont et de la rue de l'Ancienne-Mairie, au-dessus de laquelle on voit encore aujourd'hui la monstre en question. Cette maison subit quelques dommages par les travaux de 1628, notamment par l'appui des échelles qui brisa un certain nombre de tuiles. Aussi le 7 décembre 1629 (2), le chapitre Saint-Paul réclamait aux consuls la réparation de ces dommages.

Le 15 mai 1646 (3), les consuls songent à embellir la cour de la maison consulaire. A cet effet « ils baillent à « prix fait à Pierre Vidalet, maître charpentier de la ville, « à fere ou fere fere le travail et embellissement aux ber-
« ceau et fontaine de la cour de la maison consulaire,
« comme s'ensuit. En premier lieu sera tenu l'entrepre-
« neur de tirer de lad. cour toutes les terres ou escombres
« [décombres], quy sont de présent en icelle, la rendant

(1) Archives Favatier ; Prades, notaire, liasse unique.

(2) *Ibid.* ; Daujas, notaire 7^e liasse.

(3) *Ibid.* ; Senty, notaire, 38^e liasse, n^o 81.

« pleine en tous les endroits, de plus sera tenu l'entre-
« preneur de faire planter tout autour de ladite cour de
« petits arbres, ciprès ou autres arbres pour l'embellisse-
« ment d'icelle, ainsi et en la forme quy lui sera désignée,
« fermera les quatre coings du berceau avec des jalousies,
« qu'il fera avec des ais de noyer arrestés avec des pieds
« droits; et fera à chacun des coings des sièges devant
« l'estandue desd. jalousies; lesquelles il fera peindre de
« vert, ensemble la pyramide de la fontaine, tuyaux et
« armes quy sont en icelle, fera planter deux mûriers des
« plus gros quy se pourront trouver, autres plants de
« ceux quy sont morts étant aux deux coings dud. ber-
« ceau regardant le grand consistoire, et fera de plus
« recouvrir les cabinets de la maison consulaire. » Tous
ces travaux devaient être payés 100 livres à Vidalet.

C'est en 1636 que les consuls Pierre de Rathery, docteur en droit, avocat au parlement, Gabriel Bilhard, Antoine-Armand Daudé, Guillaume Cassan, Haymeri Garrousse et Raymond Fournier font exécuter d'importants travaux pour la décoration et l'embellissement de la maison consulaire. Ces travaux comportaient la construction d'un grand escalier en pierre de Pouzols, de 27 marches « de
« neuf pans de longueur, deux pans moins un quart de
« largeur et trois quarts de pan d'hauteur, un demi quart
« de rond, quy aura un quart de pan de sortie ». Cet
escalier devait être construit à la place de la chapelle;
mais il devait être construit une autre chapelle éclairée
par deux petites italiennes (fenêtres). Nos pères n'auraient
pas admis que la maison commune fût privée de ce lieu
destiné à la prière, qui attire sur les peuples les bénédic-
tions divines et les défend contre les fléaux qui menacent
toujours les sociétés. Cette chapelle devait être pavée en
partie avec des rajolles (briques) d'Espagne façonnées.
« Sur la porte de la salle haute, dit le traité, il sera mis
« une grande pièce de marbre blanc, sur laquelle on fera

« graver en lettres dorées, l'inscription quy sera baillée à
« l'entrepreneur. Au-dessus de l'inscription il mettra les
« armes de la ville, et de chaque côté les armes des con-
« suls avec les ornements et embellissements qui ont été
« désignés sur parchemin. »

L'entrepreneur devait faire encore « ung privé à un
« siège, de la forme quy lui sera désignée, bien boisé, à
« demy couvert avec sa conduite d'eau ».

Toutes les pierres doivent être de bon grain, et convenablement ornées ou ciselées.

Ces travaux délicats et importants sont énumérés dans plusieurs actes ou traités conclus les 27 mars, 14 juin et 15 juillet 1656 (1) avec les sieurs François Sidobre et Jean Gleizes, maîtres-maçons de Pouzols, entrant dans tous les détails : et cependant ici encore aucun architecte ne paraît.

Peu de temps après, Narbonne ayant été choisi pour la tenue des États généraux de la province, dans la maison consulaire, le Conseil de ville prit, le 3 septembre 1658, une délibération décidant que diverses réparations seraient effectuées : l'entrée serait pavée, il y serait établi deux italiennes de six pans de hauteur, la grande salle serait fermée par une porte, « les fenêtres de cette salle seraient « rhabillées des bois et des vitres » ; aux pavillons de la même salle, pour arrêter les voix, il sera fait un ciel de toile peint, etc., etc. (2).

En 1661 et 1662 (3) nouveaux travaux à la maison consulaire, qui paraissent n'être que le complément des travaux de 1656. Jean Cazalbon et Arnaud Lacayré, maîtres charpentiers, traitent pour le boisage des portes et fenêtres, en bois de châtaignier bien assaïonné, et Jean Bergé, maître serrurier, traite pour les ferrures ; il devra garnir la porte

(1) Archives Favatier ; Gaubert, notaire, 48^e et 49^e liasses.

(2) *Inventaire des archives de la ville de Narbonne*, série BB., p. 689.

(3) Archives Favatier ; Gaubert, notaire, 53^e liasse.

du grand consistoire avec des clous dorés tout autour.

Tous ces travaux devaient coûter 3,860 livres.

La ville possédait dans la rue du Pont, près de la maison consulaire, un grand corps de garde qui fut incendié au mois de décembre 1622 (1).

FONTAINES

La question des fontaines est toujours une question importante dans les villes, qui ont le plus grand intérêt à avoir des eaux abondantes et pures.

A Narbonne, depuis un temps immémorial les fontaines étaient alimentées par des eaux de source provenant des environs de Fontfroide, à 10 ou 12 kilomètres de la ville. Aussi les consuls eurent-ils à cœur l'entretien de la conduite qui amenait ces eaux à la ville.

Le 10 juillet 1609 (2), Jean Senty, maître potier de terre à Narbonne vendait à Horazio Feraj, ingénieur du Roi, (c'est le premier que nous rencontrons, et il est certainement italien), mille canons (tuyaux) de terre pour servir à conduire les eaux dans les borne-fontaines. Ces canons d'une longueur de deux pans et demi et d'une grosseur d'un pan et quart, devaient être payés huit sols chacun.

Ce n'est qu'en 1641 que nous rencontrons un autre document relatif aux fontaines. Le 12 mai (3), les consuls requièrent Antoine Teyssèdre et François Calvet, maîtres fontainiers, comme ils l'ont déjà fait plusieurs fois verbalement et par écrit : « de vouloir faire fluer (4) les fontaines de Bourg et Cité, celle de l'Hôpital et de la basse cour de la maison consulaire » comme ils y sont obligés

(1) Archives Favatier; Senty, notaire, 15^e liasse.

(2) *Ibid.*; Escalier, notaire, 3^e liasse.

(3) *Ibid.*; Senty, notaire, 33^e liasse.

(4) *Fluer*, couler.

par leur contrat, « d'autant qu'il y a plus de quatre mois « que celle de la maison de ville, avec les quatre petites « des places de Bourg et de Cité ne coulent pas. » Les consuls sont décidés à soutenir énergiquement leurs réclamations, et ils déclarent à Teysèdre, que dès le lendemain ils le feront constituer prisonnier, jusqu'à ce qu'il ait entièrement satisfait à ses obligations. On voit qu'à cette époque on ne transigeait pas lorsqu'il s'agissait de l'intérêt public.

Le 11 juin 1644 (1), Pierre Barre, maître fontainier, s'associe avec Pierre Cadas, maître-maçon, pour les réparations à faire à la source de la fontaine, dont les consuls l'ont chargé pour 250 livres.

En 1648, nouvelles réparations aux sources de la fontaine. Le 8 décembre (2), Pierre Cadas et Pierre Senty, maîtres maçons, chargés de ces réparations, somment Jean Pierre et Arnaud Abadie, de Bizanet, de faire un fossé qu'ils se sont engagés à faire aux dites sources.

Trois ans après, le 12 juin 1651 (3), les consuls somment Pierre Cadas et Jean Cazalbon de terminer les réparations qu'ils ont entreprises aux sources de la fontaine, pour une certaine quantité de canons, creuser le ruisseau de Sainte-Croix, etc., etc.

Enfin, en 1676, les consuls s'occupent d'assurer l'entretien annuel des fontaines. Le 10 mars (4), Noël Roque, maître-potier et fontainier, leur offre de prendre cet entretien au prix de 300 livres, s'obligeant à ce prix de faire « cinquante cannes de canons neufs, pour le cours de « l'eau desd. fontaines », et si les consuls renoncent à cette fourniture de canons, il promet d'entretenir les fon-

(1) Archives Favatier; Gaubert, notaire, 36^e liasse.

(2) *Ibid.*; 40^e liasse.

(3) *Ibid.*; 43^e liasse.

(4) *Ibid.*; Jean, notaire, 12^e liasse.

taines « et de faire venir l'eau de la source jusques dans « icelles, sans jamais manquer, » pour 200 livres chaque année.

La conduite des eaux des fontaines, dans leur parcours de Fontfroide à Narbonne, passait sur le terroir de Montredon. En vertu d'une transaction de 1495, les consuls de Narbonne, à cause de ce passage, devaient faire hommage au seigneur de Montredon de deux paires de gants de valeur de 2 sols 6 deniers. Des difficultés s'élevèrent en 1657 entre les consuls et M. de Montredon, qui réclamait le remboursement de taxes de lui indûment exigées, disait-il, par les clavares de Narbonne. Le 27 avril 1658 (1), M. de Montredon refusa l'offre des gants qui furent consignés entre les mains du sieur Sorlier, de Névian, et assigna les consuls devant le parlement de Bordeaux.

QUAIS ET CANAL DE LA RIVIÈRE.

La rivière d'Aude canalisée traversait la ville, et allait rejoindre l'étang de Bages, que l'on traversait aussi au moyen d'un canal qui conduisait les navires jusqu'au port de La Nouvelle.

Les Narbonnais attachaient avec raison la plus haute importance à cette voie fluviale, ainsi qu'en témoigne un document de 1636 que nous publierons. Aussi eurent-ils le soin de la border de quais dans la traversée de la ville. La construction de ces quais tant de la Cité que du Bourg, avait été confiée le 15 février 1613, à divers entrepreneurs, qui les 5 et 6 mars (2) suivants, se plaignent aux consuls qu'on ne leur a pas donné l'acompte promis du tiers du prix de l'entreprise, de sorte « qu'ils demeurent accro-
« chés, la saison propre à bâtir et recouvrir ouvriers et

(1) Archives Favatier ; Gaubert, notaire, 50^e liasse.

(2) *Ibid.*; Escalier notaire, 7^e liasse.

« matériaux à bon marché s'en allant glisser, et tous leurs desseins utiles à leur entreprise estant enrayés. »

Ces difficultés furent certainement levées et les quais construits; car le 3 octobre 1616 (1), M. Durand Bosquet, consul, somme M. Antoine Escaicht, marchand manganier, caution de Guillaume Andrieu, maître charpentier, de faire construire le paltor (2) que celui-ci a pris à prix fait et qui doit être construit contre le grand quai de Bourg.

Huit ans après en 1624 (3), le même Guillaume Andrieu est chargé de réparer le quai de Cité.

En 1628 (4), c'est encore Guillaume Andrieu, associé avec Antoine Crouzeblaque, menuisier, qui est chargé de réparer les quais. Cette fois il s'agit du quai des Barques de Bourg dud. Narbonne, où ils doivent réparer la muraille du degré de la Portalière jusques au pont de la Cadène, c'est-à-dire depuis le pont des marchands, jusqu'à l'ancien pont de Sainte-Catherine, où était une chaine (en patois cadéno) qu'il fallait lever pour la sortie des bâtiments vers la mer.

Les quais furent sans doute prolongés à la sortie de la ville, puisque le 23 février 1630 (5), MM. Hierosme Berri, Loys de Molins, Germain Pelissier, Michel Roussel, Antoine Barcillon et Antoine Bonhomme, consuls, reconnaissent devoir aux R. P. de la doctrine chrétienne représentés par le R. P. Espitalery, leur vice-recteur, la somme de 850 livres, qui leur avait été cédée par Guil-

(1) Archives Favatier; Senty, notaire, 9^e registre.

(2) *Paltor*, je n'ai trouvé ce mot nulle part, ni dans Mistral, ni dans Godefroy ni dans Du Cange. Il est très probable que cela signifie une sorte de clayonnage fait avec de gros piquets (en patois languedocien : pals) et destinés à protéger la muraille.

(3) Archives Favatier; Bouissière, notaire, 9^e registre.

(4) *Ibid.*; Cabirol, notaire, 13^e registre.

(5) *Ibid.*; Senty, notaire, 21^e liasse.

laume Andrieu, entrepreneur du quai « fait le long de la « rivière d'Aude, depuis le pont de la chaîne, jusqu'au « grand bastion du côté de Bourg. »

Il avait fallu faire une muraille au quai de Cité sous le moulin à blé. Cette construction donna lieu à des difficultés qui furent terminées le 28 décembre 1638 (1), par une transaction entre les consuls et le sieur Antoine Coustou, entrepreneur, fixant à 895 livres, la somme due à ce dernier.

Le 14 juin 1644, la chaussée du moulin Entre-deux-Villes, dont le chapitre Saint-Just était l'un des principaux propriétaires, fut rompue. Dès le lendemain (2), M. Jacques Cassaigne, consul, s'adressant à Messire Jean Raphanel, chanoine et un des prévôts de l'église Saint-Just, lui dit : « que faute par eux d'avoir fait faire les réparations « nécessaires à la paissière (chaussée) du moulin Entre- « deux-Villes, comme ils sont obligés, il est arrivé que « hier au soir, lad. paissière ayant rompue, les ruines « portées par la violence de l'eau, contre la muraille du « quai de Bourg, en a abattu une grande partie et conti- « nue encore de l'abattre par le torrent de l'eau qu'y « donne à plomb au bas dud. quay, occasion de quoy lesd. « sieurs consuls somment et requièrent lesd. prévost de « pourvoir en diligence à faire réparer la rupture de lad. « paissière, etc., etc. »

Cette même année on fit une réparation au quai de Cité ; mais les entrepreneurs ne satisfirent point exactement à leurs engagements. Aussi le 7 août 1644 (3), les consuls firent une sommation à Jean Blanc, marchand de Narbonne, pour qu'il ne se dessaisit pas de sommes qu'il devait aux dits entrepreneurs Pierre Labarthe, Arnaud Passanaut et Pierre Campariol.

(1) Archives Favatier ; Cabirol, notaire, 25^e registre.

(2) *Ibid.* ; 36^e liasse.

(3) *Ibid.*

Le 7 septembre suivant (1), les consuls, précisant leurs griefs, disent à Labarthe: « qu'il ne peut ignorer que par
« le contrat de bail, il ne soit obligé d'établir le fondement
« de la muraille dud. quai de quatre pans plus bas que le
« fonds de l'eau du mittan (milieu) du canal de la rivière,
« et comme il a fait, contre les termes de son prix fait,
« huit cannes dud. fondement, à moins de creux qu'il
« n'est obligé, ils proposent de nommer un expert pour
« la vérification etc. » Deux experts furent nommés, et
vérification faite, ils reconnurent que la muraille construite avait à fleur d'eau 5 pans et demi de profondeur, et comme la profondeur au milieu de la rivière est de 4 pans, la muraille n'avait qu'un pan et demi au-dessous du fond de la rivière, au lieu des 4 pans stipulés.

Le 23 décembre (2) de la même année, c'est encore Labarthe que les consuls forcent à tenir ses engagements. Il devait poser le pavé du quai sur un pan de maçonnerie, tandis qu'il le posait simplement sur le terrain.

Encore une fois nous voyons les consuls exerçant leur vigilance sur l'exécution des travaux intéressant la Cité.

J'ai parlé d'un document de 1636 relatant l'importance que les Narbonnais attachaient au canal de la rivière, je crois qu'on lira avec un certain intérêt ce document qui fait connaître l'état et la situation du canal, je le donne donc ici à peu près in-extenso.

« L'an mil six cent cinquante six et le vingtième jour
« de mars (3), dans la maison consulaire de Narbonne,
« après midi, régnant etc. Pardevant moy notaire et
« témoins, ont été en leurs personnes: M. Pierre de
« Rathery, conseiller du Roy receveur des tailhes au
« diocèse de Narbonne, les sieurs Gabriel Billard, Antoine

(1) Archives Fayatier; Cabirol, notaire, 36^e liasse.

(2) *Ibid.*; Senty, notaire, 36^e liasse.

(3) *Ibid.*; Gaubert, notaire, 48^e liasse.

« Amans Daudé, Guillaume Cassan, Aymeric Garrousse et
« Raymond Fournier, consuls et légitimes administra-
« teurs de l'université de Narbonne. Lesquels scaichant
« que la conservation du canal de la rivière quy passe
« dans la ville, la rend communicable avec la mer médi-
« terranée, au moien du port de La Nouvelle, et de cette
« façon plus considérable pour la comodité des embar-
« quements des bleds, quy est le principal commerce de
« toute la Province, donnant aussy moien à toute l'Italye,
« Provence et Cathaloigne d'y apporter toutes leurs mar-
« chandises, pour y estre consommées ou transportées
« par charrettes, dans le hault Languedoc et Guyenne; que
« par la négligence de leurs devanciers, ou faulte des
« hommes experts à tel travail, n'y ayant esté fait depuis
« longtemps aulcune réparation considérable, le canal se
« trouve quasy comblé ou innaviguable en trois endroits
« les plus importants quy sont le port de lad. ville, où les
« aleuges quy sont barques plates ne peuvent entrer ny
« sortir avec leurs chargements, et au bout du caragol ou
« digues qui portent led. canal dans l'estan de Bages, où
« le limon qu'apporte la rivière dans les inondations, a
« bouché la sortie, et au lieu appelé Gouletailhade quy
« est à l'extrémité de l'estang, et que les vagues ou flots
« d'iceluy ont sablé et destourné le canal plus voisin du
« port de La Nouvelle: lesd. sieurs consuls, considérant le
« bien de lad. ville dans la conservation du canal, l'inthé-
« rest du Roy et de toute la Province, ont en vertu et con-
« séquence de diverses délibérations prises en leur
« maison consulaire, à ce sujet et à la présence ou assis-
« tance de M. Mathurin Valtère, docteur et advocat au
« parlement, substitut de M. le Procureur du Roy en lad.
« ville, baillé à prix-fait à Jean Cazalbon, maitre char-
« pentier de Narbonne, présent et acceptant, à fere ledit
« recurement, ainsi et en la forme qui s'ensuit: En pre-
« mier lieu sera tenu led. entrepreneur de fere venir de

« Provence trois ou quatre hommes experts au travail (1),
« avoir une barque platte et autres petits bateaus, ainsi
« qu'il se pratique dans tous les ports de Provence et
« ailleurs, commencer ledit recreuzement avec les cuillè-
« res de fer, engins et autres choses à ce nécessaires, aud.
« endroit appelé Gouletailhade dans led. estang, et à
« iceluy remettre dans l'espace d'environ soixante dix
« cannes, le cours du canal par lequel les batteaus pas-
« soient autrefois, allant et revenant du port de La Nou-
« velle, en lad. ville, et ensuite au bout dudit caragol, et
« joignant la grande muraille du vent de cers tirant vers
« l'aquilon, endroit reconnu le plus propre et comode
« pour la facilité de l'entrée et sortie des bateaus, où
« présentement n'y a qu'un pan et demi d'eau, et ce
« durant l'estendue de soixante cannes quy se trouvent
« depuis le bout desd. murailles jusques au plus grand
« fonds dud. estang, en sorte que dans toute ladite esten-
« due, en longueur et largeur, il y ait six pans d'eau, et
« sera tenu led. entrepreneur de porter avec batteaus tout
« le sable et limon qu'il tirera dudit creuzement hors dud.
« estang, dud. costé d'aquilon sy esloigné qu'il se pourra ;
« et ce faict conduira led. entrepreneur ses barques avec
« ses engins et outils dans le port de lad. ville, où il fera
« un semblable creuzement depuis le devant du rasteau
« quy le ferme, et au dehors d'iceluy jusques au degred
« des quays quy forment le port, en sorte qu'il y ait
« dans tout le port, pour le moins cinq pans d'eau de
« proffondeur, et ensuite parcourra tout led. canal, et

(1) Par un acte du 15 mai 1656 devant M^e Barthélemy, notaire aux Marti-
gues, Laurent Damiel et Jean Barbier, ménagers des Martigues, promirent
aux consuls de se transporter à Narbonne, pour y travailler au creusement
des canaux et rivières « avec le moulinet, cuiller et râteau. » Les consuls
demeurent tenus de leur fournir les barques et toutes sortes d'engins. Barbier
et Damiel devaient recevoir 90 livres par mois de travail, bien entendu que
les festes, Saints et dimanches, seront comprises pour journées de travail.

« aux endroits quy lui seront marqués ou par l'indication
« de patrons et mariniers, il y aura nécessité de travailler
« audit recurement, qu'il fera sans aucune discontinua-
« tion à commencer au mois prochain, et jusques à la
« fin du mois d'octobre suivant, portant toujours le sable
« et limon qu'il en retirera, scavoir: celui dud. port dans
« les endroits du plain des Barques de Bourg, quy lui
« seront marqués, et les autres endroits du canal, hors
« du bord d'iceluy le plus éloigné qu'il se pourra, du
« moins de deux cannes, durant lequel temps portera
« l'entrepreneur avec batteaus six grandes pierres *tala-*
« *gouines* (1) qu'il plantera à force de bellier, aud. endroit
« de Gouletailhade, à la place où antiennement avaient été
« construits des pilotines (pilotis), pour marquer et dési-
« gner aus batteaus allant et venant dud. Narbonne, le
« canal dud. estang qu'ils doivent suivre, pour n'estre
« navigable en tous les endroits. le bout des quelles pier-
« res à mettre dans l'eau seront garny de fer blanc pour
« estre plus facilement aperçues, paraissant sur l'eau d'au
« moins six pans.

« En tout lequel travail et recurement du canal, four-
« nira l'entrepreneur lesd. hommes entendus à cet effet,
« batteaux, cordaiges, engins, machines, et toute autre
« chose à ce nécessaire, les paiera de leur salaire et led.
« travail achevé qu'il promet d'avoir fait dans la quin-
« zaine d'octobre prochain, remettra led. entrepreneur es
« mains desd. sieurs consuls, les bateaus dont il se sera
« servy, engins, outils et cordaiges sans aucune réserva-
« tion, pour demeurer en propriété à lad. ville et s'en
« pouvoir servir audit uzaige es années suivantes, le tout
« moyennant la somme de 3,730 livres, à laquelle lad.

(1) *Talagouine*, ce mot vient sans doute du mot patois *Talagougn* qui signifie une longue pièce de bois, dont ces pierres avaient à peu près la forme. (V. *Dictionnaire de Mistral*).

« deslivrance dudit recurement et travail, batteaux,
« engins et autres chozes, luy a esté faicte, comme faisant
« la condition meilleure, après plusieurs cryes, proclama-
« tions et séances, etc., etc. »

Le 31 octobre suivant (1) Etienne Mouret, maitre sculpteur et François Gay, maitre plâtrier, choisis comme experts, reconnurent que Cazalbon avait exactement exécuté son contrat et remis à la ville les objets convenus ; deux bateaux, l'un grand, l'autre petit, quatre engins fer appelés *grappe-minaux* (2), une grosse corde de chanvre, deux *malinottes* (2), bois et quatre petites rames.

En 1664 les consuls avaient confié à Guillaume Ajac, maitre maçon, une réparation aux quais et degrés de Bourg et de Cité. Mais le 4 octobre (3), ils se plaignent que,
« quoique par son contrat, il doive faire avec de bonne
« pierre les degrés qui manquent aux quais, ils savent qu'il
« se sert de tronçons des degrés rompus, les retaille et
« les poze par dessus aux dernières et plus basses marches dud. quay, quoiqu'elles doivent être les plus fermes et les plus assurées, soit à cause de la rapidité de
« l'eau qui bute incessamment contre lesd. deux dernières
« marches, que parce que les lavandières (4) y blanchissent journellement le linge avec des battoirs capables
« d'ébrauler lesd. marches, si elles ne sont assizes, ou de
« les rompre si elles ne sont de bonne pierre ; » et ils le somment de satisfaire aux termes de son contrat.

Cela n'empêcha pas les consuls de 1671 de confier

(1) Archives Favatier ; Gaubert notaire, 48^e liasse.

(2) *Grappe-minaux*, *Malinotte*, je n'ai trouvé encore nulle part ces deux mots qui désignent sans doute des instruments de dragueurs.

(3) Archives Favatier ; Gaubert notaire, 56^e liasse.

(4) Nous voyons les lavandières du dix-septième siècle lavant leur linge au même lieu et avec les mêmes solides battoirs que les lavandières de nos jours.

encore à prix fait, au même Guillaume Ajac, par acte du 26 janvier des réparations à faire au quai de Bourg, joignant le pont des Carmes (aujourd'hui pont Voltaire), et « quai joignant le rateau d'iceluy. » Il devait encore construire un autre quai joignant la rivière entre le pont et l'abreuvoir des Carmes. Le 17 août 1671 (1), Ajac traitait avec des maçons de Pouzols, pour la fourniture de grandes pierres destinés à la construction de ces quais. Mais cette fois le travail marcha fort lentement, car le 9 mars 1673 (2) les consuls reprochaient à Ajac d'avoir laissé passer deux ans sans le terminer, et lui font sommation d'y travailler immédiatement, sous menace de le faire terminer eux-mêmes à ses frais.

PLACES ET RUES.

Narbonne étroitement enserrée dans ses fortifications, ne pouvait guère songer à ouvrir de larges rues et de vastes places, surtout au xvii^e siècle, où on n'en éprouvait pas le besoin comme aujourd'hui. Cependant quelques pas furent faits dans cette voie.

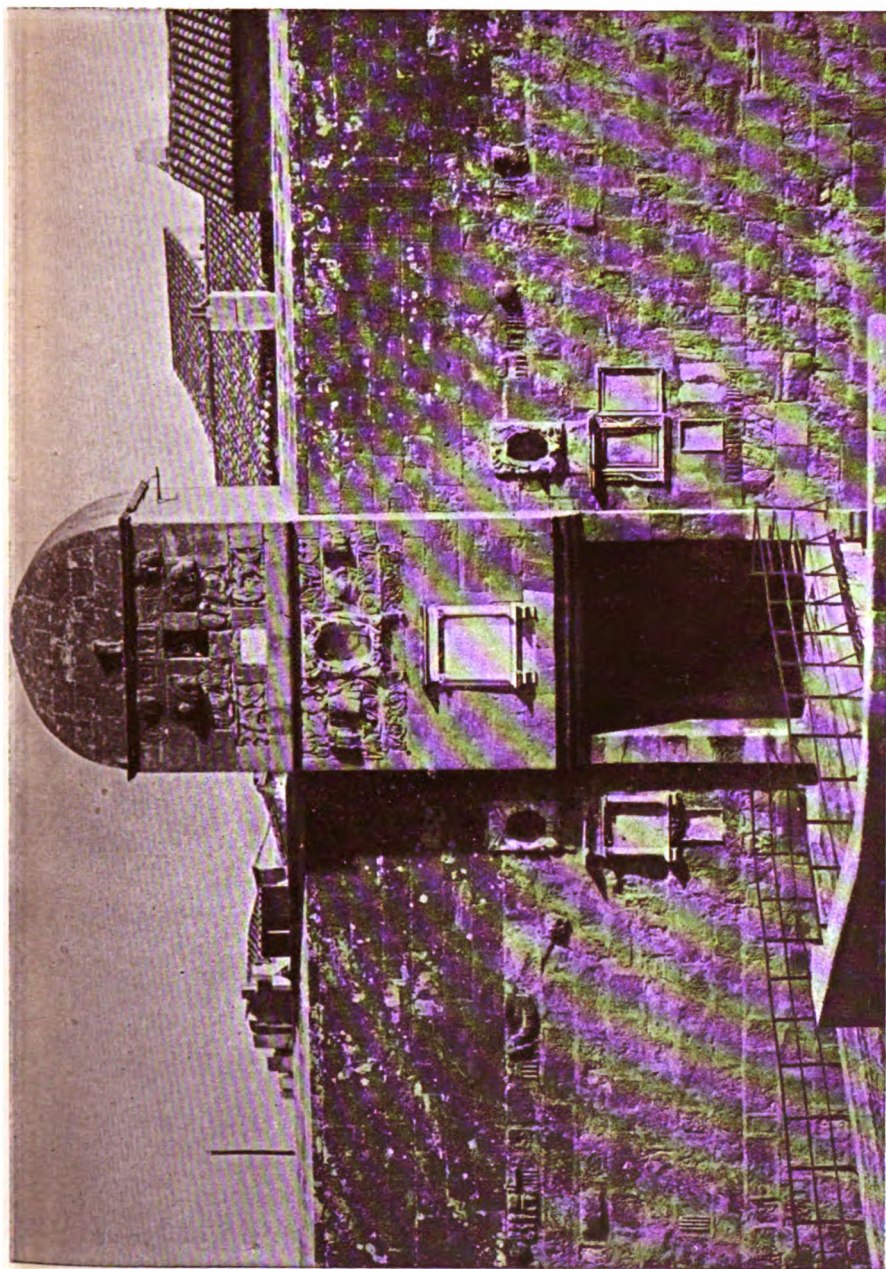
L'ouverture et la construction de la porte Connétable (plus tard porte de Perpignan) qui eut lieu vers 1612, donna lieu à l'élargissement des deux principales rues aboutissant à cette porte, la rue des Carmes (aujourd'hui rue Voltaire), et la rue de la Parerie.

Le 31 octobre 1614 (3) noble Jean de Raynoard, Sr de Lardillon signifie aux consuls la cession à lui faite par Pierre Tripoul, de Saint-Jean, mari de Marie Beoulaigue, d'une somme de 1,200 livres due à cette dernière pour la

(1) Archives Favatier ; Gaubert, notaire, 63^e liasse.

(2) *Ibid.* ; 65^e liasse.

(3) *Ibid.* ; Senty, notaire, 7^e registre.



Imp. Gaillard.

PORTE CONNÉTABLE (PORTE DE PERPIGNAN)

Ulriché phot. Verdier.



valeur d'une maison. Le 17 novembre suivant (1), M. de Raynoard, en vertu de cette cession, faisait quittance à M. Louis de Rech, conseiller du Roi, trésorier des fortifications de Languedoc, de ladite somme de 1,200 livres, valeur et estimation de la maison de ladite Marie Beoulaigue « qui est quasy joignant la porte connestable de la « ville, et doit estre démolie pour donner la place nécessaire à la porte connestable. »

Quelques jours après, le 26 du même mois (2), Claude Ombret et Guillaume Andrieu, entrepreneurs de l'élargissement de la rue des Carmes vers la porte Connétable, faisaient quittance audit M. de Rech, de la somme de 600 livres qu'il leur avait payée pour ces travaux.

Le 28 mai 1615 (3), M. Jean de Cogomblis, dont la maison a été *retrécie* pour l'élargissement de la rue des Carmes, fait sommation à Guillaume Andrieu, Pierre Sonilhac et Pierre Audoux, entrepreneurs de cet élargissement, avec Claude Ombret, d'achever de réparer sa maison avec four, comme ils y sont obligés par leur contrat et d'y faire les travaux nécessaires, pour la remettre dans l'état où elle était avant le retrécissement. Le 29 août suivant (4), pareille réclamation par M. Jean Solier, notaire, propriétaire de deux maisons rue des Carmes pareillement retrécies, qui se plaint entre autres choses de ce que les entrepreneurs n'ayant construit aucune cheminée, « les locataires sont « obligés de faire feu au milieu des membres qu'ils tiennent, ce qui pourrait amener quelque escandale. »

Le 12 septembre de la même année (5), Jeanne de Barbaza, veuve de Jean Vidal, reconnaît avoir reçu la somme

(1) Archives Favatier ; Senty, notaire, 6^e liasse.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.* ; 8^e liasse.

(4) *Ibid.* ; Escalier, notaire, 11^e liasse.

(5) *Ibid.* ; Senty, notaire, 8^e liasse.

de 450 livres provenant du prix et estimation de « la maison qu'elle avoit près la porte Connétable de cette ville, laquelle a été démolie pour l'élargissement ou facture et décoration des rues aboutissant à ladite porte. »

Cette affaire se poursuit pendant plusieurs années :

En 1621 le 16 mars (1), Jean Daudé jeune, de Narbonne, somme Guillaume Andrieu, maître charpentier, de lui rebâtir une muraille « ainsi qu'il est porté par la relation faite sur l'ouverture et l'élargissement de la rue de la Parerie au devant l'entrée de la porte Connétable. »

En 1635 le 5 novembre (2), il est encore question de l'élargissement de la rue de la Parerie : ce sont les consuls qui transigent avec le sieur Pech pour une parcelle de « maison prise *par la ville* pour l'élargissement de la rue de la Parerie. »

Ainsi les frais de ces élargissements sont payés tantôt par le trésorier des fortifications de la province, tantôt par la ville.

Enfin nous trouvons encore, le 9 mai 1639 (3), un règlement entre les intéressés sur le prix d'une maison ayant appartenu à M^{me} Campredon née Beoulaigue, rasée pour faire une esplanade devant la porte Connétable.

Au xvii^e siècle, plus encore qu'aujourd'hui, la rue du Pont-des-Marchands était l'artère principale de la communication entre le Bourg et la Cité. Aussi les consuls en avaient-ils un soin particulier, comme en témoignent les documents ci-après.

Le 2 août 1656 (4), Jean Cousteau et Jean Cadas, maîtres maçons, experts pris d'office par les consuls de Narbonne, « pour voir si le démolissement de la muraille que fait

(1) Archives Favatier ; Senty, notaire, 14^e liasse.

(2) *Ibid.* ; 24^e registre.

(3) *Ibid.* ; Cabirol, notaire, 24^e registre.

(4) *Ibid.* ; Senty, notaire, 48^e liasse.

« le sieur Christol Cure pour la comodité de sa maison, qu'y
« est joignant le Pont des Marchands, peut porter aulcune
« incomodité aud. pont » après avoir prêté serment, se
sont rendus sur les lieux contentieux, avec le sieur Cure.
Procédant à cette vérification, ils trouvent que « la
« muraille que le sieur Cure faict abattre entre ledit pont
« et sadite maison était despendante d'iceluy pont, pour
« estre pozée et bastie entre arcs, servant de butée à iceux,
« jugeant par ce moyen que l'abattement de lad. muraille
« peut affoiblir lesd. arcs, et porter un préjudice notable
« audit pont qu'y se trouve estre le plus bel et le plus consi-
« dérable édifice de la ville, et sur lequel toutes les boutiques
« des marchands sont situées, seul passaige pour les habitants
« tant de Bourg que de Cité de lad. ville, qu'y à toutes les
« heures du jour y vont et viennent, de sorte que le démo-
« lissement de la muraille pourroit porter un préjudice. »
Les experts concluent que la muraille doit être remise de
la même hauteur et épaisseur qu'elle était auparavant.

En 1670, nouvelle entreprise d'un des propriétaires des
maisons sur le pont des marchands, qui donne lieu à un
violent incident, ainsi qu'en témoigne le procès-verbal
suivant (1) curieux à plus d'un titre : « Nous consuls de
« Narbonne seigneurs de la Clape, Prat du Raix, Prat de
« Cest et Ponserme, juges de la police de lad. ville; au
« préjudice d'une instance pendante devant le parlement
« de Toulouse, à la requeste du Procureur du Roy en la
« mestrise des ports dud. Narbonne, avec l'autorisation
« de la ville, contre divers marchands qui ont leurs mai-
« sons construites sur le pont des marchands de la pré-
« sente ville, qu'y pour faire des lieux bas dans leurs mai-
« sons rompaient lesdits arcs ou butées qu'y soustiennent
« led. pont. Le nommé Roncier, qu'y a sa maison à l'extré-
« mité du pont du côté de Cité, avait fait rompre la butée

(1) Archives Favatier; Gaubert, notaire, 62^e liasse.

« qu'y est sous sa maison et continuait encore d'où pouvait s'ensuivre la ruine entière dud. pont, si on tolérait de telles entreprises. » Les consuls avaient député l'un d'eux Philippe Penderiès pour se transporter chez Roncier et vérifier l'état des lieux. M. Penderiès et M. Pol de Comminges, maître des ports, s'étant en conséquence transportés chez Roncier, constatèrent que celui-ci avait rompu un gros massier de pierre joint et lié avec grosses bandes de fer plombées. M. le Maître des ports ayant dit qu'il n'avait pas autorisé ce travail, qui pouvait nuire à la solidité du pont, M. Penderiès dit à Roncier qu'il ne pouvait le faire. Mais celui-ci, continue le procès-verbal « répondit brusquement qu'ainsi lui plaisait, et qu'il pouvait faire dans son fonds ce qu'y bon lui semblait, qu'en dépit de luy, il continuerait son travail, qu'il se moquait de sa défense, qu'il ne le connaissait point, et luy portant la main proche de son visage, aurait dit encore, que s'il n'était pas consul, il savait ce qu'il ferait. Et comme ce mépris et emportement regardait l'honneur du chaperon (consulaire), M. Penderiès a fait son rapport. » Sur quoy les consuls considérant que non seulement Roncier « a entrepris contre l'instance pendante, mais encore a perdu le respect contre leur collègue, blessant l'autorité du chaperon et livrée consulaire, » ils décident de poursuivre l'irascible Roncier.

Le 15 janvier 1654 (1), les consuls empruntent une somme de 300 livres pour payer une indemnité due par la ville à Claire Escaich de Lézignan, pour avoir fait abattre un coin d'une maison à elle appartenant, dans l'intérêt public. Il s'agissait probablement de former ces coins de rue arrondis, qui subsistent encore en grand nombre dans les petites rues pour en faciliter les tournants.

(1) Archives Favatier ; Gaubert, notaire, 7^e registre.

Le 2 février 1658 (1), c'est un orfèvre de la rue du pont Nicolas Laporte qui a sa maison soumise au recul, mais un bien petit recul sans doute, puisqu'on lui laisse le choix de reculer le tablier (2) dans sa boutique, ou d'en retrancher une partie, ce qui fut fait immédiatement.

L'œuvre la plus importante fut l'agrandissement ou plutôt la création de la place royale (aujourd'hui place de l'Hôtel-de-ville). Cette place fut faite par la volonté du Roi, probablement après son passage à Narbonne, en 1642 (3), et le Roi y contribua de ses deniers.

Le 6 juillet 1653 (4), Jean Laupart, marchand, s'adresse au sieur Jean Cassaigne bourgeois « chargé de faire le « remboursement des maisons nécessaires à démolir, pour « faire la place royale dans la ville, suivant la volonté du « Roy ». Il lui fait comprendre qu'ayant fait démolir partie de plusieurs maisons qui étaient sur cette place, notamment celle de Jean Dureau, sur laquelle s'appuyait celle du sieur Laupart, il en est résulté qu'une partie de sa maison est ruinée, que l'autre menace ruine, et que Marie Hugues, veuve de Jacques Burgues, marchand verrier, sa locataire, lui fait sommation de résilier son bail (5).

(1) Archives Favatier ; Gaubert, notaire, 50^e liasse.

(2) *Tablier*. Les boutiques communiquaient généralement avec la rue par une large ouverture cintrée. Ces ouvertures étaient fermées à hauteur d'appui dans le bas par deux banquettes de pierre laissant entre elles un vide servant de porte. Ces banquettes, qui pendant le jour supportaient les marchandises mises à l'étalage, s'appelaient des *tabliers*.

(3) Le Roi était venu à Narbonne avec le cardinal Richelieu pour assister au siège de Perpignan. C'est alors, le 12 juin 1642, que fut donné l'ordre d'arrêter Cinq-Mars, qui fut arrêté le lendemain chez un bourgeois de Narbonne.

(4) Archives Favatier ; Garrousse, notaire, 4^e liasse.

(5) Marie Hugues, veuve Burgues avait fait en effet deux sommations à Laupart, les 3 juillet et 23 août 1653, suivant deux exploits de Garrousse, notaire. Archives Favatier ; Garrousse, notaire, 4^e liasse nos 46 et 50.

« C'est pourquoi, continue Laupart, attendu que sa maison
« est comprise dans l'estat du nombre d'icelles quy doib-
« vent estre desmolies comme regardant à la place royale,
« ayant esté estimée à la somme de 4,800 livres, plus les
« réparations que le requérant a faites dans sa maison
« depuis l'estimation, à liquider par experts, si mieux le
« sieur Cassaigne n'ayme lui payer le quartier de sa mai-
« son quy regarde la place et boutique desmolie, en fai-
« sant faire une muraille en avant, quy fera droite ligne à
« celle de la vicomté regardant la place. » Cette dernière
clause nous indique la position des maisons démolies, elles
faisaient face au palais archiépiscopal.

On démolit aussi pour faire cette place des tables de
boucherie (1). Le 20 août 1666 (2), les consuls offrent aux
propriétaires des tables de boucherie existant sur la place
de Cité, joignant le palais de la Vicomté, 2,000 livres
qu'ils ont reçues de Sa Majesté pour la démolition des
tables et faire la place royale.

Les Pères Doctrinaires avaient demandé à la ville, en
1625, la permission de fermer une rue par laquelle on va à
leur église, du côté du marin, pour y faire la cour du col-
lège, sur l'offre qu'ils faisaient de donner passage au public
et d'ouvrir une autre rue du côté du cers, là où est (en
1643) leur basse-cour. Cette permission leur fut accordée
par une délibération du 25 septembre 1625, mais « à leurs
« hazards, périls et fortune, sans préjudice du droit du
« Roy. » Vingt ans après seulement, le 2 juin 1643 (3),
MM. de la Bolandière et Grachy, députés de Narbonne,
représentent aux PP. Doctrinaires, qu'ils sont prêts à

(1) Dans l'immeuble servant de boucherie municipale, il y avait des tables
qui étaient la propriété des particuliers, « constituant pour eux un droit
« qu'ils pouvaient affermer ».

(2) Archives Favatier ; Gaubert, notaire, 58^e liasse, n^o XX.

(3) *Ibid.* ; Senty, notaire, 37^e liasse.

fermer la rue pour faire leur cour, mais ne s'occupent nullement d'ouvrir la nouvelle rue, et au contraire se mettent à bâtir là où elle devrait exister. « Et cependant l'intérêt du Roy exige qu'il y ait en cet endroit une rue « pour pouvoir aller sans aucun détour à la porte fausse, « et à l'entrée du port quy l'avoisine, mesme pour se « rendre en cas d'alarme à la place d'armes, quy est marquée au plan des barques de Cité, et pour le public dont « ils ont reçu la plainte, ils leur font par conséquent « sommation d'ouvrir la rue convenue. » Cette sommation est signée outre les députés par MM. Guissanne et Dumas, consuls.

Immeubles communaux.

GRANDE ET PETITE BOUCHERIE

Le 19 avril 1641 (1), les propriétaires de la grande et de la petite boucherie, en conséquence des ordonnances données, sur ce sujet, par la police de Narbonne, donnent à prix fait à Antoine Teyssèdre, maître maçon, à faire d'importantes réparations ou constructions à la grande et à la petite boucherie qui se trouvaient sur la place. Ces édifices n'étaient donc pas la propriété de la ville, mais ils étaient soumis directement à son autorité.

MESURES DE LA PLACE AU BLÉ

Le 12 août 1643 (2), MM. les consuls donnent à prix fait à Arnaud Passenault et Pierre Champaniol, maîtres charpentiers, des réparations à faire à l'établissement des

(1) Archives Favatier ; Senty, notaire, 33^e liasse.

(2) *Ibid.* ; 35^e liasse.

mesures de la place au blé (aujourd'hui rue Hippolyte Faure). Premièrement ils feront au couvert des réparations très détaillées dans le traité, pour le mettre à neuf et le garnir en entier de tuiles à crochet bien clouées. De plus ils remettront en bon état et prêtes à servir les mesures qui sont autour de la place « notamment une d'icelles » qui est rompue, auquel effet ils fourniront les bandes de « fer nécessaires, etc. »

BOUTIQUE DU POIDS

En 1636, Jean Constans, maître maçon, avait pris à prix fait la construction des boutiques du poids, équivalent (1) et poissonnerie de la ville. Le 18 juillet (2), Constans soustraitait pour une partie des travaux avec Guillaume Guy et Pierre Bordère, maîtres plâtriers.

MERLUSSOIRS

La ville possédait au plan des Barques quatre petits magasins, dont le nom semble indiquer la destination. On les appelait des *Merlussoirs* ; mais ils furent vendus en 1616 (3), aux enchères, au prix de 535 livres.

HOPITAL

L'Hôpital St-Paul, aujourd'hui Hôtel-Dieu, était administré par des administrateurs spéciaux, qui prenaient le nom de *Directeurs*, sous la haute autorité des consuls qui prenaient le titre de *procureurs-nés de l'Hôpital*. C'était un peu le système de l'administration actuelle.

(1) L'*équivalent* était un impôt ayant une grande analogie avec le droit d'octroi actuel.

(2) Archives Favatier ; Gaubert, notaire, 48^e liasse.

(3) *Ibid.* ; Escalier, notaire, 9^e et 10^e liasses.

Tous les services hospitaliers étaient d'ailleurs dans les attributions des consuls, et le 29 janvier 1630 (1) MM. Loys de Molins, Germain Pélissier, Michel Rossel, Antoine Barcillon et Antoine Bonhomme, consuls, reconnaissent devoir à André Guy, cessionnaire de Guillaume Andrieu, maître charpentier, 1,949 livres dues à celui-ci pour la construction des huttes de la peste en 1629.

Le 28 avril 1660 (2), MM. les consuls et les Directeurs de l'Hôpital St-Paul, baillent à prix fait à Pierre Saisset, maître maçon, la construction de vastes lieux d'aisance, pour le service « des pauvres et officiers de l'Hôpital », avec voûtes en pierre de taille et sièges en bois, pour le prix de 380 livres.

Trois ans après, le 9 avril 1663 (3), Gabriel Bilhard, bourgeois de Narbonne, fait donation à l'Hôpital St-Paul, ce accepté par les consuls et les directeurs, d'une somme de 1,000 livres. On reconnaît qu'il a payé sur cette somme un acompte de 400 livres, « pour achever la bâtisse en dernier lieu faite audit Hôpital, d'un quatrième dortoir pour la séparation des femmes malades ». On sait que lorsque parut saint Vincent de Paul, il y avait de larges réformes à faire pour assurer l'hygiène morale et sanitaire dans les Hôpitaux. Ainsi à l'Hôtel-Dieu de Paris, on mettait quelquefois deux et trois malades dans le même lit.

MOULINS ENTRE-DEUX-VILLES ET DU GUA

Ces moulins n'étaient pas des immeubles communaux ; ils appartenaient, comme aujourd'hui, à plusieurs propriétaires, parmi lesquels le chapitre Saint-Just paraît avoir eu la plus forte part ; mais la ville était au nombre de ces

(1) Archives Favatier ; Senty, notaire, 21^e registre.

(2) *Ibid.* ; Gaubert, notaire, 8^e registre.

(3) *Ibid.* ; 9^e registre.

propriétaires, ainsi que cela résulte notamment d'un acte du 12 août 1649 (1), dans lequel les consuls réclament la part leur revenant sur les revenus, et d'un acte du 9 novembre 1661 (2), par lequel les consuls font un emprunt pour payer leur part des réparations faites à ces moulins.

Néanmoins, je crois inutile de mentionner les actes nombreux se rattachant à ces immeubles.

Je noterai seulement un acte du 17 novembre 1610 (3), dans lequel Léonard Guerre, maître ingénieur de Venise, fait sommation au chapitre Saint-Just de lui payer ce qui lui reste dû sur la somme de 300 livres, pour laquelle il a entrepris à prix fait la besogne de la paissière (chaussée) du moulin de la ville. Ce Léonard Guerre, *ingénieur*, ne sait pas signer. Il remplace sa signature par une marque représentant un cœur grossièrement tracé au milieu duquel est une croix :



Aussi suis-je disposé à croire que ce Guerre qui s'intitule ingénieur avec une pompe toute italienne, était un simple entrepreneur de terrassements, comme nous en avons encore aujourd'hui à Narbonne, également d'origine italienne.

Notons encore deux relations du 2 août 1614 (4), mentionnant l'état du moulin de la ville avec trois meules et celui du moulin du Gua avec six meules, toutes désignées par leurs noms.

FORTIFICATIONS

L'enceinte fortifiée qui existait au ^{xvii}e siècle remontait à François I^{er} et a subsisté jusqu'en 1868 époque où la ville a été déclassée. Mais au ^{xvii}e siècle, avant la conquête

(1) Archives Favatier ; Senty, notaire, 41^e liasse.

(2) *Ibid.* ; Gaubert, notaire, 53^e liasse.

(3) *Ibid.* ; Senty, notaire, 2^e liasse.

(4) *Ibid.* ; Escalier, notaire, 30^e liasse.

du Roussillon, ces fortifications avaient une réelle importance, la ville étant ville frontière du côté de l'Espagne.

Nous avons déjà parlé de l'ouverture et de la construction, qui eurent lieu vers 1612, de la porte Connétable et de l'élargissement de la rue des Carmes et de la rue de la Parerie qui en fut la conséquence. Cette porte (plus tard appelée porte de Perpignan) était un véritable monument construit avec les plus beaux restes des sculptures antiques de la ville romaine, et il est profondément regrettable qu'elle n'ait pas été conservée à la fois comme un souvenir et un ornement.

Notons les documents que j'ai retrouvés dans mes archives relatifs à cette porte.

Le 1^{er} janvier 1613 (1), quelques-uns des entrepreneurs de la construction, André Solier, Antoine Arnaud et François Huc, maîtres maçons, se plaignent à Claude Ombret, aussi maître maçon, leur associé dans cette entreprise, qu'il n'ait encore pris aucune part au travail. La construction avait donc commencé avant 1613.

La porte Connétable devait remplacer la porte Raymond Jean qui allait être fermée (2). Le 2 mai 1613 (3), Pierre Belzon, bourgeois, se plaint, en termes très vifs, que Pierre Calormy, Antoine Verdier, Pierre Sonilhac, maîtres maçons, assistés de Jean Ruat, sculpteur, et Jean Delbreil, et plusieurs autres se soient permis de démolir la muraille du marin d'une petite maison qu'il a, assise au Bourg de Narbonne, joignant la porte Raymond Jean. Il est probable que cette démolition avait été faite en vue de la fermeture de la porte. La présence de Ruat, sculpteur, parmi les entrepreneurs de ces travaux, ne semble-t-elle pas

(1) Archives Favatier ; Escalier, notaire, 7^e liasse.

(2) La porte Raymond Jean était dans l'axe de la rue de la Parerie, au nord-ouest de la porte Connétable.

(3) Archives Favatier ; Escalier, notaire, 7^e liasse.

indiquer l'intention de protéger et conserver les sculptures antiques, entrées pour une si large part dans la construction de l'enceinte fortifiée de Narbonne ?

Le 30 décembre 1613 (1), Sébastien Cominge, bourgeois de Narbonne, caution de Guillaume Andrieu, maître charpentier et de feu Jean Bouges, maître maréchal, entrepreneurs pour le boisage des côtés, pont-levis et dormant, barrières, rastels, chaînes et autres ouvrages de bois et de fer, pour la perfection de la porte Connétable, reconnaît avoir reçu de M. le Trésorier des fortifications du Languedoc, la somme de 2,180 livres pour le montant de tous ces travaux.

Le 13 janvier 1614 (2), Jean Graves, maître maçon, reconnaît aussi avoir reçu de M. de Rech 1,171 livres, pour le montant du nombre de cannes cubes de terre, qu'il a ôtées et transportées sur le rempart de la porte Connétable et au dehors du ravelin (3) de cette porte, suivant contrat du 23 août 1613 devant M^e Fermond, notaire.

Le 26 mai 1614 (4), Claude Ombret et Antoine Arnaud, entrepreneurs à la fois de la construction de la porte Connétable et de la fermeture de la vieille porte Raymond Jean, reconnaissent avoir reçu du même M. Loys de Rech, trésorier des fortifications du Languedoc, la somme de 382 livres 9 sols pour la fermeture de la porte Raymond Jean.

Enfin, le 9 décembre 1614 (5), quittance à M. de Rech par André Solier, Antoine Arnaud et François Huc, du

(1) Archives Favatier ; Senty, notaire, 5^e registre.

(2) *Ibid.* ; 6^e registre.

(3) *Ravelin*. Le ravelin est un ouvrage avancé destiné à dérober aux vues de l'extérieur la partie des fortifications en avant desquelles il est placé : ainsi celui dont il est question était une protection pour la porte Connétable.

(4) Archives Favatier ; Senty, notaire, 6^e registre.

(5) *Ibid.*



solde de la somme de 4,470 livres 18 sols, « à quoy se montent les deux prix faits des bastiments et constructions des pilliers, du pont dormant, ravelin et autres ouvrages de maçonnerie et de la guéritte sur le frontispice de la porte Connétable ».

En 1630, il fut fait encore quelques travaux à la porte Connétable. Le 26 août (1), Guillaume Andrieu, chargé de ces travaux par un traité souscrit avec les trésoriers généraux de France et les consuls, associe à son entreprise de nombreux ouvriers et entre autres Georges Subreville, *sculpteur*.

Revenons aux fortifications proprement dites.

Le 28 octobre 1614 (2), Antoine Arnaud, maître maçon, fait quittance à M. de Rech de 117 livres 12 sols, pour reste et entier paiement du tirage des terres et réparations de la contrescarpe du fossé de la présente ville. Arnaud était entrepreneur de ces travaux, suivant contrat à lui passé par Mgr l'archevêque de Narbonne, M. de Luc, gouverneur de la ville, et MM. les consuls commis à cet effet, députés par Mgr le duc de Ventadour, pair de France, lieutenant pour le roi en Languedoc, en date du 14 juin 1611. Ainsi tous les pouvoirs étaient réunis pour la défense de la ville : Les Etats généraux avec l'archevêque président, le pouvoir royal avec les gouverneurs de la ville, les pouvoirs municipaux avec les consuls.

Le 3 du même mois (3), M. Pierre de Garrigues, commis au contrôle des fortifications du Languedoc (4), s'adressant à Germain Pélissier, marchand de Narbonne, fils et héritier de feu le sieur Pierre Pélissier, caution des sieurs

(1) Archives Favatier ; Cabirol, notaire, 15^e registre.

(2) *Ibid.* ; Senty, notaire, 6^e registre.

(3) *Ibid.* ; 9^e liasse.

(4) M. Pierre de Garrigues, contrôleur de fortifications, paraît remplir les fonctions exercées aujourd'hui par nos officiers du génie militaire.

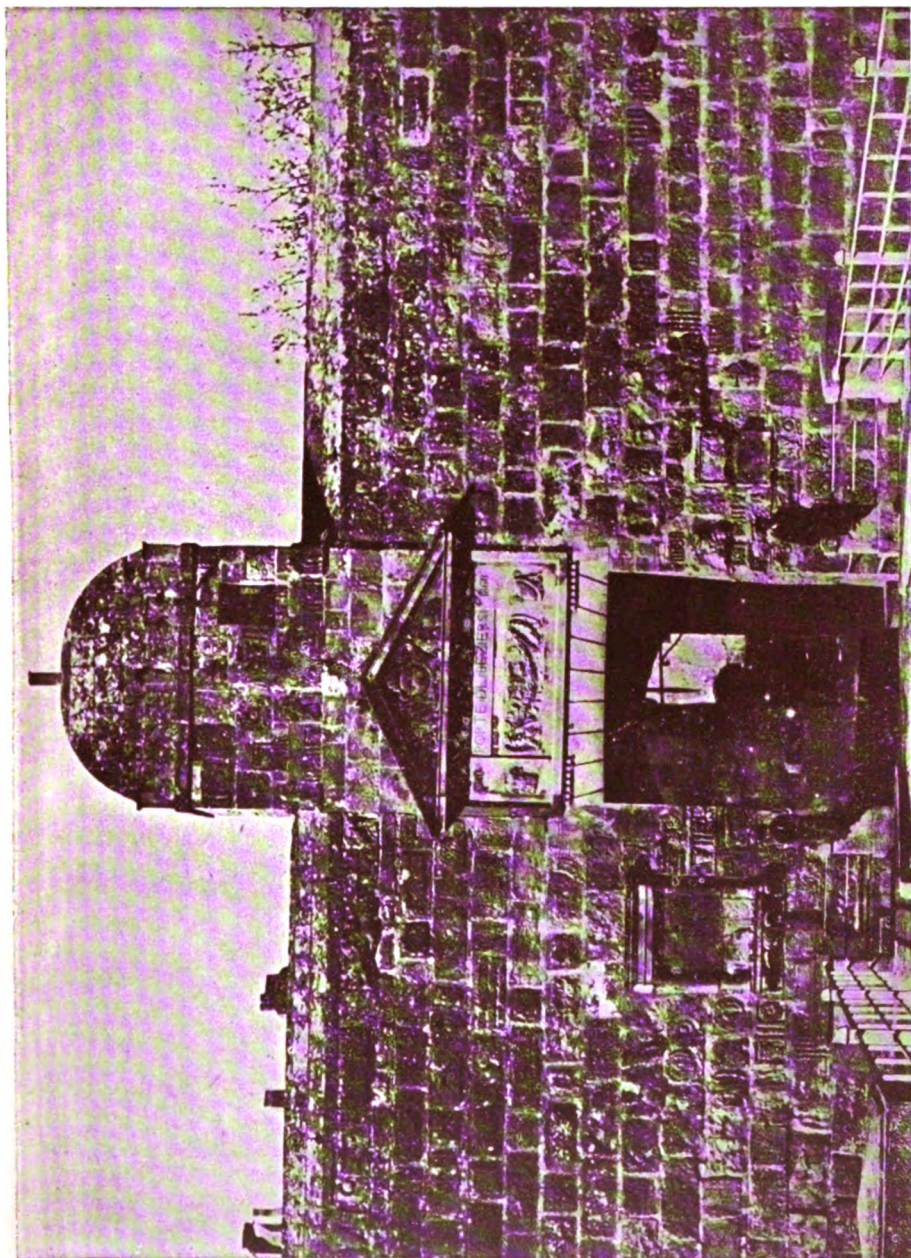
Claude Ombret, Pierre Sonilhac, Pierre Audoux et Guillaume Andrieu, entrepreneurs pour la construction du ravelin au devant la porte Roy (1) de la présente ville, lui a dit et représenté : « que bien qu'il ayt par cy devant et à « plusieurs reprises faict enjoint et pressé de verbo lesd. « entrepreneurs de parachever le ravelin et par exprès « l'aplanissement des terres quy sont dans et hors iceluy, « et encore plus particulièrement de combler et raser le « creux qu'ils ont fait derrière l'église de Saint-Cosmes, « ce quy est fort préjudiciable au public, pour n'y avoir « qu'un fort peu de passage pour gens à pied, qui est « encore menassé de tomber, et en ce faisant le service du « Roy diminue, pour ne pouvoir les rondes qui se font à « l'entour de la ville, pour la conservation d'icelle, passer « à cet endroit, et comme ils n'ont pas fait le nécessaire « pour satisfaire à leur contrat de prix fait, M. de Garri- « gues fait toute sommation à M. Pélissier comme respon- « sable en sa qualité d'héritier de la caution ».

Nous avons vu que le Roi s'intéressait aux fortifications de Narbonne ; il avait fait plus, il avait fait donation d'une somme importante, mais le recouvrement n'allait pas sans difficultés.

Le 17 avril 1615 (2) « Jean Chanard, auditeur des comp-
« tes, ayant charge par M. de Rech, trésorier des fortifica-
« tions de Languedoc, ayant la présence de MM. messire
« Mathurin Valtère, docteur, Hiérosme d'Apchier, Guil-
« laume Ventajon, Jean Dureau, Jean Revel et François
« Dehes, bourgeois et consuls, Pierre Garrigues, commis
« au contrôle des fortifications de Narbonne, et le sieur
« Pierre de Lameyrier, marchand de ladite ville, leur a

(1) La porte Roy (plus tard porte de Béziers) avait été faite sur le même modèle que la porte Connétable ; je ne pourrais que répéter les regrets que j'ai exprimés pour la démolition de cette dernière porte.

(2) Archives Favatier ; Senty, notaire, 8^e liasse.



Imp. Gaillard.

Cliché phot. Verdier.

PORTE ROY (PORTE DE BÉZIERS)



« représenté que led. sieur de Rech, après plusieurs
« poursuites faites au conseil contre M. Joachim Marchant,
« trésorier des réparations de Guienne, à cause des assi-
« gnations par luy levées, sur l'épargne en Espagne, de la
« somme de 12,000 livres destinée par Sa Majesté aux répa-
« rations de la ville de Narbonne ès-années 1612 et 1613,
« il aurait obtenu arrêt du Conseil par lequel Sa Majesté
« a fait inhibition et défense aud. Marchant de s'ingérer
« en lad. charge de trésorier des réparations du Languedoc,
« et icelui condamné à remettre ès-mains du sieur de
« Rech lesd. assignations, et les employer au fait desd.
« réparations. En conséquence dud. arrêt, led. sieur de
« Rech a continué ses diligences et poursuites contre led.
« Marchant, sans en avoir jamais pu tirer aucune raison,
« ny apprendre où étaient les deniers jusques à l'arrivée
« de M. de Saint Giniès, gouverneur pour le Roy aud.
« Narbonne, lequel étant adverti que lesdits deniers
« étaient entre les mains de M. César James, commis et
« ayant charge dud. Marchant, aurait obtenu une ordon-
« nance de Mgr le duc de Montmorency, pair et amiral de
« France, gouverneur et lieutenant général pour le Roy en
« Languedoc, donnée à Montpellier le 12 du présent mois,
« par lequel il est mandé audit James remettre lesd.
« deniers entre les mains dud. sieur de Rech, et d'autant
« que sur le commandement à luy fait de satisfaire à lad.
« ordonnance le 14 dud. mois le sieur James a dict n'avoir
« été remis en son pouvoir que la somme de 7,250 livres,
« laquelle encore il refuse payer ès-mains dud. sieur de Rech,
« sous prétexte qu'on luy doit rendre la promesse qu'il
« a faite au sieur Marchant, et de plusieurs paiements qu'il
« dit avoir faits ou fait faire aud. sieur de Lameyrier ; ledit
« Chanard aud. nom a requis lesd. consuls, de Lameyrier
« et Garrigues de déclarer quelles sommes ils ont reçues,
« et s'ils ont fourni d'anciens prix faits ou quittances aud.
« James ou autres sur les 12,000 livres, afin que led. sieur

« Rech puisse continuer ses diligences selon le deubs de sa charge.

« Sur ce les consuls ont déclaré qu'ils n'ont reçu aucune somme, ni fourni aucun prix fait, et qu'à présent qu'ils sont avertis de la donation importante faite à la ville pour le service du Roy et du public, lequel led. sieur de Rech ne peut esluder ny dissimuler, ils le somment d'en poursuivre le recouvrement, etc., etc. »

Le 17 avril 1619 (1), Messire Henri de Thézan et de Saint Ginieys, seigneur de Luc et autres places, capitaine de cinquante hommes d'armes de ses ordonnances, gouverneur pour le Roy de Narbonne et maréchal de camp des armées de Sa Majesté, et à la réquisition et assistance de M. Pierre Garrigues, commis du contrôle des fortifications du Languedoc, donne à prix fait à Guillaume Andrieu, maître charpentier, des réparations importantes dont le détail serait trop long et peu intéressant. Il s'agissait d'abord de relever un pan de muraille écroulé de la courtine entre la tour de la Reine (2) et le bastion Montmorency (3); il devait ensuite rehausser la murette joignant la tour sur le parapet de la courtine, afin de pouvoir plus commodément monter sur la tour en posant la garde de la ville et faisant les rondes; faire un petit escalier au flanc droit du bastion Montmorency; mettre de la terre pour pouvoir entrer dans le balcon qui est à la courtine entre le bastion Montmorency et le bastion Dampville; bâtir la canonnière qui est à la montée de l'entrée du bastion Dampville, faire un escalier de cinq marches au coin

(1) Archives Favatier, Falconis, notaire, 1^{er} registre.

(2) La Tour de la Reine était à droite de la sortie du canal de la Rivière, à peu près à l'endroit où sont aujourd'hui les halles.

(3) Le bastion Montmorency était au sud-est de la ville en face l'école communale actuelle du boulevard de ce nom.

de l'orillon (1) de ce bastion, etc., pour que les rondes puissent facilement faire le tour de ce bastion et voir plus facilement dans le flanc, faire quelques travaux aux deux balcons joignant la sentinelle de ce même bastion et à la courtine qui est derrière l'église Saint-Paul etc., etc.

Le 12 avril 1627 (2) devant Messire de Thézan, M. Guillaume d'Entraigues et de Villeflou, substitué de M. Pierre de Bardichon, syndic général du pays de Languedoc, donne à prix fait à Guillaume Andrieu, maître charpentier à faire les réparations nécessaires, « pour parachever » et mettre à perfection les bastions Saint-Félix et Saint-François... afin de les rendre utiles à la défense de la « ville, » et spécialement rendre le terrain des bastions également uni pour y mettre commodément l'artillerie, et s'il reste de la terre au bastion Saint-Félix, l'entrepreneur la fera transporter dans le chemin creux qui est au rempart de la courtine entre le bastion Saint-Félix et le bastion Saint-Cosme, à l'endroit de l'église des Pères Minimes (3).

Le 10 janvier 1633 (4), le même Guillaume Andrieu, entrepreneur des réparations à faire au pont-levis de la « porte Roy, rasteau, escoute et sentinelle de lad. ville, » et n'ayant pas les moyens de faire ces travaux au temps voulu, traite avec deux maçons pour les réparations à faire « à l'escoute du pont de la Cadène ».

Les 7 et 23 septembre 1634 (5), Jacques Sirven, maître maçon, promet au Roy devant Messire Anthoine Le Camus, conseiller du Roi en ses conseils, maître des requêtes de

(1) *Orillon*. Avance ou épaulement, pour couvrir le canon qui est dans le flanc retiré du bastion.

(2) Archives Favatier; Falconis, notaire, 9^e registre.

(3) Les bastions Saint-Félix, Saint-François et Saint-Cosmes étaient situés au nord, au nord-est et à l'est de la place.

(4) Archives Favatier; Senty, notaire, 26^e liasse.

(5) *Ibid.*; Rouan, notaire, 2^e registre.

son hôtel, et intendant de la justice, police et finances du Languedoc, de faire et construire « les murailles de la « courtine servant de parabande à la présente ville, où il « fera les ouvertures nécessaires pour les mousquets et « pour les canons ».

Nous arrivons à 1635, la guerre est déclarée avec l'Espagne; on se hâte de mettre en état les fortifications de Narbonne, avec une fiévreuse activité. Dans tous les traités que nous allons énumérer, le roi est représenté par l'intendant Messire Le Camus, et la surveillance est toujours confiée au contrôleur des fortifications Pierre Garrigues.

11 octobre 1635 (1), Jean Cazalbon, Antoine Jouy et Pierre Vidalet promettent au roi de faire un corps de garde de bois dans la demi-lune qui est entre la tour de la Reine et le bastion Montmorency et trois petites guérites pour y mettre deux soldats. Ce travail doit être terminé *le lendemain*. Dans cet acte intervient Messire Hector de Galar de Voysins, marquis de Lubéron et d'Ambres, vicomte de Lautrec, chevalier des ordres du roi, maréchal de camp et son lieutenant général en Languedoc.

Même jour 11 octobre 1635 (2), les mêmes entrepreneurs prennent l'engagement de redresser le pont de bois qui a été fait au travers des fossés de la ville pour servir de passage à transporter les terres sur les remparts de la ville, et les mettre en état de servir, « au bout duquel et « du côté de la ville, feront un pont levis », avec ses contre-poids, « pour plus commodément pouvoir hausser « et baisser le pont, » avec les cordages nécessaires, et deux serrures attachées aux contre-poids, afin de fermer à clef le pont la nuit. Tout ce travail devait être fait *dans quatre jours*.

(1) Archives Favatier ; Boissière, notaire, 17^e registre.

(2) *Ibid.*

Encore le même jour (1), nouveau traité avec les mêmes. Les entrepreneurs promettent de faire un pont de bois à travers le fossé à l'endroit du bastion Dampville pour transporter les terres du fossé dans le bastion. Ce pont sera fait de trois chevalets, dont le premier sera à quinze pans de distance de l'orillon du bastion, comme celui qui est fait et dressé devant la tour de la Reine. Enfin les entrepreneurs feront un pont-levis au bout du pont. Ces travaux devaient être terminés dans le délai de *huit jours*.

Toujours le 11 octobre 1635 (2), traité avec Jean Chopy, maître maçon, qui promet de faire une muraille au pied du rempart qui est à l'endroit du jardin de l'église de Lamourguier. L'entrepreneur pourra se servir des pierres provenant des travaux faits pour la fortification de la ville, et Messire Le Camus promet de faire tirer celle qui est dans le fossé et de la faire mettre sur la contrescarpe. Il est accordé à l'entrepreneur un délai de *trois semaines* pour ce travail.

Le 19 novembre 1635 (3), autre traité. Lesdits Cazalbon, Guy et Vidalet promettent de faire six autres corps de garde et trois guérites ayant des demi-lunes sur les parapets pour voir sur les fausses brayes (4), fossés et chemins couverts, mettre à couvert les armes des soldats avec deux rateliers, etc. Le tout dans le délai de *huit jours*.

Le lendemain (5), led. Jean Chopy, s'engage à faire une

(1) Archives Favatier ; Boissière, notaire, 17^e registre.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

(4) *Fausses brayes*. Lorsque l'invention du canon amena la modification des fortifications du moyen-âge, on imagina la création d'un fossé assez éloigné du pied du mur, pour n'en pas déchausser les fondations et dont l'escarpe surmontée d'un petit mur ménageait un chemin de ronde défensif ou *fausse braye* au pied de l'ancien rempart. (Cours de fortification de l'école spéciale militaire).

(5) Archives Favatier ; Boissière, notaire, 17^e registre.

muraille pour relever la courtine qui est au coin des Carmes, dans *quinze jours*.

Le 30 du même mois (1), Sébastien Caignan dit Lacroix s'engage à raser et couper un rocher qui est dans le fossé, à la pointe et autour de la demi-lune qui est entre le bastion Saint-Paul et le bastion Montmorency.

Le 20 décembre suivant (2), Jean Chopy s'engage à revêtir de murs tous les angles flanqués du terrain qui a été laissé au relais des cinq demi-lunes, dans le délai de *quinze jours*.

Le même jour (3), François Barrouy et André Serre, bourgeois, s'engagent à murer le fossé à l'orilhon du bastion Dampville. On leur accorde deux mois.

Encore le même jour (4) Joseph Poncet, de Sigean, promet de parachever le creusement du fossé devant l'église Saint-Cosme « dans le mois prochain. »

Deux mois après, Messire Le Camus, avec le concours de Pierre Garrigues, s'occupe encore des fortifications de Narbonne. Le 25 février 1636 (5), Louis Roques et Pierre Cros promettent « de parachever l'élargissement et creusement du fossé de la présente ville, à l'endroit d'entre « le flanc du bastion de Saint-François et l'angle flanquant « du ravelin de Porte Roy ». Le délai fixé pour ces travaux est de quinze jours.

En 1638, la guerre avec l'Espagne n'était pas encore terminée. Le 5 août (6), Pierre Garrigue, au nom du Roi et sur l'ordre du maréchal de Schomberg duc d'Halluin, traite avec Guillaume Andrieu et Antoine Cousteau, mai-

(1) Archives Favatier; Boissière, notaire, 17^e registre.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*

(5) *Ibid.*; 18^e registre.

(6) *Ibid.*; 20^e registre.

tres charpentiers, pour fermer par une palissade à travers la rivière, à l'endroit de la tour des Carmes, en laissant une ouverture de neuf pieds de large pour le passage des radeaux du côté de Cité; laquelle ouverture se fermera avec un clédât (1) attaché par une chaîne de fer. Les entrepreneurs devront encore faire un fossé depuis la tour des Carmes jusqu'à la rivière. Ces travaux devaient être payés 220 livres et être terminés dans quinze jours.

En 1643, le Roussillon avait été réuni à la France, Perpignan était devenue ville française, mais l'état de guerre subsistait toujours entre la France et l'Espagne (2); les fortifications de Narbonne étaient toujours entretenues, elles devaient subsister encore plus de deux siècles. Le 18 août (3) de cette année, MM. Jean-Jacques Ducup, Noble, Antoine de Guissane, écuyer, les sieurs Jean Denos, Antoine Escaich, Charles André et Pierre-Antoine Creyssels, tous consuls, chargent le sieur Pierre Vidalet, maître charpentier, de nettoyer le devant de la porte fausse près le pont Notre-Dame, et de former une esplanade d'environ cinq cannes carrées devant cette porte pour la commodité du public. L'entrepreneur devait porter les terres partie au-dessus du bastion Saint-Cosme et partie chez les Pères Doctrinaires qui en avaient fait la demande pour exhausser une partie du sol du collège.

ARSENAL

Perpignan s'était rendu, le 9 septembre 1642, aux maréchaux de Schomberg et de la Meilleraie. Dès le 21 de ce mois (4), ce dernier, grand maître de l'artillerie de France,

(1) *Clédât*, claie; en languedocien, *clédo*.

(2) La paix des Pyrénées ne fut signée qu'en 1659.

(3) Archives Favatier; Senty, notaire, 37^e liasse.

(4) *Ibid.*; Gaubert, notaire, 34^e liasse.

signait un marché avec Jean Viguier, bourgeois de Narbonne, pour faire transporter « sur barques et batteaux, « des plages et lieu de Saint-Ange du Roussillon, les « piesses d'artillerie, affûts et munitions de guerre, qui « seront voiturés ès-dites plages, en la présente ville de « Narbonne, et plan des Barques de Cité d'icelle, où il les « fera ranger à l'endroit qui lui sera indiqué. » Cette artillerie dut, sans doute être enfermée dans l'arsenal de Narbonne, situé au dit plan des Barques de Cité.

Cet arsenal avait sûrement une certaine importance et on y fit, en 1663, de grandes réparations. Le 6 octobre (1), M. Claude Bazan, chevalier, seigneur de Bezons, conseiller du roi, intendant de justice, police et finances du Languedoc, en présence de M. Antoine Bejac, contrôleur ordinaire provincial de l'artillerie de France, qui fut certainement le directeur et le surveillant des travaux, donnait à prix fait à François Carcassonne, maître-maçon, ces réparations à la fonderie et arsenal du Roi. Le devis n'a pas moins de dix pages et contient de curieux détails sur la manière de bâtir à cette époque ; mais cela aurait trop allongé ce travail, et n'aurait guère intéressé que les lecteurs qui ont des connaissances techniques. Le prix de ces réparations était élevé, 3,990 livres. On voit que si Narbonne était une ville importante au point de vue ecclésiastique, elle avait aussi une réelle importance militaire. C'est à la suite de ces réparations que le sculpteur Mouret fut chargé de mettre sur la porte de l'arsenal les armes en marbre du Roi et du prince de Condé. Le 3 janvier 1667 (2), les travaux faits par Carcassonne furent vérifiés et approuvés en présence de noble Jean Baroux, commissaire ordinaire des guerres au département de la province du Languedoc

(1) Archives Favatier ; Gaubert, notaire, 57^e liasse.

(2) *Ibid.* ; 59^e liasse.

faisant la charge par commission de M. Clapissou, contrôleur général de l'artillerie de France.

RATEAU

Le râteau (ou rastel) dont il a été souvent question dans les pages qui précèdent, était un engin de guerre défensif, destiné à barrer la rivière, et à empêcher l'entrée des bateaux ennemis dans la place. En temps de paix il servait à la police du canal, et devait empêcher la sortie sans permission des bateaux et marchandises frappés de quelque prohibition. Mais sous ce rapport cela pouvait donner lieu à des abus, ainsi que semble en témoigner le procès-verbal (1) dont je donne la copie comme un curieux spécimen des mœurs administratives au xvii^e siècle.

« L'an mil six cent trente cinq et le quinzieme jour de
« novembre après midy, dans la maison consulaire de
« Narbonne. Pardevant nobles Jean François de Chefde-
« bien seigneur d'Armissan et du Quatourze, Guillaume de
« Pradel, escuier, Nicolas Mirabet et Jean Cassaigne, con-
« suls dud. Narbonne, S'est présenté patron Jean Turq
« des Martigues, Quy a dit avoir chargé de bled sa barque,
« et ayant esté à la Viscompté avec un autre patron pour
« demander à Monsieur le gouverneur la permission de
« sortir leur barque chargée, Il leur auroit baillhé ung
« halebardier, et de la part de nousd. consuls ung mes-
« sage pour ouvrir le rasteau. Mais au lieu de laisser sor-
« tir la barque dud. Turq, led. halebardier aurait demandé
« cartel de Vespazien Verseilhe, commis au corrataige
« (courtage) pour lad. sortie, autrement qu'il n'avait ordre
« de le laisser sortir, et ayant il esté plusieurs fois chez

(1) Archives Favatier; Senty, notaire, 28^e liasse, n^o 34.

« led. Verseilhe, pour luy demander led. cartel, ne l'aurait
« peu trouver, se tenant caché, l'ayant menacé qu'il le
« ferait arrester longtemps en ville, en hayne de ce qu'il
« avait reffuzé d'achepter de son bled, pour estre gasté.
« priant MM. les consuls luy estre favorable en ceste det-
« tantion, où il perdait le temps propre pour se mettre en
« mer, à sa notable perte et inthéretz, ce quy aurait donné
« sujet à nousd. consuls de nous porter avec led. patron
« Turq et le notaire soussigné, à la maison dud. Verseilhe,
« où estant et ayant demandé led. Verseilhe aurait esté
« respondu par sa chambrière, que led. Verseilhe n'y estait
« pas, et qu'il estait par la ville, et quand bien il y serait,
« elle ne le dirait pas, ce qu'elle aurait réitéré par plu-
« sieurs foyz à la présence de Jacques Fons et Claude
« Brousse de Nissan, tesmoins à ce appellés par lesd.
« sieurs consuls, soustenant que led. Verseilhe se tenait
« caché à dessain, et de là allé au pont de la chesne, pour
« savoir avec led. halebardier la cauze du reffus qu'il
« faisait de laisser sortir la barque dud. Turq quy nous
« accompagnait ; Led. halebardier nous ayant aperçus de
« loing aurait fermé led. rasteau, et prins son chemin à
« grands pas droit lad. Viscompté sans se vouloir arrester,
« quelles parolles et advis qu'il recust de plusieurs de son
« rencontre, comme ledit sieur d'Armissan l'appellait ;
« néantmoins l'ayant suivy jusques sur les degrés de lad.
« Viscompté et demandé ledit sieur de Persy, gouverneur
« dud. Narbonne, pour luy faire plainte tant du reffus
« dud. halebardier, que du mespris qu'il avait tenu dud.
« Sr d'Armissan et autres consuls ; Là dessus led. hale-
« bardier auroit répondu que led. sieur de Persy, gouver-
« neur, n'estait pas en ville, et qu'il n'avait ordre d'ouvrir
« et laisser sortir la barque dud. Turq, patron, et ne luy
« pouvait aller ouvrir à peine de sa vye ; Sur quoy led.
« sieur d'Armissan luy ayant demandé son nom pour en
« faire la plainte contre luy nécessaire, il n'aurait voulu

« répondre autre choze, sy ce n'est que led. sieur d'Ar-
« missan ne serait pas son parrain ; Qu'il estait le portier
« de lad. Viscompté, et ne pouvait ouvrir led. rasteau sans
« ordre dud. gouverneur ; Et luy ayant led. sieur d'Armiss-
« san dit qu'il ne luydemandoit point qu'il allast fere lad.
« ouverture dud. rasteau, ains de dire son nom et sur-
« nom, pour luy estre incogneu et à tous les témoings
« présants ; sur ce, comme par dérision et moquerie, Il
« auroit dict qu'il s'appellait Pierre de cinquante lieues
« loing d'icy, et estait le portier de lad. Viscompté, sans
« vouloir dire son surnom, quelles demandes et instances
« que led. sieur d'Armissan ayt seue fere, moings volleu
« aller fere l'ouverture dud. rasteau ; de quoy lesd. sieurs
« consuls en jont requis acte pour s'en servir où, quand
« et pardevant quy besoin sera, etc., etc. »

TOURS DE LA VICOMTÉ

Le palais de la Vicomté avait deux tours, l'une appelée *Tour Moresque* et l'autre *Tour sous la Moresque*. Ces deux tours fort anciennes faisaient partie du système des fortifications de Narbonne lorsque l'enceinte fortifiée longeait au midi le palais de la Vicomté. Une des boutiques du Roi dans ce palais était désignée sous le nom de boutique entre deux tours (1). La Tour moresque, dont le nom semble indiquer l'origine, est citée dans un document de 1639, dont nous parlerons, comme ayant été « jadis une
« des principales forteresses de la ville ». Le chanoine Pech (2) « dit que la tour moresque avait été bâtie par les
« Goths, qui j'avaient jeté dans les fondements plusieurs

(1) Archives de Narbonne. Compoix de 1646. A cette époque, les deux tours étaient démolies, mais la boutique avait conservé son nom.

(2) Bibliothèque de Narbonne. Inscriptions et bas-reliefs, par M. Pech, chanoine de Saint-Paul. Ce manuscrit daté de 1713 était tiré lui-même d'un manuscrit de Guillaume Lafont.

« monuments romains, pour en abolir la mémoire (1).

La tour sous la moresque fut vendue, le 1^{er} juillet 1620 par les trésoriers-généraux de France, à Guillaume Guy, de Narbonne, qui traitait, le 14 décembre suivant (2) avec les sieurs Jean Dencedo et Félix Sauret, maçons, pour faire une ouverture dans cette tour. Elle devait être d'une épaisseur telle que le seul percement était un travail sérieux.

Mais le 4 juin 1622 (3), M. Antoine Bonhomme, procureur, au nom d'Antoine Arnaud « remontre à MM. les « trésoriers de France, généraux des finances, intendant « des gabelles en Languedoc, parlant à Messire Jean « Delon, seigneur de Dye, l'un d'eux, trouvé dans Nar- « bonne, faisant procéder au mesurage des sels » qu'il a fait une enchère supérieure à celle de Guillaume Guy, pour l'achat des pierres et plâtre de la tour qui est sous la moresque à la vicomté; et cependant led. sieur Guy « par grand attentat » continue à démolir la tour, creuser les fondements, et à transporter où bon lui semble la pierre de taille de laquelle elle était construite, etc. Il semble résulter de là que les matériaux seuls de la tour avaient fait l'objet de la vente du 1^{er} juillet 1620.

Quelques mois après, le 13 novembre (4), nous trouvons un bail consenti par M. Mathieu Ceron, conseiller du Roi, trésorier ordinaire en son domaine à Narbonne, à Jean Laupart, marchand d'une boutique Entre-deux-Villes (5),

(1) M. Pech donne dans son manuscrit le dessin de 15 monuments (inscriptions ou bas-reliefs) provenant de la démolition de la tour moresque. Ces monuments sont aujourd'hui au Musée ou au Musée lapidaire.

(2) Archives Favatier; Falconis, notaire, 2^e registre.

(3) *Ibid.*; Escalier, notaire, 18^e liasse.

(4) *Ibid.*; Boissière, notaire, 7^e registre.

(5) La rue Entre-deux-Villes se prolongeait alors jusqu'à la promenade des Barques de Cité.

confrontant, du cers, la tour moresque de la Vicomté, et du marin, une autre boutique louée au sieur Guy. Pareil bail est fait, le 3 juillet 1625 (1), et un autre le 30 juin 1634 (2). Comme on le voit Guillaume Guy n'est désigné que comme locataire de la Vicomté.

En 1639, la démolition de la tour moresque avait lieu. Les dames Carmélites avaient obtenu du roi, à titre de don, la pierre de cette tour pour l'employer à la construction de leur monastère. Les religieuses avaient commencé la démolition et employé la pierre à l'usage convenu; elles voulaient continuer cette démolition du côté d'aquilon; mais intervint alors un certain Jean Imbert, habitant de Narbonne, se plaignant que cette démolition allait préjudicier à sa maison appuyée sur cette tour; il soutenait que les religieuses devaient l'indemniser de tous dommages. Les carmélites soutenaient de leur côté que « l'appuiement de « la maison sur la tour n'était qu'une usurpation d'Imbert « ou de ses auteurs, attendu que cette tour avait été jadis « l'une des principales forteresses de la ville, et qu'il « n'avait été permis à personne de pouvoir joindre ni « appuyer aucunes maisons, sans expresse permission de « Sa Majesté, de laquelle permission Imbert ne pouvait « rien faire apparoir ». Sur ce une transaction intervint le 27 janvier 1639 (3). Les Carmélites s'engagèrent à prendre certaines précautions pendant la démolition, pour éviter la chute de la maison Imbert, et à refaire le mur de ce dernier après la démolition; et il fut convenu que si la maison était démolie et mise à bas pour agrandir la place de la ville, on estimerait dans la valeur de la maison le mur à faire par les Carmélites, qui paieraient alors la valeur de ce mur. Ainsi, dès 1639, il était question de

(1) Archives Favatier; Boissière, notaire, 10^e registre.

(2) *Ibid.* ; 19^e registre.

(3) *Ibid.* ; Marron, notaire, 7^e registre.

l'agrandissement de la place de la ville, qui fut probablement décidé, en 1642, lors du voyage du roi à Narbonne, ainsi que nous l'avons dit plus haut.

Cinq mois après, la démolition de la tour moresque était consommée. Guillaume Guy, marchand, donnait à bail, le 27 juin 1639 (1), à Antoine Séguier, aussi marchand, une maison et boutique Entre-deux-Villes, joignant la boutique du roi, « et parce que la maison et boutique de « Guy sont à présent ruynées et couvertes par la démolition qui a été faite de la tour moresque, il est convenu « que le bail ne commencera que lorsque lesd. maison et « boutique auront été rendues logeables ».

Églises et Couvents

CHAPITRE SAINT-JUST

Le 18 août 1621 (2), M. Jean Ducup, prêtre et chanoine de l'église sainte, député du chapitre, représente au sieur Pierre Cun, bourgeois de Béziers, entrepreneur des poudres, que le pays fait faire dans le martinet de Narbonne, « qu'à cause qu'il tient les poudres et les salpêtres, et « outre ce, fait et raffine lesd. salpêtres dans la maison « qu'il tient en arrentement du sieur Cot, joignant lad. « église Saint-Just et maisons de chanoines et aultres « prestres et habitants dud. ; ils sont menassés de la totale « ruyne des bâtiments de lad. église et maisons, même de « la vie, ce qu'ils ne sauraient éviter, parce que pour « faire et raffiner led. salpêtre, il faut que nuyt et jour il « fasse faire, dans la maison de Cot, de grands feux : la « plus moindre blquette duquel est capable de mettre le

(1) Archives Favatier ; Boissière, notaire, 21^e liasse.

(2) *Ibid.* ; Escalier, notaire, 30^e liasse.

« feu non seulement aux salpêtres, mais encore aux poudres, ce qui amènerait des meurtres, ruynes et préjudices; en conséquence, il somme led. Cun de tenir les poudres et salpêtres ailleurs ».

CHAPITRE SAINT-PAUL

Le 23 février 1628 (1), le chapitre Saint-Paul adresse aux consuls une réclamation analogue à celle que nous venons de voir pour le chapitre Saint-Just. Il se plaint que l'on enferme une quantité de poudre dans une loge ou arsenal d'artillerie joignant l'église Saint-Paul, joignant aussi les pailles et fourrages de la ménagerie du chapitre, où l'on fait du feu, ce qui constitue un grand danger; il fait donc toutes protestations.

Le 29 juillet 1641 (2), le chapitre Saint-Paul confie à Jean Noireau, maître sculpteur, des travaux qui auraient dû figurer dans la partie consacrée aux sculpteurs et en particulier à Jean Noireau. Celui-ci s'engageait envers noble Raulin de Reboul et Vespasien Verseilhe, ouvriers de Saint-Paul « à faire deux placards en la chapelle de paroisse (3) de lad. église, suivant les dessins, etc., à prendre depuis le tabernacle qui est sur l'autel jusques au premier pilier, joignant le grillat de lad. chapelle, et à proportion des moulures qui se trouvent à icelui tabernacle, et costé duquel led. Noireau fera deux tableaux de basse taille, le tout avec du bon bois de til, et moyennant 200 livres. »

(1) Archives Favatier; Daujas, notaire, 6^e liasse.

(2) *Ibid.*; Bessière, notaire, 1^{er} registre.

(3) La chapelle de paroisse dans l'église Saint-Paul est aujourd'hui la chapelle Saint-Etienne.

ÉGLISE LAMOURGUIER

Cette église, l'une des plus anciennes de Narbonne, était à la fois l'église conventuelle des Bénédictins et une paroisse de la ville. Elle est devenue aujourd'hui notre musée lapidaire, ce qui lui donne un intérêt spécial. Aussi ai-je réuni tous les documents la concernant dans les archives notariales du ^{xvii}^e siècle.

5 août 1619 (1), le Frère Martial Garrigues, prieur de Notre-Dame de Lamourguier, traite avec le sieur Cristophe Tourrobielle, qui s'engage à faire et poser une pompe ou *trombe* dans le puits du jardin dud. prieur, fournir tout le plomb, ferrement, bois, etc., moyennant 60 livres.

26 mars 1622 (2), c'est encore un prix fait donné par le prieur Frère Martial Garrigues à Antoine Bourbon et Guillaume Marron, maîtres plâtriers de Narbonne. Ils devront premièrement réparer le touait (toit) du chœur de lad. église pour que l'eau ne puisse pénétrer en aucune façon, accomoder les gourgoules (gargouilles) et fournir celles d'aquilon qui manquent, accomoder le passage pour aller à l'entour du chœur, avec du mourguier (mortier) trempé à vinaigre, lui bailler la pente nécessaire et provoquer (3) la barbe (4) du touait, et tout faire pour qu'il ne puisse pluvoir au chœur. Ensuite les entrepreneurs devaient « fermer à pierre, chaux et sable la grande « fenètre à viste, qui est sur la chapelle Saint-Georges, et « icelle esparnayra (5) et ensemble toutes les autres fenê-

(1) Archives Favatier; Senty, notaire, 12^e liasse.

(2) *Ibid.*, 15^e liasse.

(3) *Provoquer*, récrépir, qui se dit, en languedocien, *proubouqa*.

(4) *Barbe de toit*, forjet ou génoise d'un toit, en languedocien, *barbado*.

(5) *Esparnayra*, en languedocien, la dernière opération du crépissage.

« tres quy sont dans le chœur de lad. église, et seront
« tenus d'esparnayrer aussi dans tous les endroits néces-
« saires dans le chœur jusqu'au frontispice des chapelles,
« si ce n'est à l'endroit où est le sacraire et où sont les
« religieux, et de l'autre coté qui est le passage du clo-
« cher... et le tout emblanchir et carronner (1) dans led.
« chœur, et de plus toute la faciaide d'icelle, et le passage
« pour aller où sont les religieux, etc., moyennant 90
« livres, plus tout le vinaigre et un tombereau de chaux à
« aller prendre au four quy se fait au terroir de Jonquiè-
« res... »

1^{er} mars 1634 (2), le Frère d'Aspet, prieur de Lamourguier, et les sieurs Jean Campredon, apothicaire, et François Huc, marguilliers, concèdent au sieur Jean Martin, marchand de Narbonne, la chapelle Saint-Sigismond qui est au côté droit du chœur de lad. église, pour y faire sa sépulture et celle des siens. Martin s'engage à entretenir et orner lad. chapelle, et en même temps il fonde une messe pour tous les samedis. Il donne à l'Œuvre, pour cela, une rente de 212 livres 10 sols, qui lui est due par la communauté de Narbonne.

12 décembre 1639 (3), les ouvriers de Lamourguier, autorisés de messire Jean de Boyssset, sous-prieur, donnent à prix fait le pavage de l'église à niveau du chœur, depuis les murailles qui le ferment à l'endroit de l'orgue, jusques à la grande porte de ladite église, moyennant six vingt livres.

29 décembre 1640 (4), les marguilliers de la même église traitent avec Antoine Blanchard, maître maçon, qui

(1) *Carronner*, figurer des pierres de taille au moyen de raynures dans le crépissage.

(2) Archives Favatier; Senty, notaire, 27^e liasse.

(3) *Ibid.*; Bessière, notaire, 1^{er} registre.

(4) *Ibid.*; Senty, notaire, 25^e registre.

se charge de bâtir le mur entourant le cimetière de ladite église du côté du midi.

29 juin 1643 (1), M^e Senty, notaire royal et secrétaire de la maison consulaire, en sa qualité de marguillier de Notre-Dame de Lamourguier, donne à prix fait à Jacques Sirvant, maître maçon, et à Arnaud Passenault et Pierre Champaniol, maîtres charpentiers, à faire une réparation au clocher de Lamourguier. Cette réparation devait être importante, puisqu'elle devait coûter 440 livres.

20 avril 1661 (2), les ouvriers de la paroisse Lamourguier aliènent une somme de 440 livres à prendre sur une plus forte somme due par la communauté de Narbonne, pour payer les frais de l'édification d'une chapelle de paroisse. Cette chapelle fut terminée l'année suivante. Le 23 septembre 1662 (3), Jean Saisset, maître maçon, demandait aux marguilliers le solde du prix de cette chapelle, qu'il avait été chargé d'édifier « et qu'il avait terminée depuis six mois ».

ÉGLISE SAINT-SÉBASTIEN

L'église paroissiale Saint-Sébastien était située, au xvii^e siècle, sur la place Bistan; il n'en reste plus aucune trace aujourd'hui. Aussi est-ce uniquement pour mémoire que j'inscris ici deux actes, l'un du 28 juin 1643 (4), relatant des réparations au presbytère de Saint-Sébastien, et l'autre du 20 janvier 1667 (5) relatant des réparations à cette église.

(1) Archives Favatier; Cabirol, notaire, 28^e registre.

(2) *Ibid.*; Gaubert, notaire, 9^e registre.

(3) *Ibid.*; Garrouse, notaire, 13^e liasse.

(4) *Ibid.*; Rouan, notaire, 4^e registre.

(5) *Ibid.*; 12^e registre.

ÉGLISE LA MAJOR

Cette église, l'une des paroisses de Narbonne au ^{xvii}^e siècle, était située sur l'emplacement occupé aujourd'hui par la chapelle des Pèlerins, qui est un reste de l'ancienne église. On dit qu'elle occupait elle-même la place d'un ancien temple dédié à Jupiter tonnant.

26 avril (1) et 26 juillet 1671 (2), par le premier acte, Charles Ferbal, maçon, chargé du pavage de l'église, fait sommation à M. de Saint-Jacques, marguillier, de recevoir le travail. Le second acte relate la vérification des travaux.

6 août 1683 (3), devis de réparations à faire à l'église de La Major, suivi d'enchères dans lesquelles ce travail a été adjugé à Guillaume Tarbouriech au prix de 315 livres. Ces travaux sont faits par les soins du chapitre Saint-Just, recteur primitif de la paroisse.

ÉGLISE SAINT-COSME

On sait que cette église, primitivement paroisse, fut cédée, en 1619, aux PP. Doctrinaires, lorsque ceux-ci devinrent les directeurs du collège de Narbonne, et a été transformée en théâtre, après la Révolution, par une profanation douloureuse.

Le chapitre Saint-Just était titulaire du prieuré de cette église. En cette qualité, le 16 avril 1616 (4), il fait une sommation aux sieurs Ombret, Andrieu, Audoux et Soni-

(1) Archives Favatier; Garrousse, notaire, 22^e liasse, n^o 35.

(2) *Ibid.*; 28^e liasse, n^o 19.

(3) *Ibid.*; Lassere, notaire, 1^{re} liasse.

(4) *Ibid.*; Escalier, notaire, 12^e liasse.

Ihac, maîtres maçons, à l'occasion des fouilles dont ils sont les entrepreneurs, et qui intéressent la sécurité et la solidité des murs et du clocher de Saint-Cosme.

En 1636, l'église Saint-Cosme était devenue la propriété des Pères Doctrinaires. Le 13 mai (1), le P. Groc, recteur, faisait un traité avec Jean Constans, maître maçon, qui s'engageait à faire, pour le collège, un grand degré (escalier) avec voûtes, fenêtres, etc., etc. Nous avons déjà vu (2) le P. Groc traitant avec Jean Richer, pour faire les balustres de cet escalier.

CHAPELLE DES PÉNITENTS BLANCS

Cette chapelle est aujourd'hui la chapelle de l'Hôtel-Dieu. Le 8 mars 1613 (3), on avait proposé aux Pénitents blancs de leur donner un terroir au lieu dit Citadelle ou Malepagne pour y bâtir une casette destinée à la confrérie. Le samedi 11 avril 1615 (4), veille du dimanche des Rameaux, assemblée générale de la confrérie pour décider où sera bâtie cette casette ; une commission de dix membres fut nommée. Le 7 janvier 1618 (5), nouvelle assemblée qui décide que la casette sera édifiée à l'hôpital Saint-Paul, avec la permission des consuls procureurs-nés de cet hôpital. Enfin le 13 avril (6) suivant, délibération qui rejette définitivement la proposition de bâtir cette casette à Malepagne. Du reste, on avait déjà donné la construction de la chapelle à Antoine Arnaud, par acte du 23 février 1618 devant M^e Brice Rossel, notaire. Le 16 septembre

(1) Archives Favatier ; Marron, notaire, 14^e registre.

(2) *Bulletin de la Commission archéologique*, 1901, 2^e semestre, p. 723.

(3) Archives Favatier ; Senty, notaire, 11^e liasse.

(4) *Ibid.*

(5) *Ibid.*

(6) *Ibid.* ; Escalier, notaire, 14^e liasse.

suivant (1), on le charge de construire dans la nef deux arcs de pierre de taille avec une consolle à chacun au dehors de l'église, moyennant le prix de 400 livres. Le 13 juin 1621 (2), la chapelle était construite, et les Pénitents blancs se proposent d'employer les fonds qui leur restent à la construction d'une chapelle pour les pauvres de l'hôpital. Et néanmoins, par suite sans doute de difficultés, la chapelle n'était pas payée et il y avait procès entre Arnaud, l'entrepreneur, et la confrérie. Le 3 juillet 1622 (3), une assemblée décide que, pour éviter les frais du procès, on paiera Arnaud et les autres ouvriers.

En 1633 (4), la chapelle fut recouverte de tuiles, par les soins de M. François Lenoir, docteur en droit, prieur de la confrérie.

J'ai donné, dans la séance du 5 novembre 1900 (5) de la Commission archéologique, le texte complet d'un acte du 26 janvier 1648 (6), devant M^e Boissière, notaire à Narbonne, relatif à la construction en marbre jaspé de Roquebrun (7), du portail de la chapelle qui venait d'être restauré par les soins et aux frais de M. Jules Raynal, administrateur des hospices.

(1) Archives Favatier ; Falconis, notaire, 1^{er} registre.

(2) *Ibid.* ; Senty, notaire, 14^e liasse.

(3) *Ibid.* ; 15^e liasse.

(4) *Ibid.* ; Bouilhade, notaire, 6^e registre.

(5) *Bulletin de la Commission archéologique*, 1901, 1^{er} sem. p. LV.

(6) Archives Favatier ; Boissière, notaire, 30^e registre.

(7) L'acte de 1648 ne parle pas de marbres de Roquebrun ; nous l'avons supposé parce qu'il est question de voyages de charrettes à Roquebrun. Mais dans un acte du 10 février 1645, devant M^e Falconis, messire Pierre Devilla, trésorier général des gabelles en Languedoc, charge Pierre Lafontaine, maître tailleur de marbre de Calais, demeurant à Narbonne « de lui faire à « perfection deux colonnes de marbre de Roquebrun, blanc et rouge, etc., pour le prix de 120 livres. » Archives Favatier ; Falconis, notaire, 25^e registre.

CHAPELLE DU COUVENT DES MINIMES

- Le 29 août 1622 (1), la duchesse de Guise et de Joyeuse (2) princesse de Joinville faisait une donation aux PP. Minimes de Narbonne pour leur permettre de terminer les bâtiments du chœur de leur église.

Le 13 mai 1630 (3), M. Jacques Poyet, syndic des Minimes, traite avec Paul Marchal, Nicolas Girard, maçons, et Georges Subreville, menuisier, qui s'engagent à changer les trois cloches du petit clocher et à les mettre, à leurs risques et périls, sur le grand clocher neuf du couvent, pour le prix de 150 livres.

Le 24 juillet suivant (4), R. P. Jean-Robert Mauger, correcteur, et le Frère Jacques Poyet, syndic des Minimes, traitent encore avec lesd. Marchal et Girard, qui s'engagent à faire la voûte et la couverture du grand clocher. « Seront tenus lesd. entrepreneurs de couvrir le clocher « suivant le modèle qu'ils ont donné, avec des propor- « tions et embellissements, suivant ce qu'il est représenté, « et de plus que la voûte aura deux pans de plus qu'il « n'est représenté aud. dessin; de plus seront tenus de « poser trois gargouilles qui sont aud. couvent, et en « faire une autre à leurs dépens; lesquelles quatre pièces « seront mises aux quatre coins du clocher pour recevoir « les eaux... plus seront tenus de faire quatre vases aux- « dits coins pour servir d'embellissement; le tout aux « risques des entrepreneurs tenus de réparer tous les « dégâts et moyennant 450 livres ».

(1) Archives Favatier; Boissière, notaire, 7^e registre.

(2) Le cardinal de Joyeuse avait été archevêque de Narbonne de 1587 à 1615, et on lui attribue l'édification de l'église des Minimes.

(3) Archives Favatier; Rouan, notaire, 1^{er} registre.

(4) *Ibid.*

23 mai 1637 (1), Jean, Guillaume et François Cadas, frères, s'engagent envers Jean François Barre, correcteur, à faire les murailles devant clore les lieux soumis à la clôture.

6 juillet et 10 septembre 1690 (2), des réparations importantes sont faites aux Minimes.

ÉGLISE DES FRÈRES PRÊCHEURS

Cette église, appelée aussi église des Jacobins, est occupée aujourd'hui par les sœurs de la Sainte Famille.

C'est dans cette église qu'était établie la confrérie de Notre-Dame du Rosaire, qui paraît avoir été très florissante.

Le 11 mars 1639 (3), M. Henri d'Exéa, docteur et avocat ès-cours de Narbonne, et le sieur Vauterin, maître chirurgien, surposés de la confrérie de Notre-Dame du Rosaire, assistés de R. P. en Dieu Jehan Lambert, religieux, syndic du couvent des RR. PP. Prêcheurs, ordre de Saint-Dominique à Narbonne, et de MM. Barthélemy Raynouard, archidiacre de l'église sainte et métropolitaine de Narbonne, Pierre Castel, sieur de Saint-Martin, conseiller du Roi, maître des ports et lieutenant général de la marine à Narbonne, François Abbes, docteur et avocat ès-cours de la ville, et Durand Bosquet, notaire à Narbonne, protecteurs de la confrérie, ont baillé à prix fait à Barthélemy Moreau, maître maçon de Narbonne, à faire et parfaire dans l'église du couvent, deux piliers de bonne pierre de Portel, pour soutenir la tribune que lesd. marguilliers et religieux prétendent faire au fond de lad. église, lesquels seront de la même grosseur, façon et ordre, que ceux qui sont dans l'église des PP. Minimes, etc., pour 120 livres.

(1) Archives Favatier ; Boissière, notaire, 35^e registre.

(2) *Ibid.* ; Lassere, notaire, 6^e liasse.

(3) *Ibid.* ; Cabirol, notaire, 24^e registre.

Immédiatement après ce traité, suit un traité (1) des mêmes avec Guillaume Rabot, maître charpentier, qui se charge de faire la charpente de cette tribune, comme celle des Minimes, pour le prix de 150 livres.

Le 4 avril 1644 (2), la confrérie du Rosaire paie encore 100 livres à Galibert, maître maçon, pour l'ouverture d'une lune en pierre de taille, dans la tribune neuve de l'église du couvent des Frères Prêcheurs.

ÉGLISE ET COUVENT DES CARMES

Le couvent des Carmes était dans la rue Voltaire (autrefois rue des Carmes). L'église est occupée actuellement par le magasin de M. Aspar, marchand de meubles. Derrière la chapelle des Agonisants était un petit local servant de sacraire, recouvert par une voûte sur laquelle était un corps de garde occupé par la ville. Le 6 décembre 1670 (3), le R. P. Franc de Saint-Jean-Baptiste, syndic, signifie aux consuls que cette voûte est en fort mauvais état, qu'une partie du cordon de la voûte est tombée et a failli tuer des religieux, qui n'osent plus entrer dans le sacraire, et il demande que les consuls la fassent réparer. — 10 décembre, nouvelle sommation, plus pressante, de faire réparer cette voûte dont le mauvais état s'aggrave chaque jour, et dont la réparation incombe à la communauté qui marche sur cette voûte. — 16 décembre (4), troisième sommation.

13 décembre 1688 (5), traité par les religieux Carmes pour l'ensouchement de leur cloche avec Trémollières,

(1) Archives Favatier; Bessière, notaire, 1^{er} registre.

(2) *Ibid.*; Jean, notaire, 6^e liasse.

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*

(5) *Ibid.*; 24^e liasse.

maitre charpentier, qui fera l'ensouchement avec du bois d'orme, les côtés en bois de chêne neuf, moyennant 42 livres, sous sa pleine responsabilité.

Les Carmes avaient donc aussi un clocher. Narbonne avec les magnifiques tours de Saint-Just et de l'archevêché, les tours de la vicomté et des remparts, et avec les nombreux clochers de ses églises et couvents devait avoir une physionomie singulièrement pittoresque.

ÉGLISE DES TRINITAIRES

Le couvent des Trinitaires est occupé aujourd'hui par l'établissement des bains Lafont.

Le 7 mars 1645 (1), R. P. Frère Jean Garssy, ministre du couvent, traitait avec Jean Canafières, maitre maçon, pour la construction d'une chapelle dans l'église du couvent. Mais, le 7 novembre (2) suivant, nouveau traité avec François Labarthe, pour achever probablement la chapelle qui était à ras de terre. Les détails du traité indiquent une grande chapelle.

MAISONS PARTICULIÈRES

Au moment où j'écris ces lignes (en novembre) les tombes de nos cimetières disparaissent sous les fleurs. Il n'en était pas ainsi au xvii^e siècle. L'usage des fleurs était peu répandu, mais d'un autre côté on n'avait pas en quelque sorte matérialisé la douleur; et s'il y avait moins de fleurs, il y avait, ce qui valait mieux, beaucoup plus de prières, témoin ces nombreuses fondations établies dans les églises et chapelles, et qui ont été emportées par le vent de la Révolution.

(1) Archives Favatier; Marron, notaire, 5^e registre.

(2) *Ibid.*

Je rencontre néanmoins plusieurs traités pour des plantations de jardins.

Le premier est du 7 octobre 1643 (1). M. Raphaël Paquié, maître chirurgien juré, traite avec Michel Ollivier, maître jardinier de Narbonne, pour réparer le jardin que M. Paquié a en la Cité de Narbonne, île Saint-Jérôme. En premier lieu, Ollivier formera quatre parterres avec tuiles, plantera une bordure de buis sur le carré dud. jardin, fournira le buis et fera trois berceaux et deux cabinets aux endroits désignés, qu'il formera avec des barres de saule ; le dedans du cabinet sera entouré de sièges pour lesquels M. Paquié ne fournira que le bois. Ollivier s'engage à remettre en bon état le restant du jardin, accommodera les treilles, rosiers et jasmins, avec les autres arbres et mettra le tout en sa perfection moyennant 54 livres.

Le second traité du 27 novembre 1647 (2) est beaucoup plus important et nous montre bien ce qu'était un jardin à cette époque. C'est encore Michel Ollivier, sans doute l'horticulteur en vogue de l'époque, qui est chargé par M. Guillaume de Pradel, lieutenant général au bureau de la foraine et amirauté de Narbonne, de la plantation d'un jardin qu'il possédait hors des murs de la ville, au lieu dit la Salade, dans le terroir de Cité. Ce travail devait être payé à Ollivier 300 livres ; il ne devait planter pas moins de 600 arbres fruitiers qu'il devait aller chercher à Toulouse ; il devait planter aussi des mûriers, cyprès, bordures, palissades et faire des berceaux ; à l'entrée du jardin un berceau et deux cabinets, l'un à l'entrée, et l'autre au bout du côté d'Aude ; qu'il « formera de jasmins, rosiers, « abelianiers (noisetiers) », deux autres cabinets, un à chaque coin du jardin ; quatre allées autour du jardin et trois au dedans, dont la largeur sera de deux cannes et

(1) Archives Favatier ; Senty, notaire, 35^e liasse, n° 48.

(2) *Ibid.* ; 39^e liasse.

demie, y compris la largeur des bordures. Une allée sera faite de cyprès, une de coings *(sic,)* une de noisetiers et une d'arbres fruitiers en espalier. !Peut-être les horticulteurs seront-ils curieux de connaître les espèces de fruits cultivés, il y a plus de deux siècles et demi. Les voici : pommes gelées, d'enfer, reinettes, calville, pommes dieu, rose, capendut, poires bon chrétien d'hiver, oranges d'automne, oranges d'été, bergamotte, Messire Jean, cramoisines, sept en bouche, muscadelle, prunes perdigounes, impériales de damas, bigarreaux gros, guindoul, abricots musqués et gros, auberges, etc.

Je ne note le troisième traité du 18 décembre 1701 (1) que pour constater que, dans ce demi-siècle, l'horticulture n'a nullement changé.

Nous touchons à la fin de ce travail, et nous n'avons encore trouvé aucun nom d'architecte, que nous n'ayons déjà rencontré dans notre étude sur les sculpteurs. Ce n'est qu'en 1683 (2) que nous trouvons un nom nouveau, celui de *Jean Destan*, architecte, chargé par M. le baron de Monthrun de travaux à faire à la maison qu'il avait acquise de M. de Sérignan. Et encore Destan n'est pas de Narbonne, il est de Montpellier.

Je termine par un travail de luxe quoiqu'il n'ait rien d'artistique. Le 10 septembre 1671 (3), M. François d'Autamar, seigneur de Tauran, traitait avec Guillaume Ajac, maître maçon, pour la construction d'une glacière, dans sa maison. Le traité contient un devis très détaillé des travaux à faire, qui devaient coûter 220 livres.

Nous avons fait une bien longue course à travers les constructions, embellissements et réparations de nos édifices publics au XVII^e siècle. Deux cents ans sont passés,

(1) Archives Favatier ; Bénézech, notaire, 1^{re} liasse.

(2) *Ibid.* ; Jean, notaire, 19^e liasse.

(3) *Ibid.* ; Gaubert, notaire, 63^e liasse.

et telle est l'instabilité des choses humaines, qu'il n'en reste presque aucune trace aujourd'hui. L'escalier du Musée, une porte de marbre à la chapelle de l'Hôtel-Dieu, c'est tout. Les deux seuls monuments que nous avons vus encore debout, il y a quelques années, et qui eussent pu être facilement conservés, la porte Connétable et la porte Roy, ont été impitoyablement démolis. Et cependant, j'ose espérer que mon long travail ne sera pas complètement dépourvu d'intérêt. Il nous fait entrer dans la vie, les mœurs et les habitudes de nos ancêtres plus intimement que les travaux purement artistiques étudiés jusqu'ici. Nous avons pu constater leur zèle religieux et patriotique, allié à une certaine indépendance de caractère. Nous avons pu surtout apprécier le dévouement de nos magistrats municipaux défendant avec le même zèle les intérêts de la Cité et la dignité du chaperon consulaire. Nous avons vu cette Cité se préparant à arrêter l'ennemi et à défendre l'intégrité du pays.

Je ne voudrais pas exagérer les conclusions à tirer de ces pages ; je crois pouvoir dire néanmoins que les Narbonnais du ^{xvii}^e siècle étaient fidèles à leurs belles armoiries, qui les constituent gardiens de la foi et d'une clef de la patrie.

LÉONCE FAVATIER.



LES MARQUES MONÉTAIRES

de

l'Atelier de Narbonne

AU VI^m SIÈCLE

I

L'étude des additions épigraphiques que présentent les monnaies d'or d'Anastase, de Justin et de Justinien, frappées par les Barbares, permet de déterminer les espèces émises par l'atelier de Narbonne, sous Alaric II et Amalaric, rois des Wisigoths ; je le crois du moins, et je me suis efforcé de le démontrer. Incidemment j'ai même été amené à m'occuper des marques monétaires de Sigismond, roi de Bourgogne, et de Théodoric le grand, roi des Goths d'Italie. Dans mes premières recherches (1), je n'ai basé mes observations que sur les quelques médailles de ma collection personnelle. Je vais essayer aujourd'hui de leur donner une base plus large.

(1) *Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne*, 1898, 1^{er} semestre, *Les monnaies d'Anastase, de Justin et de Justinien, frappées à Narbonne* ; 1898, 2^me semestre, *Les plus anciennes monnaies wisigothes de Narbonne* ; 1899, 2^me semestre, *Le thème des inscriptions monétaires des Goths* ; *Les marques monétaires d'Alaric II et de Théodoric* ; 1901, 1^{er} semestre, *Les marques monétaires de Sigismond, roi des Bourguignons*.

Dans le quatrième volume de la *Description générale des monnaies mérovingiennes*, M. de Belfort décrit un très grand nombre de sous d'or et de tiers de sou d'Anastase, de Justin, et de Justinien, frappés en Gaule (1). C'est par l'examen de ces pièces que je voudrais confirmer ce que j'ai précédemment avancé.

Je voudrais démontrer que les lettres placées à la suite de la légende du revers des sous d'or émis par les Barbares désignent généralement les rois qui ont fait fabriquer ces pièces et que les marques qui paraissent dans le champ indiquent les ateliers. L'**A** désignerait Alaric II et Amalaric; le **Θ** Théodoric; le **G** Gondebaud, roi de Bourgogne; **S** ou **SI** Sigismond, etc. Parmi les marques d'atelier **N** et **NAR** en monogramme indiqueraient Narbonne. Cela établi, il serait facile de dresser la liste des monnaies frappées par l'atelier narbonnais depuis l'époque où les rois des Wisigoths commencèrent à individualiser leurs espèces jusqu'au moment où ils y inscrivirent entièrement leur nom et cessèrent d'imiter le numéraire impérial.

Cette période n'embrasse pas tout le *vi*^e siècle; elle n'en comprend que les trois premiers quarts; mais elle contient en revanche les dernières années du siècle précédent.

Les pièces d'or byzantines portaient ordinairement une lettre numérale grecque à la fin de la légende du revers. Les monnaies des peuples barbares portent aussi le plus souvent une ou deux lettres à la suite de cette inscription. Les rois barbares ont-ils copié servilement les espèces romaines sans se préoccuper de la signification des caractères qu'elles portaient? Ont-ils, eux aussi, employé les premières lettres de l'alphabet grec avec leur sens numéral pour distinguer leurs officines ou leurs propres émissions? Ont-ils adopté spécialement quelques-unes de ces

(1) Pp. 11 à 109, nos 5022 à 5360 et pp. 111 à 131, nos 5364 à 5441.

lettres en leur donnant un sens particulier ? Que signifient enfin les marques placées dans le champ ?

L'examen des pièces décrites dans l'ouvrage de M. de Belfort va nous permettre de répondre à ces diverses questions.

Nous avons donc deux choses à examiner dans les monnaies que nous allons étudier : les lettres ajoutées à la fin de la légende **VICTORIA AVGVSTORVM** ou **VICTORIA AVGGG** et celles qui paraissent dans le champ généralement isolées, mais parfois liées pour former des monogrammes ordinairement assez simples. Ces lettres, comme les premières, se trouvent au revers. Nous ne rencontrons qu'une seule exception.

Les pièces à l'examen desquelles il faudrait procéder sont nombreuses. Les examiner une à une m'entraînerait trop loin. Je vais donc me borner à les compter en relevant les additions épigraphiques qu'elles présentent. C'est d'ailleurs le meilleur moyen de mettre en évidence les faits que les médailles de ma collection me faisaient soupçonner.

Je commence par les sous d'or et par les lettres ajoutées à l'inscription circulaire du revers. Les chiffres placés en regard des lettres indiquent le nombre de pièces décrites dans l'ouvrage de M. de Belfort, sur lesquelles elles paraissent.

ANASTASE JUSTIN JUSTINIEN

Sans addition	4		4
Légende altérée		1	1
A	24	5	31
B		2	2
B	1		1
BC	1		1
BON	1		1
BV		1	1

ANASTASE JUSTIN JUSTINIEN				
C	1		1	2
Γ	2	1		3
D			1	1
Δ			2	2
Ε	1			1
H	1		1	2
I	3	2	2	9
Α			1	1
IS		1		1
N		1		1
O	2			2
S	1	1	3	5
Θ	2	1	1	4
V	2	1	1	4
Z		1	2	3
Τ			1	1
6	1			1
Légende incomplète		1		1
	49	16	21	86

Il est impossible de jeter les yeux sur ce tableau sans remarquer la prédominance de la lettre **A** ; 31 pièces sur 86 présentent un **A** à la fin de l'inscription. Et l'on remarque, en outre, que la proportion est beaucoup plus forte pour les monnaies d'Anastase et de Justin que pour celles de Justinien. Pour Anastase 24 pièces sur 49 ; pour Justin 3 sur 16 ; pour Justinien, sur 21, deux seulement.

Même si l'on admettait que les Barbares ont servilement copié la monnaie romaine et que trouvant une lettre numérale grecque à la suite de la légende, ils ont reproduit cette indication sans s'occuper de son sens, il serait impossible de s'expliquer une telle prédominance. Que la lettre **A** fût un peu plus fréquente que les autres, comme indi-

quant le chiffre 1, cela s'expliquerait, mais rien ne justifierait une pareille proportion. Il en serait de même si elle avait été employée par les rois barbares avec son caractère numéral comme marque d'officine ou d'émission. Plus vraisemblablement d'ailleurs les peuples de la Gaule, de l'Espagne ou de l'Italie auraient marqué leurs monnaies au moyen de chiffres romains ou plutôt des lettres **P**, **S**, **T**, **Q**, etc., signifiant *prima*, *secunda*, *tertia*, etc., le mot *officina* sous-entendu, comme cela s'était fait dans les ateliers impériaux.

Les lettres ajoutées à la légende du revers des sous d'or d'Anastase, de Justin et de Justinien, frappés en Gaule n'ont donc pas un sens numéral; il suffit de se reporter au tableau précédent pour s'en convaincre. Elles ne peuvent donc désigner que les villes où la monnaie était fabriquée ou bien les souverains qui la faisaient frapper.

Mais depuis que l'inscription **CONOB** était invariablement placée à l'exergue de toutes les pièces d'or, les lettres désignant l'atelier occupaient le champ. Il en est ainsi sur les monnaies frappées en Italie sous le règne de Théodoric, où nous trouvons des lettres isolées ou des monogrammes désignant avec certitude les villes de Rome, de Ravenne, de Milan, etc. Il en fut chez les Wisigoths comme chez les Goths d'Italie.

Je ne veux pas dire que des indications d'atelier ne parurent jamais à la suite de la légende circulaire, je crois au contraire que cela arriva assez fréquemment, surtout pour les officines de récente création, mais je pense que sur les monnaies d'Anastase, frappées chez les barbares, les lettres qui suivent l'inscription du revers sont plus souvent des marques personnelles de souverains que des différents d'atelier.

Cette fois encore il suffira de jeter les yeux sur le tableau pour s'en convaincre. Quelle ville aurait produit à elle seule la moitié du numéraire que nous étudions ? Peut-on

donner à Arles, par exemple, toutes ces pièces ? Evidemment non. Où seraient les monnaies de Narbonne, et surtout celles de Lyon ? Il est certain que la lettre **A** des sous d'or d'Anastase, fabriqués en Gaule, ne peut pas être une indication d'atelier. Mais alors c'est la marque d'un roi contemporain. Or, si nous interrogeons la chronologie des chefs des Goths, des Wisigoths, des Francs et des Burgondes nous constatons que pendant tout le règne d'Anastase et pendant celui de Justin les Wisigoths avaient des rois dont le nom commençait par un **A** ; Alaric II de 484 à 507, et son fils Amalaric de 511 à 531. On peut négliger Gésalic, fils naturel d'Alaric II, qui avait été élu roi à la mort de son père, mais qui avait été immédiatement combattu par Théodoric, grand-père et tuteur d'Amalaric, et bientôt définitivement vaincu. Il est peu probable qu'en Gaule on ait battu monnaie pour le compte de Gésalic qui, peu après son élection, fut obligé de repasser les Pyrénées et mourut en 711. Dans la Narbonnaise le véritable successeur d'Alaric fut le jeune Amalaric.

Si les rois des Wisigoths contemporains d'Anastase ont voulu mettre, sur le numéraire qu'ils faisaient fabriquer, une marque personnelle, ils ont été tout naturellement amenés à placer un **A** à la suite de l'inscription du revers de leurs monnaies, seul moyen de les individualiser sans en modifier l'aspect qu'il était essentiel de conserver pour ne pas restreindre le cours des espèces. Pendant quarante ans tous les ateliers de la monarchie wisigothe peuvent donc avoir émis des sous d'or portant un **A** à la fin de la légende du revers.

Dans ces conditions, on comprend pourquoi la lettre **A** se trouve sur un si grand nombre de pièces d'Anastase et de Justin. Et l'on s'explique aussi comment elle disparaît sur celles de Justinien. Amalaric a effectivement atteint le long règne de cet empereur, mais il n'en a pas dépassé la quatrième année. Nous avons vu que sur 21 sous d'or

de Justinien, deux seulement sont marqués d'un **A**. N'est-ce pas significatif? Et peut-on hésiter à donner à Alaric et à Amalaric les pièces portant cette marque monétaire? Le dénombrement des monnaies décrites par M. de Belfort confirme donc pleinement les observations faites sur les pièces de ma collection personnelle.

Je ne crois pas devoir revenir sur l'objection tirée de la pureté du métal, en ce qui concerne l'attribution de sous d'or de bon aloi à Alaric II. Ce prince avait altéré ses monnaies et, paraît-il, la mauvaise renommée de son or était proverbiale. Cela veut-il dire, comme je l'ai déjà fait observer, que depuis le premier jour de son règne jusqu'au dernier et dans tous les ateliers de la monarchie on n'a émis que des espèces à bas titre? Un roi de France a mérité le surnom de faux-monnayeur, songe-t-on à lui refuser les belles pièces d'or qui lui appartiennent?

Alaric a momentanément affaibli ses monnaies et cela a suffi pour établir leur mauvaise réputation et pour obliger les rois des états voisins à les décrier. Mais, comme il arrive toujours dans ce cas, les mauvaises espèces ont disparu, personne n'ayant l'habitude d'amasser et d'enfouir des trésors de fausse monnaie. On ne garde les pièces de bas aloi qu'aux époques où il n'en existe pas d'autres. Mais au temps d'Alaric les sous d'or de métal altéré étaient exceptionnels. Ils ont été refondus. D'ailleurs, s'il nous en est parvenu quelques-uns, il est probable qu'ils ne portent aucune marque monétaire spéciale qui aurait pu servir à trahir leur fausseté. Ils doivent être aussi semblables que possible aux espèces officielles de l'empire romain et ce n'est pas sur ces pièces romaines d'or pâle qu'on rencontre parfois qu'il faut chercher la signature d'Alaric. On ne la trouvera que sur des monnaies de titre excellent.

Ceux qui voudraient absolument refuser à Alaric II les pièces marquées d'un **A** auraient toujours la ressource de

les donner toutes à Amalaric qui ne régna pas moins de vingt ans. Mais je persiste à croire que leur abondance prouve qu'elles appartiennent au père et au fils.

Après la prédominance de l'**A**, ce que l'on remarque dans le tableau c'est qu'aucune autre marque n'est commune. Presque toutes sont représentées par des unités. Les lettres **I**, **S**, **Θ** et **V** sont les seules qui paraissent se répéter quelque peu.

Mais précisément deux de ces marques conviennent parfaitement à deux rois ayant régné longtemps ou ayant joué un rôle considérable. Le **Θ** désigne clairement Théodoric qui régna en Italie de 493 à 526 et l'**S** pourrait indiquer, sur les monnaies d'Anastase et de Justin, Sigismond, roi de Bourgogne de 516 à 523.

Le **V** pourrait n'être qu'un **A** retourné. L'**A** n'étant jamais barré le **V** peut être lu indistinctement **V** ou **A** suivant qu'on le regarde dans le sens de la légende circulaire ou dans celui de l'exergue. Sur un tiers de sou de Justinien, donné à Marseille par Charles Lenormant et décrit par M. de Belfort sous le n° 5285, je constate à la fin de l'inscription du revers le monogramme **AM** retourné. La lecture dans le sens de l'exergue est donc autorisée et le **V** peut parfaitement être un **A**. Je m'occuperai plus loin de la lettre **I** qui ne paraît désigner aucun souverain et qui cependant paraît 5 fois sur les monnaies d'Anastase et 2 sur celles de Justin, mais auparavant je suis obligé d'interroger les tiers de sou. Voici les diverses lettres qu'ils présentent à la fin de la légende du revers.

	ANASTASE JUSTIN JUSTINIEN			
Sans addition	10	5	9	24
Légende altérée	29	36	75	140
A	8	11	5	24
AB			1	1
AI		1	1	2

ANASTASE JUSTIN JUSTINIEN

AIB		1		1
AI·T·		1		1
AM			1	1
AM (liés)			1	1
AN			4	4
Δ			1	1
E	1			1
I	7	4	3	14
·I·		1		1
II	·1			1
IAI		1		1
IS	1			1
MT	1			1
N	5	1		6
NA	4	1		5
NI	1			1
NV	2			2
NVN		1		1
P			1	1
RF			1	1
S		1		1
S avant la légende			1	1
·T·		4		4
V	1	2	3	6
Λ	2			2
	73	71	107	251

Constatons d'abord que l'**A** est toujours l'addition épigraphique la plus fréquente et qu'on rencontre cette marque plus souvent sur les monnaies d'Anastase et de Justin que sur celles de Justinien, comme nous l'avons déjà observé sur les sous d'or. Mais, ce qui doit surtout

attirer notre attention, c'est l'existence d'une nouvelle catégorie de pièces dont nous n'avons pas eu encore à nous occuper. Et ce nouveau groupe est le plus nombreux. Je veux parler des tiers de sou dont la légende est altérée, dont diverses lettres sont supprimées, remplacées par d'autres, retournées ou interverties d'une infinité de manières. On comprend bien qu'il m'ait été impossible de noter la terminaison de toutes ces inscriptions; il n'y a pas, sur ces pièces, d'addition épigraphique proprement dite à la fin de la légende; toute l'inscription étant modifiée, on ne saurait où faire commencer la partie ajoutée. Je crois d'ailleurs que, dans la plupart des cas, ces légendes n'ont aucun sens et qu'il est bien inutile d'en tenter l'explication. Mais d'où proviennent ces tiers de sou qui ne correspondent à aucun sou d'or.

Les Barbares ne s'étaient pas contentés d'utiliser les anciens ateliers impériaux. Ils avaient ouvert d'innombrables officines. C'est évidemment dans ces nouveaux ateliers qu'étaient battus ces tiers de sou dont les inscriptions variaient à l'infini par l'ignorance des graveurs et peut-être aussi quelquefois suivant le caprice des princes, mais plus souvent par l'incapacité de monnayeurs improvisés que par la volonté des souverains, qui n'ont certainement donné un sens énigmatique à ces légendes que dans des cas tout à fait exceptionnels.

Pendant ce temps les anciens hôtels des monnaies de l'Empire frappaient des sous d'or dont les inscriptions étaient correctes et le style meilleur.

Voilà pourquoi, quand on compare les deux tableaux, il semble qu'il n'y ait pas concordance entre les sous et les tiers de sou. On trouve difficilement les tiers de sou qui correspondent au sous d'or, et réciproquement.

Ceci va nous donner la solution d'une question que je n'ai pas voulu soulever avant d'avoir examiné les tiers de sou, car je n'aurais pas pu la résoudre.

Les principaux chefs barbares, contemporains d'Anastase et de Justin étaient Théodoric, roi des Goths, Alaric II et Amalaric, rois des Wisigoths, Gondebaud, Sigismond et Godemar, rois des Burgondes, et enfin Clovis, Thierry, Clodomir, Childebert et Clotaire, rois des Francs.

Nous avons déjà reconnu les monnaies des Goths d'Italie et des Wisigoths, nous avons parlé d'un roi de Bourgogne, mais il n'a pas encore été question des Francs dont les espèces doivent pourtant tenir une large place dans les monnaies de la Gaule.

A l'exception de Thierry, les chefs des Francs contemporains d'Anastase et de Justin portaient des noms commençant par un **C**, Clovis, Clodomir, Childebert et Clotaire.

S'ils avaient voulu individualiser les sous d'or qu'ils émettaient, de la même manière que les rois des Goths et des Wisigoths, ils auraient été amenés à ajouter un quatrième **C** à la légende **VICTORIA AVCCC**, car le plus souvent les **G** de **AVGGG** étaient des **C**. Cette addition était inutile; ils n'avaient qu'à transformer les **G** en **C** systématiquement. C'est ce qu'ils ont fait.

Charles Lenormant donnait à Clovis ou aux autres princes mérovingiens contemporains d'Anastase et de Justin dont le nom a pour initiale un **C**, des sous d'or sur lesquels le **D** qui commence la légende du droit est incomplet, se réduit à sa panse et prend de la sorte l'aspect d'un **C** retourné. Comme l'inscription se termine par **AVC**, la légende se trouve ainsi commencer et finir par la lettre **C**. Ces deux lettres adossées constituaient selon lui ce qu'il appelait la *marque Chlodovéenne* et elles auraient caractérisé les espèces de Clovis et de quelques-uns de ses successeurs.

Je crois que le **D** incomplet se rencontre sur des monnaies qu'il est impossible d'attribuer aux Francs. Complet ou non, il n'en reste pas moins un **D**. Quant à la marque de Clovis je la vois dans les trois **C** de **AVCCC** réduits

parfois à deux et dans l'absence de toute addition épigraphique, absence significative, car l'usage d'ajouter quelque lettre à la légende du revers était général.

Si l'on se reporte au premier tableau, on s'étonnera peut-être de voir que les sous d'or dépourvus d'addition épigraphique sont peu nombreux. Mais pour apprécier l'importance de ces divers monnayages il faudrait connaître le degré de rareté des diverses pièces. Il y a dans l'ouvrage de M. de Belfort, comme dans tous les recueils, des monnaies excessivement communes qui ne sont représentées que par un seul numéro, alors que des pièces de la plus grande rareté peuvent en occuper plusieurs si l'on en connaît plusieurs variétés. L'inventaire que je dresse n'a pas une signification absolue à cet égard.

Cependant je ne suis pas éloigné de croire que les sous d'or émis par les Francs sont en réalité beaucoup moins abondants que ceux des Goths, des Wisigoths et des Burgondes. Ces trois peuples avaient trouvé dans les pays qu'ils occupaient de grands ateliers impériaux ; cela dut certainement contribuer à les maintenir plus étroitement dans la tradition romaine au point de vue monétaire. Les Wisigoths y restèrent fidèles jusqu'à la fin de la monarchie, tandis que les Francs ne tardèrent pas à s'en écarter. Chez les uns la monnaie resta toujours régaliennne alors qu'elle avait depuis longtemps cessé de l'être chez les seconds. C'est également les Francs qui abandonnèrent le monnayage de l'or pour adopter l'argent. Tout porte à croire qu'ils avaient dû aussi abandonner, les premiers, la frappe du sou d'or pour adopter le tiers de sou.

Sans doute, il vint un moment où les Wisigoths ne frappaient plus que des tiers de sou, comme tous les peuples barbares, mais sous Anastase, le midi de la Gaule, l'Espagne et l'Italie émettaient encore de grandes quantités de sous d'or, tandis que chez les Francs le triens tendait déjà à se substituer au sou, j'en suis convaincu. Aussi

c'est bien aux Francs que j'attribue la plus grosse part des 140 pièces à légende altérée du tableau précédent.

On a généralement cherché à doter Clovis et ses successeurs immédiats de sous d'or de style excellent, réservant aux Wisigoths les pièces défectueuses et de bas aloi. Le prétendu faux-monnayage d'Alaric était la cause de cela. Je serai presque tenté de faire le contraire, non pas quant au titre des monnaies, mais quant à la frappe et à la régularité des inscriptions. Je ne prétends pas que les princes mérovingiens de cette époque n'aient fabriqué que des pièces à légendes confuses puisque je leur donne de très beaux sous d'or dépourvus d'additions épigraphiques et très réguliers. Il est certain qu'ils avaient ouvert dans les capitales de leurs états des ateliers importants. Mais j'avoue cependant que lorsque je vois des sous d'or d'Anastase ou de Justin de beaux style et paraissant appartenir à la Gaule, je pense plutôt aux Wisigoths ou aux Bourguignons qu'aux Francs ; au pays où se trouvaient les anciens Hôtels des monnaies d'Arles, de Narbonne et de Lyon plutôt qu'à la région du Centre ou de l'Ouest (1).

Toutes ces considérations m'encouragent de plus en plus à donner à Alaric II et à Amalaric les nombreux sous d'or d'Anastase et de Justin portant un **A** à la fin de la légende du revers. Je ne crois pas qu'on puisse s'étonner de l'abondance de ce numéraire. D'abord son émission s'est poursuivie pendant quarante années consécutives. En second lieu toutes ces pièces n'appartiennent pas à la Gaule ; quoique Alaric ait établi sa résidence à Toulouse et Amalaric à Narbonne, l'Espagne doit en revendiquer une bonne part. Enfin, comme je l'ai déjà dit à propos du monnayage des Francs, le recensement des pièces décrites dans l'ouvrage

(1) L'atelier de Narbonne, quoique n'étant pas mentionné dans la *Notice des dignités* existait avant l'arrivée des Wisigoths. Sidoine Appollinaire a attesté son existence et son activité.

de M. de Belfort ne fournit pas de renseignements exacts en ce qui concerne l'importance des émissions, puisqu'il n'est pas tenu compte, dans ce recensement, de la rareté des monnaies. D'autres causes, en outre, viennent fausser les indications des tableaux.

Ainsi, les sous portant un Θ à la fin de l'inscription paraissent beaucoup moins nombreux que ceux qui portent un Λ . Ils ne le sont pas en réalité. Le Θ paraît sur une grande quantité de pièces frappées dans diverses villes d'Italie et portant la marque indiscutable de ces ateliers. Or, ces pièces n'appartenant pas à la Gaule ne figurent pas dans l'ouvrage de M. de Belfort. En ce qui concerne la marque de Théodoric, mon inventaire n'a donc aucune valeur. Mais l'attribution à ce roi, des monnaies marquées d'un Θ n'est plus dubitative.

En signalant le monogramme complet de Théodoric, Charles Lenormand faisait remarquer (1) que sur certaines pièces absolument semblables à celles dont il s'occupait, à la place du monogramme on voyait un Θ ; il en concluait avec raison que cette lettre était aussi la marque de Théodoric.

Je partage entièrement cette opinion. Placer un Θ à la fin de l'inscription, c'était même la manière la plus usuelle d'exprimer le nom du roi d'Italie. A mon avis les pièces portant les monogrammes des souverains étaient à cette époque, des monnaies d'exception. Les marques monétaires des rois barbares ont dû rester pendant longtemps aussi secrètes que possible, non pas pour des motifs politiques mais pour des raisons d'ordre purement économique, pour laisser aux espèces le droit de circuler partout. Et cela nous explique les différences de style qu'il y a parfois

(1) *Lettres à M. de Saulcy sur les plus anciens monuments numismatiques de la série mérovingienne*, pp. 3 et 4, Paris, 1848 à 1854. (Ex. de la *Revue numismatique*.)

entre les sous et les tiers de sou d'un même pays ; cela nous fait comprendre, par exemple, comment les Francs frappaient dans les ateliers de leurs grandes villes des sous d'or à la légende correcte et sans la moindre addition, tandis que d'autres officines émettaient ces innombrables tiers de sou aux inscriptions si bizarrement altérées. Le sou d'or était la monnaie internationale ; il devait rester aussi conforme que possible au numéraire impérial. On pouvait se contenter pour le triens d'une circulation plus restreinte et l'on avait alors le droit d'en négliger la fabrication ou d'en modifier intentionnellement les inscriptions, s'il y a réellement un sens caché dans les altérations de ces légendes que Charles Lenormant expliquait si ingénieusement.

Ainsi les monnaies à monogramme, surtout les sous d'or, étaient des pièces exceptionnellement frappées dans quelques ateliers quand la plupart des autres émettaient des espèces portant simplement l'initiale du nom du souverain. Les sous d'Anastase fabriqués en Italie, portant un Θ , sont plus nombreux que ceux qui présentent le monogramme de Théodoric.

Cela m'a amené à me demander s'il n'en est pas de même pour les pièces frappées dans l'ancien royaume de Bourgogne.

On donne à Gondebaud des monnaies portant un monogramme dans lequel on retrouve les lettres de son nom et à Sigismond des pièces qui en présentent un autre paraissant composé de celles du sien. Je ne conteste certes pas ces attributions, qui cependant ne sont pas considérées comme certaines par tout le monde, mais je trouve qu'il est impossible que ces monnaies, qui sont relativement rares, représentent tout le numéraire frappé par Gondebaud et par Sigismond. Il faut chercher les espèces de ces rois parmi les pièces dont la légende du revers est terminée par un **G** ou par un **S**, comme je l'ai déjà dit.

Dans un travail précédent, j'ai proposé d'attribuer à Sigismond un sou d'or de Justin assez commun, portant à la suite de l'inscription du revers l'addition **I S** qui, lue dans le sens de l'exergue, devient **S I**. Ce sou d'or avait été attribué à Iznore, petite ville de Franche-Comté. Il appartient dans tous les cas à Sigismond, mais il s'agit de savoir s'il porte un nom d'atelier ou la marque personnelle du roi des Bourguignons. Ce sou n'est pas rare, et la petite ville d'Iznore, qui n'est connue en numismatique que pour avoir eu un atelier mérovingien, ne peut pas avoir produit, sous Anastase, un numéraire bien abondant. L'attribution au roi de Bourgogne semble plus vraisemblable. Dans ma note sur les marques monétaires de Sigismond (1), j'appuyais mon opinion sur un tiers de sou qui m'avait été communiqué par M. Paul Bordeaux, sur lequel les deux lettres **S** et **I** étaient séparées, l'**S** au commencement de la légende, l'**I** à la fin et se trouvaient par conséquent dans l'ordre dans lequel elles sont non pas dans le nom d'Iznore mais dans celui de Sigismond. De deux choses l'une : ou bien l'**I** doit être réuni à l'**S**, et alors c'est bien le nom de Sigismond qu'on a voulu indiquer, ou bien l'**I** forme une marque distincte de l'**S**, mais dans ce cas il en est de même sur le sou d'or, et l'**S** désigne toujours le roi de Bourgogne sur ces deux monnaies. Ses marques personnelles seraient donc son monogramme, plus simplement les lettres **S G**, que l'on trouve aussi sur quelques pièces, mais le plus souvent **S** à la fin de l'inscription.

Passons au roi Gondebaud.

Nous trouvons la lettre **S** dans les deux tableaux, mais le **G** ne paraît ni dans l'un ni dans l'autre. Quelles sont les monnaies ordinaires de Gondebaud, puisque les pièces

(1) *Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne*, 1901, 1^{er} semestre.

à monogramme sont en quelque sorte des monnaies d'exception ?

N'est-ce pas le cas de répéter avec encore plus de raison ce que je disais à propos de Clovis ?

Le troisième **G** de **VICTORIA AVGGG** était l'initiale tout indiquée du roi de Bourgogne à condition de lui rendre sa forme primitive et de ne pas en faire un **C**. Et je crois, que si l'on examinait attentivement les sous d'or d'Anastase dépourvus d'addition, on s'apercevrait qu'en effet, sur certaines pièces, les trois dernières lettres de la légende du revers sont des **C** tandis que sur d'autres l'intention d'en faire des **G** apparaît manifestement. S'il existait par hasard des monnaies sur lesquelles la troisième lettre seulement est un **G** quand les deux autres sont des **C** (1) ou réciproquement, ce serait absolument significatif. Dans tous les cas il en existe qui portent quatre **C** ou quatre **G** et c'est assez concluant.

Gondebaud a donc pu individualiser ses espèces, comme Clovis, sans y rien ajouter.

Sigismond peut-il avoir aussi profité de cette circonstance ; le **C** pouvant être considéré comme un *sigma*, a-t-il montré qu'il lui donnait cette valeur en le faisant suivre d'un **I** ? peut-il avoir indiqué son nom en ajoutant simplement à l'inscription habituelle du revers un **I** qui était la plus petite de toutes les additions ?

Le **Σ** de l'alphabet grec affectait aussi la forme du **C** ; indépendamment du **Θ**, d'autres lettres grecques paraissaient sur les monnaies d'Anastase, de l'Italie ou de la Gaule ; le dernier **C** de **AVCCC** pouvait bien devenir un *sigma* et **CI** égal **SI**. En marquant de la sorte ses monnaies, Sigismond n'aurait fait qu'imiter Théodoric employant le *thêta*.

L'a-t-il fait ?

(1) Nous verrons plus loin qu'il en existe.

Quoiqu'on soit autorisé à voir dans le **C** un *sigma* lunaire, il est permis d'en douter parce que l'**I** ne paraît pas exclusivement avec le **C** ; on le voit à côté de diverses lettres dont quelques-unes paraissent désigner d'autres souverains. Il semblerait plutôt être indépendant de l'autre marque, avoir un sens numéral et indiquer une première officine ou mieux encore une première émission. Mais dans ces deux cas il devrait exister des pièces portant au moins le chiffre **II**.

L'**I** pourrait être encore l'abréviation d'une épithète appliquée au roi désigné par l'initiale de son nom.

Il pourrait par exemple signifier *invictus*.

N'est-il pas ironique de voir tous ces rois barbares vainqueurs de l'Empire obligés par la force des choses de contresigner eux-mêmes cette immuable inscription **VICTORIA AVGVSTORVM** à laquelle ils infligeaient le plus cruel démenti ?

Ne peut-on admettre qu'en introduisant cet **I** dans la légende, à côté de leur nom, ils aient eu l'intention de protester secrètement, chacun en ce qui le concernait, en se déclarant personnellement invincibles ou invaincus ? Mais cette interprétation nous ferait rentrer dans la voie si largement ouverte par Lenormand et les innombrables inscriptions altérées nous préviennent du danger qu'il y a à s'y engager. Dans l'ouvrage de M. de Belfort on ne compte pas moins de 29 tiers de sou à légende plus ou moins modifiée pour Anastase, 36 pour Justin et 73 pour Justinien, sans compter les pièces à légende immobilisée qu'il était inutile de comprendre dans mon recensement. Cette progression et la confusion croissante des inscriptions, qui nous achemine insensiblement vers ces tiers de sou variés à l'infini sur lesquels les légendes ne sont que simulées n'étant parfois représentées que par des barres et des points montre bien que dans la plupart des cas les inscriptions altérées des pièces d'Anastase, quoique beaucoup moins confuses, n'ont pas plus de signification.

Cela ne veut pas dire qu'exceptionnellement il ne puisse pas y avoir dans quelques-unes de ces légendes un sens caché. Après avoir eu jadis une confiance aveugle en de simples conjectures on est tombé aujourd'hui dans l'excès contraire, on en est arrivé à douter de tout. L'intérêt de la science ne commande pas de rejeter tout ce qui n'est pas absolument positif. Un scepticisme exagéré serait décourageant.

II

Je vais passer maintenant à l'examen des lettres ou des monogrammes inscrits dans le champ. Comme il est essentiel de noter en même temps les additions à la légende circulaire qui les accompagnent je crois devoir faire le relevé des marques des monnaies de chaque empereur séparément au lieu de les réunir en un seul tableau qui serait peut-être un peu trop compliqué.

ANASTASE

SOUS D'OR

CHAMP	LÉGENDE CIRCULAIRE
A	A
A† (1)	A
AB	
AB	I
AI	
AL	A
D	A

(1) Au droit, dans le champ, un L.

CHAMP	LÉGENDE CIRCULAIRE
I	A
II	O
L	A
M	V
MB (liés)	Θ
N	A
N (surmonté d'un croissant)	A
P	A
AP	C
PA	A
R (retourné)	BC
RV (en monogramme)	Θ
RO	A
S (deux pièces)	A
T	A
V	A
□	A

TIERS DE SOU

A	altérée
CA ou GA (en monogramme)	altérée
N (surmonté d'un croissant)	N
CT	altérée
D	sans addition
ΔL	altérée
G	altérée
G (deux pièces)	sans addition
Γ (retourné)	altérée
LV	sans addition
M	altérée
P	sans addition
P (retourné)	sans addition

CHAMP	LÉGENDE CIRCULAIRE
P (quatre pièces)	altérée
S (deux pièces)	A
S	A
S	sans addition
S	altérée
V	sans addition
V (quatre pièces)	altérée

JUSTIN

SOUS D'OR

A	I
A	N
A	Z
Γ	incomplète
TA	A

TIERS DE SOU

A	A
A	sans addition
AT	incomplète
CG (1)	altérée
FA	altérée
G	sans addition
K (trois pièces)	altérée
Monogramme paraissant formé de NR	A
NAR (en monogramme, quatre pièces)	A
Même monogramme (deux pièces)	V
R (au droit)	altérée
V	altérée
VE	sans addition

(1) Cette pièce porte au revers la croix sur un globe et non la victoire.

JUSTINIEN

TIERS DE SOU ⁽¹⁾

CHAMP	LÉGENDE CIRCULAIRE
A	sans addition
A	incomplète
E	incomplète
G	V
Γ (retourné)	altérée
HK (liés)	A
IA	altérée
K	AN
K	P
K (deux pièces)	altérée
NAR (en monogramme, quatre pièces)	A
Même monogramme	AM
Même monogramme (deux pièces)	AN
Même monogramme (trois pièces)	V
R (trois pièces)	altérée
S et C retourné	altérée
T	altérée
TRS (en monogramme)	AN
V	altérée
V (un trait au-dessous)	altérée
VNE (2)	altérée
Monogramme confus	AN
Autre (deux pièces)	altérée

Lorsque j'ai proposé d'attribuer à Narbonne les sous d'or d'Anastase portant un **N** dans le champ, la principale

(1) Les sous d'or de Justinien décrits dans l'ouvrage de M. de Belfort ne portent pas d'additions épigraphiques dans le champ.

(2) Cette pièce porte au revers la croix sur un globe et non la victoire.

objection, celle qui m'a fait le plus longtemps hésiter, était que presque toutes les lettres de l'alphabet paraissent dans le champ de ces pièces. Je le croyais du moins, et dans ce cas il me semblait difficile d'admettre qu'il y eût un atelier correspondant à chacune de ces indications. Il suffit de jeter les yeux sur les tableaux qui précèdent pour voir l'inanité de cette objection. Les marques relevées dans le champ des monnaies d'Anastase, de Justin ou de Justinien ne sont pas les premières lettres de l'alphabet prises consécutivement, comme cela arriverait si elles avaient un sens numéral. Un grand nombre de lettres ne paraissent sur aucune pièce, tandis que quelques-unes au contraire se montrent très fréquemment, ce qui s'explique très bien dans l'hypothèse où ces marques désignent les ateliers, celles qui se répètent indiquant les plus importants.

Mais ce qu'il y a de plus remarquable dans le relevé des additions épigraphiques auquel je viens de procéder, c'est le peu de variété des lettres ajoutées à la légende circulaire. Sur 24 sous d'or d'Anastase, je ne relève que 7 marques différentes parmi lesquelles l'**A** ne paraît pas moins de 15 fois. Les autres marques sont : **I** que je rencontre une fois ; **C** et **BC** que je trouve une fois également ; **V** qui n'est peut-être qu'un **A** devant être lu dans le sens de l'exergue ; **Θ** qui paraît sur une pièce portant le monogramme de Ravenne et sur une autre frappée également en Italie ; enfin **O** qui n'est peut-être qu'un *thêta*. La légende circulaire de deux sous d'or ne présente aucune addition.

Quant aux tiers de sou, l'inscription du revers est presque toujours altérée ou dépourvue d'addition épigraphique. Sur 28 pièces je ne relève que deux marques **A** et **N**.

Les monnaies de Justin me donnent cinq marques différentes sur vingt-trois pièces : **A** quatre fois ; **I** ; **N** ; **Z** qui ne doit être qu'un **N** couché ; et **V** qui n'est sûrement qu'un **A**, car je possède un exemplaire du tiers de

sou sur lequel cette lettre paraît et j'observe qu'elle n'est pas à l'alignement de la légende circulaire ce qui indique clairement qu'elle doit être lue dans le sens de l'exergue et qu'elle est donc un **A** et non **V**.

Les trente-trois tiers de sou de Justinien ne donnent aussi que cinq marques qui peut-être se réduisent à trois : **A** qui paraît deux fois ; **AM**, **AN** quatre fois ; **P** et **V** ; les légendes des autres pièces étant altérées, incomplètes ou dépourvues d'additions.

N'est-ce pas significatif ?

Si les lettres placées à la fin de l'inscription du revers étaient des marques d'ateliers ou des inscriptions numériques, elles seraient infiniment plus variées. Elles ne peuvent donc désigner que les souverains qui ont fait frapper ces espèces. Or ces monnaies proviennent en grande partie de pays dont les rois avaient des noms commençant par un **A** ou par un **C** ; faut-il s'étonner de voir un **A** à la suite de la légende d'un si grand nombre de pièces, tandis que la plupart des autres ne présentent aucune addition et ont par conséquent leur inscription terminée par **AVCCC** c'est-à-dire par un **C** ? Quand j'ai entrepris ce recensement je ne pensais pas y trouver une confirmation aussi éclatante de ce que j'avais avancé antérieurement.

Ainsi les monnaies d'Anastase présentant un **A** à la fin de la légende du revers n'ont pas été frappées par les Francs, comme on l'avait pensé pour quelques-unes de ces pièces qui leur avaient été attribuées uniquement d'après leur style. A cette époque les espèces émises par les Barbares ne présentaient pas encore ces différences de fabrique qui permettent de distinguer au premier abord les pièces des divers peuples, quand il s'agit de monnaies frappées un peu plus tard. Les pièces d'Anastase marquées d'un **A** à la fin de la légende du revers ont été émises par les Wisigoths. Les Francs peuvent revendiquer les sous d'or dépourvus d'addition épigraphique à la suite de l'inscription, mais

ils auraient frappé plus spécialement des tiers de sou. La lettre **A** désignerait le roi Alaric II ou son fils Amalaric. Les marques placées dans le champ indiqueraient les ateliers qu'il s'agirait de déterminer au moins pour les pièces portant un **A** à la fin de la légende.

Nous en avons déjà reconnu un, celui de Narbonne.

Si nous nous reportons au tableau des additions épigraphiques placées dans le champ des sous d'or d'Anastase, nous constatons en effet la présence de la lettre **N** et nous ne pouvons pas hésiter quant à sa signification. Dans l'hypothèse où l'**A** est la marque d'Alaric II et d'Amalaric l'**N** ne peut désigner que Narbonne, aucun atelier wisigoth d'Espagne n'ayant un nom commençant par **N**. Parmi les localités de la Narbonnaise il y a bien Nîmes qui était le siège d'un évêché, mais rien ne prouve que les Wisigoths y aient eu un atelier monétaire, tandis que la ville de Narbonne fut momentanément la capitale de leur royaume après la mort d'Alaric, qu'elle resta toujours celle de la province et qu'à cette époque l'existence de son hôtel des monnaies, actif jusqu'à la fin de la monarchie, est un fait absolument certain. Nous constatons également la présence d'un **N** surmonté d'un trait concave ou d'un croissant, sur lequel nous reviendrons plus loin, nous bornant pour le moment à remarquer que cet **N**, comme le premier, est toujours accompagné de la lettre **A**.

Sur les tiers de sou de Justin et de Justinien nous trouvons le monogramme **NAR** sur lequel nous reviendrons aussi, mais qui ne peut désigner également que Narbonne, cela est encore plus évident.

L'atelier narbonnais est-il le seul dont l'identification soit possible? Certes non, mais je n'ai en somme à m'occuper que de celui-là puisque la recherche des monnaies narbonnaises a été le point de départ de ce travail et qu'elle en reste toujours l'unique but.

Lorsqu'en étudiant les pièces de ma collection particu-

lière je constatais que tous les sous d'or d'Anastase ayant un **N** dans le champ portaient un **A** à la fin de l'inscription ce qui semblait bien indiquer qu'ils appartenaient à Narbonne et à Alaric II ou à son fils Amalaric, je craignais cependant qu'il existât des sous semblables marqués d'un **N** mais avec une autre lettre à la suite de la légende. Je m'étais efforcé de répondre d'avance à cette objection qui n'eût pas été un obstacle insurmontable, mais c'est absolument concluant de trouver la marque **N** toujours accompagnée de la lettre **A**.

De plus, en examinant les autres indications qu'on trouve dans le champ des sous d'or portant un **A** à la fin de l'inscription circulaire, on ne tarde pas à constater que toutes ces marques correspondent parfaitement à des ateliers de la Gaule ou de l'Espagne ayant frappé monnaie pour le compte d'Alaric ou de son fils et que, par conséquent, toutes ces pièces peuvent avoir été émises par Alaric II ou par Amalaric. Et l'on constate en outre que cet **A** ne se retrouve plus sur celles qui sont antérieures ou postérieures à ces deux princes, ou qui n'ont pas été frappées chez les Wisigoths. C'est ce que les tableaux précédents mettent parfaitement en lumière.

Nous avons vu que les tiers de sou d'Anastase portant des lettres dans le champ nous offrent peu de marques à la suite de l'inscription. Ils nous en donnent deux seulement **N** et **A**. J'en conclus que la plus grande partie de ces pièces appartient à la Gaule des Francs et non à celle des Wisigoths ou à l'Espagne. Même lorsque la légende du revers était **VICTORIA AVGVSTORVM** et non **VICTORIA AVCCC** la monnaie pouvait être individualisée en accentuant le **C** qui terminait l'inscription du droit ou tout autre **C**. Et, comme sur les pièces wisigothes, les lettres placées dans le champ indiquaient l'atelier.

Dès que nous relevons un **A** à la suite de la légende du revers d'une pièce nous pouvons immédiatement l'attri-

buer à un atelier wisigoth. Nous trouvons effectivement cet **A** sur deux monnaies où il est accompagné d'un **S**, marque qui convient parfaitement à divers ateliers espagnols.

On rencontre la lettre **N** à la fin de la légende d'un triens portant en outre un **N** surmonté d'un trait concave ou d'un croissant dans le champ. Mais nous avons déjà rencontré cette marque dans le champ d'un sou d'or. Cette fois nous nous trouvons bien en présence d'un sou et du triens correspondant. Or le sou portant à la fin de l'inscription un **A**, il s'ensuit que le tiers de sou appartient de même à Alaric II ou à Amalaric, quoiqu'il ne porte pas leur initiale. Pourquoi ce triens n'est-il pas individualisé, alors qu'il paraît porter deux fois la marque de la localité où il a été émis ? Il y a là évidemment un fait anormal, mais il ne doit pas nous étonner outre mesure. Sur les tiers de sou la localisation n'était pas placée dans le champ aussi invariablement que sur les sous. On a donné à Narbonne des tiers de sou portant **N** ou **NA** à la suite de la légende du revers ; le triens en question se rattache à ces tiers de sou. C'est ce qui m'engagerait à le donner à la même localité.

Cependant comme Narbonne doit revendiquer avant tout les sous d'or portant dans le champ un **N** non surmonté d'un croissant, on peut se demander si l'adjonction de ce signe n'indique pas un autre atelier postérieurement ouvert dans un lieu ayant un nom commençant aussi par **N**. Dans ce cas la ville de Nîmes semblerait indiquée. Mais je crois pourtant que les deux marques doivent désigner Narbonne qui se trouvait être la capitale de la monarchie sous le règne d'Amalaric. Ce croissant qui a tout à fait l'apparence d'une couronne sommairement représentée ou d'un diadème, ce croissant qu'on ne peut considérer sans songer aux lettres couronnées qu'on trouve fréquemment sur nos monnaies modernes, aurait-il été placé sur

l'**N** de Narbonne à l'époque où la ville devint la résidence du jeune roi pour marquer sa suprématie ? A l'époque où Gésalic réfugié en Espagne, poursuivi par Théudis, lieutenant de Théodoric, tuteur d'Amalaric, régnait encore dans la Péninsule et où les Wisigoths avaient par conséquent deux souverains ? Je serais presque tenté de le croire.

Cela aurait l'avantage d'expliquer le style un peu inférieur ou plutôt la frappe parfois peu soignée de quelques-unes de ces pièces qui auraient été frappées immédiatement après la mort d'Alaric II, pendant la guerre contre Gésalic et qui se ressentiraient, comme cela arrive ordinairement, des troubles au milieu desquels elles auraient été émises.

III

Les monnaies de Justin et de Justinien nous permettent encore de constater la prédominance de l'**A** ; Alaric était mort, mais Amalaric l'avait remplacé ; aussi voyons-nous apparaître la marque **AM** que nous n'avions pas encore rencontrée. Non seulement l'**A** persiste, mais sur les tiers de sou, c'est presque la seule lettre qu'on rencontre encore à la fin de l'inscription, les pièces à légende altérée devenant de plus en plus nombreuses.

Cet **A** est parfois suivi d'un **M**, nous venons de le voir et de nous l'expliquer, mais il est moins facile de comprendre pourquoi il est aussi suivi d'un **N**. Aurait-on mal lu cette seconde lettre ? Je n'hésiterais pas à l'affirmer si l'**N** ne paraissait qu'une fois. Mais je relève l'addition épigraphique **AN** sur quatre ou cinq pièces différentes ; c'est plus embarrassant. Je ne puis en conclure qu'une chose, c'est que l'**A** restait toujours la marque du souverain et que l'**M** et l'**N** constituaient une autre indication. Cependant, je ne puis m'empêcher de faire remarquer que sur

des pièces aussi petites que les tiers de sou de cette époque la confusion d'un **M** et d'un **N** est facile et doit s'être produite plus d'une fois.

Je vais précisément parler d'un groupe intéressant de pièces sur lesquelles, à vrai dire, ce n'est pas un **M** qui a été pris pour un **N**, mais où l'inverse est arrivé, ce qui revient au même.

La plupart des tiers de sou de Justin et de Justinien présentant les marques **A**, **AM**, **AN** ou **V** à la fin de la légende du revers, portent dans le champ un monogramme composé de deux jambages verticaux réunis par un trait oblique parfois un peu confus, surmontés d'un **A** et accostés à droite d'un **R**. La lettre centrale de ce monogramme a été longtemps prise pour un **M**; c'est cependant un **N** comme on l'a parfaitement reconnu aujourd'hui.

Ce qui avait amené cette erreur, c'est que sur la plupart des exemplaires le trait oblique qui part du haut du jambage vertical de gauche n'arrive pas au pied de l'autre jambage; il n'est parfois que légèrement incliné; dans ce cas pour peu qu'il y ait quelque empâtement au point où il touche le second jambage vertical, il semble être brisé et se relever pour former un **M**. Je possède un exemplaire qui présente cette disposition. Mais c'est le seul sur cinq. Sur les quatre autres le trait oblique est très net; sur deux d'entre eux il va très exactement du haut du premier jambage au bas du second. Ces deux pièces lèveraient tous les doutes s'il pouvait encore en exister.

Mais, même sur les exemplaires dont le trait oblique est confus, on peut arriver à acquérir la certitude que la lettre discutée est bien un **N**. Il faut seulement pour cela pouvoir comparer plusieurs pièces. On remarque alors que le trait en apparence brisé l'est toujours très inégalement et que la petite partie n'est jamais la première; elle touche toujours le jambage de droite ce qui montre clairement que la brisure apparente n'est qu'une illusion produite par un empâtement.

Cependant si l'on n'a sous les yeux qu'un seul exemplaire et qu'il présente la particularité que je signale, on a le droit d'hésiter et l'on est excusable de se tromper. C'est ce qui dut arriver à Charles Lenormant qui, trouvant dans le monogramme les trois lettres **ARM**, donna ces pièces à l'Armorique. Mais cette attribution fut bientôt abandonnée, la provenance méridionale et le style wisigoth de ces tiers de sou ayant été reconnus. Néanmoins la première lecture ayant été erronée, la nouvelle interprétation allait être encore fautive. **L'N** étant toujours considéré comme un **M**, on trouva dans le monogramme le nom d'Amalaric. Le monogramme d'Amalaric paraît sur d'autres monnaies; il est tout différent. Celui des tiers de sou en question ne contient pas d'**L**. En outre, il ne peut en aucune façon être traduit par un nom commençant par un **A**. Dans un monogramme symétrique, cruciforme, par exemple, j'admets que la première lettre puisse être placée en haut, à droite ou en bas, mais dans le cas actuel l'initiale ne peut être que la lettre qui se présente la première et non celle qui est au-dessus ou qui vient après. Tel qu'il est le monogramme ne peut contenir que **NAR**; il ne peut désigner que Narbonne, cela est certain.

J'ai soutenu cette attribution sans en être l'auteur. Je crois qu'elle est aujourd'hui admise par tout le monde. Elle ne change guère d'ailleurs la place que doit occuper le triens qui n'en appartient pas moins à Amalaric.

Quand je rédigeai la note dans laquelle je m'efforçais de démontrer combien l'attribution à Narbonne me paraissait fondée, j'avais la même crainte que pour les sous d'or d'Anastase marqués d'un **N** dans le champ, je craignais de trouver des tiers de sou portant le monogramme de Narbonne avec des lettres ne convenant pas à Amalaric à la suite de l'inscription. Comme pour les sous, les pièces décrites par M. de Belfort ont dissipé mes craintes.

Sur les monnaies de Justin le monogramme de Nar-

bonne parait quatre ou cinq fois (1) avec un **A** à la fin de la légende et deux avec un **V** ; or j'ai déjà dit que je possédais une pièce dont le **V** devait être lu dans le sens de l'exergue et n'était par conséquent qu'un **A**.

Sur les espèces de Justinien, le monogramme est accompagné quatre fois d'un **A**, trois fois d'un **V**, une fois de **AM** et deux fois de **AN**.

Je me suis demandé si cet **N** avait été bien lu. Je m'empresse d'ajouter que je ne soutiens en aucune façon qu'il doit y avoir un **M**. La présence d'un **N** prouve, comme je l'ai dit, que les deux lettres **M** et **N** constituaient deux indications distinctes de l'**A** qui restait la marque personnelle d'Amalaric. L'essentiel est de constater que tous les tiers de sou de Justin ou de Justinien portant le monogramme **NAR** présentent aussi parmi leurs autres additions épigraphiques un **A**.

Il ne peut pas y avoir là une coïncidence fortuite. Ces pièces sont méridionales, elles ont été frappées sous le règne d'Amalaric, les marques de l'atelier et du souverain se confirment réciproquement et l'attribution à Narbonne ne présente pas la moindre incertitude.

On peut en dire autant des sous d'or d'Anastase portant un **N** dans le champ ; ceux-là aussi appartiennent au Midi, ils ont été émis sous Alaric ou sous son fils, ils présentent tous un **A** ; ici encore les deux marques ne peuvent pas mieux se confirmer.

Pourquoi le nom de Narbonne n'a-t-il pas été indiqué de la même manière sur les sous et sur les tiers de sou. J'ai déjà répondu à cette question. Les pièces à monogrammes étaient en général exceptionnelles, surtout dans les Gaules ; le sou d'or constituait la monnaie internatio-

(1) Quatre fois avec le monogramme **NAR** et une avec un autre monogramme ne contenant que **NR** sans **A**, mais désignant également Narbonne très probablement.

nale, il devait différer aussi peu que possible des espèces impériales. Le triens au contraire, ayant un cours beaucoup plus restreint pouvait s'en écarter bien davantage. Aussi variait-il non seulement d'un atelier à l'autre, mais même d'une émission à l'autre dans le même atelier.

Ainsi Narbonne revendique les tiers de sou d'Anastase ne portant que **N** ou **NA** à la suite de l'inscription circulaire, sans aucune indication dans le champ, et ceux de Justin et de Justinien offrant le monogramme **NAR** et la lettre **A** à la fin de la légende, et quoique très différents ces tiers de sou ne s'excluent pas.

Qu'on n'objecte pas que les premiers qui sont les plus anciens devraient être de meilleur style et que c'est le contraire qui a lieu, que du moins les seconds sont généralement de frappe plus soignée. Cela s'explique très bien.

Les premiers ont été émis par Alaric à une époque où la monarchie wisigothe traversait une crise des plus graves; les monnaies frappées pendant les périodes troublées se ressentent presque toujours des circonstances dans lesquelles elles ont été fabriquées. Les seconds au contraire ont été émis sous un règne qui fut une véritable renaissance pour la Septimanie. Après la mort de Gésalic, le roi d'Italie Théodoric le grand, tuteur d'Amalaric, gouverna paisiblement les deux monarchies, et les deux peuples goths ne formèrent plus qu'une même nation. Il s'établit de fréquentes relations entre Narbonne, où résidait le jeune roi, et l'Italie. Il n'en faut pas plus pour expliquer le style plus soigné des espèces émises pendant la minorité d'Amalaric. Quand Théodoric faisait frapper à Narbonne, pour le compte de son petit-fils, des espèces portant le monogramme **NAR**, il se conformait aux usages italiens et imitait celles qu'on frappait pour lui-même à Ravenne et dans les autres villes de ses propres états.

L'émission de ces pièces se poursuivit pendant tout le règne d'Amalaric puisqu'il en existe au nom de Justin et de Justinien.

Théudis, successeur d'Amalaric, a-t-il lui aussi individualisé ses espèces comme ses prédécesseurs. Existe-t-il des sous d'or de Justinien marqués d'un **N** et d'un **Θ** et des tiers de sou portant ce même **Θ** et le monogramme **NAR** ? On n'en connaît pas. Cependant l'atelier de Narbonne peut parfaitement avoir émis des sous d'or de Justinien, mais la frappe du sou d'or ne dut pas tarder à être abandonnée, car l'émission des tiers de sou au type immobilisé commença bientôt. Le triens de Justinien portant le monogramme **NAR** pourrait donc être la dernière imitation romaine localisée et individualisée de l'atelier de Narbonne qui, à partir de ce moment, dut frapper ces pièces à légendes parfois simplement simulées dont le style wisigoth est si caractéristique et dont la fabrication dura jusqu'au règne de Léovigilde, qui inscrivit le premier son nom sur la monnaie.

IV

Ainsi à la fin du ^ve siècle et pendant les trois premiers quarts du ^{vi}e, Narbonne est représentée en numismatique par les espèces suivantes.

1^o Sous d'or d'Anastase portant un **N** dans le champ et un **A** à la fin de la légende du revers. — A. de Belfort, n^o 5057. — Ils ont été frappés par Alaric II et par Amalaric.

2^o Tiers de sou portant simplement **N** ou **NA** à la suite de l'inscription. — A. de Belfort, n^{os} 5084 et 5085. — Émis par Alaric II.

3^o Sous d'or toujours marqués d'un **A** à la fin de la légende, mais dont l'**N** du champ est surmontée d'un croissant. — A. de Belfort, n^o 5058.

Cet **N** pourrait désigner Nîmes, mais comme rien ne prouve qu'un atelier wisigoth ait été ouvert dans cette

localité, l'**N** surmonté d'un croissant, qui peut être considéré comme un **N** couronné, pourrait plus vraisemblablement désigner Narbonne comme l'**N** non surmontée du croissant. Dans ce cas les pièces à l'**N** couronné auraient été frappées après la mort d'Alaric II, quand Narbonne devint la résidence d'Amalaric et la capitale de la monarchie, pendant que Théodoric disputait à Gésalic la couronne de son petit-fils. L'**N** couronné ou diadémé marquerait la suprématie de Narbonne, et la légitimité de la royauté d'Amalaric.

4^o Tiers de sou portant un **N** surmonté d'un croissant dans le champ qui, quoique portant un autre **N** à la fin de l'inscription au lieu d'un **A**, correspondent parfaitement aux sous d'or qui précèdent. — A. de Belfort, n^o 5118.

La répétition de l'**N** pourrait venir de ce que les tiers de sou précédemment émis à Narbonne portaient la marque de l'atelier à la suite de la légende circulaire ; quand on introduisit un **N** couronné dans le champ, on négligea de supprimer ou de remplacer par un **A** la marque placée habituellement à la fin de l'inscription.

5^o Tiers de sou de Justin présentant le monogramme **NAR** dans le champ et à la fin de la légende **A** ou **V** qui doit être lu dans le sens de l'exergue et n'est par conséquent qu'un **A**. — A. de Belfort, n^{os} 5214, 5215, 5218 et 5219. — Émis par Amalaric (1).

6^o Tiers de sou semblables mais de Justinien. — A. de Belfort, n^{os} 5319, 5321, 5323, 5324, 5325, 5326, 5327 et 5328. — Indépendamment de **A** et de **V** qui sont toujours les marques les plus fréquentes ils portent quelquefois au lieu de **A**, **AM** et **AN** qui paraissent désigner également Amalaric, car l'**N** peut être un **M** mal lu ou mal gravé. **M** et **N** pourraient aussi constituer des marques distinctes

(1) Voir la note suivante.

de l'**A** qui en somme paraît sur toutes ces pièces frappées par Amalaric (1).

Quelques exemplaires sont de style inférieur et offrent un monogramme dégénéré.

7^o Tiers de sou d'un style wisigoth très caractéristique, aux légendes et aux types immobilisés de Justinien dont l'émission dura jusqu'à l'apparition des monnaies nominales.

Ces tiers de sou ne portant généralement aucune marque spéciale il n'est pas possible de distinguer les pièces des diverses officines de la Narbonnaise et de l'Espagne. Cependant, en ce qui concerne Narbonne, on peut reconnaître presque avec certitude quelques produits de son atelier. Ainsi les tiers de sou suivants, par exemple, paraissent bien lui appartenir.

N^o 1. — Légende dégénérée composée des lettres **VCNIVII
IVICV.**

Buste diadémé à droite ; croix sur la poitrine.

(1) Ces tiers de sou, gravés dans divers ouvrages ont été dessinés à une époque où l'on voyait dans le monogramme qu'ils portent le nom de l'Armorique ou d'Amalaric et où la lettre centrale était par conséquent considérée comme un **M** ; c'est ce qui explique pourquoi elle a cette apparence sur quelques-uns de ces dessins. L'idée préconçue de faire un **M** a porté involontairement le dessinateur à exagérer l'empâtement dont j'ai parlé et à briser le trait oblique. Néanmoins on constatera que la lettre n'a rigoureusement la forme d'un **M** qu'une seule fois, sur le n^o 5215 de M. de Belfort. Sur presque toutes les autres pièces elle apparaît bien comme un **N** à trait oblique très peu incliné présentant la disposition dont j'ai parlé et faisant suffisamment saisir l'explication que j'ai donnée de l'erreur commise dans la lecture du monogramme. Sur quelques tiers de sou notamment sur le n^o 5325, l'**N** est d'une parfaite régularité. Il existe en effet des exemplaires sur lesquels cette lettre est d'une netteté absolue. Mais ce n'est que dans ce cas que le dessinateur a exactement reproduit ce qu'il avait sous les yeux. Je possède, comme je l'ai dit, des tiers de sou qui ne laissent aucun doute sur la signification du monogramme, mais j'aime mieux renvoyer aux dessins anciens. Examinés attentivement ils sont tout aussi concluants et l'on ne pourra pas accuser le dessinateur de s'être laissé influencer par l'interprétation actuelle. D'ailleurs cette question est aujourd'hui définitivement tranchée et ce n'est pas moi qui ai lu, le premier, le nom de Narbonne sur ces monnaies.

᠒. Légende dégénérée **TIMNORINNO**. Victoire étendant les bras à gauche et à droite ; dans le champ à gauche **M** surmonté d'un croissant ; à droite **N** également surmonté d'un croissant.

Poids 1, 50. — Charles Robert, *Numismatique de la Province de Languedoc*, n° 21, p. 25, pl. v, 36. — A. de Belfort, t. iv, p. 112, n° 5369.

Quoique ce mot de **TIMNORINNO** ait l'apparence d'un nom de monétaire et que le revers de cette pièce rappelle les tiers de sou de Besançon, son style franchement wisigoth ne peut laisser aucun doute sur son origine. Charles Robert qui remarque et la légende **TIMNORINNO** et la disposition du revers se voit obligé néanmoins de reconnaître le style et de maintenir la pièce au Languedoc. Il a raison. Cette disposition constitue une curieuse coïncidence ; et quant au mot, **TIMNORINNO** il est évident qu'il est formé par des lettres placées là fortuitement. C'est une dégénérescence singulière de **VICTORIA AVG** et pas autre chose ; je n'en veux pour preuve que les trois lettres centrales **ORI** restées en place dans l'inscription dégénérée. L'**N** surmonté d'un croissant indique clairement l'atelier de Narbonne comme sur les sous et les tiers de sou d'Anastase et quant à l'**M**, ne viendrait-il pas compléter l'**N** et nous donner l'ancien nom de la colonie romaine Narbo Martius qui n'était pas oublié à l'époque de Justinien. Les lettres **NM** de la légende, **S. M. N. M** sont la marque des espèces émises à Narbonne avant l'arrivée des Wisigoths. La réapparition momentanée d'un nom inusité est loin d'être un fait sans précédent et l'on ne saurait s'étonner de voir les deux lettres **NM** interverties dans une inscription monétaire de cette époque. Dailleurs on peut toujours donner à l'**M** le sens de *moneta* qui constituerait aussi une réminiscence de la marque antérieurement employée par l'atelier impérial.

De même que les monnaies d'Anastase présentant l'**N** surmonté d'un croissant auraient été frappées lorsque le jeune Amalaric ayant établi sa résidence à Narbonne, la ville devint la capitale de la monarchie, de même le triens de Justinien immobilisé portant l'**N** couronné aurait été émis par Liuva I (567-573) quand celui-ci se fixa également à Narbonne où il ne cessa de résider. C'est d'ailleurs parfaitement l'époque assignée par son style à ce tiers de sou.

Le suivant est postérieur et doit dater des premières années du règne de Léovigilde (573-586), car il présente un type caractéristique des monnaies nominales de ce roi.

N^o 2. — Buste diadémé à droite ; croix sur la poitrine. A gauche du buste **N** et un point pour toute légende ; à droite **IVSTIN** ; l'inscription commençant au bas de la pièce.

᠒. Victoire à droite tenant une couronne et une palme ; à gauche **N** et un **O** plus petit ; à droite **N** ; à l'exergue **NO** et un **C** retourné. En réalité l'**O** placé après l'**N** de gauche n'est qu'un anneau placé là pour la symétrie, la couronne que tient la victoire ayant la même grandeur et étant de l'autre côté. La victoire se trouve ainsi entre trois **O** ou annelets et trois **N**, en y comprenant l'**O** et l'**N** de l'exergue, les trois **N** très gros et par conséquent intentionnellement accentués. Comme nous avons vu qu'aucune officine espagnole ne porte un nom commençant par cette lettre, il n'est pas possible de désigner Narbonne avec plus de clarté.

Poids 1, 40. — Bibliothèque nationale. — Charles Robert, *Numismatique de la province de Languedoc*, n^o 14, p. 24, pl. v, 29. — A. de Belfort, t. iv, p. 112, n^o 5368.

L'atelier de Narbonne paraît avoir émis quelques autres tiers de sou portant sa marque au type immobilisé de Justinien ; je ne cite que ces deux, car ce sont les seuls

dont l'attribution présente un degré suffisant de probabilité. Mais il doit avoir frappé surtout des pièces dépourvues de localisation, car ces pièces sont innombrables et Narbonne a certainement fabriqué une bonne partie de celles qu'on recueille dans le midi de la France. Dans tous les cas, le second des deux tiers de sou que je viens de décrire est bien cette fois la dernière imitation de la monnaie romaine de l'atelier narbonnais, car elle nous conduit directement au premier triens sur lequel Léovigilde a inscrit son nom.

Telles seraient, d'après l'examen des monnaies décrites dans l'ouvrage de M. de Belfort, les espèces frappées à Narbonne à la fin du ^v^e siècle et pendant les trois quarts du ^{vi}^e.

V

Au point de vue plus général des marques monétaires qui paraissent sur les imitations des pièces d'Anastase de Justin et de Justinien, voici les faits qui résulteraient du même examen.

Les lettres placées à la suite de la légende du revers indiquent généralement les rois barbares qui ont émis la monnaie.

Celles qui se trouvent dans le champ désignent les ateliers. Mais ces deux règles ne sont pas absolument invariables, surtout en ce qui concerne les tiers de sou.

La lettre qui paraît le plus fréquemment à la fin de la légende du revers est l'**A**.

Pendant tout le règne d'Anastase, pendant celui de Justin et les premières années de Justinien, les Wisigoths ayant eu des rois dont le nom commence par un **A**, cette lettre ne peut désigner que ces souverains qui sont Alaric II et son fils légitime Amalaric, son fils naturel Gésalic

pouvant être négligé comme n'ayant régné qu'en Espagne, fort peu de temps d'ailleurs.

Le **Θ** ne paraît que sur des pièces qui n'appartiennent pas à la Gaule ; presque toutes celles qui se sont glissées parmi les monnaies que nous venons d'étudier sont italiennes (1). Comme nous savons d'ailleurs que cette lettre figure constamment sur des pièces d'Anastase portant les monogrammes de diverses villes d'Italie nous pouvons en conclure avec certitude qu'elle constituait la marque ordinaire de Théodoric.

Théodoric a également individualisé ses espèces en y mettant le monogramme de son nom, mais les pièces portant ce monogramme étant beaucoup plus rares que les autres, on peut les considérer comme des monnaies exceptionnelles, les autres constituant le numéraire habituel du roi d'Italie, ceci s'appliquant surtout au sou d'or qui était la monnaie internationale et devait rester aussi conforme que possible au numéraire impérial.

On peut en dire autant des espèces des rois de Bourgogne Gondebaud, Sigismond et Godemar, qui ont aussi émis des monnaies portant leur monogramme, mais dont la majeure partie du numéraire était plus secrètement individualisée.

Les sous d'or de Justin nous apprennent que la marque ordinaire de Sigismond, son contemporain, était **S** ou **IS** pour **SI** à la fin de la légende du revers.

Gondebaud et Godemar devaient individualiser leurs espèces sans y rien ajouter. Il suffisait d'accentuer les **G** de **VICTORIA AVGGG** ou mieux encore le dernier seulement, pour que l'inscription se terminât par l'initiale de leur nom.

Exemple : le n° 2238 de l'ouvrage de M. de Belfort.

(1) Exemple le n° 5063 de l'ouvrage de M. de Belfort qui porte le monogramme de Ravenne, M. de Belfort faisant d'ailleurs parfaitement remarquer que c'est bien de Ravenne que cette pièce paraît provenir.

C'est un sou d'or d'Anastase portant au revers, à gauche de la Victoire les lettres **LV**, qui désignent avec certitude l'atelier de Lyon, et dont la légende est **VICTORIA AVCCG**, l'intention de faire un **G** de la dernière lettre étant manifeste, à en juger par le dessin de l'ouvrage de M. de Belfort (1).

Les princes mérovingiens dont le nom commence par un **C** auraient également individualisé leurs monnaies en transformant systématiquement les **G** de **AVGGG** en **C**. Les sous d'or impériaux portant presque toujours une lettre numérale à la fin de la légende, l'absence d'addition épigraphique est intentionnelle et ne peut avoir que cette signification.

Les rois des Francs auraient, en outre, émis d'innombrables tiers de sou localisés et individualisés de diverses manières, à légende systématiquement altérée. Ces tiers de sou auraient été plus spécialement frappés dans de nombreux ateliers ouverts dans des localités parfois peu importantes.

Parmi les localisations relevées sur les monnaies wisigothes l'**N** et le monogramme **NAR** ne peuvent que désigner Narbonne. Mais ces deux marques ne sont pas les seules dont on puisse pénétrer le sens. La puissance des Wisigoths avait été portée à son apogée par Euric ; à sa mort une grande partie de la Gaule leur obéissait ; son successeur Alaric II a donc pu battre monnaie dans une infinité de villes qui n'ont fait que momentanément partie de la monarchie wisigothe.

On peut citer Toulouse désignée par un **T**, qui paraît sur des monnaies qui lui ont été d'ailleurs attribuées depuis longtemps. Ces pièces portent, cela va sans dire, l'**A** d'Alaric à la fin de l'inscription.

Exemple: le triens décrit par M. de Belfort sous le n° 4327.

(1) T. II, p. 173.

On constate d'ailleurs que toutes les fois qu'il est possible d'identifier une marque d'atelier avec une localité quelconque, il y a concordance entre la localisation et la marque du souverain.

Quand j'ai entrepris le recensement des pièces qui figurent dans la *Description générale des monnaies mérovingiennes*, je m'attendais à trouver plus d'une fois des indications en désaccord, les rois barbares pouvant avoir, dans certains cas exceptionnels, imité servilement les espèces des empereurs sans s'occuper des lettres numérales qui y paraissent, et, dans d'autres cas, pouvant avoir aussi copié les marques des princes voisins plus avantageusement connues que les leurs. Cela a dû arriver assez rarement, les pièces que nous venons d'examiner portant généralement des indications qui concordent.

Parmi les localités qui ont eu momentanément, sous Alaric, un atelier wisigoth et qui ont émis des monnaies d'Anastase marquées d'un **A** on peut encore citer Poitiers désigné par la lettre **P**, Limoges par **L**, Agen par la lettre **A** dans le champ, et bien d'autres sans compter les ateliers espagnols.

Tout concourt, on le voit, à nous expliquer pourquoi tant de monnaies d'Anastase sont marquées d'un **A** à la fin de l'inscription.

Après la défaite de Vouillé et la mort d'Alaric II, les possessions des Wisigoths en Gaule se trouvèrent très réduites; aussi constatons-nous que les monnaies de Justin et de Justinien marquées d'un **A**, qui désignait alors Amalaric, sont moins nombreuses que celles d'Anastase.

VI

Les marques monétaires employées par l'atelier de Narbonne au ^{vi}e siècle sont donc :

A à la fin de la légende du revers pour indiquer d'abord

Alaric II ensuite Amalaric désigné aussi quelquefois par **AM**. **AN** pour **AM**, dans l'hypothèse, en somme la plus vraisemblable, où l'**N** serait le résultat d'une erreur commise par le graveur du coin, et **V** qui doit être lu dans le sens de l'exergue et n'est qu'un **A** retourné.

Pour indiquer l'atelier :

N dans le champ des sous d'or d'Anastase ;

N ou **NA** à la fin de la légende du revers des tiers de sou ; l'**A** paraissant être l'initiale du roi des Wisigoths plutôt que la seconde lettre du nom de Narbonne ;

N surmonté d'un trait concave dans le champ de sous d'or et de tiers de sou d'Anastase, inférieurs aux premiers et par conséquent postérieurs, qui pourraient avoir été émis après la mort d'Alaric II, pendant la lutte contre Gésalic.

NAR en monogramme dans le champ des tiers de sou de Justin et de Justinien ;

Les lettres **M** et **N** pour **NM** surmontées du trait concave, dans le champ de tiers de sou au type immobilisé ;

Enfin l'initiale **N** quatre fois répétée sur un triens présentant la plus grande analogie avec les monnaies nominales de Léovigilde.

Telles seraient les *marques monétaires usitées à Narbonne depuis le jour où Alaric II commença à placer des signes particuliers sur le numéraire qu'il faisait fabriquer jusqu'au moment où le nom royal fit son apparition.

VII

Alaric II est-il le premier roi des Wisigoths qui ait individualisé ses espèces ? Il n'est pas encore possible de répondre avec certitude à cette question.

Euric s'est-il contenté de faire frapper la monnaie

romaine sans y rien changer? Je l'avais pensé tout d'abord.

Mais Euric a été trop puissant pour se contenter des ateliers impériaux si peu nombreux dans ses états. Il est évident qu'il en a ouvert d'autres et qu'il doit avoir été amené de la sorte à placer sur ses espèces de nouvelles indications monétaires.

S'il a voulu les individualiser, les monnaies impériales portant une lettre numérale grecque à la suite de l'inscription, il est possible qu'il ait adopté l'*epsilon*, comme plus tard Théodoric adoptait le *thêta*.

Je possède un sou d'or de l'empereur Léon, que j'avais laissé jusqu'à ce jour dans la série impériale, mais dont le petit module et surtout le faible poids avaient depuis longtemps attiré mon attention. Il ne pèse que 3 gr. 4 et son style ne laisse aucun doute sur son origine; il appartient bien à l'Occident. Je viens d'interroger l'inscription du revers; elle se termine par un *epsilon*. Sans doute on ne peut rien conclure d'une seule observation et je ne la formule que pour en provoquer d'autres. Mais d'ores et déjà je demande si l'Ε n'est pas la marque d'Euric comme l'Α est celle d'Alaric II et d'Amalaric et le Θ celle de Théodoric le grand, roi des Goths d'Italie.

Malheureusement aucun recueil ne permet de faire pour le souverain qui porta si haut la puissance des Wisigoths ce que l'ouvrage de M. de Belfort rend si facile en ce qui concerne les princes contemporains d'Anastase, de Justin et de Justinien.

D'ailleurs ce n'est pas plus pour ajouter un nom à la liste des rois barbares qui ont individualisé leurs espèces que pour proposer de nouvelles identifications relativement aux ateliers, que j'ai repris l'étude des additions épigraphiques que présentent les monnaies romaines émises par les Wisigoths, les Bourguignons et les Francs; j'ai tout simplement voulu confirmer mes premières

observations sur les marques monétaires de Narbonne au vi^e siècle et mettre en évidence les faits intéressant la numismatique narbonnaise dont je ne tiens guère à m'écarter.

G. AMARDEL.

La vie municipale à Narbonne

AU XVII^e SIÈCLE ⁽¹⁾

Les beaux-arts et les arts industriels

III

Architectes et ingénieurs (suite et fin).

Dans le dernier Bulletin, j'ai énuméré strictement les travaux exécutés dans la ville de Narbonne. Je me propose aujourd'hui de compléter ce travail par l'énumération des documents que j'ai trouvés dans mes archives, relatifs aux travaux d'utilité publique, qui ont été faits à la même époque, dans la région narbonnaise et plus spécialement dans le diocèse de Narbonne.

Pour le classement des documents, je grouperai ensemble autant que possible les travaux faits par les mêmes autorités.

(1) V. *Bulletin de la Comm. Arch. de Narbonne*, t. VI, p. 693.

Travaux faits par la province ou le diocèse.

PONTS

11 mai 1609 (1). Traité pour la construction du pont de Cabezac sur la Cesse. « A Narbonne au palais archiépiscopal, en présence de Mgr l'illustrissime et révérendissime Loys de Vervins, par la grâce de Dieu et du Saint Siège apostolique, archevesque et primat de Narbonne, président nay des États généraux du pays de Languedoc, nobles Pierre Dupac, escuyer, seigneur de Lasalle, gentilhomme ordinaire de la chambre du Roy, Gabriel d'Audric sr d'Alcoyne, escuyer, seigneur de Las Tours, aussi gentilhomme ordinaire de la chambre du Roy, son conseiller et viguier de lad. ville, viguerie et viscomté de Narbonne, noble Jean d'Authamar, seigneur de Treilles, François Bosquet et Jean Barthe, consuls de Narbonne, commissaires principal et ordinaires à fere les assiettes du diocèse de Narbonne : Etablis personnellement Messire Pierre de Lardillon, docteur en droit, fermier général du Languedoc et Joseph d'Aragon, scindic particulier du diocèse de Narbonne. — Lesquels, conformément aux délibérations des États généraux du pays de Languedoc, tenus en la ville de Beaucaire, au moys de décembre dernier, ont baillé par forme de prix fait la construction entière du pont, près les logis de Cabezac sur la rivière de Cesse, à M. *Simon Bayart*, architecte de Caunes, et Pierre Blagé, maçon de Conques. »

Le traité comporte un devis qui détaille minutieusement tous les travaux à faire. Ce pont devait avoir deux

(1) Archives Favatier; Escalier, notaire, 3^e liasse.

arches et un pilier dans la rivière. « L'entrée et la sortie « du pont devaient être commodes au public, tant à pied « qu'à cheval. » Le prix était fixé à 9,950 livres (représentant environ 80,000 fr. de notre époque), suivant la soumission faite aux enchères *à la chandelle* par les entrepreneurs, auquel il était accordé un délai de deux ans pour l'exécution complète des travaux.

Mais dans les premiers jours d'octobre, de violentes pluies amenèrent un débordement de la Cesse, qui bouleversa et ruina complètement les travaux commencés. Les dégâts furent constatés dans une visite faite à ces travaux le 26 novembre 1609 (1), par Jean Trissot, maître maçon de Béziers, et François Huc, maître maçon de Narbonne, nommés à cet effet par M. Pierre de Bardichon, syndic général du pays de Languedoc, et M. Joseph d'Aragon, syndic du diocèse de Narbonne.

Il est à présumer que la construction de ce pont fut alors abandonnée. Ce n'est que quarante-cinq ans après, que les États généraux du Languedoc traitèrent de nouveau pour la construction du pont de Cabezac avec les srs Jean Chavardès et Pierre Baudouy, maîtres maçons de Carcassonne, suivant acte du 10 septembre 1654, devant M^e Garrousse (2).

Du reste l'orage du mois d'octobre 1609 avait fait d'autres ruines. Le lendemain de la visite au pont de Cabezac que nous avons mentionnée, le 27 novembre 1609 (3) MM. Bayart et Blatgé, entrepreneurs de ce pont, étaient

(1) Archives Favatier; Escalier, notaire, 3^e liasse.

(2) Cet acte ne se trouve ni dans les minutes, ni dans les liasses de M^e Garrousse; mais il est mentionné dans un acte de Boissière, notaire (archives Favatier), du 13 novembre 1654, par lequel Chavardès et Baudouy, entrepreneurs du pont de Cabezac pour les États généraux, empruntent 7,000 livres pour la construction de ce pont.

(3) Archives Favatier; Escalier, notaire, 3^e liasse.

appelés à leur tour, par ledit M. d'Aragon, syndic du diocèse de Narbonne, et par M. Alexandre de Jordy, syndic du diocèse de Saint-Pons à visiter « la ruine du pont d'Aignon assis sur la rivière d'Oignon, au grand chemin de « Toulouse à Béziers (1). » Ce pont devait être assez important, puisqu'il est question dans le procès-verbal de visite de *trois piliers* dans la rivière.

En 1614, le diocèse fait construire le pont de Villedaigne sur l'Orbieu. Le 8 mai (2) les habitants de cette commune demandent à M. d'Aragon syndic du diocèse d'être déchargés du paiement de six vingt livres à eux imposées pour la construction de ce pont, « attendu qu'il est fait pour la « commodité du public, et non pour leur commodité « particulière. »

En 1655, les États généraux de Languedoc et la sénéchaussée de Carcassonne firent construire deux grands ponts et six petits au vieux chemin de Narbonne à Coursan. Le 26 novembre de cette année (3), les sieurs Pierre Gendron, maître maçon de Montpellier, et Jean Constant, maître maçon de Narbonne, faisaient quittance de 500 livres qui leur restaient dues sur le prix de ces travaux. Le 22 octobre précédent (4), Constant avait traité avec un sr Fanjeaux qui s'était engagé à lui fournir du caillou de rivière pour paver ces ponts. A cette époque-là cette route très basse et sujette aux inondations de l'Aude était entièrement pavée. Lorsque les États eurent construit la belle chaussée, qui forme aujourd'hui la route Nationale de

(1) L'Oignon est une petite rivière qui descend de la montagne Noire et va se jeter dans le canal du Midi, autrefois dans l'Aude, un peu au-dessus d'Homs. Le pont était au point où cette rivière coupait la route de Toulouse à Béziers, un peu au nord d'Homs.

(2) Archives Favatier ; Escalier, notaire, 9^e liasse.

(3) *Ibid.* ; Boussière, notaire, 33^e registre.

(4) *Ibid.* ; Marron, notaire, 15^e registre.

Narbonne à Coursan, ce vieux chemin fut un peu abandonné et dépavé en partie notamment par les habitants de Coursan, qui s'en servirent pour paver leur village.

En 1659, le diocèse fait construire encore six ponts sur le grand chemin de Béziers. Le 18 novembre (1) Jean Sabatier, maître charpentier, en son nom et au nom de ses associés signifie à M. Rigaud, notaire et secrétaire du diocèse, qu'il fait une diminution de 500 livres, sur le prix offert par divers pour la construction de ces six ponts; mais le lendemain (2) M. Carcassonne, maître plâtrier, et ses associés offrent une diminution de mille livres de plus.

En 1668, les États généraux et la sénéchaussée de Carcassonne font faire de grands travaux aux ponts et chaussées traversant partie de l'étang de la plaine de Narbonne, nommés les ponts de Ricardelle (3). Il est question de vingt ponts sur une étendue de 400 cannes. Il est encore question du pont d'Ensaboure et du chemin bas de Narbonne à Coursan. Par acte du 23 avril 1668 (4), l'entreprise de ces travaux fut donnée par les députés des États généraux de la province, en vertu d'une délibération du 20 février à Jean Lanes, Pierre Pradel, Mathieu Capmagre, et Pierre Soignot, maçons de Narbonne, pour le prix de 6,000 livres, garanties sur les biens de la sénéchaussée.

Vingt-trois ans auparavant, le 25 mai 1645 (5), Madame la baronne veuve de Boyer de Sorgues, née de Mercier, avait fait construire des chaussées à ces ponts de Ricardelle. Les consuls et la communauté de Narbonne, avaient dû

(1) Archives Favatier ; Garrousse, notaire, 10^e liasse.

(2) *Ibid.*

(3) Cette plaine est la plaine au levant de Narbonne, appelée la plaine basse. Le domaine de Ricardelle appartient aujourd'hui à M. Jules Riols, ancien président de la Commission archéologique et conservateur du Musée.

(4) Archives Favatier ; Boissière, notaire, 39^e registre.

(5) *Ibid.* ; Marron, notaire, 5^e registre.

reconnaitre à ces travaux un caractère d'utilité publique, puisqu'ils avaient accordé à Madame de Boyer de Sorgues une subvention de 500 livres.

Deux ans après, le 21 juillet 1647 (1), c'est un simple particulier, Antoine Rouch, bourgeois de Narbonne, qui fait construire à ses frais, dans les mêmes parages, quatre petits ponts à l'étang de Capitoul.

11 avril 1684 (2), nouveaux travaux aux ponts de Ricardelle, dont Jean Lanes est encore l'entrepreneur.

DESSÈCHEMENT DE MARAIS

Dès le commencement du xvii^e siècle, Henri IV secondé par Sully songeait à embellir et enrichir la France par de grands travaux d'utilité publique ; il avait rêvé d'unir par un grand canal l'Océan et la Méditerranée ; mais ce rêve ne devait être réalisé en partie qu'à la fin du siècle par son petit-fils, Louis XIV.

Henri IV s'occupa immédiatement du dessèchement des marais. Mais la France ne possédant pas des ingénieurs familiers avec ces travaux spéciaux, il les fit venir de l'étranger. Au premier rang est *Humfroy Bradley*, ingénieur brabançon, originaire de Berg op Zoom. Le roi le nomma d'abord *Maître des digues du royaume*. C'est vers 1607 que se forma la *Société pour le dessèchement des marais et lacs de France*. A la tête est Bradley, secondé par Marc et Jérôme de Commans, dont nous retrouverons les noms dans les travaux exécutés dès 1612 pour le dessèchement de l'étang de Capestang.

Le 10 août 1612 (3) « Pierre de Garrigues, bourgeois et

(1) Archives Favatier ; Marron, notaire, 7^e registre.

(2) *Ibid.* ; de Saint-Jacques, notaire, 3^e liasse.

(3) *Ibid.* ; Senty, notaire, 4^e registre.

« M. Rollin Cœurduchesne, receveur des tailles au diocèse
« de Narbonne faisant pour noble Hierosme de Commans,
« conseiller et maitre d'Hotel ordinaire du Roy, associé
« avec MM. de la Compagnie établie par Sa Majesté pour
« l'écoulement des marais de France, baillent à prix fait
« à Claude Ombret, maitre maçon de Narbonne, à faire un
« pont en pierre de taille sur le grand canal, qui sert de
« vuidange à l'étang de Capestang, sur le grand chemin
« de Béziers. » Ce pont devait avoir deux arcades de
vingt pans d'ouverture, et le « pilier du mitan 5 pans
« d'épaisseur, » la parabande 2 petits pans de largeur et
3 pans et demi de hauteur. Le tout devait coûter 1,680
livres.

Quelques jours après, le 9 septembre (1), Pierre de Garrigues, agissant encore au nom de M. de Commans, donnait à prix fait à Guillaume Palaisy et Antoine Verdier, maîtres maçons à Narbonne, le creusement d'un puits dans l'étang de Capestang.

Le 22 décembre 1623 (2), nous trouvons le nom d'Humfroy Bradeley (Bradley). Il s'agissait d'un procès devant la chambre de l'Édit de Béziers, dans lequel étaient intéressés Bradley et ses associés au dessèchement des marais. Bradley qui était hollandais, appartenait probablement à la religion réformée, ce qui explique pourquoi l'affaire avait été portée devant la chambre de l'Édit.

Le 9 septembre 1625 (3), M. Raulin de Cœurduchesne, procureur fondé de la Compagnie du dessèchement des marais de France, et Pierre Garrigues (4), directeur des

(1) Archives Favatier ; Senty, notaire, 4^e registre.

(2) *Ibid.* ; Falconis, notaire, 5^e registre.

(3) *Ibid.* ; Boissière, notaire, 10^e registre.

(4) Nous avons déjà trouvé le nom de Pierre de Garrigues, dirigeant les travaux de fortification en 1635 à Narbonne. Il est très probable qu'il s'agit de la même personne ; mais je n'ai pu le contrôler, les actes de 1635 n'étant pas signés par Garrigues.

ouvrages à faire aux marais de Capestang, donnent à prix fait à Jean Roqueyrol et Jean Bosquet, habitants de Cour-san « à faire le recreusement du canal du mitan (milieu) « de la vuidange des eaux de l'étang de Capestang. »

Pour dessécher l'étang, on avait fait des canaux écoulant les eaux dans la rivière, mais il fallait empêcher qu'en cas d'inondation, les eaux refluent par ces canaux dans l'étang. Aussi, le 8 octobre 1665 (1), Gabriel Escalier, bourgeois de Narbonne, au nom de MM. les propriétaires de l'étang de Capestang et de la métairie de la Tour, s'adressant au sieur Jean Sabatier, maître charpentier de Narbonne « chargé « de faire les portes nécessaires à boucher les arcs des « ponts, quy sont sur les canaux par où les eaux dudit « étang s'escoullent dans la rivière, lesquelles portes il « devait avoir faites avant la saison où nous allons entrer « des pluies et des inondations des eaux, quy regorgeant « dans lesd. canaux, pourront s'espandre, non seulement « dans les terres de lad. Metterie de la Tour, mais encore « dans toute la plaine, où elles cauzent des dommages « considérables, le somme de fere immédiatement les tra- « vaux, à peine de tous dommages. »

MINES

A coté de la Société pour le dessèchement des marais, plaçons la Société pour exploitation des mines et minières de France.

Il résulte d'un acte du 15 juin 1622 (2) que Antoine Ruzes, chevalier s^r de Fiat et autres places, conseiller du Roi en ses conseils d'État et privé, premier écuyer de sa grande écurie, *grand maître et superintendant et réforma-*

(1) Archives Favatier ; Gaubert, notaire, 57^e liasse.

(2) *Ibid.* ; Escalier, notaire, 18^e liasse.

teur des mines et minières de France, avait expédié une commission à Georges Balmier, maître maçon de la paroisse de Counils diocèse d'Albi, consulat de Courbières, pour l'exploitation de mines « tant cuivre, plomb, « esmeri, pierrines de marbre jaspé et autres, desquelles « ledit Georges Balmier a fait recherche, tant au village « de Roquebrun, Corbières, Causse, Arguzac, Minerbe, « Ferrières, Caunes, Olonzac, Béziers, S' Pons et autres. » En conséquence Balmier « avait plein pouvoir de Sa « Majesté » par cette commission, qui lui avait été donnée le 22 mars précédent et approuvée par le duc de Montmorency et Dampville, pair et amiral de France, lieutenant et gouverneur général pour Sa Majesté en Languedoc, dans son ordonnance du 3 mai suivant permettant au sr Balmier de prendre des associés. Usant de ces pouvoirs et permission, ledit Balmier, dans cet acte du 15 juin 1622, forme une société particulière pour l'exploitation à lui concédée, avec les srs Mathurin Delafont, ancien marchand, Jean Chopy, maître maçon de Narbonne, et le sr Pierre Berthomieu de Boutenac.

FORTIFICATIONS

Nous avons vu avec quelle ardeur en 1635 (1) on travaillait à mettre en état les fortifications de Narbonne, à cause de la guerre déclarée avec l'Espagne. Deux ans après les Espagnols avaient franchi la frontière et assiégeaient le fort de Leucate, poste avancé de la France à 33 kilomètres de Narbonne et 30 kilomètres seulement de Perpignan. Leucate avait été illustré au xvi^e siècle à l'époque des guerres de religion par l'héroïque défense de

(1) *Bulletin de la Commission archéologique*, t. VII, p. 94 et suiv.

Françoise de Cezelly (1), après que le gouverneur Bournier de Barre son mari fût tombé au pouvoir des Ligueurs unis aux Espagnols. En 1637 la chute de Leucate eût ouvert aux ennemis la route de Narbonne. Il fut encore valeureusement défendu par le marquis de Saint Aunès, descendant de Françoise de Cezelly, qui donna ainsi le temps d'arriver aux troupes de secours. Le 28 septembre 1637, le duc d'Halluin, depuis maréchal de Schomberg, livra un sanglant combat aux Espagnols qui levèrent le siège et battirent en retraite. Aussi en 1640 répare-t-on le château. Le 16 janvier (2) Pierre Labarthe, maître maçon, Antoine Coustous et Jean Cazallon, maîtres charpentiers de Narbonne, s'associent pour l'exécution des travaux à faire à ce château. Les 18 et 23 janvier et le 25 février (3) de la même année, ils traitent avec divers charretiers, pour les nombreux charrois que nécessitait cette réparation.

Quelques années après, le gouverneur marquis de Saint-Aunès oublieux des traditions d'héroïque fidélité de sa famille, avait suivi le prince de Condé, dans sa révolte contre l'autorité royale. Le 26 août 1652 Louis XIV ayant accordé une amnistie, de Saint-Aunès obtint son pardon (4). Mais Leucate n'avait plus d'importance depuis la conquête du Roussillon. Aussi cela n'empêcha pas qu'en 1667 les États du Languedoc, par des raisons d'économie sans doute, obtinrent l'extinction de la charge de gouverneur de Leucate. Les auteurs de l'Histoire du Languedoc ajoutent (5) que cette extinction fut obtenue en même

(1) Une statue a été élevée le 16 août 1899, à Françoise de Cezelly à Leucate.

(2) Archives Favatier ; Falconis, notaire, 20^e registre.

(3) *Ibid.*

(4) *Histoire de Languedoc*, éd. Privat, vol. XIII, p. 341.

(5) *Ibid.* ; p. 479.

temps que la démolition du château et de la forteresse de Leucate. Il y a là une erreur : car le 24 décembre 1664 (1), les sieurs Pierre et Jean Medalhe, Jean Campestre et Bernard Dumas, maçons de Narbonne et de Béziers, offrent de démolir le château de Leucate, moyennant la somme de 12,000 livres, et présentent pour caution Antoine Verdier de Béziers. — Le même jour (2) M. M^{re} Jean Dagen, prêtre licencié en sainte théologie, vicaire général de Mgr l'archevêque et primat de Narbonne (3) « informé que le jour « d'hier, il feust tenu une assemblée des commissaires « ordinaires du diocèse de Narbonne, sur le sujet du bail « de la démolition du chasteau de Leucate, contre toutes « les formes, pour avoir esté tenue ors du lieu où se doit-
« vent tenir lesd. assemblées et dans la maison de la « viscompté dud. Narbonne, et sans la présence dud. S^c « Vicaire gal quoy qu'il y dut présider en l'absence de « Mgr l'archevesque, proteste de nullité et cassation de « tout ce quy a esté fait. »

Il y a une erreur pareille pour la démolition du fort de Brescou, dans une île près d'Agde. Les auteurs de l'Histoire du Languedoc, disent que le 1^{er} octobre 1632 le Roi ordonna de raser le fort de Brescou (4); or dès le 6 août 1625 (5), M. André Verscrist, docteur et avocat à Narbonne, informé que le syndic du diocèse et les consuls de Narbonne ont délivré la portion à la charge de la ville et du diocèse dans la démolition du fort de Brescou, pour 1,200

(1) Archives Favatier : Garrouse, notaire, 15^e liasse.

(2) *Ibid.*

(3) L'archevêque de Narbonne, était alors Mgr Fouquet, qui après la disgrâce de son frère, en 1661, dut vivre loin de son diocèse, dans une sorte d'exil; comme nous le verrons plus bas, son vicaire général maintenait énergiquement ses droits.

(4) *Histoire de Languedoc*, éd. Privat, t. XII, p. 1079.

(5) Archives Favatier ; Daujas, notaire, 3^e liasse.

livres, proteste contre cette délivrance faite clandestinement et sans aucune forme, et offre de s'en charger pour 800 livres. — L'Histoire de Languedoc dit que l'on dut recourir à la mine pour faire sauter ces fortifications; dans tous les cas, ces travaux durèrent longtemps; car nous trouvons un acte du 19 octobre 1635 (1) dans lequel plusieurs maîtres maçons font quittance du prix de journées « par eux employées à la fortification de Brescou » réglées par Messeigneurs de Miron et Lecamus.

Nous trouvons à la même époque dans nos minutes, deux documents relatifs « à la démolition du château et forteresse de Villemur et au razement de ses fossés, » ordonnés par le roi Louis XIII le 24 novembre 1630. Villemur petite ville du diocèse de Lavaur fortement disputée pendant les guerres de religion au xvi^e siècle avait été donnée comme place de sûreté aux religionnaires, par l'édit de Nantes du 13 avril 1598. La démolition faite et les prix fixés à 6,000 livres, payables 3,000 livres par le diocèse de Toulouse, 1,500 livres par le diocèse du bas Montauban et 1,500 livres par la communauté de Villemur, M. Jacques Lagrange, bourgeois de Béziers, agissant au nom des héritiers de Guillaume Laffon, son beau-frère décédé, entrepreneur des travaux, par deux actes du 16 février et du 9 mars 1645 (2), fait des significations relatives au paiement de cette somme aux syndics députés du diocèse de Toulouse et du bas Montauban et aux consuls de Lavaur.

Enfin peu de temps après, nous trouvons la démolition du château des Termes. Ce château posé en sentinelle au seuil de la Cerdagne, avait une grande importance, comme place frontière, *castrum in terminis*, importance disparue par la conquête du Roussillon. Pendant les troubles de la Fronde, disent les auteurs de l'Histoire du Lan-

(1) Archives Favatier; Boissière, notaire, 17^e registre.

(2) *Ibid.*; Gaubert, notaire, 37^e liasse.

guedoc, il était devenu une aire de brigandage. Aussi, le 13 novembre 1652, le Roi écrivit à Mgr de Rebé, alors archevêque de Narbonne, qu'il considérait la place de Termes comme inutile à son service et à charge à ses sujets, et qu'il en avait résolu la démolition (1). — Ce travail fut fait aux dépens de la ville et du diocèse : mais le 25 juin 1653 (2), noble Rolin d'Autamar, sr de Vires, premier consul de Narbonne, s'adressant au sr Jean Campredon, maître apothicaire desparteur en tour de lad. ville, pour les impositions du diocèse de l'année dernière, lui dit, « qu'il est venu à sa connaissance, que le Roy ayant ordonné la desmolition du château des Termes, il a donné son consentement à ce que lad. desmolition feust faite, aux despens de lad. ville et diocèze, comme sy lad. ville en retirait quelque utilité etc... et d'aautant que lad. ville n'a aulcun inthérest dans cette despance... le premier consul déclare au sr Campredon qu'il le désavoue etc. » Même jour notification de ce désaveu au sr Clément Bordes, syndic (ou secrétaire) du diocèse de Narbonne, et au sr Gabriel Escallier, desparteur en tour.

Si des motifs politiques amenaient la démolition des forts de Termes, Leucate, Villemur, des motifs du même ordre devaient amener la restauration des fortifications de Perpignan. Cette ville s'était rendue le 9 septembre 1642, et nous avons vu dès le 21 du même mois rentrer à l'arsenal de Narbonne, les canons qui avaient servi au siège de la capitale du Roussillon. C'est que pendant cette guerre, Narbonne avait été la véritable base d'opération, où s'organisaient tous les services qui devaient amener la conquête de la Catalogne française. C'est aussi à Narbonne que l'on s'occupait d'assurer cette conquête.

La citadelle de Perpignan avait dû souffrir pendant le

(1) *Histoire de Languedoc*, éd. Privat, t. XIII, p. 315.

(2) Archives Favatier ; Gaubert, notaire, 45^e liasse.

siège, il fallait la mettre en état de résister à un retour offensif des Espagnols. Le 30 décembre 1642 (1), Jean Cazalbon, que nous avons vu en 1635 employé à fortifier Narbonne, et Pierre Lechien, tous les deux maîtres charpentiers, s'obligent envers le Roi, sous la stipulation de MM. Chauffourneau et Maury commis de Mgr de Noyers ou de Nozières, conseiller secrétaire d'État, à réparer le pont tournant de la porte de secours de la citadelle de Perpignan, à y faire un trébuchet etc., etc. Le devis très détaillé contient sept grandes pages. Le prix de ces travaux était de 3,000 livres.

Du même jour, même notaire (2), autre traité par les mêmes au nom du Roi, avec Nicolas Mirabet, bourgeois de Narbonne, pour des travaux de maçonnerie, voûte etc., à faire à la même porte de secours, à raison de 42 livres la toise. L'entrepreneur reçoit un acompte de 2,500 livres.

Encore du même jour, même notaire (3), autre traité au nom du Roi avec Pierre Lacroix, maître charpentier, pour refaire quatre planchers qui étaient tombés à la citadelle de Perpignan.

Le 2 janvier 1643 (4), traité au nom du Roi, avec Cros habitant de Narbonne, pour faire tous les travaux de terrassement nécessaires à la citadelle de Perpignan. Ces travaux devaient être importants, puisque l'entrepreneur reçoit un acompte de 4,300 livres.

Trente-quatre ans après (5), c'est toujours de Narbonne que partent les matériaux (70 pièces de bois et 80 pierres de taille) qui doivent servir à la fortification que Sa Majesté fait faire à Collioure.

(1) Archives Favatier ; Boissière, notaire, 2^e registre.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.* ; 3^e registre.

(5) *Ibid.* ; Jean, notaire, 12^e liasse. Acte du 15 mars 1676.

Enfin en 1684, Pierre Jacotin dit Laplaine, entrepreneur de travaux à la porte de la ville de Perpignan, à Canet en Roussillon, traite avec Pierre Anduze de Narbonne pour la fourniture de la pierre de taille (1). Mais le transport que devait faire au port de Canet le patron Roudigou fut très retardé et donna lieu à des incidents, dans lesquels intervinrent Claude Mouret, commis général à la faction de l'ouvrage, et *Lavergne*, ingénieur.

Travaux faits par les Consuls

ANCIEN CANAL DE LA RIVIÈRE

Par traité du 19 septembre 1615 devant M^e Senty, notaire à Narbonne, Joseph Étienne, bourgeois de Marseille, MM. Loys et Antoine Reboul, greffiers en la sénéchaussée au siège de Marseille, capitaines Mathieu et Antoine Casteau frères et André Granet, tous associés, s'étaient rendus entrepreneurs de la réparation de Gouletailhade près La Nouvelle (2). Par acte du 4 octobre 1616 (3) « attendu que
« le travail devait être terminé en septembre 1616, que
« d'un autre côté les consuls ont fait payer aux entrepre-
« neurs par leur clavaire, la somme de 2,116 livres, attendu
« que le travail n'est point terminé, et que le canal de
« Gouletailhade est en si mauvais état que les bateaux n'y
« peuvent passer, » MM. Durand Bosquet, Pierre Barsalou et Jean Caussat, consuls, font sommation à Sébastien Comminge, caution des associés, de rendre l'argent qu'ils ont reçu, s'ils ne font travailler à la réparation.

(1) Archives Favatier; Jean, notaire, 20 liasse. Acte du 14 juin 1684.

(2) Voir la réparation faite en 1656 (*Bulletin de la Commission archéologique*), t. VII, p. 71 et suiv.

(3) Archives Favatier; Senty, notaire, 9^e liasse.

Rolland de Cogomblis, Raymond Sallinier et Jean Bouissière, consuls de 1617, renouvellent la même protestation les 28 février et 29 octobre 1617(1). Le 20 août de la même année (2), M. Denos, procureur des consuls, se plaint en leur nom que les entrepreneurs ont fait vérifier, sans les appeler le travail de deux des quatre piliers à faire à Gouletailhade.

Vers la même époque, on avait fait des réparations au pas d'Ensabourre et autres le long du canal de la rivière. Le 9 novembre 1619 (3), les consuls représentent au sr Jean Rivière, caution de Guillaume Andrieu maître charpentier et entrepreneur de ces réparations, que le paltor (4) fait par led. Andrieu à l'endroit appelé le grand pal s'est ébranlé, et la plus grande partie est tombée, « c'est pour-
« quoy n'ayant ladite réparation tenu l'an et jour portés
« par le contrat, ils le somment de refaire le paltor, et
« accomoder ce qu'il est besoin. »

Neuf ans après, c'est encore des réparations au *cargol* qu'il s'agit. Le 2 septembre 1628 (5), « Jean Lenoir et Jacques Campredon, consuls de Narbonne, représentent à Jean de Cogomblis, bourgeois de cette ville, qu'ils ont
« appris qu'il avait fait faire la bezogne du cargol, contre
« les termes du contrat, c'est pourquoy ils doivent se
« transporter sur les lieux pour faire la vérification et ils
« l'invitent à l'accompagner » à quoi de Cogomblis répond fièrement « que celui qui l'avait accusé estait ung malicieux ou ung ignorant; car la bezoigne est faite avec
« plus de perfection qu'il n'y est tenu » et prenant l'offen-

(1) Archives Favatier ; Senty, notaire, 10^e liasse.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*; 12^e liasse.

(4) Paltor. V. le *Bulletin de la Commission archéologique*, t. VII, p. 69, note 2.

(5) Archives Favatier ; Senty, notaire, 21^e liasse.

sive, il ajoute : que MM. les consuls « feraient mieux de
« luy payer 5 ou 600 livres qu'ils lui doibvent pour la
« perte de son bestail (des mules) fourny pour l'armée de
« Mgr le Prince. »

Le 23 du même mois (1), les consuls et M. de Cogomblis transigent sur la question des mules. Et quelques mois après, le 17 janvier 1629 (2), les consuls noble Pierre Antoine de Trégoïn s^r de Ricardelle, honorables hommes Jean Lenoir, Jacques Campredon, Jean Caussat, Jean Tripoul, et François Cailhau empruntaient à Antoine Quier mille livres pour payer au s^r Jean de Cogomblis, bourgeois, le prix fait de deux grosses murailles, qui sont au caragol à l'embouchure de l'étang de Narbonne.

En 1662, nouvelles difficultés pour les consuls, à l'occasion du recreusement du canal au bout de la muraille du caragol. Curnelhe en avait pris l'entreprise pour 3,230 livres. Le 4 mai 1662 (3), noble Pol de Juer Deldoul et Nicolas Avignon, consuls, lui signifient qu'il devait avoir terminé les travaux en novembre 1661, ce qu'il n'a daigné faire : ce jour-là même, les consuls se sont rendus en bateau sur les lieux avec un expert pour vérifier les travaux, et ont parcouru toute l'étendue du travail, qui doit être d'après son contrat « de 56 cannes à commencer à la
« sortie du canal de la rivière, vers l'étang jusques aux
« piquets posés de 8 cannes de largeur et 6 pans de pro-
« fondeur, au temps même des basses eaux, » et ils ont trouvé que dans la plus grande partie, quoique les eaux soient hautes, « il n'y a que de 4 à 5 pans et encore mai-
« gres. »

En 1667 Étienne Aubert et Jean Constant, maître maçon, s'étaient engagés vis-à-vis de la Communauté de Narbonne,

(1) Archives Favatier ; Senty, notaire, 21^e liasse.

(2) *Ibid.* ; 22^e liasse.

(3) *Ibid.* ; Gaubert, notaire, 54^e liasse.

à la construction d'une grande muraille et d'une chaussée au canal de la rivière, près Sainte-Lucie, à l'endroit appelé le pas de Grégory. Ce travail devait être important, puisque le 25 septembre 1667 (1), les entrepreneurs empruntaient, pour le faire, une somme de 4,000 livres, à M. Laurent Bosc, conseiller du Roi, contrôleur général des rentes de la généralité de Montpellier.

Le 19 septembre 1670 (2), les consuls et Étienne Aubert, faisant tant pour lui que pour les héritiers dud. Constant décédé depuis leur entreprise, nomment des experts pour la vérification des travaux. Le 5 juin 1671 (3), Aubert somme M. Pol de Comminge, conseiller du Roi et maître des ports au bureau général de Narbonne, de faire procéder à cette vérification.

Des difficultés s'étaient d'ailleurs élevées entre les consuls et led. sr Aubert, car celui-ci avait fait une saisie-arrest entre les mains de Jacques Martin, marchand de Narbonne, fermier des droits de robinage: il en donna main-levée le 3 juillet 1671 (4).

Enfin le 26 janvier 1672 (5), les experts nommés, par les consuls estiment à 1,000 livres la valeur d'un bastardel (bâtardeau) que Jean Constant, ayant Étienne Aubert pour caution, devait faire le long d'une muraille de 400 cannes, de la hauteur nécessaire, « pour empêcher que, « venant un grand marin, l'eau de l'étang de Gruissan ne « gastât et ruinât la muraille fraîchement faite. » En vertu d'un arrêt de la Cour des comptes, aydes et finances de Montpellier, qui avait donné l'option aux consuls d'exiger la construction du bâtardeau ou sa valeur, les con-

(1) Archives Favatier ; Gaubert, notaire, 59^e liasse.

(2) *Ibid.* ; 62^e liasse.

(3) *Ibid.* ; Jean, notaire, 7^e liasse.

(4) *Ibid.* ; Gaubert, notaire, 63^e liasse.

(5) *Ibid.* ; Jean, notaire, 8^e liasse.

suls ont choisi sa valeur. Ainsi le 15 mars 1672 (1), MM. de Labrosse, Cartel et Cogomblis consuls, assistés de députés du conseil de la ville, faisaient un emprunt de 2,338 livres, pour payer led. Aubert suivant l'arrêt de la Cour des aides de Montpellier, en comprenant 1,000 livres sur la créance d'Aubert, avec la valeur du bâtardeau.

Cet entretien du canal était fort coûteux, et les consuls étaient rendus responsables de toute négligence à cet égard. Le 17 février 1677 (2), Madame Claude de Cassaignes épouse de Messire François Daban, baron de Moux, somme les consuls de Narbonne (MM. de Trégoïn, de Montfort, Bourgade, Luran et Gardelle) « de nommer des « experts pour estimer le dommage qui a été causé aux « terres, jardins et autres biens, qu'elle possède au terroir « dud. Narbonne, appelé de Condom (3), par le débordement du canal de la rivière d'Aude qui passe au milieu « de la ville, et emportement de la chaussée dud. canal, « arrivé faute par les consuls anciens d'avoir fait faire les « réparations du canal, à quoi ils sont obligés. » Le principe de l'indemnité ne fut probablement pas discuté puisque les experts furent nommés le lendemain (4).

Le 20 novembre 1679 (5), Jean Fabre de Saint-Nazaire, entrepreneur du charroi des terres provenant « du curement de la rivière » pour le prix de 2,080 livres, somme les consuls de lui payer une partie de cette somme. M. de Pradel, premier consul, lui répond « qu'il n'a aucuns fonds « et qu'il faut attendre que Mgr l'Intendant lui ayt baillé

(1) Archives Favatier ; Gaubert, notaire, 64^e liasse.

(2) *Ibid.* ; Jean, notaire, 13^e liasse.

(3) Parmi ces biens était une pièce de terre, qui est aujourd'hui la propriété de celui qui écrit ces lignes, et qui n'a jamais reçu d'indemnité en cas d'inondation.

(4) Archives Favatier ; Jean, notaire, 13^e liasse.

(5) *Ibid.* ; 15^e liasse.

« recréance des deniers du robinage, ou qu'il ait permis
« d'emprunter. » Le 25 cette sommation est renouvelée
par les entrepreneurs, qui las d'attendre font une saisie-
arrêt entre les mains de René Laurens, fermier des deux
portions de blé que la ville prend aux moulins : sur quoi,
celui-ci demande le 23 décembre 1679 (1), à Maraval cla-
vaire, s'il consent qu'il se libère entre les mains des
entrepreneurs Fabre et Laissac.

Le 20 août 1680 (2), ce sont des patrons qui s'adressent
aux consuls. Ils exposent « que l'on devait ôter de l'eau
« les pierres de la muraille du caragol qui sont tombées,
« et ensuite construire un paltor de chaque côté, pour
« soutenir les murailles. Cela n'a pas été fait de sorte que
« le passage est toujours encombré de pierres qui sont un
« danger pour la navigation, et ils rendent les consuls
« responsables du dommage que pourraient souffrir leurs
« embarcations. »

La création du grand canal amène des travaux qui
nécessitent le dessèchement momentané de la rivière.
Nouvelle occasion de demander des dommages aux consuls.
Le 9 mai 1689 (3), Jean-François Dufau, maître
jardinier, fermier du jardin de cité appartenant à M. Jac-
ques Durieu, seigneur et baron du Lac et de Villefalse,
demande la nomination d'experts, pour apprécier le dom-
mage que lui cause la privation d'eau à la la rivière que
l'on a mise à sec pour le canal qu'on doit y joindre.
Le 15 du même mois (4), pareille demande de nomina-
tion d'experts pour le même motif, par François Dufau,
fermier du jardin de Messire de Chambert seigneur de
Bizanet.

(1) Archives Favatier ; Jean, notaire, 15^e liasse.

(2) *Ibid* ; 16^e liasse.

(3) *Ibid.* ; 25^e liasse.

(4) *Ibid.*

On voit que dans ces temps qui nous semblent courbés sous un étroit despotisme, chacun savait très bien revendiquer ses droits.

Les réparations de 1680 furent peut-être les dernières de cette partie du canal. La création du canal royal ou canal du Midi, devait amener l'élargissement du canal de la Robine, la rectification du tracé, et le complet abandon de la partie qui traversait l'étang.

Cette création du canal du Midi fut certainement l'un des plus importants travaux, sinon le plus important de la fin du xvii^e siècle. Mais il arriva pour Narbonne ce qui faillit se reproduire au xix^e siècle, lors de l'établissement du chemin de fer du Midi. Dans son parcours de Carcassonne à Béziers, le canal Royal laissa notre cité à 10 ou 12 kilomètres. Narbonne ne fut reliée au nouveau canal que par son ancien canal de la rivière ou Robine d'Aude rectifié et agrandi.

Dès 1678, nous trouvons un acte du 9 novembre devant M^e Cassaigne, notaire (1), dans lequel M. Guillaume Fabre de Saint-Nazaire cède à M. Robert, juge en la temporalité de l'archevêché de Narbonne, des sommes à lui dues comme prix de terrains par lui cédés pour l'établissement du canal.

En 1688, on travaille à l'élargissement de la Robine, c'est Jean Matton, *architecte de Lyon*, qui a l'entreprise de ce travail. Le 24 mars de cette même année (2), il achète à Mademoiselle Mailhac de nombreuses pièces de bois, nécessaires pour ces travaux.

Le 28 du même mois (3), Matton traite avec les frères Coste d'Ouveillan « pour faire tout l'ouvrage qui convien-
« dra pour l'approfondissement et élargissement de la

(1) Archives Favatier ; Cogomblis, notaire, 8^e liasse.

(2) *Ibid.* ; Jean, notaire, 24^e liasse.

(3) *Ibid.*

« Robine depuis Narbonne jusqu'à la rivière d'Aude, et
« les fondements de trois écluses, à raison de 19 sols la
« toise cube. »

Du même jour (1), traité par Matton avec Joulia Moulis, maître traceur de pierre de Carcassonne, pour la fourniture « de toute la pierre qui sera nécessaire auxd. travaux, à prendre dans une carrière à une portée de « mousquet du pont de Moussoulens. » Les *cartiers* de pierre auront 2 pieds et demi de longueur, un pied et demi de largeur et un pied de hauteur et seront payés 25 livres le cent, et le moëllon 2 livres la toise cube.

Mais quelques jours après, les propriétaires des moulins de la ville et du Gua, se plaignaient des dommages que leur causait cet élargissement du canal. Le 2 avril 1688 (2), « nobles et vénérables hommes MM^{res} Jean Pierre « de Casteras de Villemartin, et Melchior Daban de Moux, « chanoines et députés du vénérable chapitre de l'église « primatiale de Narbonne, MM^{rs} Charles de Léonard, « conseiller du Roy, visiteur général des gabelles à sel « du Languedoc, et noble Barthélemy de Cogomblis sieur « du Rivage, tous propriétaires des deux moulins à bled, « qui sont sur la rivière d'Aude, l'un assis dans la ville « de Narbonne, et l'autre au dehors appelé le moulin du « Gua » ayant appris que les consuls voulaient élargir le canal de la rivière, depuis l'écluse de Sallèles jusques à la mer, et que les entrepreneurs allaient commencer les travaux, « mais d'autant que cela ne peut se faire, sans « un préjudice notable aux dits moulins, soit pour les « édifices que pour les esculuses (écluses) et la chaume « (le chômage) etc. » font toutes protestations et réserves pour les dommages et inconvénients qui pourront résulter de lad. entreprise, et ils chargent M. André Rigaud, secré-

(1) Archives Favatier; Jean, notaire, 24^e liasse.

(2) *Ibid.*; Cogomblis, notaire, 8^e liasse, n^o 9.

taire du Chapitre, de les représenter. Cet acte fut signifié le lendemain aux consuls, par exploit de Vidal, huissier.

Le 21 mai suivant (1), M. André Rigaud, en vertu du mandat à lui donné, expose « que pour led. élargissement
« les consuls font tous les jours des choses préjudiciables
« aux édifices desd. moulins, jusques à mesmes de faire
« passer des barques à force de bras sur la paissière ou
« escluse du moulin, et plusieurs autres choses etc. » Il somme les consuls de faire nommer des experts pour vérifier l'état actuel des moulins. Cet acte fut notifié aussi le lendemain aux consuls, par exploit de Bordenove, huissier.

Au même moment, le 16 février 1688 (2), noble Gaspard de Gros seigneur d'Homps, se plaignait à Jean Matton, des dommages causés par lui à un pré pastoral lui appartenant près le moulin du Gua, dans l'exécution de son entreprise du canal, depuis Sallèles jusqu'à La Nouvelle. 9 mai et 15 juin 1689, autres réclamations de dommages.

Les travaux avançaient, il fallait des fonds, les consuls durent recourir à un emprunt. Ils y furent autorisés le 4 juin 1690 (3), par une ordonnance de Mgr de Lamoignon, intendant du Languedoc, ainsi conçue : « Nicolas de
« Lamoignon, chevalier, comte de Launay Courson, seigneur de Brixé, Vaugrigneuse, Chavaigne, Lamothe, Chaudenier, Beuxe et autres lieux, conseiller d'état, intendant en la province du Languedoc.

« Ayant été informé que les ouvrages du canal de la Robine de Narbonne, qui ont esté par nous baillés au sr Lambert, s'avancent beaucoup, et que les fonds destinés pour iceux pourraient manquer, s'il n'y estait pourvu, attendu que les emprunts faits par la ville de

(1) Archives Favatier ; Cogomblis, notaire, 8^e liasse.

(2) *Ibid* ; Lassere, notaire, 4^e liasse.

(3) *Ibid* ; Cogomblis, notaire, 9^e liasse.

« Narbonne, en conséquence de nos précédentes ordonnances, et les fonds destinés pour lesdits ouvrages, quy sont échus et quy écheront jusques au premier jour du mois de septembre prochain, que lesd. travaux doivent estre parachevez ne sont pas suffisants,

« Nous permettons aux consuls de la ville de Narbonne d'emprunter incessamment au denier dix-huit la somme de douze mil livres, pour estre employée auxd. ouvrages sans divertissement, et d'affecter, pour le paiement de lad. somme, les revenus et fermes des droits quy sont destinez auxd. ouvrages, même les premiers deniers qui proviendront des termes desd. droits, si celuy quy prestera la somme désire d'estre payé dans la fin de la première année. Fait à Montpellier le quatrième juin mil six cent quatre vingt dix.

« De Lamoignon signé. Par Mgr Lesellier, signé. »

Parmi les droits dont parle l'ordonnance de M. de Lamoignon, figure certainement le droit perçu sur les marchandises, qui naviguaient sur le canal de la Robine, appelé *droit de robinage*.

Le 16 avril 1699 (1), Antoine Agnellier, marchand de Narbonne, s'adressant aux consuls en la personne de M. M^{re} Sébastien Vignes, docteur et avocat, premier consul, offre de se rendre fermier à 327 livres par an, du droit de robinage que la communauté de Narbonne, prend sur tous les grains et autres marchandises, qui s'embarquent dans le port de Narbonne.

Terminons ce qui est relatif au canal, par l'énumération de six actes des 5 et 24 février, 10, 14, 15 et 27 mars 1692, tous retenus par M^e Lassere, notaire à Narbonne (2).

Dans l'acte du 10 mars « Messire Charles de Bourcier de Cezelli, marquis de S^t Aunès (sans doute un descendant

(1) Archives Favatier ; Jean, notaire, 30^e liasse.

(2) *Ibid* ; Lassere, notaire, 8^e liasse.

« de l'héroïne de Leucate), fait cession à dame Marguerite d'Augier, veuve de noble André de Brun, citoyen de Narbonne, de 744 livres 7 sols 6 deniers, à se faire payer par M^r de Pennautier, trésorier de la Bourse, ou de ses commis, sur la somme de 18,000 livres accordée par nos seigneurs des États du Languedoc, à payer l'année prochaine, pour les terres qui ont été prises pour la construction des rigoles servant à conduire les eaux sous le canal royal par des aqueducs, où le marquis de S^t Aunés est compris pour les terres qu'on lui a prises au lieu de Mirepeisset, pour la somme de 1,488 livres. »

Dans l'acte du 14 mars, *André Lambert*, entrepreneur des ouvrages du canal de la Robine d'Aude, arrête entre les mains de M. *Montagut*, ingénieur ordinaire du Roi, ayant la direction des travaux, la somme due au s^r Jacques Lignon, charretier autrefois au service de M. Matton, alors entrepreneur des travaux. Ce Lignon que Lambert avait pris à son service l'avait volé, et se sentant coupable s'était évadé.

Les quatre actes des 5 et 24 février, 15 et 27 mars, sont de simples quittances données à M. Lambert pour travaux ou fournitures relatifs au canal, notamment par François Cantegril, traceur de pierre de Nissan, par le fermier du cardinal de Bonzy pour la carrière de Nissan, et enfin une quittance finale pour toute la pierre tirée de la carrière de Sainte-Lucie.

PAISSIÈRE (CHAUSSÉE) DE SALLÈLES

Cette chaussée était un ouvrage du canal de la Robine ; aussi était-elle entretenue par les consuls.

Le 17 octobre 1617 (1) François Latrauché, maître char-

(1) Archives Favatier ; Boissière, notaire, 2^e registre.

pentier de Cruzy « entrepreneur des réparations à faire
« aux paissières, qui sont près le lieu de Sallèles, sur
« la rivière d'Aude, à l'embouchure de la Robine qui
« passe dans la ville de Narbonne, » aux termes d'un prix
fait le 2 septembre précédent avec les consuls de cette
ville, associe à son prix fait pour un sixième, Jean-Fran-
çois Hébrard.

Le 8 octobre 1627 (1), Guillaume Andrieu, maître char-
pentier de Narbonne, qui avait traité le jour même, avec
les consuls pour la réparation de la paissière de Sallèles,
associe à son entreprise Antoine Crouzeblaque, maître
charpentier, Pierre Sonilhac et François Roquairol, mai-
tres maçons, tous de Narbonne.

En 1671 les consuls avaient encore traité pour des répa-
rations négligées par les entrepreneurs. Le 28 août (2),
MM. les consuls « s'adressant aux sieurs Guillaume Ajac,
« Pierre Pradel et Louys Lenfant, entrepreneurs des répa-
« rations à fere aux escluses et paissière de Salelles,
« leur remontrent que d'après le contrat passé avec eux
« par les dits sieurs consuls de Narbonne, les travaux
« devaient être faits avant les inondations de l'hiver, et
« qu'il leur feust avancé pour cela, des sommes considé-
« rables, ce à quoy ils n'ont daigné satisfere depuis un an,
« ce qui est cause que cette négligence a amené le despé-
« rissement desd. escluses, et pourrait amener leur ruine
« totale. » Ils les somment de faire les travaux avant
l'hiver.

PONTS

19 août 1618 (3). Traité par trois maçons et un traceur
de pierre, pour soumissionner la construction d'un pont

(1) Archives Favatier, Senty, notaire.

(2) *Ibid* ; Gaubert, notaire, 47^e liasse.

(3) *Ibid.* , Boissière, notaire, 3^e registre.

sur la Robine d'Aude à Moussan, au lieu dit Védilhan, et la construction d'un autre pont sur l'Aussou à Ornaisons, qui doivent être adjugés devant le viguier et les consuls de Narbonne.

Travaux faits par les archevêques et les chapitres

Le 10 novembre 1612 (1), noble François d'Autamar sr de Tauran, au nom du cardinal de Joyeuse, doyen du Sacré Collège, réservataire par permission de N.-S. Père le Pape et du Roi, des fruits de l'archevêché de Narbonne, dont il avait été titulaire, fait un traité à prix fait pour l'agrandissement d'un ermitage à Sainte-Lucie. Cet ermitage devait être dans les projets du Cardinal, un vaste couvent (2). Car le 22 décembre 1612 (3), « l'illustrissime
« François cardinal de Joyeuse, qui avait baillé en inféodation à noble Jean de Bellissent sr de St Jean, 300 sêterées dans l'île de Cauquène (Sainte-Lucie) moyennant
« un droit d'entrée de 600 livres... ayant desseigné (formé
« le dessein) de faire bâtir dans ladite ille, où dresser
« ung hermitage ou monastère, avec plusieurs autres
« bâtiments, uzant de la réserve portée au contrat d'inféodation, déclare vouloir, aux conditions convenues,
« reprendre pour les réunir à la table de l'Archevêque
« led. 300 sêterées confrontant du cers et du midy avec
« l'étang de Bages et rivière d'Aude, du marin avec la
« Méditerranée et d'aquilon avec l'étang de Gruissan. »

Le Cardinal ne tarda probablement pas à commencer l'exécution de ses projets, car le 23 octobre 1613 (4), Claude

(1) Archives Favatier ; Senty, notaire, 4^e registre.

(2) Certains ordres religieux portaient le nom d'Ermites, notamment les Ermites de Saint-Augustin.

(3) Archives Favatier ; Senty, notaire 4^e liasse.

(4) *Ibid.* ; Escalier, notaire, 8^e liasse.

Ombret, maître maçon, lui fait quittance de 4,085 livres à compte de travaux à faire à Sainte-Lucie.

En même temps le Cardinal s'occupait d'améliorer le domaine de Bougna en Livière, qui lui avait été donné par Sa Majesté. Le surlendemain 25 octobre 1613 (1) il traitait avec Antoine Bourdon de Campendut *[sic]* pour 100 cannes à faire au fossé mayral de Livière.

Le 7 juillet 1615 (2), il s'agit de réparer une muraille au château de Saint-Jean dépendant de l'archevêché de Narbonne. La visite, le mémoire et le prix fait des travaux sont faits, tant au nom de l'archevêque de Narbonne (alors Mgr Louis de Vervins) que par M. Bernardin d'Autamar, écuyer, seigneur de Vires et Tauran, procureur général de Mgr le cardinal duc de Joyeuse, doyen du sacré Collège à Rome, réservataire des fruits de l'archevêché de Narbonne (3). Pierre Limouzy, maître maçon de Portel avait pris l'entreprise de ces travaux pour 580 livres.

Ce furent sans doute les derniers travaux ordonnés par le cardinal de Joyeuse qui mourut cette même année 1615.

Quatre ans après le 5 février 1619 (4), Mgr de Vervins ordonne à son tour des réparations à faire pour 600 livres à Antoine et Raymond Razigane, maîtres maçons à Narbonne, aux château, maisons et église dans l'île de Sainte-Lucie. Ces travaux furent vérifiés et approuvés le 23 juin (5) suivant, par Jean Grasset et Jean Dancedo, maîtres maçons de Narbonne.

L'archevêque seigneur ou patron d'une foule de communes ou d'églises dans son diocèse, avait à sa charge de

(1) Archives Favatier; Escalier, notaire, 8^e liasse.

(2) *Ibid*; 11^e liasse.

(3) Le château de Saint-Jean était probablement dans les Corbières.

(4) Archives Favatier; Escalier, notaire, 15^e liasse.

(5) *Ibid*.

nombreux édifices qui nécessitaient de fréquentes réparations. Je laisse de côté les églises que je grouperai toutes ensemble sous le même article.

Nous avons vu qu'en 1614 on s'occupait de construire le pont de Villedaigne; il avait été emporté de nouveau, puisque le 14 janvier 1626 (1), les consuls de Névian s'adressent à Mgr de Vervins pour fixer l'endroit où doit être établie la barque, servant à passer l'Orbieu, *depuis la rupture du pont de Villedaigne*.

Le 29 septembre 1637 (2), Mgr de Rébé fait encore des travaux à Sainte-Lucie. Le 6 janvier 1638 (3), c'est au four banier de Peyriac-de-Mer dont il était le seigneur.

Le 2 septembre 1660 (4), Mgr François Fouquet, faisait faire un parc à Canet. M^{re} Jean Antoine Larderat, prêtre officiel métropolitain et juge des appellations de la province de Narbonne, au nom de Mgr Fouquet, donne à prix fait la construction d'un canal dans ce parc « d'une longueur de 106 cannes, et de largeur au plus haut de 6 cannes et profondeur d'une canne, » pour le prix de 13 livres 13 sols chaque canne courante, ce qui constituait une dépense assez forte. Mgr Fouquet était à peine archevêque de Narbonne depuis un an lorsqu'il commanda ces travaux. Il avait été auparavant évêque de Bayonne, puis évêque d'Agde et succéda à Narbonne à Mgr de Rébé au mois de mai 1639. Il était le frère du fameux Nicolas Fouquet, surintendant des finances de Louis XIV, plus célèbre encore par sa chute que par sa prodigieuse élévation. Il avait vu les magnificences du château de Vaux et peut-être avait-il pris le goût des beaux jardins. Mais ceci n'est qu'une simple conjecture; ce qui est au contraire

(1) Archives Favatier; Daujas, notaire, 4^e liasse.

(2) *Ibid*; Rouan, notaire, 10^e registre.

(3) *Ibid*.

(4) *Ibid*; Arraud, notaire à Saint-Nazaire, 26^e registre.

une certitude, c'est son ardente charité, qui s'est manifestée par des actes éclatants. Du reste, entraîné dans la chute de son frère, Mgr Fouquet dut quitter son siège archiépiscopal, et finit ses jours dans une sorte d'exil à Alençon. Quant au parc de Canet, il est probable qu'il ne s'en occupa plus ; il n'en reste aujourd'hui aucune trace.

En 1665, Mgr Fouquet fait faire des travaux au moulin de Canet appartenant à l'archevêché. Le 1^{er} juin (1), Jacques Elix, son maître d'hôtel, somme Étienne Aubés, marchand, caution de Jean Constans, entrepreneur, de faire travailler ce dernier à son prix fait qui doit être terminé le 15 juin, sous réserve de tous dommages et intérêts. De son côté Teyssèdre, fermier du moulin de Canet, somme, le 20 juin 1665 (2), Mgr l'archevêque de faire les réparations au moulin et de le tenir en bon état « de
« fariner les grains, et d'autant que sur la fin du mois de
« fevrier dernier, le débord de la rivière d'Aude et les
« glaçons emportèrent la paissière. »

Le lendemain (3), Constans, chargé par l'archevêque de faire cette réparation au prix de 1,400 livres, s'associe pour ce travail Jean Trémollières, maître charpentier.

A quel titre les directeurs de l'Hôpital général s'occupaient-ils plus tard des réparations du moulin de Canet ? Je l'ignore, mais le 7 septembre 1704 (4). François Capelle, marchand de bois, et Marc Trémollières, maître charpentier de Narbonne, soumissionnaires de réparations à faire au moulin et à la paissière de Canet, à 2,500 livres, ayant appris que Vidal, maître charpentier à Carcassonne, offre de faire ce travail pour 2,000 livres, offrent à *M. Robert, avocat, un des directeurs et syndic de l'Hôpital général de Narbonne*, de faire ce travail pour 1,800 livres.

(1) Archives Favatier ; Gaubert, notaire, 57^e liasse.

(2) *Ibid* ; Garrousse, notaire, 16^e liasse.

(3) *Ibid.* ; Gaubert, notaire, 57^e liasse.

(4) *Ibid.* ; Piollé, notaire, 4^e liasse.

Le moulin de Canet n'en resta pas moins la propriété de l'archevêque. Le 31 août 1744 (1), Mgr Crillon affermaient ledit moulin et la barque de Canet, aussi propriété de l'archevêché, 1,400 livres par an et dix paires de chapons aussi chaque année. Quatre ans après, le 3 avril 1652 (2), le prix du bail était porté à 1,900 livres par an plus les 10 paires de chapons.

Revenons à Mgr Fouquet ; il avait probablement quitté Narbonne dès l'arrestation de son frère, qui avait eu lieu en 1661, car nous trouvons une procuration déjà signée par lui à Auxerre, le 4 juillet 1662 (3). Mais, en 1664, la disgrâce et la chute du surintendant des finances étaient complètes, il était condamné. Le 1^{er} août de cette année 1614 (4), l'archevêque avait donné devant les notaires d'Auxerre une procuration à M. Dagen, son vicaire général, pour traiter avec le sieur Pasqual, entrepreneur du dessèchement de l'étang de Pissevaque à Sigean. Le 20 du même mois (5), il donne aussi, à Auxerre, une nouvelle procuration générale à M. Dagen pour toutes les affaires de l'archevêché.

En 1667, il n'est plus à Auxerre. Le 1^{er} mai et le 29 novembre (6), il fait deux procurations au Mans « *en ce païs,* » « *portent-elles, par ordre de Sa Majesté.* »

Enfin, en 1670, il est à Alençon (7). Il y resta probablement jusqu'à sa mort arrivée en 1673. Le 12 janvier

(1) Archives Favatier ; Cahier des fermes de l'archevêque ; Maupel, notaire, 4^e liasse.

(2) *Ibid.*

(3) Archives Favatier ; Gaubert, notaire, 57^e liasse.

(4) *Ibid.* ; 56^e liasse.

(5) *Ibid.*

(6) *Ibid.* ; 59^e liasse.

(7) V. classement des archives des hospices de Narbonne, par M. Hippolyte Faure, 1^{er} v., p. 74.

1672 (1), il y donnait encore une procuration à M. Dagen pour la fondation de douze places d'incurables à l'hôpital Saint-Paul de Narbonne.

Mgr Fouquet n'avait fait qu'un bien court séjour, un ou deux ans à peine, au milieu de nous, et cependant son épiscopat fut un des plus féconds en bonnes œuvres.

C'est à lui que revient l'immortel honneur d'avoir appelé à Narbonne les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, dès la première année de son épiscopat. La lettre d'obédience donnée par saint Vincent de Paul aux trois premières sœurs de charité arrivées à Narbonne est du 12 septembre 1659 ; ces trois sœurs se nommaient Françoise Carcireux, Anne Denoual et Marie Dhesses (2). Nous devons conserver précieusement cette date comme une date bénie, et ces trois noms obscurs à l'égal des plus illustres. Ces trois saintes filles sont comme les ancêtres de cette légion de filles de la charité qui, depuis deux siècles et demi, se consacrent tout entières au soulagement de nos pauvres et de nos malades (3).

Mgr Fouquet était un ami de saint Vincent de Paul, et c'est avec raison que M. Hippolyte Faure écrit dans l'ouvrage que nous avons cité : « Au milieu des disgrâces et « des inquiétudes de sa famille, le souvenir de cette « amitié dut être pour François Fouquet une grande consolation. Heureux l'homme qui peut avoir des amis tels « que saint Vincent ! »

Après la mort de Mgr Fouquet, M. Dagen, son exécuteur testamentaire, paya à l'hôpital de Narbonne, la somme

(1) Archives Favatier; Gaubert, notaire, 64^e liasse.

(2) Hippolyte Faure, *loc. cit.*

(3) La fondation de Narbonne fut la dernière faite par Mademoiselle Legras, née Louise de Marillac. Il faut lire dans sa vie par Mgr Baunard, le récit des dures épreuves de ces pauvres sœurs, au début de leur séjour à Narbonne. Mgr Baunard nomme les deux dernières Anne (de Noailles) et Marie Dhesse.

énorme pour le temps de 44,000 livres, destinées à la fondation des douze places d'incurables dont nous avons parlé. Ce paiement fut fait le 15 octobre 1673 (1).

Aussi est-ce avec raison et en toute justice que le 25 février 1860 les administrateurs de l'hôpital ont consacré le souvenir de ce grand bienfaiteur des pauvres, sur une plaque de marbre placée au pied du grand escalier.

AMÉLIORATION DES BASSES PLAINES AUTOUR DE NARBONNE

Son Éminence le cardinal de Bonzy s'occupe de l'amélioration et de la mise en culture de l'étang salin à l'ouest de la Clape. Il donne à prix fait à des travailleurs la mise en culture de 590 sétérées des terres de cet étang, moyennant 500 livres en argent et le tiers des fruits pendant quatre ans. Le 3 janvier 1686 (2), ces travailleurs se partagent ce travail.

Le 24 septembre 1690 (3), le Cardinal, Messire Gabriel de Boyer, seigneur de Motja (Moujan) et les députés des habitants d'Armissan donnent à bail à faire encore des travaux dans le même étang salin, notamment recreuser le vieux canal depuis le pont de Las Monges jusques à 110 cannes au-dessus du pont de Moujan.

L'étang de Lunes et de Malesang appartenait à l'archevêque de Narbonne, mais avant 1620 il avait été inféodé à noble Guillaume de Trégoin Sr de Malveyz et de Saint-Amans, puisque le 19 novembre 1620 (4), quittance lui est donnée de 500 livres pour le coût d'un pont qu'il a fait faire à la grande Mayral, lequel reçoit les eaux de Lunes

(1) Archives Favatier; Gaubert, notaire, 65^e liasse.

(2) *Ibid.*; Lassere, notaire, 2^e liasse.

(3) *Ibid.*; Cogomblis, notaire, 9^e liasse.

(4) *Ibid.*; Senty, notaire, 12^e registre.

et de Malesang. Il dut continuer ses travaux de dessèchement, car le 30 juillet 1623 (1), M. Jacques de Bunis, chanoine et précenteur de l'église métropolitaine, se plaint que noble Guillaume de Trégoin ait fait des travaux nuisant à des terres dépendant de sa précenterie au Bourg de Narbonne. Mais M. de Trégoin de Malvey se plaint à son tour à l'archevêque, le 18 novembre suivant (2), « du trouble
« que lui apporte dans sa possession M. de Bunis, sur
« l'étang de Lunes qui lui a été inféodé par Mgr l'archevê-
« que, et sur lequel il a fait de grands travaux et répara-
« tions ».

Le 26 avril 1697 (3), ce sont tous les intéressés aux terres de Malesang qui délibèrent sur les travaux à faire : Messire Jean Hyacinthe de Trégoin, vicomte de Montbrun et autres places, maire perpétuel de Narbonne, lieutenant des maréchaux de France, noble Claude de Fournas, seigneur de Truilhas, M. Sébastien Vignes, docteur et avocat au parlement, citoyen de Narbonne, noble Jean Dupon, lieutenant des milices bourgeoises de la dite ville, le s^r Hugues Aubert, marchand, le s^r Pierre Joulia, le s^r Jean Dellon, marchand garnisseur, et D^{lle} Jeanne Paule de Ferrer, veuve du s^r Jean Darnaud, marchand, faisant la plus grande partie des possesseurs et tenanciers des biens situés au terroir de Malesang, Larnet et autres circonvoisins. A la délibération sont joints : 1^o les devis des travaux à faire, notamment creusement de la Mayral, des fossés sur le chemin de Montfort et de Mandirac, réparation d'un pont, pavage du pont et du chemin de Saint-Sigismond et de la Cafforte ; et 2^o une soumission pour faire ces travaux au prix de 405 livres.

Au commencement du siècle, le cardinal de Joyeuse

(1) Archives Favatier ; Senty, notaire, 12^e registre.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

s'occupait de l'amélioration du domaine de Bougna en Livière, à lui donné par Sa Majesté.

Au milieu du siècle on s'occupait sérieusement, paraît-il, du dessèchement de la plaine de Livière. Nous trouvons, le 16 juin 1646 (1), une sentence arbitrale pour Henry d'Autemar, abbé de Saint-Guilhem-le-Désert, *féodataire* du terroir de Livière, et Antoine Pol Resplandy, bourgeois de Narbonne, sur la contribution dud. Resplandy au *dessèchement du terroir de Livière*, pour les terres qu'il possède aux Amarats, et pour des terres inféodées par le chapitre Saint-Just au sieur Camps.

En 1690, c'est un particulier, le sieur Étienne Boutes, qui a fait, au milieu du bord d'une des pièces de terre dépendant de sa métairie en Livière et confrontant de l'aquilon la rivière d'Aude, un *azagadou* ou arrosoir pour arroser ses près et autres biens. Le 28 mars 1694 (2), il se fait faire une déclaration par les terrassiers, maçons et serruriers, qui ont fait ce travail, que c'est bien lui qui l'a commandé et payé (3).

MOULINS ET BACS

Il semble que les moulins à eau et les bacs pour le passage des rivières furent presque exclusivement des propriétés ecclésiastiques.

Le chapitre Saint-Just était le principal propriétaire des moulins de la ville et du Gua à Narbonne. Il devait être aussi le propriétaire du moulin de Férioles, car le 16 juin

(1) Archives Favatier ; Gaubert, notaire, 38^e liasse.

(2) *Ibid.* ; Lassere, notaire, 10^e liasse.

(3) Étienne Boutes était probablement le propriétaire du domaine portant aujourd'hui son nom, et appartenant à M. Armand Bories, membre de la Commission archéologique.

1635 (1), il résilie un prix fait qu'il avait conclu avec François Puechségur, entrepreneur, pour une réparation à la chaussée de ce moulin.

Le moulin de Canet appartenait à l'archevêque de Narbonne, au moins au xvii^e siècle.

Le moulin de Saint-Nazaire appartenait à l'abbaye de Fontfroide ; mais le 21 février 1619 (2), Mgr de Frégoze, abbé commandataire de Fontfroide, se décida à consentir à MM. François Verseilhe et François Cailhé, marchands de Narbonne, l'inféodation « du moulin noble de Saint-Nazaire, membre dépendant de l'abbaye de N.-D. de Fontfroide, demeuré en chaume à cause de la rupture de la paissière advenue en 1601 ou 1602, laquelle fut si grande, que quelles diligences et réparations que les rentiers ou procureurs dud. s^r abbé y ayent pu faire, ils furent contraints de laisser tout, et laisser le molin dézert et sans rien faire ; de sorte que depuis encore les fréquentes inondations et ravages des eaux auroient achevé d'emporter le reste de la paissière, ruyné les couverts et membres dud. molin mesme les saults carrassiers et aultres choses nécessaires pour l'entretien d'iceluy. » Cet acte est fait en vertu d'une procuration en latin de Mgr de Frégoze, datée de Vérone, du 15 novembre 1618 (3). Il me semble que l'on voit dans les lignes que je viens de transcrire comme une image de la décadence matérielle où la commande réduisait cette puissante abbaye de Fontfroide.

Le lendemain (4), un procès-verbal de vérification constate que la chaussée du moulin a été ruinée et emportée, et énumère les réparations à faire notamment la construction de deux paltors pour garantir la chaussée.

(1) Archives Favatier ; Arnaud, notaire à Saint-Nazaire, 2^e registre.

(2) *Ibid.* ; Senty, notaire, 11^e registre.

(3) *Ibid.* ; 12^e liasse.

(4) *Ibid.*

A cette époque on attachait une grande importance économique au fonctionnement des moulins ; car le même jour (1), dans une sorte de referendum, les habitants de Saint-Nazaire demandaient le rétablissement du moulin.

Les féodataires se mirent à l'œuvre immédiatement suivant trois actes de prix faits des 3 et 28 mai, et 14 juillet 1619 (2). Une vérification d'experts faite le 24 juillet 1620 (3), constate que le moulin, appartenant alors aux dits François Verseilhe, François Cailhé et à Antoine Rouch, est en bon état.

Cependant, en 1634 il faut encore réparer la chaussée, toujours battue en brèche par les inondations de l'Aude.

Le 26 mars (4), les dits Verseilhe, Cailhé et de Rouch font deux traités, l'un pour la taille des pierres destinées à réparer la chaussée et l'autre pour le charroi de ces pierres.

Le moulin d'Empare commune de Moussan était la propriété du chapitre Saint-Sébastien qui, le 26 février 1640 (5), est obligé de faire réparer la chaussée.

Le bac de Villedaigne sur l'Orbieu, dont nous avons déjà parlé, appartenait pour deux tiers à l'archevêché et pour un tiers au chapitre Saint-Just. Le 19 avril 1744 (3), Mgr de Crillon l'affermait 200 livres et un levraut par an. Mais au renouvellement du bail des revenus de l'archevêché à Villedaigne, le 1^{er} mai 1752 (6), après la mort de Mgr de Crillon remplacé par Mgr de La Roche Aymon, le fermier déclare qu'il n'entend point prendre à ferme la barque de Villedaigne, attendu que la province du Lan-

(1) Archives Favatier ; Senty, notaire, 12^e liasse.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.* ; 13^e liasse.

(4) *Ibid.* ; Falconis, notaire, 14^e registre.

(5) *Ibid.* ; Bouilhade, notaire, 9^e registre.

(6) *Ibid.* ; cahier des fermes de l'archevêché ; Maupel, notaire, 4^e liasse.

guedoc a fait construire, près d'Ornaisons, un pont sur l'Orbieu, qui rend cette barque inutile.

Le bac de Saint-Marcel, sur la rivière d'Aude, appartenait au chapitre Saint-Just. Le 1^{er} août 1649 (1), le chapitre fait sommation à Jean Maraval, fermier de « cette barque » qu'y est dans un tel état de ruïne, qu'on ne peut s'en « servir sans dangé d'être submergé ». Maraval répond qu'il va faire scier des ais de peuplier pour la réparer.

Le même jour (2), le chapitre fait une pareille réquisition à Barthélemy Calas, fermier de la barque de Moussan, aussi propriété du chapitre; mais Calas répond « que l'accident arrivé ne provient pas du mauvais état de la « barque, mais de la malice des mulets qui étaient des-
« sus ».

En ce temps-là les corps constitués défendaient jusqu'à l'extrême limite les droits et privilèges leur appartenant. Le 10 novembre 1617 (3), Pierre de Cogomblis, au nom des consuls, demande à M. Mathieu Rigail, chanoine de Saint-Paul, de vouloir planter à l'amiable certaines bodulles (bornes) pour délimitation entre Narbonne et Montredon, à cause de la juridiction du chapitre de Saint-Paul. M. Rigail, comme syndic du chapitre, lui répond : qu'il ne peut supporter « que lesd. bornes soient gravées d'au-
« tres armoiries que celles du chapitre qui est le seigneur
« haut, bas et moyen ».

ÉGLISES ET PRESBYTÈRES

L'entretien de ces édifices religieux était à la charge des patrons de l'église, souvent l'archevêque, quelquefois les chapitres, et enfin les ouvriers et les consuls locaux.

(1) Archives Favatier ; Garrousse, notaire, 1^{re} liasse.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.* ; Senty, notaire, 10^e liasse.

Je me bornerai à énumérer succinctement et dans l'ordre chronologique, les constructions ou réparations dont j'ai trouvé la trace dans mes archives, en énonçant par qui elles sont faites.

4 juin 1609 (1) : Prix fait par M. Vincent Raphanel, chanoine, au nom du chapitre Saint-Just, avec Jean Armengaud, maçon à Sallèles, pour une réparation à faire à l'église Saint-Martin de Sallèles, dépendant du chapitre.

5 septembre 1611 (2) : Gillin Terral, consul de Ginestas, au nom de Guillaume Rouch, baille du même lieu, requiert M. Pierre Clément, chanoine de Saint-Paul, recteur de Ginestas, de faire réparer et *accomoder* le clocher de l'église paroissiale qui menace ruine.

30 septembre 1612 (3) : Réparations au clocher de Gruissan. Le prix fait de ce travail est consenti à la fois par M. Pons Veye, ayant pouvoir de l'archevêque, par M. Vincent Raphanel, chanoine et prévôt du chapitre Saint-Just, ayant pouvoir du chapitre, et par M. Pierre Resplandy, chanoine de Saint-Paul et recteur de Gruissan.

24 novembre 1613 (4) : M. Raphanel, chanoine et syndic de Saint-Just, répondant à M. Guillaume Fabre, second consul d'Ouveillan, lui indique, à propos d'une réparation à faire à l'église de cette paroisse, de prendre le bois à Sallèles, et les briques à Truillas.

28 janvier 1621 (5) : Réparations à l'église de Saint-Marcel, notamment construction d'une tribune. M. Jean-Pierre de Casteras, recteur de Saint-Marcel, s'adresse à Ambroise Ribairolles, consul du lieu, pour la distribution d'aumônes envoyées par M. Veye, procureur général de

(1) Archives Favatier; Escalier, notaire, 3^e liasse.

(2) *Ibid.*; Senty, notaire, 3^e liasse.

(3) *Ibid.*; 4^e registre.

(4) *Ibid.*; Escalier, notaire, 8^e liasse.

(5) *Ibid.*; 17^e liasse.

l'archevêque « à cause de la grande disette et stérilité de
« l'année, et aussi pour les réparations à faire à l'église ». On doit pour cela charrier le bois de Narbonne, n'en ayant point à Sallèles. Une partie seulement de ce bois a été charriée, et les habitants, qui doivent charrier le restant, retardent toujours sous prétexte de pluies continuelles. Le recteur somme le consul de faire faire ce charroi, parce que les entrepreneurs qui l'attendent menacent de faire des poursuites.

23 mai 1623 (1) : Noble Jean de Trégoin, sr de Malvesin et de Saint-Amans, s'adresse à Révérend Père en Dieu Messire Gabriel Dumas, docteur en théologie, abbé de l'église collégiale Saint-Paul, relativement à l'ordonnance de Mgr l'archevêque de Narbonne, commissaire de Sa Sainteté « qui enjoint ou requiert, pour honneur dû aux « saintes reliques des saints martyrs qui reposent dans « l'église du lieu de Saint-Amans, de faire rétablir et « édifier la dite église de Saint-Amans », afin qu'on puisse y célébrer de nouveau le service divin. — Mais le 6 juin suivant (2), deux experts, François Huc et Jean Chopy, maîtres maçons, constatent que l'ancienne chapelle où reposaient les corps des saints martyrs, saint Amans, saint Alexandre, saint Lucien et saint Aldalt, est absolument ruinée, et qu'il sera très coûteux de la rétablir à cause de l'isolement du lieu et de la difficulté d'y arriver (3).

28 avril 1627 (4) : Réparations par le chapitre Saint-Just de l'église de Tourouzelle.

26 juin 1630 (5) : Réparation assez importante (pour

(1) Archives Favatier; Senty, notaire, 16^e liasse.

(2) *Ibid.*

(3) Saint-Amans, dans la commune de Bizanet, appartient aujourd'hui à la famille de Chefdebien; il n'y reste aucune trace de chapelle.

(4) Archives Favatier; Escalier, notaire, 31^e liasse.

(5) *Ibid.*; Rouan, notaire, 1^{er} registre.

990 livres) à l'église de Bisan (Bise) par les soins de l'archevêque, Mgr de Rebé.

9 juin 1646 (4) : Prix fait pour réparation à la même église par l'archevêque et le chapitre Saint-Sébastien.

3 novembre 1630 (2) et 20 juin 1631 (3) : Réparations à l'église de Gruissan par les soins de Mgr l'archevêque.

11 janvier 1633 (4) : Réparations à l'église de Capestang, également par Mgr l'archevêque.

1^{er} mai 1633 (5) : Prix fait pour réparations importantes, s'élevant à 2,100 livres, à l'église de Notre-Dame de Quarante, par Messire Jean Antoine de Thézan, abbé de Notre-Dame de Quarante. Il se réserve de réclamer une petite partie de cette somme à la commune de Quarante qui, d'après lui, en était tenue. Il est question dans le prix fait de l'autel des quarante martyrs (sans doute les quarante martyrs de Sébaste), qui avaient probablement donné le nom à la commune.

27 avril 1634 (6) : Réparations par l'archevêque à l'église de Montels.

21 mars 1638 (7) : Prix fait pour une cloche destinée à l'église de Sainte-Vallière, par les consuls, le recteur et le viguier de l'abbaye de Fontfroide, avec un fondeur de Villasavary, nommé Picard.

11 septembre 1644 (8) : Réparations à l'église de Fontcouverte, par M^{re} Jean Ducup, chanoine de Saint-Just, recteur de Fontcouverte, agissant tant en son nom qu'au nom de M. l'abbé de Lagrasse.

(1) Archives Favatier ; Rouan, notaire, 5^e registre.

(2) *Ibid.* ; 1^{er} registre.

(3) *Ibid.* ; 2^e registre.

(4) *Ibid.*

(5) *Ibid.* ; Falconis, 13^e registre.

(6) *Ibid.* ; Rouan, notaire, 2^e registre.

(7) *Ibid.* ; Arraud, notaire à Saint-Nazaire, 5^e registre.

(8) *Ibid.* ; Bouges, notaire, 5^e registre.

12 octobre 1643 (1) : Réparation à l'église de Peyriac-de-Mer, par l'archevêque, patron du lieu, et le chapitre Saint-Paul (2).

7 novembre 1643 (3) : Réparation à l'église de Montredon également par l'archevêque et le chapitre Saint-Paul.

10 juillet 1644 (4) : Prix fait par le chapitre Saint-Paul, pour l'église de Saint-Martin entre deux eaux, prieuré au confluent de l'Aude et de l'Orbieu, dépendant de la vicairie de Rayssac.

17 février 1645 (5) : Traité par les consuls de Ventenac avec le fondeur Picard de Villasavary, pour la refonte des cloches de leur église au prix de 60 livres.

9 mai 1655 (6) : Les consuls de Saint-Marcel font un traité pour la confection de 50 quintaux de chaux, destinés à la construction du clocher de la commune. Cette chaux sera faite le long de la rivière de Cesse, au lieu dit Lissard, terroir de Bize.

25 août 1655 (7) : Traité par les consuls, le bailli et les députés de la même commune, avec le sieur Jean Albaret, pour la construction de ce clocher au prix de 450 livres.

Des difficultés s'élevèrent sans doute avec l'entrepreneur, car, le 6 avril 1659 (8), des experts furent nommés pour visiter les travaux. Ceux-ci n'ayant pu s'entendre, on fut obligé de nommer un tiers expert le 27 du même mois.

(1) Archives Favatier ; Rouan, notaire, 4^e registre.

(2) Le chapitre Saint-Paul avait droit à une partie de la manse des églises de Peyriac-de-Mer et de Montredon.

(3) Archives Favatier ; Rouan, notaire, 4^e registre.

(4) Archives Favatier ; Arraud, notaire à Saint-Nazaire, 11^e registre.

(5) *Ibid.* ; 12^e registre.

(6) *Ibid.* ; 21^e registre.

(7) *Ibid.*

(8) *Ibid.* ; 25^e registre.

15 janvier 1661 (1) : Réparation par les consuls de Gruisan à l'église de la paroisse.

27 avril 1662 (2) : Prix fait pour réparations à l'église de Saint-Nazaire par l'archevêque et Frère Jean Sauveur de Villeneuve, chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, commandeur de Grisan, prieur primitif et seigneur de Saint-Nazaire. Le 14 août 1672 (3), nouvelle réparation par les mêmes à la même église. Mais le 21 (4) du même mois, ce sont les consuls qui font un prix fait pour la grande cloche de l'église.

3 novembre 1662 (5) : Au sujet d'une réparation à faire par le chapitre Saint-Just à l'église d'Ouveillan, Jean Gabriel Malbert, consul et député d'Ouveillan, déclare au chapitre que la communauté est prête à faire le charroi des matériaux pour la réparation de l'église de la paroisse, à la condition qu'ils seront sur le territoire de la communauté, qui n'est pas obligée d'aller les chercher plus loin.

20 juin 1663 (6) : Prix fait par le chapitre Saint-Just et celui de Saint-Pons de Thomières, pour l'agrandissement de l'église de Rieussec, dans le diocèse de Saint-Pons.

21 avril 1664 (7) : Articles de réparations à faire à l'église de Saint-André de Montels, suivis de soumissions aux enchères.

14 septembre 1667 (8) : Prix fait pour réparations à faire à l'église de Saint-Marcel par l'archevêque et le vicaire perpétuel.

(1) Archives Favatier ; Rouan, notaire, 11^e registre.

(2) *Ibid.* ; Arraud, notaire à Saint-Nazaire, 28^e registre.

(3) *Ibid.* ; 38^e registre.

(4) *Ibid.*

(5) *Ibid.* ; Garrousse, notaire, 13^e liasse.

(6) *Ibid.* ; 14^e liasse.

(7) *Ibid.* ; 15^e liasse.

(8) *Ibid.* ; Garrousse, notaire, 18^e liasse.

30 septembre 1667 (1) : Devis de réparations à faire aux fonts baptismaux des églises de Salles et de Marmorières, avec soumissions aux enchères pour ces travaux. La vicairie de Marmorières était unie au chapitre Saint-Sébastien de Narbonne.

12 octobre 1667 (2) : Devis et enchères pour des réparations importantes à l'église de Ginestas. Les habitants avaient donné une maison, et les travaux furent soumissionnés à 780 livres.

15 juin 1668 (3) : Jean Marilhac recteur de Névian, s'adressant à Guillaume Jalbert et Jean Lanés habitants de Névian, affirme qu'en 1650, M. Raphanel, alors recteur de Névian, démolit en partie le presbytère, pour recouvrir le château du chapitre Saint-Just. MM. Jalbert et Lanés reconnaissent le vérité de ce fait.

26 décembre 1668 (4) : Articles de réparations à faire à l'église de Saint-Pierre-del-Lec. Cette église dépendait d'Armissan, qui était annexé au chapitre de Saint-Sébastien recteur primitif de cette cure. Suivent les soumissions aux enchères : commencées à 1,200 livres, elles descendent jusqu'à 350 livres.

16 juillet 1675 (5) : Messire Bernard Dumas prêtre, docteur en théologie, vicaire général de l'éminentissime cardinal de Bonzy, archevêque de Narbonne, faisant pour et au nom de son éminence, Messire François de Cazaletz, chanoine et précenteur de l'Église sainte et métropolitaine, et M. Jean Bacquier, prêtre et recteur de l'église paroissiale Saint-Martin du lieu de Pérignan (Fleury), donnent à prix fait à Simon Pol, maître maçon à Narbonne, d'im-

(1) Archives Favatier ; Garrousse, notaire, 18^e liasse.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.* ; 19^e liasse.

(4) *Ibid.*

(5) *Ibid.* ; Jean, notaire, 11^e liasse.

portantes réparations à faire à l'église. Le devis des travaux est dans le bail à prix fait.

18 mars 1677 (1) : Réquisition par le s^r Pouderous bourgeois de Peyriac-Minervois, à son éminence le cardinal de Bonzy, représenté par le s^r Jean Brustet, receveur des tailles au diocèse d'Agde, de réparer l'église paroissiale dud. Peyriac, qui s'est écroulée en partie et menace ruine pour le surplus. Cette réquisition est renouvelée les 19 et 21.

2 octobre 1682 (2) : Réquisition par Pierre Martin, maçon à Coursan, au s^r Jean Clavel prévôt de la confrérie de Notre-Dame de Magrie, au sujet de l'entreprise d'une voûte à faire au milieu de ladite église (3), suivant contrat retenu « en septembre dernier par M. Merle, soy disant « notaire du lieu de Salelles, aussy prévost de la Confrérie. »

3 avril 1683 (4) : Nomination d'arbitres par François Bousquet, maître plâtrier de Narbonne, et Armand Laffon, maître maçon de Marcorignan, et les consuls et le recteur de Marcorignan, pour statuer sur des difficultés existant à l'occasion des travaux au presbytère de Marcorignan, entrepris par Bousquet et Laffon.

7 avril décision des arbitres.

16 et 17 avril, acquiescement des parties.

(1) Archives Favatier ; Jean, notaire, 13^e liasse.

(2) *Ibid.* ; Agel, notaire à Cuxac, 2^e liasse.

(3) L'église de Notre-Dame de Magrie à Cuxac, complètement ruinée à l'époque de la Révolution a été réédifiée avec un grand luxe, il y a une trentaine d'années, par Madame Pameron de Cuxac, et est devenue depuis un lieu de pèlerinage très suivi.

(4) Archives Favatier ; Jean, notaire, 24^e liasse.

Autorités locales

CONSULS DE COURSAN

28 octobre 1627 (1) : Jean de Poux, capitaine, et Pierre Poux, écolier, son frère, s'adressant à noble Jean Daffis, premier consul et Pierre Espéronnier, premier marguillier de Coursan, les somment de leur garantir la possession de trois pièces de terre, que feu Achille Peredoux leur oncle avait acquises « à l'estaint de la chandelle » (aux enchères) le 17 avril 1574, dont le prix fut payé et servit à la *faction et réparation des murailles, et fortification dudit lieu de Coursan*.

Au moyen âge presque tous les bourgs un peu importants étaient fortifiés. Au xvi^e et au xvii^e siècles, non seulement la plupart de ces fortifications subsistaient encore, mais on les réparait et on les entretenait.

21 octobre 1673 (2) : Réquisition par André Labat, consul de Coursan, à Guillaume Ajac et Mathieu Capmagre, maîtres maçons de Narbonne, entrepreneurs du travail que la communauté fait faire au pont et aux écluses de l'aiguille dite de Londres. Il les somme de terminer les travaux avant les inondations.

L'aiguille de Londres était un des principaux canaux servant au dessèchement de l'étang de Capeatang.

3 décembre 1684 (3) : Emprunt par la communauté de Coursan représentée par Jean Buscailhon, Louis Combes, et Jean Rivière, consuls, noble Raulin de Séguier de Lacoste et Pierre Jean, députés par une délibération du

(1) Archives Favatier ; Daujas, notaire, 5^e liasse.

(2) *Ibid.* ; Jean, notaire, 10^e liasse.

(3) *Ibid.* ; Agel, notaire à Cuxac, 1^{re} liasse.

conseil général du 30 novembre précédent, à M. Buscailhon Daffis, taillable de Coursan, de 550 livres pour réparations à faire aux chaussées du *Bosc de Bouni*.

4 décembre 1684 (1) : Bail à prix fait de ces réparations détaillées dans un devis dressé par M. Gillade, directeur général du canal royal, à Pierre Douarche, de Coursan, pour 550 livres. 14 janvier 1685 (2) : Quittance de cette somme par Douarche, contenant vérification et acceptation des travaux.

14 octobre 1685 (3) : Réquisition par Pierre Martin, maître maçon de Coursan, entrepreneur « de la faction du « rassier nécessaire pour la construction des murailles du « chemin, qui se fait depuis le pont de Londres jusqu'à « la rivière d'Aude. »

18 octobre 1685 (4) : Prix fait par noble Barthélemy de Cogomblis, sr du Rivage et Pierre Jean, taillables de Coursan, pour les réparations et fossés qui sont à faire au terroir de Coursan depuis l'endroit appelé la font Sabatière le long des chemins, des terres et de la Tour jusques à l'aiguille de Londres.

20 juillet 1687 (5) : noble Octavien Daffis proteste contre la nomination comme garde-terre d'un sr Salettes, faite par M. Jean Hérail, maître maréchal à forge, second consul de Coursan, parce que led. Salettes est hors de service, incapable de remplir ses fonctions, et spécialement incapable de travailler aux réparations des chaussées de la rivière d'Aude, travail auquel sont d'usage occupés les garde-terre, pendant plusieurs mois de l'année.

(1) Archives Favatier ; Jean, notaire, 10^e liasse.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.* ; Jean, notaire, 24^e liasse.

(5) *Ibid.* ; Agel, notaire à Cuxac, 2^e liasse.

8 mars 1692 (1) : Délibération de la communauté de Coursan au sujet de réparations à faire au pas de Jalabert, au pas du Mayal jusqu'à l'aiguille de Londres, et autres endroits le long de la rivière d'Aude, notamment faire une chaussée et « curer l'aiguille de Londres ».

CONSULS DE CUXAC

19 janvier 1619 (2) : Les habitants matriculés de Cuxac donnent pouvoir à Pierre Demarque et Bertrand Pérrier, consuls, à François Cambefort et Jean Caumel, habitants de Cuxac, d'emprunter 400 livres, pour payer les réparations nécessaires à faire au trou et rupture, qui ont été faits par le débordement de la rivière d'Aude, suivant prix fait donné le 13 à des travailleurs de Cuxac.

15 juin 1619 (3) : Quittance par les consuls de Cuxac aux intéressés au dessèchement de l'étang de Capestang, d'une somme due pour certaines réparations faites à la rivière d'Aude.

19 février 1687 (4) : Pierre Vernet, chirurgien à Cuxac, se plaint aux consuls de Cuxac que pour réparer la chaussée de la communauté, on ait pris de la terre « dans une « pièce en lauzerde » qu'il possède près le bateau de Cuxac (5), et il demande la nomination d'un expert pour évaluer le dommage.

(1) Archives Favatier ; Cogomblis, notaire, 9^e liasse.

(2) *Ibid.* ; Senty, notaire, 12^e liasse.

(3) *Ibid.* ; Cabirol, notaire, 4^e registre.

(4) *Ibid.* ; Agel, notaire à Cuxac, 2^e liasse.

(5) Le bateau de Cuxac appartenait au roi.

CONSULS DE SALLES-D'AUDE

27 septembre 1688 (1) : Réquisition par les entrepreneurs des réparations faites aux chaussées dans la commune de Salles, au s^r Guillaume Douarche, expert nommé par les consuls de Salles pour vérifier les travaux. Ils somment Douarche de déclarer qu'il a fait la vérification des travaux et qu'il les a trouvés parfaits, afin qu'ils puissent se faire payer sans délai.

CONSULS DE PÉRIGNAN (FLEURY)

7 novembre 1633 (2) : Bail à prix fait par Jacques Gabriac et Blaise Terrisse, ouvriers de l'église paroissiale Saint-Martin de Pérignan, et Pierre Hugonet, premier consul, de réparations à faire au moulin à huile appartenant à l'œuvre de Pérignan. 17 novembre 1633 (3) : Bail par les marguilliers assistés de M. Pierre Hugonet, d'un four à cuire le pain, appartenant aussi à l'œuvre pour 75 livres. 18 décembre 1633 (4) : Bail dudit moulin à huile par les marguilliers. 2 septembre 1646 (5) : Bail à prix fait de canaux au nom de quelques propriétaires de Pérignan, au terroir des Ilhes ou Ilhots.

23 mars 1650 (6) : Bail à prix fait au nom de tous les

(1) Archives Favatier ; Agel, notaire à Cuxac, 2^e liasse.

(2) *Ibid.* ; Dengua, notaire à Pérignan, 1^{er} registre.

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*

(5) *Ibid.* ; 7^e registre.

(6) *Ibid.*

habitants de Pérignan, propriétaires au terroir des Ilhots, de tous les travaux nécessaires pour la fermeture des pas et canaux que la rivière d'Aude a faits et ouverts aux Ilhots, notamment une chaussée pour fermer entièrement un canal fait par la rivière dans un champ et autres travaux de défense spécifiés, moyennant 120 livres.

CONSULS DE POUZOLS

13 mars 1652 (1) : Prix fait par les consuls de Pouzols pour réparations à faire au fort de la communauté (muraille, ravelin, couvert du corps de garde, guérite), pour 200 livres.

CONSULS DE SAINT-MARCEL

17 mars 1652 (2) : Prix fait par les consuls de Saint-Marcel pour réparations à faire aux murailles (courtine avec des flancs).

CONSULS D'ARGELLIERS

28 juin 1686 (3) : Sous traité par Pierre Martin, maître maçon de Coursan, entrepreneur pour les consuls d'Argeliers, des réparations à faire au clocher de l'église paroissiale et à la clôture du cimetière. Les sous traitants Jean

(1) Archives Favatier ; Arraud, notaire à Saint-Nazaire, 19^e registre.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.* ; Agel, notaire à Cuxac, 1^{re} liasse.

Gireux, maître menuisier de Pérignan, Henry Belvèze et Pierre Azaïs, maître maçon de Narbonne, s'obligent de faire un pavillon de quatre faces pour couvrir le clocher élevé de vingt-sept pans, avec une muraille à créneaux, quatre gargouilles, etc., etc., un mur de clôture au cimetière, avec une porte à grille, raccommoder le pont qui sert pour aller d'Argelliers à l'église, etc. Le tout pour 180 livres.

ABBAYE DE FONFROIDE

Je terminerai ce travail en notant des travaux faits à l'abbaye de Fontfroide, l'un des plus vénérables et des plus anciens édifices de nos contrées qui soient toujours debout. Le 21 août 1629 (1), le chapitre faisait un prix fait avec Laffont, maître maçon à Narbonne, pour des travaux qui subsistent peut-être encore : à la fontaine qui est dans le cloître, au griffoul (fontaine) qui est dans le jardin, au grand canal le long de l'église. Laffont devait aussi bitumer le dessus du cloître, qui est aujourd'hui classé comme monument historique. L'abbaye de Fontfroide fut fondée en 1093 ; après une longue vie de sept siècles qui eut ses jours de gloire et de grandeur, plus encore ses jours de sainteté, elle fut fermée à la Révolution et vendue comme bien national les 21 et 22 mai 1791. Elle fut restaurée en 1838 par de saints religieux, qui ont fait revivre sinon les jours de gloire, au moins les jours de sainteté. Mais cette seconde vie a été, hélas ! bien courte. Fontfroide, où tous les malheureux étaient sûrs d'être accueillis, vient d'être encore fermé ; les pieux religieux

(1) Archives Favatier ; Senty, notaire, 22^e liasse.

qui l'habitaient ont repris le chemin de l'exil ; la ruine et l'abandon se sont assis de nouveau au seuil de l'antique abbaye.

LÉONCE FAVATIER.

INVENTAIRES NARBONNAIS

DU XIV^m^e SIÈCLE

AVANT - PROPOS

On sait de quelle utilité sont pour l'histoire sociale, artistique et économique les nombreux inventaires après décès qui ont été publiés de nos jours. Ils nous permettent de reconstituer dans ses manifestations les plus variées la vie matérielle des différentes classes de la société au cours des siècles passés, soit qu'en nous décrivant les objets de prix, ils nous donnent une idée du luxe des riches, soit qu'en énumérant les objets les plus usuels, ils nous indiquent les conditions d'existence du peuple. L'historien des arts industriels puise les plus précieuses indications dans ces descriptions où l'on voit figurer côte à côte bijoux et ustensiles de cuisine, riches étoffes et vêtements vulgaires, ameuble-

ments recherchés ou ordinaires. Parfois les inventaires nous indiquent la provenance de ces diverses pièces et leur lieu de fabrication, et par là, ils apportent de nouvelles lumières à l'histoire de l'industrie et du commerce ; leur prix d'achat, et par là, ils nous permettent de préciser la valeur des marchandises, celle de l'argent et des fortunes. Grâce à eux enfin, on peut replacer les personnages et les différentes classes de la société dans le cadre où s'est développée leur vie quotidienne et donner ainsi à leur physionomie cette couleur locale dont on est de plus en plus épris.

Une bonne fortune nous a fait découvrir dans un carton des archives du Vatican deux inventaires inédits, datés l'un et l'autre de l'année 1348, rédigés tous les deux à Narbonne, et énumérant le mobilier de deux prélats de la même condition et du même rang, André Frédol et Jacques de Broa.

Le premier de ces deux personnages appartenait à une illustre famille du Bas-Languedoc, qui possédait la seigneurie de Veyruna, non loin de Montpellier, et dont plusieurs membres avaient occupé les plus hautes dignités dans l'Eglise. Deux d'entre eux avaient occupé le siège épiscopal de Béziers, Bérenger Frédol avait même été créé cardinal par Clément V et était mort évêque de Tusculum. André Frédol était, lorsqu'il mourut, abbé de Saint-Afrodise de Béziers.

Le second, Jacques de Broa, avait une origine aussi distinguée ; plusieurs de ses parents avaient figuré parmi les hauts dignitaires de l'Eglise de Narbonne. Lui-même était chanoine de Saint-Just et archidiacre dans le diocèse de Béziers.

L'un et l'autre avaient occupé des charges à la cour

d'Avignon; car c'est en vertu du droit de dépouille que le pape Clément VI faisait liquider, au profit du trésor apostolique, leur succession.

Leurs inventaires nous introduisent donc dans la résidence de deux riches personnages, de deux membres du haut clergé menant, à Narbonne et à Béziers, le train de maison que comportaient leurs richesses et leurs dignités.

Avant de les publier dans le *Bulletin*, nous devons aux lecteurs quelques explications sur la manière dont cette publication se poursuivra dans ce fascicule et dans les suivants.

Nous nous bornerons tout d'abord à les donner, en rangeant sous un numéro différent chaque objet inventorié : à elle seule, la succession d'André Frérol nous en fournira *six cents*, total qu'ont rarement atteint les inventaires déjà publiés. Nous ne toucherons pas à l'ordre du document, mais pour plus de clarté nous avons établi des divisions correspondant à chaque chambre visitée ou aux différentes opérations des commissaires apostoliques. Nous nous abstiendrons provisoirement de tout commentaire : presque chaque numéro aurait demandé un renvoi qui aurait alourdi la publication ; parfois même, il aurait fallu répéter les mêmes notes. Mais, pour la clarté de la lecture, nous ferons suivre le texte des inventaires d'un index linguistique et technique donnant la traduction et l'explication des termes qui seraient difficilement compris. Enfin, lorsque ces deux actes seront entièrement publiés et que nous pourrons aisément renvoyer le lecteur à chacun de leurs numéros, nous donnerons une étude d'ensemble sur *le mobilier d'un riche narbonnais du*

xiv^e siècle d'après les inventaires d'André Frérol et Jacques de Broa.

Nous espérons que cette publication apportera une utile contribution aux études si intéressantes qui ont déjà paru dans le *Bulletin* sur la vie économique et sociale de Narbonne au moyen âge.

JEAN GUIRAUD.

INVENTAIRE D'ANDRÉ FRÉDOL

(1348)

Anno nativitatís Christi M^oCCC^oXL^oVIII^o, scilicet die vicesima octava mensis junii, domino Philippo, rege Francorum, regnante, noscant universi quod, receptis quibusdam litteris sanctissimi in Christo patris domini Clementis, divina providentia pape sexti, per venerabilem et discretum virum dompnum Eustacium Piscis, licenciatum in legibus, canonicumque cathedralis ecclesie sanctorum Nazarii et Celsi Biterrensis commissariumque auctoritate apostolica deputatum, prout in predictis litteris inferius insertis, continetur, dixit et asseruit, in presentia mei notarii et testium infrascriptorum, se auctoritate litterarum predictarum, invenisse de bonis que habebat et possidebat Narbone dominus Andreas Fredoli, condam abbas S. Affrodisii Biterrensis, tempore vite sue :

SACRISTIE DE L'ÉGLISE SAINT-JUST A NARBONNE

Et primo dixit se invenisse in sacristia ecclesie S. Justi Narbone :

1. unum coffrum viridem cum quadam corda liguatum (erat per medium corda sigillata et coffrum clausum); quem coffrum in presentia infrascriptorum testium aperuit; in quo quidem coffro inter cetera invenit, ut dixit, xii taceas argenti unius forme, albas, signo dicti domini Andree Fredoli quondam in fundo signatas deintus.

2. Item xi taceas argenti unius forme, minores predictis, signatas eodem predicto signo, signatas de subtus in fundo, de parte dextera in fundo.

3. Item invenit, ut dixit, unam taceam argenti signo predicto signatam ex parte dextra in fundo deintus, totam deoratum, ejusdem forme.

4. Item invenit, ut dixit, xxiv scutellas argenti, signo predicto signatas in orlo.

5. Item invenit ii platellos seu bassinos unius forme, signo predicto signatos, jubocitos in medio per modum cujusdam stelle, signo predicto signatos in orlo.

6. Item invenit xii cloquearia argenti, de quorum sunt xi unius forme, duodecimus autem est minoris forme quam alii; sunt tamen omnes xii in fine caude et in capite juxta palas deaurati.

7. Item x cloquearia unius forme, tota alba.

8. Item unum picalfum modicum argenti pro aqua, signatum signo predicto in copertorio superiori, in quibusdam sui partibus deauratum.

9. Item invenit, ut dixit, in quodam sacco de corio ex una parte ccxxxv scudatos auri.

10. Item etiam in eodem sacco xxxi jordis auri.

11. Item etiam in eodem sacco xxv reals auri.

12. Item etiam in eodem sacco vii pavallhones auri.

13. Item ii leones auri.

14. Item unam zonam de cirico viridi cum quibusdam ferraturis argenti in eadem, in qua pendet unum(1)..... de cirico cum multis signis crucis desuper operatis, intusque sunt quedam cloquearia rupta et ii sigilla sua propria de argento, unum magnum et aliud modicum.

15. Item unum Agnum-Dei de super de argento.

16. Item infra quandam parviculam caxiam, unam lingam modicam serpent. furcatam in capite.

(1) Une lacune dans le manuscrit.

17. Item unum mixtonem qui incipit in capite secundi folii textus post calendarium *rogo* et finit in eodem *amen*; et incipit in penultimo folio *desponsata* et finit in eodem *ros*.

18. Item in eodem coffro unum breviarium qui incipit in primo capite textus in rubrica post calendarium *beatus*, et finit in eodem *felissi*; incipit in penultimo folio *verum* et finit in eodem *ut*.

19. Item aliud modicum breviarium; et incipit in secundo folio textus post calendarium *mater*, et finit in eodem *zet*; et incipit in penultimo folio (1)....., et finit in eodem *pla*.

20. Item quasdam modicas matutinas que incipiunt in primo folio *sancta*, et finiunt in ultimo folio *habentur*.

De quibus omnibus et singulis supradictis dictus dominus commissarius petiit sibi fieri unum vel plura publica instrumenta per me notarium infrascriptum.

Acta sunt hec in dicto loco de Narbona. Horum sunt testes dominus Bernardus Fornerii, canonicus dicte ecclesie S. Justi Narbone, Bertrandus de Senessa, Petrus Gauberti mercator Narbone, et plures alii,

et ego Guillelmus Textoris, clericus habitator Biterris, notarius infrascriptus.

INVENTAIRE DE L'HOTEL D'ANDRÉ FREDOL A NARBONNE

Postque eadem die, existens dictus dominus Eustachius Piscis, commissarius predictus, ante hospicium proprium, ut dicitur, dicti domini Andree Fredoli, condam ecclesie S. Affrodisii Bitterris abbatis, in presentia mei notarii et testium infrascriptorum, ipsum hospicium apperiri fecit et, ipso aperto,

(1) Une lacune dans le manuscrit.

Chambre à coucher

adhibuit primo cameram principalem in quo dictus dominus abbas, tempore vite sue, jacebat, quam invenit clausam et, ob defectum clavis, fecit per quendam saralherium ipsam aperiri, causa ut posset bona que infra dictam cameram et hospitium erant, ad manum domini nostri pape realiter et de facto ponere, et inventarium de ipsis bonis facere, ut dixit, sive sint intus sive extra. Et consecutive predicta bona mobilia et quecumque alia ad manum domini nostri pape, virtute commissionis sue, posuit et ipsam cameram intravit, invenitque, ut dixit, in lecto dicti domini abbatis:

21. unam palhassam.

22. Item unam culcitram plume cum iii pulvinaribus plume et iii lintheaminibus et iii vanois.

23. Item unum copertorium estacatum cum folratura de panno livido.

24. Item, in capite lecti, unum pannum viride, multis signis suis sive armis signatum.

25. Item in eadem camera, alium lectum in quo erat una culcitra cum duobus transversenis plume.

26. Item ii lodices et ii lintheamina.

27. Item ii bancalia.

28. Item ii scanna lignea longa.

29. Item unum dressador.

30. Item in prima retrocamera unam sargiam de virido.

31. Item duo matalacia.

32. Item unam sargiam de virido.

33. Item iii munhoc de cirico.

34. Item iii folraturas copertiorum de cirogillis.

35. Item ii capsalia et ii lodices.

36. Item quedam stivalia de corio.

37. Item ii capels de feltro.

38. Item unam cathedram parvam ligneam.

39. Item unum bassinum parvum de (1).....

Autre chambre.

40. Item in quadam alia camera, in quodam lecto, unum matalas et unam culcitram et transversenum plume.

41. Item duo bancalia longa signis suis signata.

42. Item alia duo bancalia modicis */sic/* valoris, suis signis signata.

43. Item unum cohopertorium pellibus sergellorum folratum.

44. Item unam debilem sargiam estacatam.

45. Item, in eadem camera, in alio lecto, unam culcitram cum suo transverseno plume.

46. Item, in capite ipsius lecti, unum pannectum multis signis signatum.

47. Item in eadem camera iii scanna lignea.

48. Item in portico unum scannum longum.

49. Item iii carellos modici valoris.

Garde-robe.

50. Item, in retrocamera, iii mantellos simplices diversorum colorum.

51. Item ii clochas simplices diversorum colorum.

52. Item iii supertunicalia folrata pannis de vars.

53. Item unam guannacham folratam de vars.

54. Item iii coctetos modici valoris.

55. Item unam jupam.

56. Item tres tunicas.

57. Item iii caputia folrata de vars.

58. Item unum caputium folratum danhels.

59. Item unum caputium sine folratura.

60. Item duo cofetas quas tenebat de nocte.

(1) Une lacune dans le manuscrit.

61. Item duo superpellicia.
62. Item unam almutiam de gris, folratam de vars.
63. Item unum cofrum viridis coloris in quo erant vi candelabra de lato(ne).
64. Item ii missirapas de latone.
65. Item ii candelarias ligneas.
66. Item ii vanoas.
67. Item vi tovalhas mense sufficientes et ii debiles.
68. Item xiiii cessos tam longos quam breves.
69. Item vi linteamina.
70. Item ii balistas cum uno croc.
71. Item ii lanceas.
72. Item ii caxias.
73. Item unum scannum.
74. Item vi linteamina in capella de estopis.
75. Item iii linteamina communia.

Chapelle.

76. Item, in capella, iii mapas et ii longerias.
77. Item unum calicem deoratum.
78. Item quedam vestimenta sacerdotalia.

Chambre.

79. Item, in alia camera, in uno lecto, unam palhassam cum duabus culcitris et duobus transversenis, duobus linteaminibus et vanoam cum una flaciata.
80. Item, in alio loco ejusdem camere, unam palhassam, unam culcitram cum uno transverseno et duobus linteaminibus, una vanoa et una flaciata.
81. Item unum tabularium de fuste cum duobus pedibus.
82. Item unam campanetam juxta capellam.
83. Item, in porticu, unum bancale et unum tapit.
84. Item duo scannua.

Chambre.

- 85. Item, in alia camera, duas palhassas et unum transversenum de pluma.
- 86. Item unum capitale lecti.
- 87. Item duo scanna.
- 88. Item unam cornudam et ii semals.
- 89. Item unum buguaderium.

Chambre.

- 90. Item, in alia camera, ii palhassas cum una culcitra et transverseno plume, duobus linteaminibus, vi flaciatis et iii bancalibus.

Chambre.

- 91. Item, in alia camera, unam culcitram plume, duos coxinos lane, iii flaciatas modici valoris.

Chambre.

- 92. Item, in alia camera, unum matalas, unam culcitram plume et iii coxinos, ii flaciatas.
- 93. Item iii sacos repletos plume gallinarum et iii sacos farineros.

Salle.

- 94. Item, in sala, iii tabulas cum scanellis.
- 95. Item v scanna.
- 96. Item unum dressador.

Aula.

- 97. Item, in aula, unum linteamen modici valoris.
- 98. Item ii conquas de heram.
- 99. Item unum toc et unum tabularium scacorum.

Pièce de derrière.

100. Item, in pustiquo, unam caxiam farineriam cum aliqua quantitate farine.

101. Item ii malhides ad presciendum.

102. Item unam fleciatam.

103. Item unum sacum cum quadam quantitate fili de stopas.

104. Item unam furcam ferri.

105. Item unam ayssadam.

106. Item unum sacum cum farina.

Cellier.

107. Item, in penore, unum baconum carniū salsarum.

108. Item unum carnerium carniū salsarum.

109. Item duo vasa vinaria et tres barrillas repletas vini.

110. Item unum vas vinarium in quo non erat aliquid.

111. Item iii barillas in quibus non erat aliquid.

112. Item ii cornudas.

113. Item unum banc.

114. Item ii jarras magnas terre.

115. Item ii says.

116. Item unum embuc ad implendum vasa.

Porticus inferior.

117. Item, in porticu inferiori, unam caulani cum suis scannellis.

118. Item unum dressador.

119. Item quandam quantitatem lignorum.

120. Item unam tinam.

Cuisine.

121. Item, in coquina, unam ollam crupi.

122. Item ii payrolas modici valoris.

- 123. Item unam saccaginem.
- 124. Item aliam modici valoris.
- 125. Item ii tripodes.
- 126. Item ii vema sive astz.
- 127. Item unam cassam de crupo.
- 128. Item unum tirabrer ferri.
- 129. Item duas-cassas ferri de olla.
- 130. Item unum morterium cum sua virga.
- 131. Item unum molendinum lapideum cenapi.
- 132. Item unam grasilham ferri.
- 133. Item unum scannum.
- 134. Item unam semalem.
- 135. Item tres semales.

De quibus omnibus et singulis supradictis dictus dompnus comissarius peciit et requisivit sibi fieri unum vel plura publica instrumenta per me notarium infrascriptum.

Acta sunt hec in dicto loco de Narbona. Horum sunt testes domini Johannes Ruffi, Benedictus de Planis, Bartholomeus Vissepe, Bertrandus de Cenessa clericus,

et ego Guillelmus Textoris, clericus notarius infrascriptus.

INVENTAIRE DU PALAIS ABBATIAL DE BÉZIERS

Postque, anno quo supra, die ii mensis julii, dompno Philippo rege Francorum regnante, noscant omnes quod existens Biterris dictus dominus Eustachius Piscis, commissarius predictus, necnon dominus (1)..... canonicus S. Gaugerici de Helstra, commissarius auctoritate predicta deputatus, Biterris infra hospitium seu abbatiam que inhabitabat dictus dominus Andreas (2)....., in presentia mei

(1) Une lacune dans le manuscrit.

(2) *Id.*

notarii et testium infrascriptorum, dixerunt et asseruerunt se invenisse de bonis que quondam fuerunt dicti domini abbatis, hec que secuntur :

Chambre à coucher.

Et primum adhiverunt cameram dicti domini abbatis S. Affrodisii Biterris, in presentia mei notarii et testium infrascriptorum, que erat sigillata sigillo non bene appa-
renti, et interrogati qui erant presentes, videlicet Johannes Vallete, Hugo Guerre, Petrus de Monterotundo, Franciscus Fizas, Berengarius Medicis, dixerunt se ignorare cujus erat sigillum. Omnibus peractis, predictam januam aperuerunt et invenerunt fenestram ipsius camere appertam, ut dixerunt, in qua camera invenerunt :

136. unum lectum pannis munitum videlicet una palhassa, una culcitra et transverseno plume, duobus lin-
teaminibus, uno copertorio panni estacati sine aliquali folratura, uno lodice, una sargia vermilia.

137. Item, in capite lecti, unum paramentum lecti ubi erat quedam arbor cum quibusdam avibus depictis.

138. Item duo bancalia armis suis signata.

139. Item octo carellos modici valoris.

140. Item unum chalonum qui stat in tabulario in quo computatur.

141. Item unam caxiam in qua sunt plura instrumenta.

142. Item alium lectum pannis munitum, una culcitra et transverseno plume et duobus lintheaminibus modici valoris, una vanoa et quadam flaciata.

143. Item unam conquam parvam de eram.

144. Item unum librum in quo erant scripture recognitionum feudorum.

145. Item unum mantellum de serico cum caputio folrato de sendato viridi.

146. Item unam messirapam metalli.

147. Item duas cathedras fusti ad sedendum.

148. Item unum cofrum parvum in quo erat quedam casubla et unum estug corporalium, cohoptum coper-tura operata de cirico.

Item adhiverunt turim, prima janua sigillata sigillo domini Bernardi Raymundi quondam.

Autre chambre.

Item adhiverunt secundam januam turis que erat sigil-lata sigillo dicti domini Bernardi Raymundi, ut dicebatur, inter quas januas nihil erat nisi unum escalayretum; et invenerunt in secunda camera quasdam caxias,

149. quarum in prima, in ingressu camere, erant duo calices argenti,

150. quorum est unus argenti intus et extra deauratus;

151. item alter est de argento, intus deoratus et extra desuper deoratus et esmalhatus.

152. Item est una cupa de esalhoco tribus bianth.

153. Item unam cupam jaspidis minutam de argento cum pede suo argenti, cum suo cohoptorio, duo patenas dictorum calicum.

154. Item duos bossoletos de vetro repletos de liquore ignoto.

155. Item unam caxiam modicam ubi sunt tres pectines de ebore cum duobus zonis de cirico minutis de argento.

156. Item unam caxiam parvam ubi sunt xii amphore vitree modice longitudinis unius digiti, plene balsamo, ut prima facie apparebat.

157. Item unum alium cofrum modicum viridem ubi est deintus Agnus-Dei.

158. Item est alia modica caxula ubi sunt deintus reli-
quie.

159. Item aliam caxulam ubi sunt pectines de ebore et una petia de cristallo munita de argento.

160. Item unam aliam modicam caxulam ubi erat una arbor de argento deorato cum septem linguis serpentum.

161. Item duo moscalhs.

162. Item unam tabulam ubi est capud Christi ex una parte, ex alia parte ymago Virginis Marie cum suo filio.

163. Item unam petiam cortine de cindone.

164. Item duo indumenta de cindone rubeo pro diacono et subdiacono.

165. Item iii corrigias de cirico per nodum capsane.

166. Item unam petiam demboic.

167. Item unum toalho pro altare de lino.

168. Item unum manubium de ebore.

169. Item unum coralh cum duobus fustis de guarico.

170. Item duo vela de cirico baratos de auro.

171. Item unum toalho de lino signato de Veyruna.

172. Item unum toalho de cirico.

173. Item unum fermalh de lato pro capa processionali.

174. Item quasdam olherias cum quodam copertorio de corio.

175. Item duo calcaria argentata desuper cum corrigiis de cirico.

176. Item tres toidonos de cirico et unum senthet de cirico.

177. Item quatuor paria cirothecarum de filo laneo.

178. Item unum pannum de lino pro barba radenda.

179. Item tria vela de cirico barrata de auro.

180. Item unas balansas magnas de cupro.

181. Item vii manutergia de lino.

182. Item unum manutergium de cirico croceum.

183. Item unum marsupium de cirico sine signis de la Veyruna.

184. Item unum manutergium de cirico obscurum.

185. Item unum par cirotecarum pontificalium.

186. Item unam mapam de filo.

187. Item unam petiam de botaram.

188. Item unum marsupium cum iii camazils, ii nigros et unum rubeum.

Acta sunt hec Biterris, in loco predicto. Horum sunt testes dominus Bernardus de Mandraguachis, Hugo Guerre, Johannes de Monte-Rotundo, Bartholomeus de Vissepe, et ego Guillelmus Textoris clericus habitator Biterris, notarius infrascriptus.

Postque, anno quo supra, scilicet die xii julii, dompno Philippo rege Francorum regnante, noscant omnes quod existentes infra dictam abbatiam in camera predicta, predicti domini commissarii, in presentia mei notarii et testium infrascriptorum, confessi sunt se invenisse in eadem camera videlicet:

189. unam petiam tele linee xvii cannarum.

190. Item duas mapas de bombace altaris, unguatas in capite de filo livido.

191. Item unam petiam tele iii cannarum.

192. Item aliam petiam tele vii cannarum.

193. Item v cannas maparum in una petia, racamatas ex uno latere.

194. Item aliam petiam maparum in quo sunt iii mape racamate.

195. Item unam inapam francezam.

196. Item aliam mapam francezam bornatam in capite de livido.

197. Item unam petiam de longieyras francezas ubi sunt vi canne.

198. Item unam longeriam longam Francie totam albam.

199. Item unam petiam manutergiorum in qua sunt ii.

200. Item unam petiam longeriorum Francie, in qua sunt iii.

201. Item duo manutergia operata de cirico.

202. Item unam petiam manutergiorum de lino, operatam de filo livido et rubeo.

203. Item duo manutergia operata de livido.
204. Item duo longerias Francie, ii brassarum.
205. Item duo toalhos barbitonsoris estacatos de livido.
206. Item vii roquetos.
207. Item aliam caxiam parvam, quam apertam invenimus, in qua erant res que secuntur.
208. Primo invenimus unum librum vocatum *Pontificale*, et incipit in secundo folio post calendarium *est*, et finit in eodem *in*; et incipit in penultimo folio *pariter*, et finit in eodem *dompnum*.
209. Item iii siffa de mazer operata in fundo, ex parte exteriori, de argento.
210. Item unas cendalias.
211. Item unum coxinum parvum de sandato viridi.
212. Item unum suppellicium.
213. Item unam mapam altaris parvam cum vii crucis *[sic]* de cirico rubeo.
214. Item unam zonam fili albi sacerdotalem.
215. Item aliqua instrumenta cum quibusdam processibus.
216. Item in quadam alia caxia, in qua *(sic)* erant plures buelle et processus et etiam instrumenta.
217. Item invenit unum coffrum de cipres in quo erant v cutelli in una vagina cum manubiis de ebore, cum virolis de argento esmaudato et deorato.
218. Item iii cutellos sub una vagina cum manubiis de ebore, cum leonibus in capitibus.
219. Item sub alia vagina iii cutellos cum manubiis de ebore, signis domini de Fargues in virolis de argento signatos.
220. Item sub alia vagina ii cutellos cum manubiis de cristallo et virolis ab una parte de argento esmaudato.
221. Item sub alia vagina iii cutellos cum manubiis de jaspide et virolis de argento esmaudato.
222. Item sub alia vagina v cutellos cum manubiis de

cristallo, cum virolis de argento et esmaudatos et etiam deoratos.

223. Item sub alia vagina iii cutellos cum manubiis de jaspide, cum virolis de argento esmaudato et deorato. Omnes sunt magni et pro mensa.

224. Item unum ensem cum cruce et pomo de cupro et cinctura de corio et ornato de argento.

225. Item alium cofrum viridem in quo erant xiii panni de cirico.

226. Item quedam vestimenta sacerdotalia de cirico violato garnita.

227. Item mediam petiam de cirico nigro.

228. Item ii crosses cum manutergiis et operat.

229. Item iii mapas magnas Francie.

230. Item ii operis istius terre.

231. Item alium coffrum in quo invenerunt quandam cortinam cum uno panno auri in medio, cum fundis de cindone rubeo et croceo.

232. Item aliam cortinam de cendato antiquo rubeo et croceo.

233. Item duos pannos antiquos altaris de cirico.

234. Item unam brosciam operatam de cirico hostiarum.

235. Item vi mapas altaris.

236. Item unum manutergium altaris de coto.

237. Item unum roquetum.

238. Item quandam pectinem de ebore cum suo copertorio de corio.

239. Item iii moscals cum suo estug de fuste.

240. Item unam cannam tele.

241. Item iii candelabra de cupro deorato signata signo de la Veyruna.

242. Item invenerunt alium coffrum in quo erat quedam casubla nigra auffredata de cendato.

243. Item unam capam processionalem.

244. Item casublam de samito vermilio, auffredatam in medio.

245. Item ii capas processionales de diaspio auffredato.

246. Item ii dalmaticas pro diacono et subdiacono de samito violato.

247. Item unum paramentum altaris cum medio panno auri cum bornatura de cendato vermilio et croceo.

248. Item alium paramentum altaris de tudone barrato antiquo vermilio et croceo.

249. Item iii coperturas corporalium de auro et cirico cum ymaginibus desuper.

250. Item mediam petiam vel circa de cindone nigro.

251. Item unum paramentum altaris de cindone violato.

252. Item unum frontale altaris ejusdem coloris.

253. Item alium *(sic)* frontale deoratum cum ymaginibus.

254. Item unum paramentum cathedre de dyaspio bornato de cindone rubeo et croceo.

255. Item alium *(sic)* paramentum cathedre episcopalis cum dyaspio violato sine auro, bornato viridi et croceo.

256. Item unum paramentum cathedre de panno tartarino antiquo.

257. Item unum reyretaule de diaspio albo auri bornato de cindone rubeo et croceo.

258. Item unum retroaltare de cindone rubeo.

259. Item unam mapam altaris cum bornaturis de auffre diversis signis signatam et una cruce in medio.

260. Item ii manutergia pro cornu altaris de cirico et argento.

261. Item ii auffres operis Montispezzulani.

262. Item ii alios strictos signo de Veyruna signatos.

263. Item ii frustra de cindone croceo et viridi.

264. Item unam mapam altaris operatam de cirico diversis signis.

265. Item iii amiciz, ii cum paramento et alia ii sine paramento.

266. Item iii ponchas panni altaris.

267. Item ii parvos coxinos pro altare.

268. Item unam coperturam almussie cum zona de cirico munita de argento, in qua sunt iii cirotece de lana auffreda.

269. Item unum [Agnum]-Dei argenti esmaudati cum magestate Domini nostri ex una parte et ex alia parte beate Marie Virginis, cum copertura de cirico.

Acta sunt hec Biterris in dicto loco. Horum sunt testes venerabilis vir dominus Bernardus de Mandagnachis, canonicus Bitterrensis, Bartholomeus de Vissepe, clericus domini nostri pape, Petrus de Monte-Rotundo,

et ego, Guillermus Textoris, clericus habitator Biterris, notarius infrascriptus.

Postque anno quo supra, scilicet die xiv julii, domino Philippo rege Francorum regnante, noscant omnes quod existentes infra dictam abbatiam, in camera predicta, dicti domini commissarii, in presentia mei notarii et testium subscriptorum, dixerunt et confessi sunt se invenisse de bonis predictis, ultra alia superius inserta, in eadem camera :

270. unum coffrum et duo candelabra de jaspis munita pedibus de argento.

271. Item unam coperturam corporalium de cendato perlis et lapidibus munitam.

272. Item unum coffrum parvum cum quadam cruce de cristallo modica.

273. Item v reliquarii, aliqui fracti, ubi sunt reliquie diversorum sanctorum.

274. Item unam crossam argenti cum suo baculo fusti munito de latone deorato.

275. Item iii pomas de cupro quas tenet sacerdos pro scalefaciendo manus..... (1).

(1) Une lacune dans le manuscrit.

276. Item unum frontale altaris modici valoris.

277. Item vi manutergia tam pro cruce quam pro crocis.

278. Item vi virolas argenti parvas pro dictis v reliquariis.

279. Item unas mapas de lino.

280. Item unum librum in quo sunt aliqua miracula beate Virginis Marie qui incipit in primo folio secunda linea in rubro *miraculo* et finit in eodem *quo* et in ultimo folio *explicit*.

281. Item unum quaternum qui incipit *in nomine*.

282. Item unum librum *Pontificale* qui incipit in rubro *de hedificatione ecclesie*.

283. Item unum coffinum in quo est unum supertelium panni aurei bornati de vermilio et croceo.

284. Item ii albas cum amitibus.

285. Item ii pannos de auro unius coloris rubei.

286. Item unum pannum auri albi de opere tartarino.

287. Item unam petiam de diaspio albo.

288. Item unam tunicam et dalmaticam cum duabus capis processionalibus de samito rubeo aufrezato.

289. Item unum frustum samiti rubei.

290. Item unam tunicam et dalmaticam de samito albo cum paramentis deoratis pontificales.

291. Item unam albam novam sine paramento.

292. Item unam petiam de auffres de auro cum signis de Veyruna.

293. Item unum colaiecum de cindone cum ymaginibus.

294. Item unum minhotum deoratum cum signo de Veyruna sine paramento.

295. Item unam coperturam lini de libio operatam.

296. Item unum estug corporalium cum corporalibus de cirico et auro et argento cum borlis de cirico, munitum de perlis minutis.

297. Item unas pulcherrimas mapas altaris operatas de cirico et auro.

298. Item unum veletum de cirico cum barris deoratis.

299. Item v manutergia de cirico cum barris de auro.

300. Item unum paramentum cathedre baratum de livido et rubeo.

301. Item ii mapas parvas altaris cum signis de Veyruna.

302. Item ii petias de cendato vermilio ex una parte et ex alia de croceo.

303. Item unum frustum de cendato viridi.

304. Item unam parvam caxiam cum magestate b. Marie de ebore.

305. Item ii moscallos de cirico operatos.

306. Item alium cofrum in quo non erat aliquid.

307. Item unum cofrum unitum in quo non erat aliquid.

Acta sunt hec Biterris in dicto loco. Horum sunt testes venerabilis vir dominus Bernardus de Mandagnachis, Petrus Albus clericus, Petrus de Monterotundo,

et ego Guillermus Textoris, clericus habitator Biterris, notarius infrascriptus.

Postque anno quo supra, scilicet die xiv julii, dompno Philippo rege Francorum regnante, noscant omnes quod existentes infra dictam abbatiam, in camera minori, dicti domini commissarii, in presentia mei notarii et testium infrascriptorum, dixerunt et confessi sunt se invenisse de bonis predictis ultra alia superius inserta, in camera predicta:

308. primo quasdam decretales que incipiunt in secundo folio in textu a qua et finiunt in eodem soles, et incipiunt in penultimo folio rabilibus et finiunt in eodem Romante.

309. Item quoddam librum vocatum *Rationale*, et incipit in secundo folio *mundo* et finit in eodem *ar*, et incipit in penultimo folio *scilicet* et finit in eodem *post*.

310. Item unum librum orationum qui incipit in secundo folio *orationem* et finit in eodem *renuit* et incipit in penultimo folio *donec* et finit in eodem *et indica*.

311. Item unum librum de cantu qui incipit (in secundo folio) *demens* et finit in eodem *iste*.

312. Item alium librum orationum qui incipit in secundo folio *contemplationem* et finit in eodem *cor* et incipit in penultimo folio *si* et finit in eodem *omnia*.

313. Item unum saquetum plenum librorum compotorum.

314. Item unas tabulas depictas altaris cum ymagine b. Marie cum filio ex una parte et ex alia Crucifixo.

315. Item unum librum parvum de festo Eucaristie.

316. Item unam capam pulcram processionalem cum pluribus imaginibus aufredatam et istoriatam, que, ut dicitur, est S. Nazarii Biterris cum quodam pastoralis, cum v pomis iii de perlis et ii de argento deorato.

317. Item unam diaspio albo cum rosis rubeis.

318. Item unam cannam et mediam de (1) rubeo.

319. Item unam clocham cum suo caputio et mesclato.

320. Item unum guardacoffrum diffoliatum panni destailati et tunicam veterem.

321. Item mediam folraturam descurols.

322. Item unam jupam.

323. Item unum coitetum panni vermili folratum panis agnorum.

324. Item aliam jupam novam.

325. Item unam capam cum caputio folrato de variis.

326. Item unam capam quam deferunt tempore iemali.

327. Item unum supertunicale mesclati cum caputio folrato de caffato viridi.

328. Item unum mantellum anticum ad portandum ad ignem.

(1) Un mot illisible.

329. Item unam tunicam de mesclato violato.
330. Item unum copertorium de panno folratum.
331. Item unam caxiam in qua sunt reperta v lintea
mina in telarum.
332. Item unam mapam altaris.
333. Item unum lapidem altaris consecratum.
334. Item unum minhotium altaris copertum ab una
parte de caffato ungaro et ex alia de diaspio albo cum
rosis rubeis.
335. Item in cannas et mediam tele remensis pro facien-
dis suppelliciis.
336. Item unam mapam altaris de borra de cirico albo
et finit in capite de cirico viridi et alias de cirico ungaro.
337. Item unum vestimentum sacerdotale minutum
folratum de tela viridi.
338. Item duas brocias de cirico ad tenendum hostias,
in quarum una sunt reliquie.
339. Item unam parvam de corio.
340. Item in almutias de cirico quarum una est crocea
et altera alba ad tenendum in capite de estate.
341. Item unum cordonum de cirico viridi pro pilleo
cujusdam magni prelati.
342. Item in (1) panni linei minuta de cirico.
343. Item unam magnam quantitatem zonarum vel sin-
gulorum tam de cirico quam de filo albo.
344. Item quasdam olherias cum suis copertoriis de
corio.
345. Item alias de buxo.
346. Item unam mapam altaris.
347. Item alium coffrum de corio parvo in quo nihil
erat.
Acta sunt hec in dicto loco. Horum sunt testes venera-
bilis vir dominus Bernardus de Mandagnachis, Petrus de
Furno,

(1) Un mot illisible.

et ego Guillelmus Textoris, clericus habitator Biterris, notarius infrascriptus.

Postque anno quo supra, scilicet die xv mensis julii, domino Philippo Francorum rege regnante, noscant omnes quod existentes infra dictam abbatiam, in camera predicta, dicti domini commissarii, in presentia mei notarii et testium infrascriptorum, dixerunt et confessi sunt se invenisse de bonis predictis, ultra alia superius inserta, in camera predicta :

348. primo unum alium coffrum in quo erat quedam capella de diaspio rubeo, ubi sunt ii cape processionales.

349. Item unam casublam et ii tunicas pro diacono et subdiacono.

350. Item unam tunicam de diaspio albo auffredatam.

351. Item unam aliam casublam de diaspio viridi auffredatam.

352. Item unam capam pulcram de samito rubeo ystoriatam.

353. Item unam albam cum paramento istoriato, amito, et manuplo de eodem samito.

354. Item unam aliam albam cum stola, amito et manuplo cum paramento imaginato.

355. Item ii manutergia operata.

356. Item unum modicum mixtonem et incipit in secundo folio post calendarium *pone* et finit in eodem *nostra*, et incipit in penultimo folio *ores* et finit in eodem *fidelium*.

357. Item alium coffrum unitum in quo invenerunt unum calicem de argento cum sua patena, de intus et de extra deoratum et esmaudatum, cum suo estug de corio.

358. Item alium calicem de argento cum patena deintus in cupa deoratum, cum signo de Veyruna in pede signatum.

359. Item ii picalfos de argento, in aliqua parte eorum deauratos, signo de Veyruna in capitibus signatos.

360. Item ii pulcras canetas de argento desuper esmaudatas ad servitium altaris.

361. Item ii ferrados de libio de argento.

362. Item unam tabuletam de fuste cum imagine b. Marie et aliis imaginibus.

363. Item unam tabulam parvam argenti deorati pacis, desuper esmaudatam, cum imagine Crucifixi.

364. Item unam casublam dediaspio nigro aufredatam.

365. Item unam modicam imaginem b. Marie de alabaustro.

366. Item unam mapam pulcram operatam in parte de cirico et auro.

367. Item unas mapas albas modici valoris.

368. Item unum canterium operatum auro et de cirico.

369. Item unum canterium de corio, botonatum de cirico.

370. Item ii parvas mapas altaris.

371. Item unam brusciam de bana, munitam in parte de argento deaurato, ad tenendum hostias.

372. Item aliam de corio ad tenendum hostias.

373. Item ii minhots, unus operatus de cirico et auro et alter de diaspio albo.

374. Item ii modica manutergia altaris.

375. Item ii modica frustra diasporum.

376. Item unum modicum mixtonem, et incipit post calendarium *summe* et finit in eodem *preceptor*, et incipit in penultimo folio *leticie* et finit in eodem (*un blanc*).

377. Item in una caxia parva iii corporalia cum vi manutergiis de cirico tam de albo quam de rubeo.

378. Item alium coffrum in quo erant iii roquetos (*sic*).

379. Item iii mandils pro radendo barbam.

380. Item unum carnerium de corio.

381. Item ii caternos diversorum.

382. Item alium coffrum ubi sunt diversi libri de papiru receptarum quas recepiebant bajuli et dominus abbas ab ipsis.

383. Item unum coffrum de cipres ubi sunt plura instrumenta et libri diversi de papiru.

384. Item alium coffrum in quo sunt aliqui libri de papiru et bulle alique.

385. Item invenerunt in eadem camera ii coxinos de pluma.

386. Item alium coffrum in quo erat unus calix cum patena et suo estug, de argento, modici valoris, qui dicebatur esse ecclesie de Dunsano.

387. Item unam zonam de corio leonis cum capitibus de ebore.

388. Item unum librum vocatum (1) qui incipiunt *pacto orationis*.

389. Item unum coffrum in quo erat quedam lectura Decretalium et incipit in secundo folio *habent* et finit *apel*.

390. Item invenerunt alium librum vocatum *Institutam glozatam* modici valoris, et incipit in secunda linea in primo folio *post rubrum* in testu *magestatem*, et finit in eodem *consuli*; item incipit in penultimo folio *condempnat* et finit in eodem *est*.

391. Item est alter liber vocatus *Inventarium juris canonici per alfabetum*, et incipit in primo folio quarta linea *salutem* et finit in eodem *res*; item incipit in penultimo folio *functio* et finit in eodem *probacio*, coperum de pelle viridi et rubea.

392. Item unum manutergium operatum de cirico.

393. Item quandam caxiam parvam in qua erant quedam corporalia et unum pectorale de cristallo, munitum de argento, in quo videbantur esse reliquie.

394. Item unum librum theologie et sermonum, et incipit in secunda linea in textu *ramitibus* et finit in eodem folio *Deus*; item incipit in penultimo folio ante calendarium in secunda linea *statuta* et finit in eodem *approbata*.

(1) Le manuscrit porte le mot *Accoi*.

395. Item est alter liber in principio vercificatum et est per alphabetum ; et incipit in secunda linea et primo folio *pandere* et finit in eodem *abigere* ; et incipit in penultimo folio *pent* et finit in eodem *sugoris*.

396. Item est alter liber vocatus *Visio Ysaie* qui incipit in primo folio textus *fili* et finit in penultimo folio *autem*.

397. Item est alter liber sermonum ; et incipit in primo folio et in secunda linea *quietatem* et finit in eodem *solum* ; et incipit in penultimo folio *certe* et finit in eodem *debet*.

398. Item sunt aliqui caterni diversorum tractatum.

399. Item unum parvum librum de romancio, copertum de pelle rubea, qui incipit in primo folio in secunda linea *quoy* et incipit in penultimo folio *opacuel* et finit *aurem*.

400. Item alter liber in romancio parvus, copertus pelle rubea, et incipit in primo folio..... (1).

401. Item unum bassinum de latone.

402. Item unam caxiam in qua non erat aliquid.

403. Item unam (2) magnam, unum pulcrum copertorium de panno viridi, folratum de variis, signo Veyrune signatum.

404. Item unum copertorium de panno radiato, folratum de livido.

405. Item unum magnum copertorium folratum de livido, de ii pannis estacatis.

406. Item copertorium de panno rigato cum bornatura crocea, cum folratura leporum.

407. Item aliud copertorium de panno rubeo, folratum de panno croceo.

408. Item unum copertorium de cindone croceo et rubeo.

(1) Une lacune dans le manuscrit.

(2) *Id.*

409. Item *iii* vanoas de quarum una magna est de botaranno et alias de lino.

410. Item unum chalonum parvi valoris.

411. Item *iii* sergias quarum due sunt de (*un blanc*) et alie due de violato parvi valoris.

412. Item unum pannum unius cape nigre yemalis.

413. Item *iii* frustra diversorum pannorum.

414. Item *iii* minhots modici valoris.

415. Item *xiii* jupas antiquas.

416. Item unam culcitram magne forme plume.

417. Item unam parvam culcitram plume.

418. Item unam culcitram parvam parvi valoris.

419. Item unum matalatium de panno livido.

420. Item *ii* folraturas copertorii pellium leporum modici valoris.

421. Item *ii* paramenta sale operis atrebacensis.

422. Item unum marcape.

423. Item *ii* trensversenos plume.

424. Item unum traslis culcitre et pulvinar.

425. Item unum magnum baucale lane cum multis signis de Veyruna signatum.

426. Item unum parvum capitale lecti signo de Veyruna signatum.

427. Item *ii* baucalia lane de *iii* cannis longitudinis signo de Veyruna signata.

428. Item unum lodicem unguatum de rubeo, croceo et albo.

429. Item *iii* flaciatas parvas.

430. Item *in* quodam bossello *v* (*sic*) unum bossellum de cristallo munitum de argento deaurato.

431. Item unum parvum librum ad inveniendum lunam, qui incipit *in* primo folio *in* nona linea *vigilia* et finit *in* eodem *in* rubro *luna*, et incipit *in* penultimo *in* secunda linea *translatio* et finit *in* eodem *translatus*.

432. Item alium librum vocatum *De abstinentia*, et incipit

in primo folio in secunda linea *unit* et finit in eodem *et ot* ; incipit in penultimo folio *colint* et finit in eodem *regina*.

433. Item alium parvum librum de regimine sanitatum.

434. Item Constitutiones nove domini Clementis, in papiru, de littera curiali.

435. Item quendam librum vocatum *Mandagot* modici valoris.

436. Item unum librum Animalium scriptum de litera curiali qui incipit in primo folio in secunda linea post rubrum *bri* et finit in eodem *serus*; et incipit in penultimo folio *po* et finit in eodem *molesta*.

437. Item unum librum vocatum *mixto* pulcrum et de grossa littera, sine epistolis et evangelis, qui incipit in secunda linea post rubrum *ne* et finit in eodem ante rubrum *per* ; item incipit in penultimo folio *ysopo* et finit in eodem ante rubrum *gratias*.

438. Item unum breviarium de consuetudine Romane ecclesie satis pulcrum, qui incipit septima linea in primo folio *ces* et finit in eodem *usque* et incipit in penultimo folio *(un blanc)* et finit in eodem *nativita*.

439. Item unum pulcrum librum et de grossa littera vocatum *Ordo septem ecclesiasticorum graduum*, qui incipit in secunda linea post rubrum *lectissimi* et finit in eodem ante rubrum *per do*; item incipit in penultimo folio *Sancte Benedicte* et finit in eodem *digneris*.

440. Item etiam unum librum vocatum *Ordo septem ecclesiasticorum graduum* et bene pulcrum et de grossa littera, qui incipit in secunda linea post rubrum *dilectissimi* et finit in eodem *ecclesia*, et incipit in penultimo folio *(un blanc)* et finit in eodem *sancte Leo or*.

441. Item alium librum modicum continentem ordinem quem debet servare sacerdos quando intrat altare, cum *Te igitur*, et est bene pulcrum et de grossa littera, qui incipit in secunda linea in primo folio secunde linee *intrat* et finit in eodem *post*, et incipit in penultimo folio *te* et finit in eodem *nostri*.

442. Item quendam alium librum vocatum *Pontificale*, satis pulcrum, qui incipit in primo folio in secunda linea *lis* et finit in eodem *jejuniorum*, et incipit in secunda linea post rubrum in penultimo *gloria* et finit in eodem ante rubrum *debet*.

443. Item unum librum vocatum *Graduale* juxta consuetudinem sancte Romane ecclesie notatum, qui incipit in secunda linea notata *meam* et finit in eodem folio *animam* incipitque in penultimo folio *vis* et finit in eodem folio *angelorum*.

444. Item unum librum pulcrum notatum et grosse littere vocatum *Ordo septem ecclesiasticorum graduum*, et incipit in primo folio in secunda linea post rubrum *ciffum* et finit in eodem *dominus pacis*; item incipit in penultimo folio *os* et finit in eodem *resere*.

445. Item quendam librum de pergameno scriptum de littera curiali, in quo quidem libro est quedam inquisitio facta contra dominum Thomam de Cantalupo, qui incipit in primo folio in secunda linea *tis* et finit in eodem folio *im* incipitque in penultimo folio *capitulo* et finit in eodem *in*.

446. Item unum pulcrum missale secundum Romane curie usum, sine epistolis et evangeliis, qui incipit in secunda linea post calendarium et rubrum primi folii *Deus meus* et finit in eodem *unum*, et incipit in penultimo folio *Deus* et finit in eodem ante rubrum *per*.

447. Item quendam librum in quo sunt sermones festi-
vales, qui incipit in primo folio *ejus* in secunda linea.....(1)
et finit in eodem *non est in* incipitque in penultimo folio
epistola et finit in eodem *sollemnes*.

448. Item quoddam officiarium notatum, pulcrum qui incipit in primo folio in secunda linea *Deus meus* et finit in eodem *non confundetur*, incipit in penultimo folio *credo* et finit in eodem *Dominum*.

(1) Une lacune dans le manuscrit.

449. Item unum librum pulcrum et de grossa littera vocatum *Ordo septem ecclesiasticorum graduum*, qui incipit in primo folio et in quarta linea post rubrum *Christum* et finit in eodem *mee* ; item incipit in penultimo *ab omni* et finit in eodem *arbor*.

450. Item unum librum inquisitionis in pergameno, scriptum de littera curiali, facte de fide, vita, moribus, fama et miraculis recolende memorie domini Thome de Cantalupo, qui incipit in primo folio, in secunda linea *Trinitat* et finit in eodem *mai* incipitque in penultimo folio *ecclesiam* et finit in eodem *vi*.

451. Item sunt ix caterni inventarii specialis judicialis . compilati a domino Berengario cardinali, condam episcopo Biterrensi, qui incipit in secundo folio *computo* et finit in eodem *presentacio* et finit in penultimo folio *favorabile*.

452. Item sunt iii parvi sexterni de medicina.

453. Item unam tabulam de cipies.

454. Item unum colfrum in quo erat unus pannus, rubeus, operatus bestiis, antiquus.

455. Item unum frustrum ejusdem panni.

456. Item unum paramentum cathedre de cirico, multis signis de Veyruna signatum.

457. Item ii linteamina parva modici valoris.

458. Item iii mapas fractas et iii longerias panni linei.

459. Item unam caxiam parvam in qua erat quedam mapa de Francia iii cannarum et iii palmarum.

460. Item aliam mapam Francie iii cannarum et medie.

461. Item unam mapam Francie ii cannarum et medie.

462. Item unam supramapam operatam bestiis mense cardinalis.

463. Item unam mapam Francie ii cannarum et medie.

464. Item unam mapam Francie ii cannarum et medie.

465. Item iii manutergia Francie.

466. Item unam mapam Francie ii cannarum et medie.

467. Item unam mapam ii cannarum.

468. Item unam aliam caxiam in qua sunt diversa instrumenta.

469. Item iii ballistas parvi valoris.

470. Item iii gizarmas (1).

471. Item unam peyreriam.

472. Item iii lanceas.

473. Item unum tabularium in iii pedibus.

474. Item unum pannum viridum de lana iii cannarum vel circa.

475. Item unum fredalis (?).

Chambre supérieure de la tour.

476. Item in camera superiori turre iii bassinetos de ferro.

477. Item iii camberias de ferro.

478. Item unum gonio et ii goigerias rouilhata in quodam coffro.

479. Item alium coffrum longum.

480. Item ii ayguerias de cupro magnas.

481. Item ii balistas de revers.

482. Item iii bassinetos, ii camberias, ii coxinis.

483. Item ii guaznos de cirico magnos.

484. Item alios ii minores de cirico.

485. Item unam supramapam operatam mense cardinalis.

486. Item aliam supramapam magnam operatam mense cardinalis.

487. Item unam cortinam tele operatam, antiquam et modici valoris.

488. Item unum supertelum antiquum de cirico, bornatum de cindone croceo cum diversis scutis.

489. Item aliam cortinam panni viridi antiquam et modici valoris.

(1) On pourrait lire aussi *gizarinos*.

490. Item iii marcapēs sive tapitz.
491. Item ii copertoria modici valoris.
492. Item ii lodices antiquos.
493. Item unam cathedram de cupro antiquam.
494. Item ii balistas modici valoris.
495. Item v mitras quarum una est auffredata.
496. Item unum par sotularium deoratorum pontificalium, in quodam coffro.
497. Item unum alium coffrum in quo erant diversi libri papiri.
498. Item alium coffrum in quo erant plures mapas *(sic)* antiquas et fractas, modici valoris.
499. Item unum (1) album.

Autre chambre.

500. Item, in quadam retrocamera, juxta cameram majorem, unum coffrum in quo sunt libri papiri.
501. Item, in quodam alio coffro, v mitras modici valoris.
502. Item unum minhotum operatum de cirico.
503. Item unum librum vocatum *Summa Gauffredi*, qui incipit in primo folio in secunda linea *versitas* et finit in eodem *rubrica* incipitque in penultimo folio *po* et finit in eodem *apostolica*.
504. Item quendam alium librum de sermonibus tam de diebus feriatis dominicis quam festivis, qui incipit in secunda linea post rubrum *nostra* et finit in eodem *(un blanc)* et incipit in penultimo folio *do* et finit in eodem *stupe*.
505. Item unum librum vocatum *Decretum*, satis pulcrum, qui incipit in primo folio in secunda linea *posse* et finit in eodem *antiqua* et in penultimo folio incipit *se invicem* et finit *fusti*.

(1) Plusieurs mots illisibles.

506. Item unum librum pulcrum vocatum *Rationale divinorum officiorum*; et incipit in secunda linea primi folii post rubrum *ecclesiastic* et finit in eodem *dicuntur*; item incipit in penultimo folio ante calendarium *possimus* et finit *enim*.

507. Item quosdam *Casus decretalium*, et incipiunt in secunda linea primi folii *posse* et finiunt in eodem *ecclesie* incipiuntque in penultimo folio in secunda linea *autentica* et finiunt in eodem *adexi*.

508. Item quasdam Decretales modici valoris et incipiunt in secunda linea primi folii *set* et finiunt *apostolica* et incipiunt in penultimo folio *piscibus* et finiunt *errore*.

Autre chambre.

509. Item, in camera prope capellam, ii culcitrae plume modici valoris cum ii coxinis.

510. Item unum matalatium cum suo transverseno.

511. Item unum chalonum modici valoris.

512. Item unum paramentum lecti cum signo de Veyruna et aliis diversis signis.

513. Item vi linteamina modici valoris.

514. Item unam tabulam.

515. Item duo scanna parva.

Acta sunt hec in dicto loco. Horum sunt testes venerabilis vir dominus Bernardus de Mandagnachis, Arnaudus Fornerii, dominus Guillelmus Vitalis presbiter,

et ego, Guillelmus Textoris, clericus habitator Biterris, notarius infrascriptus.

Postque, anno quo supra, die xvi mensis julii, domino Philippo rege Francorum regnante, noscant omnes quod existens infra dictam abbatiam dominus Aymericus Piscis, commissarius predictus, in presentia mei notarii et testium infrascriptorum, dixit et confessus fuit se invenisse

de bonis predictis, ultra alia superius inserta, in camera supradicta, videlicet

516. unam caxiam cum ii velis, iii linteaminibus fractis cum quibusdam scripturis et instrumentis.

Cuisine.

517. Item, in coquina, unum payrolum magnum cum ii anels selclatum de ferro.

518. Item unum alium modice forme.

519. Item ii payrolas parvas.

520. Item ii padenas magnas quarum una est fracta.

521. Item unam grazilham ferri.

522. Item unum cloquear ferri perforatum.

523. Item una giradoyra piscium ferri.

524. Item unam magnam bassinam de cupro, munitam de ferro.

525. Item unam magnam cassolam de cupro.

526. Item unam payrolam parvam perforatam.

527. Item unum ferratum de fuste, munitum de ferro.

528. Item unam cornudam magnam.

529. Item iii semals ad portandum aquam.

530. Item ii morterios de lapide cum uno pilono.

531. Item unum morterium pro faciendo cinapi.

532. Item unum magnum descum pro tenendo scutellas.

533. Item ii alios parvos.

534. Item quoddam armarium de fuste.

535. Item unam magnam conquam de cupro munitam de ferro cum iii pedibus.

Salle.

536. Item, in sala, unum paramentum sale antiquum cum signis de Veyruna.

537. Item iii mensas munitas.

538. Item unum dressatorium.

Dépense.

539. Item, in dispensaria, unum sagerium de ferro magnum cum pedibus de ferro ad tenendum..... (1) cum igne.
540. Item..... (2) ad tenendum panem modici valoris.
541. Item ii tinellos fusteos ad salandum carnes.
542. Item unam pipam ad tenendum acetum.
543. Item ii jarras parvas ad tenendum oleum.

Portique.

544. Item, in porticu, unam mensam magnam.

Chambre des écuyers.

545. Item, in camera scutiferorum, unam culcitram plume modici valoris.
546. Item aliam culcitram lane modici valoris.
547. Item aliam fleciatam ungatam modici valoris.
548. Item unam caxiam cum ii clavaturis, in medio copertorii fractam, cum processibus et instrumentis.
549. Item aliam caxiam parvam in qua erant quedam instrumenta.

Autre chambre.

550. Item, in quadam aliam (sic) camera scutifferorum, ii culcitræ plume.
551. Item unum lodicem modici valoris.

Chambre de la servante.

552. Item, in camera ancille, unum lectum pannis munitum videlicet una culcitra et transverseno plume, ii lintheaminibus, una fleciata.

(1) Une lacune dans le manuscrit.

(2) *Id.*

Cave.

553. Item, in penore, vii dolia vinaria continentia xx modia vini vel circa.

554. Item xxvii dolia tam modica quam magna vacua.

Ecurie.

555. Item, in stabulo, unum palafredum quem reperi-
mus esse infirmum, pili bayardi, dissolutum ultimi pedis,
et habebat dolorem in spatula sinistra.

556. Item unum roncium quasi ejusdem pili.

557. Item unum mulum quasi pili nigri, auticum.

558. Item alium mulum pili bayardi obscuri.

Bûcher.

559. Item in quadam ture cc quintalia lignorum de ripe-
ria et aliquantulum de oliveto.

Posticium.

560. Item in posticio unam magnam arquam farine-
riam et iii saquos modici valoris.

561. Item ii mathides parvas modici valoris quelibet
cum iii pedibus.

Grenier.

562. Item in granerio sive setgiario invenerunt in sexta
setgia de arraone, prout in papiru bajuli dicte abbacie
continebatur, quia non sunt numerata ad evitandum
expensas, cx sextaria.

563. Item in quinta setgia ipsius setgiarii, prout in
dicto papiru continebatur, cvii sextaria frumenti.

564. Item in tertia setgarii, prout in dicto papiru conti-
nebatur, de arraone xc sextaria et eyminam ordeï.

565. Item in quarta setgia setgiarii nichil invenerunt quia fuit extractum per gentes domini abbatis qui nunc est, et positum in granerio superiori ; et erant in dicta setgia, ut in dicta papiru continebatur, cxx sextaria.

566. Item in prima setgia setgiarii, juxta pedem gradarii, ut in dicta papiru continebatur, de ordeo lxxi sextaria.

567. Item de arrahone vi sextaria.

568. Item in secunda setgia setgiarii, prout in papiru continebatur, de frumento xcvi sextaria et v sextaria tozelle.

Acta sunt hec in dicto loco. Horum sunt testes dominus Guillelmus Vitalis presbiter, Guillelmus Metge, Bartholomeus de Vicepe, cursor domini nostri pape,

et ego Guillelmus Textoris, clericus habitator Biterris, notarius infrascriptus.

Ancienne Aumônerie de Saint-Nazaire de Béziers.

Postque anno quo supra, scilicet die xvi mensis julii, domino Philippo rege Francorum regnante, noscant omnes quod, existentes predicti domini commissarii infra cameram magnam helemosine veteris S. Nazarii Biterris, in qua camera invenerunt in presentia mei notarii et testium infrascriptorum :

569. unum coffrum viridem quem dicebant esse et fuisse domini Andree Fredoli, condam abbatis S. Affrodicii Biterrensis, in quo quidem coffro sunt inventi (*sic*) unum sacum panni linei in quo erant v^m vi^e xxxv scudati argenti ponderati, xcv marchas et vi uncias et mediam argenti ad marcham Montispessuli.

570. Item in quodam alio sacco vi^e xiv obolos argenti, quilibet pro iii denariis.

571. Item in quodam alio sacco de corio xvi florenos, xiv escudatos, iii denarios vocatos *jorgis*, ii denarios vocatos *cadieyras auri*.

572. Item in alio sacco de panno lineo, de turonensibus parvis cxxvi marchas et vii oncias ad dictam marcham; et sunt in qualibet marcha xxi solidi et vi denarii vel circa, et sunt in ii sacxis.

573. Item in duobus sacxis cviii marchas et mediam ad dictam marcham de (1); sunt in qualibet marcha xvi solidos *(sic)* et ii denarii vel circa jovium ad unum denarium.

574. Item sunt in valois, in quodam sacco lineo, xxxii marchas *(sic)*, computando denarium valoy pro v pogesiis, pro marcha xx solidos, vii denarios, obolum vel circa.

575. Item, in quodam saculo, in malgoyesiis unam marcham et v oncias et mediam.

576. Item sunt in eodem saculo iiii marchas *(sic)* et vi oncias et mediam in narbonesiis.

577. Item in eodem saculo cxlii parpalholas argenti ponderati, unam marcham et iii oncias.

578. Item in uno sacco lineo in obolis aliis iiii denarios pro pecia ponderantibus, xiv marchas minus media oncia, et sunt pro marcha xlv solidos *(sic)* iiii denarii.

579. Item in quodam sacco parvo lineo in obolis argenti parvis iii marchas et iii oncias et mediam.

580. Item de diversis saquis lini liii escudatos xxxvi florenos auri.

581. Item iii jorgis.

582. Item ii cathedras et unum anhel auri.

583. Item unum reliquiarium de argento desuper deauratum ubi intus est crux de Cruce Domini nostri, cum quibusdam aliis reliquiis, ponderans unam marcham et mediam onciam.

584. Item xu cloquearia pulcra, in aliqua parte deaurata, ponderis ii marcharum et iii onciarum et medie.

585. Item alia [xxix cloquearia plana ponderis ii marcharum et iii unciarum.

(1) Plusieurs mots illisibles.

586. Item unum agnum de argento deaurato cum cordone de cirico ponderantem v oncias.

587. Item unum moscálh de argento ponderantem iii marchas et unam onciam et iii carz de uncia.

588. Item ii cartars argenti minuti de cirico.

589. Item iii cloquearia quorum unum est de cristallo et alia duo de jaspu, minuta argenti deaurati.

590. Item unum reliquiarium antiquum de argento parvum.

591. Item unam mitram pulcram cum lapidibus diversis et esmaudis sive margaritis sive perlis.

592. Item unam crossam argenti deorati ponderis vi marcharum et v onciarum.

593. Item baculum dicte crosse in iii peciis, qui videbatur de infra de cupro et de supra de argento deorato, ponderis vi marcharum et iii unciarum et medie.

Acta sunt hec in dicta camera. Horum sunt testes Petrus Seguini, Bernardus Oliverii mercerius, Petrus de Monte-Rotundo clericus Biterris,

et ego Guillermus Textoris, clericus habitator Biterris, notarius infrascriptus.

Postque, anno quo supra, scilicet die xxiv mensis julii, dicto domino Philippo rege Francorum regnante, noscant omnes quod existentes dominus Eustachius Piscis, commissarius predictus, necnon et dominus Bernardus de Mandagnachis, Biterrensis et Mimathensis canonicus commissariusque substitutus per venerabilem virum dominum Aymericum, commissarium sepedictum, prout de ipsius substitutione constat per quoddam publicum instrumentum inde receptum per me notarium supra et infra scriptum ante januam setgiarii abbacie S. Affrodisii Biterrensis predicte, in carreria publica, in presentiaque mei notarii et testium infrascriptorum, dicti, inquam, commissarii dixerunt et asseruerunt se invenisse de bonis domini abbatis prelibati, videlicet:

Grenier.

594. unam setgiam plenam tam de arrahone quam ordeo, in summa LXXVII sestaria, prout in papiru bajuli antedicti continetur.

595. Item aliam setgiam dicti domini abbatis in qua non erat aliquid.

596. Item aliam setgiam plenam tam de siligine quam de tozella, in summa LXI sestaria, unam ponheriam et mediam, prout in papiru dicti domini bajuli continetur.

597. Item aliam setgiam que non erat dicti domini abbatis set venerabilis capituli prelibate ecclesie S. Affrodisii Biterrensis, que quidem setgia plena erat de ordeo dicti domini abbatis, in summa c sestaria et eyminam ordeï, prout et quemadmodum in papiru dicti bajuli continetur.

COMMISSION APOSTOLIQUE

Tenor vero dictarum litterarum commissionis de quibus supra facta est mentio, talis :

« *Clemens episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis Eustachio Piscis Biterrensis et Aymerico Charreyras S. Gaugerici de Alsira, Cameracensis diocesis, ecclesiarum canonicis, salutem et apostolicam benedictionem.* Dudum dispositionem bonorum mobilium necnon debitorum et creditorum quondam Ultimi monasterii S. Jacobi, ordinis S. Augustini, et Andree Fredolis, secularis ecclesie S. Affrodisii Biterrensis abbatum et Jacobi de Broa, archidiaconi Lunatensis in ecclesia Biterrensis, que habebant vel ad eos pertinebant, tempore mortis eorum, nobis duximus reservandam et deinde Bernardo Raimundi elemosinario dicte ecclesie Biterrensis, tunc in humanis

agenti, et quibusdam aliis suis in hac parte collegiis *(sic)* dedimus in mandatis ut ipsi bona, debita et credita hujusmodi, per quascumque detinerentur aut deberentur personas, petere, exigere ac recipere cum integritate curarent, prout in diversis nostris inde confectis litteris plenius continetur. Cum itaque predictus elemosinarius in hujusmodi negotio, prout ex forma dictarum litterarum poterat, solus procedens, nonnulla de bonis hujusmodi receperit et contra detentores bonorum et creditorum aliorum certos processus etiam inchoarit, quos morte preventus, complere nequivit, nos volentes super hiis de opportuno remedio providere, discretioni vestre per apostolica scripta committimus et mandamus quatenus vos vel alter vestrum, per vos vel alium seu alios, bona hujusmodi per eundem elemosinarium recepta petere, exigere ac recipere integre et nichilominus omnia et singula contenta in eisdem litteris elemosinario et collegiis predictis, ut prefertur, directis, ac si vobis nominatim directe fuissent, exequi procuratis, contradictores —, non obstantibus —. Volumus autem quod eos a quibus receperitis bona, debita et credita supradicta, possitis absolvere plenius et quitare de hiis que receperitis. Datum Avinione xii kalendas julii, pontificatus nostri anno septimo. »

Acta sunt hec Biterris in dicto loco. Horum sunt testes Bartholomeus de Vinssepe, corrierius domini nostri pape, Guillelmus Medici clericus beneficiatus in ecclesia cathedrali Biterrensi,

et ego Guillelmus Textoris, clericus habitator Biterris, auctoritate regia publicus notarius qui de predictis omnibus et singulis requisitus, notas recepi et scripsi, set vice mei, Bartholomeus Saysserii clericus Biterris hec scripsit.

Et ego idem Guillelmus Textoris, notarius predictus, huic presenti instrumento contento in sex pergameni petiis simul conjunctis et conglutinatis, me subscribo et

signum meum sequens appono in testimonium premissorum.

VENTE AUX ENCHÈRES A NARBONNE.

Anno nativitatis Christi M^oCCC^oXLVIII^o, domino Philippo rege Francorum regnante, scilicet xxix^a mensis julii, noscant omnes quod existens venerabilis et discretus vir dom inus Eustachius Piscis, licentiatu in legibus canonicusque ecclesie cathedralis Sanctorum Nazarii et Celsi Biterrensis commissariusque ad infrascripta cum quibusdam aliis, prout de sua commissione constat per litteras quasdam sanctissimi in Christo patris domini Clementis, divina providentia pape sexti, ejusque vera bulla plumbea in filo canapis impendenti more Romane curie bullatas, in presentia mei notarii et testium infrascriptorum..... (1) inquantavit ac etiam subastavit et vendi fecit res que inferius continentur, per quendam incantatorem publicum dicti loci de Narbona videlicet :

1'. unam palhassam cum culcitra et transverseno plume iii sol. Jacobo Cerrassoris.

2'. Item unam culcitram cum transverseno plume xii sol. domino Petro Moco.

3'. Item aliam culcitram cum transverseno plume xxiii sol. domino Petro Moco.

4'. Item aliam culcitram cum transverseno plume vii sol. vi den. domino Petro Huguet.

5'. Item aliam palhassam cum culcitra et transverseno plume Blasio Boneti xxi sol.

6'. Item unam palhassam cum culcitra et transverseno plume lxxii sol. domino Johanni Palma.

7'. Item unam palhassam cum culcitra et transverseno plume xxvi sol. Guillelmo Vitalis.

(1) Quelques mots illisibles.

8'. Item unum matalas cum culcitra et transverseno plume x libras Johanni de Pauliers.

9'. Item unam palhassam cum culcitra et transverseno plume viii lib. domino Eustachio Piscis.

10'. Item unum matalas cum transverseno plume xxxviii sol. Guillelmo Vitalis.

11'. Item unum matalas cum transverseno plume L sol. Guillelmo Vitalis.

12'. Item unum copertorium de emborc xxi sol. Guillelmo Vitalis.

13'. Item unam vanoam viii sol. Johanni Compte.

14'. Item unam vanoam x sol. Francisco Bami.

15'. Item unam vanoam precio x solidorum domino Johanni Ruffi.

16'. Item unam vanoam precio v solidorum domino Bernardo Froniti.

17'. Item unam vanoam precio iii librarum, x solidorum magistro Stephano Barberii.

18'. Item unam vanoam precio xxxv sol. magistro Raymundo Pelapiacz.

19'. Item unum copertorium folratum pennis cirocillo-
rum precio L sol. domino Benedicto de Planis.

20'. Item iii folraturas copertorii pennis ciogrillorum
precio xxvii sol. domino Bernardo Fornerii.

21'. Item unam sargam de livido precio Lx sol. Johanni de Pauliers.

22'. Item aliam sargam de virido precio xxi sol. Johanni de Pauliers.

23'. Item unam sargam precio xii sol. Johanni Compte.

24'. Item unum copertorium precio xxx sol. Blasio Bonerii.

25'. Item unam flaciatam precio x sol. iii den. domino Berengario Vedelhani.

26'. Item unam flaciatam precio x sol. domino Johanni Ruffi.

27'. Item unam flaciatam precio ix sol. domino Bernardo Fornerii.

28'. Item unam flaciatam precio x sol. domino Johanni Ruffi.

29'. Item unum chalonem precio viii sol. Berengario Fraysser.

30'. Item unam flaciatam precio ix sol. vi den. Guillelmo Laurencii.

31'. Item unam flaciatam precio vii sol. et vii den. domino Francisco Boneti.

32'. Item ii baucalia precio xv sol. ii den. domino Petro Raymundi.

33'. Item unum capitale lecti precio xvi sol. domino Bernardo Fabri.

34'. Item unum pannum sale precio lii sol. Johanni de Pauliers.

35'. Item unum paramentum de sala precio lii sol. Guillelmo Vitalis.

36'. Item unum paramentum de sala precio xli sol. magistro Johanni Alause.

37'. Item ii baucalia precio v sol. viii den. Berengario Fraysser.

38'. Item unum parvum copertorium precio viii sol. iii den. Guillelmo Vitalis.

39'. Item unum baucale precio vii sol. i den. Guillelmo Vitalis.

40'. Item unum capitale lecti precio xv sol. vii den. magistro Raymundo Vitalis.

41'. Item unum copertorium precio v sol. viii den. Berengario Fraysser.

42'. Item unum marcape precio xi sol. Guillelmo Vitalis de Castris.

43'. Item unum baucale precio x sol. i den. domino Eustachio Piscis.

44'. Item unum capitale precio v sol. ii den. domino Eustachio Piscis.

45'. Item unum capitale precio iii sol. viii den. domino Eustachio Piscis.

46'. Item unum mantellum precio xiiii sol. Guillelmo Textoris notario.

47'. Item unam clocham cum capucio, precio xxv sol. domino Bernardo Fabri.

48'. Item unum mantellum panni viridi precio xxx sol. domino Eustachio Piscis.

49'. Item unum mantellum folratum cum pennis agnorum precio xxxviii sol. domino Bernardo Fornerii.

50'. Item unum guardacotium cum tunica et caputio precio vi lib. domino Bernardo Fornerii.

51'. Item unum guardacotium cum mantello precio l sol. domino Johanni Ruffi.

52'. Item unum torciatum domino Johanni Calhivas precio x sol.

53'. Item unam clocham cum caputio precio xvii sol. vi den. Johanni Calhivas.

54'. Item unam guarnacham cum tunica et caputio precio iiii lib. iii sol. domino Petro Vitalis.

55'. Item unam almussam domino Eustachio Piscis lii sol.

56'. Item unam jupam precio vi sol. Guiraud de Foliovalle.

57'. Item unum pelissal precio xxviii sol. domino Petro Vitalis.

58'. Item unum pelissal precio ix sol. i den. domino Petro Vitalis.

59'. Item ii lintheamina precio v sol. ix den. domino Petro Vitalis.

60'. Item ii lintheamina precio xxxiiii sol. domino Petro Raymundi.

61'. Item ii lintheamina precio xvii sol. i den. Francisco Raynaudi.

62'. Item ii lintheamina precio iiii sol. magistro Raymundo Vitalis.

- 63'. Item ii linteamina precio xx sol. Guillelmo Vitalis.
64'. Item ii linteamina precio xix sol. viii den. Jacobo Serre.
65'. Item ii linteamina precio iii sol. ii den. Bernardo Fabri.
66'. Item ii linteamina precio vii sol. i den. B. Fraysser.
67'. Item ii linteamina precio v sol. J. de Poliers.
68'. Item ii linteamina precio iii sol. ii den. Johanni de Poliers.
69'. Item unas mapas precio vii sol. vi den. Guillelmo Vitalis.
70'. Item unas mapas cum (1) precio xii sol. ii den. Guillelmo Vitalis.
71'. Item ii tectores precio iii sol. Johanni Biter.
72'. Item ii tectores precio vi sol. ii den. Guillelmo Vitalis.
73'. Item unas mapas precio viii sol. magistro Raymundo Vitalis.
74'. Item iii tectores precio vi sol. ii den. Berengario Fraysser.
75'. Item ii mapas debiles precio xii den. domino Bernardo Fornerii.
76'. Item unum linteamen precio vi sol. ix den. Jacobo Sere.
77'. Item unum minhot precio ii sol. ii den. Bartholomeo lo Torner.
78'. Item unam concam precio xx sol. i den. Arnaldo Escavier.
79'. Item unam concam precio ix sol. ii den. Petro Raymundi.
80'. Item ii messirapas precio x sol. vi den. magistro Guillelmo Montirac.
81'. Item iii guazarinos precio ix sol. ii den. magistro Raymundo Vitalis.

(1) Un mot illisible.

82'. Item unam forcarn feni precio ii sol. magistro Bernardo Fabri.

83'. Item unam giacuram precio xiiii den. Bertrando de Senessa.

84'. Item iiii candelabra precio viii sol. i den. Berengario Fraysser.

85'. Item unum tirabrazier precio xx sol. domino Raymundo Boscaruti.

86'. Item unam rabasseriam precio ii sol. domino Arnaldo Escavier.

87'. Item unam balistam cum suo troquo precio xi sol. Guillelmo Vitalis.

88'. Item unam balistam precio iiii sol. ii den. Jacobo Sere.

89'. Item unam ayssadam precio xx den. domino Bernardo Fornerii.

90'. Item unum par de estivals precio v sol. i den. domino Petro Adresse.

91'. Item ii pienissas librorum precio v sol. domino Bernardo Fabri.

92'. Item unum alambic precio iiii sol. ii den. Bartholomeo Safons.

93'. Item quedam ferramenta coquine precio xl sol. Guiraud de Folioval.

94'. Item unum bauc precio iiii sol. magistro Raymundo Vitalis.

95'. Item ii jarras precio xxv sol. Guillelmo Alamandi.

96'. Item unum avenbanc precio xiii sol. vi den. Guillelmo Vitalis.

97'. Item unam tabulam cum suis escanellis precio x sol. ii den. domino Bernardo Fornerii.

98'. Item unum dressador precio vii sol. domino Bernardo Fornerii.

99'. Item unam tabulam precio ii sol. Philippo de Poliers.

100'. Item unum veriol cum suo anulo de ferro magno, precio iii sol. ii den. Guillelmo Vitalis.

101'. Item unam palhassam precio ii sol. Jacobo Mora.

102'. Item unam caxiam precio vii sol. vi den. domino Bernardo Fornerii.

103'. Item unum baconum cum uno carnerio carniū salsarum et ii says precio xxvii sol. domino Bernardo Fornerii.

104'. Item unum matalas cum una culcitra plume et iii transversenis modici valoris precio i scudati auri.

105'. Item unam culcitram cum transverseno plume precio xxii sol. domino Bernardo Fabri.

106'. Item unum copertorium panni vermelhs precio xiii sol. i den. domino Petro Hugueti.

107'. Item unum calfatorium cupri precio iii sol. ii den. domino Bernardo Fornerii.

108'. Item unam candelariam de fusta precio ii sol. ix den. domino Bernardo Fabri.

109'. Item iii sacos repletos plume gallinarum precio v sol. domino Bernardo Fornerii.

110'. Item iii coxinos parvi valoris Bartholomeo incantatori rerum predictarum precio xxii den.

111'. Item quandam cantitatem repi precio v sol. Raymundo de Manso.

112'. Item quandam cantitatem postium precio vii sol. vi den. magistro Raymundo Vitalis.

113'. Item quedam suppellectilia parvi valoris precio xviii sol. domino Johanni Ruffi.

114'. Item unam colguam fusti precio xx den. magistro Raymundo Vitalis.

115'. Item aliam colguam fusti precio xx den. Bartholomeo incantatori predicto.

116'. Item quandam parvam tabulam precio ii sol ii den. Deodato Boffils.

117'. Item unam tabulam parvam precio ii sol. vii den. dicto inquantatori.

118'. Item unum scannum modici valoris precio vi den. domino Petro Vitalis.

119'. Item unum scannum precio xii den. domino Petro Vitalis.

120'. Item unum scannum precio xii den. Bernardo Fornerii.

121'. Item unum esca[nnum ou lfador] precio ii sol. magistro Raymundo Vitalis.

122'. Item unam cathedram perforatam precio xviii den. Jacobo Sere.

123'. Item unam mathidem precio..... (1)

124'. Item unam candelariam fusti parvi valoris precio iii sol. ii den. domino Guillelmo Laurencii.

125'. Item ii colguas precio iii sol. i den. Guillelmo Vitalis.

126'. Item unam lausam precio ii sol. domino Bernardo Fornerii.

127'. Item unum tabularium cum vi scannis precio ii sol. domino Bernardo Fabri.

128'. Item unum tabularium scacorum precio ii sol. Car[o]lo Vitalis.

129'. Item unum escalfador precio ii sol. Jacobo Cere.

130'. Item ii candelabra precio viii den. domino Bernardo de Planis.

131'. Item unum scannum precio vi den. domino Bernardo Fornerii.

132'. Item unam tinam precio lxxv sol. domino Bernardo Fornerii.

133'. Item unum scannum pro v canellis precio ii sol. vii den. Car[o]lo Vitalis.

134'. Item totam espettam penoris precio xiii lib. x sol. domino Bernardo Fabri.

135'. Item ii jarras precio xxxvi sol. Guillelmo Almanni.

136'. Item unam cornudam cum iii semals precio xviii den. Berengario de Feria.

(1) Quelques mots illisibles.

137'. Item quandam quantitatem lignorum pro quintali precio xv den. [domino Petro] Vitalis.

138'. Item unam tabulam cum scanno precio v sol. v den. domino Bernardo Fornerii.

139'. Item unam tabulam cum scanno precio iii sol. domino Berengario de Feria.

140'. Item unam jarram precio ii sol. iii den. domino Petro Vitalis.

141'. Item unam tabulam debilem precio vii den. domino Bernardo Fornerii.

142'. Item unam caxiam precio xviii den. domino inquantatori.

143'. Item unam farineriam, cum quadam quantitate farine, precio iii lib. x sol. domino Johanni Ruffi.

144'. Item ii mantella panni non folrati precio xxx sol.

145'. Item pro iii mapis et quibusdam manutergiis iii florenos, que habuit dominus Eustachius Piscis.

De quibus omnibus et singulis supradictis dicti domini commissarii petierunt eis et cuique eorum fieri unum vel plura publica instrumenta per me notarium infrascriptum.

Acta sunt hec Biterris [et] predicto loco de Narbona. Horum sunt testes Petrus de Monterotondo clericus, Guillelmus Medici clericus beneficiatus in ecclesia Biterrensi, R. de Vicepe cursor domini nostri pape, et plures alii,

et ego Guillelmus Textoris, clericus habitator Biterris auctoritateque regia publicus notarius, qui de predictis omnibus requisitus notam recepi, set vice mea Bartholomeus Saxerii, clericus Biterrensis, hec scripsit.

Et ego, idem Guillelmus Textoris, notarius predictus, huic presenti instrumento me subscribo et signum meum sequens appono in testimonium premissorum (*signe*).

NOTES

SUR

JACQUES GAMELIN

(Suite)

X

J. GAMELIN A NARBONNE, PENDANT LA RÉVOLUTION

La tourmente révolutionnaire trouva Gamelin à Narbonne où il avait fixé ses pénates depuis 1782.

On sait dans quelle estime les Narbonnais tenaient son talent et son caractère. Il était assurément une des personnalités les plus en vue de la cité et, en dehors de son renom professionnel, sa situation morale le destinait à jouer un rôle dans les affaires publiques, auxquelles participèrent alors un grand nombre de citoyens.

Quels ont été les événements auxquels il a pris part, quelle a été l'influence qu'il a exercée, c'est ce que nous essaierons de déterminer.

Le premier document que nous connaissions relatif à Gamelin est la lettre qu'il adressa, le 11 novembre 1792, aux officiers municipaux de Narbonne et aux membres composant le Conseil général de la commune :

CITOYENS,

« Lorsque l'instruction publique promise par l'Assemblée nationale et législative sera organisée, vous aurez dans cette

« ville trois écoles primaires et une secondaire. Parmi les membres qui la composeront, un dessinateur sera chargé de donner à vos enfants les premiers éléments du dessin ; mais pour leur donner ce goût délicat (que procure nécessairement la connoissance des bons modèles), élever leurs âmes, développer leur génie, il faut, citoyens, conserver et placer avec soin, dans une galerie, les chefs-d'œuvre que vous avés dans cette ville et son district.

« Les richesses que vous possédés en ce genre sont grandes, et vous ignorés leur valeur ; vous n'en jouissés pas : pêle-mêle entassés, la poussière dévore vos tableaux, dispersés en divers lieux, ils risquent d'être dégradés, enlevés ; hâtez-vous donc de les réunir dans un seul et même lieu ; chargés un artiste citoyen de ce soin ; que Narbonne soit la première cité qui, s'occupant des arts, en recueille les fruits et attire dans son sein des amateurs, des élèves et des artistes.

« Si pour former ce Muséum un local vous manquoit, je vous dirois, utilisés le superbe appartement du ci-devant archevêque de cette ville jusqu'à ce jour inhabité, et qui est destiné à l'être désormais à raison de sa position.

« Si aucun artiste intelligent ne se présenteoit à vous pour former à Narbonne ce temple des arts et du goût, je vous offrirais mes soins et mes talents, heureux si je pouvois augmenter par là le bonheur et la gloire de Narbonne, ma patrie adoptive, et développer le génie de ses habitants si naturellement portés pour les arts qu'ils chérissent et qu'ils aiment avec délices. »

Le Conseil général, le Conseil du district et le Directoire du département approuvèrent la pétition de Gamelin. Le Conseil du district lui donna même un caractère plus étendu que la conservation des tableaux que visait surtout l'artiste. Il avait en effet proposé de commettre les citoyens Gamelin et Laborie aîné (1) à la « rédaction d'un catalogue ou inventaire énonciatif et descriptif des livres, manuscrits, médailles, machines, tableaux, gravures et autres objets de ce genre qui auront été trouvés dans les

(1) C. Laborie, ancien doctrinaire et vicaire cathédral, avait prêté serment à la Constitution le 18 septembre 1792. C'était un savant et un littérateur distingué. Il fut professeur à l'École centrale des Pyrénées-Orientales.

« bibliothèques ou cabinets des corps, maisons, commu-
« nautés et églises supprimées, pour les objets jugés
« dignes de conservation être déposés dans la galerie et
« appartement du bâtiment servant de logement aux
« ci-devant évêques qui sont au-dessus de la salle dite du
« Synode. »

Le Directoire du département avait approuvé en son entier les dispositions proposées par le Conseil du district et avait arrêté qu'il fût procédé à leur exécution.

Si nous avons la preuve que la bibliothèque fut commencée par un dépôt de livres dans une salle de l'archevêché, on ne connaît pas de document qui nous montre que pour le muséum on soit passé du projet à la réalisation.

Une délibération du Conseil général de la commune du 23 octobre 1794 avait pourtant remis à l'ordre du jour le muséum et la bibliothèque. Toutes les dispositions antérieures avaient alors été confirmées et il avait même été décidé que « l'artiste chargé de la conservation des monu-
« ments et l'homme de lettres chargé du soin de la biblio-
« thèque » devaient être logés dans l'archevêché pour
« toujours renseigner les visiteurs » et « créer dans la ville
« un point de ralliement instructif et utile (1). »

La municipalité de Narbonne avait donc élargi la proposition de Gamelin. Mais si le muséum a été créé, il n'a pas plus que la bibliothèque laissé de traces.

Si Gamelin avait pris plus tôt l'initiative de son projet,

(1) La pétition de Gamelin et les autres pièces s'y rattachant ont été publiées pour la première fois par M. Mortet dans les « Antiquités de
« Narbonne et le projet de création d'un muséum dans cette ville pendant la
« Révolution. » *Annales du Midi*, année 1889. »

Les pièces font partie de la série révolutionnaire aux archives de l'Aude.

La délibération du Conseil général de la commune de Narbonne du 23 octobre 1794 a été publiée par M. J. Tissier, bibliothécaire-archiviste de la ville de Narbonne, dans la préface de son Catalogue de la bibliothèque publique de Narbonne.

il aurait pu sans doute le réaliser. La création à Paris du « Musée du Louvre » et du « Musée des Petits Augustins » ou « des Monuments Français » date de 1791. Mais en novembre 1792, il semble qu'il ait été trop tard pour Narbonne où la Terreur avait commencé. Déjà, en avril de cette même année, les volontaires de l'Hérault y avaient commencé la dévastation en brisant les armoiries, les ornements des maisons et certains monuments antiques (1). Peut-être même ces scènes de destruction déterminèrent-elles Gamelin à essayer de sauver une partie des richesses d'art de Narbonne et de son district. Et si sa pétition ne vise que les tableaux et s'appuie surtout sur l'intérêt de l'enseignement du dessin, c'est qu'il s'était rendu compte que la conservation des autres monuments, statues, bas-reliefs, mausolées, médailles, etc., était à peu près impossible. Les passions politiques étaient alors trop déchainées pour sauver officiellement des œuvres qui portaient presque toutes ces signes de royauté et de féodalité dont la destruction avait été ordonnée à diverses reprises.

L'extension que le Conseil du district de Narbonne, avec une élévation de vues qui lui fait honneur, avait donnée à la pétition de Gamelin en prescrivant comme l'inventaire général des richesses d'art du district et la

(1) « Le 3 avril 1792, les volontaires de l'Hérault passant à Narbonne firent « un dégât horrible : ils brisèrent toutes les armoiries, détruisirent tous les « créneaux des tours, les ornements quelconques et martellèrent jusqu'à de « beaux morceaux de sculpture, précieux restes des monuments antiques « qui faisaient le plus bel ornement de la ville et l'admiration des curieux. « Le profane comme le sacré, rien ne fût épargné, ceux qui blâmaient ces « actes de démence étaient déclarés suspects et la plupart emprisonnés. »

Relation de l'abbé J.-B. Bousquet, ancien bénéficiaire de Saint-Paul, qui demeura caché à Narbonne et mourut en 1809.

Dans cette relation manuscrite appartenant à M. Armand Bories, membre de la Commission archéologique, qui nous l'a gracieusement communiquée, les principaux faits qui se déroulèrent à Narbonne de 1792 à 1794 sont consignés en des notes concises presque jour par jour.

conservation des objets jugés dignes de cette mesure, n'aurait-elle pas été la cause de l'insuccès d'une tentative qui pouvait mieux réussir si elle avait été limitée au seul domaine de la peinture ?

On ne peut douter du zèle de Gamelin ni de celui de Laborie, et s'ils ne menèrent pas à bonne fin l'œuvre qui leur avait été confiée, on ne peut en rendre responsables que les difficultés de l'œuvre en elle-même et les obstacles nés d'une série d'événements politiques qui ne facilitaient guère une entreprise d'un caractère aussi spécial.

Si Gamelin ne fut pas investi de fonctions officielles dans les divers conseils administratifs, il apparaît comme un des membres les plus influents de la « Société populaire » et républicaine des Sans-Culottes de Narbonne » qui remplaça la « Société Populaire » dissoute, le 14 ventôse an II (4 mars 1794), par le représentant du peuple Chaudron-Rousseau, parce qu'elle avait manifesté des principes fédéralistes et avait excité le district à rejeter la constitution républicaine.

Les sociétés populaires, on ne l'ignore pas, formaient dans la plupart des villes un état dans l'État. Elles surveillaient et contrôlaient les conseils officiels. Ceux-ci les consultaient, recevaient leurs avis et choisissaient parmi leurs membres les commissaires dont ils pouvaient avoir besoin pour telle ou telle mission déterminée.

C'est ainsi que dans sa séance du 6 octobre 1793, le Directoire du district invite la Société Populaire à surveiller l'opération de la descente des cloches et de la remise de l'argenterie des églises et à la favoriser de tout l'ascendant et de tous les moyens qu'elle a en son pouvoir pour l'exacte observation des lois.

La « Société populaire et républicaine des Sans-Culottes de Narbonne » fut formée, après épuration, des membres qui composaient la ci-devant Société Populaire. Gamelin et son fils aîné furent admis sans discussion et prêtèrent aussitôt serment.

Le registre des délibérations de la Société a consigné les principaux faits auxquels Gamelin fut mêlé et que nous relèverons dans leur ordre.

Le 24 ventôse an II (14 mars 1794), la Société forme ses divers comités et Gamelin est désigné avec plusieurs de ses collègues, notamment Cailhava (1) et les généraux Legrand et Marbot pour faire partie du « Comité de l'ins-truction publique et du Comité de bienfaisance réunis. »

Le lendemain, un membre annonce que le portrait de l'Ami du peuple, l'immortel Marat, commandé par la Société à Paris venait d'arriver à la messagerie. Gamelin fait partie de la commission nommée pour aller le retirer. Le portrait, est exposé aux acclamations de l'assemblée et l'inauguration en est fixée au décadi prochain (2).

Gamelin avait peint, sur la demande de la Société un tableau représentant une des belles actions du jeune Barra. Le 9 germinal, il est décidé que le tableau sera déposé dès le lendemain, à la maison commune pour être porté en triomphe dans le temple de la Raison et placé sur l'autel de la patrie.

Le 17, la Société ouvre une souscription pour concourir à la construction d'un vaisseau de ligne offert à la République par le département, et qui devait porter le nom de « l'Aude ». Gamelin offre son obole un des premiers. Il remet 10 livres et son fils cadet cinq livres. On ne mentionne pas de souscription de son fils aîné qui était encore à l'armée des Pyrénées-Orientales. Louis Gamelin,

(1) Cailhava, président du Conseil du district. Membre de l'Institut en 1798. Il donna au Théâtre Français et au Théâtre Italien de nombreuses comédies dont plusieurs eurent du succès. Il a laissé encore « l'Art de la Comédie » et des « Études sur Molière. »

(2) Le Comité d'instruction publique fut chargé de prendre toutes les dispositions pour l'inauguration du portrait qui eut lieu le 30 ventôse (décadi) dans le temple de la Raison, la ci-devant cathédrale Saint-Just. Le général Marbot prononça le discours.

le cadet, était alors âgé de 17 ans, et si nous nous en rapportons au portrait daté de 1791, gravé par son père, le jeune homme était un farouche républicain. Ne l'a-t-il pas représenté en buste, coiffé d'un gigantesque bicorne à cocarde, un grand sabre de garde national sous le bras, et ne l'a-t-il pas annoncé en ces termes: « Louis Gamelin, « démocrate enragé, âgé de 13 ans. Que sera-t-il « à 20 ? (1) »

Le 6 floréal (25 avril 1794), sur le rapport de Cailhava, Gamelin est désigné pour faire partie de la commission chargée de choisir chez les « émigrés prêtres et moines « déportés » les livres propres à l'utilité des républicains.

Déjà, avant les faits relatés dans le registre des délibérations de la Société populaire des Sans-Culottes, on avait eu recours aux services de Gamelin.

En avril 1792, le district en déterminant les conditions de l'émission des « billets patriotiques du district de « Narbonne » avait chargé Gamelin de graver les planches qui devaient servir à leur tirage. Mais ces « billets patriotiques » ou « de confiance » n'eurent qu'une existence éphémère. Bien qu'ils dussent faciliter les transactions, en raison des petites sommes qu'ils représentaient, et qu'ils eussent la même valeur que les assignats nationaux contre lesquels ils avaient été échangés et qui restaient consignés en garantie, leur création qui avait tout d'abord soulevé de très vives polémiques, faillit amener une émeute le 25 septembre, jour de l'émission. Pour ramener le calme, le Conseil du district dut arrêter l'émission dès

(1) Gravure à l'eau-forte. Long. 0,09 ; haut. 0,10. A gauche : « Louis « Gamelin, démocrate enragé âgé de 13 ans. Que sera-t-il à 20. » A droite : « Gamelin f. 1791. »

Cette gravure d'une finesse extraordinaire est devenue rarissime.

Nous n'en connaissons qu'une épreuve chez M. Armand Bories, membre de la Commission archéologique, possesseur de nombreuses œuvres de Gamelin.

le lendemain, et dans la nuit du 26 au 27, au milieu de la foule enthousiaste, à la lueur des torches, sur la place de Cité, on brisa les planches de cuivre de Gamelin et on brûla ses dessins originaux avec tous les billets gravés non encore émis.

Nous avons vu des billets patriotiques des districts voisins grossièrement gravés ou imprimés, mais il n'est pas douteux que Gamelin avait donné à ceux qu'il grava une note d'art bien personnelle. Souhaitons que le hasard en fasse retrouver quelques exemplaires.

Écoutons la relation de la fête civique qui eut lieu le 1^{er} novembre 1792, an 1^{er} de la République, pour célébrer l'entrée des français à Nice et à Chambéry (1) : « La statue
« de la Liberté, cette divinité protectrice du peuple élevée
« sur un trepied grec, dessinée et peinte par Gamelin
« tenoit d'une main une pique surmontée du bonnet de
« la liberté, de l'autre un faisceau d'armes ; portée d'abord
« par le maire, le président du district et du tribunal,
« par ceux du bureau de conciliation et du tribunal de
« commerce, et du juge de paix, elle le fut par de simples
« citoyens. Tous les corps administratifs et judiciaires
« l'entouraient et la suivaient...

« Cette colonne patriotique marchoit à pas lents sous
« la direction de l'ordonnateur des fêtes. Après avoir
« parcouru les principales rues de la ville elle se rendit
« sur la place de la Liberté.

« La statue de la Liberté déposée au pied de l'arbre
« précieux qui décore cette place reçut l'hommage public
« des citoyens...

« Les citoyens et les citoyennes réunis au-devant de
« leur divinité tutélaire chantoient en chœur l'hymne des
« Marseillais ; la musique soutenait leurs accens et l'écho
« répétait l'expression de la félicité publique.

(1) Archives municipales de Narbonne, AA. 117, fol. 250 et 251.

« Après quoi les jeunes citoyennes firent des libations
« à la liberté, brûlèrent des parfums sur son autel et ver-
« sèrent à grands flots le lait et le vin qu'elles avaient
« apportés. »

Gamelin avait peint la statue de la Liberté; il est de toute vraisemblance qu'il avait encore donné le programme de la cérémonie dont certains détails sont tout imprégnés d'antiquité. Les sacrifices aux divinités, les théories de vierges et d'adolescents leur portant des offrandes sont des sujets qu'il a interprétés à l'infini avec une documentation très précise des rites et des accessoires, et c'est une conception d'art païen qu'il a dû être heureux de faire exécuter dans la vie réelle que ces jeunes narbonnaises brûlant des parfums sur l'autel de la Liberté et faisant des libations de lait et de vin.

Le 5 janvier 1794, le Conseil général de la commune le nomme de la commission chargée de présenter un projet de fête pour célébrer la prise de Toulon (1).

(1) Voici la lettre qui fut adressée à Gamelin et aux autres membres de la commission :

Du 24^e nivôse, 2^e année républicaine.

Le Gouvernement est révolutionnaire jusqu'à la paix.

La Municipalité de Narbonne aux citoyens sous-nommés.

CITOYENS,

Le Conseil général de la C^{te} par sa délibération du jour d'hier vous a nommés commissaires pour lui présenter un projet de fête ordonnée par la loi du 4 nivôse relative à la prise de Toulon par l'armée de la République. Nous vous prions, citoyens, de vous réunir ce jourd'hui 2 heures après midy dans la maison commune pour vous concerter sur les moyens d'exécution.

Votre amour pour la liberté nous est un sûr garant que vous accepterez votre nomination.

Salut et fraternité.

Vive la Montagne, périssent les traîtres.

Aux citoyens :

Enjalric	}	notables.
Roux		
Prades		
Gamelin		
Cavaillès		
Bernard Figeac		

Dans la délibération de ce même conseil, du 17 germinal an III (6 avril 1795), nous lisons :

« Le citoyen Figeac, officier municipal, a exposé que le
« 16 messidor dernier le citoyen Enjalric, nommé par le
« Conseil pour s'occuper des moyens d'améliorer l'esprit
« public, avait été chargé d'élever un monument éternel
« de patriotisme, de dresser un arc triomphal sur l'arceau
« qui sert à la conduite des eaux de la machine hydraulique,
« d'y placer dans le centre un niveau, emblème de
« l'égalité, et dans les angles, des renommées embouchant
« la trompette et publiant les actions héroïques et civiques
« de nos frères d'armes et de nos concitoyens. Le dit
« Enjalric, chargé de l'exécution, fut encore prié d'inviter
« le citoyen Gamelin, peintre, à rendre cette idée avec
« énergie et d'appeler et employer tous ouvriers nécessaires. »

Gamelin nous apparaît comme le décorateur officiel et comme l'organisateur des fêtes publiques à Narbonne. Tel David exerçant à Paris la dictature des arts pendant la révolution et ordonnant les grandes fêtes républicaines.

La relation de l'abbé Bousquet nous donne une nouvelle preuve de la coopération de Gamelin aux fêtes publiques.

« Dans le même mois de février 1794, dit-il, on acheva
« de détruire, de mutiler tous les ornements, tableaux,
« figures qui restaient dans les églises. On prépara le
« chœur de Saint-Just à recevoir la statue de la Raison et
« à y célébrer sa fête. Le peintre Gamelin travailla à sa
« décoration. »

La délibération du 28 ventôse an II (18 mars 1794) du Conseil général de la commune confirme le renseignement relatif à Gamelin.

Nous y lisons : « Il est présenté par Gamelin une pétition tendant au remboursement de certaines avances faites à divers ouvriers qu'il a employés pour démolitions et enlèvements au temple de la Raison, y joint un

« honoraire à lui personnel relatif au même objet. Le conseil arrête que la dite pétition sera renvoyée au district pour parvenir au paiement sur les fonds provenant de la vente des effets qui ont été retirés du temple de la Raison. »

Dans cette pétition le district distingua les articles du compte de Gamelin qui devaient être à la charge de la République d'avec ceux qui devaient être à la charge de la commune à laquelle il attribua 21 livres pour papiers, couleurs et colle.

Deux ans avant Gamelin avait déjà travaillé dans la cathédrale. C'est lui qui donna le plan de l'autel de la Patrie dressé au milieu du chœur sous un portique élevé sur une estrade, le tout construit en charpente et avec des toiles peintes.

Ce fait est rapporté par la tradition et doit être exact, bien que nous ne connaissions aucun document qui le confirme. A Narbonne, en effet, nul n'était mieux qualifié que Gamelin pour fournir les motifs d'ornementation dont la municipalité avait besoin. Plans architecturaux et dessins décoratifs coulaient de son pinceau et de sa plume avec la même facilité qu'une scène de l'histoire ancienne ou une action de guerre. Nous possédons un dessin bien significatif à cet égard. Pour un « Temple à la Paix » destiné sans aucun doute à une cérémonie publique, il indique deux projets au lieu d'un, et il les explique. Ce double dessin à la plume, lavé de bistre, qui nous a été offert par M. J. Alboize, conservateur du palais de Fontainebleau, président du Comité Gamelin, est assez curieux pour que nous le décrivions.

La feuille a été pliée en deux, et au milieu du pli Gamelin a tracé de sa large écriture ronde ces mots qu'il a soulignés : « Voilà deux idées ».

Premier projet. — « Le Temple de la Paix. Cette déesse « figurerait au milieu sur un piedestal. Entre les colonnes

« seraient placées — de deux à deux — par exemple :
« 1^o la France avec l'Espagne ; 2^o l'Italie et l'Autriche ;
« 3^o l'Angleterre et la Hollande. Ces figures seraient sous
« la forme de jeunes filles qui s'embrassent, et leurs attri-
« buts. Elles s'entrelacent avec des guirlandes, des fleurs,
« pour désigner l'union et l'amitié. »

Au-dessous de ce texte, l'artiste a dessiné un « Temple
« à 4 faces » avec coupole, auquel on accède par des
degrés. Entre les colonnes devaient être placées les sta-
tues des puissances. Gamelin n'a dessiné avec « la Paix »
que la France unie à l'Espagne, et l'Italie unie à l'Autriche.
Ce sont de jeunes femmes drapées à l'antique, d'une élé-
gance d'attitudes rare.

Deuxième projet. — « Ce temple renfermerait le por-
« trait de Bonaparte qui serait couronné par la Paix avec
« de l'olivier. La Paix serait représentée sous la forme
« d'une jeune et belle fille. Sur la corniche, diverses puis-
« sances. Elles seraient représentées groupées et des
« génies seraient de deux à deux qui les entrelaceraient
« avec des fleurs, du laurier, de l'olivier, ce qui désigne-
« rait bien l'amitié qui doit régner avec toutes les puis-
« sances. »

Au-dessous l'artiste a tracé le temple, puis le buste de
Bonaparte couronné par la Paix, et enfin les groupes de
la corniche qu'il annonce ainsi : « Groupes qui figure-
« raient sur la corniche avec leurs attributs, la Hollande,
« un vaisseau ; l'Italie, des mitres, des clefs ; l'Angleterre,
« un léopard. — Vous voyez les génies qui s'empressent
« de bien entrelacer les puissances pour que ce soit pour
« toujours ».

Gamelin, auteur d'un projet de muséum à Narbonne,
souffrait dans ses sentiments d'artiste et d'honnête homme
de la dévastation qui s'accomplissait dans les édifices reli-
gieux et dans le palais de l'archevêché. Mais tout en parti-
cipant au mouvement révolutionnaire, il cherchait à le

tempérer et à sauver le plus possible d'épaves du naufrage. Peut-on douter que « ses démolitions et enlèvements » au temple de la Raison n'aient été opérés intelligemment et bornés à l'indispensable pour l'exécution des travaux qui lui avaient été confiés ? Il est certain, comme l'a écrit Louis Narbonne, que l'affectation dont la cathédrale fut l'objet la préserva dans une certaine mesure, et que les démolisseurs montrèrent pour le temple de la Raison plus de respect que pour les autres (1). En aurait-il été de même si Gamelin n'avait pas été présent ? Pouvait-il rester impassible devant les scènes de destruction, l'artiste qui, sans la Révolution, aurait pu exécuter pour la cathédrale cette œuvre de décoration que lui avait confiée Mgr Dillon, cette œuvre où, hanté par le souvenir de Raphaël peignant « la Transfiguration » pour cette même cathédrale, il avait rêvé de montrer toute la puissance de son talent.

On sait notamment qu'il contribua à sauver les orgues. Un citoyen avait eu l'idée de les utiliser pour jouer des airs patriotiques pendant les cérémonies de la déesse Raison et de l'Être Suprême. Gamelin confirma cette destination en transformant les motifs qui les décoraient. La vierge qui les surmonte se changea en déesse de la Liberté, ornée des attributs démocratiques. Les deux anges embouchant la trompette et les saints Just et Pasteur furent armés d'un drapeau tricolore. Au-dessus de la vierge, une pancarte porta ces mots : « le peuple Français debout contre les Tyrans » et les cartouches sur lesquels sont inscrits les versets sacrés furent remplacés par d'autres avec la devise : Liberté, Égalité, Fraternité.

L'abbé Barthe rapporte (2) que Gamelin, simulant l'exal-

(1) La Fin de l'Archevêché de Narbonne et l'église Saint-Just pendant la Révolution, par Louis Narbonne : *Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne*, 1^{er} semestre, année 1891.

(2) Biographie de Jacques Gamelin. *Mémoires de la Société des Arts et Sciences de Carcassonne*, 1851.

tation du délire républicain, cachait ce qu'il pouvait des objets voués à la destruction et puis, dans un enthousiasme ironique, jetait à la foule ce qu'il ne pouvait prudemment dérober à sa fureur. Quelquefois, dit-il, il lacérait lui-même les tableaux, les mutilait de ses mains, en faisait des lambeaux informes, au moyen desquels il conservait une tête, un pied, une main qui servirent ensuite de modèles à ses élèves de l'École centrale de l'Aude.

Cette tradition narbonnaise se rapproche d'une autre tradition à Carcassonne. Mahul parlant du tableau de l'« entrée de Louis XIII dans Carcassonne » qui était à l'Hôtel-de-ville, attribué à Simon Vouet, et qui fut brûlé en 1793, ajoute : « Il est de tradition que le peintre Gamelin, sous un prétexte accommodé à la folie de l'époque, obtint de décoller au couteau les têtes des personnages du tableau, qu'il aurait ainsi sauvées de la destruction et à l'aide desquelles il aurait exécuté, de souvenir, une esquisse de l'entier tableau. On ignore ce que seraient devenues ces précieuses reliques historiques (1).

Les faits rapportés par Barthe et Mahul sont certainement exacts. Ils sont trop identiques et trop dans le caractère de l'artiste pour qu'ils soient controuvés. On ne s'imagine pas Gamelin présent à l'autodafé qui eût lieu à Carcassonne sur l'esplanade, près de la porte des Jacobins, et n'essayant pas de sauver une partie de la toile célèbre qui allait être livrée aux flammes. Sa notoriété dans sa ville natale lui permettait des tentatives antirépublicaines qui auraient été dangereuses pour d'autres.

Les destructions d'objets d'art, de chartes et titres furent nombreuses à Narbonne. On procéda par séries. Un jour dix charrettes de papiers et de parchemins des archives

(1) *Cartulaire et archives des communes de l'ancien diocèse administratif de Carcassonne*, tome VI, page 115.

de Saint-Just, avec l'effigie de Philippe III qui était sur son mausolée, furent brûlés au bastion Saint-Côme. Un autre jour, on détruisit tous les portraits des rois, reines, princes et princesses, en tableaux, statues ou médaillons. Le 11 mars 1794, l'église Saint-Paul-Serge eut sa journée. « On acheva de brûler, rapporte l'abbé Bousquet, toutes les autres figures et tableaux qui étaient encore à Saint-Paul ».

Pour cette église nous avons la preuve donnée par Gamelin lui-même qu'il put sauver des peintures. Dans une lettre du 28 fructidor an III (9 octobre 1795), adressée à son ami B. Germain de Carcassonne pour l'inviter avec un autre de ses amis à venir à Narbonne, il lui dit : « Je vous logerai dans une petite chambre à côté de la mienne, décorée de tableaux qui étaient à Saint-Paul ; la chambre est bien petite, mais c'est une galerie. Vous coucherez dans la même chambre sur deux lits de camp, mais avec un mélange de tableaux que j'ai eu faits, tu seras à côté du ci-devant archevêque et tu dis- puteras patriotisme ; tu seras satisfait ».

Il est à remarquer que les œuvres de Gamelin à Saint-Paul ne paraissent pas avoir souffert de la dévastation, notamment celles du pourtour du chœur et de la chapelle Saint-Étienne ; elles furent aussi à peu près épargnées dans les autres églises et chapelles de Narbonne. L'artiste avait dû faire le nécessaire pour les protéger ou bien sa réputation et son républicanisme indéniable éloignaient les iconoclastes.

N'avait-il pas obtenu son brevet de civisme le 1^{er} juillet 1794 ? N'avait-il pas été nommé, depuis 1793, peintre de l'armée des Pyrénées-Orientales avec le grade de capitaine du génie de première classe ? Et puis les fonctions dont il avait été investi pour l'inventaire et la conservation des richesses artistiques de Narbonne ne lui donnaient-elles pas un droit de tutelle et de sauvegarde qui dût trouver

à s'exercer utilement en de multiples occasions ? (1)

(1) En 1799, Gamelin, professeur à l'Ecole centrale de l'Aude et chargé de l'organisation du Muséum du département eut à s'occuper de l'attribution à la municipalité de Narbonne de certains tableaux provenant de Fontfroide et de l'archevêché. Cela résulte du procès-verbal de la « séance publique de l'administration municipale de la commune et canton de Narbonne, du 1^{er} frimaire an VIII », que nous reproduisons :

« Un membre a dit :—

D'après le contenu aux lettres de l'administration centrale et du commissaire du gouvernement près d'elle du 16 brumaire dernier, nous avons été autorisés à placer dans la salle décadaire de cette commune, pour contribuer à son ornement, les tableaux existants dans le local dit le réfectoire du ci-devant monastère de Fontfroide et autres lieux, que le citoyen Gamelin, professeur de dessin et de peinture à l'Ecole centrale du département de l'Aude, n'aura pas jugés dignes d'occuper une place au Muséum du département.

En exécution des lettres susdites l'Admⁿ nomma, par sa délibération du 21 du dit brumaire, le c. Bernard Figeac, l'un de ses membres, pour, conjointement avec ledit Gamelin, autorisé par l'Admⁿ centrale, se transporter au ci-devant monastère de Fontfroide et autres lieux de dépôt des tableaux, pour les vérifier, examiner attentivement et être prononcé par le rapport de ce dernier sur ceux qui devront figurer au muséum et sur ceux qui étaient abandonnés pour la salle décadaire.

Ces commissaires se sont expliqués dans leur verbal du 30 du dit brumaire de manière que le citoyen Gamelin a jugé que sur les cinq tableaux déposés au local dit le réfectoire du ci-devant monastère de Fontfroide, un seul, représentant les *Noces de Cana*, est digne d'être placé au dit muséum, et que les quatre autres, qui représentent les traits d'histoire des *Trois enfants dans la fournaise*, de l'*Annonce faite à Abraham et à Sarah*, d'*Esther et Assuerus* et l'*Arrivée de Tobie dans le sein de sa famille*, doivent être conservés, à raison de la légèreté de la touche, pour la dite salle décadaire ; et encore que parmi autres tableaux trouvés dans le ci-devant évêché, consistant en : une bataille, un embarquement, et les *Vendeurs chassés du temple*, les deux premiers entièrement dégradés, ont été destinés pour la dite salle décadaire, et le dernier réservé pour tenir place au Muséum.

Désireux de remplir le but que nous nous sommes proposés d'embellir la dite salle décadaire, persuadés que les signes extérieurs concourent efficacement à donner de la majesté aux cérémonies politiques, et à y appeler un plus grand nombre d'assistants auxquels ils impriment plus de dévotion et de respect, nous nous sommes empressés de faire transporter les dits tableaux qui nous ont été réservés.

C'est avec regret que la plupart de nos administrés les ont vus dégradés en grande partie au point de ne pouvoir être placés dans l'état où ils se trouvent. Plusieurs d'entre eux ont généreusement offert de contribuer aux réparations qu'ils exigent.

Pour atteindre le but que nous nous proposons de placer chacun des dits

D'autre part, si son influence protectrice ne se fit pas sentir dans une plus large mesure, son éloignement de Narbonne pendant une partie des années 1793, 1794 et 1795 où il suivit la campagne du Roussillon, y est pour beaucoup.

Gamelin joua donc à Narbonne, pendant la révolution, un rôle important. Son républicanisme peut surprendre de la part de l'ancien protégé du baron de Puymaurin, de l'ancien peintre du pape Clément XIV, et de l'ami de Mgr Dillon, mais l'artiste, d'une imagination enthousiaste, en communion constante avec les héros de Rome et de Sparte, lui qui savait, dit-on, par cœur l'histoire ancienne de Rollin, était tout préparé pour accepter les principes de la Révolution.

Il a été républicain parce que les idées nouvelles répondaient à ses sentiments d'humanité et de justice. Il fut de son temps, mais du côté des gens sensés et réfléchis, et dans le camp de cette bourgeoisie éclairée qui se rendait compte des abus de l'ancien régime et approuvait la nouvelle constitution.

Les sentiments religieux de Gamelin ne varièrent jamais

tableaux dans l'emplacement qui leur est consacré, il est donc à propos que nous délibérions sur les moyens à prendre pour les réparer et les rétablir, autant que possible, dans leur état primitif.

Oui le commissaire du gouvernement :

L'administration, considérant le proposé que dessus, convaincue de l'exactitude de détail qu'il embrasse, délibère que les artistes en peinture qui se trouvent dans la commune, auxquels le citoyen Gamelin, actuellement à Narbonne, sera prié de se joindre, seront invités de se rendre à la maison Commune pour juger la nature et le montant des réparations qu'exigent les six tableaux énumérés ci-dessus qui doivent être placés dans la salle décadaire, pour ensuite être sans délai mis la main à l'œuvre et faire disparaître les dégradations dont les dits tableaux ont été atteints, et que les ouvriers et artistes qui auront été employés seront acquittés des fonds concernant la commune. »

Nous ignorons ce que sont devenus les six tableaux en question.

et nous en avons la preuve dans la lettre à son ami B. Germain, que nous avons déjà citée et où il lui dit :
« J'écris à Gamelino (1) par ce même courrier et je
« l'exhorte à se faire aimer et surtout d'aimer J.-C., son
« Dieu; il se rappellera des soins que je me suis donné
« pour le lui inculquer dans sa mémoire. »

Les fêtes en l'honneur de la déesse Raison et de l'Être Suprême ne furent donc pour lui que des représentations scéniques et des manifestations philosophiques de commande.

Et quand Bonaparte se leva, tel un soleil éblouissant, sur la nuit de deuil qui venait de peser sur la France, ce fut pour Gamelin comme le réveil d'un mauvais songe. Rarement sa plume et son pinceau répondirent de façon plus exacte à ses sentiments que dans ce dessin que nous possédons où dans une gloire de nuages peuplée d'Amours, la Justice et la Vérité présentent le médaillon du premier consul dans une apothéose attendrie.

JULIEN YCHÉ.

(1) C'est ainsi qu'il appelait familièrement son fils aîné.

Le Concile d'Attilian

Nous sommes en 902; les évêques de la province de Narbonne, sous la présidence de l'archevêque Arnuste, sont réunis « *in territorio et suburbio Narbonensi in ecclesia « sancti protomartyris Stephani super villam quæ dicitur « Attilianus* (1) ». Il s'agissait de savoir si l'église Sainte-Marie de Quarante devait être soumise à l'église de Sainte-Eulalie de Cruzy (2). Théodoric l'affirmait et prétendait percevoir les revenus de Quarante; Tetbalde, intitulé, c'est-à-dire curé de Quarante, soutenait le contraire. Après avoir subi l'épreuve du jugement devant l'autel des saints Just et Pasteur, dans l'église métropolitaine, Tetbalde sortit sain et sauf et gagna son procès. C'est ce que constatent et affirment les Pères du concile : Arnuste de Narbonne, Servus-Dei de Girone, Riculfe d'Elne, Nantigise d'Urgel, et Agenbert (3).

(1) *Hist. Lang.*, édit. Privat, v. pr. 28.

(2) Quarante, commune du canton de Capestang (Hérault). Il y eut au XII^e siècle une célèbre abbaye d'hommes, O. C. ; au XVII^e siècle, ces religieux prenaient le titre de chanoines réguliers de l'ordre de Saint-Augustin. — Cruzy, commune du canton de Saint-Chinian (Hérault).

(3) Aucun document de l'époque ne donne le titre épiscopal d'Agenbert ; les séries historiques du *Trésor de Chronol.* cc. 1359 et 1518 ne mentionnent aucun évêque de ce nom dans la partie française de l'ancienne province religieuse de Narbonne; Agenbert appartient donc à la partie trans-pyrénéenne de cette même province.

Les actes de ce concile ont été publiés par Martenne (*Thesaur. anecd.* t. iv, col. 69, B.) qui les avait pris aux archives de l'abbaye de Quarante, et par les Bénédictins, auteurs de l'*Histoire de Languedoc* (l. cit.), qui les ont puisés dans le cartulaire de l'église d'Arles.

Quelle est cette *villa Attilianus*?

Dom Devic et dom Vaissette l'ont identifiée avec le bourg d'Azille, canton de Peyriac-Minervois (Aude). « Le lieu « d'Attilian où ce concile fut tenu n'est pas, sans doute, « différent de la petite ville d'Azille ou Asillan, située sur « les frontières des diocèses de Narbonne et de Saint-« Pons (1) ».

Mais la tournure de phrase, adoptée par ces auteurs, laisse pour le moins supposer une hésitation dans leur esprit, et nous oblige à soupçonner que la ressemblance des vocables a été pour beaucoup dans cette identification. Il est vrai de dire, à leur décharge, que le territoire d'Azille renfermait une église rurale sous le vocable de Saint-Étienne (2).

Tous les auteurs, à la suite des savants Bénédictins, ont accepté l'identification sans la contrôler (3). Nous offrons aujourd'hui, dussions-nous enlever à notre pays d'origine l'un de ses fleurons historiques et à nos compatriotes l'illusion d'une gloire imméritée, nous offrons nos raisons de croire que cette identification est erronée, car Azille ne fut jamais Attilian.

I

Pour identifier une dénomination ancienne, il ne suffit pas de la rapprocher d'une dénomination moderne, quelle

(1) *Hist. Lang.* III, p. 66.

(2) Elle existe encore à titre de propriété privée; elle a été en partie rendue au culte par l'honorable famille Peirière.

(3) MAS-LATRIE, *Trésor de Chronol.*, col. 1274; — *Hist. Lang.* t. XII, cc. 176, 177, 179. — MAHUL, *Cartul.* IV, p. 12; — SABARTHÈS, Abbaye de Saint-Paul de Narbonne, p. 176.

qu'en puisse être la ressemblance ou l'homonymie. C'est l'histoire qui est la base de la géographie historique ; c'est donc l'histoire, c'est-à-dire les documents qui doivent contrôler, confirmer toute identification pour qu'elle soit sûre. Appelons donc en témoignage, pour le cas spécial qui nous occupe, les documents contemporains.

Au ix^e siècle le *pagus Narbonensis* est communément désigné par l'expression géographique *territorium* (1) ; quant à son étendue, on n'a pas de preuve qu'elle ait varié, sensiblement du moins. Tout au plus pourrait-on se poser la question de savoir si le Minervois ne fut pas à l'origine un *pagus* distinct. Mais nous n'avons pas à examiner ici cette question ; qu'il nous suffise de savoir qu'à dater au moins de la période féodale, le *Minarbense* est géographiquement uni au *territorium Narbonense* (2).

De plus, à cette même époque, le *territorium Narbonense* est divisé en trois districts : le *suburbium Narbonense*, le *suburbium Minarbense* et le *suburbium Ventaionense*. Le *suburbium*, c'est le territoire avoisinant une ville, sa banlieue au sens large du mot. Expression vague, il est vrai,

(1) *In territorio Narbonensi* (836, H. L. II, pr. 90) ; *in territorio Narbonensi* (852, *ibid.*, pr. 140) ; *in paco vel territorio Narbonensi* (873, *ibid.*, pr. 183) ; *in territorio Narbonensi* (878, *ibid.*, pr. 199) ; *in eodem pago (Narbonensi)* (899, *ibid.*, pr. 25) ; *in territorio Narbonense* (983, *ibid.*, pr. 137).

(2) D'après les documents appartiennent au Minervois et au territoire Narbonnais : Citou (794), *Obiles* (813), Cabrespine (814, 837, 855, 870), Castans (826), les villas de *Maximian* haut et bas avec l'église de *Saint-Marcel* (836), *Cesséras* et N.-Dame de *Libres à Azillanet* (844), Caunes (844 et 873), *Olonzac* (852), les *Verreries* (855), Trausse (866 et 869), *Authèze* (869), *Infrasias* (876), Azille (878), Trausse (866 et 869), *Evereta* (866), *Tesetaunum* (842), *Félines* (899), *Balagou* et *Belsoleil* (869), Villerambert (983), Peyriac (1079). — Nous passons Rieux et la Redorte sur le compte desquels les documents ne sont pas explicites. — Gluges (878), Laure (844), appartiennent sûrement au *pagus Carcassensis*. — Nous avons souligné les localités qui appartiennent à l'Hérault et celles que nous n'avons pu identifier sûrement (*Infrasias*, *Obiles*, *Everata*, *Tesetaunum*) et qui appartiennent probablement à ce même département.

et qui ne correspond pas toujours à une circonscription administrative bien déterminée, mais assez précise pourtant au point de vue topographique. Le *suburbium Narbonense* c'est le Narbonnais proprement dit, portion la plus vaste du *territorium* de ce même nom (1). Le *suburbium Minarbense* avait pour centre le célèbre *castrum* de Minerve (Hérault); il comprenait la partie E. du Minervois moderne. La partie O. de ce même Minervois formait le *suburbium Ventaionense*, qui avait pour centre le château féodal de Ventajou (c. de Félignes-d'Hautpoul, Hér.). Mais il convient de retenir que cette subdivision du *Ventaionense* ne prend consistance qu'aux ^x^e et ^x^e siècles; c'est ainsi que Félignes, villa voisine pourtant du *castrum Ventaionense*, est encore inscrite en 899 dans le *suburbium Minarbense* (2).

Ces données étant admises, pour être exact et pour marquer d'une manière précise le point géographique d'un lieu, le rédacteur d'actes publics devra donc, après avoir indiqué le *territorium*, ajouter le *suburbium* auquel ce lieu appartient. Ce déterminatif deviendra essentiellement obligatoire, si deux termes géographiques, deux villas par exemple, pouvaient être onomastiquement confondus.

II

Quant à Azille, dont l'histoire est ici en jeu, voici quelle était sa situation. Au point de vue seigneurial, ce bourg fait d'abord partie du domaine des seigneurs de Minerve, en attendant qu'il passe aux vicomtes de Carcassonne,

(1) Signalons en passant une erreur ou du scribe ou des copistes, qui en 844 ont mis Cesséras (Hér.) avec l'église de Saint-Genès « *in pago Menerbense, in suburbio Narbonense* », quand il fallait dire « *in pago Narbonense, in suburbio Menerbense* ». *H. L.* II, pr. 106.

(2) Il semble que les scribes se soient difficilement habitués à ne voir dans le Minervois qu'un simple *suburbium*.

puis aux mains du roi et, par là, à divers seigneurs engagistes. Au point de vue géographique, il appartient toujours au *pagus* ou *territorium Narbonense*, et au *suburbium Minarbense*. Au point de vue religieux, l'agglomération urbaine forma deux paroisses : Saint-Julien, dont l'église fut unie au chapitre Saint-Just de Narbonne ; Saint-André, unie depuis 1118 à l'abbaye de Lagrasse. Dans la campagne, le prieuré de la Madeleine, le prieuré de Saint-Cyprien, le prieuré de Jouarres et le prieuré de Saint-Étienne-de-Tersan.

C'est dans cette dernière église qu'aurait été tenu le concile de 902. Or, si la dénomination d'Attilian devait s'appliquer à Azille, le secrétaire du concile eût commis une grossière erreur. L'église de Saint-Étienne, mentionnée dans les documents sous cette forme « *sanctus Stephanus de Treiciano* » (1), est, en effet, éloignée de près de quatre kilomètres du village.

Est-ce bien là le sens de ces mots *super villam Attiliano* ? Ne devait-il pas ajouter le déterminatif *in suburbio Minarbensi* ? Sinon, nous sommes obligés de conclure que le scribe ignorait la géographie de la région, ce qui serait une insulte gratuite, ou que le concile n'était réuni ni à Saint-Étienne-de-Tersan, qui n'était point du tout la *villa Attilianus*, ni à Azille qui n'a jamais eu, dans son enceinte urbaine, d'église dédiée à Saint-Étienne.

Or, on connaît par les documents les villas et les localités des quartiers de Minerve et de Ventajou : *Everata*, *Obiles*, *Obtesa*, *Anforariæ*, *Balao*, *Bello*, *Censeradus*, *Infra-siæ*, *Libræ*, *Olentiacum*, *Caunæ*, *Trencianum*, *Lintinianum* ; de la villa *Attilianus*, avec le déterminatif *Minarbense* ou *Ventaionense*, il n'en est jamais question. Une seule fois, en 902, elle apparaît dans les documents et c'est avec le déterminatif « *in suburbio Narbonensi* ».

(1) Arch. Aude, G. 2 ; — LAURENT, *Liv. vert.*, p. 139 ; — SABARTHÈS, *Le dern. livre vert*, p. 29 ; — Cadast. comm. d'Azille, sect. C, *Tersan*.

Quant à Azille, ce lieu, pour la première fois, paraît dans un document de 878 et sous cette forme « *in villa « Aziliano superiore »* » (1) pour le distinguer d'Azillanet (Hér.), *Azilianum inferius seu parvum*.

Au surplus, de Quarante et de Cruzy à Azille il y a, à vol d'oiseau, 40 kilomètres environ. Pourquoi donc les Pères du concile d'Attilian auraient-ils choisi pour lieu de leur réunion une villa et une église si éloignée de leurs investigations? D'autre part, s'il est de toute nécessité qu'au moment d'une guerre civile ou étrangère, au moment d'une effervescence populaire, une assemblée délibérante se tienne à l'écart de tout ce qui pourrait peser sur ses décisions, il y a tout lieu de croire que les questions débattues à Attilian ne troublèrent en aucune façon les bons habitants de Quarante et de Cruzy.

Ce n'est donc pas loin de Narbonne qu'il faudra chercher la *villa Attilianus*, mais bien dans les environs. Cette hypothèse nous est, d'ailleurs, en quelque sorte imposée par le texte même du concile, puisque les membres de cette assemblée durent, par eux-mêmes ou par leurs délégués, assister à l'examen du jugement subi par Tetbalde « *in ipsa sede Metropolitana SS. Justi et Pastoris, cum qui ad iudicium Dei exierat Deus illarum monstraverat.* »

Première conclusion : Azille n'est pas la *villa Attilianus* ; la *villa Attilianus* n'est ni dans le *suburbium Minarbense*, ni dans le *suburbium Ventaionense*.

III

Cherchons la dans le *suburbium Narbonense*.

Mais, au préalable, il convient de se poser ici une question essentielle : jusqu'où s'étendait le *suburbium* ?

(1) Bibl. Nat., ms. lat. 12664, fol. 346. — *Hist. Lang.* II, col. 398.

Essayant de donner la valeur géographique de cette expression, c'est, dit M. Auguste Molinier dans une magistrale note (1), « le territoire avoisinant une ville et dépendant d'elle, la banlieue, le dimaire, le *districtus* ». — Jusque-là rien à dire. — « Parfois, ajoute-t-il, le *suburbium* peut avoir une étendue considérable. Ainsi, Azille est placée *in territorio et suburbio Narbonensi*, et cette localité est à plus de trente kilomètres ». Tel n'est pas notre avis. Azille est placée dans le *suburbium Narbonense* par les auteurs de l'*Histoire de Languedoc* et non par les documents; placée dans ce *suburbium*, par tous ceux qui, à la suite des Bénédictins, n'ont point contrôlé cette identification (*Attilianum*, Azille); placée enfin par M. Molinier, qui n'a pas suffisamment hésité avant de donner au *suburbium Narbonense* une étendue si considérable, créant une exception, il est vrai (c'est le sens évident du mot *parfois*), mais exception gratuite et qui peut entraîner à de grossières applications.

Pour preuve de l'erreur, parcourons les divers documents qui mentionnent la *villa Attilianus*; ce travail nous permettra de constater l'usage, pendant près de trois siècles, du vocable *Attilianus*, avec ses modifications dans l'onomastique du *suburbium Narbonense*.

En 933, Ayméric, abbé de Saint-Paul, du consentement d'Ayméric, archevêque de Narbonne, et de tous les chanoines de Saint-Just et de Saint-Paul, échange à Signofred et à Hermessinde, sa femme, l'aleu qu'il avait en la comté de Narbonne et au terroir de Coursan, pour l'aleu que ledit Signofred avait *in villa Attiliano*, « *propter alodem quem vos (Signofredus et uxor ejus) commutastis ipsius ecclesie sancti Pauli confessoris in villa Attiliano sive per mansum quod commutastis in villa Mosciano* » (2).

(1) *Hist. Lang.* XII, 177.

(2) Doat, LV. f^{os} 87 v^o et 88.

En 1062, Guifred, archevêque de Narbonne, donne aux chanoines de sa cathédrale tout ce qu'il possédait « *in villa Adiliano..... in terminio Adiliani, qui est in comitatu Narbonensi* » (1).

En 1155, Raimond et Guillaume de Moussan donnent leur frère Bérenger à l'église Saint-Just de Narbonne pour chanoine, et lui accordent en dot leurs dîmes des vignes « *de Buadis, Valle-putrida et Attiliano* » (2).

Or, si les grands seigneurs de l'époque, comtes et vicomtes, pouvaient donner à leurs vassaux des fiefs souvent fort éloignés de leur centre féodal, on reconnaîtra sans peine qu'aux dates que nous venons de citer nous nous trouvons en présence de donations ou échanges faites par de simples particuliers, nous dirions des propriétaires fonciers. Les terres données ou échangées doivent donc se trouver à portée de leur domicile. La *villa Moscianus* (Moussan) nous fournit déjà une indication que le *termini de Buadis* vient corroborer : *Buades* (1072), à *las Buates* (1144, arch. Aude, H. 211, f° 46 v°), au terroir de Moussan.

Continuons nos investigations. En 1174, Pierre Raymond de Moussan fait un testament par lequel il donne à Montlaurels le champ allodial de la Caussade, Jean Gayraud pour homme naturel et les deux parts des trois qu'il avait sur la dîme d'Attilian (3). Le même inventaire des documents de Fontfroide que nous analysons mentionne encore le *terroir d'Adillan* en 1203, en 1207, en 1216 (4).

Enfin, en 1225, il est encore question d'« un champ au « terroir d'Attillan, lieu dit Mossolens, ledit champ « appelé Maffalot » (5).

(1) Doat, LV., f° 110 v°.

(2) *Ibid.* ; f° 224. Par suite d'une mauvaise lecture, les éditeurs de l'*Hist. de Lang.* ont écrit *Bucetis* pour *Buadis*. (*H. L.*, v. c. 1564).

(3) *Ibid.* ; f° 50.

(4) *Ibid.* ; f°s 46 v° et 47.

(5) *Ibid.* ; 47 v°.

A n'en point douter, c'est sur le territoire de Moussan que se trouvaient les lieux mentionnés dans ces divers documents : les Buades, Moussoulens, Baillousty sont suffisamment connus. C'est donc à Adillan de Moussan et à la chapelle voisine Saint-Étienne (1) que doivent se rapporter les actes du concile de 902.

Ici, l'archevêque de Narbonne pouvait convoquer ses suffragants ; ils étaient aux portes de Narbonne et non loin des lieux de Quarante et de Cruzy. Ici, les églises de Saint-Just et de Saint-Paul de Narbonne seront propriétaires ou censitaires jusqu'à la Révolution, conservant à travers les âges les droits successivement acquis, et rendant ainsi absolument certaine l'identification que l'acte de 933 nous avait déjà fait entrevoir.

Après cette discussion, des conclusions s'imposent :
1^o D'une manière générale, toute identification, pour être sûre, doit être établie par un ensemble de circonstances topographiques et historiques, résultant des documents ;

2^o D'après les documents cités et connus jusqu'ici, il n'existait dans le *territorium Narbonense* qu'une seule *villa Attilianus* ; elle était dans le Narbonnais proprement dit, *in suburbio Narbonense* ;

3^o Le concile de 902 ne s'est point tenu à Azille, qui était dans le *suburbium Minarbense*, mais bien dans le territoire actuel de la commune de Moussan, dans la chapelle Saint-Étienne, aujourd'hui entièrement ruinée ;

4^o On ne saurait admettre que le *suburbium Narbonense* eût toute l'étendue qu'a bien voulu lui donner si gratuitement M. Auguste Molinier.

A. SABARTHÉS.

(1) Carte de Cassini, feuille de Narb. ; carte du dioc. de Narb. ; cadast. comm. de Moussan, sect. A. *Saint-Estève*.

LE PETIT ÉVÊQUE

Dès les temps les plus reculés du moyen âge, l'usage s'était introduit dans les grandes églises et surtout dans les cathédrales de France et des autres pays d'Europe de se livrer, pendant les fêtes de Noël et à partir du jour des Saints Innocents, à des jeux et des divertissements burlesques. Le jour des Innocents avait été choisi par les clercs et enfants de chœur pour ces réjouissances, tradition lointaine des fêtes du paganisme. C'est dans l'intérieur de l'église qu'avait lieu cette fête qui occasionnait souvent de graves abus. Les clercs et les enfants de chœur se déguisaient en prêtres, moines, chanoines ou prébendés; l'un d'eux crossé et mitré, costumé en évêque, parcourait l'église en faisant le geste de la bénédiction. Des chants burlesques, des danses parfois obscènes, des repas allant jusqu'à l'ébriété, transformaient les églises en lieux de désordres profanes.

A diverses reprises, les conciles, les synodes, les évêques, les rois essayèrent, sans y parvenir, d'abolir ces réjouissances inconvenantes. Les archives publiques contiennent de nombreuses ordonnances destinées à prévenir et à réformer les abus et les scandales qui se produisaient pendant ces jours de saturnales.

Nous avons trouvé à la bibliothèque de Narbonne une

pièce relative à cet usage. C'est un règlement en langue latine, extrait d'un volume manuscrit, petit in-folio (1), d'une ordonnance archiépiscopale contenant les statuts du diocèse de Narbonne.

L'ordonnance est de 1522 mais la copie, conservée dans la bibliothèque, date du commencement du XVIII^e siècle, ainsi que l'indique la reliure en parchemin marquée sur les plats aux armes de Charles Le Goux de La Berchère (2).

† STATUTUM FACTUM SUPER ANTIQUO ABUSU INTRODUCTIONIS
PARVI EPISCOPI DICTI INNOCENTII IMO POTIUS STULTORUM.

In nomine Domini amen. Anno incarnationis ejusdem millesimo quingentesimo vigesimo secundo et die decima tertia mensis decembris, serenissimo principe et domino nostro Francisco, Dei gratia rege Francorum (3) ac reverendissimo in Christo patre et domino domno Julio (4), miseratione divina titulo sancti Laurentii in Damaso presbytero cardinali, sacro sanctæ Romanæ ecclesiæ vice cancellario ac sanctæ primæ sedis Narbonensis archiepiscopo et primate presidente. Noverint universi et singuli præsentés pariter et futuri quod personaliter constituti in capitulo novo ecclesiæ sanctæ Narbonensis venerabiles viri domini Guilielmus de Sancto Stephano, archidiaconus major, Bernardus de Cadro, Joannes Guirri, Sebastianus Andre, Blasius Pascalis, Johannes Raphanelli, Petrus Reynes et

(1) *Statuta ecclesiæ Narbonensis*, manuscrit n° 9 (49) de la Bibliothèque de Narbonne.

(2) Charles Le Goux de La Berchère, archevêque de Narbonne 1703-1719. Il portait : *d'argent à la tête de more de sable liée d'un tortil du champ accompagné de trois molettes d'éperon de gueules 2 et 1.*

(3) François I^{er}, roi de France.

(4) Jules de Médicis, archevêque de Narbonne en 1515, élu pape en 1523, prit le nom de Clément VII.

Joannes Capelli, canonici dictæ sanctæ ecclesiæ capitulantes et eorum venerabile capitulum pro actu infra scripto et aliis dictam ecclesiam tangentibus celebrantes, majorem et sanio rem partem dominorum canonicorum in civitate Narbonæ residentium representantes, ad sonum campanæ capitularis (ut moris est) congregati, qui quidem domini canonici considerantes attendentesque tam ex dispositione juris comunis quam ex consilio Basiliensi (1) in spiritu sancto congregato statutum fuisse et jussum ac preceptum archiepiscopis, episcopis cæterisque prælatis ac decanis rectoribusque jurisdictionem habentibus, sub pœna suspensionis omnium proventuum ecclesiasticorum, ne turpem illum ab usum qui hactenus in multis et diversis ecclesiis inolevit in offensam et derisum Dei omnipotentis ordinis que clericalis denigrationem et contemptum exerceri amplius permitterent, quo in dictis ecclesiis in certis anni festivitibus introducebant aliquos qui more episcoporum induti vestibus pontificalibus mitraque, baculo pastorali benedicebant, quod festum fatuorum imo potius stultorum innocentium sive puerorum nuncupabant, quorum pretextu monstra larvarum theatralesque ludi choreæ tripudiationes marium et mulierum sequebantur necnon comessationes, ebrietates aliaque multa jurgia et scandala inde sæpe subsecuta sunt. Et ne per hujusmodi turpitudinem ecclesiæ inquinetur honestas, servitiumque divinum patiatu r detrimentum sive diminutionem, ordinavit capitulum præmissas dispositiones in sequendo, ne amplius in ecclesia predicta sancta Narbonensi, quæ nedum caput diœcesis sed etiam provinciæ extitit exemplar que est et esse debet cæterarum ecclesiarum totius provinciæ ab ea tanquam luna a sole lumen et claritatem recipiendo, præfatus abusus pullulet jamque inolescat in ea : sed potius omnino submoveat præfatum

(1) Le concile de Bâle. Le texte porte *Basilieri*.

turpem abusum removendo, declarat nullo modo a cætero officium pontificale per quempiam dictæ ecclesiæ subditum fore faciendum seu exercendum in eadem ecclesia, minusque pontificalibus indumentis utendum sit pœnitus ab iis et aliis insolenciis diu in eadem ecclesia, præcipue in vigiliis Sanctæ Catharine, Sancti Nicolai, Sanctorum Innocentium dieque festivitatis dictorum Sanctorum Innocentium toleratis penitus desistendum. Insuper larvales introductiones, jocos theatrales, choreasque ac tripudiationes, cachinnationesque et spectacula, comessationes et ebrietates, præmissorum occasione fieri solitas, prohibendo sub pœna privationis habitus et distributionum per tres menses et alia pœna per dictum capitulum arbitranda. Statuit insuper et ordinavit capitulum prædictum, considerans representationes prophetarum quæ fiunt in dicta ecclesia in nocte Nativitatis Domini, modo quo hætenus factæ sunt, scandalosas, divinumque cultum turbantes et diminuentes, et potius populum ad risus inconditos et cachinnationes provocantes quam ad compunctionem et devotionem ferre, igitur statuit prædictum capitulum ut ab cætero sicut assignatio prophetarum fit per cantorem sic assignatio etiam fiat habituum illorum nec quipiam ex iis quibus innocentium fuerit officium representationis alicujus prophetæ, pro dicto actu alium habitum assumere præsumat, nec discurrere per ecclesiam etiam cum illo habitu sibi assignando vel extra ecclesiam nec ire cum eodem nec illo se induere, nisi hora eisdem per dictum cantorem ordinanda et assignanda, qua hora se recipiant infra sacrarium in eoque habitum eis ordinatum assumat et chorum simul bini et bini, ut per cantorem fuerint ordinati, intrent et ante pontificem seu officium facientem in locis eis per dictum cantorem assignandis sedeant et consistent, respondeantque facienti officium suo ordine toni lectoris insequendo vocem, ultra non elevando seu deprimendo et nullo modo ab eo tono deviendo; peractoque et

completo eorum officio, eo modo redeant ad sacrarium quo fuerint ingressi, ibidem prædictos eorum habitus deponendo, intimantes quod quis præsumptuose contrarium attentare præsumpserit, ultra indignationem Dei omnipotentis quam procul dubio incurret, distributionibus ecclesiæ per unum mensem et quacumque remissione posthabita privabitur. De quibus omnibus et singulis supra dictis dicti domini canonici capitulantes petierunt eis fieri publicum instrumentum per me notarium infra scriptum. Acta sunt recitata hæc ubi supra, testibus præsentibus dominis Johanne Boguirri, hebdomadario, Guillelmo Landry, subdiacono altaris majoris, Joanne Fortini, beneficiato dictæ sanctæ ecclesiæ, ad præmissa vocatis et requisitis, et me Laurentio Contadis, Narbone præsentem dicto notario regio, qui de præmissis requisitus notarius super dicta hoc præsens instrumentum alia manu nempe fideli scriptum extraxi. In quorum fidem et testimonium hic signum meum authenticum apposui. Laurentius Contadis, not.

Nous venons de donner le texte latin de cette ordonnance dressée par le chapitre cathédral de Saint-Just réuni capitulairement le 13 décembre 1522 et rédigé sous la forme d'un acte authentique par Laurent Contades, notaire à Narbonne. Le copiste a mis en marge en français un extrait abrégé des abus signalés dans cet acte et des défenses édictées par les chanoines de l'église de Narbonne *qui en sa qualité de mère de toutes les églises de la province de Narbonne brille comme le soleil et les éclaire comme le soleil communique à la terre sa clarté et son lustre.*

On défend aux clercs et à tous inférieurs l'usage des ornements et insignes pontificaux, principalement aux veilles de fêtes et aux jours de fêtes de Sainte Catherine, de Saint Nicolas et des Saints Innocents. On défend l'introduction dans l'église des masques, les jeux, les

danses, les pièces de théâtre, la représentation des scènes de prophétie pendant la nuit de Noël qui n'étaient que des manifestations scandaleuses. Défense de se vêtir autrement que le grand chantre leur aura prescrit. Défense de s'habiller ni de se promener dans l'église et surtout de se promener déguisé à travers la ville ; le tout sous peine de la privation de l'habit clérical et d'être privés également des distributions pendant un mois des revenus assignés aux clercs. Ordre est donné aux clercs de ne se vêtir qu'au sacraire, d'entrer dans l'église deux à deux, et de s'y placer en bon ordre et suivant les places qui leur auront été assignées par le grand chantre, et pendant les offices de répondre dans le ton et d'une façon calme et régulière. Les offices terminés, les clercs retournent au sacraire dans le même ordre pour ôter leurs aubes ou surplis.

Le Glossaire de Du Cange mentionne le nom d'*Évêque des Innocents*. Il cite un inventaire de l'église de Noyon de l'année 1449 où sont mentionnés une petite crosse d'argent pour le dit évêque, trois sandales *rubee* (1), item d'autres petites sandales. Il en est aussi mention dans le bréviaire à l'usage de l'église de Salisbury édité en 1555. — Le même ouvrage donne au mot *Episcopus puerorum*, qui avait la même signification que le précédent, un extrait du concile de Salzbourg de l'an 1274 (17^{me} canon) pour ordonner que les enfants de chœur qui figuraient dans ces divertissements n'eussent pas dépassé l'âge de seize ans. Cet évêque était encore appelé *Episcopus Scholariorum*. Il est aussi mention de l'évêque des Fous (qui était une dénomination identique) dans les statuts du chapitre de Saint Omer (2).

(1) Rouges.

(2) Glossaire de Du Cange, éd. Didot. t. III, p. 959 à 961.

Le même ouvrage au mot *Kalendæ* reproduit quelques détails sur le cérémonial usité dans l'église de Viviers en 1365 pour l'élection et la réception de l'évêque des Fous. Dans cette église il y avait également l'abbé des Fous.

Il est aussi question des ornements *pro episcopo puero-rum* dans un inventaire de l'église d'Evreux de l'année 1530.

Ces désordres furent condamnés par la faculté de Théologie de Paris le 12 mars 1444 et par le concile de Bâle dans sa 21^e session. Le concile de Nevers s'en était occupé en 1246.

Il serait trop long de mentionner tous les statuts de nombreuses églises ayant trait à ces réjouissances. Nous ne parlerons que de ceux de l'église de Rouen 1245, de l'église d'Auxerre 1395, de ceux de l'église de Sens 1445 et c'était là où se passaient les plus grands désordres. Enfin à Troyes cette fête motiva en cette même année 1445 une ordonnance du roi Charles VII pour en réprimer les abus.

Le Bulletin du Comité des Travaux historiques (1) a donné un mémoire de M. Mireux sur une délibération des habitants de la communauté de Fréjus du jour de Noël 1559, pour aviser aux scandales causés par la célébration de cette fête des Innocents dans la cathédrale de Fréjus.

La numismatique a conservé le souvenir de ces fêtes étranges. MM. Rigollot et Leber avaient publié déjà en 1833 (2) un ouvrage considérable intitulé « Mémoires « inconnues des évêques des Innocents, et de quelques « autres associations singulières du même temps recueil- « lies et décrites par M. Rigollot, d'Amiens, avec des notes « et une introduction sur les espèces de plomb, le per- « sonnage du fou et les rébus dans le Moyen-Age, par « M. Ch. Leber, in 8^o avec beaucoup de figures. » M. Rigol-

(1) Année 1885, p. 189 à 191.

(2) Paris, Merlin, éd.

lot avait pu réunir une centaine de pièces frappées à l'occasion de ces saturnales ecclésiastiques si joyeusement célébrées et dont nos pères ont voulu conserver le souvenir. M. de Marsy, père de notre ami le comte de Marsy, ancien président de la Société Française d'archéologie, avait passé dix ans de sa vie à continuer et corriger ce travail, mais sans l'achever. Plus tard, vers 1860, Dusevel a écrit dans la *Picardie*, revue qui paraissait à Amiens, un article sur la *fête des Fous*. Enfin Van Hende a donné dans les publications de la Société historique du Nord des détails sur la *fête des Fous* de Lille (1).

La Revue Belge de numismatique, dans un article de *Mélanges* du comte de Marsy, a mentionné un travail de la Revue de Picardie et d'Artois (2) où M. Alfred Danicourt a décrit vingt-une pièces des *Évêques des Innocents* d'Amiens, pièces inédites ou imparfaitement données dans l'ouvrage précité de Rigollot. A citer aussi un mémoire de M. Clocquet sur l'*évêque des Fous* de Tournai (3).

Aujourd'hui cette fête, telle qu'on la célébrait au moyen âge a disparu. Il ne s'en est conservé qu'un vestige, un vague souvenir le jour des saints Innocents, dans les maîtrises des cathédrales et dans les couvents de religieuses. Ce jour-là les plus jeunes élèves célèbrent d'une façon enfantine la fête des Innocents qui est un jour de congé régulier et non une fête de dissipation (4).

BARON DE RIVIÈRES.

(1) 2^{me} année 1888, p. 172 et 173.

(2) Année 1886, p. 129-142.

(3) Mémoires de la Société hist. de Tournai.

(4) Les très regrettés comte de Marsy et Mgr Barbier de Montault nous avaient envoyé plusieurs notes sur ce sujet. Nous remercions également MM. Émile Travers et Léon Germain de leurs aimables communications.

QUELQUES NOTES
SUR LA
CATHÉDRALE SAINT-JUST
DE NARBONNE
AU COMMENCEMENT DU XVIII^e SIÈCLE

En relisant dernièrement le *Voyage littéraire de deux religieux bénédictins de la Congrégation de Saint-Maur* (1), nous avons remarqué quelques notes sur la Cathédrale de Narbonne. Il nous a paru intéressant de les copier. Elles complètent ce que dit le regretté Louis Narbonne dans son étude si bien faite de la métropole narbonnaise. Les deux religieux arrivaient de Fontfroide.

« Nous fîmes très peu de chose à Fontfroide parce que
« les archives étoient à Narbonne où nous arrivâmes le
« 18 de septembre 1708. Le lendemain qui étoit un samedi
« des Quatre temps nous allâmes à la Cathédrale. Nous y
« arrivâmes comme on chantoit la grande messe à laquelle
« on se servoit d'ornemens de couleur verte. Le diacre et
« le soudiacre n'avoient ni tunique ny planètes plisés, mais
« seulement des aubes parées. Je fus fort attentif au reste
« des cérémonies, et je remarquai que le soudiacre soutint

(1) Dom MARTENE et dom DURAND, Paris, 1718, 2^e partie, p. 55 à 57, in-4^o.

« la patène jusqu'au *Pater*, qu'il vint la donner au diacre
« qui la tint élevée jusqu'à ce qu'il fallut la remettre au
« célébrant. A l'élévation six clers tenoient debout des
« flambeaux. Deux autres clers aussi debout encensèrent
« le saint sacrement à l'élévation, avant le *Pater* et au
« *Domine non sum dignus*. A l'*Agnus Dei* deux petits enfants
« de chœur vinrent prendre la *Paix* qu'ils donnèrent pre-
« mièrement au diacre et au soudiacre ensuite aux deux
« thuriféraires, puis au chœur. Cependant le diacre et le
« soudiacre demeurèrent à genoux jusqu'après la commu-
« nion. Le célébrant prit la seconde ablution au coin de
« l'autel et y purifia son calice.

« Après avoir remarqué les cérémonies nous considérâ-
« mes l'église. Elle ne comprend que le chœur, mais il ne
« cède en rien aux plus belles églises du royaume. Son
« élévation, sa largeur et sa délicatesse attirent l'admira-
« tion de tout le monde. Le tour des chapelles répond à
« cela. Il est large, élevé et très bien percé. Le grand autel
« est magnifique : c'est si je ne me trompe M. le cardinal
« de Bonzy (1) qui l'a fait faire. Au milieu du chœur est
« le tombeau de Philippe le Hardy, roy de France, fils de
« Saint-Louis, sur lequel se lit cette inscription : *Sepul-*
« *crum bone memorie Philipi quondam Francorum regis qui*
« *Perpiniani calida febre ex hac luce migravit tertio nonas*
« *Octobris anno Dei MCCLXXXV.*

« On voit dans une chapelle le tableau de la Resurrexion
« de Lazare peint par Michel Ange (2) dont le pape
« Clément VII qui avait été archevêque de Narbonne fit

(1) Pierre de Bonzi, cardinal archevêque de Narbonne, 1673-1703.

(2) Tout ce paragraphe est un tissu d'erreurs. Voir la narration vraie dans la notice sur la cathédrale Saint-Just, par L. Narbonne (description de la chapelle saint Martin). Le tableau était de Sébastien del Piombo et non de Michel Ange. En 1720 le régent Philippe d'Orléans le fit enlever et placer à Paris dans sa galerie de tableaux. Il fut remplacé par une copie due au pinceau de Carle Vanloo.

« présent à cette église. On dit qu'il avait été destiné pour
« l'église de Marseille et qu'il en avait fait faire un autre
« pour l'église de Narbonne, mais que par méprise on
« envoya à Marseille celui qu'on devait à Narbonne, et à
« Narbonne celui qui étoit destiné pour Marseille, et que
« chaque église trouva celui qu'elle avoit reçu si beau
« qu'elle ne voulut pas s'en dessaisir.

« On nous montra aussi un crucifix qu'on dit être celui
« dont parle Grégoire de Tours mais il ne nous parut être
« d'une si grande antiquité. La sacristie est fournie de très
« riches ornements et de beaucoup d'argenterie. Le soleil
« ou l'on expose le saint sacrement est si massif qu'il
« faut huit prestres pour le porter.

« L'après diné nous fumes au palais archiépiscopal
« qui est très magnifique, quoique d'une ancienne struc-
« ture, et qui n'est pas du goût d'aujourd'hui.

.
« La bibliothèque de monseigneur l'archevêque est très
« riche, tous les livres sont bien conditionnez. Cet illust-
« tre prélat étoit absent (1), mais nous ne laissames pas
« de voir ses archives qui sont très belles, très bien four-
« nies et fort bien disposées. Nous n'en avons point vu de
« meilleures dans aucune cathédrale, où nous ayons plus
« puisé, aussi restames nous à Narbonne plus longtemps
« que nous n'avions cru. Monsieur Pesch chanoine de
« Saint-Paul nous accompagna pendant tout ce temps-là
« et prenant plaisir a travailler avec nous il nous epar-
« gnoit toute la peine qu'il pouvoit. Il nous fit meme voir
« quelques manuscrits qui sont a luy et desquels nous
« trouvames des choses qui nous firent plaisir, surtout
« l'ancienne Version Italique du livre de Tobie et d'Ester. »

Les Bénédictins, malgré leurs préventions communes à
tous leurs contemporains contre l'architecture gothique,

(1) Charles Le Goux de La Berchère, archevêque de Narbonne, 1703-1719.

ne purent s'empêcher d'admirer Saint-Just de Narbonne. Leur réflexion sur le crucifix qui fut mentionné par Grégoire de Tours est enfantine, car comment croire qu'un objet de bronze ou de vermeil aurait pu subsister après les pillages et les invasions sarrazines. Ces notes tirées d'un ouvrage connu seulement par les chercheurs et les érudits pourront intéresser nos confrères de la Commission archéologique de Narbonne.

BARON DE RIVIÈRES.

LA MONNAIE DE NARBONNE

A LA FIN DE LA DOMINATION ROMAINE

I

Quoique l'Hôtel des Monnaies de Narbonne ne soit pas mentionné dans la *Notice des dignités*, son existence au ^v^e siècle, attestée par Sidoine Apollinaire (1), n'en est pas moins certaine. Mais on ignore l'époque exacte de sa création.

Charles Robert (2) pensait qu'il avait fonctionné sans être officiellement reconnu à Constantinople, soit au profit de l'usurpateur Constantin III (407-411), comme le croyait aussi A. Senkler (3), soit pour le compte d'Avitus, de Majorien ou d'Anthème dont Sidoine Apollinaire avait été le favori et dont il devait connaître d'une manière très certaine tous les actes importants.

L'Hôtel des Monnaies de Narbonne existait à cette époque, cela n'est pas douteux, mais rien ne prouve qu'il venait d'être ouvert. Tout indique au contraire qu'il était

(1) *Carmina*, 23.

(2) *Numismatique de la province de Languedoc*.

(3) *Revue numismatique*, 1847.

plus ancien. Les diverses pièces qui lui ont été attribuées et qui lui appartiennent réellement le démontrent.

Dès le règne d'Aurélien, mais surtout à partir de celui de Dioclétien, la monnaie romaine porte des indications d'ateliers provinciaux. Sans doute l'interprétation de ces marques ne présente pas toujours un caractère absolu de certitude, surtout en ce qui concerne les premiers signes dont on voit les espèces se couvrir, aussi n'est-il pas possible de faire remonter la création de l'officine de Narbonne jusqu'à Dioclétien, mais on peut facilement la reculer jusqu'au règne de Constantin le Grand.

On donne, en effet, à Narbonne, des pièces dont les plus anciennes sont de Constantin, portant à l'exergue l'inscription **S. M. N. M.**, *Sacra Moneta Narbo Martius*, sur le sens de laquelle il n'est pas possible d'hésiter.

Le catalogue de la collection de Ponton d'Amécourt attribuait à Narbonne un *aureus* de Constantin et un de Crispe présentant, tous les deux, cette légende relevée aussi sur des sous d'or de Valens. Je ne cite que ces monnaies pour ne parler que de pièces bien connues.

On a également donné à Narbonne un autre *aureus* de Magnence à l'exergue duquel on lit **NAR**. On le trouvera dans le catalogue de la collection Gariel.

Enfin, cette même légende **NAR** paraît sur des bronzes de Constance, pareillement attribués à Narbonne, dont le catalogue de la collection Rousseau mentionnait deux variétés (1).

La plupart de ces pièces figurent d'ailleurs dans la *Description des monnaies impériales* de Henry Cohen (2) notamment l'*aureus* de Magnence (3) et celui de Valens (4).

(1) Catalogue des monnaies nationales de France, collection de M. J. Rousseau, Paris, 1861, Rollin et Feuardent, p. 12, n° 200.

(2) *Description historique des monnaies frappées sous l'empire romain*, première édition, t. v et vi.

(3) Cohen, n° 15, Bibliothèque nationale.

(4) Cohen, n° 32.

Enfin, le même ouvrage contient une autre monnaie d'or de Constance II (1) portant à l'exergue l'inscription **S. M. NARB.** qui trancherait à elle seule la question s'il pouvait y avoir quelque incertitude dans l'interprétation des autres marques monétaires.

L'atelier de Narbonne était donc en pleine activité à l'époque de Constantin. Voici, d'ailleurs, d'après M. J. Sabatier (2), l'ordre chronologique dans lequel les divers hôtels monétaires romains auraient été ouverts : Rome, Milan, Siscia, Trèves, Carthage, Aquilée, Arles, Héraclée, Londres, Serdica, Narbonne, Lyon, Alexandrie, Antioche, Cyzique, Ostie, Sirmium, Thessalonique, Constantinople et Nicomédie.

Par la situation géographique de Narbonne, son atelier monétaire dut acquérir de bonne heure une grande importance. C'est évidemment lui qui devait fournir la majeure partie de la monnaie-d'appoint nécessaire à toute la région du sud-ouest de la Gaule si éloignée d'Arles, de Trèves et de Lyon. Et cependant si l'on ne donnait à Narbonne que les pièces portant à l'exergue **SMNM, SMNARB** ou **NAR**, on s'apercevrait bientôt que les monnaies de cuivre de l'atelier narbonnais sont d'une excessive rareté. Ces inscriptions ne paraissent pas sur les petits bronzes qu'on recueille tous les jours en si grande abondance aux alentours de la ville.

En revanche, on trouve aux environs de Narbonne, comme dans toute la Gaule des pièces portant la marque **SMN** suivie ou non d'une indication numérale mais ne présentant pas l'autre initiale du nom de *Narbo Martius*.

S'il n'y avait que l'atelier de Narbonne ayant pour

(1) Cohen, n° 117, Musée de Berlin.

(2) *Description générale des monnaies byzantines frappées sous les empereurs d'Orient depuis Arcadius jusqu'à la prise de Constantinople par Mahomet II*, t. I, p. 37.

initiale la lettre **N** il n'y aurait aucune incertitude sur la signification de cette légende. Malheureusement il y a aussi celui de Nicomédie.

M. Sabatier voyait le nom de Narbonne dans cette inscription (1). M. Feuardent donnait également à Narbonne un *aureus* de Gratien portant à l'exergue **S. M. N.** sans la seconde initiale de *Narbo Martius*, sans autre indication (2).

Beaucoup de numismates ont accepté cette interprétation, mais les plus nombreux cependant, il faut bien le reconnaître, s'obstinent encore, on ne sait trop pourquoi, à voir dans cette inscription le nom de Nicomédie.

Quoique Nicomédie ait parfois inscrit sur les espèces la légende plus explicite **NIC** ou **NIKO** il est évident que ces pièces ne constituent pas tout le numéraire fabriqué par cet atelier important. Des pièces portant la marque **SMN** suivie d'une indication numérale lui appartiennent très certainement. Mais n'y aurait-il pas lieu de partager ces monnaies entre Nicomédie et Narbonne, leur style, leur fabrique, leur provenance et parfois même certaines considérations historiques pouvant fournir les éléments de ce partage ?

L'antiquité nous offre un autre exemple de deux localités différentes ayant employé les mêmes marques d'atelier.

Arles a momentanément porté le nom de *Constantina* et a fait usage des mêmes inscriptions que la capitale de l'empire d'Orient. Ce fait est indiscutable puisqu'une monnaie de Fausta morte en 326, quatre ans avant que Byzance devînt *Constantinopolis*, porte à l'exergue la mar-

(1) Cf. Cohen, *Description des monnaies impériales*; première édition, t. VI, p. 592 et Sabatier, *Production de l'or, de l'argent et du cuivre chez les anciens et Hôtels monétaires romains et byzantins*.

(2) Cf. Charles Robert, *Numismatique de la province de Languedoc*.

que **CONST** (1). Des analogies de fabrique entre les pièces d'or présentant à l'exergue **A**, **ARL**, **CONST**, **CON**, **KONT**, **KONST** et **KONSTANT** ont permis au comte de Salis de déterminer les espèces qui appartiennent à Arles et de conclure que lorsque sur ces dernières la marque d'atelier est accompagnée d'une indication numérale elle est latine tandis que sur celles de Constantinople elle est empruntée à l'alphabet grec.

Cette observation peut évidemment être étendue aux monnaies de Narbonne et de Nicomédie. Elle va nous permettre de faire immédiatement un premier classement.

Les pièces portant la marque d'atelier **SMN** nous donnent deux séries bien distinctes, comme celles qui présentent l'exergue **CONST**.

La première comprend les indications **SMNA**, **SMNB**, **SMNΓ**, **SMNΔ**, etc.; celle-ci la plus longue et la plus nombreuse.

La deuxième nous donne **SMNP**, **SMNS**, **SMNT**, etc., c'est-à-dire *prima*, *secunda*, *tertia*, etc., le mot *officina* étant sous-entendu.

N'est-il pas tout naturel de donner à Narbonne les pièces présentant ces inscriptions purement latines et de ne maintenir à Nicomédie que celles sur lesquelles paraissent des signes numéraux grecs ?

Les monnaies n'offrant que la marque **SMN** sans aucune indication d'officine ou d'émission resteraient incertaines entre les deux ateliers, mais leur style et leur provenance pourraient parfois nous fixer.

La lettre **N** n'est pas toujours précédée de l'abréviation **SM** *sacra* ou *signata moneta*. Elle paraît seule ou précédée

(1) Cf. Anatole de Barthélemy, *Instructions adressées par le Comité des travaux historiques et scientifiques aux correspondants du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, Numismatique de la France*, 1^{re} partie, p. 24.

d'un **M** seulement ou fait partie de diverses combinaisons.

Quand elle est seule ou précédée d'un **M** nous nous trouvons dans la même incertitude que pour la marque **SMN**. Tout ce que l'on peut faire observer dans les trois cas, c'est que l'atelier de Narbonne étant le plus ancien, il semble plus logique de rapporter à lui ces trois marques toutes les fois que les considérations historiques ne s'y opposent pas.

Dans les combinaisons dans lesquelles entrent des lettres numérales grecques on doit voir de préférence l'atelier de Nicomédie. Cependant en présence d'inscriptions compliquées, il est bien difficile de conclure. Lorsqu'on a voulu, par exemple, indiquer, avant ou après l'atelier, l'officine et l'émission, on peut bien avoir employé simultanément aussi bien à Narbonne qu'à Nicomédie la numération grecque et les initiales des termes numéraux latins. C'est surtout dans ces cas que le style et la provenance quand elle est connue doivent nous guider.

Voici, d'ailleurs, les diverses combinaisons dans lesquelles paraît un **N**, relevées dans Cohen. J'en exclue les deux séries régulières **SMNA**, **SMNB**, **SMNΓ**, etc. et **SMNP**, **SMNS**, **SMNT**, etc.; mais j'y fais figurer en revanche des inscriptions dans lesquelles l'**N** accompagne la marque d'un atelier bien connu tel que Lyon ou Ostie.

NOST sur des monnaies de bronze de Maximien Hercule.

NOS, **NOSTR**, **NOSTT**, **NOST**, **NTT** sur des pièces de bronze de Constance Chlore.

NΔ Hélène. — Bronze.

NTΔ Sévère II. — Bronze.

NTB, **NTΔ**, **NTΓ** Maximien d'Aza. — Bronze.

NOSTP, **NOSTS** Maxence. — Bronze.

NOSTT Maxence; sur une monnaie d'or.

NHTΔ, **NOSTO** Licinius père. — Bronze.

MNTA Licinius fils. — Bronze.

MNΓ, MNΔ, ΝΕ, SMNL, SMNΓΒ, SMNR Constantin le Grand. — Bronze.

MNB Crispe. — Bronze.

MNΓ Constantin II. — Bronze.

MNES, MNR, SMNO sur des monnaies d'or de Constantin I.

MNS, NB, NL, NS Constance II. — Bronze.

NLVG Magnence. — Or.

NHP, NLQ, NSLC Magnence. — Bronze.

SMNOS Valens. — Bronze.

LVGN Gratien. — Argent.

SN Gratien. — Argent.

MNB Valentinien II. — Bronze.

SMNR Flaccille. — Bronze.

Je n'ai pas compris dans le relevé de ces marques monétaires celles qui sont formées de l'inscription **SMN** seule ou suivie d'une indication numérale grecque ou latine, comme je l'ai déjà dit. J'ai également omis les pièces ne portant à l'exergue que la lettre **N** seulement ainsi que celles sur lesquelles l'**N** fait partie du nom d'un atelier bien connu tel que Constantinople, Antioche, Londres ou *Constantina*, dont je n'ai pas à m'occuper. Je n'ai relevé que les légendes dans lesquelles l'**N** demande une explication.

Si l'on examine attentivement ces diverses inscriptions, on ne tarde pas à constater que, sauf sur les monnaies portant la marque d'Ostie ou de Lyon, l'**N** est toujours accompagné d'indications purement numérales. Cela signifie évidemment que c'est bien l'**N** qui constitue le différent de l'atelier.

Les légendes **SMNR, MNR, MNS, NS, SN** désignent Narbonne. **MNS** indique la seconde officine de l'atelier; c'est en somme une simplification de **SMNS** dans laquelle l'**M** signifie toujours *Moneta*. **NS** et **SN** sont encore des

formes plus abrégées de la même indication. Dans **SMNR** et **MNR**, l'**R** pourrait être la troisième lettre du nom de **Narbo**; cependant j'en proposerai plus loin une autre explication.

Les inscriptions **NB**, **NΔ**, **NE**, **MNB**, **MNΓ**, **MNA** appartiennent à Nicomédie. Cependant en ce qui concerne les marques **NB** et **MNB** il est permis d'hésiter, **NB** pouvant signifier aussi bien et même mieux encore que **NR**, **NarBo**.

Les légendes contenant en même temps des indications numérales latines et grecques, des marques d'officine et d'émission, restent forcément incertaines entre les deux ateliers, comme nous l'avons vu plus haut. Telles sont **NTB**, **NTΠ**, **NHTΠ**, **MNTA**, etc., etc.

En définitive toutes ces marques monétaires s'expliquent aisément et si la lettre **N** n'était l'initiale que d'un seul atelier il n'y aurait pas la moindre incertitude dans l'interprétation de ces légendes.

Deux groupes cependant resteraient énigmatiques. Celui des inscriptions contenant le nom d'Ostie et celui des marques dans lesquelles paraît le nom de Lyon.

Que peut signifier en effet l'**N** dans les légendes **NOS**, **NOST**, **NOSTR**, **NOSTP**, **NOSTS**, **NOSTT**, **NOSTO**, **SMNOS**, **NLVG** et **LVGN**? Les explications qu'on peut en donner ne sont pas satisfaisantes. Peut-on s'empêcher de remarquer que dans toutes les autres inscriptions cette lettre constitue toujours la marque de l'atelier? Est-il permis de lui donner aussi cette signification lorsqu'elle accompagne l'indication d'un autre nom de lieu?

Ce n'est pas absolument impossible. Ce n'est même pas aussi invraisemblable que cela peut le paraître au premier abord.

Les monnaies portant deux noms de lieux sont fort nombreuses et l'usage d'inscrire la marque de deux ateliers devint même la règle, à un moment donné.

Quand la coutume s'établit, dans les grands hôtels monétaires, d'ajouter à l'inscription habituelle l'abréviation **OB** *obrysum* ou *obryzatum*, pour indiquer, à l'origine, que le métal ne provenait pas de la refonte d'anciennes espèces, qu'il était neuf et avait été épuré, affiné dans l'atelier, les hôtels de second ordre dans lesquels on ne procédait qu'à la fonte et à la frappe et qui recevait le métal tout préparé des hôtels monétaires plus importants, furent obligés d'indiquer sur les espèces la provenance des métaux qu'ils employaient. Dans ce cas, l'inscription de deux noms du lieu devenait une nécessité. L'atelier auxiliaire garantissait par sa marque le poids de la pièce qu'il frappait, mais le titre du métal était garanti par l'hôtel qui l'avait fourni.

Pour le public cette dernière garantie était la plus importante, tout affaiblissement de poids pouvant être immédiatement constaté. Aussi resta-t-elle toujours la plus apparente. Elle ne cessa pas d'occuper l'exergue et ne fut jamais plus abrégée qu'elle ne l'avait été auparavant tandis que l'autre était réduite à une ou deux lettres au plus et placée dans le champ. Telle est l'origine des inscriptions **TROB**, **AQVOB**, **SIROB** et surtout **CONOB** que nous constatons sur une infinité de monnaies.

Cette dernière indication finit même par s'immobiliser par se montrer seule sur des espèces qui non seulement n'étaient pas battues à Constantinople, mais qui provenaient de localités qui n'avaient plus de relations avec la capitale de l'empire d'Orient.

Mais à l'origine ces légendes **TROB**, **AQVOB**, **SIROB**, **CONOB** avaient un sens précis et indiquaient quand elles étaient seules que la pièce avait été frappée à Trèves, à Aquilée, à Sirmium ou à Constantinople avec du métal neuf affiné dans l'atelier et, quand elles étaient accompagnées d'une autre marque, que le métal en provenait.

Cependant tous les hôtels monétaires n'ont pas fait

usage des lettres **OB**. Rome, Arles, Lyon, Carthage, Alexandrie, Londres, Héraclée, Narbonne et Ravenne ne les ont jamais employées (1).

M. A. Lemaître pensait que malgré l'importance de ces diverses villes, à l'époque où l'abréviation **OB** commença à être usitée, leurs ateliers n'émettaient que des monnaies de refonte. Cela est possible. Mais il est clair qu'antérieurement Rome, Arles et Lyon avaient pratiqué l'épuration des métaux non seulement pour leur propre compte mais aussi pour celui des ateliers voisins qui pouvaient avoir besoin de métal neuf.

A cette époque les lettres **OB** n'avaient pas encore fait leur apparition et les marques d'atelier n'étaient pas placées dans le champ.

Est-il donc absolument surprenant de trouver deux noms de lieu à côté l'un de l'autre à l'exergue de la même pièce ?

La Monnaie de Narbonne ne figure pas dans la *Notice des Dignités*. Cela ne peut certes pas nous étonner ; beaucoup d'autres ateliers devaient être dans le même cas. Cependant cela prouve une chose ; c'est qu'à l'origine l'hôtel de Narbonne avait un rôle auxiliaire. Ce n'est peut-être, d'ailleurs, que pour cela qu'il n'est pas mentionné. C'était une de ces Monnaies dans lesquelles les métaux n'étaient pas épurés ; on n'y procédait qu'à la fonte et à la frappe, généralement à la refonte des espèces usées et parfois peut-être à la simple reffrappe pour le compte d'empereurs empressés de mettre sur le numéraire leur effigie. Quand il fallait frapper du métal neuf on le demandait aux grands hôtels monétaires voisins qui étaient ceux d'Arles, de Lyon et précisément aussi celui d'Ostie qui par mer était en communication directe et rapide avec le port de Narbonne.

(1) A. LEMAITRE, *Les lettres OB des légendes monétaires du Bas-Empire*, p. 31.

N'est-il pas naturel d'admettre que lorsque les provinces du sud et du sud-ouest de la Gaule manquaient de monnaie d'appoint on donnait l'ordre à l'atelier d'Ostie d'expédier du cuivre à celui de Narbonne chargé de le convertir en numéraire ?

Effectivement c'est généralement sur des monnaies de bronze que nous relevons les inscriptions **NOS, NOST, NOSTP, NOSTS, NOSTT, SMNOS**, etc. Nous les trouvons sur des pièces de Maximien Hercule, de Constance Chlore, de Maxence et de Valens. **NOSTT** paraît également à la vérité sur une monnaie d'or de Maxence, mais il va sans dire que ce n'est pas exclusivement du cuivre que pouvait livrer l'atelier d'Ostie.

Les pièces d'or de Magnence nous font connaître la marque **NLVG** et celles d'argent de Gratien **LVGN**. Comme la monnaie d'Ostie, celle de Lyon pouvait évidemment fournir de l'or et de l'argent à l'atelier narbonnais.

On pourrait s'étonner de ne pas trouver l'hôtel d'Arles parmi ceux qui livraient des métaux neufs à celui de Narbonne. Il lui en fournissait certainement car c'était le plus rapproché. Malheureusement les espèces frappées avec le métal d'Arles ne portaient peut-être que l'initiale du nom de la ville et dans ce cas, l'**A** pouvant être considéré comme une lettre numérale grecque, ces espèces se confondent avec celles de la première officine de Nicomédie. Dans le relevé des inscriptions présentant un **N** je n'ai pas fait figurer **NA, MNA, SMNA** que l'on rencontre très fréquemment sur des pièces recueillies en Gaule, parce que ces monnaies peuvent être attribuées à Nicomédie. Elles doivent rester incertaines entre les deux ateliers quand le style ou la provenance n'en indiquent aucun.

Parmi les pièces pouvant être considérées comme frappées à Narbonne avec du métal livré par l'hôtel d'Arles on peut également classer les monnaies de Constance et de Magnence portant à l'exergue **NAR** dont il a été déjà ques-

tion. On ne m'accusera pas de vouloir enrichir la série narbonnaise au détriment d'une autre série puisque ces pièces sont données à Narbonne par tout le monde. Il ne s'agit ici que d'une manière différente d'interpréter leur inscription. Certainement **NAR** peut bien être tout simplement une abréviation de Narbo, comme **SMNARB** ; mais on peut également y voir le nom d'Arles comme on voit dans **NLVG** celui de Lyon.

L'**N** ne paraît guère qu'avec ces trois ateliers : Lyon, Arles et Ostie, les seuls qui avaient des relations avec Narbonne et qui pouvaient par conséquent lui fournir du métal. S'il n'y a là qu'une coïncidence, elle est assez curieuse et méritait d'être signalée.

A ces trois ateliers on pourrait peut-être ajouter celui de Rome qui en sa qualité de capitale de l'empire pourrait avoir livré directement des métaux neufs aux divers ateliers provinciaux. Je relève en effet **SMNR** sur des monnaies de bronze de Constantin le Grand ainsi que sur des pièces de même métal de Flaccille ; je note **MNR** sur une pièce d'or de Constant I. Cet **R** peut bien désigner Rome, mais cela est beaucoup plus douteux.

J'ai également rencontré la légende **PRON** que je n'ai pas cru devoir faire figurer avec les autres inscriptions, me demandant si la lettre **N** ne serait pas le résultat d'une erreur et s'il ne devrait pas y avoir **PROM** qui désignerait Rome tout simplement. Cependant cette marque se trouvant sur un médaillon d'or de Constance Chlore dont on doit supposer la frappe et la gravure plus soignées, toute idée de lettre mal lue ou mal gravée semble devoir être écartée. La pièce porterait bien dans ce cas **PRON** ; elle n'aurait pas été frappée à Rome ; le métal seul en proviendrait.

Dans tous les cas on remarquera que la lettre **N** qui d'ailleurs ne paraît guère, à l'exergue, que sur des mon-

naies antérieures à l'apparition de l'abréviation **OB**, n'est accompagnée que de marques d'ateliers n'ayant jamais employé cette abréviation. Ni Rome, ni Arles, ni Lyon n'en ont fait usage. L'absence de la syllabe **OB** à la suite des marques **R**, **A**, **AR** ou **LVG** ne prouve donc pas que ces indications ne désignent pas la monnaie qui avait épuré, affiné le métal. Cette addition était inutile. Il suffisait de mettre plus en évidence en l'abrégeant moins la marque de l'hôtel d'où le métal provenait; à la rigueur même ce n'était pas indispensable puisque cela pouvait se deviner; c'était toujours de l'atelier le plus important. Néanmoins, comme nous l'avons vu, même lorsque les deux marques étaient à l'exergue l'hôtel qui avait fourni le métal était beaucoup plus explicitement indiqué. C'est qu'il s'agissait beaucoup plus de garantir au public le bon aloi de la monnaie, surtout pour l'or, que de dégager la responsabilité des officiers monétaires qui faisaient frapper des espèces avec du métal qu'ils n'avaient pas épuré eux-mêmes. La marque de l'hôtel auxiliaire qui se bornait à la fonte, au découpage et à la frappe était en quelque sorte accessoire et reléguée au second plan. L'essentiel était de faire connaître l'origine de l'or. C'est sans doute pour mieux souligner cette origine que quelques grands ateliers adoptèrent l'usage d'ajouter l'abréviation **OB**, *obryzum* ou *obryzatum* à leur différent habituel. La généralisation de son emploi prouve son utilité. La substitution progressive de l'inscription **QONOB** aux autres marques d'atelier et finalement son usage exclusif démontre bien qu'elle ne servait plus qu'à indiquer que la pièce était en or fin. C'est d'ailleurs sur l'or que les lettres **OB** devaient avoir paru pour la première fois, ce fut bientôt exclusivement sur l'or qu'elles furent employées; ce n'est qu'exceptionnellement et par extension qu'elles se montrèrent sur l'argent et sur le cuivre. Quelques pièces antérieures à leur apparition présentent à l'exergue des

légendes terminées par **O**, telles que **NOSTO**, **SMANO**(1), **SMNO**; faut-il voir dans cet **O** l'initiale du mot *obryzum*? En ce qui concerne l'inscription **NOSTO** cela confirmerait l'interprétation proposée, cela indiquerait plus clairement encore que la monnaie avait été battue à Narbonne avec du métal neuf épuré à Ostie. Mais je le répète cet **O** était complètement inutile, il a été fort rarement employé et peut d'ailleurs avoir une toute autre signification.

On voit néanmoins que dans l'hypothèse où l'**N** accompagné d'une marque d'atelier connu indique Narbonne, toutes les inscriptions qui contiennent cette lettre sont parfaitement explicables.

Celles dont je ne me suis pas encore occupé le sont aussi bien que les autres.

Ainsi **NL** indique une monnaie frappée à Narbonne avec du métal purifié à Lyon, comme **NLVG**. On rencontre cette marque sur des bronzes de Constance II.

NLQ doit signifier que le métal provient de la quatrième officine de l'atelier lyonnais.

Dans l'inscription **NSLC** qui figure, comme la précédente, sur des bronzes de Magnence, le **C** doit être un **G** et **LC** doit égaler **LVG**. En conséquence les monnaies qui portent cette légende doivent avoir été battues dans la seconde officine de l'atelier de Narbonne avec du métal provenant de Lyon.

L'inscription **MNTA** peut recevoir deux interprétations différentes. Si l'on considère l'**A** comme un signe numéral grec, la légende se trouve contenir deux indications numériques, une grecque l'**A** et une latine le **T**, une marque d'émission et une d'atelier, elle reste incertaine entre Narbonne et Nicomédie. Mais si l'**A** est l'initiale d'Arles, la pièce qui porte cette inscription est sûrement narbon-

(1) Marque d'Antioche.

naise; elle a été frappée dans la troisième officine de Narbonne avec du métal livré par l'Hôtel arlésien.

Si l'on admet, en effet, l'hypothèse des doubles marques, il ne peut y avoir aucune incertitude au sujet de l'**N** qui ne paraît qu'avec l'indication des trois ateliers les plus voisins de Narbonne : Arles, Ostie et Lyon, et qui ne peut donc, en aucune façon, désigner Nicomédie.

SMNL, qui paraît sur des bronzes de Constantin le Grand, nous apprend que ces pièces ont été battues à Narbonne avec du cuivre venant de Lyon, **SMNLB** que le métal avait été livré par la deuxième officine du même atelier.

NTL indiquerait la troisième officine de Narbonne et la première de Lyon.

Enfin les inscriptions **NOS**, **NOST**, **NOSTP**, **NOSTS**, **NOSTT**, désignent aussi Narbonne, mais avec la première, la seconde et la troisième officine d'Ostie.

Parmi les légendes contenant la marque d'Ostie il en est une dont l'explication est un peu moins aisée, c'est l'inscription **NOSTR**. Que peut signifier cet **R** qui désigne ordinairement l'atelier de Rome, dans une légende renfermant déjà l'indication de deux autres ateliers? Cet **R** voudrait-il dire que c'était à Rome qu'avait été purifié le métal expédié à Narbonne par la Monnaie d'Ostie qui, cette fois n'aurait été qu'entrepositaire?

J'ai encore à faire une observation au sujet de ce même atelier monétaire.

Il existe un groupe de pièces analogue à la série **NOS**, **NOST**, **NOSTP**, **NOSTS**, **NOSTT** dans lequel l'**N** est remplacé par un **M** qu'on peut facilement expliquer par le mot *Moneta*.

Ce groupe est même le plus nombreux et ces inscriptions **MOS**, **MOST**, **MOSTP**, **MOSTS**, **MOSTT**, constituent les marques habituelles de la Monnaie d'Ostie. Cela est-il de nature à infirmer l'hypothèse des doubles indications? Je ne le pense pas.

Si l'**N** ne paraissait qu'exceptionnellement on pourrait à la rigueur le considérer comme un **M** mal lu ou mal gravé. Mais il est presque aussi fréquent que l'**M** et nous fournit une série tout aussi complète.

Les pièces qui portent l'inscription **NOST** suivie ou non de diverses indications numérales sont des monnaies de bronze; elles sont abondantes; elles sont donc le résultat d'émissions considérables. Faut-il s'étonner de constater que lorsqu'il s'agissait de fabriquer une grande quantité de monnaie d'appoint, un seul atelier n'en était pas chargé, mais que la commande en était confiée à plusieurs surtout à ceux qui se trouvaient sur les points où le manque d'espèces se faisait sentir; s'il n'y en avait pas eu on en aurait ouvert, comme cela s'est fait dans tous les temps. Et quant aux marques monétaires, n'est-il pas tout naturel de voir les ateliers auxiliaires employer celles des ateliers principaux.

« En général, disait le président de Brosses, cité récemment par M. Ernest Babelon (1), il n'y a pas de méthode « meilleure pour percer les voiles de l'antiquité que « d'observer s'il n'arrive pas quelque part sous nos yeux « quelque chose à peu près pareil. »

Ne voyons-nous pas dans les temps modernes les officines temporairement établies dans le ressort des grands ateliers employer le différent monétaire de la Monnaie la plus voisine ?

Pourquoi n'en aurait-il pas été ainsi dans l'antiquité, quand il y avait une raison de plus pour qu'il en fût ainsi ?

Il y en avait même plusieurs. Mais je n'en ai encore donné qu'une. Les officiers monétaires chargés de la fabrication des espèces dans les hôtels de second rang devaient dégager leur responsabilité quand ils employaient

(1) *Les origines de la monnaie*, par M. Ernest Babelon, p. XII.

des métaux neufs qui n'avaient pas été affinés par eux et dont ils ignoraient le titre. Il y avait une autre raison.

Dans l'antiquité, du moins à l'époque qui nous occupe, les marques monétaires n'avaient pas uniquement pour but, comme sur nos monnaies modernes, d'établir la responsabilité des agents préposés à la fabrication. Elles étaient destinées au public et devaient constituer pur lui une garantie. Ces marques, en effet, n'étaient pas des points secrets ou des différents imperceptibles connus seulement des fonctionnaires de l'administration des monnaies ou de quelques initiés. Ces marques étaient des inscriptions bien visibles, des abréviations parfaitement intelligibles de noms d'ateliers bien connus auxquels le public pouvait se fier.

Tout le monde connaissait les hôtels de Trèves, d'Arles, de Lyon, de Rome, d'Antioche ou de Constantinople; les inscriptions **TR**, **ARL**, **LVG**, **R** ou **ROM**, **ANT** et **CONST** étaient aussi compréhensibles que les abréviations **IMP**, **D.N** ou **AVG** des légendes circulaires, et sur les monnaies d'or, elles constituaient la meilleure des garanties. Elles inspiraient la confiance; elles finirent même par n'avoir plus que cette fonction. Rien ne le prouve mieux que la généralisation de l'emploi de l'inscription **CONOB** et son immobilisation. La garantie de certains ateliers provinciaux devait paraître insuffisante et l'on crut devoir déclarer sur les espèces d'or par cette légende **CON OB** que si la monnaie n'était pas battue à Constantinople, du moins le métal en provenait, qu'il y avait été purifié, affiné, que la pièce était bien en or fin.

Mais antérieurement à l'emploi de cette inscription, antérieurement à l'époque où certains hôtels devant même Constantinople ajoutaient les lettres **OB** à leur marque habituelle, ces marques dépourvues des lettres **OB** pouvaient remplir sur les espèces des ateliers de second ordre la fonction remplie plus tard sur les monnaies d'or de tous les ateliers, par la légende **CONOB**.

Il est donc possible de justifier à tous les points de vue, l'emploi des marques des grands hôtels monétaires, dans les ateliers moins importants.

Cette hypothèse des doubles marques permet d'expliquer une infinité de légendes qui étaient restées jusqu'à ce jour inexplicables. Appliquée à la lettre **N** considérée comme initiale du nom de Narbonne on a vu quels résultats elle peut donner. Appliquée à d'autres lettres jusqu'ici mal interprétées elle nous donnerait certainement le sens de bien des inscriptions énigmatiques, car je ne crois pas que le cas de la Monnaie de Narbonne soit unique et exceptionnel. Malheureusement dans l'antiquité comme dans les temps modernes des ateliers peuvent avoir existé dans des localités déchues dont l'histoire a gardé à peine le souvenir et où nous pouvons hésiter à les placer.

Ce n'est certes pas pour doter Narbonne de quelques médailles de plus que j'ai cru devoir développer ce système. J'avance ces diverses conjectures parce qu'elles expliquent des faits encore inexplicables.

Si l'on restitue à la série narbonnaise une partie des pièces données ordinairement à Nicomédie, Narbonne est suffisamment représentée dans la numismatique de cette époque. Quelques monnaies de bronze portant la marque d'Ostie et une ou deux pièces d'or portant celle de Lyon ne constituent en somme qu'un bien faible accroissement. Quant aux monnaies d'Arles, celles qui portent la marque **NA** accompagnée ou non d'indications numérales sont données à Narbonne par beaucoup de numismates et tous lui attribuent celles qui présentent l'inscription **NAR**. Ces pièces sont précisément celles dont l'attribution pourrait être le plus facilement contestée. **NAR** peut parfaitement appartenir à Arles si **NLVG** appartient à Lyon.

Or la restitution à Narbonne d'une partie des monnaies attribuées à Nicomédie, s'impose. Même en ajoutant aux

pièces présentant les légendes **NA** au **NAR** les monnaies d'or marquées **SMNM** on n'arrive qu'à un total qui ne peut en aucune façon représenter toutes les espèces émises alors par l'atelier narbonnais. Il faut donc absolument lui restituer une partie de celles qu'on s'obstine encore à donner à Nicomédie.

La distinction que je propose est-elle arbitraire ?

Dans la plupart des ateliers il ne paraît pas y avoir eu de règle bien fixe dans l'emploi des signes numéraux grecs ou latins et on les trouve mélangés sur une infinité de monnaies. Il en est de cela d'ailleurs commé des marques d'ateliers elles-mêmes qui sont souvent très variées pour le même hôtel, sous le même empereur. Le même nom se trouve abrégé de diverses manières. Les indications numérales sont placées avant ou après indistinctement. Tout cela semble avoir été abandonné au caprice des monnayeurs. Mais alors où trouver les éléments d'un partage entre les deux ateliers qui nous occupent. Faut-il laisser toutes les monnaies portant les inscriptions **N**, **MN**, **SMN** accompagnées ou non d'une indication d'officine ou d'émission, incertaines entre eux ? Les différences de fabrique et les provenances fourniront-elles les éléments du partage qui s'impose car il serait aussi absurde de maintenir toutes ces pièces à Nicomédie que de les donner toutes à Narbonne.

En attendant qu'une étude plus approfondie de ces monnayages permette de se prononcer d'une manière plus précise, voici, sous les réserves que comporte un pareil classement, les inscriptions qui peuvent se rapporter à l'atelier narbonnais.

N, **MN**, **SMN** avec ou sans indication numérale latine à l'exergue ou dans le champ.

NA, **MNA**, **SMNA**, dans l'hypothèse où l'**A** indique que le métal provient de la monnaie d'Arles car si on le considère comme lettre numérale grecque il entraîne l'attribution à Nicomédie.

Je remarque dans ma collection personnelle des pièces de bronze de Licinius père, de même type mais de fabrication sensiblement différente. Elles portent au revers Jupiter debout avec la légende **IOVI CONSERVATORI** et à l'exergue **SMN**, **SMNA**, ou **SMNB** avec une indication numérale dans le champ. Sur les unes cette indication est une des lettres de l'alphabet grec; sur les autres le signe numéral est latin, souvent même il est remplacé par un chiffre romain. L'attribution des premières à Nicomédie et des autres à Narbonne ne semble-t-elle pas justifiée? C'est dans le cas où la marque du champ est latine que l'**A** de l'exergue pourrait désigner Arles. Dans ce même cas le **B** serait l'initiale de la seconde syllabe de **NarBo**. On peut donc ajouter aux inscriptions pouvant désigner l'atelier de Narbonne:

NB, **MNB**, **SMNB** avec ou sans indication numérale latine à l'exergue ou dans le champ.

Il faut reconnaître cependant que l'existence de pièces portant dans le champ un chiffre romain ou l'initiale d'un terme numéral latin avec une lettre grecque autre que **A** ou **B** à l'exergue infirmerait ce classement. Il ne faut pas oublier que ces divers moyens de distinguer les monnaies incertaines de Narbonne et de Nicomédie ne sont formulés que sous les plus expresses réserves et ne peuvent conduire qu'à des présomptions plus ou moins fortes. Il était impossible de passer sous silence ce fait que sur des pièces semblables on trouve dans le champ à droite, exactement à la même place, tantôt un signe numéral grec, tantôt une initiale numérale latine, tantôt enfin un chiffre romain. Placées au même endroit ces diverses indications doivent avoir la même signification. Mais pourquoi dans le même atelier et à la même époque aurait-on affecté au même usage trois systèmes différents de numération?

NR, **MNR**, **SMNR**, l'**R** devant être considéré comme la

troisième lettre du nom de Narbonne, les marques des divers ateliers se présentant sous les formes les plus variées. Nous avons également vu que dans certains cas l'**R** pourrait aussi indiquer l'hôtel des monnaies de Rome comme ayant fourni le métal.

NAR qui pour tout le monde désigne Narbonne mais qui dans le système des doubles marques indiquerait en même temps la monnaie d'Arles comme ayant livré l'or ou le cuivre des pièces qui portent cette inscription.

SMNARB dont l'interprétation ne présente aucune difficulté.

SMNM qui contient les deux initiales de *Narbo Martius* et qui figure sur des monnaies qui ont toujours été attribuées à Narbonne.

LVGN et **NLVG** qu'on trouve sur des pièces qui auraient été frappées à Narbonne avec des métaux purifiés à Lyon.

NL, **MNL**, **SMNL** avec ou sans indications numérales qui indiqueraient aussi des espèces battues à Narbonne avec des métaux venant également de Lyon.

NOS, **NOST**, **NOSTP**, **NOSTS**, **NOSTT**, **SMNOS** qui nous apprendraient que le métal arrivait d'Ostie.

Enfin l'inscription **NOSTR** dans laquelle on pourrait voir les trois ateliers de Narbonne, d'Ostie et de Rome, celui d'Ostie n'ayant servi cette fois que d'entrepôt.

Telles seraient les différentes inscriptions placées à l'exergue des monnaies que Narbonne pourrait revendre.

II

Au sujet de la marque **NB** il reste à faire une observation importante.

Nous venons de voir que placée à l'exergue cette indication est commune aux espèces de Narbonne et de Nico-

médie. Il n'en est pas de même quand elle est dans le champ où elle ne peut absolument désigner que l'atelier narbonnais.

Lorsque la légende **CONOB** chassa définitivement de l'exergue toutes les autres inscriptions, les marques d'atelier furent inscrites dans le champ ; elles se composèrent ordinairement de deux lettres placées une de chaque côté, et les indications numérales d'officine ou d'émission disparurent complètement. Le **B** ne peut donc plus avoir un sens numéral et il est bien l'initiale de la seconde syllabe de **NarBo**.

Cette marque est d'ailleurs absolument conforme à celle des autres ateliers. Lorsque le nom commençait par une voyelle ou par deux consonnes, comme Trèves, les deux premières lettres **TR** formaient la marque. Dans les autres cas elle était constituée par les initiales des deux premières syllabes ; exemples : Rome **RM**, Ravenne **RV**, Milan Mediolanum **MD**, etc. Dans le cas de Narbonne on pourrait se demander si l'on n'aurait pas pris **NR** au lieu de **NB**, mais il y a un cas analogue c'est celui de Sirmium dont les monnaies portent **SM** d'où il résulte que **NB** s'applique parfaitement à Narbo.

Il fallait donc s'attendre à trouver des espèces marquées **NB** ; elles existent. On peut citer notamment un sou d'or d'Attale, malheureusement perdu aujourd'hui, mais dont la description a été donnée par Mionnet (1) et reproduite par Cohen (2).

Il porte au revers l'empereur debout en habit militaire relevant de la main droite une femme prosternée et tenant de la main gauche le labarum ; la légende est **RESTITV-TIO REIP** ; dans le champ **NB** ; à l'exergue **COMOB**.

Il est tout naturel de retrouver des pièces d'Attale frap-

(1) *De la rareté et du prix des médailles romaines*, t. II, p. 359.

(2) Première édition, n° 6.

pées en Gaule et les considérations historiques confirment pleinement l'émission à Narbonne de cette monnaie.

Lorsqu'en 409 Alaric s'empara de Rome et dicta ses conditions à Honorius, celui-ci cherchant à les éluder, Alaric fit proclamer Priscus Attalus empereur. A la vérité il rendit, l'année suivante, la pourpre à Honorius, mais malgré sa déposition, Attale ne cessa pas de résider à la cour d'Alaric et quand celui-ci mourut en 410 il se fit de nouveau proclamer empereur et ce ne fut qu'en 416 qu'il fut définitivement vaincu par Constance et perdit pour toujours le vain titre qu'il avait porté à diverses reprises à la cour des rois wisigoths.

Pour plaire à Honorius, Ataulphe, beau-frère et successeur d'Alaric l'avait déposé pour la seconde fois. Jovin s'était emparé de l'*imperium* en Gaule et s'était associé son frère Sébastien. Toujours dans le but de plaire à Honorius, Ataulphe les combattit, s'empara de Narbonne et y fit mettre à mort Sébastien.

Malgré ces services Honorius s'obstina à refuser à Ataulphe la main de Placidie sa sœur qui depuis qu'Alaric était allé à Rome pour la deuxième fois était retenue comme otage à la cour des rois wisigoths.

C'est alors qu'Ataulphe rompit définitivement avec lui et épousa Placidie malgré le refus de l'empereur.

Les noces furent célébrées à Narbonne en janvier 414 avec un éclat extraordinaire. Placidie vêtue en impératrice prit la place d'honneur, Ataulphe y parut avec des vêtements de laine, à la romaine ; Attale, Rusticius et Phebadius entonnèrent l'épithalame ; Ataulphe avait fait de magnifiques présents.

Attale était donc à Narbonne à l'époque du mariage de Placidie qui se célébrait sans le consentement d'Honorius. Pour se venger de son refus, Ataulphe fit reprendre la pourpre à Attale (1). C'est évidemment à ce moment là

(1) *Histoire générale de Languedoc*, éd. orig., t. I., p. 168.

qu'a été frappé le sou d'or décrit par Mionnet et par Cohen.

Orose nous apprend que le roi des Goths, Ataulphe, était un homme de grand cœur et de grand esprit. Il avait coutume de dire que son ambition avait été d'abord d'anéantir le nom romain et de faire dans toute l'étendue des terres romaines un nouvel empire appelé Gothique. Il aurait voulu jouer le même rôle qu'autrefois Auguste. Mais, après avoir reconnu que les Goths étaient trop barbares pour se soumettre aux lois auxquelles il ne fallait pas toucher car sans elles « la République cesserait d'être « république, il avait pris le parti de chercher la gloire « en consacrant les forces des Goths à rétablir dans son « intégrité, à augmenter même la puissance du nom « romain afin qu'au moins la postérité le regardât comme « le *restaurateur de l'empire* (1) ».

L'inscription **RESTITVTIO REIPublicæ** s'applique à merveille au règne d'Ataulphe, à l'an 414, et il ne peut y avoir aucune incertitude sur l'époque où le sou d'or d'Attale de l'atelier de Narbonne a été frappé.

L'antiquité ne connaissait pas comme les temps modernes la médaille commémorative, mais les monnaies par la variété de leurs revers en avaient plus d'une fois tenu lieu. Il est vrai qu'au ^{v^e} siècle les types étaient beaucoup moins variés; quelques légendes cependant pouvaient encore s'appliquer aux événements qui s'accomplissaient. L'inscription **RESTITVTIO REIP** est bien de celles-là.

Dans cet ordre d'idées, on pourrait se demander si à l'époque du mariage d'Ataulphe on n'aurait pas battu monnaie à Narbonne au nom de Placidie.

Au premier abord la réponse doit être hardiment négative. Toutes les médailles connues de Placidie sont postérieures.

(1) Orose, trad. d'Aug. Thierry; Cf. Henri Martin, *Hist. de France*, t. 1, p. 344; Alois Heiss, *Description générale des monnaies des rois wisigoths d'Espagne*, pp. 70 et 71.

Ce ne fut qu'après la mort d'Ataulphe, après son retour à la cour d'Honorius qu'elle reçut le titre d'Auguste.

Elle épousa contre son gré le patrice Constance, qui mourut peu de temps après avoir été associé à l'empire, se brouilla avec Honorius et se retira à Constantinople avec ses enfants Honoria et Valentinien. Elle revint en Occident comme tutrice de Valentinien III proclamé empereur à l'âge de cinq ans. Il est évident que toutes les monnaies de Placidie frappées en Italie sont très postérieures à son premier mariage. Mais quand on connaît les idées d'Ataulphe, quand on sait quelle était son ambition, lorsqu'on le voit traiter Placidie en impératrice, n'a-t-on pas le droit de se demander s'il ne dut pas s'empresse de faire consacrer par une inscription monétaire les titres d'une femme qui était la fille de Théodose et la sœur d'Honorius ? Pourquoi Placidie n'aurait-elle pas été proclamée Auguste par un mari qui proclamait ou déposait à son gré un empereur ?

Cette princesse apparaît dans l'histoire comme une femme supérieure ayant toujours exercé autour d'elle une influence bienfaisante. Avant son mariage, elle avait réconcilié Ataulphe et Honorius. Malheureusement l'opposition de ce dernier à son union avec Ataulphe et la mort prématurée du roi des Wisigoths ne lui permirent pas de rendre à l'empire romain les services qu'elle lui aurait certainement rendus. Comme tutrice de Valentinien III, elle ne cessa de l'aider de ses conseils et s'efforça durant toute sa vie d'éloigner les malheurs qui allaient achever la ruine de l'empire d'Occident.

L'atelier de Narbonne a-t-il frappé monnaie au nom de Placidie ?

Ce qu'il y a de certain, c'est que si jamais on retrouvait des pièces à son effigie portant la marque **NB**, elles pourraient être antérieures aux autres et dater bien de son mariage avec le roi des Wisigoths.

Il y a des monnaies d'or et d'argent de Placidie dépourvues de marque d'atelier, portant simplement **CONOB** ou **COMOB** à l'exergue.

Il y en a même, paraît-il, qui ne portent aucune indication.

Pourrait-on donner à Narbonne quelques-unes de ces monnaies ?

Cependant leur attribution ne serait qu'une simple conjecture ne reposant encore sur aucun fondement sérieux. Et quant à l'existence de monnaies portant la marque de l'atelier, je n'hésite pas à reconnaître également qu'on a parfaitement le droit d'en douter.

Mais s'il n'existe pas de pièces de Placidie marquées **NB**, il ne s'ensuit pas que le sou d'or d'Attale soit la seule pièce portant ce différent monétaire. L'hôtel de Narbonne a certainement monnayé pour le compte de Constantin III, de Jovin, de Sébastien, d'Avitus, de Majorien, de Sévère III et, en général, de la plupart des personnages revêtus de l'*imperium* en Gaule pendant l'agonie de l'empire d'Occident.

Mais ces monnaies n'ont pas encore été retrouvées. D'ailleurs, nous venons de voir qu'à cette époque il a été frappé des espèces dépourvues de localisation, portant simplement la marque **CONOB** à l'exergue. Il se peut que l'atelier narbonnais ait parfois négligé de mettre son différent sur le numéraire qu'il fabriquait, comme nous venons de nous le demander à propos de Placidie.

III

C'est ici que devrait s'arrêter la série romaine de Narbonne; elle devrait finir avec l'empire d'Occident. Mais les types byzantins formant avec ceux de Rome une suite ininterrompue, on peut la prolonger quelque peu si on le

juge à propos. Dans ce cas, il faut arriver au règne d'Anastase pour retrouver des pièces présentant la marque de l'atelier narbonnais.

Sous Anastase nous voyons, en effet, la monnaie de Narbonne émettre des sous d'or portant un **N** dans le champ du revers et à la fin de la légende circulaire un **A** désignant le roi Alaric ou Amalaric, car l'atelier de Narbonne ne fonctionnait plus maintenant au profit de l'empereur.

Sous ce même Anastase, émission de tiers de sou portant simplement **N** ou **NA** à la fin de l'inscription, l'**A** devant être considéré plutôt comme l'initiale du roi des Wisigoths que comme la seconde lettre du nom de l'atelier; émission de sous et de tiers de sou portant dans le champ un **N** surmonté d'un croissant dont j'ai précédemment essayé de donner une explication.

J'ai, d'ailleurs, consacré aux marques monétaires des espèces frappées à Narbonne au ^{vi}e siècle, diverses études auxquelles je suis obligé de renvoyer pour ne pas me répéter.

Sous Justin et au commencement du règne de Justinien, émission de tiers de sou portant le monogramme **NAR** dans le champ et la marque d'Amalaric à la fin de l'inscription.

Sous Justinien, émission de tiers de sou aux types immobilisés, sans indication d'atelier, sans initiale du roi des Wisigoths régnant; émission exceptionnelle et momentanée, probablement sous Liuva I, d'un triens sur lequel reparaissent les lettres **NM**, mais placées dans le champ, surmontées d'un croissant et interverties.

Sous Léovigilde, autre triens localisé par un **N** au droit et trois au revers pour toute légende, cette pièce précédant de fort peu de temps l'apparition du nom entier du roi des Wisigoths.

Telles sont les dernières monnaies romaines émises par

l'atelier de Narbonne, s'il est permis d'appeler encore ainsi des espèces qui ne portaient plus le nom de l'empereur.

En réalité, on doit placer bien plus tôt la fin du monnayage romain.

Sans doute, au point de vue monétaire, il n'est pas possible de faire finir l'époque romaine à l'arrivée des Barbares qui, au début, continuèrent la frappe du numéraire impérial sans y rien changer, mais on doit l'arrêter évidemment au moment où leurs rois commencèrent à y inscrire des chiffres personnels.

Les espèces frappées à partir de ce moment là et jusqu'au règne de Léovigilde constituent des monnaies de transition que j'ai précédemment étudiées.

Le premier roi wisigoth qui paraît avoir individualisé ses espèces est Alaric II, encore sa marque n'ayant été relevée jusqu'à ce jour que sur des pièces d'Anastase, ce n'est pas au commencement du règne d'Alaric, mais en 491 à l'avènement de l'empereur qu'il faut placer le point de départ de l'époque de transition.

Cette période transitoire comprend donc les dernières années du ^{ve} siècle et les trois premiers quarts du suivant. Elle aurait duré plus de cent ans s'il était possible de la faire remonter au règne d'Euric dont la puissance avait été si grande en Gaule et qui pourrait bien lui aussi avoir individualisé le numéraire qu'il faisait fabriquer.

Dans ce cas, les dernières monnaies romaines de l'atelier de Narbonne auraient été frappées sous Avitus, Majorien, Sévère III et Anthème sous lesquels l'officine avait été certainement en activité puisqu'elle est mentionnée par Sidoine Apollinaire, leur contemporain.

Salve Narbo potens salubritate,
.....
Delubriis, Capitoliis, Monetis.

G. AMARDEL.

La vie municipale à Narbonne

AU XVII^e SIÈCLE ⁽¹⁾.

Les beaux-arts et les arts industriels

(suite)

IV

Orfèvres.

Les orfèvres ont toujours occupé un rang fort honorable dans la hiérarchie des métiers; on peut même dire *un rang absolument exceptionnel* (2). L'exercice de l'orfèvrerie exige de véritables connaissances artistiques; et la liste serait longue de tous les orfèvres, qui, depuis saint Éloi sous le roi Dagobert jusqu'à Odiet et Froment Meurice au xix^e siècle, en passant par Benvenuto Cellini à l'époque de la Renaissance, ont laissé un nom illustre dans les arts.

L'orfèvrerie est d'ailleurs un des arts les plus anciens. La Genèse, l'Iliade et l'Odyssée font mention d'ouvrages d'orfèvrerie. En France, dès le xv^e siècle, les orfèvres

(1) V. *Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne*, t. VII, p. 163.

(2) Henri Havard, *Dictionnaire de l'ameublement*, v. Orfèvres.

étaient riches et considérés. Le fameux prévôt des marchands, Étienne Marcel, de tragique mémoire, appartenait à une famille d'orfèvres, Jacques Cœur, l'argentier de Charles VII, était le fils d'un orfèvre. Leur corporation était puissante et avait une réelle importance sociale. Charles V leur permit de construire une chapelle, à laquelle seraient annexées une maison de retraite pour les ouvriers invalides, et une maison commune pour régler leurs affaires. Le tout fut inauguré en 1403 (1). Ainsi en plein moyen âge on s'occupait d'établir des retraites ouvrières, cette grande question sociale qui n'est pas encore résolue.

Et cependant l'orfèvrerie eut souvent à lutter contre les lois somptuaires qui venaient en restreindre et en entraver l'exercice. Mais le danger le plus redoutable pour les œuvres d'orfèvrerie c'est la valeur intrinsèque du métal (or ou argent) qui les compose. Dès qu'une crise éclatait, mettant en danger les finances du pays, c'était aux œuvres d'or ou d'argent que l'on avait recours ; et sans avoir égard au mérite de la forme, les plus précieux ouvrages, de véritables chefs-d'œuvre étaient portés à la monnaie pour être jetés au creuset, et servir à restaurer les finances épuisées.

Les lois somptuaires avaient souvent fait une exception pour l'orfèvrerie d'église, « pour ces productions de l'art « chrétien, qui formaient la riche collection des bijoux « du sanctuaire (2). » Mais devant les dangers de la patrie, cette barrière était abaissée. En 1590 sur l'avis du légat et de l'évêque de Paris, il fut décidé qu'on prendrait tous les ornements d'argent, hormis ceux nécessaires au service divin, de toutes les églises et paroisses de Paris, pour payer les gens de guerre (3).

(1) Henri Havard, *loco citato*.

(2) *Année liturgique*, par Dom Guéranger ; 1^{er} vol. de la continuation.

(3) Henri Havard, ouvrage cité, v. Orfèvrerie.

Deux siècles après, le 26 septembre 1789, l'Assemblée Constituante, sur la proposition de M. de Jessé, député de Béziers, et avec l'assentiment d'une partie du clergé, rendait un décret « invitant les évêques, curés, chapitres, « supérieurs de maisons et communautés séculières et « régulières de l'un et de l'autre sexe, municipalités, « fabriques et confréries, de faire porter à l'Hôtel des « monnaies le plus prochain toute l'argenterie des églises, « fabriques, chapitres et confréries, qui ne sera pas « nécessaire pour la décence du culte divin. » On avait estimé cette orfèvrerie à cent quarante millions : mais hélas ! le gouffre était profond il ne fut pas même sensiblement diminué. La fortune de la France devait y passer toute entière.

En dehors de ces causes de ruine, qui avaient au moins une apparence de légalité, il en était une devant laquelle aucune barrière ne restait debout. Les guerres étrangères, les guerres civiles, les perturbations révolutionnaires, amenaient toujours des pillages, des déprédations sacrilèges, qui s'exerçaient de préférence sur les œuvres d'orfèvrerie, dont la valeur intrinsèque excitait toujours les plus âpres convoitises.

Janssen, dans son histoire de la Réforme en Allemagne, raconte qu'en 1608, à Smalkalde, le landgrave de Hesse-Cassel, Maurice, après avoir embrassé le calvinisme, « fit « procéder violemment à la destruction des images. Tous « les objets sculptés, fondus, travaillés et ciselés, parmi « lesquels se trouvaient de véritables chefs-d'œuvre, furent « détruits. On recouvrit de chaux certains tableaux, on « emporta le reste. *Huit chariots* remplis d'idoles prirent « le chemin du château ; là une partie des dépouilles de « l'Église fut livrée aux flammes (1). » Cette scène se renouvela, non pas dix fois, mais cent fois peut-être pendant les guerres de religion du xvi^e et du xvii^e siècle.

(1) Janssen, *l'Allemagne et la Réforme*, v^e vol. p. 532.

Nous savons, comment pendant la Révolution Française, les trésors des églises et des châteaux furent mis au pillage ou confisqués.

Après tout cela, il est vraiment étonnant que quelques œuvres d'orfèvrerie aient pu échapper à ces causes multiples de destruction et arriver jusqu'à nous.

Dans notre revue des arts industriels à Narbonne, nous ne pouvions laisser de côté l'orfèvrerie, bien que nos archives ne nous fournissent que des renseignements rares, très succincts et très incomplets. Narbonne, à cette époque, n'était certainement pas une ville riche, et ce n'était pas là que l'on pouvait trouver ces merveilles d'orfèvrerie, dont M. Havard nous donne les splendides descriptions (1). Mais ainsi que nous l'avons déjà observé (2), Narbonne était une ville ecclésiastique et très dévouée aux œuvres catholiques. L'orfèvrerie religieuse devait y avoir sa place, et en effet les documents que nous avons trouvés, ont trait presque tous à des œuvres destinées au service divin ou à l'ornement des temples.

JEAN CHAPPUIS

C'est le premier nom que nous rencontrons parmi les orfèvres du xvii^e siècle. Le 31 juillet 1624 (3) Jean Laguzons, marchand de Narbonne, procureur fondé de François Bonnet et Marcel Roquefort, consuls du lieu de Brézilhac (4), suivant procuration reçue par M^e Jean-Pol Milhau, notaire à Fanjeaux, reconnaissent avoir reçu de

(1) Henry Havard, *loco citato*. V. Orfèvrerie.

(2) *Bulletin de la Commission archéologique*, année 1891, 1^{er} semestre, p. 355.

(3) Archives Favatier ; Boissière, notaire, 9^e registre.

(4) *Brézilhac*, paroisse à une petite distance au sud-est de Fanjeaux, et au sud du monastère de Prouille.

M. Jean Bertellier, greffier et secrétaire de Mgr l'archevêque, un calice en argent avec sa patène et son étui, pesant lesdits calice et patène, deux marcs un ternal et demi (1) du prix de vingt-deux livres le marc et dix-neuf livres dix sols pour façon (2), qui ont été payés à Jean Chappuis, maître orfèvre de Narbonne. Ces objets avaient été légués à l'œuvre de Brézilhac par feu M. François de Beaumont, prêtre et recteur de ce lieu.

Le 31 mai 1625 (3), Jean Chappuis, maître orfèvre de Narbonne et Antoine Pierre dit Souchotte, aussi orfèvre de Montpellier, reconnaissent avoir reçu et retiré de MM^{rs} les consuls de Narbonne (honorables hommes Guillaume Ventajou, écuyer, Jean Pol de Cogomblis, François Versaille, Jean Denos et Pierre Boissière) assistés de M^e Pierre Léonard, docteur et avocat, substitut du procureur du Roi, en vertu d'une décision du parlement de Toulouse, toutes les marchandises restant de la Blanque, qu'ils faisaient jouer en cette ville. La blanque était « un « jeu de hasard, auquel on jouait avec un livre, où il y « avait des feuillets noirs et des feuillets blancs (4). L'intervention des consuls et du substitut dans cette affaire semble indiquer que ce jeu était devenu en quelque sorte, une institution officielle, comme plus tard la loterie, et qu'une décision du parlement de Toulouse venait de l'interdire. Ce jeu était, en effet, une institution publique et avait sans doute une réglementation officielle, puisque nous trouvons dans l'Histoire du Languedoc que, le 4 juin 1430, Guillaume, évêque de Laon

(1) Le marc pesait huit onces et l'once huit ternals.

(2) Un édit d'Henri II du 14 janvier 1549, obligeait les orfèvres à facturer séparément, le prix du métal employé et le prix de la façon : mais il n'était pas toujours obéi.

(3) Archives Favatier ; Senty, notaire, 17^e registre.

(4) *Dictionnaire de Richelet*.

qui se qualifiait de « président de la Chambre des
« comptes et général conseiller sur le fait et le gouverne-
« ment de toutes finances au pays de Languedoc, » dressa
divers règlements à Beaucaire, où avait lieu souvent la
tenue des États; le droit de gabelle ordinaire fut réglé à
quinze sols dix deniers tournois par quintal, *oultre cinq
deniers tournois* pour la *blanque* ordonnée pour la répara-
tion des salins (1). Il est présumable qu'il en était de la
blanque comme des loteries aujourd'hui. Elles sont inter-
dites en principe, mais elles peuvent être autorisées dans
un but particulier d'utilité publique ou de charité. Ce jeu
de hasard, surexcitant et favorisant la passion des joueurs
devait amener des ruines dans les familles: car, dès le
mois d'octobre 1600, les États de Languedoc réunis à
Beaucaire priaient le roi d'interdire le jeu de la blanque (2).

Le 21 décembre 1626 (3), Mgr de Vervins faisait à Chap-
puis une commande importante et artistique. Il traitait
avec lui, « pour la confection de trois lanternes d'argent
« fin et bien qualifié, marqué de son poinçon (4), de hau-
« teur de quatre pans chacune ou environ, lesquelles
« seront composées de six faces chacune, avec les pilliers
« et enrichissement à chaque face quy aura un pan ou
« environ de largeur, le tout relevé, sisellé et embelly,
« suivant le desseing fait par ledit Chappuis... lesquelles
« lanternes pèzeront environ cinquante marcs d'argent
« (chacune) que led. Chappuis fournira bien qualifié
« comme dict est, et argent de poinçon: et ce moyennant

(1) *Histoire de Languedoc*, t. IX, p. 1100. Edition Privat.

(2) *Ibid*; t. XI, p. 887.

(3) Archives Favatier; Rouan, notaire, 1^{er} registre.

(4) Les orfèvres étaient obligés d'apposer sur leurs œuvres un double poinçon: le poinçon de l'autorité publique, qui était lui-même double ou triple destiné à assurer la sincérité et la régularité de l'aloi ou alliage, et leur poinçon particulier ou personnel, qui était comme la signature de l'artiste et engageait sa responsabilité.

« le prix et somme de vingt-cinq livres par chaque marc,
« à ce compris la façon : laquelle besoigne ledit Chappuis
« promet avoir faite et parachevée, entre ici et la fête de
« Noël de l'année prochaine, que nous conterons mil six
« cent vingt sept ; et les rendra en estat pour les mettre
« en place au cœur de l'église S^t Just, à laquelle Mgr les
« destine pour l'ornement d'icelle, et en déduction de
« ladite besoigne Mon Seigneur a baillé présentement
« aud. Chappuis, la somme de quinze cents livres, etc.
« etc. » Mais Mgr de Vervins était mort avant l'époque
fixée pour la livraison. De son côté Chappuis ne pouvait
continuer son travail faute de fonds. Le 10 juin 1628 (1),
M. Pons Veye, chanoine de Saint-Just, lui avançait pour
cela six cent quinze livres que Chappuis promettait de
lui rendre dans le mois.

14 août 1627 (2), Mgr de Vervins déjà malade faisait
donation au chapitre Saint-Just, ce accepté par nobles et
vénérables hommes Messire Armand de Cazaletz, grand
archidiacre, Barthélemy Raynoard, chanoine archidiacre
du Razés, Pierre Rouhard et Pierre Bertellier, chanoines
prévosts « de la chapelle en orphèvrerie que mond. sei-
« gneur avoit accoustumé se servir à la sainte messe,
« concistant en une croix d'argent doré et sizellé, avec
« son pied de bois pour la rellever sur l'autel, six chan-
« delliers d'argent doré et sizellé, savoir : deux grands,
« deux moyens et deux petits, de mesme un calice doré
« et sizellé avec sa patène d'argent doré, une paire de
« burettes d'argent doré et sizellé, une boîte à tenir les
« hosties doré et sizellé, une cuvette à tenir les burettes,
« un eau-bénitier avec son goupillon aussy d'argent doré
« et sizellé, une petite cloche d'argent doré, une cremière
« aussy d'argent doré et sizellé, un bougeoir d'argent

(1) Archives Favatier ; Rouan, notaire, 1^{er} registre.

(2) *Ibid.*

« doré, un bassin aussy d'argent doré avec son eyguière, « avec leurs estuids. » Par ce même acte Mgr de Vervins donnait sa bibliothèque au couvent des Dominicains de Carpentras où il avait été religieux. Il se réservait de se servir de sa chapelle, s'il recouvrait assez de forces pour célébrer la sainte Messe. Jean Chappuis, orfèvre, était témoin dans cet acte.

PIERRE BARTHAS

8 janvier 1625 (1), Pierre Barthas, maître orfèvre de Narbonne, fait quittance à Catherine de Fonds, sa mère, veuve de Louis Barthas, maître orfèvre, et héritière de son mari, de quatre cents livres lui revenant sur la succession de son père. Les quatre cents livres sont représentées. par les outils de Louis Barthas évalués cinquante-deux livres quatorze sols, les pierreries, bagues, argenterie et or rompu, trouvés dans sa boutique et évalués trois cent livres sept sols, et quarante-six livres dix-neuf sols en numéraire. Les estimations avaient été faites par Pol Deraumes, maître orfèvre de Béziers, et Pierre Estorg, maître orfèvre de Narbonne.

Nous ne retrouvons plus le nom de Barthas que dans deux pièces du 15 avril 1670 et du 13 novembre 1674 toutes les deux relatives à la maîtrise de Claude Laporte, dont il sera parlé plus tard. Mais comme ces deux pièces ne portent pas le prénom de Barthas, nous ne pouvons affirmer qu'il s'agisse de Pierre Barthas. Après 45 ans il est même probable qu'il s'agit de son fils.

ANTOINE MILHOT

Milhot, orfèvre, était probablement parent ou allié d'Antoine Rodière, que nous avons vu tenir le premier

(1) Archives Favatier ; Falconis, notaire, 7^e registre.

rang parmi les peintres narbonnais au xviii^e siècle (1).

7 janvier 1628 (2). Prix fait par les chanoines de Saint-Sébastien avec Antoine Milhot, orfèvre, « pour la confection, pour le service divin de leur chapelle, de deux « bourdons d'argent, de six marcs chacun, argent de « poinçon façonné, moyennant 24 livres chaque marc, « livrables à la fête de Pâques ». Cette livraison n'eut pas lieu à la date fixée, car le 22 juin 1628 (3), réquisition est faite à Antoine Milhot de fabriquer, pour le chapitre Saint-Sébastien, deux bourdons d'argent façonné, avec les armes de feu noble Étienne Raynaud, de son vivant chanoine de Saint-Sébastien; mais en marge de l'acte du 7 janvier, est écrite, à la date du 13 juillet, la quittance de Milhot, contenant aussi décharge en sa faveur.

13 novembre 1628 (4). Traité entre Antoine Milhot, maître orfèvre, et Jacques Campredon, maître apothicaire, pour un diamant *hors d'œuvre*, remis par celui-ci à celui-là, pour le vendre 60 livres ou le rendre en décembre.

21 février 1634 (5). Prix fait par M. Jean Rambaud, prêtre et conducher de Saint-Paul, avec Antoine Milhot, « pour la faction d'un bâton de croix argent fin poinçonné, « pareil à celui de la grande croix de Saint-Just à 24 livres « le marc, façon comprise ». Ce bâton coûta 132 livres 13 sols, dont le solde fut payé le 12 avril de la même année.

FRANÇOIS LESUR

Celui-ci est le plus fécond de tous les maîtres orfèvres que j'ai rencontrés; c'est du moins celui qui a laissé le plus de traces dans mes archives.

(1) V. *Bulletin de la Commission archéologique*, année 1901, 2^{me} semestre, page 433.

(2) Archives Favatier; Boissière, notaire, 13^e registre.

(3) *Ibid.*; Escalier, notaire, 31^e liasse.

(4) *Ibid.*; Senty, notaire, 20^e registre.

(5) *Ibid.*; Falconis, notaire, 14^e registre.

16 mai 1643 (1). Prix fait par Gabriel Lenoir, religieux et trésorier de l'abbaye de Lagrasse avec François Lesur, maître orfèvre de Narbonne, pour un ciboire d'argent fin, marqué de son poinçon, devant peser deux marcs et demi environ, moyennant 18 livres de façon, plus l'argent au prix de 3 livres 8 sols l'once, et une petite boîte d'argent fin pour tenir la réserve.

19 mai 1643 (2). Demoiselles Violan de Moret veuve du s^r Bertrand Martin, marchand, et Jacqueline d'Azibert, veuve du sieur Jean Fournier, toutes les deux de Narbonne, marguillières de la chapelle Notre-Dame dans l'église Saint-Sébastien de cette ville, « baillent à prix fait à « François Lesur, à faire deux chandeliers d'argent pour « le service de lad. chapelle, suivant le dessin qu'il en a « fait. Ces chandeliers seront d'argent fin de poinçon, « façonné et sizellé, suivant le modèle ». Ils pèseront environ cinq marcs chacun. Lesur recevra 33 livres pour chaque marc, façon comprise.

16 juillet 1643 (3). Il s'agit ici d'un ouvrage d'orfèvrerie considérable. Les religieux du monastère de l'abbaye de Lagrasse, par acte du 9 juillet 1643, devant M^e Espes, notaire à Lagrasse, avaient donné à prix fait à François Lesur *dit Laporte*, maître orfèvre à Narbonne « à fere à « neuf le mestre autel de la grande chapelle de la dite « abbaye ». Dans l'acte du 16 juillet 1643, Lesur « confesse « avoir reçu de nobles frères Guillaume de Brettes, religieux et prieur claustral et Gabriel de Lenoir, religieux « et trésorier du dit monastère, à ce expressément députés par le chapitre, la quantité de 37 marcs et demi en « argent fin. . . . qu'il promet d'employer au maître autel, « et donne pour caution Arnaud Coural, maître tailleur à

(1) Archives Favatier ; Bouges, notaire, 5^e registre.

(2) *Ibid.* ; Rouan, notaire, 4^e registre.

(3) *Ibid.* ; Falconis, notaire, 27^e registre.

« Narbonne..... sera tenu d'ailleurs led. s^r Lesur de
« pozer et bien nettoyer, réparer et raccommorder, là où
« se trouveront gastés, doutze images de relief, avec
« l'image de la Vierge, quy luy seront bailhés et mis en
« main, par M. Anthoine de Rouch, docteur et advocat en
« la cour, au pouvoir duquel lesd. religieux les ont remis. »

Deux ans après, le 18 juillet 1645, par un acte en marge du premier, Lesur reconnaît avoir reçu de noble Jean de Lhom, religieux et syndic dud. monastère, 11 marcs d'argent de plus pour faire à neuf le maître-autel. Led. Coural se rend encore caution de Lesur. — 4 juillet 1647 (1). Accord entre nobles frères Jean d'Issarn, religieux et réfecturier de l'abbaye de Lagrasse, et led. François Lesur, orfèvre, sur des difficultés survenues à l'occasion du retable en argent que celui-ci s'était engagé à faire pour le maître-autel de l'église de l'abbaye. Il est question dans cet acte de 48 marcs d'argent fournis, ce qui est à peu près conforme à ce que nous avons vu : 37 marcs 1/2 le 16 juillet 1643 et 11 marcs le 18 juillet 1645. — 17 octobre 1647 (2), Frère d'Issarn donne décharge à François Lesur du maître-autel en argent qu'il a reçu à sa satisfaction. Enfin, le 7 décembre suivant (3) Lesur, à son tour, fait quittance au chapitre de l'abbaye de Lagrasse de 770 livres pour la façon du dit retable. — Remarquons que le prix de la façon est un peu plus élevé qu'à l'ordinaire, sans doute à cause des difficultés de l'œuvre.

18 avril 1644 (4). Antoine Bécus et Philippe Alengry, marguilliers de l'église paroissiale d'Armissan « ont baillé
« au s^r François Lesur à faire une croix d'argent, de la
« même façon que celle de Saint-Paul, hormis qu'elle sera

(1) Archives Favatier ; Falconis, notaire, 27^e registre.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.* ; Marron, notaire, 4^e registre.

« plus longue de deux travers de doigt et large à proportion, et le bouton gros aussi à proportion, à raison de 34 livres le marc, compris la façon. »

Le poids sera de 8 à 9 marcs.

27 juin 1646 (1). D^{lles} Anne Devilla et Jacqueline d'Azibert, veuve du s^r Jean Fournier, marguillières de la chapelle de Notre-Dame, de l'église paroissiale Saint-Sébastien, donnent encore à prix fait à François Lesur, la confection de quatre chandeliers d'argent, de la même façon que ceux de la paroisse Saint-Just; « lequel argent sera fin et marqué de son poinçon, et pèseront 8 marcs ou environ, » moyennant 33 livres 10 sols pour chaque marc, « tant pour la fourniture que façon ».

12 juin 1647 (2). Sébastien Dames, bourgeois de Lézignan, prévôt de la confrérie Notre-Dame de l'église paroissiale de Lézignan, donne à prix fait à François Lesur, marchand orfèvre de Narbonne, « à faire et mettre à perfection une lampe, argent de poinçon, du poids de six marcs, semblable en la forme à celle qui est en la chapelle Sainte-Anne, en l'église Notre-Dame de la Major à Narbonne; toutesfois sera la lampe en grandeur à proportion de six marcs, à raison de 34 livres pour la fourniture et façon, par chaque marc, revenant à 204 livres, sauf à payer sur le même prix, en plus ou en moins du poids, pourvu qu'il n'y ait pas excès ».

En marge du traité, le 17 décembre 1647, Jean Jordy, prévôt de la confrérie, reconnaît avoir retiré la lampe pesant six marcs six onces, pour laquelle on a payé 228 livres.

7 juillet 1651 (3). D^{lles} Jacqueline Devilla et Jacqueline d'Azibert, veuve de Jean Fournier, marguillières de la

(1) Archives Favatier; Rouan, notaire, 5^e registre.

(2) *Ibid.*; Falconis, notaire, 27^e registre.

(3) *Ibid.*; Rouan, notaire, 8^e registre.

confrérie de la chapelle Notre-Dame de l'église Saint-Sébastien de Narbonne, que nous avons déjà vues traitant avec François Lesur pour des chandeliers d'argent, le 27 juin 1646, font un nouveau traité avec lui. Elles lui donnent, à prix fait, « à faire un petit plat bassin creux « avec une paire de burettes d'argent fin dit argent de « poinçon,..... que le dit Lesur sera tenu de marquer « de son poinçon, lequel bassin sera tout uni, et les buret- « tes seront de la même façon de celles des Révérendes « Mères carmélites..... pour lesquels bassin et burettes, « elles accordent au sieur Lesur la somme de, 30 livres « par chaque marc, et le tout sera du poids de 3 marcs « environ ». Le s^r Jean Chappuis, maître orfèvre, est témoin dans cet acte. — 19 janvier 1652. En marge du traité, décharge réciproque et paiement définitif du prix qui s'est monté à 103 livres à cause du poids 3 marcs 1 once.

24 juillet 1651 (1). Prix fait par Jean Martin, premier consul de Gruissan, avec François Lesur, pour la confection de deux chandeliers d'argent. Martin remet à Lesur 7 marcs et 2 onces d'argent pour faire ces deux chandeliers « de la mesme grandeur et qualité portée par le « dessin que le s^r Lesur en a baillé aud. Martin. » Le prix de la façon est fixé à 5 livres par marc. « Lesquels chandeliers icellui s^r Lesur rendra de la même pesanteur « des sept marcs deux onces argent fin poinçonné de la « marque et poinçon dud. s^r Lesur. » On prévoit le cas où l'argent remis serait insuffisant. Et, en effet, il résulte d'un acte du 23 août suivant, en marge du premier, que ce travail a exigé dix marcs d'argent. En conséquence les sieurs Louis Romain et Jean Labatut, marguilliers de Gruissan, paient à Lesur l'argent fourni par lui à raison de 28 livres le marc, et la façon à raison de 5 livres par marc, et se déclarent contents et satisfaits.

(1) Archives Favatier; Marron, notaire, 11^e registre.

13 janvier 1654 (1). François Lesur, qui a reçu le 22 septembre 1653, des RR. PP. de la Doctrine chrétienne, la somme de 301 livres pour une promesse qu'il n'a pas tenue, s'oblige « de faire pour eux un plat bassin et deux « burettes, lequel bassin servira pour porter les burettes, « pour servir en l'église des RR. PP., et le tout sera fait « d'argent fin et sizellé et à double poinçon, pesant le « bassin et les burettes de deux marcs d'argent de la susdite qualité, à raison de 33 livres par marc et 21 livres « pour la façon, revenant à 87 livres qui seront déduites « des 301 livres que Lesur a reçues. . . . De plus, Lesur « sera tenu de faire une lampe pesant 6 marcs d'argent fin « sizellé et à double poinçon, à la susdite raison de 33 livres « par marc et 48 livres pour la façon. Si cela pèse d'avantage, on lui paiera l'excédant mais jusqu'à 8 marcs seulement; le surplus ne sera pas payé ».

16 février 1656 (2). Guillaume Morel, bourgeois à Narbonne, donne à prix fait à François Lesur, à faire une lampe « d'argent fin dit argent de poinçon, que ledit « Lesur sera tenu de marquer de son poinçon, et ce suivant le dessin fait par led. sieur Lesur, avec les façons « et ornements contenus en icelle ». Cette lampe devait peser 5 marcs ou environ et être payée 30 livres le marc, plus 40 livres pour la façon.

3 juillet 1659 (3). R. P. Louis Lambert, gardien du couvent des Cordeliers de l'Observance Saint-François de Narbonne « baille à prix fait à François Lesur, à couvrir « un petit coffre de bois avec lames d'argent, pour tenir « des reliques. Premièrement ledit Lesur, entrepreneur, « couvrira ledit coffre tout de plats d'argent sizellé par le « devant et les deux côtés, et le dessus sizellé en escul-

(1) Archives Favatier; Boissière, notaire, 31^e registre.

(2) *Ibid.*; Rouan, notaire, 9^e registre.

(3) *Ibid.*; 10^e registre.

« ture et une croix audessus dans le mitan, et deux peti-
« tes une à chaque bout. — Plus faira une figure d'argent
« représentant saint Anthoine de hauteur d'un pan et tiers,
« tenant d'une main ung livre avec le petit Jésus dessus,
« et de l'autre main un lis, avec son pied d'estal percé
« pour y mettre des reliques, conforme à une figure de
« saint Pol, que ledit Lesur a faicte pour ladite église de
« Saint-Pol. Et pour faire lad. bezoigne le Père gardien
« lui a baillé neuf marcs deux onces et demi d'argent fin,
« eu une croix et un calice d'argent, et luy fournira aussy
« led. coffre de bois. — Et led. s^r Lesur sera tenu d'employer
« le mesme argent fin, et le marquera de son poinçon
« comme fin : lesquels neuf marcs deux onces et demy
« led. s^r Lesur a reçus à son contentement ; lequel après
« avoir fabriqué lad. besoigne sera tenu de la pezer à la
« présence dud. père gardien, avant de la poser ; laquelle
« besoigne il sera tenu encore faire par tout le mois de
« septembre prochain ; pour laquelle et façon d'icelle ledit
« père gardien luy accorde la somme de quatre vingt
« livres tournois, payables lors de la réception d'icelle ».

En marge de l'acte est constatée, à la date du 27 décembre 1660, la réception du coffre. Au lieu du Saint-Antoine, il a été fait un soleil d'argent doré pour entourer le Saint Sacrement (1).

Et comme il reste sur l'argent remis deux marcs cinq onces et deux ternals, ledit Lesur en imputera la valeur sur la façon, de sorte qu'on lui remet 12 livres pour solde y compris de petites réparations par lui faites à un encensoir et à la lampe.

13 décembre 1661 (2) Jean Durantet, bourgeois de Nar-

(1) Cette forme d'ostensoir, généralement usitée aujourd'hui, ne remonte qu'au commencement du xvi^e siècle. (Continuation de l'année liturgique de Dom Guéranger.)

(2) Archives Favatier ; Boissière, notaire, 38^e registre.

bonne, faisant pour les confrères de la Confrérie de l'Ange gardien, dans l'église des Pères Doctrinaires de Narbonne, « baille à prix fait à François Lesur, maître orfèvre de « Narbonne, à faire une lampe d'argent, que lesd. con- « frères veulent mettre dans la chapelle de l'Ange gardien. « Laquelle lampe a été donnée et léguée, par feu le s^r Ber- « nard Caunes, bourgeois de Narbonne, par le codicille de « son testament fait par Garrousse, notaire, le 8 août « 1660 (1). Ladite lampe sera du poids de douze marcs « d'argent fin, qui ont été remis aud. s^r Lesur par le s^r « Durantet. . . . Laquelle lampe il fera suivant et confor- « mément à la (*sic*) modèle qu'y luy a esté baillé. . . . à « laquelle lampe ledit s^r Lesur fera outre lad. modèle, « cinq testes de chérubin, trois au corps de la lampe avec « leurs ailes, et deux testes l'une au dessus et l'autre au « dessous, à laquelle lampe ledit Lesur fera et mettra les « armes dudit sieur Caunes. . . . Lorsqu'elle sera faite et « parfaite et retirée, ledit sieur Durantet paiera aud. s^r « Lesur 50 livres ».

MICHEL MILLOT

Celui-ci est probablement un parent, peut-être le fils d'Antoine Millot que nous avons rencontré en 1628. Du reste, je n'ai trouvé qu'une seule pièce le concernant.

24 novembre 1643 (2). Procuration par M. Michel Millot, maître orfèvre de Narbonne à M. François Laroche, professeur en sainte théologie de Narbonne, pour poursuivre l'instance criminelle que led. s^r Laroche et Soulier, sergent au château de Salces, intentent contre Jehanne Baron, femme de Simon, hôte de Salces, à raison d'une

(1) Archives Favatier; Garrousse, notaire, 11^e liasse.

(2) *Ibid.*: Cabirol, notaire, 28^e registre.

bague turquoise chevalière avec un diamant de chaque côté, et deux agathes de haut prix, sans être montées, etc. faire vendre à tel prix qu'il trouvera un cheval poil rouge, ci-devant saisi à la requête de Millot; poursuivre l'instance contre la dite Jeanne Baron et son mari.

Le 2 février 1674, un ^{sr} Michel Millot, est nommé sixième consul (1). Le 4 novembre Michel Millot, *marchand*, passe du sixième rang au cinquième rang de la matricule (2). Le 29 janvier 1679, il passe au 4^e rang (3). Enfin, le 2 février 1688, Michel Milhot, *marchand*, est nommé 4^e consul (4). Il est très probable que ce Michel Millot, deux fois consul, appartenait à la famille de l'orfèvre.

BERNARD HUTIN

Pour celui-ci encore une seule pièce; 23 janvier 1646(5). Quittance par Bernard Huttin, maître orfèvre, de cinquante-une livres onze sols « pour avoir fait un bassin d'argent « servant à quêter pour les pauvres de l'Hôpital, pesant « un marc et demi, à raison de 28 livres le marc, et 8 livres « façon. » Cette somme fut payée par Denos, notaire royal, ci-devant ouvrier de Saint-Paul.

NICOLAS DE VIRENE

Celui-ci n'est pas un orfèvre, cependant je lui ai donné une place parmi eux, parce que l'œuvre qu'il a faite, a une grande ressemblance, sauf la matière, avec celles que

(1) *Inventaire des archives de Narbonne*, série BB, t. I, p. 768.

(2) *Ibid.* ; p. 773.

(3) *Ibid.* ; p. 798.

(4) *Ibid.* ; p. 835.

(5) Archives Favatier; Gaubert, notaire, 2^e registre.

nous avons rencontrées jusqu'ici. Dans l'acte du 12 février 1663 (1), il est qualifié de *maitre-fondeur*. Dans cet acte Jean Donnadiou et Jean Teissière, marguilliers de l'œuvre de l'Église paroissiale de Saint-Nazaire, assistés des sieurs Louis Barrau, Philippe Bourdon et François Garbissou, consuls « baillent à prix fait à Nicolas de Virene maitre « fondeur, à faire un grand lampésier (2) (*sic*) de laitton, « pour mettre au devant du grand autel de l'église de « Saint-Nazaire, avec sept lampes, savoir : six petites « autour et une grande quy sera celle du milieu, où on « mettra une grande lampe pour brûler ordinairement au « devant du S^t Sacrement, et quatre chandelliers au bout « du lampesier, pour mettre à chacun un sierge, à raison « de 18 sols la livre du poids et façon. » On lui remit quatre-vingt-dix-sept livres de matière d'un ancien lampésier. 18 mars 1663 : en marge du traité, quittance moyennant douze livres trois sols.

CLAUDE LAPORTE

L'entrée de celui-ci dans la corporation avait donné lieu à des difficultés. Une délibération des maîtres orfèvres jurés de Narbonne nous les fait connaître; 15 avril 1670 (3). « Les maitres orfèvres jurés de Narbonne, ayant pris une « délibération pour se pourvoir contre la réception à leur « maitrise de Claude Laporte, par lui obtenue de M^r de « Cathellan, viguier et juge garde de la monnaie à Narbonne, suivant ordonnance du 14 novembre 1669 : sur « les lettres expédiées par eux audit Laporte, le 17 septembre 1666, lorsque le métier plaidait au parlement de

(1) Archives Favatier ; Arraud, notaire à Saint-Nazaire, 29^e registre.

(2) En patois : *Lampéso*, lampe d'église (*Dictionnaire de Mistral*).

(3) Archives Favatier ; Gaubert, notaire, 62^e liasse.

« Toulouse contre Michel Masson, maître orfèvre, qui fut
« maintenu par arrêt dans sa maîtrise : considérant que
« cette nature de procès est un sujet de dépense, révoquant
« la susdite délibération et acquiesçant à la réception de
« M^r Claude Laporte, consentent qu'il jouisse de sa maîtrise
« et remplisse le nombre de six, auquel la maîtrise a été
« réduite, etc. » Cette délibération n'est signée que
par led. Masson, le sieur Barthas, ledit Claude Laporte, et
une signature peu lisible qui semble être *Grinon*. Mit-elle
fin au conflit, d'une manière définitive ? Il semble que non,
car le 13 novembre 1671 (1) sur la réquisition et interpel-
lation de Claude Laporte, le sieur Mathurin Grinon, com-
pagnon orfèvre, désavoue l'appel qu'il aurait fait, devant
le parlement de Toulouse de la sentence qui avait admis le
sieur Laporte. Je dois noter que les signatures *Grinon*, sur
l'acte de 1670 et sur celui de 1671, ne se ressemblent nulle-
ment. Maître Claude Laporte, *orfèvre*, fut nommé consul
de Narbonne le 2 février 1675 (2).

NICOLAS LAPORTE

Nous avons vu François Lesur *dit Laporte* de 1643 à
1661, Claude Laporte en 1670 ; nous trouvons encore en
1676, Nicolas Laporte. Le 11 mai 1676 (3), Lucie Pages,
veuve de Pierre Rouger, marchand manganier de Béziers,
somme Nicolas Laporte, maître orfèvre juré de Narbonne,
de reprendre comme apprenti Jean Vaissière fils de feu
Bernard Vaissière de Béziers, à quoi Laporte répond
« qu'il n'a jamais refusé de reprendre Vaissière ; c'est ce
« dernier qui a quitté sa boutique sans aucun sujet, sinon

(1) Archives Favatier ; Garrouse, notaire, 22^e liasse, n^o 49.

(2) *Inventaire des Archives de Narbonne*, série BB, p. 775.

(3) Archives Favatier ; Garrouse, notaire, 27^e liasse.

« que Laporte a voulu lui faire des réprimandes, et luy
« défendre comme il doit, de s'absenter de sa maison pour
« aller *fumer* et boire les jours et les nuits entières avec
« des personnes mal habituées, quy le détournent de ce
« qu'il est obligé de faire dans son métier et l'engagent à
« un libertinage public. Il est donc prêt à le reprendre à
« la condition qu'il luy obéira et ne sortira de sa boutique,
« sans sa permission, sous aucun prétexte. » Nicolas
Laporte avait le souci de ses droits et de ses devoirs. Le
31 janvier 1677 il était nommé conseiller matriculé au
sixième rang (sixième échelle) (1).

..

Si les Biterrois venaient mettre leurs enfants en apprentissage chez un orfèvre de Narbonne, les Narbonnais s'adressaient quelquefois à des orfèvres de Béziers.

9 juin 1664 (2). Délibération des paroissiens de Lamourguier, prise devant M. Arnaud Boissière, prieur claustral, par MM^{rs} Guillaume Domec, docteur et avocat, le sieur Jean Collongue, Charles Gallery et Jean Vernier, marguilliers, Noble Loys de Bellissent, major aud. Narbonne, etc. M. Domec expose que le porte-Christ (ostensoir) était gâté et rompu, au point qu'il fallait en emprunter un, chaque fois que le saint Sacrement devait être exposé. On s'est alors adressé à un orfèvre de Béziers, (dont le nom n'est pas indiqué), qui a promis d'en faire un neuf dans le dessin vu et agréé par plusieurs paroissiens, du poids d'environ dix marcs, moyennant vingt-huit livres par chaque marc et quatre-vingts livres pour la façon : il se chargera de l'ancien au prix de vingt-six livres le marc. On n'a pas trouvé d'autre orfèvre acceptant ces conditions.

(1) *Inventaire des Archives de Narbonne*, série BB. t. 1, p. 789.

(2) Archives Favatier; Gaubert, notaire, 56^e liasse.

Ce traité fut approuvé : mais il ne nous dit rien sur le talent artistique de l'orfèvre biterrois.

..

Avant de clore ces notes sur les orfèvres de Narbonne au ^{viii}^e siècle, je mentionnerai quelques actes relevés dans mes archives, qui peuvent nous donner des détails intéressants sur la joaillerie et l'argenterie de cette époque.

31 décembre 1630 (1), mariage de noble Raimond-François Regis, écuyer, citoyen de Narbonne, fils de feu noble François de Regis et de Marguerite de Blanc, du lieu d'Azilhan, assisté de noble Dominique de Regis son frère et de M. Jacques de Regis, notaire royal d'Azilhan, son oncle, et D^{lle} Jeanne de Vignes, fille de feu le sieur Pol Vignes, bourgeois, et de D^{lle} Catherine de Bordes, assistés du sieur Étienne Vignes, bourgeois, son oncle, M. M^{re} Jean-Antoine Vignes, docteur et avocat, son cousin, et D^{lle} Donnine de Ricard, veuve du sieur Vignes, son tuteur.

La future épouse apporte en dot :

Une maison, un four en la cité de Narbonne, une vigne en bourg.

Certains meubles : « Une chaîne d'or faite à pilliers, « estimée 60 livres ; un brasselet en cornaline ou lapis, « garni d'or, 30 livres ; trois cordes perles, 9 livres ; trois « bagues d'or, l'une montée en un petit diamant, l'autre « d'une pierre turquoise, et l'autre d'un jassinthe, le « tout 12 livres ; une croix d'or, 9 livres ; une petite croix « représentant le signe du S^t Esprit, y ayant un petit « diamant, 6 livres ; une ceinture et 2 cuillères rompues « en argent, 13 livres. »

(1) Archives Favatier ; Falconis, notaire, 11^e registre.

22 mars 1643 (1), Jacques Carle, patron de barque de San Remo, promet au sieur Jean Daidé de Narbonne, de le relever et garantir, du cautionnement qu'il a fait pour lui envers M. de Labrosse, concernant le chargement de certaines pièces de jaspe, qu'il a chargées sur sa barque pour compte de Mgr de la Vrillière (2) qu'il doit rendre à San-noro. Ce cautionnement s'élevait à quatre cents livres.

5 janvier 1676 (3). Testament de Hierosme de Rouch, citoyen de Narbonne, grénétier (4) et receveur pour le Roi, au grenier à sel de Peyriac-de-Mer, dans la forme mystique, suscrit le même jour, par M. Cogomblis. Le testateur lègue à Pierre Anne de Rouch son neveu, « deux tentes de « tapisserie de haute lisse, qui servent savoir : l'une à la « salle et l'autre à la grand-chambre ; toute la vaisselle « d'argent qu'il peut avoir, à la réserve d'une gondole (5) « de vin que son héritière en ait la jouissance, si bon lui « semble. » Il veut « que Pierre Anne de Rouch soit tenu, « dès qu'il en aura la jouissance, de bailler de ladite vais- « selle d'argent ou de la sienne à François de Rouch, son « frère, lorsqu'il se mariera jusqu'à la valeur de 600 « livres. »

Ce testament fut ouvert le 14 janvier 1676, jour du décès du testateur.

(1) Archives Favatier ; Boissière, notaire.

(2) Mgr de la Vrillière était secrétaire d'état.

(3) Archives Favatier ; Cogomblis, notaire, 4^e liasse.

(4) *Grénétier* officier du grenier à sel, qui assiste quand on livre le sel, et qui en tient compte sur son registre. (*Dictionnaire de Richalet*).

(5) *Gondole* de vin, petit vaisseau à boire, long, étroit, sans pieds ni anses, ainsi nommé à cause de sa ressemblance avec les gondoles de Venise. (*Fure-tière*).

V

Tapisseries, tentures et ornements.

C'est à dessein que j'ai remplacé le mot de *Tapissiers* par celui de *Tapisseries*. Et, en effet, à Narbonne nous trouvons quelques belles tentures de tapisserie, mais pas de fabricants. Elles se faisaient dans des centres déterminés, dont elles portaient le nom plus ou moins fameux dans l'histoire de l'art : *Les Gobelins, Beauvais, Aubusson, Felletin, Les Flandres, Bergame*, etc., etc. Nous n'avions à Narbonne que des ouvriers pouvant restaurer ou entretenir ces tapisseries.

Dans une étude somptuaire sur les mobiliers narbonnais au *xvii^e* siècle, comparés avec les mobiliers des années suivantes, que j'ai publiées dans le *Bulletin*, sous ce titre : *Le mobilier d'un magistrat en 1613* (1), j'ai parlé des belles tapisseries de Bergame, des Flandres ou de Felletin, qui décoraient les maisons de nos ancêtres. Elles étaient rares, c'était un grand luxe réservé dans notre cité aux sommités sociales. Mais les églises étaient beaucoup plus riches. Dans sa belle étude sur *la Cathédrale Saint-Just*, notre confrère, M. Louis Narbonne, nous a donné le détail des belles et nombreuses tapisseries que possédait cette église au *xvii^e* siècle en 1669. L'importance en est aujourd'hui bien diminuée, la plus grande partie a disparu. Notre cathédrale possède pourtant encore, une des plus belles de toutes, la magnifique tapisserie de la Création, qui est au dessus du Sacraire. Elle ne figure pas et ne pouvait pas figurer dans l'inventaire de 1669, puisqu'elle ne fut

(1) *Bulletin de la Commission archéologique*, année 1896, 1^{er} semestre, *passim*.

donnée à l'église qu'en 1673 par l'archevêque Mgr Fouquet déjà en disgrâce et exilé de son siège archiépiscopal (1).

Nous verrons dans un document de 1626 que l'église Saint-Paul devait en posséder aussi de nombreuses, bien réduites aujourd'hui, puisqu'elle ne possède guère que quelques tapisseries de Flandre, à personnages ou à *histoire* comme on disait alors, représentant des scènes bibliques, et portant les dates de 1690 et 1696.

Quant aux ornements dont nous avons trouvé la trace dans nos archives, ce sont surtout des ornements d'église.

10 juin 1618 (2), Balthazar Salomon, maître pareur, et Bertrand Calvet, de Narbonne, surposés de la chapelle du *Corpus Domini*, dans l'église Saint-Paul de Narbonne, reconnaissent avoir reçu la somme de 18 livres, léguée à la chapelle par feu M. Resplandy, chanoine de Saint-Paul, et conformément au testament de ce dernier, ils ont employé cette somme à faire deux palliers (3) de taffetas cramoisi-rouge, doublé de bouracan (4) de la même couleur, avec des franges de soie jaune à l'entour, et les armoiries de M. Resplandy, brodées au milieu de chacun, pour mettre sur l'autel de la chapelle, un de chaque côté de la custode.

10 août 1622 (5). Testament de Barthélemy Léonard, marchand de Narbonne. Il lègue aux Pères de la doctrine chrétienne 30 livres pour être employées à l'achat d'une chasuble où seront brodées ses armoiries.

(1) *Bulletin de la Commission archéologique*, tome v, 1898, 1^{er} semestre, pp. 100 et suiv.

(2) Archives Favatier ; Cabirol, notaire, 3^e registre.

(3) Ornement d'autel. *Palliot*, devant d'autel. *Monseigneur Barbier de Montaut*, t. 1, p. 190.

(4) *Bouracan*; grosse toile, espèce de *camelot*.

(5) Archives Favatier ; Boissière, notaire, 7^e registre.

24 août 1626 (1). C'est la date du traité auquel nous venons de faire allusion. M. Germain Pellissier ; œuvrier de l'église collégiale « Saint-Paul de Narbonne », traite avec Jean Raynaud, habitant de Puisserguier. Ce dernier s'oblige, moyennant 30 livres « à rhabiller à neuf toute « la tapisserie haute et basse de ladite œuvre servant à « l'église ».

1^{er} janvier 1629 (2). Testament de Jean Baudouy, maître tailleur, autrefois au service de Mgr de Vervins. Il fait un legs important à la Confrérie de Sainte-Luce, dont il est membre, établie dans l'église des Pères Augustins ; notamment « une chasuble et un devant d'autel de Damas bleu, « doublé d'un treillis bleu avec un passamant (une passe-
« menterie) et une frange de soie bleue, une aube et un
« amict de toile de Rouen, et encore un pluvial proces-
« sionnel du même damas et de la même couleur ».

Mais l'exécution de ce legs donna lieu à des difficultés, qui ne furent réglées que le 21 juin 1633, devant M^e Boissière, notaire à Narbonne (3). Le testament avait été fait par Beaudouy, en pleine peste.

28 juin 1635 (4). Testament de Pierre Vallière, maître boulanger et pâtissier, de Narbonne. « Vent être enterré « dans l'église des PP. Augustins de Notre-Dame de Grâce « au tombeau de ses prédécesseurs ». Il fait un legs à ce couvent. Il lègue aussi à la paroisse Saint-Martin de Bages une somme de cent livres qui seront employées « à « l'achat d'une chape processionnelle en damas blanc, à « laquelle seront mises les armoiries du testateur en bro-
« derie ».

Ainsi au XVII^e siècle la passion des armoiries hante tout

(1) Archives Favatier ; Senty, notaire, 18^e registre.

(2) *Ibid.* ; Béziers, notaire, registre de 1629.

(3) V. *Bulletin de la Commission archéologique*, 1901, 1^{er} semestre, p. 116.

(4) Archives Favatier ; Cabrol, notaire, 20^e registre.

le monde, et tout le monde a des armoiries. Le chanoine Resplandy veut que ses armoiries soient brodées sur les deux palliers qu'il donne à la chapelle du *Corpus Domini*. Le marchand Barthélemy Léonard veut aussi que ses armoiries soient brodées sur la chasuble qu'il lègue aux PP. de la doctrine chrétienne. Enfin, le pâtissier Vallière a aussi des armoiries, et il veut qu'elles soient brodées sur la chape processionnelle qu'il lègue à l'église de Bages ; et chose digne de remarque, de ces trois legs celui du pâtissier est de beaucoup le plus important.

23 février 1651 (1). Encore le testament d'un maître pâtissier, Nicolas Camassac. Il veut être inhumé dans l'église Saint-Paul « au tombeau de ses aïeux » ; douze pauvres seront habillés de drap pour suivre ses funérailles. Il lègue aux RR. PP. Capucins de Narbonne : « un « devant d'hautel, pour assortir le mestre hautel de leur « esglise dans la modestie et bienséance, qu'ils ont accos- « tumé d'observer en leurs ornements. » Est-ce pour se conformer lui-même à la modestie de ses légataires, il ne demande aucune distinction. Il n'est plus question d'armoiries, et cependant il a pour héritier un docteur et avocat en la cour, M. Jean Bessière, son filleul. — Il ne faut pas oublier que cette année 1651 a été une des plus désastreuses de notre histoire. La guerre civile de la Fronde, bientôt accompagnée de la guerre étrangère, attira sur Paris, les environs, et les provinces du Nord et de l'Est, spécialement la Picardie, la Champagne et la Lorraine, des maux et des misères incalculables, que l'immense et surnaturelle charité de saint Vincent de Paul parvint seule à soulager un peu, grâce au zèle, au dévouement et à l'abnégation héroïques de l'institut alors naissant des filles de la charité, qui, dans ces douloureuses circonstances, assit dans la mémoire de ces malheureuses

(1) Archives Favatier ; Gaubert, notaire, 6^e registre.

populations un souvenir inoubliable d'admiration et de reconnaissance. Quant à nos contrées, elles étaient alors frappées du fléau de la disette, précurseur du fléau de la peste.

7 novembre 1654 (1). Testament d'Anne de Soubeyran, femme de M. Pierre Baliste, conseiller du roi, receveur des dîmes, au diocèse de Narbonne. Elle lègue à l'église des PP. Minimes de Narbonne, un parement d'autel de valeur de 60 livres pour la chapelle de Saint-François-de-Paule.

26 mars 1656 (2). Prix fait par Jacquette d'Azibert, veuve de Jean Fournier, que nous avons déjà rencontrée en 1646 et 1651, faisant des commandes d'orfèvrerie à François Lesur, pour la chapelle Notre-Dame de l'église paroissiale Saint-Sébastien, et Anne Calmis, veuve de Gabriel Verdier, marguillières de la Confrérie de Notre-Dame, dans ladite église. Elles donnent à prix fait à Antoine Dechamps, maître tapissier de la ville de Felletin, dans la Haute-Marche, « à faire deux pièces de tapisserie pour lad. chapelle, de longueur quatre cannes et demi et d'hauteur dix pans. . . . de même facture, qu'une piessie qu'il a vendue à M. de la Planasse; dans lesquelles deux piessies seront représentés la Nativité de Notre Dame, — l'Annonciation, la Présentation et le Trépas de ladite glorieuse Vierge, le tout de bonne couleur avec les rehaussements de soye et laine de Paris »; moyennant 200 livres.

26 juin 1657 (3). M. Jean-Baptiste Veye, chanoine de Saint-Just, baille à M. Jacques Roman, maître tapissier de Narbonne, « à rhabiller une tente de tapisserie formant neuf pièces » d'assez grande valeur sans doute.

(1) Archives Favatier, Rouan, notaire, 9^e registre.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*; Garrousse, notaire, 2^e registre.

Roman promet « de les remettre à perfection les lustrer et « mettre en couleur pour 260 livres ».

25 juillet 1661 (1). Un tapissier de Felletin, Jean Dorliac, était venu s'établir à Narbonne. En 1661, ce Jean fils de Jean Dorliac et de Léonarde Chauderie, de Felletin-la-Marche, se mariait à Narbonne avec D^{lle} Jeanne de Cuirot fille de feu Jérôme Lecuirot et de Marguerite Vigouroux, d'Aix. Le contrat de mariage fut passé le 25 juillet devant M^e Rouan. Jean Pol Rodière fut un des témoins.

14 janvier 1676 (2). Nous avons déjà vu le testament de Hiérôme de Rouch, léguant à son neveu des tentes de tapisserie. Je le rappelle seulement ici pour mémoire.

19 juillet 1678 (3). Noble Gaspard de Gros, sieur d'Homps, consent que M^{lle} Jacquette de Cogomblis, femme du sieur Pierre Fabre, sa belle-mère, retire des mains du séquestre établi au bureau royal de cette ville, une tente de tapisserie de haute lisse, composée de 11 pièces représentant l'histoire de Didon et Énée, saisie au s^r d'Homps à la requête de ladite demoiselle de Cogomblis. Le scribe qui a écrit ce consentement, probablement sous la dictée du notaire, a écrit l'*histoire de dit Don* l'aînée.

6 juillet 1707 (4). MM. Jacques Soulié et Hiérôme Lafont, chanoines et députés du chapitre Saint-Étienne (Saint-Sébastien) d'une part, et M^e Hyacinthe de Lacroix, mari et maître des cas dotaux de dame Marie Anne de Reboul d'autre part, s'accordent sur les faits suivants : par transaction du 20 avril 1667, noble Raulin de Reboul, seigneur de Marmorières, et noble Antoine de Reboul, son fils aîné, s'étaient reconnus débiteurs envers le chapitre Saint-Sébastien de 600 livres payables dans trois ans et avaient

(1) Archives Favatier ; Rouan, notaire, 11^e registre.

(2) *Ibid.* ; Cogomblis, notaire, 4^e liasse.

(3) *Ibid.* ; Jean, notaire, 14^e liasse.

(4) *Ibid.* ; Rouan, notaire, 2^e liasse.

donné en gage dix pièces de tapisserie de Flandre, où étaient représentés des feuillages. Depuis, M. Raulin de Reboul avait légué au chapitre 300 livres, ce qui portait la dette à 900 livres. Pour éviter un procès, les parties conviennent que le chapitre gardera en propriété et paiement les tapisseries estimées 800 livres, et que M. de Lacroix lui paiera 100 livres pour solde dans un an.

VI.

Musiciens.

Nous complétons cette étude sur les beaux-arts et les arts industriels, par quelques notes sur la musique et les musiciens à Narbonne au xvii^e siècle. Ces notes seront nécessairement très vagues : quelques noms demeurés inconnus, et c'est tout.

Et cependant, parmi ces noms il en est peut-être qui ont appartenu à de vrais artistes, à des artistes de talent, auxquels il n'a manqué que l'occasion pour vaincre l'oubli. Les autres appartenaient, pour la plupart, à de modestes ménétriers, faisant de la musique un métier pour gagner leur vie. De ce fait, l'art qu'ils exerçaient rentrait dans la catégorie des arts industriels.

Nous savons, d'ailleurs, que la musique était alors comme aujourd'hui très cultivée à Narbonne, et nous verrons qu'elle était appelée à toutes les fêtes civiles ou religieuses.

ORGUES ET ORGANISTES.

Le plus ancien document rencontré a trait à l'apprentissage d'un organiste, et il témoigne de la sollicitude des chapitres pour se procurer de bons musiciens. Par acte du

2 mars 1616 (1) le chapitre Saint-Just, avec le consentement de Jean Capela père, met Pierre Capela fils en « apprentissage de l'art et mestrise de jouer des orgues » chez M. Jean Gleizes, natif de Narbonne, organiste de l'église Saint-Nazaire de la cité de Carcassonne. Cet apprentissage devait durer seulement une année, mais probablement Pierre Capela était déjà un peu instruit. Le chapitre devait payer à M. Gleizes pour cela : « doutze cestiers de « bled froment, deux meures huile, une cartière de sel « mesure de Narbonne, et quarante livres en argent, « ensemble un muy vin prim (2) mesure aussy de la dite « ville ».

26 juillet 1620 (3). Délibération des consuls, ouvriers et paroissiens de Saint-Paul pour un emprunt à faire pour la réparation des orgues. Cette réparation devait être importante puisque les ouvriers demandent un délai de 30 ans pour le remboursement de la somme à emprunter. Dans cette délibération on demandait que le Chapitre mette la réserve dans la chapelle de la Trinité « pour « épargner les frais de la lampe où repose le saint Sacre-
« ment. » L'œuvre devait avoir de bien modestes ressources.

A cette époque l'organiste de Saint-Paul était probablement le sieur Jacques Boutes. Le 31 décembre 1628 (4), en pleine peste, Jacques Boutes maître organiste de Saint-Paul faisait son testament en faveur de Marguerite Carcasse sa femme, de ses deux enfants et de celui dont elle était enceinte. Il ne tarda pas à mourir de la contagion puisque deux mois après, le 3 mars 1629 (5), Marguerite Carcasse, *devenue veuve*, faisait elle-même son testament.

(1) Archives Favatier ; Escalier, notaire, 12^e liasse.

(2) *Un muy vin prim*, quatre hectolitres de vin recueilli le premier, avant de mettre le raisin sur le pressoir.

(3) Archives Favatier ; Senty, notaire, 13^e liasse.

(4) *Ibid.* ; Daujas, notaire, 6^e liasse.

(5) *Ibid.* ; Beziers, notaire, registre de 1629.

La réparation aux orgues de Saint-Paul, pour laquelle les paroissiens délibéraient en 1620, fut-elle retardée ? Vingt ans après on y faisait une réparation, qui paraît des plus importantes. Le 6 novembre 1641 (1), « noble Raulin « de Reboul et le Sr Vespasien Verseille, bourgeois de Nar- « bonne, tous deux ouvriers de l'œuvre S^t Paul, en l'église « de lad. ville, au nom de ladite œuvre, ont baillé et bail- « lent à prix fait au Sr Louis de Aranda, organiste de « l'église sainte dud. Narbonne, le raccomodement de « l'orgue étant en lad. église S^t Paul, et pour cest affaire « démonter icelluy, le redresser, renforcer et refaire « tous les tuyaux coupés, afessés et faibles, fere parler la « trompette et voix humaine, au ton qu'il ce doit, remettre « les registres rompus, et nettoyer tous les tuyaux, refaire « le tranblant, et recoller les porte-vents rompus, faire le « grand porte-vent de la moitié plus gros, arester l'appuy « qui porte les soufflets, fere les marches des pédales et « des abrégés pour tirer les touches, affin que chaque jeu « aye sa propre basse, et que sa pedalle accompagne celle « du plain orgue, plus fere un registre pour fere jouer et « taire les pedalles, raccomoder les soufflets, et générale- « ment fere tout ce qui sera nécessaire pour randre ledit « orgue bien sonnand d'accord, en bon et deub état, dans « cinq sepmaines à compter d'aujourd'hui, et poser, fere, « fournir tout ce qui sera nécessaire soit-il estain, plomb « etc., etc. » Le prix de ce travail fut fixé à trois cents livres.

Cet acte nous donne le nom de l'organiste de Saint-Just à cette époque, Louis de Aranda, probablement un espagnol. Un acte du 10 janvier 1642 (2) nous donne le nom de l'organiste de Saint-Paul à la même époque. Dans cet acte, testament du sieur Paul, hôte de la Colombe-blanche à

(1) Archives Favatier ; Bessière, notaire, 1^{er} registre.

(2) *Ibid.* ; Cabirol, notaire, 27^e registre.

Narbonne, figure parmi les témoins, Barthélemy Saury, organiste à Saint-Paul.

En 1681 l'organiste de Saint-Just était M. Jean Bouat ou Boat, Le 18 mars 1681 M. Jean Barcellon donnait une procuration à D^{lle} Charlotte de Casteras sa femme, pour vendre au sieur *Jean Bouat, organiste de l'église métropolitaine Saint-Just*, une maison en cité Ile Saint-Luc, dont son père, Jean Pierre Barcellon avait hérité de D^{lle} Françoise de Barcellon veuve de M. Jacques Fillere, capitaine de la morte-paie à Narbonne. Le 2 février 1695 Jean Bouat, organiste à Saint-Just était nommé cinquième consul (1). Il avait un fils bénéficiaire à Saint-Paul, pourvu d'une chapellenie le 8 novembre 1699 (2).

Barthélemy Boat, de la même famille certainement, était organiste de Saint-Paul en 1692. Je trouve son nom comme témoin dans un acte du 1^{er} mars 1692, Rouan, notaire, que je mentionnerai plus loin.

Il y avait aussi des orgues à l'église de la paroisse N.-D. de Lamourguier. Dans un acte du 12 décembre 1639, il est question des murailles qui ferment le chœur « à « l'endroit de l'orgue » (3).

MAITRES DE CHAPELLE ET CHEFS DE MUSIQUE

Nos grandes églises avaient leurs chapelles de musique

Le 16 août 1616 (4), dans son testament, M^{me} Françoise de Roquette, veuve du sr Jean Mayal, bourgeois de Narbonne « veut qu'à son enterrement et bout d'an, soit appelé

(1) *Inventaire des archives de Narbonne*, série BB., t. I, p. 864.

(2) Archives Favatier ; Cogombis, notaire, registre de 1699.

(3) *Ibid.* ; Bessière, notaire, 1^{er} registre.

(4) *Ibid.* ; Senty, notaire, 8^e registre.

« le grand collège de l'église Saint-Pol, avec leur chapelle
« de musique (*sic*) pour chanter ».

Les chapelles de musique prêtaient ou louaient leur concours pour des fêtes ou cérémonies religieuses. En 1622, le maître de chapelle de l'église Saint-Just était M. Antoine Robert, prêtre et conducher de la même église. Il avait promis son concours à M. Pierre Ollivier, prieur des Pénitents bleus, pour des chants et de la musique à exécuter dans la nuit du Jeudi-Saint, et il avait appris qu'on voulait le laisser de côté. Aussi le 23 mars 1622 (1), M. Antoine Robert « représente à M. Pierre Ollivier, aumônier de Mgr l'archevêque de Narbonne et lieutenant « de M. l'officiel métropolitain, qu'il ne peut ignorer, « comme il s'est mis en despance et en frais, pour luy « faire de musique pour chanter et faire chanter la nuit « du jeudy saint prochain, à la compagnie des Pénitents « bleus dud. Narbonne, sy est qu'il a esté adverty, led. « sr Ollivier comme prieur de lad. compagnie des pénitents, s'est dressé (adressé) et assuré à autres maîtres « de musique pour faire chanter ». En conséquence, M. Robert proteste.

En 1635, le chef de musique de l'église Saint-Paul était M. Jacques Barre, auquel le sieur Roquefort louait une maison en Bourg, île Sainte-Marguerite, par acte du 31 octobre (2).

Par un acte du 9 mars 1643 (3), Pierre Soullier, maître cordonnier à Roubia, faisait une donation à Arnaud Soullier, son fils, *musicien en la musique de l'église Saint-Just*.

En 1663, je trouve le nom de M. François Guichon, prêtre bénéficiaire de l'église Saint-Just de Narbonne, devenu

(1) Archives Favatier; Senty, notaire, 15^e liasse.

(2) *Ibid.*; Cabirol, notaire, 20^e registre.

(3) *Ibid.*; 23^e registre.

maître de chapelle de la musique de l'église cathédrale Saint-André à Bordeaux (1).

En 1675, M. François Lasserre était maître de musique de l'église Saint-Just. Je trouve son nom dans le contrat de mariage du 14 juillet (2), d'un sr Antoine Marga de Saignes, diocèse de Clermont.

Le 14 mars 1691 (3), une sommation est faite à Françoise de Courrat, *fille du sr Courrat, musicien de la chapelle de l'église Saint-Just*, de se rendre à Toulouse, conformément à une assignation qu'elle a reçue de M. Scipion d'Exéa, qui lui fait offrir 12 livres pour les frais de son voyage.

Enfin, le 1^{er} mars 1692 (4), M. Henry de Reboul, chanoine de Saint-Paul, fait un règlement avec M. Jean Beynaguet, conducher à Saint-Paul, *ancien maître de la chapelle de musique de cette église*.

VOLONISTES ET JOUEURS DE HAUTOIS

La plupart d'entr'eux appartenait à cette modeste corporation des ménétriers, dont j'ai parlé, exerçant la musique comme un métier, pour gagner leur vie. Ce sont, d'ailleurs, ceux-là qui étaient appelés pour les fêtes civiles publiques ou privées.

Notons d'abord un acte d'apprentissage du 8 décembre 1619 (5). C'est Pierre Fraisse, lui-même maître violonniere de Narbonne, qui met son fils, Jehan Fraisse, compagnon violonniere, en apprentissage chez Antoine Pujet, autre

(1) Voir une déclaration du mois de mars 1663. Archives Favatier ; Garrousse, notaire, 28^e liasse.

(2) Archives Favatier ; Garrousse, notaire, 26^e liasse.

(3) *Ibid.* ; Jean, notaire, 27^e liasse.

(4) *Ibid.* ; Rouan, notaire, 1^{re} liasse.

(5) *Ibid.* ; Cabirol, notaire, 4^e registre.

maître violonniier de Narbonne, pour enseigner ledit Jehan Fraisse « à jouer et sonner du serpent (1), de la « basse, et violonner de musique de toute sorte ».

17 octobre 1633 (2). Autre apprentissage : Jean Clausade, habitant de Moussan, met en apprentissage autre Jean Clausade, son fils, chez Eustache Fabre, son gendre, maître violon (*sic*) à Moussan, qui s'oblige d'enseigner à son beau-frère « l'art et maîtrise du violon ». En paiement de cet apprentissage, Clausade père donne à son gendre une vigne à Moussan, « de contenance de six journées à fos-
« soyer ».

8 mai 1650 (3). Encore un apprentissage, dans des circonstances peu communes : Le maître et l'élève sont aveugles. Antoine Guerin, de Quarante, met son fils *aveugle* en apprentissage chez Pierre Augé, de Narbonne, *aceugle lui-même*, qui s'engage à lui apprendre à jouer du violon pendant un an.

Énumérons quelques actes intéressant des musiciens.

24 avril 1620 (4), Antoine Astruc, maître joueur de violon à Narbonne, reconnaît devoir à Jean Durand, boulangier de Narbonne, 23 livres 10 sols pour vente de blé et raonage.

14 novembre 1625 (5). Donation par Catherine Gélade, veuve de François Astruc, maître violonniier, à Jehan Astruc, son fils, aussi maître violonniier, d'une maison à Narbonne en Bourg, île Saint-Julien, aujourd'hui rue de Strasbourg.

(1) Le *serpent* était un instrument à vent employé surtout dans les églises pour accompagner les chantres au lutrin.

(2) Archives Favatier ; Boisset, notaire, 2^e registre, à Moussan.

(3) *Ibid.* ; Marton, notaire, 10^e registre.

(4) *Ibid.* ; Falconis, notaire, 2^e registre.

(5) *Ibid.* ; Cabirol, notaire, 10^e registre.

2 février 1642 (1). Testament de Fleurette Escalier, veuve d'Antoine Astruc, maître violon.

Les musiciens s'associaient et formaient des compagnies qu'on appelait des *bandes*, et qui louaient en corps leurs services pour les fêtes publiques et privées. •

15 avril 1626 (2). Antoine Puget et Antoine Astruc, dont nous avons déjà rencontré les noms, Claude Guiraman, Jean et Pierre Estruc, maîtres violons, se mettent en société « pour jouer ensemble, pendant un an, de leurs « violons ou aubois, chacun sa partie ».

Nous avons vu, en 1619, un maître violonneur, Pierre Fraisse, confiant à Antoine Puget l'apprentissage de son fils Jehan. Ce Puget devait être un des plus réputés, il paraît être le chef de la bande de violons qui traitait, le 10 avril 1641 (3), avec les consuls de Narbonne. Ce traité (4) est curieux à divers titres : « Messieurs les consuls sous- « signés, » est-il dit, « sachant la bande de violons estant « audit Narboune, leur estre en quelque façon nécessaire, « pour l'honneur de plusieurs actions, quy se rendent « durant l'année où lesdits sieurs consuls se trouvent « avec leurs livrées, comme le jour de leur création, qu'ils « sont accompagnés chez eulx par le corps de la matri-
• culle et autres habitants, ez feux de joie et baptizer (5), « estant les dites actions prou (assez) fréquentes, et les « frais de ladite bande assez excessifs, pour en rédimer la « communauté à l'advenir, lesd. sieurs consuls, sous le

(1) Archives Favatier ; Cabirol, notaire, 27^e registre.

(2) *Ibid.* ; Prades, notaire, 1^{er} registre.

(3) *Ibid.* ; Senty et Gaubert, notaires, 33^e liasse.

(4) Je l'ai donné *in extenso* dans un travail sur *une fête publique à Narbonne en 1645. Bulletin de la Commission archéologique*, année 1893, 1^{er} semestre, page 358.

(5) Il s'agit du baptême des enfants qui naissaient pendant le consulat de leur père. Tout le corps consulaire y assistait solennellement.

« bon plaisir du conseil de ville, ont traité avec Anthoine
« Puget, Jean Laroze, Pierre Estruc, Gaspard Laroze, Jean
« Estruc et Henry Laroze, composant ladite bande, ici
« présents, ce qui s'ensuit : c'est que lesdits sieurs consuls
« tiendront quittes et deschargés annuellement et à l'adve-
« nir ceulx qui seront de ladite bande, de leur cotization
« au compois cabaliste dudit Narbonne, concernant leur
« industrie (1), etc. et moyennant ce iceulx Puget,
« Laroze et Estruc tant pour eulx que leurs successeurs
« promettent et seront tenus de se trouver avec leurs
« aubois ou violons, à la disposition desdits sieurs con-
« suls, en toutes actions consullères où ils seront par eulx
« appelés. le tout sans prétention d'aucun salaire,
« quy demeure d'ores et déjà compancé avec leurs dites
« industries, saulf et réserve toutesfois en faveur de lad.
« bande, des actions des entrées, quy pourront estre faic-
« tes en lad. ville, le salaire desquelles leur sera payé
« raisonnablement, etc., etc. ». Ce traité est signé par les
six musiciens et par les six consuls en charge : MM. Jean
d'Autemar, sr de Vires, Jean de Seigneuret, sr de Cande,
Michel Rossel, bourgeois, Jean Vignes, bourgeois, Pierre
Boyssière, notaire royal et procureur, et Paul Romieu,
maitre chirurgien.

C'était encore pour les fêtes patronales principalement,
que ces bandes de violon louaient leurs services.

14 août 1668 (2). Guillaume André, compagnon mari-
nier, au nom de ses compagnons, somme le sr Eustache
Barthe, maitre joueur de violon, et trois de ses compa-
gnons de venir jouer du violon et hautbois, la veille de
Notre-Dame, et pendant trois jours consécutifs, moyen-
nant 48 livres, comme ils en sont convenus, à commencer
le soir même, à la procession de Notre-Dame de Lamour-

(1) Cela équivaldrait aujourd'hui à l'exemption de la patente.

(2) Archives Favatier, Jean, notaire, 4^e liasse.

guier. Pour se dispenser de tenir son engagement, Barthe prétendait avoir un compagnon malade; mais les mariniens croient qu'il voulait aller en quelque village où la fête a lieu le même jour; on leur a même dit que c'était à Leucate.

30 novembre 1671 (1). C'est encore Eustache Barthe, *maître joueur* d'instruments, qui traite en son nom et au nom de ses compagnons, avec Jean Fraisse, *chef de jeunesse* des compagnons maçons et plâtriers de Narbonne. Ce dernier est assisté pour ce traité d'Antoine Pardaillan, Jacques Martin et Pierre Ajac, compagnons du même métier. Il est convenu que Barthe, assisté de cinq de ses compagnons, lui faisant le sixième, joueront de leurs instruments la veille de Sainte-Barbe, troisième jour du mois de décembre et les trois jours suivants. On voit qu'à cette époque prétendue d'*esclavage et de servitude*, les ouvriers avaient de longues fêtes. Le traité continue : « à savoir
« qu'ils seront tenus jouer de l'aubois aux processions et
« à l'église, et tout le reste des trois jours, avec les vio-
« lons, et pour leur salaire, il leur sera payé 42 livres ».

Eustache Barthe devait être âgé, nous l'avons vu prendre en apprentissage le fils Clausade en 1638; aussi est-il stipulé qu'il sera dispensé d'aller par la ville, mais il jouera
« au bal, procession et église ».

..

Là s'arrêtent les notes que j'ai recueillies dans mes archives, sur les beaux-arts à Narbonne, au xvii^e siècle.

Si ma vue et ma santé, qui baissent tous les jours, me le permettent, je reprendrai ce travail dans une autre direction; mais, je le répète encore une fois, je n'ai pas la prétention d'écrire même un modeste chapitre de l'histoire

(1) Archives Favatier; Jean, notaire, 7^e liasse.

de Narbonne. Je veux tout simplement arracher à l'obscurité et à l'oubli, des documents authentiques qui pourront être un jour un utile élément pour celui qui aurait le loisir et le talent d'écrire cette histoire d'une manière sérieuse et complète.

LÉONCE FAVATIER.

INVENTAIRES NARBONNAIS

DU XIV^{me} SIÈCLE

II

INVENTAIRE DE JACQUES DE BROA

PREMIÈRE PARTIE

In nomine sancte et individue Trinitatis, Patris et Filii et Spiritus Sancti. Amen.

Noverint universi quod, anno Nativitatis ejusdem millesimo trescentesimo quadragesimo octavo, domino Philippo, Dei gratia rege Francie, regnante, videlicet die vicesimo quarto mensis madii, in presentia mei... (1) venerabilis et circumspectus vir dominus Rogerius de Montealto, canonicus ecclesie Narbonensis, exequutor testamenti seu ultime voluntatis venerabilis viri domini Jacobi de Broa, quondam ipsius ecclesie canonici, volens,

(1) Nous désignons par ces points les lacunes du parchemin ou les endroits devenus illisibles.

ut dixit, exequi et complere voluntatem ultimam..... bona invenit que sequuntur :

Chambre.

1. Primo, in camera ubi dictus dominus Jacobus jacebat, in quodam coffro ferrato viridi intus, duas cupas longas esmaudatas, cum suis copertis..... de auro et argento.

2. Item duas.....

3. Item duodecim cloquearia de argento in quodam estug de corio.

4. Item duodecim scutellas magne forme argenti, ponderantes quelibet duas.....

5. Item sex catinos argenti.

6. Item quatuordecim tassias argenti planas.

7. Item quinque tassias argenti operatas deauratas.

8. Item duodecim cloquearia argenti sine estug.

9. Item duos potos argenti ad teneudum vinum.

10. Item duas ayssiradas argenti ad tenendum aquam.

11. Item unam cupam argenti deaurati cum esmaudo de cugno majoricarum.

12. Item aliam cupam parvam operatam intus et extra.

13. Item unum coffrum plenum speciebus.

14. Item unam bursam deauratam auro et cirico, infra quam erat unum sigillum longum argenti cum una emprenta.

15. Item unum cordonem de sirico cum septem anulis de auro et argento et duobus de latone cum lapidibus.

16. Item unum ciretum (?) (1) cum perlis.

17. Item, in alio cofro, xviii candelabra de latone operata et esmaudata.

18. Item tres cutellos servidors cum una broca in quodam gayua.

(1) Nous désignons par ce signe les mots dont la lecture nous paraît incertaine.

19. Item quatuor cutellos in alia gayna.
20. Item unum cutellum cum manico eboris.
21. Item quoddam saquetum cum quibusdam denariis fractis et de bilhon.
22. Item unum sacum parvum de cavena.
23. Item unum sacum parvum de guigipero.
24. Item quasdam claves que esse dicuntur abbatis S. Affrodisii.
25. Item unam caxiam plenam scripturis et instrumentis.
26. Item unum librum vocatum *Codicem*, cohoptum de corio albo.
27. Item alium librum vocatum *Digesta*, cohoptum de corio vermello.
28. Item alium librum vocatum *Decretales*, cohoptum pelle viridi.
29. Item alium librum vocatum *Decretales*, que dicuntur esse magistri Raymundi de Lacu, cohoptas de corio albo.
30. Item alium librum vocatum *Digestum vetus*, cohoptum corio albo, qui est domini Rogerii de Montealto, ut dicitur.
31. Item alium librum vocatum *volumen*, cohoptum corio coloris crocey.
32. Item alium librum vocatum *Ars notariorum*, cohoptum cum postibus fusti.
33. Item alium librum vocatum *Institutionum*, cohoptum corio albo.
34. Item alium librum vocatum *Sextum librum Decretalium*, cohoptum de pergameno.
35. Item alium librum vocatum *Digestum novum*, absque glosis, cohoptum de pergameno.
36. Item alium librum vocatum *Decretum*, cohoptum pelle rubea, qui esse dicitur domini Poncii Cotarelli, prioris condam de Claromonte.
37. Item alium librum vocatum *Decretales*, cohoptum de corio albo qui dicitur esse.....

38. Item unum librum cantus vocatum *Officia*, cohoptum de corio albo.

39. Item alium librum cohoptum pelle viridi, qui incipit *glosarum diversitas*.

40. Item alium librum cohoptum ex una parte pelle viridi et ex altera parte.....

41. Item unum librum parvum cohoptum postibus, qui incipit *In nomine Domini*.

42. Item alium librum cantus cohoptum postibus, qui incipit *Salve sancta parens*.

43. Item alium librum cohoptum postibus, qui incipit *hiis tractis*.

44. Item alium librum.....

45. Item alium librum absque aliqua cohoptura, qui incipit *Gregorius*.

Isti libri sunt supra quandam rotam fusteram et infra dictam rotam erant diverse scripture sive cartæ.....

46. Item duos chalones operatos.

47. Item unum barratanum vetat (?).

48. Item unam flaciatam variam.

49. Item unum chalonem viridum et debilem.

50. Item quatuor baculos..... de pennis variis.

51. Item unam capam nigram.

52. Item unam cotardiam panni mesclati folra tam penne..... quorum nigrorum et unam.....

53. Item unam mancam folratam de minutis variis de panno vocato *folset*.

54. Item unam gannachiam ejusdem panni, folratam de [minutis] variis.

55. Item duo caputia ejusdem panni, folrata minutis variis.....

56. Item unam mancam de pieceto vermello, folratam minutis variis.

57. Item unum..... de pieceto, folratum de grossis variis.

58. Item duo caputia ejusdem panni, folrata de minutis variis.

59. Item unam mancam panni vocati *pebiet*, folratam minutis variis.

60. Item gannachiam ejusdem panni folratam minutis variis.

61. Item unam tunicam ejusdem panni.

62. Item caputia ejusdem panni folrata minutis variis.

63. Item unam mantitam panni vocati *cavelat-escur*, folratam de sindone, et caputium ejusdem panni folratum de sindone vermello, et tunicam ejusdem panni et unam tunicam sine manicis.

64. Item unum mesem (?).

65. Item quatuor graceletz de plata deauratione.

66. Item unum taulerium scaquorum de sipres.

67. Item unum piletum feut.

Salle à manger.

68. In aula, unum scannum operatum ante chimineyriam.

69. Item quosdam landers ferri in chimineyria.

70. Item unum dressatorium.

71. Item unam mensam plicatissam cum suis scannellis.

72. Item duo scanna magna nova.

73. Item unum coffre cum duabus clavaturis in quo sunt candeles cere et plures scripture.

74. Item unum scannum.

Porticus.

75. Item, in porticu, quandam caxiam magnam et infra quam erant bona que sequuntur :

76. Item unum breviarium de usu Romano.

77. Item unum librum debilem ordinarium.

78. Item duas mapas et duas longuerias.

79. Item duos chalones de stamine.

80. Item quosdam baucals, ramatos de Francia.

81. Item alios baucals ramatos de Francia.
82. Item unum pannum de stamine cum ymaginibus.
83. Item unam casulam et unam stolam.
84. Item unum chalonem de sayha ayrlanda crocey coloris.
85. Item alium chalonem stacatum de Francia.
86. Item quoddam baucals cum ymaginibus et [be]stiis.
87. Item quatuor superpellicia.
88. Item unam capam processionalem deauratam, cohoptam cum quodam linteamine novo.
89. Item unum dressatorium novum.
90. Item unum matalassium stacatum.
91. Item unum transversenum
92. Item unam culcitram.
93. Item unum scannum.
94. Item quasdam longerias operatas de cirico.
95. Item quosdam tovalhos operatos de cirico.
96. Item quosdam tovalhos barberii.
97. Item unam cortinam lividi coloris.
98. Item unam vanoam botonatam de opere Chipri.
99. Item unam flassiatam variam de borra.
100. Item unum caulerium de plega (?).
101. Item unam vanoam debilem.
102. Item xxvi linteamina inter bona et debilia.
103. Item v mapas inter bonas et debiles.
104. Item tres longuerias.

Chambre supérieure.

105. Item, in camera superiori, unum supertunicale folratum pannis nigris agnorum de blavo.
106. Item unam barracanam folratam pannis contrafactis.
107. Item unum gardacossium de mesclato rubeo cum pannis cuniculorum.

(Pignora sunt hec, prout scriptum aperuit, cum quibusdam Albaranis.)

108. Item unum gardacossium listatum per..... penno-
rum nigrorum superque..... duo scudati in pignore.

109. Item quasdam..... et duas antorcas cere, ponderan-
tes quelibet sex libras.

110. Item quinque saccos ad tenendum farinam.

111. Item unam romanam cum sua massa ferri.

112. Item duas flessiatas.....

113. Item duas flessiatas varias de borello.

114. Item unam flessiatam pili.....

115. Item unam culcitram petassadam.

116. Item unum matalas petassat.

117. Item duo cohopena debilia panni vermelli.

118. Item unum chalonem de stamine de serguisatz.

119. Item duo baucals varios de serguisatz.

C'hambre neuve.

120. In camera nova, v cortinas stacadas.

121. Item unum cohopenatorium cujusdam panni estacat.

122. Item unam flessiatam albam cum capitibus blave.

123. Item unam culcitram cum suo transverseno.

124. Item unam sellam fusti cum duobus scannis.

125. Item unam culcitram cum suo transverseno.

126. Item unam flessiatam variam.

127. Item unam caxiam.

128. Item unam.....

129. Item unam malam de.....

130. Item quasdam magnas landeyras sive fers.

Cuisine.

131. In coquina, tres payrolas de cupro inter magnas et
parvas.

132. Item unam cassolam de cupro, cum sua tranquada
ad coquendum pisces.
133. Item unum callador de cupro.
134. Item ix pecias sive assoria de stagno.
135. Item unam conquam de cupro.
136. Item quosdam fers sive anders.
137. Item duo veruta.
138. Item tria asteria ferri.
139. Item duas patenas ferri.
140. Item quasdam magnas grasilhas ferri.
141. Item unam rasoyram de piscibus.
142. Item unam.....
143. Item unam jarram terre.
144. Item unum taulerium.
145. Item unum calladorium de mas.
146. Item tres picassas.
147. Item unum pozador aque.
148. Item tres ayssaridas de latone.
149. Item unam ayssaridam de peutre (?).
150. Item iii barras ferri de fenestris.
151. Item unum ferrat.

Bûchers.

152. Item, in introytu hospitii, tres lenhenos magnos
cum quibusdam quantitibus lignorum.
153. Item, in quadam botiga, multam fustam serratam.
154. Item, in carreria, ii fustos magnos de abiete.

Écurie.

155. In stabulo, unum mulum.
156. Item unum ronzinum album.
157. Item unum ronsinum falvel.
158. Item unum ronsinum bac-castanh.

Dépense.

159. In pesthez, tres jarras terre plenas oleo, capientes quelibet unum sextarium vel circa.

160. Item unam archam farineriam cum farina arrahonis et frumenti.

161. Item duas jarras terre vacuas.

162. Item unam saleriam ad tenendum carnes.

163. Item unam barilam ad tenendum sardas.

164. Item tres furchas ferri.

165. Item unam palam.

166. Item unum sacum in quo erat farina.

167. Item v sacos ad tenendum farinam.

168. Item tres furchas fusti.

169. Item unum baut.

Pièce du rez-de-chaussée.

170. Item, in soculo, ii arues.

171. Item iii trumellos.

172. Item iii bastos equitandi.

173. Item tres..... equitandi.

174. Item unam cornut.

175. Item unam bolhidam fusti.

176. Item tres postes ad portandum panem.

Cellier.

177. In cellario, quatuor pipas plenas vino, capientes quelibet unum modium.

178. Item octo pipas vacuas tenentes quelibet circa modium.

179. Item sex alias pipas medii modii et ultra, vacuas.

180. Item tres pipetas parvas ad tenendum assetum.

Greniers.

181. Item, in graneriis, sex sextaria avene vel circa.

182. Item unum sextarium de.....

Chambre.

183. In alia camera, ii flessiatis albas, unum matalas, ii culcitras, unum chalonem, tres coxinos.

184. Item unam flessiatam variam.

185. Item ii petios.....

que omnia fuerunt inventa infra domum dicti domini Jacobi de Broa et scripta in isto presenti inventario, et dictus dominus Rotgerius, exequor prefatus, protestatus tamen fuit quod, si alia plura bona dicti domini Jacobi invenirentur, in isto vel alio inventario apponi faciet et conscribi, de quibus requisivit sibi fieri publicum instrumentum per me notarium infrascriptum.

Acta sunt hec Narbone, in dicto hospicio, in presentia et testimonio domini Johannis Rufli presbiteri beneficiati in ecclesia Narbonensi, Guillermi Oliverii paratoris, Guillermi de Broa, nepotis dicti domini Jacobi, et mei Bernardi Milhacii, notarii infrascripti.

Postque, anno quo supra, die xii junii, dominus Johannes Rufli presbiter, procurator constitutus per venerabilem virum dominum Rotgerium de Montealto, gadiatorem et exequotorem ultimi testamenti domini Jacobi de Broa quondam, ex potestate sibi attributa per dictum dominum Rogerium cum publico instrumento inde facto per me notarium infrascriptum, accessit ad locum de Turbibus, dyocesis Biterrensis et fecit ibi inventarium de bonis que quondam fuerunt dicti domini Jacobi, in modum qui sequitur :

INVENTAIRE DE TOURBES (1).

Cellier.

186. In cellario, primo invenit quatuor vasa vinaria quodlibet vii saumatarum vini puri.

187. Item unum vas vini puri viii saumatarum.

188. Item, in intrata cellarii, a parte sinistra, duo vasa vinaria plena vino puro, quodlibet duorum modiorum.

189. Item iii vasa plena vino puro, quodlibet unius modii et medii.

190. Item tres pipas trium saumatarum.

In loco vocato « Decimaria ».

191. In loco vocato *decimaria*, iii vasa vinaria plena vino puro inter omnia x modiorum vel circa.

192. Item duos bacones et medium carniū salsarum porcorum, quorum unus est leprosus.

193. Item vi sagimina salsi porcorum.

194. Item invenit unum sarcellotium (?) in quo est unus lodex albus lane listis nigris et unum coxinum et unum linteamen bonum lini.

195. Item alium sarcellotium in quo est unus lodex albus pauci valoris et duo linteamina.

196. Item alium sarcellotium in quo est unum barracanum, duo linteamina, una cosena et unum transverse-num.

197. Item tres sarcellos..... et sunt in quolibet duo linteamina et unum coxinum et due flaciate pauci valoris.

198. Item alium sarcellotium cum lodice albo et uno linteamine.

(1) Tourbes est une commune du département de l'Hérault (arr^t de Béziers, cⁿ de Pézénas) où Jacques de Broa avait des biens et peut-être des droits paroissiaux.

199. Item unum lodicem cum uno linteamine.
200. Item x sarcellos pauci valoris in quolibet quorum sunt ii linteamina, una flessiata et unum coxinum.
201. Item unum lodicem listatum listis nigris.
202. Item unum sarcelletum in quo sunt unum transversenum plume et una flassiata barre mesclate et una flassiata pauci valoris et duo linteamina.
203. Item alium sarcelletum in quo sunt duo linteamina, unum transversenum et duo flessiate albe lane.
204. Item tres sarcellos in quolibet quorum sunt duo linteamina et unum coxinum et una flaciata.
205. Item unum sarcellum duorum linteaminum et unius coxini et unius flassiate et unius barrache.
206. Item unum sarcellum in quo sunt duo linteamina et unum coxinum.
207. Item alium sargellum cum duobus linteaminibus et uno barracano cum uno coxino pauci valoris.
208. Item duos sargellos in quolibet quorum sunt una flassiata, duo linteamina et unum coxinum.
209. Item alium sargellum cum lodice et linteamine et uno coxino pauci valoris.
210. Item alium sargellum cum lodice et uno borassio et uno coxino cum duobus linteaminibus pauci valoris.
211. Item duos sargellos in quolibet quorum sunt una flassiata, duo linteamina et unum coxinum.
212. Item alium sargellum cum lodice et linteamine et uno coxino pauci valoris.
213. Item alium sargellum cum duobus linteaminibus, uno lodice et uno coxino pauci valoris.
214. Item alium sargellum cum lodice et duobus linteaminibus.
215. Item unum linteamen cum uno lodice.
216. Item unam cossenam et unum transversenum pauci valoris cum lodice.
217. Item unam flassiatam et unum linteamen pauci valoris.

218. Item unum lodicem listatum coloris daramat et lividi coloris.

219. Item unum laudicem listatum borre.

220. Item unum barracanum.

221. Item duo linteamina panni lini.

222. Item unam cossenam cum uno transverseno bono.

223. Item unum transversenum pauci valoris.

224. Item duo linteamina panni lini.

225. Item unum lodicem album.

Greniers.

226. In camera granerii, item invenit in intrata dicti granerii, a parte sinistra, unum granerium plenum frumento vocato *tosella*.

227. Item in sequenti granerio nichil est.

228. Item in sequenti granerio quod affrontat in camera majori, est aliqua quantitas arrahonis tantum quantum durat infra..... unius furche fusti.

229. Item, in intrata a parte dextra, est unum granerium plenum ordey.

230. Item est aliud granerium, quod est secundarium, a parte dextra, plenum arrahonis.

231. Item aliud granerium quod est tertium, a parte dextra, plenum arrahonis.

232. Item sunt in camera dicti granerii duo saqui milii vel circa.

233. Item unum saccinum..... in quo sunt circa ii sestaria et eyminam vel circa.

234. Item unum saccum de sivada vel circa.

235. Item unam eyminam fusti.

236. Item circa unam eyminam amigdalarum que sunt in una banasta.

237. Item unam jarram terre.

Grande chambre.

In camera majori versus iter de Pezenatz.

238. Item unam jarram magnam plenam oleo.

239. Item aliam jarram albam plenam oleo.

240. Item in alia jarra alba est quasi unum..... olei.

241. Item unam techam sine scanellis de noguerio.

242. Item aliam caxiam cum pedibus de noguerio.

243. Item quatuor dolia terre quasi integra.

244. Item quatuor capita tortitium quodlibet canne
unius palmi et medii.

245. Item quatuor cossenae et duo transversenae valde
parvae.

246. Item duo linteamina.

247. Item unum lodicem album.

248. Item unum cohoptorium lividi coloris.

249. Item unum cohoptorium de sindone in una
parte.

250. Item, in uno sargello, duo linteamina et unam flas-
siatam.

251. Item, in una banasta virge, sunt quinque linte-
amina et due mape.

252. Item unam mensuram fusti vocatam *carcoyre*.

253. Item unam palam fusti.

254. Item duo linteamina.

255. Item unum baucal listatum pauci valoris.

256. Item quoddam hostiers ferri.

257. Item unam semalem pauci valoris.

258. Item unam postem fusti ad opus portandi panem
ad furnum.

259. Item unam cellam sedendi.

Acta sunt hec in loco de Torbesio et ad hoc fuerunt pre-
sentes et testes dominus Franciscus Falguerii presbiter

dicti castri, Petrus Curancii, Bernardus Alsas, dicti castri laborator, Paulus Vasconis, Guillelmus Raymundi de Lesinhano, Amalricus Fenassa, Arnaudus Bremundi de Narbona et Bernardus Cestela, clericus juratus qui hec recepit vice et nomine mei, notarii infrascripti, anno Domini M^oCCC^oXV^oVIII^o, domino Philippo, Dei gratia rege Francie regnante, videlicet die tertia mensis junii.

VENTE AUX ENCHÈRES

Et aliis diebus subsequentibus fuit factum inquantum seu fuerunt vendita bona dicti domini Jacobi de Broa ad inquantum publicum per Bartholomeum Varigas, preconem publicum ville Narbone, de mandato ac voluntate dicti domini Rogerii de Montealto, exequitoris prefati, personis infrascriptis tanquam plus offerentibus, prout in talibus est fieri consuetum.

1'. Et primo fuit vendita quedam culcitra domino Johanni Ruffi presbitero, pro precio L sol. tur.

2'. Item Bernardo Ysarni peyssonerio fuit vendita quedam culcitra cum suo transverseno, precio LXII sol. tur.

3'. Item Raymundo Martini macellatori fuit vendita quedam culcitra magna cum suo transverseno, precio XXVI sol. VI den.

4'. Item domino Johanni Ruffi presbitero fuit venditum quoddam matalassium, precio XVIII sol. tur.

5'. Item domino Raymundo Boscaruti, beneficiato in ecclesia S. Pauli, fuit vendita quedam culcitra cum suo transverseno, precio XXXV sol. tur.

6'. Item Bartholomeo Johannis inquantatori fuit vendita quedam culcitra cum suo transverseno, precio VIII sol. [et IX den.] (1) et VI den. tur.

7'. Item magistro Anthonio Foraville fusterio fuit venditum quoddam matalassium, precio XXXI sol. VI den.

(1) Les mots entre crochets ont été ajoutés par le copiste.

8'. Item domino Raymundo Boscaruti [fuit venditum] unum matalassium, precio vi sol. tur.

9'. Item magistro Raymundo de Donis paratori fuit vendita quedam flessiata, precio xviii sol. tur.

10'. Item magistro Bernardo Milhacii notario fuit venditum quoddam chalonum, precio vii sol. vi den. tur.

11'. Item Jacobo Terras [soni] fusterio fuit vendita quedam lodex, precio xxxii sol.

12'. Item domino Johanni Ruffi presbitero fuit vendita quedam flessiata, precio xxvii sol.

13'. Item magistro Bernardo Milhacii notario fuit vendita una flessiata, precio xxx sol. tur.

14'. Item Bernardo Meric sartori fuit vendita quedam culcitra, precio xi sol.

15'. Item Raymundo Fromici sartori fuit venditum unum matalacium, precio ix sol. ii den.

16'. Item Berengario Fraxini fuit venditum unum chalonum, precio ix sol.

17'. Item Bernardo de Donis paratori fuit venditum unum chalonum, precio ix sol. ii den.

18'. Item Guillermo Corbarie fuit vendita una flessiata, precio xi sol. iii den.

19'. Item Bernardo de Donis paratori fuit vendita quedam flessiata, precio xiii sol.

20'. Item Johanni Catalani juperio fuit vendita una flessiata, precio xxv sol.

21'. Item domino Johanni Ruffi presbitero fuit vendita una flessiata, precio xi sol.

22'. Item Raymundo de Dorna fuit vendita quedam flessiata, precio xxxiii sol.

23'. Item Anthonio Foraville fuit venditum unum chalonum, precio xii sol. i den.

24'. Item eodem (*sic*) Anthonio Foraville fuit venditum alium chalonum, precio vi sol. i den.

25'. Item domino Raymundo Boscaruti presbitero fuit venditum unum chalonum, precio v sol. ii den.

26'. Item Bernardo Capellerii faysserio fuit vendita quedam flassiata, precio ii sol. vii den.

27'. Item Arnaudo Martini macellatori fuit vendita quedam flassiata, precio v sol.

28'. Item eidem Arnaudo Martini fuit venditum quoddam chalonum, precio iv sol. ii den.

29'. Item Jacobo Terrassoni fuit venditum unum chalonum, precio v sol. i den.

30'. Item Guirauda Ayraudi fuit venditum ūnum chalonum, precio xxii den.

31'. Item domino Johanni Ruffi fuit vendita una colga fusti, precio vii sol. vi den.

32'. Item Raymundo Gitberti fuit vendita quedam teca, precio iii sol. i den.

33'. Item domino Bartholomeo Serla fuit vendita una teca, precio vii sol.

34'. Item Guillermo Bolonati clerico fuit vendita quedam mensa, precio iii sol. x den.

35' Item Bartholomeo Serla fuit vendita una lagena, precio ii sol. i den.

36'. Item domino Raymundo Boscaruti fuit venditum unum scannum, precio ii sol. ii den.

37'. Item Guillermo Ausoni ii sol. ii den. (1)

38'. Item Bernardo Raynaudi carabasserio fuit venditus unus foguiers (?), precio v sol.

39'. Item Guillermo de Rayssaco fuit venditum unum candelabrum, precio xxi den.

40'. Item domino Raymundo Boscaruti fuit venditum unum scannum, precio ii sol. ii den.

41'. Item Raymundo Catalani corderio fuit venditum unum scannum, precio ii sol. iii den.

42'. Item Bartholomeo Vasegie fuit venditum unum matalassium, precio xx den.

(1) On a oublié d'indiquer l'objet vendu à ce prix.

43'. Item Guillermo Bolonati clerico fuit venditum quoddam scannum, precio xii den.

44'. Item Berengario Ferrals fuit vendita quedam olla, precio xii den.

45'. Item domino Johanni Ruffi fuit vendita aliqua fusta, precio xx den.

46'. Item domino Raymundo Boscaruti fuit venditum unum morterium, precio ii sol. vi den.

47'. Item Bernardo Capellerii faysserio fuit venditum unum morterium, precio ix den.

48'. Item Raymundo Catalani corderio fuit vendita quedam panna, precio ii sol. x den.

49'. Item magistro Johanni Alauroni notario fuit vendita quedam cassa (2) precio vi sol. vi den.

(2) Ces deux mots ont été mis à la place de deux mots grattés.

50'. Item domino Raymundo Boscaruti fuerunt vendite duo cassole et una cassia ferri et quasdam grasilhos (*sic*), precio iii sol. ix den.

51'. Item domino Bernardo Furnerii fuerunt vendite ii bassine de latone, precio xxxviii sol.

52'. Item Guillermo Vitalis mercatori fuerunt vendite ii scalfados aque, precio xvi sol. tur.

53'. Item domino Raymundo Boscaruti fuit vendita quedam conqua erea, precio xxxiii sol.

54'. Item Bernardo de Donis fuit vendita una payrola, precio x sol.

55'. Item eidem Bernardo fuit vendita alia payrola, precio v sol.

56'. Item domino Raymundo Sicardi fuit vendita quedam expletta, precio xv sol.

57'. Item Raymundo Catalani corderio fuit vendita quedam cassa, precio ii sol. i den.

58'. Item Guillermo Vitalis mercatori fuit venditum unum pozador aque, precio iii sol.

59'. Item domino Raymundo Sicardi fuit vendita aliqua frasca coquine, precio vi sol.

60'. Item domino Bernardo Furnerii fuerunt venditi.....
precio x sol.

61'. Item domino Rotgerio de Montealto fuerunt vendite
duo picasse, precio iv sol. ii den.

62'. Item domino Bernardo Furnerii fuerunt vendite
quedam cortine lecti, precio ciii sol. tur.

63'. Item domino Guillermo Vitalis et domino Rogerio
de Montealto fuerunt venditi xii carrels, precio xxxiii sol.
tur.

64'. Item domino Raymundo Sicardi fuit vendita quedam
cortina, precio vii sol. i den.

65'. Item domino Bernardo Furnerii fuit venditum quod-
dam scannum cum cleda, precio xl sol.

66'. Item magistro Stephano de Campis fuerunt venditi
quosdam (*sic*) anders ferri, precio xxviii sol.

67'. Item domino Rotgerio de Montealto fuerunt venditi
quidam fers, precio xxxiv sol.

68'. Item domino Raymundo Sicardi fuit venditum unum
baucal, precio vi sol. iii den.

69'. Item domino Bernardo Furnerii fuit venditum aliud
baucal, precio vii sol.

70'. Item Guillermo Pontii Raymundi fuit venditus qui-
dam ensis, precio x sol. ii den.

71'. Item domino Raymundo Sicardi fuerunt vendite
quedam cirothece de malha sive plata, precio ix sol.

72'. Item domino Raymundo Sicardi fuerunt vendite
alie cirothece, precio vi sol.

73'. Item domino Rogerio de Montealto fuit venditus
quidam pannus de paramento, precio lvi sol.

74'. Item domino Rogerio de Montealto fuerunt venditi
unum par linteaminum, precio li sol.

75'. Item domino Rogerio de Montealto fuerunt venditi
unum par linteaminum, precio xlvi sol.

76'. Item domino Bernardo Furnerii fuerunt vendita
iii baucalia, precio xxv sol.

77'. Item domino Bernardo Furnerii fuit vendita quedam cohopenura lecti, precio xxxii sol.

78'. Item Guillermo Raymundi Poncii macellatori fuit vendita quedam vanoa, precio xxxvi sol. vi den.

79'. Item domino Raymundo Furnerii fuit venditum unum chalonum, precio xx sol. tur.

80'. Item domino Johanni Ruffi fuit venditum unum chalonum; precio xii sol.

81'. Item Guillermo Poncii Raymundi fuit venditum unum chalonum, precio vii sol.

82'. Item domino Johanni Ruffi fuerunt vendita duo linteamina, precio xxiv sol.

83'. Item Guillermo Poncii Raymundi fuit venditum *(sic)* duo linteamina, precio xxiv sol.

84'. Item domino Johanni Ruffi fuerunt venditi *(sic)* duo linteamina, precio xx sol.

85'. Item domino Raymundo Sicardi fuerunt venditi duo linteamina, precio xiv sol.

86'. Item domino Rogerio de Montealto fuerunt venditi duo linteamina, precio xviii sol.

87'. Item domino Bernardo Furnerii fuerunt vendite quedam longuerie ad tenendum species, precio xxiii sol.

88'. Item domino Bernardo Furnerii fuerunt vendite quedam longerie ad tenendum species, precio vii sol.

89'. Item domino Bernardo Furnerii fuerunt vendite quedam mape, precio xvi sol.

90'. Item domino Rogerio de Montealto fuerunt vendite quasdam mapas *(sic)*, precio xvi sol. vi den.

91'. Item domino Bernardo Furnerii fuit vendita quedam mapa, precio xi sol. vi den.

92'. Item domino Rogerio de Montealto fuerunt vendite quedam longerie, precio x sol.

93'. Item Raymundo de Donis fuerunt vendite quedam longerie, precio iii sol. iv den.

94'. Item Guirauda Maynart fuit vendita quedam mapa, precio ii sol. vi den.

95'. Item Bernardo de Donis fuerunt vendite quedam longerie, precio ii sol. ii den.

96'. Item domino Bernardo Furnerii fuit vendita quedam mapa, precio vi sol. vi den.

97'. Item domino Raymundo Boscaruti fuit vendita quedam cella, precio ii sol.

98'. Item Amalrico qui moratur in hospicio, fuit venditum unum linteamen, precio xiv den.

99'. Item domino Raymundo Sicardi fuit venditum unum dressatorium, precio iii sol. vii den.

100'. Item domino Rogerio de Montealto fuit venditum quoddam taulerium cum vi postibus, precio x sol.

101'. Item domino Rogerio de Montealto fuit vendita quedam theca, precio xli sol.

102'. Item Guillermo Ausoni fuerunt vendita duo linteamina, precio vii sol.

103'. Item domino Bernardo Furnerii fuerunt venditi duo barrali, precio iii sol.

104'. Item domino Bernardo Furnerii fuit vendita quedam furca, precio xii den.

105'. Item domino Bernardo Furnerii fuit venditus quidam..... precio v sol.

Acta sunt hec ante januam dicti domini Jacobi de Broa, in presentia et testimonio Guillermi Aussoni scutiferi, Guillermi Bolonati, domini Johannis Ruffi predicti, beneficiati in ecclesia Narbone, et plurium aliorum, et mei, Bernardi Milhacii de Narbona, publici domini nostri Francie regis notarii, qui de premissis omnibus instrumentum in nota requisitus recepi.

COMMISSION APOSTOLIQUE

Postque, anno et regnante quibus supra, videlicet die vi^a julii, venerabilis vir dominus Eustachius Picis, commissarius datus a sede apostolica ad recipiendum bona

domini Jacobi de Broa auctoritate apostolica, existens ante presentiam venerabilis viri domini Rotgerii de Montealto, exequitoris predicti, jacentis in lecto infirmi, presentavit eidem domino Rotgerio quasdam litteras Sanctissimi in Christo patris, domini Clementis, divina providentia pape vii, ejus vera bulla plumbea in filo canapis, more Romane curie bullatas, ut prima facie apparebat, quas eidem ostendit et quarum tenor talis est :

« Clemens episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis Eustachio Picis Biterrensis et Aimerico Charrieyras S. Gaugerici de Haltra(1), Cameracensis diocesis, ecclesiarum canonicis, salutem et apostolicam benedictionem. Dudum dispositionem bonorum mobilium necnon et debitorum et creditorum quondam..... monasterii S. Jacobi, ordinis S. Augustini, et Andree Fredoli, secularis ecclesie S. Affrodisii Biterrensis abbatum, ac Jacobi de Broa, archidiaconi Lunathensis in ecclesia Biterrensi, que habebant vel ad eos pertinebant, tempore mortis eorum, nobis duximus reservandam, et deinde quondam Bernardo Raymundi, elemosinario dicte ecclesie Biterrensi, tunc in humanis agenti, et quibusdam aliis suis in hac parte collegis dedimus in mandatis ut ipsi bona, debita et credita hujusmodi, per quascunque detinerentur aut deberentur personas, petere, exigere ac recipere cum integritate curarent, prout in diversis nostris inde confectis litteris plenius continetur. Cum itaque predictus elemosinarius, in hujusmodi negotio, prout ex forma predictarum litterarum poterat, solus procedens, nonnulla de bonis hujusmodi receperit et contra detentores bonorum et creditorum aliorum predictorum certos processus etiam inchoaverit, quos morte preventus, complere nequivit, nos volentes super hiis de opportuno remedio providere, discretioni vestre per apostolica scripta committimus et mandamus quatenus vos vel alter

(1) Dans l'inventaire de Fredoli la bulle pontificale porte in *Alsira*.

vestrum, per vos vel alium seu alios, bona huiusmodi per eundem elemosinarium recepta, petere, exigere ac recipere integre et nichilominus omnia et singula contenta in eisdem litteris elemosinario et collegis predictis, ut prefertur, directis, ac si vobis nominatim directe fuissent, exequi procuretis. Contradictores. — Non obstantibus. — Volumus autem quod eos a quibus receperitis bona, debita et credita supradicta, possitis absolvere plenius et quitare de eis que receperitis ab eisdem. Datum Avinione, xii kalendas julii, pontificatus nostri anno septimo. »

requirens eundem dominum Rogerium, vigore dictarum litterarum, quatinus bona omnia dicti domini Jacobi de Broa eidem domino commissario reddat et restituat et sibi revelet. Et dictus dominus Rogerius obtulit se fore paratum contenta in dictis litteris apostolicis adimplere; tamen, quia, infirmitate sui corporis detentus, non potest, ut dixit, dicta bona que penes se habet, realiter tradere, deputavit venerabilem virum dominum Bernardum Fornerii, succentorem et canonicum ecclesie Narbonensis, qui bona que penes se dictus dominus Rogerius habet, que erant dicti domini Jacobi de Broa, quondam restituat eidem commissario memorato. Et ibidem dictus dominus Bernardus Fornerii, vigore dictarum litterarum et ex voluntate dicti domini Rotgerii de Montealto realiter tradidit et restituit eidem domino Eustachio Piscis unum coffrum in quo erant bona que sequuntur, videlicet :

260. duas cupas longas cum suis copertoriis de auro et argento esmaudatas.

261. ii mediocris forme.

262. Item sex catinos argenti.

263. Item xiv tassias argenti planas, de quibus una fuit restituta heredibus magistri Raymundi Gayraudi jurisperiti, quia erat sua, ut dicitur.

264. Item v tassias argenti operatas deauratas.

265. Item plus xii cloquearia sine estug.

266. Item ii potos argenti ad tenendum vinum.

267. Item ii ayssiratas argenti ad tenendum aquam.

268. Item unam cupam argenti deauratam cum esmaudo, de cugno majoricarum.

269. Item aliam cupam parvam operatam intus et extra.

270. Item unam bursam deauratam de auro et sirico, infra quam erat unum sigillum longum argenti cum eïmprempta.

271. Item unum cordonem de sirico cum vii anulis de auro et argento et ii anulis de latone cum lapidibus.

272. Item unum tiretum cum perlis (1).

Item voluit dictus dominus Rogerius quod quedam bona sive res que et quos emerat idem dominus Rogerius de inquantu dicti domini Jacobi, prout supra continetur, restituantur dicto domino Eustachio pro revendendo easdem, si voluerit, de quibus omnibus et singulis supradictis idem dominus Rogerius requisivit sibi fieri publicum instrumentum per me notarium infrascriptum.

Acta sunt hec in domo dicti domini Rogerii, in presentia et testimonio Petri Limoges bayssatoris pannorum Narbone, Raymundi Novelli clerici, Guillermi Aussoni, scutiferi dicti domini Rogerii, et mei, Bernardi Millassii de Narbona, publici domini nostri Francie regis notarii, qui de premissis omnibus instrumentum in nota requisitus recepi; sed, vice mea et mandato, Raymundus Paschalis clericus hec omnia in hiis duabus petiis pergameni simul cum..... conjunctis, quorum primum incipit in ultima linea a principio computanda, *ata*, et finit in eadem *Berengario*, secundum vero, quod est presens pargame-

(1) Cette liste des nos 260 à 272 paraît n'être que la répétition des premiers numéros de l'inventaire.

num, incipit in prima linea *Fraxini* et finit in eadem *solidorum*, scripsit.

Omissions du copiste.

273. Item unum pannum..... laneum minutum, super quo dicebantur esse duo scudati in pignore.

106'. Item Guillermo Vitalis de Castris II bassinas, precio XLVI sol.

Et ego idem Bernardus Millassii, notarius memoratus hic me subscribo et signum meum consuetum hic appono.

(Signe du notaire.)

DEUXIÈME PARTIE

Anno nativitatis Christi millesimo trescentesimo quadagesimo octavo, scilicet die secunda mensis julii, domino Philippo, rege Francorum, regnante, noscant omnes quod, receptis quibusdam litteris sanctissimi in Christo patris domini Clementis, divina providentia pape sexti, per venerabilem et circumspectum virum dominum Eustachium Pichis, licenciatum in legibus canonicumque cathedralis ecclesie sanctorum Nazarii et Celsi Biterris et commissarium ad infrascripta, una cum quibusdam aliis auctoritate apostolica destinatum, ut in predictis litteris inferius insertis lacius continetur, dixit et asseruit se invenisse de bonis que condam fuerunt domini Jacobi de Broa, condam canonici Biterrensis, et habebat et possidebat Narbone, dum vitam ducebat in humanis :

HOTEL DE BROA A NARBONNE.

Et primo, existens infra hospicium in quo dictus dominus Jacobus de Broa, tempore vite sue, habitabat, dixit, in presentia mei notarii et testium infrascriptorum se invenisse hec que secuntur :

274. primo, librum decretalium qui incipit in secundo folio *absque* et finit in eodem *re* ; item in penultimo folio incipit *ante* et finit in e[od]em *interpretatione*.

275. Item unum librum vocatum *Decretales* qui incipit

in textu *continentes* et finit in eodem *omnia*, et incipit in penultimo folio *lampadas* et finit in eodem *compellatur*.

276. Item unum librum de cantu qui incipit in secundo folio *secula* et finit in eodem *sepultus est*; incipit in penultimo folio *sancto* et finit in eodem *Dei*.

277. Item unum alium librum vocatum *Summa*..... qui incipit in secundo folio *agant* et finit in eodem *monasterii*, et incipit in penultimo folio *que* et finit *ad*.

278. Item unum librum vocatum *Summa Johannis de Deo*.

279. Item unum librum vocatum *Instituta* qui incipit [in secundo folio] *vel*, finit [in eodem] *libertate*; item in penultimo folio incipit *tam* et finit *como*.

280. Item unum librum qui incipit *Ars notarii*.

281. Item unam Summam parvam super concordantia glozarum.

282. Item unum alium librum rubricatum *Sancti Spiritus*.

283. Item unum librum..... et incipit in secundo folio *tuendi*.

284. Item unum volumen qui incipit in textu in secundo folio *proprium* et finit in eodem *liberi*, et incipit in penultimo folio *Investitu*.

285. Item unum breviarium qui incipit in secundo folio post calendarium *termino* et finit in eodem.....

286. Item unum modicum librum qui incipit *In nomine*.

287. Item unum textum Bonifacii.

288. Item duos modicos libros.

289. Item unum gardacorcium et tunicam et mantam et capucium folratum de panno vermeli.

290. Item unam cotardiam cum mantica et capucio folratam cum pellibus nigris.

291. Item unam mantam et tunicam folratam de cendato.

292. Item quatuor suppellicia.

293. Item gannacham de panno mesclato.

294. Item duas jupas folratas de cendato.

- 295. Item duas almussias.
- 296. Item duo linteamina.
- 297. Item unam lanceam.
- 298. Item duos coffros cum quibusdam scripturis.
- 299. Item unam candelariam.
- 300. Item duas thecas in quibus sunt alique scripture.
- 301. Item scudum modici valoris.
- 302. Item duos capellos de feltro.
- 303. Item unam caxiam magnam.
- 304. Item tres gladios in una vagina.
- 305. Item unam cotardiam cum manta et capucio panni mesclati, folratam pannis agnorum nigrorum.
- 306. Item unum gardacorcium panni vermelli mesclati cum quadam capa listrata.
- 307. Item unum gardacorcium de livido.
- 308. Item unum pannum crudum album sex cannarum.
- 309. Item unum sacum, unam jupam, unam folraturam de vairs capucii modici valoris.
- 310. Item quedam ferramenta cum quibusdam scutellis fusti.
- 311. Item unam romanam cum massa.
- 312. Item [quasdam] (1) platas modici valoris.
- 313. Item duos sacos cum una carteria pizorum alborum.
- 314. Item duos coffros parvos modici valoris.
- 315. Item unam caxiam parvam modici valoris.
- 316. Item duos sacos plume modici valoris.
- 317. Item duos astes ferri cum quadam expletta quoque modici valoris.
- 318. Item unam escalam fusti.
- 319. Item quandam..... de fusta.
- 320. Item unam caxiam fusti.
- 321. Item unam tinam.

(1) Ce mot a été ajouté au bas du document auquel un signe renvoie le lecteur.

Dépense.

322. Item, in penore, sexdecim pecias tam botarum quam piparum quarum in duabus erat vinum.

323. Item unam farineriam cum quadam quantitate farine.

324. Item tres jarras repletas olei.

325. Item tres jarras in quibus non est oleum.

326. Item duo sextaria salis.

327. Item quedam expleta modici valoris.

328. Item unam magidem modici valoris.

329. Item unam cornudam modici valoris.

330. Item unam escalam modici valoris.

331. Item unum tripedem ferri.

332. Item tres furcas fusti.

333. Item duos ranemmos (?) modici precii sive modici valoris.

334. Item Digestum vetus; et incipit in secundo folio in textu *Invo.* et finit in eodem *sex*; et incipit in penultimo *mandante* et finit in eodem *est*.

335. Item unum codicem; et incipit in secundo folio in textu *habent* et finit in eodem *destinandum*; et incipit in penultimo *cultum* et finit in eodem *de*.

336. Item invenit quasdam Decretales; et incipiunt in secundo folio *Christi* et finiunt in eodem *ex parte*; et incipiunt in penultimo *neque* et finiunt *deliberatione*.

Acta fuerunt hec in dicto loco de Narbona, in presentia et testimonio venerabilis et discreti viri domini Bernardi Fornerii, canonici cathedralis ecclesie S. Justi Narbone; Bertrandi de Cenessa; Bartholomei de Vissipe, cursoris domini nostri pape; Deodati Bofils, diaconi; et mei Guilhelmi Textoris, clerici habitatoris Biterris notarii auctoritate regia infrascripti.

VENTE AUX ENCHÈRES A NARBONNE

Postque, anno quo supra et die secunda mensis julii, dictus dominus Eustacius Piscis, commissarius predictus, auctoritate et vigore commissionis sue predictæ, incantari ac subastari ac etiam vendi fecit res infrascriptas per quendam cantatorem publicum dicti loci de Narbona :

106'. primo, videlicet unam caxiam magnam, precio lxi solidorum, Petro Raymundi de Montepessulo, dicti loci mercatori.

107'. Item unum supellicium, precio vi sol., Johanni de Artissio dicti loci.

108'. Item unum suppellicium, precio v sol., domino Bernardo Fornerii, canonico dictæ ecclesie.

109'. Item unum alium, precio vii sol. et ii den., domino Petro de Issilis, presbitero dicti loci.

110'. Item unum capellum de feltro, precio xviii denariorum et oboli, domino Bernardo Fornerii, canonico predicto.

111'. Item unam cotardiam cum manto et capucio folratam, precio xviii sol., domino Petro de Issilis, presbitero dicti loci.

112'. Item unum gardacorcium velmel cum quadam cappa listrata de livido, precio xii sol., Petro Montisrotundi dicti loci.

113' Item unum pannum crudum album vi cannarum, precio xxvi sol., Guillermo Alamandi dicti loci.

114'. Item unam jupam, unum saccum et folraturam vayram capucii modici valoris, precio xviii den., Johanni Poncii dicti loci.

115'. Item quedam ferramenta cum quibusdam scutellis, precio vii sol. et i den., Guillermo Vitalis, mercatori dicti loci.

116'. Item romanam cum massa, [precio] xi sol. et vi den., Guillermo Vitalis, mercatori dicti loci.

117'. Item quasdam platas modici valoris, precio ix sol., Petro Raymundi de Montepessulo.

118'. Item duos sacos cum una carteria pisorum alborum, precio iii sol. et i den., domino Petro de Issillis dicti loci.

119'. Item duos sacos plume modici valoris Jacobo Terrasse, precio ii sol.

120'. Item duas astes cum quadam expletta coquine, precio vi sol. i den., Guillermo Vitalis dicti loci.

121'. Item unam escalam, precio ii sol. et vi den., domino Bernardo Fornerii dicti loci.

122'. Item omnem fustam que est infra hospicium, precio xx lib. et v sol., magistro Raymundo Vitalis dicti loci.

123'. Item unam caxiam, precio v sol., Arnaudo Raymundi dicti loci.

124'. Item unam magidem, precio ii sol., Arnaudo Raymundi dicti loci.

125'. Item tinam, precio xl sol., Jacobo Terrasso[ni] dicti loci.

126'. Item xvii pecias tam botarum quam aliarum [piparum] penoris, cum vino quod est in duabus botis, precio vi lib. et xii den., Petro Guiberti dicti loci.

127'. Item unam farineriam cum quadam quantitate farine, precio x lib., domino Bernardo Fornerii.

128'. Item tres jarras repletas olei et tres in quibus non est aliquid, cum ii sestariis salis et quedam alia expletta, precio cxii sol., domino Bernardo Fornerii.

129'. Item duas erreis (?) cum quadam cornuda, precio ii sol., magistro Raymundo Vitalis dicti loci.

130'. Item unam escalam, precio xii den., magistro Raymundo Vitalis dicti loci.

131'. Item unum gardacorcium cum tunica et manta

rubea, cum pellibus vairiis, precio viii lib., domino Eustachio Piscis.

132'. Item tres gladios in una vagina, precio ii floren. auri, domino Bernardo Fornerii.

133'. Item unum tripedem ferri Johanni Vitalis, precio xl sol.

de quibus omnibus et singulis supradictus dictus dominus commissarius petiit sibi fieri unum vel plura publica instrumenta per me notarium infrascriptum.

Acta fuerunt hec in dicto loco de Narbona. Horum sunt testes Bertrandus de Cenessa clericus; Bartholomeus de Vissepe, cursor domini nostri pape; Deodatus diaconus, et ego Guillelmus Textoris, clericus habitator Biterris, notarius predictus et infrascriptus.

ENQUÊTE A NOTRE-DAME DES OLIEUX.

Postque, anno quo supra, scilicet die vii^a mensis julii, domino Philippo rege Francorum regnante, noscant quod, cum ad notitiam dicti domini commissarii pervenisset quod, cum dictus dominus Jacobus de Broa condam vitam ducebat in humanis, haberet et possideret quasdam magnas summas pecunie et vaissellam argenti et auri et plurima alia bona ultra illa que idem dominus commissarius invenerat, velletque se de predictis informari ad finem quod posset redargui per cameram seu alios curiales dicte camere domini nostri pape, audivissetque quod soror Algaya, monialis b. Marie *dels Olieus* prope Narbonam, scire debebat de predictis, presertim cum esset neptis dicti domini Jacobi de Broa condam et ipsum servivisset in tota infirmitate sua, idem dominus commissarius una mecum notario et testibus infrascriptis, accessit ad dictum monasterium b. Marie *dels Olieus*; et cum fuit illic, idem commissarius evocari fecit dominam abbatissam

eiusdem monasterii una cum sorore Algaya predicta, et, convocatis existentibus in ecclesia dicti monasterii, idem dominus commissarius predictam Algayam de Volmites(?), auctoritate dicte domine abbatisse, jurare fecit et deponere ut in sua depositione continetur, cujus tenor talis est :

Déposition de sœur Algaya.

« Algaya Adrigauda, monialis monasterii b. Marie *dels Olieus*, testis recepta per modum informacionis, jurataque dicere veritatem et significare dicto domino commissario, dixit et deposuit suo juramento, se tantum scribendo predictis, quod cum dictus dominus Jacobus de Broa, condam avunculus, infirmaretur sive esset infirmus, ipsa loquens serviebat ei in infirmitate, dictus dominus Jacobus tradebat ipsi testi loquenti clavem cujusdam coffri et de dicto coffro ipsa testis loquens, de voluntate dicti domini Jacobi, accipiebat argentum et aurum pro expensis hospicii faciendis.

Interrogata si scit vel dici audivit quod dominus Jacobus de Broa teneret cum aliquo mercatore sive campsores aliquam quantitatem pecunie in Narbona seu alias mercaturas in vita vel morte, dixit se nescire.

Interrogata si dictus dominus Jacobus de Broa, tempore vite sue, habebat vaissellam argenti vel auri cum aliquo mercatore sive campsores Narbone, dixit se nescire.

Item interrogata qui permanebant secum in hospicio dicti domini Jacobi, dum ipse erat infirmus, dixit quod dominus Johannes Ruffi frequentabatur cum dicto domino Jacobo de Broa.

Interrogata si scit vel dici audivit quod dictus dominus Johannes Ruffi habuerit de bonis dicti domini Jacobi de Broa, dixit se nescire.

Interrogata si ipsa testis loquens habuit aliquid de bonis dicti domini Jacobi, dixit quod non.

Interrogata si ducta, instructa vel inducta [est] vel alias subornata ab aliquo ut sic deponeret in predictis, dixit quod non, nisi prout veritas rei sic se haberet, ut dixit. Et nichil plus pertinens se scire dixit preterquam supra dixit et deposuit.

Hæc depositio scripta fuit in dicto monasterio b. Marie *dels Olieus*, in presentia et testimonio venerabilis viri domini Bernardi Fornerii, succentoris ecclesie S. Justi Narbonensis; Bartholomei de Vispe, cursoris domini nostri pape; Bertrandi de Cenessa clerici, et mei, Guillelmi Textoris clerici habitatoris Biterris, notarii infrascripti.

DÉPOSITION DE JEAN RUFFI.

Postque, anuo quo supra, scilicet die octava mensis julii, domino Philippo rege Francorum regnante, noscant omnes quod dominus Johannes Ruffi presbiter, in presentia mei notarii et testium infrascriptorum, de et super perventu et significato dicto domino commissario, deposuit in modum qui sequitur infrascriptum, cujus quidem depositionis tenor talis est :

« Dominus Johannes Ruffi presbiter, testis receptus per modum informationis dicere veritatem juratusque de et super perventu et significato dicto domino commissario, dixit interrogatus se ignorare de debitis, mercatura, pecuniis, vayssellis, preterquam de pecunia contenta in quadam papiri cedula scripta quam in sua depositione inseri voluit et mandavit, cujus quidem tenor cedulae talis est :

Compte des funérailles et de la succession de Jacques de Broa, présenté par Jean Ruffi.

« Recepi per manus domini Guillelmi Vitalis, nepotis domini Jacobi de Broa, condam canonici ecclesie Narbo-

nensis, die qua dictus dominus Jacobus de Broa decessit, quatuor viginti florenos pro funerariis faciendis.

« Item in crastinum, pro traditione corporis ecclesiastice sepulture, LIII florenos et XXII scudatos, per manus ejusdem, in vestiario dicte ecclesie Narbonensis et in presentia dominorum (?), de quibus expendi ut sequitur :

« In primis, tradidi, de mandato dicti Guillelmi Vitalis, sorori Algaye, II florenos.

« Item solvi pro IX cannis brunete nigre, precio canne XX sol., [et] pro IV cannis et media ejusdem coloris, precio canne XX sol., XV lib., VI sol. in XVIII florenos, computatis pro quolibet XVII sol.

« Item pro XXX antorticiis ponderantibus LXXV libris, precio pro qualibet libra II sol., et XII libris candelarum cere, pro qualibet libra III sol., V den., IX libras, XII solidos in XI florenis et IV solidis in moneta minuta, computando floreno pro XVII solidis.

« Item solvi pro piscibus, nocte in cena qua decessit dictus dominus Jacobus, XXII sol. VI den.

« Item pro candelis cepi IV sol.

« Item dedi duobus capellanis qui paraverunt et induerunt corpus vestimentis sacerdotalibus et custodierunt totam noctem dictum corpus, cuilibet unum escutum, valent II scutos.

« Item solvi peyreriis et duobus qui juvaverunt (*sic*) eos pro sepultura facienda, VII florenos.

« Item solvi pro hominibus qui portaverunt corpus II scutos.

« Item solvi domino Raymundo Sicardi pro legato facto beneficiatis XXX lib. in XXXI florenis, computato floreno XVII sol. et IV scudatos, pro quolibet XXII sol.

« Item pro calce X sol.

« Item pro incenso VI sol.

« Item pro oblationibus et elemosinis factis die sepulture sue IV lib.

- « Item pro gaiis (*sic*) et sotularibus albis iv sol.
- « Item pro carnibus die obitus sui xl sol.
- « Item pro coctu panis vi sol. vi den.
- « Item solvi quinque sartoribus qui fecerunt raubas nigras per totam noctem iv scutos.
- « Item solvi pro cambio florenorum in minuta moneta vi sol.
- « Item solvi pro loguerio vitri et fuste die obitus sui ii sol. et viii den.
- « Item pro iv amforibus..... vitri et xii paropsidis et xii ciffis vi sol. et viii den.
- « Item solvi pro panno auri et vestimentis sacerdotalibus custodibus sacrarii xxx flor.
- « Item solvi domino Raymundo Sicardi pro lecto v libras in iii scutis et ii flor.
- « Item solvi eidem pro chopertorio xv lib. in vi scudatis et xi floren. et iii sol. in moneta minuta.
- « Item solvi magistro Bernardo Milhacii i flor. die dominica pro carnibus, iv sol, die lune Rogationum pro piscibus, xx den. die martis pro piscibus, ii sol., et ii den. die mercurii pro piscibus,
 - « item pro coctu panis ii sol.,
 - « item pro bugada iii sol. et ii den.,
 - « die jovis Ascensionis pro carnibus iii sol. et vi den.,
 - « die veneris pro piscibus xx den.
- « Item solvi pro vi antorticiis ponderantibus xvii libr. et mediam, precio pro qualibet libra ii sol., et iii libris candelarum cere, pro qualibet iii sol. vi den., xlv sol. et vi den.,
- « item pro oblationibus et elemosinis factis die novene l sol.
- « Item dedi..... v sol. die sabati qua fuit facta novena, pro piscibus vi sol.
- « Item solvi duobus hominibus qui custodierunt animalia per viii dies xxiv sol.

« Item solvi aliis duobus qui servierunt domino [in] infirmitate sua, cuique unum florenum; valent ii flor.

« Item solvi pro coctu panis iii sol. et vi den.

« Item solvi pro portu ii coffinorum ad domum domini Rotgerii xv den.

« Item solvi pro ferramentis animalium vi sol.; die dominica pro carnibus iii sol. et vi den., die lune pro carnibus iii sol. et vi den.

« Item solvi incantatori unum florenum.

« Item accessi ad ecclesiam de Turnibus (*sic*) pro inventario faciendo de bonis dicti domini Jacobi condam cum notario et duobus animalibus et duobus veyletis, in quo negotio fui et steti per vi dies et in quibus expendi lxix sol.

« Item solvi cuidam veyleto qui clavem cujusdam catene venit quesitum de ecclesia apud Narbona x sol. (1).

« Summa florenorum expensorum : cxiv.

« Summa scudatorum expensorum : xxi scuta.

« Summa expensarum in moneta minuta : xviii libr. xix sol. et iii den. cum obolo. Item lxxix sol. »

Et nichil plus pertinens se scire dixit postquam supra dixit et deposuit; dixit quod non nisi prout veritas rei sic se habet.

Interrogatus si ex dicto suo sperat habere comodum vel incomodum, dixit quod non.

Hec depositio facta fuit in dicto loco de Narbona, in presentia et testimonio Guillermi Ruffi, beneficiati in ecclesia predicta S. Justi Narbonensis; Bertrandi de Cenessa, clerici beneficiati in cathedrali ecclesia Biterris; et mei, Guillermi Textoris, clerici habitatoris Biterris, notarii infra-scripti.

(1) Ces deux derniers mots sont écrits au bas de la page parce qu'ils ont été omis dans le texte.

DÉPOSITION DE GUILLAUME MAUSO.

Postque, anno et die quibus supra, noscant omnes quod Guillelmus Mausos, familiaris dicti domini Jacobi de Broa, in presentia et testimonio mei, notarii, et testium infrascriptorum, testis receptus per modum informacionis juratusque deposuit de et super perventu et significato dicto domino commissario, ut inferius in sua depositione continetur, cujus quidem depositionis tenor talis est :

« Guillelmus Mausos, familiaris dicti domini Jacobi de Broa, condam testis receptus per modum informacionis juratusque dicere veritatem de et super perventu et significato dicto domino commissario, dixit et deposuit interrogatus suo juramento nescire quis habuit pecuniam sive vayssellam dicti domini Jacobi.

Interrogatus si scit vel dici audivit quod aliquis mercator Narbone teneat aliquam quantitatem pecunie seu aliquas mercaturas a dicto domino Jacobo de Broa quondam, dixit quod non quod recordatur.

Interrogatus si scit vel dici audivit quod dominus Johannes Ruffi presbiter habuerit aliquid de bonis predictis dicti domini Jacobi de Broa condam, dixit quod non.

Interrogatus si prece, precio, gratia, odio, amore, timore vel favore alicujus doctus, instructus vel alias subornatus [sit] ab aliquo ut sic deponeret in premissis, dixit quod non, sed pro veritate, ut dixit, veritas rei se habet.

Interrogatus si sperat habere commodum vel incomodum ex dicto seu depositione sua, dixit quod non ; et nichil plus pertinens se scire dixit preterquam supra dixit et deposuit.

Hec depositio scripta fuit in predicto loco de Narbona, in presentia et testimonio Bartholomei de Vissepe, cursoris domini nostri pape ; Bertrandi de Cenessa, beneficiati in ecclesia cathedrali Biterrensi ; et mei, Guillelmi Texto-

ris, clerici habitatoris Biterris, auctoritate regia publici notarii regii predicti, qui de predictis notam recepi et scripsi, sed vice mea, Herbertus Brissaudi, clericus habitator Biterris, hec scripsit. »

Et ego, Guillelmus Textoris, huic presenti instrumento contento in duabus pergameni peciis simul conjunctis et conglutinatis, [me]subscribo et signum meum consuetum, testimonium premissorum, appono.

Constat michi de rasuris superius factis in quibus est scriptum : *incio viginti ser.*

(Signe du notaire.)

NOTICE

Sur la Commission archéologique de Narbonne⁽¹⁾

La Commission archéologique de Narbonne a été fondée par M. Teissier, préfet de l'Aude, en vertu d'un arrêté pris le 31 octobre 1833, à la suite d'un mémoire qui lui fut adressé par une réunion de citoyens de Narbonne ayant pour objet d'obtenir la création d'un musée.

Cet arrêté porte qu'il sera formé à Narbonne « une
« assemblée ayant pour but et pour attribution de recher-
« cher, de conserver et de classer, dans un dépôt public,
« toutes les antiquités relatives à l'histoire du pays et
« de mettre obstacle à l'enlèvement de ces objets, de
« quelque prétexte que l'on colore ces actes de spoliation.

« Les objets recueillis seront déposés dans un musée
« auquel seront adjoints une collection de tableaux et
« une bibliothèque publique.

« Le nombre des membres de cette assemblée sera
« porté à dix, non compris un certain nombre d'agregés
« et de membres correspondants pris dans les cantons de
« l'arrondissement. »

(1) Cette courte notice avait été faite sur la demande du Comité de l'exposition universelle de 1900 (circulaire ministérielle du 24 octobre 1898).

La Commission archéologique a pensé qu'il était bon, dans les circonstances actuelles, de la faire connaître à nos concitoyens par la voie de son *Bulletin*.

Nous croyons utile de transmettre à la postérité les noms de ces dix premiers membres de notre société, de ces dix hommes intelligents et généreux qui, seuls, sans appui, sans ressources, et forts seulement d'un saint dévouement à la cause de l'art, ont, les premiers, rassemblé ces richesses artistiques qui sont aujourd'hui une des gloires de notre cité.

Ce sont : MM. d'Aragon, Barthe, Berthomieu, Cabanel, Caffort, Jalabert, l'abbé Labatut, Lafond, Sernin et Tournal.

Dès leur installation, ces messieurs durent se mettre en quête d'un local et louèrent à l'administration des domaines une partie du palais de l'ancien archevêché (cet édifice étant, à cette époque, propriété nationale); ils occupèrent les deux salles qui forment actuellement les deux premières salles du Musée; la première, dite salle des gardes, fut affectée aux antiquités et aux tableaux; la seconde, à la bibliothèque publique; ils réclamèrent et obtinrent, par leurs instances, la restitution d'objets d'art importants, qui avaient été soustraits de l'ancien archevêché, recueillirent les débris d'architecture et de sculpture qui étaient épars dans la région et ouvrirent une souscription en faveur de l'œuvre nouvelle. Cet appel fut entendu; les listes de souscription se couvrirent de signatures et plusieurs de nos généreux concitoyens nous firent des dons précieux ou prêtèrent, qui des tableaux, qui des livres, constituant ainsi le noyau de nos modestes galeries; les pouvoirs publics vinrent à notre aide et, grâce à ces concours réunis, l'existence du Musée et de la bibliothèque se trouva assurée.

Devant les résultats accomplis, l'organisation première devint insuffisante. Par un arrêté de M. Rouleaux Dugage, préfet de l'Aude, en date du 22 janvier 1840, le nombre des membres de la commission fut porté à vingt-cinq, plus douze membres correspondants pris dans les six cantons de l'arrondissement.

D'un autre côté, la ville ayant acquis la propriété de l'archevêché, put ajouter à nos deux premières salles six galeries nouvelles, promettant à nos richesses un splendide abri. Tel fut le point de départ de ce développement continu qui a placé le Musée de Narbonne au nombre des musées de province les plus importants; de généreux Mécènes répondirent, de tous les points de la France, à l'appel que nous leur avons adressé, et c'est ainsi que les noms d'Aguado, de Demidoff, de Canonge, de Chaber, de Rothschild vinrent se joindre à ceux de nos concitoyens, MM. Barathier, Maurice Peyre, Cartault, Gabriel Bonnel, le président Cauvet, Bousquet, d'Armissan, Hubert et bien d'autres plus modestes, pour contribuer, par leurs dons, à l'accroissement de nos galeries; devant ce combat de générosité, l'État ne resta pas insensible; il nous favorisa de nombreux dons importants, grâce surtout à l'intervention de notre concitoyen, le général Espéronnier, dont notre société ne saurait trop honorer la mémoire.

La bibliothèque publique, qui avait été transportée dans les locaux occupés précédemment par le tribunal civil, augmenta, elle aussi, chaque jour d'importance.

Cette énumération] suffit pour témoigner de l'action qu'avait exercée notre Société, au point de vue de l'art et de l'histoire, dans notre région.

Quant aux travaux archéologiques, qui devaient occuper la première place dans le programme de la Commission, ils se manifestèrent, en dehors du sauvetage qu'elle opéra, des nombreux monuments antiques qui étaient dispersés autour d'elle, par plusieurs fouilles, parmi lesquelles figurent celles des grottes préhistoriques de Bize et de la Crozade; celles qui furent effectuées en 1838 sur l'emplacement de l'amphithéâtre romain et, en 1879, sur celui de l'ancien capitole. La description et le plan de ces dernières fouilles ont été insérés dans le *Bulletin* du Comité des [travaux historiques (année 1884, n° 4). Nous

ne parlerons que pour mémoire de la découverte faite en 1888, de thermes importants, dont la présence nous fut signalée, non loin de l'amphithéâtre romain, mais que les exigences du propriétaire ne nous permirent pas d'explorer comme ils l'auraient mérité; la piscine, seule, fut mise à jour et c'est auprès d'elle que l'on trouva ce fragment de plaque en bronze, dont le monde savant s'est tant occupé et où était inscrite la loi sur les honneurs et les devoirs du flamme augustal de la Narbonnaise.

Mais ce qui s'imposa surtout au zèle et à l'activité de la Commission, ce fut le sauvetage et la conservation des monuments antiques provenant du démantèlement de nos remparts; cette opération, qui dura de 1869 à 1884 et qui valut, en 1874, à notre Société une des trois médailles accordées, par le ministère de l'Instruction publique, aux Sociétés savantes qui avaient rendu le plus de services à l'archéologie, mit en notre possession plus de quinze cents monuments antiques qui, réunis à ceux que nous possédions déjà, constituent un des musées lapidaires les plus importants de France et de l'étranger.

Deux de nos collègues, M. Paul Thiers, puissamment secondé par M. Jules Riols, ont bien voulu accepter la tâche d'approprier à cet effet la vieille église de Lamourguier, récemment classée comme monument historique, que la municipalité narbonnaise a mise à notre disposition.

Il nous serait difficile de dresser la liste des personnes les plus marquantes qui ont aidé au développement de notre Société; presque tous ses membres mériteraient d'y figurer; nous nous bornerons à signaler, parmi les membres disparus, ceux qui lui ont rendu les plus grands services; ce sont pour :

L'Archéologie : MM. Jalabert, Pech, Castanier, Puiggari, Boué;

Les Beaux-arts : MM. Barthe, Delmas, Fil, Cartault;

Les *Lettres* : MM. Figeac, Pailhez, de Martin, Tallavignes, Cartault;

L'*Histoire naturelle* : MM. de Lort de Mialhe, Maugeret, Bousquet.

Mais, au-dessus de tous ces noms qui ont droit à la reconnaissance publique, brille celui de Paul Tournal, qui est à juste titre regardé comme le fondateur du Musée et « lui consacra pendant quarante ans, son temps, son intelligence et ses libéralités, » ainsi que le constate une plaque de marbre que ses collègues ont fait placer au-dessous de son portrait, dans la première salle du Musée.

Plusieurs catalogues du Musée et de la bibliothèque ont été publiés par les membres de la commission : par

MM. Paul Tournal : <i>Musée artistique et archéologique</i>	1847-1864
Eugène Fil : <i>Peinture et céramique</i>	1878
Roussel : <i>Bibliothèque</i>	1867
Tissier : <i>ibid.</i> 2 vol.....	1891

Les suppléments et les catalogues sont en préparation et n'attendent, pour être publiés, que l'aménagement définitif du Musée lapidaire de Lamourguier.

La commission avait compris depuis longtemps que son programme restait incomplet si elle n'arrivait pas à publier ses travaux. Sous l'inspiration de M. le président Cauvet, elle tenta, en 1877, un essai de publication ; cette tentative n'eut pas de lendemain et nous dûmes nous convaincre que notre organisation ne se prêtait pas aux exigences multiples d'une publication régulière. Treize ans plus tard, en 1890, un de nos plus zélés collègues, M. Louis Narbonne, trouva moyen de l'assurer en obtenant l'adjonction à notre Société d'un nombre illimité de *membres libres*, uniquement chargés de pourvoir à l'entretien et à

la rédaction du *Bulletin*. Cette combinaison ingénieuse ouvrit à notre publication une ère nouvelle et elle n'a cessé depuis lors, grâce aux efforts de son créateur, de poursuivre une brillante carrière.

Nous ne terminerons pas cette courte notice sur la commission archéologique de Narbonne, sans résumer les principales richesses dont, partie de rien en 1833, elle a doté, depuis cette époque, la ville de Narbonne.

Archéologie : environ 2200 monuments antiques, inscriptions et pierres sculptées, appartenant, pour la plupart, à l'époque romaine.

Beaux-arts : 380 tableaux, 150 dessins originaux, 120 marbres et ectypes.

Céramique : environ 700 pièces de fabriques diverses.

Bibliothèque : environ 40,000 volumes.

Plus, un nombre considérable d'objets de toute sorte : numismatique, armes, objets de curiosité, etc., dont il serait impossible de donner ici le plus léger aperçu.

Il n'est peut-être pas inutile d'ajouter que pendant les soixante-dix ans qu'a duré leur gestion, les membres de la commission archéologique n'ont retiré d'autre rémunération de leurs services, que la satisfaction d'avoir travaillé au bon renom de leur ville natale, et contribué, par une cotisation volontaire de 20 fr. par an, au développement de ses richesses artistiques.

LES JETONS DE MARIAGE

ET LES

médailles de Nîmes au pied de sanglier

I

Nous nous occuperons aujourd'hui de médailles qui nous éloigneront un peu de nos recherches habituelles car elles n'appartiennent pas à Narbonne ; mais elles ont été émises sur le sol de la Gaule narbonnaise et rentrent, à ce titre, dans le cadre du Bulletin.

On sait qu'il existe des as de Nîmes présentant les types ordinaires mais frappés sur les flans dont le métal offre une saillie ayant la forme d'un pied de sanglier ou de porc. On ignore encore à quel usage ces pièces étaient destinées.

M. A.-C. Goudard, de Manduel, qui malgré la rareté de ces médailles a la bonne fortune d'en posséder plusieurs, a scrupuleusement recueilli tout ce qui a été dit sur leur compte, et après avoir interrogé les conservateurs des principales collections publiques de l'Europe et les numismates les plus éminents, dans le but de connaître leur opinion et de découvrir des exemplaires nouveaux, a

publié successivement, en 1880, 1882 et 1884 les résultats de ses recherches (1). On ne peut se dispenser de recourir à ses savants travaux si l'on veut se mettre au courant de la question. Ses trois notices renferment tout ce qu'il est possible de savoir sur ces étranges monnaies; tous les textes qui les concernent y sont reproduits *in extenso* et toutes les pièces connues y sont décrites de la façon la plus exacte et la plus minutieuse.

M. Léon Lacroix s'est également occupé de ces médailles dans deux lettres adressées à M. A.-C. Goudard qui forment une notice parue en 1885 (2).

Tout ce qui pouvait être dit l'a donc été, et il n'y a peut-être pas un grand intérêt à revenir sur une question épuisée. Elle n'est pourtant pas résolue.

Nous n'avons pas la prétention de la résoudre, mais un rapprochement, que nous allons faire, qui pourra paraître bizarre et étrange au premier abord, nous semble l'éclaircir un peu.

Les pièces au pied de sanglier, malgré leurs types monétaires, sont considérées comme des médailles; on pense généralement que c'étaient des *ex-toto*.

Elles tiennent en quelque sorte le milieu entre la médaille et la monnaie proprement dite.

Ces pièces ont été frappées dans un but religieux; elles ont dû servir à l'acquiescement de quelque offrande apportée primitivement en nature plus tard payée en argent, mais figurée dans une cérémonie quelconque par le don d'une monnaie symbolisant le don primitif et la rappelant par sa forme spéciale. L'idée de représenter sur le numéraire la chose dont il tient lieu est toute naturelle. A l'origine,

(1) *Notice sur les médailles de Nîmes dites Pied de Sanglier*, par A.-C. Goudard, *Supplément et Appendice*, gr. in-8°, Toulouse, Édouard Privat, 1880, 1882 et 1884.

(2) Léon Lacroix, *Les médailles de Nîmes au pied de sanglier*, Agen, 1885.

chez les Romains, les échanges se faisaient avec des troupeaux ; quand le métal les remplaça, les premières monnaies portèrent l'image d'un bœuf. A Nîmes il ne s'agissait que de perpétuer quelque ancienne coutume, on ne pouvait changer le type de la monnaie pour un emploi si restreint, on modifia la forme de quelques as. L'usage de donner en certaines circonstances des pièces frappées dans un but spécial, qui n'étaient pas des monnaies puisqu'elles n'étaient pas destinées à circuler, mais qui se distinguaient des médailles et des jetons par leurs types monétaires, a existé chez bien des peuples ; n'avons-nous pas eu nos deniers de mariage ?

Ce rapprochement, n'est-il pas de nature à nous permettre de préciser un peu plus ? N'est-il pas possible de faire plus qu'un simple rapprochement et de voir une analogie réelle entre ces deux genres de pièces pourtant si différentes, et frappées à tant de siècles d'intervalle pendant lesquels les mœurs, les usages, l'organisation sociale, la religion, tout avait changé ?

Voyons d'abord exactement ce qu'étaient les *deniers pour épouser*, qu'il ne faut pas confondre avec les médailles de mariage encore usitées aujourd'hui, qui sont, cela est certain, un souvenir de l'ancienne coutume, mais qui n'ont plus la même signification et qui sont devenues de simples médailles commémoratives.

Pendant la cérémonie du mariage, d'après les anciens rituels, le fiancé remettait au prêtre en même temps que les anneaux treize deniers que le prêtre bénissait et dont dix lui étaient ordinairement réservés. Le mari remettait alors les trois autres à sa femme. Cette coutume existe encore dans certaines provinces. Mais les deniers sont remplacés par des pièces d'or ou d'argent suivant la fortune des époux. La femme conserve pieusement les trois pièces données par le mari ; elle ne s'en dessaisit sous aucun prétexte et pourrait être réduite à la plus extrême misère qu'elle se garderait bien d'y toucher.

Autrefois, sans doute quand le denier ne fut plus qu'une monnaie de très minime valeur, les treizains, c'est le terme consacré, furent souvent composés de pièces d'or ou d'argent spécialement frappées pour cet usage. Ces *deniers sponsalices*, comme on les appelait alors, nous offrent des types très variés, parfois des sujets relatifs à la cérémonie nuptiale, ou des armoiries, mais fréquemment ils reproduisent des types monétaires. Le plus souvent on se contentait de dorer de véritables monnaies. Les légendes des pièces présentant des dispositions monétaires sont ordinairement DENIER TOURNOIS POUR ÉPOUSER ou simplement DENIER POUR ÉPOUSER. Il en existe qui ne sont frappées que d'un seul côté.

Toutes ces pièces se distinguent nettement des médailles autant par leurs types habituels que par l'usage auquel elles étaient destinées et surtout par sa signification. Mais elles ne pouvaient circuler, ce n'étaient donc pas des monnaies.

N'est-ce pas exactement le cas des as de Nîmes en question. Présentant des empreintes monétaires, seule l'étrange saillie du métal les rendait impropres à la circulation.

Revenons à notre ancienne coutume matrimoniale. Son origine remonte à la plus haute antiquité. Chez une infinité de peuples anciens le mari achetait sa femme. Il en avait été ainsi notamment chez les Hébreux. Il va sans dire que si au début le mariage avait pu donner lieu à un marché ayant quelque réalité, ce marché ne tarda pas à devenir purement fictif et symbolique. Nous retrouvons en effet l'achat symbolisé dans les cérémonies nuptiales d'un grand nombre de peuples, où il est généralement figuré par la remise d'une ou de plusieurs pièces de monnaies, soit pendant la célébration du mariage, soit au moment des fiançailles.

Chez les Israélites, lorsqu'un mariage était décidé, le jeune homme, en présence de deux témoins, offrait à la

jeune fille une pièce d'argent ou un anneau. Au moment du contrat le mari fournissait la dot. Indépendamment d'un certain nombre de pièces d'argent que la loi fixait il ajoutait de son plein gré une autre somme plus ou moins importante pour former un douaire en rapport avec sa propre fortune. Mais l'apport d'un nombre déterminé de pièces d'argent était une prescription légale toujours mentionnée dans le contrat (1).

L'usage de donner une ou plusieurs pièces de monnaie remonte donc aux temps les plus reculés. Les *treizains* et une foule de coutumes analogues usitées au moyen âge n'ont pas d'autre origine. Et si dans certaines provinces ces usages ont persisté plus longtemps ou persistent encore, c'est qu'ils y étaient mieux enracinés et l'on peut affirmer hardiment que les populations de ces pays les avaient pratiqués dans l'antiquité. De là à présumer que ces populations ont pu se servir, dans l'antiquité comme au moyen âge, de pièces de monnaie spéciales, il n'y a qu'un pas, les mêmes causes amenant les mêmes effets.

Chez les Romains dans le mariage par *coemptio*, une des formes les plus usitées, les fiancés accompagnés de leurs parents se rendaient devant le tribunal du prêteur et là, en présence de cinq témoins, échangeaient une pièce de monnaie de valeur minime qui figurait le prix de l'achat réciproque du véritable marché qu'ils concluaient.

Dans une cérémonie chrétienne les deniers de mariage n'avaient plus la même signification, mais on voit que pour retrouver leur origine on n'a que l'embarras du choix.

On pourrait citer beaucoup d'autres usages ayant entièrement perdu leur sens primitif mais remontant aussi à l'antiquité la plus reculée.

(1) Cf. *Dictionnaire de la conversation et de la lecture*, 1^{re} édition, au mot *mariage*.

Si l'on voulait s'en donner la peine on pourrait suivre de siècle en siècle les transformations de la plupart des usages anciens et souvent, dans nos coutumes locales qui nous paraissent parfois si absurdes, on retrouverait le souvenir des choses les plus sacrées de la vie antique. Mais nous n'avons pour le moment qu'à nous occuper des jetons de mariage usités dans les temps modernes et des monnaies de Nîmes au pied de sanglier.

Remarquons d'abord qu'avant de devenir de véritables jetons ou de simples médailles commémoratives les pièces matrimoniales avaient eu une apparence toute nionétaire et qu'antérieurement encore on se servait uniquement de véritables monnaies, dont l'usage d'ailleurs avait subsisté et subsiste encore dans quelques départements.

De bonne heure cependant l'idée de les dorer ou de les marquer d'une façon quelconque était venue. Ces pièces étaient conservées dans la famille non comme de simples souvenirs mais comme de véritables talismans. Mais les Romains étaient plus superstitieux que nous et les mêmes sentiments poussent sans cesse l'humanité à se répéter. Comme nous certainement les Romains devaient religieusement garder la monnaie échangée le jour du mariage. L'échange avait eu lieu il est vrai dans une cérémonie purement civile ; mais ce n'est pas une raison suffisante pour en douter.

L'usage d'ailleurs pouvait ne pas avoir été apporté à Nîmes par la loi romaine. La population indigène avait peut-être pratiqué l'achat symbolique dans la cérémonie nuptiale comme tant d'autres peuples. La coutume pouvait être antérieure à la fondation de la colonie.

A l'époque impériale, si la coutume s'était perpétuée, la grande variété des sujets représentés au revers des pièces permettait d'en choisir qui fussent appropriés à la circonstance. Une foule de divinités qui y paraissent habituellement convenaient à merveille suivant les goûts. Le

besoin de créer des types nouveaux ne pouvait se faire sentir comme dans les temps modernes ; d'ailleurs c'était une vraie monnaie qu'il fallait donner.

A Nîmes, à l'époque des pièces au crocodile, la monnaie échangée était évidemment l'as de la colonie. Le plus souvent on devait se contenter de le choisir neuf et bien frappé.

Mais on trouve parfois des pièces partagées dont il n'est pas facile d'expliquer l'usage, d'une manière absolument satisfaisante.

Dans quel but aurait-on coupé en deux des as ? Il existait des monnaies plus petites. S'il en avait fallu davantage, on en aurait frappé de nouvelles.

N'est-il pas permis de penser que c'est précisément pour la cérémonie du mariage que ces monnaies ont été partagées et que les époux en échangeaient les deux moitiés ?

Admettre que les pièces partagées ont été des monnaies matrimoniales, n'empêche en aucune façon, de considérer les médailles au pied de sanglier comme ayant été affectées au même usage.

De même que dans les temps modernes on s'est servi simultanément de jetons d'or ou d'argent, de pièces frappées avec des coins spéciaux mais ayant une apparence monétaire et de véritables monnaies, de même dans l'antiquité on a pu se servir d'as partagés ou de pièces entières ordinaires ou présentant une particularité quelconque.

Il ne reste donc plus qu'à expliquer quelle pouvait être l'origine du pied de sanglier ou de porc et sa signification.

De nombreuses explications se présentent immédiatement.

N'avons-nous pas vu, il y a quelques années à peine, par un singulier caprice de la mode, les hommes suspendre à la chaîne de leur montre, les femmes à leurs colliers ou à leurs bracelets, un petit porc d'or ou d'argent, ou simplement de métal doré ou argenté, car ce petit bijoux,

ce *porte-reine* ou *porte-bonheur*, comme on l'appelait alors, avait eu tant de succès qu'il en fallait pour toutes les classes sociales ?

Si ce rapprochement paraît peu sérieux il sera facile de trouver d'autres explications (1).

Aimera-t-on mieux par exemple y voir une allusion à la fécondité de la truie ?

Enfin ne peut-on pas supposer que, suivant une coutume locale, un usage qui aurait été particulier aux Volkes un porc avait primitivement fait partie des présents offerts et que plus tard la patte de l'animal figura sur la monnaie pour rappeler, comme nous le disions plus haut, le don primitif, conciliant ainsi la coutume romaine et l'ancienne tradition.

Et si l'on veut absolument considérer la patte de porc comme un pied de sanglier, sous prétexte que cet animal avait été l'emblème national des Celtes, rien ne s'y oppose. A la coutume locale, à la vieille tradition, s'attachait un souvenir de l'ancienne nationalité.

Ainsi l'énigmatique patte pourrait être indistinctement considérée comme un pied de sanglier, de porc ou de truie, et un examen attentif a démontré que ce n'était pas un pied de biche, comme on l'avait cru tout d'abord.

Les médailles en question auraient donc été des monnaies de mariage.

Cette opinion se concilie à merveille avec les idées admises. On croit généralement que les médailles au pied

(1) Ce rapprochement est peut-être plus sérieux qu'il ne le paraît. Il a d'ailleurs été déjà fait plus d'une fois dans l'hypothèse où les médailles au pied de sanglier n'auraient été que des amulettes. Cf. R. CHALON, *Revue de la Société Royale de numismatique belge*, 4^{me} livraison, p. 511, Bruxelles, 1880, et A.-C. GOUDARD, *Supplément à la Notice sur les médailles dites Pieds de Sanglier*, p. 30. Cf. A.-C. GOUDARD, *Supplément*, pp. 74 à 76, *Lettre de M. Vallier* qui cependant pense plutôt que les médailles au pied de sanglier ont été des *ex-voto*.

de sanglier étaient des *ex-voto* parce qu'on en a parfois trouvé auprès de sources ou de fontaines consacrées à des divinités, où d'ailleurs on trouve beaucoup d'autres monnaies. Nous ne pensons pas qu'elles aient été spécialement affectées à cet usage; mais leur première destination devait bien des fois amener la seconde.

Quant aux quelques exemplaires sur lesquels on observe un trou et qui paraissent par conséquent avoir servi d'amulettes, remarquons encore que le premier emploi amenait également ce nouvel usage. Les jetons de mariage devenaient en quelque sorte des talismans que quelques femmes devaient porter tandis que d'autres les offraient à une divinité en les jetant dans le bassin d'une fontaine consacrée pour obtenir une faveur, par exemple celle de la maternité.

D'ailleurs on trouve beaucoup d'autres monnaies percées. Si les as au pied de sanglier n'avaient eu que cette destination tous le seraient et il est même probable qu'ils seraient munis d'une bélière qu'il aurait été facile de ménager en coulant le métal.

Ils ont servi d'*ex-voto* et d'amulettes c'est plus que probable; mais ce n'est pas pour cela qu'ils étaient fabriqués.

L'usage d'échanger ou de donner, en se mariant une pièce de monnaie, qui avait son origine dans la loi même, aussi bien dans la loi juive que dans la loi romaine, avait dû se répandre dans tout l'univers et se perpétuer; cela n'est pas douteux. Il devait être devenu général et traditionnel.

Nous le retrouvons plus tard dans une cérémonie chrétienne un peu modifiée sans doute et ayant un tout autre sens, il est vrai; mais enfin nous le retrouvons; c'est significatif.

Nous le retrouvons encore de nos jours et justement dans un pays fort peu éloigné de Nîmes, car parmi les départements où il s'est conservé nous pouvons citer celui de l'Aveyron, qui touche le département du Gard.

Cet usage se montrant plus persistant, plus enraciné dans le Midi qu'ailleurs on pourrait jusqu'à un certain point en conclure qu'il y est plus ancien qu'il doit y avoir pris naissance. Tout cela est de nature à donner un plus grand degré de probabilité à nos suppositions, qui sont dans tous les cas parfaitement plausibles, puisqu'une coutume, antérieure peut-être à l'époque romaine, permet de faire remonter l'emploi des monnaies de mariage jusqu'à la plus haute antiquité.

II

Nous devrions examiner maintenant les diverses explications qui avaient été successivement proposées, d'autant plus que M. A.-C. Goudard, qui n'a absolument rien négligé dans l'enquête à laquelle il s'est livré et rien omis dans son savant ouvrage, l'a terminé par un résumé des diverses opinions émises, qui faciliteraient singulièrement notre tâche. Mais le nombre des auteurs qui se sont occupés des *pieds de sanglier* dépasse quarante. Cela nous entraînerait beaucoup trop loin et nous ne pouvons encore que renvoyer à l'ouvrage de M. A.-C. Goudard. Quelques opinions cependant méritent une mention spéciale.

Pour quelques auteurs, notamment pour M. Léon Lacroix, comme pour M. Colonieu qui avaient émis la même idée, comme aussi pour L. Ménard qui disait à peu près la même chose dans son *Histoire de Nîmes* (1), le pied de sanglier serait né du hasard.

Les flans destinés à la fabrication des monnaies au Crocodile étaient fondus. On en coulait un grand nombre à la fois. Le moule devait donc présenter de nombreux

(1) *Histoire de la ville de Nîmes*, par L. Ménard, t. VII, p. 162, Paris, 1758.

petits bassins circulaires où le métal en fusion arrivait par une rigole plus ou moins oblique. Après le refroidissement on séparait les flans mais on laissait sans doute une partie de la saillie formée par la rigole, qui pouvait être utilisée pour maintenir au moyen de tenailles la pièce pendant la frappe. Un coup de lime l'enlevait après. Mais au sortir du moule beaucoup de flans devaient présenter à peu près l'apparence d'un jambon. Il aura suffi à un monétaire nimois d'accentuer par quelques coups de lime l'articulation et de façonner l'extrémité et le jambon aura été muni du pied de porc.

Mais M. Léon Lacroix s'empresse d'ajouter que si telle est l'origine des *pieds de sanglier*, qui ne furent peut-être au début que des objets de fantaisie, une véritable coutume s'établit bientôt à ce sujet. La fabrication des pièces au crocodile a duré au moins quarante-deux ans ; elle comprend trois périodes et les médailles au pied de sanglier ont constamment été fabriquées, car on en trouve des variétés correspondant aux trois périodes du monnayage. Les caprices durent moins longtemps.

Si les médailles au pied de sanglier n'avaient été que de simples *farces d'atelier*, comme on l'a dit, les ouvriers monnayeurs nimois se seraient livrés à d'autres plaisanteries du même genre. Le jet de fusion s'y prêtant à merveille aurait reçu les formes les plus variées et nous offrirait les objets les plus divers. Et qu'on ne nous dise pas que ces objets ont peut-être existé, car ce serait oublier que nous connaissons déjà au moins douze *pieds de sanglier*, et rien que des pieds de sanglier. Il faudrait reconnaître que ces pieds avaient beaucoup plus de succès que les autres, c'est-à-dire, avouer qu'elles étaient utilisées. Placées d'ailleurs sous la protection de Junon Moneta les opérations de monnayage avaient en quelque sorte un caractère sacré et l'on n'aurait pas toléré dans les ateliers de semblables plaisanteries si elles étaient devenues fréquentes.

M. E. Chaix nous en a bien fait connaître quelques-unes, en signalant trois as présentant le premier quatre têtes, le deuxième trois et le troisième les deux têtes d'Auguste et d'Agrippa en regard au lieu d'être adossées et séparées par les deux demi-cercles du grènetis. Mais les deux premières pièces peuvent être le résultat d'une surfrappe accidentelle. La troisième, il est vrai, semble bien avoir été obtenue avec intention, mais là encore on pouvait invoquer une distraction, un accident involontaire pour excuser une plaisanterie qui ne se renouvelait pas (1). Junon présidait à la fabrication monétaire et la monnaie portait l'effigie de l'empereur.

Il se peut que la première médaille au pied de sanglier doive le jour au hasard ou à la fantaisie d'un monnayeur, quoique cela soit loin d'être prouvé, mais on en a fabriqué d'autres, donc on leur avait trouvé un emploi.

A quoi servaient-elles ? Ont-elles été employées dans la Colonie comme tessères ; comme prix de chasse ou signe de distinction ? M. Léon Lacroix se le demande ; comme monnaies ayant une valeur supérieure à celle des as ordinaires ? Évidemment non.

On s'est étonné de la rareté de ces médailles et pour l'expliquer on a fait remarquer qu'il suffisait de quelques coups de lime pour enlever la patte et mettre la pièce en circulation. On a même parfois cru retrouver sur certains

(1) Parfois sur les as de Nîmes, comme sur beaucoup d'autres monnaies l'empreinte n'occupe pas le milieu du champ. Il reste un espace libre, d'un côté, entre le grènetis et le bord de la pièce. Quand cet espace était trop grand, la monnaie recevait une seconde empreinte qui, à son tour, par un hasard bien étrange, j'en conviens, pouvait ne pas toucher la première. Dans le cas actuel il est clair que l'*accident* a été favorisé.

Il est plus que probable qu'il en est de même dans les deux premiers cas et que nous nous trouvons bien en présence de vraies *furces d'atelier*, mais tout cela pouvait être mis sur le compte d'une surfrappe accidentelle, tandis qu'il n'en aurait pas été ainsi des pieds de sanglier, auxquels il n'aurait pas été possible de trouver une excuse.

as la marque de l'endroit où elle était. Il se peut que cette opération ait été quelquefois pratiquée mais on peut aussi avoir pris la trace du jet de fusion pour celle du pied. D'ailleurs la rareté de ces médailles ne saurait nous surprendre, car les pièces de ce genre doivent toujours être infiniment plus rares que les véritables monnaies.

III

M. Eugène Chaix, qui tout d'abord n'avait vu dans les pièces en question qu'une *farce d'atelier*, remarqua un jour au Louvre (1) un offertoire égyptien en basalte vert foncé ayant la forme d'une cuisse d'animal munie de son pied, qui modifia complètement son opinion. La forme de cet objet et le contour des médailles au pied de sanglier présentent en effet une ressemblance frappante. Il transmit immédiatement sa découverte à M. A. C. Goudard.

La monnaie au pied de sanglier serait une patère consacrée à Anubis, sur laquelle les ouvriers monnayeurs égyptiens que les Vétérans d'Actium avaient emmenés d'Alexandrie, imprimaient l'as romain pour payer leur tribut au dieu des funérailles, conservant ainsi la tradition égyptienne tout en se conformant aux usages des vainqueurs (2).

L'opinion de M. Chaix, savante et ingénieuse nous séduisit tout d'abord, car nous n'avions jamais été que médiocrement satisfait des explications jusque là proposées.

(1) Salle civile égyptienne, armoire E.

(2) Cf. A.-C. GOUDARD, *Supplément*, p. 48, p. 69 (lettre de M. Eug. Chaix) et p. 76, pl. VII. — Lorsque les vétérans d'Actium quittèrent Alexandrie, ils emportèrent tout ce qui pouvait être utile à leur colonie et emmenèrent notamment des esclaves monnayeurs, comme le fait remarquer M. Chaix.

Si les médailles au pied de sanglier avaient été destinées à être portées comme amulettes, prix de chasse, signe de distinction, emblèmes honorifiques quelconques, elles seraient munies d'une bélière, comme nous l'avons déjà dit, car le pied en aucune façon ne pouvait servir à les attacher sans s'exposer à les perdre. Et cela est si vrai que quand exceptionnellement on a voulu les suspendre on a été obligé d'y pratiquer un trou.

D'ailleurs dans aucune hypothèse, si ce n'est dans celle de M. Chaix, on ne s'explique pourquoi on s'est servi des coins des monnaies pour frapper ces pièces.

On s'est servi de ces coins parce que, malgré leur singulier appendice, ces médailles devaient toujours rester de véritables monnaies, car c'était avec un as qu'il fallait payer le tribut. Il se peut donc que les médailles au pied de sanglier aient servi à l'accomplissement d'un rite funéraire.

Mais c'était également un as qu'il fallait donner en se mariant.

Dans l'hypothèse de M. Chaix le pied devrait être celui d'un ruminant tel que la gazelle, l'antilope, la biche ou le chamois. Or, nous avons vu qu'on est aujourd'hui d'accord sur ce pied qui n'appartiendrait à aucun de ces animaux ; il paraît qu'on peut préciser et que c'est positivement une patte de sanglier ou de porc.

Dans le cas où les pièces en question seraient des monnaies de mariage, c'est justement ce pied que tout nous porte à y voir.

Mais l'hypothèse de M. Chaix redeviendrait acceptable en la modifiant un peu, en la rendant indépendante de l'offertoire du Louvre dont la ressemblance avec les médailles au pied de sanglier est peut-être toute fortuite, car si l'usage n'était pas venu des bords du Nil on peut toujours admettre qu'il tirait son origine de quelque ancienne coutume locale adaptée ou non à un usage

romain. De la sorte l'emploi des as au pied de sanglier ne serait pas restreint aux seuls esclaves égyptiens, qui devaient être peu nombreux.

Ainsi ces singulières pièces seraient des monnaies funéraires ou matrimoniales. L'hésitation est possible.

Est-il permis cependant de pencher pour une de ces deux opinions ?

Si l'on considère ces médailles comme ayant servi à accomplir un rite funéraire, on ne s'explique pas pourquoi elles ont également servi d'amulettes et d'*ex-voto*; tandis que si on les regarde comme monnaies de mariage on comprend fort bien que de nombreux exemplaires aient été perforés et portés, alors que d'autres étaient jetés en offrande dans le bassin des fontaines sacrées.

Mais, on ne saurait trop le répéter, la médaille au pied de sanglier était une monnaie qui ne devait pas circuler, mais c'était une monnaie; c'était un as et rien qu'un as.

IV

Résumons-nous.

L'usage de donner pendant la cérémonie du mariage, une ou plusieurs pièces de monnaie remonte à la plus haute antiquité.

Les Romains, dans le mariage par coemption, une des formes les plus usitées, échangeaient une pièce de peu de valeur, ordinairement sans doute un as.

L'usage de remettre à la fiancée une pièce de monnaie avait existé également chez les anciens Hébreux. Enfin on trouve dans les cérémonies nuptiales d'un grand nombre de peuples anciens des coutumes dont nos deniers de mariage ne sont qu'un souvenir.

Puisque des usages analogues à ceux du moyen âge ont

été pratiqués dans l'antiquité, on peut s'être servi de monnaies spéciales dans les temps antiques, comme à une époque plus rapprochée de nous.

Dans quelques-unes de nos provinces la coutume de remettre à la fiancée un certain nombre de pièces d'or ou d'argent en même temps que l'anneau subsiste encore. Les populations qui se montrent si attachées à de telles coutumes sont bien celles qui les ont toujours pratiquées.

Or cet usage subsiste précisément dans une région voisine de Nîmes.

Les deniers de mariage ne sont ni des médailles, ni des monnaies. Ils ont généralement une apparence monétaire mais ils présentent des particularités soit dans les légendes, soit dans les types qui les rendent impropres à la circulation.

La série nîmoise contient justement des pièces portant l'empreinte ordinaire des monnaies, mais présentant une particularité qui indique clairement qu'elles n'étaient pas destinées non plus à circuler.

L'analogie est évidente.

Comme les deniers de mariage les as de Nîmes au pied de sanglier ne sont ni de vraies monnaies, ni des médailles, puisqu'ils portent une empreinte absolument monétaire.

Ils ont été frappés avec les coins de l'as, donc ils doivent représenter un as.

En admettant qu'ils aient eu une destination analogue à celle de nos deniers il est possible de s'expliquer la signification du pied, et l'on comprend en outre que ces pièces aient été portées comme amulettes ou qu'elles aient été jetées en offrande dans des fontaines consacrées.

Jusqu'à ce jour, d'ailleurs, il a été impossible de déterminer l'emploi des médailles de Nîmes au pied de sanglier.

Passons aux monnaies partagées.

La pièce ordinairement donnée ou échangée était évidemment un as, mais il est clair qu'elle pouvait avoir une

valeur inférieure, car il s'agissait de faire un simulacre de marché et non un marché réel.

Or il existe précisément des as de Nîmes ordinaires partagés dont l'emploi n'est pas plus connu que celui des pièces au pied de sanglier.

Ils n'étaient pas destinés à la circulation ; si l'on avait manqué de monnaies inférieures à l'as on en aurait frappé.

Ils ne pouvaient cependant que remplacer une véritable monnaie dans une circonstance qu'il s'agit de déterminer.

Or rien ne s'oppose à ce qu'on les considère comme ayant eu la même destination que les médailles au pied de sanglier.

De même que dans les temps modernes on s'est simultanément servi pour la cérémonie du mariage, de véritables monnaies et de pièces spéciales ; de même, dans l'antiquité, on a pu se servir de pièces spéciales et d'as ordinaires entiers ou partagés.

Les monnaies au pied de sanglier n'auraient été usitées qu'à Nîmes où on les fabriquait ; les autres pouvaient l'être dans toute la Gaule narbonnaise où toutes ces pièces étaient très répandues. A moins que l'usage de partager des as ne se soit établi que quand la fabrication des pièces au pied de sanglier eut cessé, pour les distinguer des autres monnaies au crocodile qu'on ne frappait plus mais qui circulaient toujours.

Les as partagés et les médailles au pied de sanglier seraient donc des monnaies de mariage.

En ce qui concerne les as partagés, ajoutons cependant qu'il convient de faire des réserves, ces pièces pouvant avoir été coupées dans un autre but. Il a existé des monnaies ainsi fractionnées dans tous les temps, et, dans certains cas, l'intention de leur laisser leur caractère monétaire, d'en faire simplement des monnaies de moindre valeur, ne saurait être contesté. Toutefois il ne paraît pas en être ainsi dans le cas des as de Nîmes. Dans tous

les cas on a le droit d'être plus affirmatif en ce qui concerne les pièces au pied de sanglier.

Sans doute l'appui du moindre texte vaudrait mieux que toutes ces considérations, mais le plus souvent nous en sommes réduits à deviner les petits détails de la vie antique que les auteurs négligent de nous donner.

•
G. AMARDEL.

DOCUMENTS INÉDITS

POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE LA PROVINCE DE LANGUEDOC

ET DE LA VILLE DE NARBONNE EN PARTICULIER

1596-1632

Nous publions aujourd'hui la seconde série des pièces extraites de la correspondance reçue par les consuls de Narbonne. Cette série est bien moins importante, eu égard au nombre des documents, que la première parue dans le *Bulletin* dans les fascicules de 1898 à 1900 (1); la période des guerres de religion et de la Ligue nous avait fourni 609 pièces de l'année 1570 à la reconnaissance de Henri IV, en 1596, et l'histoire des années 1585-1595 est racontée presque jour pour jour dans ces lettres émanant des sources les plus diverses. Nous n'avons trouvé pour les années 1596-1632 que 104 pièces, et ce chiffre eût encore été plus réduit, si nous n'avions cru devoir publier certaines lettres étrangères à l'histoire de la province de Languedoc ou de la ville de Narbonne, mais fort importantes pour l'histoire générale.

La période qui s'étend de 1596 à 1610 ne nous a fourni que 30 pièces. Le traité de Vervins n'est pas encore signé et la guerre avec l'Espagne fait toujours craindre une invasion sur les côtes de Narbonne. En 1599, le duc de Joyeuse disparaît et quitte le siècle pour la seconde fois.

(1) La première série a paru sous le titre : *Documents inédits pour servir à l'histoire de la Réforme et de la Ligue à Narbonne et dans le Narbonnais.*

Henri II, duc de Montmorency, est nommé gouverneur de Narbonne et la lieutenance de cette charge est donnée à M. de Saint-Geniès qui portera le titre de « gouverneur de Narbone » jusqu'en 1632, suivant dans sa disgrâce le duc de Montmorency.

Après la mort de Henri IV, la province s'agite de nouveau : la correspondance de 1612, 1613, 1616 et 1617 nous donne des détails très curieux sur les mouvements des protestants et les diverses attaques dont le Narbonnais était menacé. Les années 1621 et 1622 sont plus fertiles en renseignements ; les sièges de Montauban et de Montpellier ont leur répercussion à Narbonne et jusqu'en 1628 nos documents nous donneront quelques détails curieux sur les mouvements du duc de Rohan et sur les mesures prises par le roi pour protéger le pays contre les attaques du chef protestant.

Nous terminons avec l'année 1632 la publication des *Documents inédits*. Dix-sept pièces nous montreront la révolte du duc de Montmorency et ses efforts inutiles pour gagner la ville de Narbonne à son parti. Une ordonnance du duc d'Halwin, du 20 septembre 1633, effacera toutes les traces de la révolte de Montmorency en permettant à ses partisans, qu'un arrêt du 16 octobre 1632 avait chassés de la ville et du diocèse de Narbonne, de rentrer dans la ville de Narbonne et « en leurs familles, pour y vivre en bons habitants et fideles serviteurs et sujets de Sa Magesté ».

Depuis l'avènement de Louis XIV jusqu'en 1789, la correspondance a surtout un caractère administratif et c'est à peine si de loin en loin quelques faits intéressants sont dignes d'être mentionnés ; nous pouvons citer les démarches faites par l'archevêque Crillon pour la jonction de la Robine au canal des deux mers. La période qui va de 1789 à l'an VIII est plus intéressante. Nous préparons la publication d'un choix de documents extraits de cette troisième série.

J. TISSIER.

1.

27 avril 1596.

LETTRE DE M. D'ESPONDEILHAN AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, j'ay bien voulu vous donner advis comme les cappitaines qui commandent à Groissa et Cussac se sont venus plaindre à moy, en l'absence de Monseigneur le duc de Vantadour, qu'estans allez courir en Espagne sellon la declaration et commandement du roy sur ce faictz et menans leur butin faict sur les ennemis de Sa Magesté, ceulx de Sigean et autres lieux, menez par les cappitaines Bellissen, Lasserre et Tripoul, leur auroyent ousté de faict et de force cent soixante bœufz ou vaches, chose que ne peult estre trouvée que très atroce et scandaleuze. Au moyen de quoy je leur en escriptz et vous ay encore voulu fere ceste cy comme leurs voysins pour vous prier leur envoyer qu'ilz advizent de satisfaire à leur erreur par une prompte restitution desditz beufz et vaches à ceulx que en ont esté expoliez; autrement ne trouvez estrange si on recherche les preneurs en leurs personnes et biens, veu que la faulte qu'ilz ont faicte le merite bien... A Beziers, ce xxvii^e apvril 1596. Vostre affectionné voysin pour vous fere service, G. du Cailar (1).

2.

[Avant le 17 juillet 1596] (2).

LETTRE DES CONSULS DE BÉZIERS AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, nous avons receu celle qu'il vous a pleu nous escrire touchant l'arrivée de xxij galeres chargées d'infanterie alz Aufas près Barcelonne et de l'attente d'autres venans de Cecille et Gènes, laquelle lettre nous avons communiquée à

(1) Voir mes *Documents sur la Réforme et la Ligue* etc., p. 160, note.

(2) Cette lettre n'est pas datée, mais elle a été reçue à Narbonne le 17 juillet; d'ailleurs elle précède de fort peu de jours la convocation faite par Ventadour du ban et de l'arrière-ban de la province à Pézenas, le 27 juillet. (*Hist. Languedoc*, éd. Privat, xi, p. 870).

Monsieur d'Espondeillan, gouverneur de ceste ville, qui nous a suadé la porter à Monseigneur le duc de Vantadour, ce que l'un de nous fait tout presentement, affin que mondit seigneur y puisse pourvoir selon l'exigence de l'affaire. Auquel effect ledit sieur d'Espondeillan luy a aussi escript pour advertir tous les lieux de la coste maritime... Voz bons amis et voysins pour vous fere service. Les consuls de Beziers, T. Lenoer, consul; Guibert, consul.

3.

24 septembre 1596.

LETTRE DE M. D'ESPONDEILHAN AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, j'ai veu la letre qu'il vous a pleu m'escrire et veu par icelle ce que me mandes pour le fait de Grussan. Je suis bien marry que le cappitaine Guilhermin (1) n'aye executé l'intention de Monseigneur le duc de Ventadou; je luy en escrips ung petit mot; faictes luy s'il vous plaict tenir ma letre. Je m'assure qu'il satisfera à ce qui est de la volonté de mondict seigneur le duc de Ventadou, car s'il faisoit aultrement, il en seroit en peyne, et ne vous fault doubter d'aucune chose, car s'il alteroit la moindre chose du monde, il ne luy va que de la vie... A Casilhac, ce xxiiii^e septembre 1596. Vostre bien humble voisin pour vous fere service, G. du Cailar.

4.

26 septembre 1596.

LETTRE DU CARDINAL DE JOYEUSE AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, j'ay receu vostre lettre du 22^e septembre et veu les occasions que vous aves de douter des mouvements de vos voysins et le desir que vous auries que j'allasse jusque là. Ce que très volontiers je ferois sans quelques brouilleries qui sont arri-

(1) Voir mes *Documents sur la Ligue*, p. 400.

vées par deça que vous pourres entendre, à quoy il faut donner quelque ordre, joint que j'ay pensé que, puisque Monsieur de Ventadour est esloigné comme il est, je n'y servirois pas davantage que de luy escrire une lettre comme je fais, la plus affectionnée qu'il m'est possible pour le prier de faire sortir le capitaine Guilermi de mon chasteau de Gruissan et faire cesser toutes ces autres occasions que vous me mandes qui vous peuvent donner du soupçon et de l'ombrage. J'espere qu'il y donnera ordre et, si vous continues d'avoir besoin de moy, j'ay tant d'affection comme vous sçaves au bien de vostre ville et desire tant vostre contentement que en cella ny en autre chose je ne vous manqueray jamais en tout ce que je pourray... De Balma, ce 26^e septembre 1596. Vostre plus affectionné et parfet amy, Fr. card. de Joyeuse (1).

5.

26 septembre 1596.

LETTRE DU CARDINAL DE JOYEUSE AU DUC DE VENTADOUR.

Monsieur, vous vous estes monsté si soigneux observateur de ce qui est de la volonté du roy, mesmes en ce qui touche le bien du peuple, que je n'ay point douté que je n'en sentisse l'effet en ce qui me touche particulièrement, comme je vous en suppliay dernièrement, pour le chasteau de Gruissan, où on me mande qu'un appellé le capitaine Guilermi non seulement m'occupe la ditte place, mais encor y tient beaucoup de gens et donne à ceux de Narbonne beaucoup d'ombrages contre ce que je sçay estre de vostre intention. Et de mesme à Cuxac le capitaine qui avoit quitté la garnison s'est remis dedans accompagné de quelques soldats. Qui me fait vous supplier de nouveau, Monsieur, de vouloir faire cesser telles procedures et m'obliger encor tant en mon particulier que je puisse disposer librement de ma maison, puisque c'est chose de justice... De Balma, ce 26^e septembre 1596. Vostre plus humble cousin et serviteur, Fr. card. de Joyeuse.

(1) Voir mes *Documents sur la Ligue*, p. 111, note 2.

6.

1^{er} octobre 1596.

LETTRE DU CARDINAL DE JOYEUSE AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs les consuls, vous aurez veu ce que je vous mandois par mes dernières desquelles l'homme que vous m'aviez envoyé exprès fut le porteur. Pour l'esgard de ce qui est arrivé depuis entre les habitans de Gruissan et ceux de la garnison, je crois que Monsieur de Vantadour ne s'en formalisera, ayant fait commandement au capitaine Guillermy d'en vuyder, comme vous m'escrivez, joinct que ceste place est à moyen propre (1) et l'intention du roy est que les particuliers rentrent en leurs maisons. Toutesfois nous entendrons ce qu'il en dira et feray tout ce qu'il me sera possible pour faire trouver bon et deffendre ce que lesdictz habitans en ont fait Et pour l'esgard de ceux de Cuxac, je crois qu'ilz se retireront à mondict sieur de Vantadour pour luy représenter la façon dont ilz ont usé envers le capitaine Jaylle; toutesfois, s'ilz ont besoing de mon assistance en cela, je m'y employeray très volontiers... De Balma, ce premier d'octobre 1596. Vostre très affectionné et parfet amy, Fr. card. de Joyeuse.

7.

12 mars 1597.

LETTRE DE JOYEUSE AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs les consuls, j'ay fait partir cest homme en diligence pour vous donner advis comme les Espaignols se sont

(1) La seigneurie de Gruissan appartenait en entier à l'archevêque depuis 1296. D'après un dénombrement de l'année 1547, la seigneurie de Gruissan comprenait la justice haute, moyenne et basse, « un château bien fort », et divers autres droits. Pendant la Ligue, Gruissan fut occupé par les troupes de Montmorency et, en 1596, le capitaine Guilhermin refusait, malgré l'édit de Folembray, d'abandonner le château et continuait ses déprédations dans tout le voisinage.

saisis par surprinse de la ville d'Amiens, affin que cela vous serve d'exemple et que vous soyes si diligens à vous bien conserver comme ils se sont monstrés negligens et peu soigneux de leur garde et de leur conservation. Je sçay bien que ce coup apportera de l'estonnement à plusieurs, quoy qu'il doibve donner plus d'occasion de se tenir bien sur ses gardes que de s'esfrayer, puisque ce malheur est arrivé par la faute des habitans et non par la force ou valeur des Espaignols qui se saisirent de la porte qu'ils trouvarent despourvue d'hommes à l'heure que le sermon se disoyt (1). Je vous prie de considerer bien toutes ces choses affin que vous en fassies vostre profit, donnant un si bon ordre à tout ce qui regarde la conservation de vostre ville qu'il n'en arrive poinct d'inconvenient. Je ne seray pas prez de vous autres si tost que je pensois, parce que le roy m'a commandé de l'accompagner en Picardie où il va tout presentement pour assurer toutes les villes de ces quartiers la, à quoy j'espere qu'il remediera si bien que le mal ne passera pas plus avant. Je croy que ce voyage ne sera que de dix ou douze jours et après je diligenteray tant qu'il me sera possible pour vous aller voyr,

(1) Une lettre de l'évêque de Lodève, du 23 mars, donne quelques détails sur la prise d'Amiens « par la porte de laquelle quinze hommes abillez en paisans se rendirent maistres et donnarent entrée à quatre cens hommes de pied et quatre cens chevaux. Monst le conte de St Pol qui estoit dedans fist tout devoir de les repousser, mais l'alarme et la surprinze fust sy inopinée et les ennemys sy diligentz à saizir tous les lieux advantageux qu'il n'eust jamais moyen de rasssembler nombre d'hommes suffisant pour leur resister, de sorte qu'enfin s'estant retiré à une porte de la ville, les ennemis y ayant conduit du canon, ledit sr fust contraint de se retirer. C'est une très grande perte tant pour la qualité de la ville que pour les canons et munitions qui estoient dedans et de laquelle on donne beaucoup de blâme aux habitans pour n'avoir pas voulu recevoir deux compaignies que le roy leur avoit voulu bailler pour garde de leurs portes... » L'évêque de Lodève supplie les consuls de Narbonne d'avoir l'œil à la garde de leur ville et « croire que bien que en ceste frontiere les affaires y soient assez paisibles, ce neanmoins les advantages et facilité d'entreprendre sur nous leur en pourroit faire venir la volonté, l'exercution de laquelle leur sera empeschée sy, comme vous avez tousjours faiet en pareilles occasions, vous y metes l'ordre necessaire. Sy vous juges l'estat presant de ceste province et la paix en laquelle, Dieu graces, l'on y vist et le malheur que ce nous seroit s'il y avoit quelque ville surprinze, je m'assure que vous estimerez beaucoup meilleur de vous pener à vous conserver en l'estat que nous sommes que de tumber en pareil accident qui pourroit causer l'entiere ruïne de la province. »

affin que nous pourvoyons à bonne heure à tout ce qu'il faut pour nostre commun salut. Cependant je vous recommande d'avoyr le cueur à vostre garde et de m'advertir de tout ce qui se passera de dela et mesmes sur la frontiere... De Pontoise, ce xii^e mars 1597. Vostre plus assuré, plus vray et plus affectionné amy, Joyeuse.

8.

16 avril [1597].

LETTRE DE M. DE RAMIER, LIEUTENANT A LEUCATE, AUX CONSULS
DE NARBONNE.

Messieurs, ceulx de Fiton furent advertis que hier au soir sur l'entrée de la nuit arriverent à Salses cinq ou six cens hommes de pied qu'ilz disoyent avoyent esté débarqués le matin à Coliure ; aussy furent advertis que à Oppoulz y estoyt arrivé une compagne ; les habitants dudit Fitton entendant ses nouvelles se retirerent icy. Je pense que voz gardes entendirent environ la minuyt une canonade que je pensis estre à propos pour advertir tout le voysinage françoys affin de se tenir chascun sur ses gardes. Je tacheray à cejourd'huy de sçavoir mieulx que c'est et selon que l'afere le requerra je vous en dourray advis. [De Leucate], ce mecredy xvi avril. Vostre serviteur, De Ramier (1).

(1) Le 17 avril, le même personnage écrivait aux consuls de Narbonne :
« J'ay sceu que rien n'a esté dessandeu à Cotliure et que ce qui vint à Salses
« estoient de gens du peis mesme et bien peu pour estre sur le pasaige de
« ceux qui estoient alé corro en leurs terres, comme yls disoient en avoir
« hesté advertis. Et m'a on dit que quelque troupe de gens sourtis de Per-
« pignan rencontrarent quelques frances à un passage très mauvais près de
« Baichas où les espaniols les attendoient, et en furent tués douse ou quinze
« des espaniols et des frances trois ou quatre. Les chevaux legers arrivarent
« yer au soer à Salses, je pance que ce doivent estre ceux qui sur l'alarme
« donné que les frances estoient à la pleine sourtirent dudit Perpinian. J'ay
« opignon que pour ceux du peis yls ainent mieux se conserver que de
« assalir ».

9.

[24 avril 1597].

LETTRE DES CONSULS DE NARBONNE A JOYEUSE.

Monseigneur, de ses jours Monseigneur le duc de Ventadour nous parla à Cuxac et dist avoir advertissement de plusieurs coustez des grandz preparatifz de noz voisins anciens enemys de la couronne et que l'on presume par de grandz conjectures qu'ilz nous viennent veoir en ses cartiers. Ce quy nous faict continuer noz lettres (1) à Vostre Grandeur pour icelle très humblement supplier de vous y voulloir acheminer de bref pour le salut de toutz ses cartiers, de tant que sans voz secours, ayde et presence que nous implorons nous pourrions courre fortune, et par l'opposite vostre presence arrestera et rompra les desseingz desd. enemys. Et bien, Monseigneur, que nous ne doubtions nullement du soing assideu que vous aves de nous et que peult estre estes deja en chemin, nous ne pouvons nous taire de ceste suplication à une sy grande occasion. Cependant Vostre dite Grandeur croira que nous continuons toujours les vigilance, dilligence, soing et cure requis pour nostre garde sans y rien espargner ne obmectre, sy que nous esperons avec l'aide de Dieu nous preserver de surprinse, lequel prions très humblement en santé, heur et felicité vous ramener bientot de deça. Voz très humbles et aultant hobeissans serviteurs. Les consulz de Narbonne (2).

(1) Le 16 avril, les consuls de Narbonne écrivaient à Joyeuse : « Monseigneur, vostre tant longue absance nous est grandement ennuyeuse, car nous sommes comme le jour sans soleil, avecq un certain bruit que noz voisins nous doivent attaquer ».

(2) Minute. — Les consuls de l'année 1597 étaient : MM. noble Raulin de Sabatier, sieur de Labourgade, Gabriel Arnaud, Robert Pechségur, Etienne Prades, Michel Lacroix et Marius Breilh.

10.

3 mai 1597.

LETTRE DE VENTADOUR AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, j'avois apprins les mesmes dessaings dont m'escripves par d'autres lettres interceptées puis quelques jours près Montpellier, oultre celles que y estoient en chiffre que j'ay envoyé au roy comme vous aves faict, vous mercyant de tout mon cueur de la peyne qu'aves prins de m'en donner advis. Je vuye bien tant par l'une que l'autre despeche et plusieurs autres advis que j'ay de divers endroitz que ceste province ha à se prendre garde, mesmes que je suis sur le point de descouvrir quelques intelligences sur aulcunes villes de ma charge et pourveoir à ce qu'elles ne sortent à effect. J'ay à ces fins faict assembler icy les deputés de principales villes pour y pourvoir et munir noz frontieres; se sera aultant pour vostre assistance si en avez besoin que pour nous, car aussy l'interest de nostre conservation nous doit estre commun. Pour moy je vous puis bien assurer que je seray tousjours fort disposé d'employer ma vye et tout ce que Dieu m'a donné pour la vostre, tant par la recommandation que Mons^r le mareschal de Joyeuse m'en a faict que par le desir que j'ay de vous servir... De Pesenas, ce m^r may 1597. Vostre bien affectionné amy à vous faire service, Vantadour.

11.

16 mai 1597.

LETTRE DE VENTADOUR AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, vous sçatures par le s^r de Guissanne, vostre cocitoyen, que m'aves envoyé, la ferme resolution en laquelle il m'a trouvé de vous assister non seulement de tout ce qu'y dependra de moy, mais de fere ma sepulture pour votre conservation. Nous n'avons que fort petite quantité de balles, oultre que noz places de frontieres n'en sont point sy bien munyes qu'il seroit à desirer. Toutesfois pour vous tesmogner que j'ay le mesme

soing de vostre dite conservation que de celles qui sont soubz ma charge je vous en feray toute telle part qu'il se pourra, ainsy que j'ay dit audit s^r de Guissanne, estant bien marry que je ne puisse faire davantaige, mesmes pour ce quy concerne la levée des troupes pour n'y avoir peu disposer l'assemblée que j'avoys convocquée. Toutesfoys, sy la necessité presse comme je le prevoy, il faudra passer par dessus toutes difficultez, car j'ayme mieulx incomoder ung peu la province que de la perdre; enfin je seray tousjours prest d'exposer ma vie pour vostre salut. Je n'ay point receu celle dont me faites mention (1); je desirerois sçavoir à quy vous l'aves donnée, car sy c'est personne quy soit dans l'estandue de ma charge, je luy apprendray de retenir mes lettres. Je m'en vais demain à Agde pour y fere fere quelques reparations necessaires et de la je m'aprocheray de Beziers où je vous supplie me tenir adverty de tout ce qu'apprendres de merite... A La Voulte, ce xvi^e may 1597. Vostre affectionné amy à vous faire service, Vantadour.

Messieurs, set honeste homme vostre concitoien vous dira comme je luy ay ouvert mon cœur et luy ay offert tout se quy est en mon pouvoir sens rien exepter pour vostre conservation et, encores que j'aie peu de poudres et de balles, neanmoins je vous les offre aimant mieus en desgarnir un peu mes places que de vous en voir dutout despourveus et par se moien en estat de vous perdre. Je desire plustost voir ma fin que se maleur la, comme les efflais vous le tesmoigneront. Je desirerois bien que Monsieur le mareschal de Joieuse fut en se pais pour remedier à se quy vous manque, mes en un mot vous ne me demanderes rien quy soit à mon pouvoir que je ne le vous accorde, ainsin que set honeste homme vous dira dont je vous supplie le croire (2).

(1) Les consuls de Narbonne avaient écrit, le 14 mai, au duc de Ventadour pour lui donner avis « des remuemens de noz voisins ennemis suivant l'advertissement contenu en la lettre du cappitaine Belissend ». — Jean de Bélissen, sieur de Quilhanet, commandant de la tour de La Nouvelle avait envoyé aux consuls un avis contenant « qu'un sien amy, qui est en Espagne, « bon serviteur du roy, l'advertyt que huit cens maistres sont partis, il y a « plus de quinze jours, de Castilhe et que l'on attend de jour a aultre les « galeres d'Espagne, Sicille et Naples, chargées d'infanterie tudesque. Que « sy cellà est, c'est le comte de Ladron qui conduira ceste infanterie tudes- « que, ayant esté autrefois par deça ».

(2) Ce dernier paragraphe est de la main de Ventadour.

12.

18 mai 1597.

LETTRE DE M. DE LESTANG, ÉVÊQUE DE LODÈVE AUX CONSULS
DE NARBONNE.

Messieurs, j'ay veu par vostre lettre l'avis que vous avez receu de l'arrivée des galeres chargées d'infenterye et de la cavalerie quy est partye de Castille, quy nous doit donner occasion de prouvoyr le plus promptement que nous pourrons à munitionner vostre ville de tout ce que y peult estre necessere ; je ne manque pas aussy à y apporter autant de soing que je puis. J'estime que vous aures receu despuis vostre despeche cent quintaulx de poudre que j'ay faitz charger icy pour vous estre conduictz. Ceulx quy vous doivent envoyer les portions que leurs dioceses ont esté cottizés me font accroyre que les bledz se charrient tousjours ; envoyes moy ung estat de ce que vous aures receu tant des poudres que des bledz et de quelz dioceses affin que je sçache ceulx quy sont à payer pour les y fere contraindre. Nous travaillons à fere ung fondz de troys cens quintaulx de poudre, mille cestiers de bled et à truver deux ou troys mille escuz de plus pour fornir aux reparations des fossés et des murailles de vostre ville, quy seront necesere pour l'assurance de vostre conservation et aussy pour continuer de fere travailler la fonte des pieces. La principale occasion pour laquelle je sejourne icy sy longtemps comme le fays est cele la ; toutesfoys j'espere de pouvoyr estre resoleu dans deux jours et partir incontinent après pour m'en aller en vostre ville, prenant mon chemin par Cornanel affin d'avoyr moyen de la en hors de vous fere porter les bales de canon ou colubrine quy sont à Couisa. L'esperance de veoyr icy Monsieur de Joyeuse avant la festeme pourroyt bien rettenyr, mayss'il n'est arrivé dans deux ou troys jours, je seray pour tout assuré audit Cornanel sur la fin de la sepmaine prochaine. Nous avons fait icy le feu de joye pour la consomation du mariage de Mademoiselle (1) au grand contentement de toutz les gens de bien ; j'attendz de sçavoyr que

(1) Henriette-Catherine, fille du duc de Joyeuse et de Catherine de Nogaret de Lavalette, fut mariée à Henri de Bourbon, duc de Montpensier. Le mariage avait été célébré peu de jours avant le 8 mai à Saint-Germain-en-Laye.

vous en ayes fait de mesmes. Si vous aprenes quelque chose de ce quy a esté resoleu en l'assemblée tenue à Pezenas, je vous prie m'en fere part comme je feray à vous autres de tout ce que j'aprendray de la cour... De Tholose, ce xviii^e may 1597. Vostre bien humble à vous servir, De Lestang, ev. de Lodeve.

13.

13 août 1597.

LETTRE DE JOYEUSE AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs les conseulz, je partz presentement pour aller fere ung voyage jusques à Cadilhac duquel j'espere estre de rettour dans huit ou dix jours et vous aller veoyr incontinent après. Et parce que je suys adverty que les ennemys font^r diverses assemblées sur les frontieres de ce royaume et que je me crains qu'ilz n'ayent quelque entreprinse sur vostre ville, laquelle ilz pourroyent plus facilement executer tenant ordinairement voz deux portes ouvertes, je vous ay voleu fere cette cy pour vous dire que je jugerois fort necessere que vous en fissies fermer une layssant seulement l'autre ouverte, laquelle vous pourries changer par intervalles ainsin qu'il se souloit fere pendant la guerre. J'en escrips de mesmes à M^r le viguier affin que vous taschies toutz ensemble de le resoudre et le fere truver bon aux habitantz quy en recepvront beaucoup de comodité, n'ayant tant de portes ouvertes à garder; cela ne les scauroyt incomoder ayant desja fait leur recolte et puy que ce ne sera que pour peu de jours et jusques à ce que je soys la bas. Je truve bon aussy que vous continues à fere fere la garde bourgeoysse en vostre ville tant de nuit que de jour, quy est le vray moyen de rompre le desseing des ennemys et empescher qu'ilz n'azardent sy librement come ils fairoyent d'entreprendre sur vous autres sachant que vous la negliges... De Tolose, ce xiii^e aoust 1597. Vostre plus affectionné et parfait amy, Joyeuse.

14.

24 août 1597.

LETTRE DES CONSULS DE NARBONNE A JOYEUSE.

Monseigneur, Vostre Grandeur a esté informée par nous de ce quy c'est passé pour les preparatiz et acheminement de l'ar-

mée (1). Maintenant elle entendra le succez quy n'a point reussy comme l'on s'atendoit et prometoit au très grand regret de tout chascun et prejudice des frontalliers, d'autant que l'ennemy menasse et se prepare d'avoir son revanche sur nous et la Corbiere des pillages et butins inestimables qu'ont esté faictz sur eulx mesmes et le plus par les volontaires quy estoient en nombre incroyable. Ce que nous faict penser à nous et à noz voisins et implorer vostre secours et aide par ung prompt et désiré retour que tout chascun ce promet comme de celluy quy est nostre chef, seigneur et deffenseur... A Narbonne, ce xxiii^e jour d'aoust 1597. Voz très humbles et très obeissans serviteurs. Les consuls de Narbonne (2).

15.

25 août 1597.

LETTRE DE JOYEUSE AUX CONSULS DE NARBONNE.

Mess^{rs} les consulz, je n'attendois pas moins des executions que ces troupes ont faictes en Espagne que ce que nous en voyons, quy ne peult apporter enfin que beaucoup de prejudice au service du roy et une foule insupportable au pauvre peuple. Sy ceulx quy sont cause de ces entreprinses avoient aultant d'affection à l'ung et de consideration à l'autre comme ilz ont de desir de butyner, ilz ne seroient pas allés avec sy peu de prevoyance à une chose quy estoit de si grand poix. Je pance que le roy le treuvera aussy mauvais comme l'ons le recognoit estre prejudicyable au bien de son service et au repos de toute ceste province. Il fault adviser maintenant que le mal est advenu d'y apporter les plus saluterres remedes qu'il se pourra, à quoy je n'obliera point d'employer tout ce quy est en moy, comme j'ay donné charge au s^r Garrigues (3) vous fere plus par-

(1) Les consuls font allusion dans cette lettre à l'expédition organisée contre la ville de Perpignan sous les ordres du maréchal d'Ornano. L'expédition échoua complètement. Voir Henry, *Histoire du Roussillon*, II, p. 275-289.

(2) Minute.

(3) Conseiller au quatrième rang de la matricule en 1588, Pierre Garrigues fut élu deuxième consul en 1604. Ingénieur distingué, il fut souvent envoyé en députation à la cour et auprès des grands personnages de la province. En 1625, le conseil de la ville le chargea avec M. Claude Rathery de dresser

ticullierement entendre... De Tholose, ce xxv^e d'aoust 1597. Vostre plus affectionné et parfait amy, Joyeuse.

J'espere de vous veoir bien tost après la reception de ceste lettre; ceppendant faites sy bonne garde de jour et de nuict qu'on ne puisse rien entreprendre sur vous.

Mess^{rs} je vous recommande encore un coup de faire bonne garde (1).

16.

30 août 1597.

LETTRE DE JOYEUSE AUX CONSULS DE NARBONNE.

Mess^{rs} les conseulz, je suys en cette ville despuys deux jours où je demeureray encores quatre ou cinq pour assembler le plus de mes amys et de troupes que je pourray pour les occasions quy s'offrent, ayant jugé le pouvoyr plus comodement fere icy que ailleurs. Cependant je vous prie envoyer quelques ungs de vostre ville vers Espagne pour aprendre de nouvelles assurées de ce qu'on y fait et ce quy est des desseingz des ennemys pour m'en donner incontinent advis afin que, s'il est necessere que je vous aille veoyr plustost que je n'ay pas resoleu, je me puisse rendre près de vous. Je vous recommande la garde de vostre ville et vous prie la y fere faire et de nuict et de jour aussy bonne que jamays afin que, faisant autrement, ceulx quy ne desirent que vostre ruyne ne vous puissent pas surprendre... De Carcassonne, ce penultiesme aoust 1597. Vostre plus affectionné et parfait amy, Joyeuse.

l'inventaire des archives de la ville; ce travail qui était terminé en 1628 est conservé aux archives et est connu sous le nom « d'Inventaire Senty » du nom du greffier consulaire qui en fit une transcription. En 1618, il avait conçu un projet de canal de jonction des deux mers; le 4 décembre de cette année, M. Le Mazuyer, premier président au parlement de Toulouse, écrit aux consuls qu'ils ont dans leur ville « un M. de Garrigues plein d'esprit, mes-
« mes que concernant le fait de la conjunction des deux mers il ha quelques
« belles inventions qui meritent estre recueillies ». Garrigues est surtout connu des épigraphistes par un manuscrit intitulé « Recueil d'antiquités de
« la ville de Narbonne » et conservé à la Bibliothèque municipale sous le n° 25. Garrigues mourut en 1644, après avoir géré les affaires de la ville pendant 56 ans.

(1) Ce paragraphe est de la main de Joyeuse.

17.

17 mars 1599.

LETTRE DE HENRI IV AUX VIGUIER, CONSULS ET HABITANTS
DE NARBONNE.

De par le roy. Chers et bien amez, le s^r duc de Joyeuse (1) s'estant demis des charges qu'il avoit en la maniere que vous aures entendu et par sadite demission vacquant entre autres choses l'estat de gouverneur de nostre ville de Narbonne, nous avons estimé ne le pouvoir mettre en meilleures mains que celles de nostre cousin le s^r de Montmorency, filz de nostre très cher cousin le duc de Montmorency, pair et connestable de France, lequel, combien qu'il soit en bas aagé (2), promet neantmoins beaucoup de soy tant pour le bon naturel qui reluit en luy que pour l'exquise education et nourriture que nostredit cousin son pere luy faict donner. Mais d'aautant qu'à cause du manquement de sondit aage il n'est pas capable d'exercer une charge de telle importance, nous avons faict ellection de la personne du s^r de S' Geniez (3), lieutenant de la compagnie de cent hommes d'armes de nostredit cousin le connestable, pour suppléer en cela à son deffault et y commander plainement en son absence

(1) Tout le monde sait comment le duc de Joyeuse, après être entré au couvent des capucins de Paris sous le nom de Père Ange, à la mort de Catherine de Nogaret de Lavalette, sa femme, le 4 septembre 1587, en sortit pour se mettre à la tête des ligueurs de la province à la mort de son frère Antoine-Scipion de Joyeuse, tué à la bataille de Villemur le 19 octobre 1592. Après avoir fait sa soumission à Henri IV en 1596, il avait reçu du roi le bâton de maréchal de France ; il conserva sa charge de lieutenant général en Languedoc jusqu'à sa rentrée dans l'ordre des capucins qui eut lieu le 8 mars 1592. Voir *Toulouse chrétienne, Histoire des capucins*, par le P. Apollinaire, II, p. 21-147.

(2) Henri II, duc de Montmorency, était né à Chantilly en 1595 et avait à peine quatre ans lorsque le roi lui donna la charge de gouverneur de Narbonne.

(3) Henri de Thézan, s^r de Saint-Geniès, baron de Luc, conserva la charge de lieutenant au gouvernement de Narbonne jusqu'à la disgrâce de Montmorency en 1632. Appelé indifféremment dans les documents M. de Luc ou M. de Saint-Geniès, il fut mêlé pendant trente-trois ans et d'une façon intime à l'histoire de la ville de Narbonne.

et pendant son bas aage, en la forme portée par les lettres patentes que nous avons sur ce faict expedier à icelluy s^r de S^t Geniez qui est gentilhomme de beaucoup de vaille et prudence, très catholique, très affectionné à nostre service et qui se sçaura comporter parmy vous avec la douceur et moderation que sçauriez desirer. C'est pourquoy nous vous exhortons et neantmoins mandons et commandons de vous preparer à le recevoir en ladite charge lorsque nous le vous enverrons et luy obeyr et entendre en tout ce qu'il vous ordonnera touchant et concernant icelle et la conservation de nostre dite ville, de laquelle nous avons et aurons toujours un soing particulier non seulement comme estant l'une des principales frontieres de ce royaume, mais aussy pour la fidelité et devotion des habitans au bien de nostre estat et service. Donné à Paris, le xvij^r jour de mars 1599. Henry. *Et plus bas*: Forget (1).

18.

19 mars 1599.

LETTRE DE MONTMORENCY AUX VIGUIER, JUGE, CONSULS
ET HABITANTS DE NARBONNE.

Mess^{rs}, le roy desirant que mon gouvernement de Languedoc soit remis en son antien ordre et premier estat et procurer du repos et soulagement en icelluy a eu agreable d'esclipser la lieutenance generale que Sa Magesté avoict accordée à Monsieur de Joyeuse et icelle joindre avec celle que mon filz Monsieur de Ventadour (2) a, qui aura maintenant ceste quallité tout seul en la province, ainsy que vous serez plus particulièrement informé par les lettres closes que Sa Magesté vous escript Et comme elle a donné le gouvernement particulier de vostre ville à mon filz de Montmorancy et trouvé bon que, attendu son bas eage, que le s^r de Saint Genieix, lieutenant de ma compagnie, y fasse sa charge et ayt sa lieutenance en icelle pour y comman-

(1) Original. — Par une lettre du 18 mars, le roi avertit les consuls et habitants de Narbonne que dorénavant il n'aura plus qu'un seul lieutenant général en Languedoc et qu'il a donné cette charge au duc de Ventadour. Voir la lettre suivante.

(2) Voir mes *Documents sur la Ligue*, p. 437, note 1.

der ce que sera du service du roy, l'eslection que Sa dicté Magesté a faicte de mon dict filz pour vostre gouverneur, c'est ung tesmoignaige que vous devez avoir davantaige que en suite de l'amitié que feu Monsieur le connetable mon pere et moy ausy vous avons de longue main portée, j'ay desiré qu'ele vous soit par luy continuée et de vous resigner comme j'ay faict cette successive affection et bonne volonté, de laquelle vous devez esperer qu'il ne perdra jamais les occasions sans le vous fere paroistre et à vous procurer tout le soulagement qu'il ce pourra, d'où il en aura le moyen après moy en la charge que Sadite Magesté luy donne en la province. C'est la creance que vous en devez prandre et que ledit s^r de S^t Genieix ne manquera pas de se comporter avec vous sellon son debvoir, car il est gentilhomme de merite, saige et advisé en ses actions et desportementz, bon catholique, capable de vivre avec tous voz autres avec une bonne union et correspondance en ce que regardera le service de Sadite Magesté à quoy il est très disposé, ce qui me faict tant plus desirer qu'en vous conformant à la vollonté de Sadite Magesté le receviez et installiez en sa charge lorsqu'il s'en ira vers vous qui sera bien tost. L'assurance que j'en veux prandre me gardera de vous en dire autre chose sinon que je vous prie de croire qu'il ne s'offrira aucune occasion que je n'embrace avec toute l'affection qu'il ce pourra pour vous tesmoigner combien j'ayme le bien et soulagement de vostre ville et le repos de tous les habitans d'icelle pour lesquelz je seray fort vollontiers leur intercesseur envers Sadite Magesté quand il en sera besoing... De Paris, ce xix^e mars 1599. Vostre bien affectionné et parlet amy, Montmorancy.

19.

31 juillet 1600.

LETTRE DE M. COURANT AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, il court icy ung bruict qu'il y a quelque entreprinse à Narbonne pour laquelle rompre le roy a commandé à Monseigneur de Ventadour s'y rendre et sejourner jusques à ce que Sa Majesté luy mandera. Sy vous n'en sçaviez rien, je vous en advertis et comme vous aurez mondit s^r la dans trois ou quatre jours, car il partit ier de La Voute ; l'on parle diverce-

ment de ceste entreprinse et par diverses personnes lesquelles vont selon leur air (1).

Le roy est aux bains d'Houppes en Bourbonnois près Molins, de sorte que ceste nouvelle retient pour encores les depputez de deça. Les catholiciques de ceste ville ont fait aujourd'huy leur deputation qui est des personnes de Messieurs le general Gerard de Textoris et ung bourgeois. Sa Majesté a renvoyé cruement les agentz du prince de Piedmond et veult on dire que la guerre est declairée. Elle compose ses regimens des gardes jusques à vingt mil hommes de pied ; il n'y en aura que cinq, chacung de vingt compagnies et chacune compagnie de deux cens hommes, et tel a esté mestre de camp cy devant qui se contante d'estre cappitaine d'une seule compagnie ausdits regimens. Monsieur de Rouy est party pour faire venir d'artillerie de Paris pour faire jusques au nombre de quatre vingtz canons... De Montpellier, ce dernier de juillet 1600. Vostre bien humble et affectionné serviteur, Courant.

20.

28 août 1600.

LETTRE DE VENTADOUR AUX CONSULS DE NARBONNE.

Mess^{rs}, j'ay veu celle que les consuls de Tuchan vous ont escripte et entendu par icelle ce quy se passe en la frontiere et comme les Espagnolz se sont alarmés. Je croy bien que ce n'est que pour la deffensive et pour pourveoir à leur seurté ; neanmoins il ne s'y fault pas tant asseurer que nous n'ayons l'œil à la nostre. C'est pourquoy j'escris aux consuls dudit Tuchan de fere garde tant de nuict que de jour avec arquebuses et aux aultres lieux de la frontiere pour esviter les desseings que lesditz Espagnolz y pourroient avoir. Mays surtout je vous recommande ce quy regarde vostre conservation et que vous ayes sy bien l'œil à vostre garde qu'il n'en arryve aucun inconvenient, et à toutes occasions donnez moy advis de ce que

(1) A la suite de cette lettre les consuls prirent diverses mesures pour assurer la sécurité de la place. Voir Arch. Narbonne BB. 6, fol. 243 v^o.

vous apprendres, car je seray à vous aussy tost qu'il en sera besoing et que le desireres... A Pesenas, ce xxviii aoust 1600.
Vostre plus affectionné amy à vous servir, Vantadour (1).

21.

2 janvier 1601.

LETTRE DE VENTADOUR AUX CONSULS DE NARBONNE.

Mess^{rs}, je croys que vous aures desja sceu par le bruit commun que se passa à Montpellier jedy dernier xxviii de decembre où les s^{rs} de Champlay et de Clermont, commissaires, s'estans transportés avecq moy pour en executant l'édit du roy faire ouvrir les portes de l'église Nostre Dame des Tables qui estoient murées, mesmes la grand porte au devant laquelle il y avoit une forme de ravelin regardant sur la Loge et mettre en possession M^r l'evesque et son clergé de ladite eglise. Comme on eust commencé la demolition en nostre presence et fort près de moy, la sedition et rebellion commença par quelque sedition qui jettarent des pierres contre les maïssons que y avoient esté employés. En mesme temps forces espées nues parurent et l'alarme sonna, et par après plusieurs hommes armés accoururent de toutes pars en nombre de plus de deux mil. Je fus pendant demy heure spectateur de tout ce qui s'y passa et, après avoir ouy plusieurs qui crioient que les catholiques avoient tué les consuls et se saïssissoient de la maison de ville, ce bruit et tumulte m'occasionna de me mettre en une maison proche de ladite Loge, en attendant que l'une des compagnies entretenues et payées par le roy en ladite ville que j'avoys envoyée querir ce feust rendue près de moy. Les consuls et plusieurs habitants

(1) Le 24 août, Ventadour avait envoyé aux consuls un imprimé contenant la déclaration de guerre au duc de Savoie et l'intention du roi sur l'observation du traité de Vervins. « Je vous prie néanmoins que vous ayez l'œil à vostre conservation pour sans alarme prendre garde à vous, d'autant qu'il y en a plusieurs qui croient que le duc de Savoie qui a desja perdu les villes de Bourg en Bresse, Montmeillan et Chambéry doit estre assisté par le roy d'Espagne, ce que encor que Sa Majesté ne se puisse persuader, elle m'a néanmoins envoyé en ces cartiers pour y avoir l'œil, qui me fait vous prier de me donner advis de ce qu'apprendres important son service. »

de ladite ville de la religion pretendue reformée faisoient ce qu'ilz pouvoient pour appaiser ce desordre et nouveauté où il s'y passa plusieurs particularités quy seroient trop longues à desduire. Il me suffist de vous en dire ce que dessus par forme d'advis seulement et comme avant mon depart j'ay pourveu aultant qu'il m'a esté possible à la seurté des ecclesiastiques et aultres catholiques, les personnes desquelz m'ont esté en plus chere recommandation que la mienne... A Pesenas, ce 11^e janvier 1601. Vostre bien affectionné amy à vous servir, Vantadour (1).

22.

23 juin 1602.

LETTRE DE M. DE VERDUN, PREMIER PRÉSIDENT AU PARLEMENT
DE TOULOUSE, A M. DE GRANDSELVE, PREMIER CONSUL DE NARBONNE.

Monsieur, sur la nouvelle qui me fut envoyée ces jours passez par Monsieur le mareschal d'Ornano je feis une ample depesche à toutes les villes de ceste province, laquelle m'ayant esté confirmée par une depesche que le roy m'a envoyée exprès par un courrier, j'ay pensé qu'il estoit très necessaire pour le bien de son service de pourvoir à la seureté de Narbonne de laquelle je recognuz l'estat en passant (2), attendu l'advis que Monsieur de Saint Geniez m'a doné qu'il parroissoit grande quantité de galeres sur la coste de Barselonne et forces troupes de gens de pied et de cheval ez environs de Parpignan. Et d'aautant que ledit s^r de S^t Geniez n'auroit encores pourveu à la seureté de cette place comme il seroit necessaire et que vous avez besoing d'hommes affidez et bons serviteurs de Sa Magesté, je l'ay prié

(1) Voir sur cette émeute de Montpellier, *Hist. de Languedoc*, éd. Privat, XI, p. 889-890 et XII, col. 1620-1621.

(2) Nicolas de Verdun, président aux enquêtes au parlement de Paris, avait été nommé premier président au parlement de Toulouse par lettres patentes du 26 avril 1602. Pour se rendre à Toulouse où il fit son entrée le 2 juin, le nouveau magistrat passa par Narbonne où il séjourna les 27 et 28 mai. La dépense occasionnée par sa réception s'éleva à un peu plus de 62 écus. M. de Verdun resta à Toulouse jusqu'en 1611, date de sa nomination à la charge de premier président au parlement de Paris.

de jeter en vostre ville le plus d'hommes qu'il pourra et d'escripre à ses amis gentilz hommes voz voisins de l'assister en cette occasion sy importante. Et sy vous avez besoin de canon, munitions, vivres ou argent, je me mettray en devoir de vous en faire secourir par Messieurs de ce parlement et corps de cette ville, si tant est que vous jugiez qui soit necessaire, me reposant sur la prevoyance du s^r de S^t Geniez auquel je vous prie assister de conseil et avoir l'œil aux provisions qu'il fera pour la conservation de cette place, advenant qu'on eust entreprise sur icelle, et me mander par homme exprès et fidelle le devoir auquel ce sera mis. Et à faulte de ce faire vous en respondriez à Sa Magesté de vos vyes... A Tholose, ce 23 juin 1602. Vostre plus affectionné à vous faire service, De Verdun (1).

(1) Le 20 juin, M. de Verdun avait annoncé que le roi avait fait emprisonner le duc de Biron et le comte d'Auvergne, « qui voulaient attenter à sa « personne et sur son estat ». Il espérait que cette nouvelle n'apporterait aucune altération dans le pays et recommandait aux consuls « d'empescher « qu'il ne se fasse aucunes assemblées ou enrolementz de gens de guerre « souhz quelque pretexte que ce soit sans avoir premierement receu le commandement du roy et mon advis sur ce que vous aurez à faire, et si vous « en descouvrez aucunes, vous scaisir de leurs personnes jusques à ce que « aultrement il y aye esté pourveu ». — Le 14 juillet, Ventadour écrira encore aux consuls : « Le roy me commande d'avoir soing plus que jamays « de la conservation de ceste province et particulièrement de vostre ville, « sur ce que les troupes d'Itallye ont passé en Espagne et qu'il est à craindre qu'elles ne veulent entreprendre de ce costé, veu les autres grandz « preparatifz qu'ilz ont faitz à Perpignan et Barcelonne ». Il leur recommande de faire la garde bourgeoise plus exactement que jamais et de faire mettre dans Narbonne tout le blé qu'il se pourra. « Pourveu que vous vous gardies « de quelque entreprinse, assurez vous que je vous garantiray de la force « et que au premier advis que vous me donneres je me rendroy dans troy « heures en vostre ville. » Une assemblée générale fut en outre convoquée par Ventadour, pour le 22 juillet, dans la ville de Béziers, « afin d'estre délibéré en icelle sur certains advis qu'il a des desseings de l'ennemy estranger et pourvoir à la seurté et conservation de ceste province du roy ». L'assemblée eut lieu et François Salvat, troisième consul, y fut délégué par la ville de Narbonne, avec mandat de ne rien accorder de contraire aux privilèges de la ville. Un emprunt de 3000 écus fut décidé pour l'achat de munitions de guerre qui seraient départies aux villes et châteaux de la frontière.

23.

28 juin 1602.

LETTRE DE M. GARRIGUES, CHANOINE DE SAINT-JUST.

A M. DE GRANDSELVE, PREMIER CONSUL DE NARBONNE.

Monsieur, me trouvant ce matin à l'issue de la cour deus honestes hommes de Beziers de ma cognoissance m'ont infourmé si je seavois point la nouvelle de Narbonne et ce qui se disoiet. Leur avant respondeu que non et prié en mesme temps me dire que c'estoiet, ilz m'ont dict qu'il y avoiet esté descouverte une trahison (1) et que ons vouloiet metre la ville ez mains du roy d'Espaigne et que les traictes estoient vous, Monsieur de S^t Martin, de Ricardelle, sans me dire lequel, et Monsieur d'Auriac, et que à cause de ce vous esties tous fuitifz dudit Narbonne ; ce que j'ay sousteneu estre faux et malicieusement suppouzé, mesme estre de leur invention et qu'ilz s'en pourroient repantir. Alors ilz m'ont reparty que ce n'estoient eus qui donnoient ceste mauvaize nouvelle, mais que c'estoiet Guarin, viguier d'Agde, et Tibaut Desaiés, huissier de Beziers, qui arrivant dès le soir passé donnoient ceste nouvelle, dont par ce pourteur je vous en ay vuleu donner advis et vous assurer qu'il s'en parloiet fort dans le palais, qui est fort à vostre grand desadvantaige. Ce que je n'ay peu supporter, de sorte qu'il vous plaira prendre l'advis en gré et en bonne part et remedier à l'estoufement de ceste mechante supposition, à la conservation de vostre honneur et à la perte de celle des autres... De Tholose, ce xxviii^e juin 1602. Vostre très humble et affectionné serviteur, Garrigues.

(1) Nous n'avons pas trouvé d'autre trace de cette trahison dans les archives : M. le premier président de Verdun, le parlement et Ventadour se firent l'écho du même bruit dans leurs lettres au roi des 1^{er}, 6 et 18 juillet.

24.

18 juillet 1602.

LETTRE DE HENRI IV AU DUC DE VENTADOUR.

L'on vacque tousjours à l'instruction du procès dū duc de Biron que sera bien tost en estat d'estre jugé, estant arrivé fort à propos que ung nommé Ruase (1), secretaire du s^r de La Fin, que le duc de Savoye tenoyt prisonnier, craignant qu'il descouvrist quelque chose des affaires qu'il avoit maniées, c'est saulvé et a comparu icy asses à temps pour estre confronté audit duc et fortifier ses preuves de son accusation. Les choses y passeront sans aulcune violence et avecq toutes les formes de justice requises et observées en pareilles occasions. ainsy qu'il a esté pratiqué jusques à present. J'ay mesme voulu que les pairs de France qui sont en ces quartiers ayent esté appellés pour assister au jugement puisqu'il est honoré de la mesme qualité. Vous seres adverty de ce que en succedera (2).

25.

20 juillet 1602.

LETTRE DE M. DE RAMIER, LIEUTENANT A LEUCATE, AUX CONSULS
DE NARBONNE.

Messieurs, j'ai resseu vostre letre qu'il vous a plu me mander par Mons^r Portal. Toutz les plus importantz advis que j'ay du costé d'Espagne est de l'armée quy se dresse en Cartagene, qu'on ne peut ancor sçavoir d'asseuré quel chemin elle prendra. Les uns disent que s'est pour la Barbarie, les autres pour aller à

(1) Le copiste a mal lu ; il faut lire Renazé. Renazé, La Fin, Ceresat d'Apchon et Hébert, secrétaires de Biron, furent les seuls témoins entendus dans le procès.

(2) Copie. — L'arrêt de condamnation et la lettre du roi annonçant l'exécution de Biron (31 juillet) furent signifiés aux consuls de Narbonne par Ventadour dans une lettre du 11 août 1602.

Roume, et autres disent que c'est pour France et que dessa Barcelone ne y a pas aucunes troupes que les dus companies de chevalx legers qui sont à la frontiere... [De Leucate], ce xx juillet 1602. Vostre très affectionné servitur, De Ramier.

26.

9 septembre 1605.

LETTRE DE HENRI IV AU DUC DE VENTADOUR.

Mon cousin, depuis vous avoir escript par le cappitaine Anthomarie du Pont St Esprit, je vous ay faicte une autre despeche du vingt huitiesme du passé. J'avois dès lors quelques advis qu'on avoist descovers des brouilhons en Perigord et en Quercy quy avoint dessain de surprendre quelques unes des places desdits pais, mais pource que je tenois cella fort peu certain et peu croiable, je ne vous en avois volu parler par madite despeche; toutesfoys depuis cella s'est esclarcy datantage et se verifie qu'il a pluzieurs gentilhommes desdits pays tant catholiques que autres qui sont anbarqués en ses brouilleries, dont desja la pluspart recourent à ma clemence avecq protestation de me deceler toute la verité de ce faict, duquel ilz disent et advouent publiquement que le duc de Bouilhon (1) en est l'auteur et mesmes qu'il leur a desja faict distribuer quelque argent. Cella m'a resouleu de m'acheminer moy mesmes audit pais alin d'eclercir la verité de tout et y remedier comme je me delibere fere par une sy bonne justice qu'elle servira d'exemple à ceux qui pourroint avoir cy après de pareilles et mauvezes intentions. J'ey faict partir devant mon couzin le duc d'Espernon qui est gouverneur de la province avecq une partie du regiment de mes gardés et trois ou quatre cens chevalx, et pour moy je partiray (2) dans

(1) Henri de La Tour d'Auvergne, vicomte de Turenne, avait été créé maréchal de France en 1592 et fut dès lors appelé le maréchal de Bouillon. Après avoir conspiré avec Biron, il s'était réfugié d'abord à Genève, puis à Heidelberg, auprès de l'électeur palatin. Rentré en France, il conspire de nouveau et nous le retrouvons conspirant encore en 1615. Voir la lettre n° 38.

(2) Le roi partit de Paris le 15 septembre et s'arrêta à Limoges n'ayant trouvé sur sa route qu'obéissance et repentir. — En juillet 1605, deux frères nommés Luquisses, fils d'un gentilhomme albanais, gendarme de la compagnie étrangère du connétable de Montmorency, furent arrêtés; ils étaient accusés

cinq ou six jours pour le suivre avecq autant de bonnes forces, de sorte que je m'assure que rien ne s'opposera que je n'y sois bien obey et que je n'y face regner la justice, ayant bien voulu avecq l'occazion du retour du prevost Augier (1) vous donner advis de mondit voyage et à ce que vous soyes adverty de prendre garde de vostre costé qu'il ne se fasse aucun mouvement en vostre charge tant du dehors que du dedans, car il est bien certain que lesdits brouillons se sont lecés persuader qu'au mesme temps qu'ils se declareroient qu'il se feroient tant de divertissements d'ailleurs en cest estat qu'on n'auroit pas moyen dais d'ulx et qu'ils auroient bon loizir d'y fere leurs affaires. C'est ce que j'ay à vous dire pour ceste foys, me remetant audit prevost Augier de vous dire le surplus de noz nouvelles de deça. Sur ce je prie Dieu, mon couzin, vous avoir en sa garde. Escript à Fontenebleau, le neuvieme septembre M^{re} V. Henry. *Et plus bas :* Forget (2).

27.

[Vers le 25 août 1606].

LETTRE DE SAINT-GENIÈS AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, je vous ay vollu si bien douné advis que an comun propos j'an ay vollu tiré l'opinion de Mons^r le duc de Vantadou pour regart des armeries (3) de Monsieur de Montmoransy, lesquelles il ne fault pas qu'il i ay aultre chose que celles de Mont-

d'avoir voulu livrer au gouverneur de Perpignan les villes de Leucate, de Béziers et de Narbonne. Ils furent jugés par le parlement de Toulouse, condamnés à mort et exécutés dans les derniers jours de décembre 1605. Voir Poirson, *Hist. du règne de Henri IV*, II, p. 649 et suiv. et *Hist. de Languedoc*, éd. Privat, XI, p. 895-896.

(1) Augier était prévôt général de Languedoc. Il avait construit sur la montagne de Cette une forteresse appelée *Montmorencette* ; il fut chargé par lettres patentes délivrées en 1599 de la direction des travaux du port qu'Henri IV voulait faire construire à Cette. Voir E. Bonnet, *Recherches historiques sur l'île de Cette, avant l'ouverture du canal des Deux-mers*, p. 103 et suiv.

(2) Copie.

(3) La maison de Montmorency portait : *d'or à la croix de gueules, cantonnée de seize alerions d'azur*.

morancy toutes plenes avec une couroune ducalle et sans ordre, coume ledit n'an aiant pouint. Monseigr m'a assuré qu'il partira mardi prochain d'issi et sera tout mardi à Besies et jeudi à Narbonne s'il se peut (1). Il faut que la viconté soit acomodée, car si sella est, il i lougera. Il antrera demi cart d'ure devant Mons^r soun filz ; au reste, s'il fet chaut, il fauldra remestre les lounges arangés au lougis coume a esté faict aulx aultres lieux. Vouella tout se qui est nessere de savoier que j'ay apris de ses seigneurs que je vous ay només. Ausi je vous prie, si mondit seigneur loge à mon lougis, de me fere lougé an quelque lieu un peu comode pour feté mes amis. J'espere vous voier dus jours devant l'arivée. Vostre bien affectionné, H. de Saint Genies.

Il fauldra savoier de s^r Cuier s'il a de boun vin blanc, d'an gardé dus bounes piesses pour Monseigr, car il m'a demandé si l'on i an truveret, ce que l'on m'asseura à mon depart (2).

28.

14 mai 1610.

LETTRE DE MONTMORENCY AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs les consulz, par ceste despeche vous serez adverty du malheur qui est arrivé à la France et de la grande perte que nous avons faicte de nostre roy qui a esté cejourd'huy assassiné dans son carosse d'ung coup d'espée et de poignard qu'il a receu, dont Sa Magesté est decedée une heure après. C'est pourquoy j'en ay donné promptement advis à mon filz Monsieur le duc de Vantadour comme j'ay voullé fere à vous aultres en particulier, afin qu'en ceste occasion très importante vous n'ayez rien devant les yeulx que le service du roy son successeur, qui est Monseigneur le daulphin, et de la reyne, à quoy vous exorterez et convierez ung chascun de ce ranger, comme vostre debvoir vous oblige et l'affection que vous aves au bien de cest estat, à la conservation duquel nous debvons tous employer nos vyes et moyens comme je faiz en mon particulier, puisque

(1) L'entrée du connétable de Montmorency et de son filz à Narbonne eut lieu le 31 août. La réception qui leur fut faite fut assez brillante, et la dépense s'éleva à 2452 liv. 5 s. 4 d.

(2) Lettre autographe.

j'ay cest honneur d'estre des premiers officiers ; en ceste qualité je vous ordonne d'apporter en cest endroict tout ce qui sera propre et necessere sur ceste occurance... De Paris, ce xiiii^e may 1610. Vostre bien affectionné et parfaict amy, Montmorancy (1).

29.

15 juin 1610.

LETTRE DE VENTADOUR AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, encore que j'aye envoyé par toutes les villes de ceste province mon ordonnance pour faire cesser les gardes bourgeoises suyvant le comandement que le roy et la royne m'en ont fait par leurs lettres clozes du vir^e de cemois, sy est ce neanmoins que je n'ay pas entendu qu'il y fust par vous entierement obey, attendu l'importance de vostre ville quy m'est sy chere, vostre voysinaige d'Espagne et les advis que j'ay des gualleres (2) quy sont encores à nostre coste. Voilla pourquoy je vous prie de continuer encore ladite garde bourgeoise pour vostre conservation non pas sy grande que vous aves faite en ceste derniere occurance, mais telle qu'il est necessaire pour fortifier celle des mortepayes, ainsi que sera advisé par M^r de S^t Genieix et vous ensemblement... De Pezennas, ce xv^e jung 1610. Vostre plus affectionné amy à vous faire servise, Vantadour.

(1) Le 25 mai, le premier président de Verdun écrivait aux consuls : « J'ay
« receu les lettres closes du roy Louis treiziesme à present reignant, par
« lesquelles Sa Magesté m'ordonne de vous exorter tous au devoir de
« fidelité et obeissance que vous luy debvez comme à nostre vray, naturel et
« legitime roy et à l'entretienement des edicts de pacification, à quoy je vous
« prie de rendre prompte et fidelle obeissance et pour cest effect faire crier
« par tout le peuple et autres « Vive le Roy », afin que la tristesse dont
« l'ame des bons françois est saisie pour nostre perte indicible soit à mesme
« temps suivye de ce devoir de recognoissance et tesmoignage d'alegresse
« de son heureux advenement à la couronne ».

(2) Le 17 mai précédent, les consuls de Sigean avaient écrit aux consuls de Narbonne : « Cejourd'huy sont passées cinquante deux galleres s'an allant
« vers levant ; l'on doble qu'ilz portent gens de guerre, comme nous a dit ung
« guarson de nostre lieu qu'est venu aujourd'huy d'Espagne ».

30.

15 juillet 1610.

LETTRE DE MONTMORENCY AUX CONSULS DE NARBONNE.

Mess^{rs} les consuls, j'ay veu ce que m'avez escript par le s^r de Madelet et suis extremement aise, ainsy que je vous ay tesmoigné par mes precedantes, du bon debvoir que vous avez rendu en ses dernieres occurrances de faire paroistre vostre affection et fidellité au service du roy, ce que j'ay faict entendre à Leurs Magestés et que vous ne forlignerez jamais de ce debvoir et de conserver vostre ville en leur obeissance. Je vous diray aussy comme j'escriptz au s^r de S^t Genieix que je desire avec une extreme affection qu'on provoye à ce quy est necessaire pour la conservation de Narbonne, car c'est une place de telle importance qu'il y a longtemps qu'on en debvoit avoir plus de soing, vous assurant qu'il n'a pas tenu à moy et que je suis resolleu d'en parler sy hault à Leurs Magestés et au conseil qu'il faudra qu'on y donne quelque ordre. En quoy je contribueray tous les bons offices que vous scauriez desirer, car j'ayme vostre ville aultant ou plus que nul autre de mon gouvernement, ainsy que vous l'avez cogneu et le recognoistrez à toutes occasions, vous ayant baillé pour gouverneur particulier ce quy m'est plus cher en ce monde quy est mon filz, lequel a receu dudit s^r de Madelet les deux beaulx chevaux (1) que vostre ville luy a donnez

(1) Les deux chevaux que les consuls de Narbonne offraient à leur jeune gouverneur avaient été achetés à Valence en Espagne, par Bernard de Montredon, sieur de Montrabech. Ils furent conduits à Chantilly par Guillaume de Cailus, sieur de Magdalet. Le prix d'achat et de conduite des deux chevaux s'éleva à la somme totale de 2890 liv. 10 s. — M. de Magdalet écrivait le 18 juillet de Paris aux consuls : « Ne truvant Monseigneur le conetable ny Monseigneur son fils isy (à Paris), je m'an alis à Chantelly là où je fus le très bien venu. Monsieur de Montmourancy me fit set honneur de venir au devant de moy pour l'amour des chevaux comme vous poves pancer, et Monseigneur le counestable m'atandet sur sa chière à la porte de son chateau là où les chevaulz firent la reverance avecque plus de dispousysion que moy, car je vous assure qu'ilz firent plusieurs saulz : vous husies dit qu'ilz me vouzirent favoury pour fere vouer à lur mestre le soein que j'en avoes heu d'us ».

qu'ont esté fort bien choisis, et me prometz qu'ilz respondront à la creance qu'on a de leur bonté. Ledit sr de Madelet les a à la verité très bien conduitz et menés et de telle sorte qu'ilz n'ont guiere eu du ressentiment de leur voyage, et encor que vostre petit gouverneur s'en sente fort vostre obligé pour les aymer naturellement à mon imitation et vous en remercie, je n'ay pas voulleu rester en mon particulier d'en faire de mesmes et de vous en sçavoir beaucoup de gré pareillement et de l'affection et bonne vollonté que luy portez. Dieu luy fera ung jour la grace de vous faire paroistre la continuation de la sienne et tant que je vivray vous aurez en moy un parfaict amy... De Chantilly, ce xv^e juillet 1610. Vostre bien affectionné et parfaict amy, Montmorancy.

31.

[18 janvier 1611].

LETTRE DES CONSULS DE MONTRÉAL AUX JUGE MAGE DE CARCASSONNE.

Monsieur, nous avons receu lettre à mynuit de la part de Monsieur de La Courtette, lequel nous envoya de tristes nouvelles comme il a entendu qu'à La Garde est arrivé Monsieur de Pontaut de la cour, Monsieur de Mirepoix l'ayant fait partir en dilligence, faizant bruit que l'on a tué la reyne, le roy et Monsieur d'Orléans et une infinité d'autres grandz seigneurs (1), mesmes qu'en la foire de Mirepoix, le jour saint Anthoine, y ayant de ceux de la religion ayant entendu ce bruit ce seroient retirés. C'est tout ce que nous en sçavons et, n'eust esté que le porteur nous a dit que le courier estoit allé en vostre ville vous en advertir, qu'est cause que nous avons negligé de vous en donner plustost advis, ce neanmoingz nous avons depputté ung habitant pour vous donner entendre le subject de nostre alarme lorsque vostre porteur est arrivé. Nous vous prions, sy vous entendes de plus amples nouvelles, nous en donner advis comme nous

(1) A la réception de cette lettre, le conseil de ville décida que la garde bourgeoise serait mise sur pied, de nuit et de jour, et qu'un consul serait placé à chaque porte pour veiller à la conservation de la ville ; la mort du roi et de la reine ayant été reconnue fausse, ces mesures furent rapportées.

ferons aussy, ne dezirant que estre unis avec nostre ville capitale pour estre au service de nostre souverain prince et de jouir de nostre liberté. Nous vous eussions envoyé coppie de la lettre dudit sieur de La Courtette, mais parce que Monsieur le consul Sabatier l'ayant retirée s'en estoit allé à Chasteauneufdarry, nous n'avons peu la vous envoyer... Voz très humbles et très obeissants serviteurs. Les consuls de Montreal (1).

32.

14 avril 1612.

LETTRE DE MARIE DE MEDICIS, RÉGENTE DE FRANCE, A VENTADOUR.

Mon cousin, les justes mescontentemens que j'ay des procedures et mauvais desportemens que le duc de Rohan (2) a tenus despuys quelques moys en ça, n'ayant d'autre occasion d'aviser aux moyens d'y pourveoir, je vous fais celle cy pour vous et vous faire sçavoir la resolution que j'ay prise sur ces occurences qui touchent speciallement à l'autorité du roy monsieur mon filz et au bien et repos de cest estat. Et affin de vous en donner particuliere cognoissance je vous diray que, le feu roy mon seigneur ayant il y a desja plusieurs années pourveu ledit sieur de Rohan du gouvernement de la ville de St Jean d'Angely et recognoissant bien neantmoins que ce n'estoit pas une charge qui le deust arrester à la demeure de ladite ville, il establit dès lors en icelle un lieutenant pour Sa Magesté audit gouvernement pour y commander en son absence, de laquelle charge le sieur de la Rochebeaucourt qui fait profession de la religion P. R. fut pourveu en l'année mvi^e six par le deceds de feu sieur de Sageotz, et l'a tousjours très dignement exercée au contentement dudit feu roy et au mien et aveq le gré et bienveillance de tous les habitants de ladite ville, et auroit continué en cette fonction jusques

(1) Copie.

(2) Le lecteur pourra voir un autre récit des mêmes événements dans les *Mémoires du duc de Rohan*, liv. 1, ap. Petitot. coll., t. XVIII, p. 104 et suiv.

au commencement de febvrier dernier que ledit duc de Rohan, ayant — comme il est à croire — intention de s'emparer et se rendre maistre de ladite ville, se resolut pour executer ce dessein de s'y acheminer en grand haste et precipitation, y faisant trouver et arriver après luy plusieurs gentilzhommes et particuliers, et ordonna partie des portes estre fermées. Ce qui mit deslors le peuple et pays circonvoysin en alarme.

Sur ce il voulut mettre en avant quelque advis qu'il avoit eu des desseings et entreprinses que ledit de la Rochebeaucourt avoit contre ladite ville et au prejudice de la seuretté qui y doibt estre conservée pour ceulx de la religion pretendue reformede. Mais ceste menée n'ayant heu aucun effect et le pretexte en estant trouvé ridicule, il feut conseillé de prendre une autre voye et de travailler à pratiquer et gagner le peuple pour s'en assurer les voix et suffrages lors de l'eslection du maire qu'il desiroit estre à sa devotion. A quoy un nommé Haultefontaine qui avoit desja commencé ceste menée et caballe y feust tousjours par luy employé, mesmes durant un voyage que ledit sieur de Rohan feist en ceste ville, pendant lequel il ne cessa de travailler par monopoles, brigues et autres voyes extraordinaires dont je ne me mettois point en peyne, parce que en ce mesme temps ledit duc de Rohan me faisoit tant de protestations de ses affection, fidellité et obeissance au roy mondit sieur et filz qu'il me sembloit y debvoir apporter quelque creance, me confiant bien que ayant ceste bonne intention, il ne se pouvoit rien passer audit S^t Jean qui peut prejudicier au bien du service du roi mondit sieur et filz. Mais le duc croyant, comme il est à presupposer, sa partie estre faicte et preste à clorre audit S^t Jean et le temps de ladite nomination estre proche, il me vint trouver un soir environ les dix heures, feignant avec pleurs et larmes avoir eu advis de l'extremité de maladie du sieur de Soubize son frere et, sur ce pretexte qui estoit faulx, me demanda congé de l'aler visitter, lequel luy ayant accordé, il partit à minuict, s'achemina premierement à Saumur, puy s rendit audit S^t Jean où feist plus clairement paroistre ses mauvaises intentions qu'il n'avait faict auparavant.

Car dès lors, commençant à fortifier ses brigues et menées, il menaça ouvertement et feit de rudes traictemens à ceulx qui estoient truvez fermes, les intimidant par parolles, menaces et mesmes quelques ungs par prison, faisant en outre armer le menu peuple contre les édictz et ordonnances et au mespris de la defence particuliere que le maire en avoit faicte, et en ce

mesme temps feist aussy sortir de ladite ville l'enseigne de la compagnie du cappitaine Foucaud qui y avoit esté ordonnée en garnison par le feu roy mon seigneur, luy commandant d'aller trouver son cappitaine pour luy fere defences de sa part d'y plus retourner, feit derechef tenir les portes fermées, feit refuser l'entrée au sieur d'Authon, senechal de Xainctonge, y allant pour le deub de sa charge. Il feit semblable defence à plusieurs autres gentilzhommes et mesmes audit sieur de la Rochebeaucourt, à qui j'avois commandé de s'y rendre, faisant clairement cognoistre que ceulx qui ce monstroient plus affectionnez au service du roy mondit sieur et filz estoient ceulx qui donnoient umbrage à l'exécution de ses intentions. Cependant sur l'advis que me fut donné de toutes ces menées, je me resolus de y despecher le sieur de la Claverie, gentilhomme du roy mondit sieur et filz, mandant audit duc de Rohan que, sur l'advis que j'avois heu desdits desordres dont je ne voulois encores lors le blasmer, j'estois d'advis que l'on continuast l'antien maire pour ceste foys et sans tirer à consequence ny sans en cela alterer ny prejudicier en sorte quelconque aux privileges de ladite ville, ayant ledit antien maire esté cy devant esleu par les libres sufrages d'icelles et à present la liberté leur estant entierement ostée, je feis une semblable despeche au corps de ville pour les y disposer. Et troyz jours après, estant advertye que ces desordres croyssioient de plus en plus en ladite ville, je y depechay encor le sieur de Salles, aussy gentilhomme de la chambre du roy mondit sieur et filz, avec une ordonnance expresse pour la continuation dudit maire et lettres audit duc de Rohan pour y tenir la main et au corps de ville pour l'effectuer.

Mais au lieu de recepvoir en ceste occasion dudit duc de Rohan l'obeissance que je m'estois promise, il declara ouvertement ausdits sieurs de la Claverie et de Salles qu'il ne feroit rien de ce que luy estoit comandé et qu'il empescheroit de tout son pouvoir; et non comptant de ce, à toutes les foys que mes dites lettres et l'ordonnance du roy mondit sieur et filz furent lues en la maison de ville, il s'y trouva pour s'y opposer formellement comme il feist et en voulut faire expedier autres qu'il signa de sa main, disant tout haut à ceux des habitans qui monstroient se vouloir porter à l'obeissance qu'il prenoit sur luy tout le mal qui en pourroit arriver, et ensuite de ce feist en sorte que l'on osta des mains du maire les clefs de la ville, ce qui n'a jamais esté fait que lorsque son successeur y est admis. Et pour toute couleur qu'il print de me vouloir donner contentement, il feist

nommer trois hommes à sa fantaisie desquels il dict qu'il m'en-voie les noms pour admettre lequel il me plaira et qu'il m'a voulu faire differer le choix, encores qu'il eust accoustumé d'estre au seneschal; mais vous pouvez juger quelles gens ont peu estre choisis par telle voye et sy toutes ces proceddures et desportemens ne meritent pas d'estre reprimez et chastiez.

Sur cela, ayant prins l'advis des princes et officiers de la couronne quy sont près du roy mondit sieur et filz, j'ay resolu de despecher le sieur de Themine, chevalier de ses ordres, conseiller en son conseil d'estat, cappitaine de cinquante hommes d'armes, seneschal et gouverneur de Quercy, vers ledit duc de Rohan pour luy faire recognoistre sa faulte, luy comander de sa part et de la mienne de la reparer et remettre les choses en l'estat qu'elles estoient et le maire en sa fonction ordinaire et de venir trouver le roy mondit sieur et filz et moy, luy declarant que à faulte de ce je le tiendray lors rebelle et desobeissant et feray procedder contre luy en cette qualité. Ensuite de ce j'ay aussy resolleu par les mesmes advis de faire preparer toutes les troupes tant de cheval que de pied pour les y faire acheminer et de suivre en personne, s'il en est besoing, pour le contraindre par la force de se ranger en son devoir.

Voyla en quel estat est à present cest affaire et veus croire que toutes les gens de bien tant d'une que d'autre religion m'assisteront en ceste occasion qui n'est que pour faire obeir le roy par un particulier qui se monstre refractaire à ses comandemens, cela ne touchant en rien au general de ceux de la religion P. R. que veus aimer et cherir comme serviteurs et subjectz obeissans et affectionnez et lesquels je maintiendray et conserveray tousjours en toutes les graces, seuretez et avantages que le feu roy a conceddées.

Je vous ay bien voulu donner ceste particuliere information de cest affaire affin que vous en sçachiez représenter la verité où il en sera besoing, et prenez garde que l'on n'y veuille prendre pretexte de rumeur et brouillerye et que chacun se contienne en son devoir. Il sera bien à propos que vous en donniez aussy advis aux gouverneurs, maires, consuls et eschevins des villes tant de l'une que de l'autre religion affin qu'ils prennent garde à la conservation d'icelles et qu'il n'y soit rien entrepris au prejndice de leur repos et seureté. Sy ce faict prend plus longue suite, je vous en donneray advis comme vous m'advertirez de ce qui ce passera de delà; priant Dieu, mon cousin, qu'il vous ayt en sa sainte et digne garde. Escript à Paris, ce xiii^e jour

d'avril 1612. Vostre bonne cousine, Marie. *Et plus bas*: Phe-
lippeaux (1).

33.

14 juillet 1612.

LETTRE DE VENTADOUR AUX CONSULS ET DÉPUTÉS DU DIOCÈSE
DE NARBONNE.

Mess^{rs}, à mon arrivée hier au soir en ceste ville je receuz trois
avis tant de la part du roy, du costé de Lion que d'Espagne
que les troupes quy avoient esté levées en Itallie ont esté
embarquées et pris la route d'Espagne et que n'ayant pris terre
en Provence, comme on croyoit, il estoit à craindre que jointes
avecq celles quy sont desja en Cataloigne et Valance, elles n'en-
treprinssent sur ceste province, à quoy semble y avoir beaucoup
d'apparence, veu les autres grandz preparatifz que ont esté faictz
tant à Perpignan que Barcelonne d'armes et munitions et d'ar-
tillerie que y a esté remontée à neuf. Au moyen de quoy, pre-
voyant le grand avantage que lesd. espaignolz pourroient pran-
dre dans la province, sy elle demuroit en l'estat qu'elle est, j'ay
resollu pour le service du roy et bien d'icelle d'y pourveoir avec
l'avis de depputez des principalles villes par les moiens neces-
saires à ces fins. Je vous prie et neantmoins convie de faire arri-
ver ung de la vostre le xxii^e du present à Beziers (2) avec charge
de consentir et accorder tout ce quy sera jugé nécessaire pour
la conservation de la province en l'obeissance de Sa Magesté et

(1) Copie. — En envoyant aux consuls de Narbonne la lettre de la reine, Ventadour leur écrivait, le 16 avril, de Paris : « La royne m'a encore verbal-
« lement commandé de vous faire entendre et asseurer qu'elle n'a autre
« intention ny volonté que de faire inviolablement observer l'édit de Nantes,
« et de maintenir ceulx de la religion P. R. entoutes les libertés, seuretez
« et advantages qui leur ont esté concedés par lesdits édit, articles secretz,
« brevetz et declarations faictes en leur faveur par le feu roy et dont ilz ont
« jouy de son vivant, pourveu que chascun se contienne en son devoir et
« soubz l'observation du mesme édit ».

(2) *L'Histoire de Languedoc* est muette sur cette réunion des députés à
Beziers ; nous n'avons pas trouvé d'autre document que cette lettre dans les
archives de Narbonne.

opposition aux dessaingz desditz espaignols, mais n'y faillez de tant que c'est chose que importe... A Pesenas, ce xiiii^e jullet 1612. Vostre bien affectionné amy, Vantadour.

34.

6 octobre [1612].

LETTRE DE M. DE SAINT-GENIÈS AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, je vous-ay voleu doner de mes nouvelles et de celles que se passent près de Monseigneur. C'est qu'il y a quelques jours que Messieurs de la religion entendant le bruit que Monsieur de la Bartissiere (1) avoyt obtenu par arrest la reintegration de ses charges qu'il avoyt en Aiguesmortes. Mess^{rs} les ministres convoquerent leur synode qu'ilz ont permission de tenir tous les ans plustost qu'ilz n'ont acoustumé et, au lieu de ne traiter aultre chose que de ce qu'il est permys comme de choses ecclesiastiques, ils traictarent diverses choses contrairement à ladite permission et mesmes sur cest affaire d'Aiguesmortes prindrent de resolutions fort pernitieuses, là où il se trouva un gentilhomme de Monsieur de Roan qui a passé oultre vers le Dauliné. Ledit synode depputa deux ministres vers Sa Grandeur pour le supplier de ne vouloir point passer oultre en l'exécution dudit arrest qu'il ne luy pleust les ouyr. Sa Grandeur leur accorda qu'aussitost qu'il auroit le commandement du roy qu'il leur en dourroit advis, non pas pour leur demander le leur sur les commandemens qu'il recepvroit de Leurs Magestés, lesquelz il sçavoit bien fere executer et bien obeyr, mais simplement pour leur doner ceste satisfaction et leur fere voir que

(1) Antoine de Lecques, gouverneur d'Aiguesmortes, avait résigné sa charge à Bertichères, devenu son gendre en 1595. Accusé d'entretenir des intelligences avec les Espagnols, Bertichères avait été révoqué de ses fonctions par lettres du 31 octobre 1597. M. de Rambure ou Harambure, gentilhomme béarnais, avait obtenu la charge de gouverneur en 1607. Un arrêt du conseil, du 17 août 1612, réintégra Bertichères dans sa charge. De nouvelles plaintes furent portées devant le connétable de Montmorency et un nouvel arrêt du conseil, rendu le 16 février 1614, par lequel Bertichères fut révoqué de la charge qui lui avait été restituée. Voir F. Em. di Pietro, *Hist. d'Aiguesmortes*, p. 241 et 258-259.

Leurs Magestés n'ordonoient rien quy contrevint aux editz.

Monsieur de Rambure arriva un jour après aux bains venant d'Aiguesmortes par eau et les s^{rs} de Bartissiere et de Villeme-non, commis de Leurs Magestés pour apporter entre les mains de Monseigneur l'arrest et la commission de l'exécution, arrivèrent le mesmé jour au soir. Ce que Monseigneur, ayant veu les commandemens de Leurs Magestés, fist antandre tout doucement audit s^r de Rambure le contenu d'iceulx, luy representant combien cest affere estoit important pour le bien et repos de l'estat et les obligations que led. s^r de Rambure avoyt au feu roy, qu'il falloit qu'il le tesmognat asture au roy son filz les effectz fidelles qu'il devoit à tant de bien et d'honneur receus et qu'il luy vouloit bien dire cella, parce qu'on luy avoyt faitz des raportz toutz contraires d'un bon fidelle subject et obligé serviteur, ce qu'il n'avoyt peu croire de luy. Ledit s^r de Rambure luy respondit qu'à la verité il estoit fort serviteur du roy et le sien en qualité de Rambure, mais comme gouverneur d'Aiguesmortes il remettoit tout son interest aux esglises et qu'il ne pouvoit fere sinon ce qu'elles trouveroient bon. Ce que confirma Monseigneur en l'opinion qu'il avoyt conceue de luy qu'il ne se despartiroit jamais de la volonté desdites esglises, de maniere qu'il feust faché contre ledit de Rambure. Toutesfoys il luy dit qu'il pensat bien à luy et qu'il ne croyoit pas qu'il feust de sy mauvaise nature qu'il percistat en ceste volonté et qu'il y pensat bien. Ledit de Rambure continua à se baigner comme il avoit comencé. Lendemain dit à Monseigneur qu'à cause de l'incomodité des logis qu'il s'en alloit à Frontignan, ce que Monseigneur luy permyst, mais voyant ses discours, manda au chastellain dudit Frontignan de prandre garde à luy. Il manda advertir lesdits ministres audit sinode, comme il avoyt promys, par un gentilhomme quy passa par Aiguesmortes faisant commandement au cappitaine Corbiere et aux consulz de venir trouver Sa Grandeur. Ceulx dudit sinode une ou deux heures après la letre receue se despartirent et firent responce à Sa Grandeur que ladite assemblée s'estoit separée devant la letre receue, ce que Monseigneur trouva fort estrange. Ilz fesoient courir des bruitz qu'ilz vouloient venir aux armes avant que cela se passast; nonostant cella, Sa Grandeur continue à fere ce quy estoit de sa charge, et ledit Corbiere, lieutenant au gouvernement, et consulz qui estoient de la faction dudit Rambure se sont randus auprès de Sa Grandeur et ont prins sermant de fidelité de nouveau entre les mains de Sa Grandeur, laquelle a donné comis-

sion audit Corbiere de ne recognoistre pour gouverneur led. de Rambure ny aultre jusques à ce qu'il y ayt aultrement proveu, de maniere que j'espere aveq l'ayde de Dieu que tout ce passera pour le bien et service du roy et repos du publiq. Monseigneur partira mardy ou mecredy pour aller aux estatz (1) où j'auray l'honneur de l'accompagner jusques à ce que cest affere soit du tout terminé... De Beziers, ce vi^e octobre. Vostre serviteur, H. de Saint Geniès.

35.

20 octobre 1612.

LETTRE DE M. DE SAINT-GENIÈS AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, depuis ma derniere que je vous escrivis de Beziers, contenant comme Monseigneur le counestable s'estoict saizy de la parsoune du sieur de Rambure à l'occazion de quelque discours qui ne santtet pas ung fidele subget et serviteur du roy et comme il l'avoict mandé dans la citadelle de Beziers, attendant que Lurs Magestés en fusent adverties et que il huct exequutté la commission que Lur dittes Magestés luy avoient mandée, s'ettant Lur Grandur randu en ceste ville, Messieurs de la religion prettandue refformée, quy avoiet faicte ungne grand assemblée en Aiguesmortes contrere à celles quy sount permizes par les editz, luy hount mandé ung boun noumbre de deputed pour proquer l'alargisemant du dict sieur de Rambure et demander ungne infinitté d'autres chozes que mondict seigneur a truvéés fort estranges et yresounables. Comme ausy il a truvé ceste ditte asssemblée illegitime puisqu'elle est faicte sans permission du roy et dans la ville quy est le soubget à ce qu'ilz disent de ceste altercation. Hou il fauct que Sa Magesté soit houbeie avant qu'antrer en toutes ses conferances, de sorte que Lur Grandur les ranvoia hier sans lur fere aucune respounse qu'ils n'usent premierement rompu lur ditte asssemblée hou l'avoier transferée dans Nimes hou quelque aultre ville de lur religion. Ungne hure après qu'ilz furent partis, Monsei-

(1) Les États avaient été convoqués pour le 15 octobre à Beaucaire; ils s'ouvrirent seulement le 26 octobre. Noble Antoine de Reboul et François Lenoir, premier et second consuls, y représentèrent la ville de Narbonne.

gnieur resut ungne depeche du roy et de la royne du septieme de ce moies par ung courier exprès, par laquelle Lur Magestés luy dounent avis d'ungne assablée politique et generale que sus de la religion prettandue reffourmée veulent faire à S' Jehan d'Angely bou à La Rochelle (1) quy est formelemant contrere à ces editz. De maniere que Lur Magestés hount commandé à lur deputtés quy sount hordineremant à la court de les aler interdire sur les peines pourttées par les dictz edictz à çus quy contraviendront et declarés et criminus de leze magesté, ordonnant en houttre à mondict seigneur d'anpecher toutes sortles d'asablées et conselz et qu'on n'anvoiait aucun deputtés de laditte religion de ceste provinse en la ditte assablée. Ce que mon dict seigneur lur envoya siniffier dez ier en Aiguemortes par ung janthilliomme de lur ditte religion en lur mountrant la lettre que le roy escript à mondict seigneur, aussy les lurs quy lurs sount envoyées et en tiré acte du tout. L'on attant la response se jourd'huy ; nous ne povons juger à quoy les affaires se pouront terminer, attandu les movemantz que nous voions fere à ces Messieurs quy nous dounent soubget de prendre garde à nous tout doussemant sans s'esmouvoier. Je escripz à Monsieur de Ricardelle avec quy je vous prie de confier et avizer prudemant et sans alteration à toutes chozes. Cependant Monseigneur continue son voiage de Beaucaire. S'il arive quelque aultre choze, je vous en douré avis. De Montpellier, ce 20 hoctobre 1612. Vostre serviteur, H. de Saint Geniès.

36.

11 novembre 1612.

LETTRE DE *** A M. ***

Monsieur, je vous despeche exprès ce porteur pour vous avvertir de certaines executions que se doibvent faire darfs le quinzième de ce mois, mesmes qu'on doit partir lundy et cheminer de nuict. Il y a de petardz, eschelles et autres engins, on a des-

(1) Saint-Geniès fait sans doute allusion à l'assemblée des églises réformées d'Aquitaine qui était convoquée à la Rochelle pour le 25 novembre et causait de vives alarmes à la cour. Voir Massiou, *Histoire de la Saintonge et de l'Aunis*, 3^e période, tome II, p. 210-212.

couvert qu'on doit rompre quelque grilhe dans l'eau. Cela me faict craindre de nous et donner subject à ceste despeche. Sy vous aves moien de faire advertir Mende, il seroict bien à dezirer, car il est à craindre au propos qu'on en a tenu. On donne aussi quelque traict sur Beziers et sur Arles, mais ceulx la sont esloignés. Je remetz toutesfois le tout à vostre prudence, de laquelle estant informé et vous ayant tousjours cogneu fort judicieux et fort zellé au service du roy, je vous escriptz si libremant affin que tout le monde fasse tout ce que ce peult pour l'estat. J'ay desja despeché à Castres pour advertir la Chambre, mais le coup de ses rebelles a esté descouvert que je croy tous en perplexité... Ce *xr* 9^{bre} 1612 (1).

37.

22 avril 1614.

LETTRE DE M. DE REBOUL AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, vous aurez sceu par Mons^r de S^t Gynyès toutes les nouvelles de la court. Je vous diray que Messieur de la religion du Dauphyné et de ceste province quy avoient leurs deputés en ceste ville pour s'en aller à l'assamblée de Thomieres (?) s'assamblarent hier chez M^r de Chastillon (2) où il feust resolu qu'ilz porteroient leur opynion toute entiere dans ladite assamblée, de vivre et mourir pour les servir sans demander aucune chose que l'observation des edictz. Ledict s^r de Chastillon en a esté sy contant qu'il a despeché aussy tost Mons^r de S^t Ravy en poste à

(1) Copie. — Le destinataire de cette lettre la communiqua immédiatement aux consuls de Lodève qui en firent part aux consuls de Béziers. Ceux-ci en envoyèrent une copie aux consuls de Narbonne avec prière d'avertir les principaux lieux du diocèse.

(2) Gaspard de Coligny, comte de Châtillon, chef des religionnaires dans le bas Languedoc, était gouverneur de Montpellier. En 1621, il devint suspect aux religionnaires de la province ; incliné à la paix, il eut de nombreux démêlés avec le duc de Rohan. Il reçut en février 1622 le bâton de maréchal de France et fut depuis connu sous le nom de maréchal de Châtillon. En 1632, il implora vainement près de Louis XIII la grâce de Montmorency.

la reyne pour luy en donner advis... De Montpellier, ce xxii^e d'avril 1614. Vostre très humble serviteur, Reboul (1).

38.

30 juillet 1613.

LETTRE DE LOUIS XIII A M. DE LUC, LIEUTENANT AU GOUVERNEMENT
DE NARBONNE.

Mons^r de Luc, estant prest de partir pour faire mon voyage de Guyenne (2) et ayant à pourvoir à ce que pendant mon esloignement il n'arrive aucun mouvement qui puisse troubler et alterer le repos de mes bons subjectz, mesmes sur l'occasion du refus que mon cousin le prince de Condé (3) assisté de mes cousins les ducs de Longueville (4), de Mayenne (5), conte de S^t Pol et mareschal de Bouillon, m'a faict de m'accompagner audit voyage, ce qui ne peut que me mettre en defiance de leurs intentions, j'ay advisé qu'il estoit bien à propos de faire prendre soi-

(1) Lettre autographe. — Conseiller au premier rang de la matricule en 1606, Antoine de Reboul fut élu premier consul de Narbonne en 1607 et 1612. Il fut plusieurs fois chargé de missions importantes soit à la cour, soit auprès de Montmorency, soit à Toulouse et à Montpellier auprès du parlement ou de la cour des comptes. Les archives de Narbonne renferment de nombreuses et curieuses lettres de ce personnage qui mourut en 1616.

(2) Le roi annonce ici le voyage de Guyenne pour la célébration du double mariage d'Elisabeth de France avec l'infant d'Espagne, depuis Philippe IV, et d'Anne d'Autriche avec Louis XIII.

(3) Henri II de Bourbon, prince de Condé, beau-frère du duc de Montmorency depuis 1609, se trouva mêlé à toutes les intrigues qui agiterent la cour pendant la régence de Marie de Médicis et jusqu'au ministère de Richelieu. Nous le retrouverons en Languedoc en 1628. Il était né le 1^{er} septembre 1588 et mourut le 26 décembre 1646.

(4) Henri II d'Orléans, duc de Longueville, gouverneur de Picardie, prit part aux guerres des princes mécontents contre la cour (1614-1616) ; il fut l'un des chefs de la première Fronde.

(5) Henri, fils de Charles de Lorraine, duc de Mayenne, d'abord titré duc d'Aiguillon, grand chambellan de France, fut mêlé aux troubles de la minorité de Louis XIII, devint gouverneur de Guyenne en 1618 et fut tué au siège de Montauban en 1621.

gneusement garde à la seureté et conservation de toutes mes villes et places et que lesdits princes, seigneurs ny autres s'advouans d'eux n'y entrent sans lettres ou passeport de moy, en sorte que les habitans et ceux qui y ont charge de ma part y demeurent tousjours les plus forts et qu'il ne s'y face aucunes pratiques et menées pour y susciter du trouble et mouvement ny faire autre entreprise prejudiciable à mon autorité et service et au repos et tranquillité publiques, desirant pour cest effect que chascune desdites villes face faire desormais garde aux portes d'icelles, avec telle ordre et moderation neanmoins qu'elles ne prennent ombrage ny alarme les unes des autres et que les habitans continuent à vivre ensemblement avec toute amytié et concorde soubs l'observation de mes edits. C'est ce qui me fait vous escrire ceste cy, afin que vous donniez ordre que ceste mienne intention soit suivie en la ville où vous commandes et apporties au surplus ce qui sera de vostre soing et vigilance pour la seureté et conservation d'icelle et pour maintenir lesdits habitans en l'entiere obeissance et fidelité qu'ils me doivent suivant la charge que vous y aves et qu'il est de vostre devoir. A quoy m'assurant que vous ne manquerez de satisfaire, je prieray Dieu, Mons^r de Luc, vous avoir en sa sainte garde. Escrit à Paris ce xxx^e juillet 1615. Louis. *Et plus bas* : Phelippeaux (1).

39.

13 août 1615.

LETTRE DE LOUIS XIII A VENTADOUR.

Mon cousin, je vous ay faict sçavoir par les lettres que je vous escripvis le xxx^e du mois passé en quel estat estoient les affaires

(1) Copie. — Les consuls de Narbonne reçurent cette lettre vers le 18 août avec la copie d'une lettre du duc de Ventadour à M. de Luc. Ils avaient reçu en même temps une lettre du roi du 30 juillet, conçue dans des termes identiques et dont ils firent part immédiatement aux villages voisins. Du 20 août au 4 septembre les consuls de Moussan, Cuxac, Laure, Fabrezan, Pérignan, Lézignan, Azille, Sigean, Névian, Gruissan et Bages répondirent aux consuls de Narbonne que la lettre du roi avait été lue et publiée et que les habitants étaient décidés de se maintenir sous l'obéissance du roi. M. de Saint-Geniès en annonçant aux consuls sa prochaine arrivée à Narbonne leur écrivit le 17 août : « Je m'en vais despescher la hault à la montaigne pour avoir des nouvelles de Messieurs les reformés ».

de desa et le subject que j'avois d'entrer en defiance des intantions de mon cousin le prince de Condé et des autres princes et seigneurs quy l'assistent, tant pour le reflux qu'ils m'ont faict de m'accompagner en mon voiage de Guyenne que pour les advis que j'avois des amas et levées de gens de guerre et des pratiques et menées qu'ilz faisoient en diverses [villes] de mon royaume. Je vous mandois aussy les resollutions que j'avois sur ce prises pour empescher qu'ils ne s'emparassent de villes et places et maintenir mes subjects en union, repos et tranquillité.

Depuis mondit cousin le prince de Condé a envoyé ung certain escript en forme de manifeste contenant les raisons qui l'ont meü de s'esloigner de moy et de se porter maintenant aux resolutions ou il se retroubre (*sic*), lesquelles sont toutes fondées sur l'affection qu'il dit porter au public, au repos de l'estat et à la reformation des desordres qui s'y sont glissés. Qui sont toutz pretextes especieux desquels on s'est ordinerement servi lhorsque on a voulu troubler et alterer la paix et tranquillité de ce royaume, estant assez aisé à juger que le desordre et confusion en laquelle il se porte ne sont pas les moyens propres pour regler et reformer ceux qu'il dit estre dans l'estat, auxquelz j'ay assez faict cognoistre combien je desirois pourveoir, luy avant envoyé par trois diverses fois, ainsin que je le vous ay escript, le s^r de Villeroy (1) pour luy fere entendre la resollution que j'en avois prinse et le prier et convier de venir près de moy pour m'acister de la mettre à effect. Mais ceulx quy n'avoient ceste intention comme moy luy ont facilement persuadé de prendre d'autres conseilz et se servir d'autres couvertures ; bien foible luy estoit l'advis que je luy donnois de mon prochain partement pour rompre la conferance qu'il sembloit avoir commencée avec ledit sieur de Villeroy et se porter aux extremittés où il est de present, fermant les yeux à ce quy est de la fidellité et hobeysance à laquelle luy et tous les françois sont naturellement obligés à mon endroit. Vous pouvez penser le grand desplaizir que je ressentz de voir les affaires remises en ses termes pour les miseres et calamittés qui s'en pourront ensuivre et les maulx et oppressions que le pouvre peuple en pourra recevoir. Mais puis que mondit cousin me faict si clairement cognoistre quelles sont ses intentions, je suis de plus en plus obligé de pourvoir à la suretté de mes villes et places et conservation de mes subjectz,

(1) Voir mes *Documents sur la Ligue*, p. 157, note 2.

especiallement en ces provinces de deça où il semble qu'il veuille fere son principal effort. C'est pourquoy j'ay voulu y donner ordre auparavant que de m'esloigner et y ay fait travailler pendant le temps que j'ay retardé ici davantage que je ne me l'estois proposé, ce retardement estant provenu à cause de quelque indisposition et maladie dont la royne madame ma mere a esté travaillée, laquelle en est maintenant bien guarie, et aussy pour l'extreme chaleur et intemperie de l'air, faizant maintenant estat de partir le lendemain de ceste prochaine feste; de quoy je vous ay voulu informer par celle cy.

Vous prie de veiller soinieusement à tout ce qui se passera en l'estandeu de vostre charge, prendre garde qu'il ne s'y fasse aucunes levées de gens de guerre sans pouvoir et commission de moy, fere courir sus et taillier en pieces ceulx quy se metront en debvoir de le fere, empecher toutes sortes de pratiques et menées et d'associations que l'on voudroit former contre mon authoritté et service, exhortant les habitans de toutes les villes et places quy sont en vostre gouvernement de veiller soigneusement à leur conservation, informer les principaulx gentilzhommes de ce qui est de mes intentions, conforter et maintenir les bons en leur affection et fidelitté et ramener les autres à leur debvoir soit par exhortations ou par peynes et communications (*sic*). Je vous prie de travailler desormais avec la vigilance et dexterité quy est requise, me donnant soigneusement adviz de toutes les occurrances que vous jugerez le meriter et de ce que vous estimerez estre necessaire en l'estendeue de vostre charge pour empecher qu'il ne s'y puisse fere aulcung desseing ny entremise prejudiciable à mon service et au bien, repos et tranquillité de mes subjectz. De quoy, me reposant sur vostre prudence et singuliere affection, je ne vous feray plus longue lettre que pour prier Dieu, mon cousin, vous avoir en sa sainte garde. Escript à Paris, ce xiii^e d'aoust mil vi^e quinze, Louis. *Et plus bas* : Phelipeaux (1).

(1) Copie. — Cette lettre fut envoyée aux consuls le 27 août par Ventadour qui leur annonçait la prochaine arrivée de Montmorency et leur recommandait de rester toujours fidèles au roi. — Archives de Narbonne, AA. 116, fo 7 v^o.

40.

16 septembre 1615.

LETTRE DE M. LE MAZUYER, PREMIER PRÉSIDENT AU PARLEMENT
DE TOULOUSE, AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, le roy m'ayant commandé de le servir en ceste province en l'office de presidant (1) en ce parlement de Tholose, j'ay creu à propos vous prevenir par la presente pour le desir que j'ay de m'aquiter au mieux qu'il me sera possible de ceste charge et à cest effect vivre avec toutes les villes de ce ressort en la correspondance requize pour son service et à vostre bien et avoir bon advis de temps en temps de tout ce que ce passera que jugeres estre de consideration. Pour le present je ne m'arrestera y que sur trois objectz... le troysiesme et principal est le repos universel de la province et l'union entre toutz les subjectz de Sa Magesté, tant de la religion catholique, apostolicque et romaine que de la religion prethendeue refformée, pour raizon de quoy les edictz de pacification nous reglent, randant graces à Dieu des benedictions qu'il a repanduees sur ses enfants (?) depuis l'observation d'iceulx et notamment depuis la minoritté du roy. Tenons doncq la main que chascung se contienne en son devoir et, que sy quelque infraction d'iceulx se presentoit, qu'il soit en ung instant reparé; surtout gardez vous de vous laisser posseder par de faulx bruietz, lesquelz journellement font courre ceux quy ont les espritz portés dans la division et par le moyen de quoy ilz voudront distraire ung chascung de l'obeissance due et pacification soubz des pretextes imaginaires de l'avenir de l'estat. Prenez au contraire assurance des saintes intentions de Sa Magesté qui esgallement embrasse toutz ses subjectz et par ung soing particulier nous a enjoinct de veillier que aulcune esmotion (2). C'est pourquoy estant l'affere plus important, je vous prie y avoir l'œil ouvert et me donner advis affin que soubz

(1) Gilles Le Mazuyer, conseiller d'État du roi, occupa la charge de premier président au parlement de Toulouse, tenue auparavant par son beau-père François de Clary, du 9 septembre 1615 à 1631; il mourut de la peste qui ravageait Toulouse et le Languedoc, le 10 octobre 1631.

(2) Il y a une lacune dans le manuscrit.

son authoritté les perturbateurs du reppos public soient reprimés. Ceppendant veillez à la suretté et conservation de vostre ville suivant les bons advis de M^r vostre gouverneur, sans toutes-fois donner aulcugne alarme à voz voisins, et faictes part de la presente à M^{rs} les consulz des petites villes quy sont autour de vous.

Pour le present je n'ay autre chose à vous faire sçavoir de sa part sinon l'assurance de sa santé et qu'il sejourne à Poitiers (1) quelque temps à cauze de l'indisposition de Madame sa sœur, pour par après continuer son voiage à Bourdeaux, auquel lieu il doit fere responce aux cayers de ceux de la dite religion prethendeue refformée, ayant à cest effect convocqué pluzieurs des principaux d'iceux pour leur donner toutes sortes de contentement... De Tholose, ce xvi^e 7^{bre} mil vi^e quinze. Vostre affectionné serviteur, Le Mazuyer (2).

41.

7 octobre 1615.

LETTRE DE M. LE MAZUYER, PREMIER PRÉSIDENT AU PARLEMENT
DE TOULOUSE, AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, la presente sera pour vous donner advis que je suis adverty de divers endroitz assurément qu'il y a de très pernicious dessains pour la prinse des armes par ceux de la religion pretendue refformée qui sont de la haulte Guyenne et que dans demain qui est jourd'uy ilz doivent prendre les armes : ce sont les resolutions des assemblées tenues près le castel Sainte-Foy où l'on fait estat qu'il y a le rendez vous. Et combien que l'on dise que leur desseing ne s'estend en ce ressort et que de la part de toutes les villes dudit ressort de M^{rs} de la religion prethendue refformée nous ayons tesmoignage de leurs bonnes volantés de demeurer dans l'union, concorde et correspondance tant avec les concitoyens de leurs villes que avec les autres prochaines, sy est ce que j'ay pensé en devoir donner ung advis general à

(1) La cour était partie de Paris le 17 août et le roi fit son entrée à Bourdeaux le 7 octobre.

(2) Copie. — AA. 116, f^o 9 v^o.

plusieurs villes comme je vous fais pour le fere sçavoir à ceulx de vostre departement qui sont à vostre bienseance et voisinage, mesmes aux chasteaux et places fortes, affin que vous continuez à veillier à vostre conservation, redoublant voz gardes, sans toutesfois vous porter de voye et de faict à de mauvais desseingz envers voz voysins de ladite religion ny autres que vous estimez estre moins affectionnés au service du roy. De Toulouse, ce 7^{me} octobre 1613. Vostre affectionné serviteur, Le Mazuyer (1).

42.

20 octobre 1613.

LETTRE DE BONET, PROCUREUR AU PARLEMENT DE TOULOUSE,
AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, je vous advise comme les bruitz de la guerre croissent de jour à autre mesmes du costé de la Guyenne. L'on dict que Mr de Rouan (2) est à Nerac, les autres tiennent qu'il est à Lectoure, qui sont villes de la religion, où il a quelques forces d'environ trois mil hommes. Et à l'opposite on dict aussy que Mr de Guise (3) le va costoyant avec de grandes troupes et qu'il y a infinité de noblesse qui se rend tous les jours près du roy à Bourdeaux où l'on dict aussy que les espousailles de Madame de France debvoient estre faictes dimenche passé ou jeudy prochain par Monsieur de Guise, comme procureur du prince d'Espagne roy d'Aragon, et que à mesme temps aussy le filz du duc de Lerme doit espouser l'infante en vertu de la procuration qu'il a du roy de France (4). Cela faict, Monsieur de Guise doit aller à

(1) Copie. — AA. 116, f° 12 v°.

(2) Henri I, duc de Rohan, né en 1579, gendre de Sully en 1605, se mit dès 1615 à la tête du parti calviniste. Nous le retrouverons souvent dans la suite de cette publication.

(3) Charles de Lorraine, 4^e duc de Guise, gouverneur de Provence ; il était devenu duc de Joyeuse en 1611 par son mariage avec Henriette-Catherine, duchesse de Joyeuse, veuve de Henri de Bourbon, duc de Montpensier (voir la lettre n° 12) ; il servit Marie de Médicis contre les princes mécontents.

(4) Le double mariage fut célébré par procurations à Bordeaux et à Burgos le 18 octobre. L'échange des deux princesses se fit, le 9 novembre, à Hendaye, sur la Bidassoa ; l'union de Louis XIII et d'Anne d'Autriche fut bénie dans la cathédrale de Bordeaux, le 25 novembre, par l'évêque de Saintes.

Bayonne admenner Madame et recepvoir par mesme moyen la nouvelle royne. Il se fait bruict aussy qu'il y a de forces ennemies pour empecher son passage aux Landes, mais qu'il sera prou fort (1) pour se faire faire place... A Tholose, ce xx^e octobre M^{re} xv. Vostre très humble serviteur et procureur, Bonet (2).

43.

18 novembre 1615.

LETTRE DES CONSULS DE CAUNES AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, à ce matin à l'overture de nostre porte est survenu ung home inconnu ce disant de la montanie qui nous a donné ce bilhet (3) que nous vous envoyons après en avoir fait de coppies pour mander à noz voisins ; cest home n'a jamais voleu dire d'où il venoit et sans s'arrester est alé du costé de Carcassonne. C'est chose que nous avons voleu vous fere savoir et ferons le mesme de tout ce que nous aprandrons. Nous avons besoing de la poudre (4) et vous supplions nous en fere rescours et d'en fere balher à ce pourteur qui nous est feable trente livres au mesme pris que vous l'aves ; nous escrivons à Monsieur de Ricardele (5) pour le supplier permettre de la sorty... A Caunes, ce 18 novembre 1615. Vos plus affectionés serviteurs, Dautrene, Nic. Roger.

(1) Une lettre de M. Le Mazuyer, du 22 octobre, fait connaitre que M. de Guise avait avec lui 4000 hommes de pied, 500 suisses, 1500 chevaux et 4 canons. M. de Grammont devait aller au-devant de lui avec 2000 hommes et 300 chevaux.

(2) Lettre autographe.

(3) Voici la teneur de ce billet : « Mess^{rs}, il vous sera pour advis qu'il y a « intelligence sur vostre ville ; prenez vous y garde, je vous supplie, sans estre « curieux d'où vient l'adviz et quy est l'auteur de l'entreprinse, et pour « cause faictes en part à vous voisins en dilligence : Dieu soit vostre garde ».

(4) Le 3 novembre, les consuls d'Olonzac avaient demandé trois quintaux de poudre à Narbonne, « n'ayant peu en recovrer des villes où nous avions « accoustumé de nous en pourvoir ». Ils déclaraient en avoir un extrême besoin parce que « nous avons tous les jours tant d'avis de toutes partz que « les perturbateurs du repos public ont des entreprinzes contre nous ». — Le 30 novembre, les chanoines d'Agde demandaient encore de la poudre à Narbonne « affin de munitionner nostre esglize ».

(5) Jean de Trégoïn, seigneur de Ricardelle, avait été élu conseiller au premier rang de la matricule en 1582. Il fut premier consul en 1599. Il occupa peu après les charges de viguier du roi et de lieutenant du gouverneur de Narbonne.

44.

6 janvier 1616.

LETTRE DE M. DE PAULO, PRÉSIDENT AU PARLEMENT DE TOULOUSE,
AUX CONSULS DE CARCASSONNE.

Messieurs, on faict un grand amas d'armes, de chevaulx et d'hommes de cheval; tout y est court en ceste ville, mesmes les celles des chevaulx. C'est pour faire une grande cavalgade par le moyen de laquelle on puisse faire une grande execution sans en avoir donné l'alarme. Il y a homme d'entendement quy est venu en ceste ville me trouver pour me dire confidement que c'estoit pour donner sur vostre ville ou sur Narbonne (1), ayant intelligence avec quelques mortepaies; il m'a assuré en avoir eu l'advis d'ung homme quy est employé et quy est de l'execution. L'assemblée, à ce qu'il dit, se faict en La Case et vers Paulin et Masamet avec eschelles et cordes et petars. Ne le negliges donc,

(1) Les archives sont loin de posséder toutes les lettres qui furent envoyées de janvier à mai 1616 aux consuls de Narbonne pour leur annoncer des projets d'attaque contre leur ville. Les délibérations municipales (BB. 10, f° 131 v°-191 v°) nous montrent toutes les mesures de sureté prises par l'administration municipale: sentinelles avancées placées à Cap-de-Pla, à Lebrettes et au chemin de Cuxac, rondes de nuit par toute la ville, enrôlement des ecclésiastiques dans la garde bourgeoise, etc. Une lettre communiquée au conseil, le 5 mai, portait « qu'il y a entreprinze sur la present ville... et le « moyen par lequel ilz veulent executter leur entreprinze, mesmes les noms « des entrepreneurs ou tenant la main à l'entreprinze, entre autres Trinquelaigues, hoste de Narbonne... ». M. de Luc en avait écrit à Montmorency; les consuls proposaient l'expulsion de Trinquelaigues et de ses complices. Un membre du conseil proposa d'attendre la prochaine arrivée de Montmorency pour « le supplier de sortir cest homme de la ville. Que s'il ne vient pas dans « huit jours ou si, estant venu, il ne sort pas cest homme, tacher par toutz « moyens licites ou autrement, plustost avec de gens abilhés en javes l'ac- « tacquer pour le poinçonner et faire en sorte qu'il soit induict à delloger « et tout autrement par tel moyen que se pourra trouver pour fere qu'il « sorte ». Montmorency demanda un sursis de quinze jours pour procéder à l'expulsion de Trinquelaigues. A la séance du 20 mai, les consuls, ayant reçu une nouvelle lettre « contenant le manopole et intelligence pour la trahison « de la ville », firent décider qu'il serait fait commandement aux deux Trinquelaigues et à leurs femmes d'avoir à quitter immédiatement la ville.

je vous prie, et donnez en advis en diligence à Narbonne, car il importe, et tenes pour certain que pour l'assemblée de gens de cheval et autres preparatifz de guerre ilz sont veritables et nous en avons advis certain despuis trois ou quatre jours, ce qui me faict croire qu'ilz sont sur le point d'exccuter quelque entreprinse; par ainsin pourvoyes y, je vous prie, et en diligence... De Castres, ce vi^r janvier 1616. Vostre très affectionné amy et serviteur, De Paulo (1).

45.

8 janvier 1616.

LETTRE DE *** A MONSIEUR ***.

Monsieur, je receuz hier au soir ung advis comme M^r de Malause (2) et Mons^r de S^t Amans (3) sont ensamble à S^t Amans et que tous deux ont de gens pretz pour exccuter sur quelque lieu. Celluy quy m'a donné l'advis m'assure avoir veu certains personnages propres pour ce mestre à l'assamblée audit S^t Amans et à La Bastide et que l'ung d'eulx l'avoit asseuré que dans ceste sepmaine ladite execution se fera. A ce que peult aprandre, elle se doibt fere sur Lezignan, Lonzac ou Tresbes, et faict estat que l'on se saisira de Tourrouzelle pour favoriser le passage en cas de

(1) Copie. — Le même jour, M. de Paulo écrivait au juge mage de Carcassonne de prendre toutes les mesures requises par les circonstances et d'en donner avis à Narbonne « qui en a, à ce que j'ay peu entendre, autant ou « plus de besoin que vostre ville ». — Le 7 janvier, les consuls et le juge mage de Carcassonne firent part aux consuls de Narbonne des avis qu'ils avaient reçus; le juge mage écrivait : « Mais auparavant j'avois eu autre advis « fort exprès et particulier que Mons^r de S^t Amans meine cete execution pour « cete ville. Neantmoins il ne sera hors de propos que vous preniez garde à « vous puisque le s^r president l'escriit, car il est en lieu où ses advis doivent « estre plus assurés ».

(2) Henri II de Bourbon, vicomte de Lavedan et marquis de Malauze, servit sous les ordres de Rohan jusqu'en 1622, mais en 1625 il fut opposé au chef protestant par les religionnaires royalistes.

(3) Nicolas de Genebrouse, baron de Saint-Amans, était le gendre du marquis de Malauze, d'après l'*Hist. de Languedoc*, édit. Privat, XI, p. 1079, mais l'*Hist. généalogique* du P. Anselme ne fait pas mention de cette alliance.

retraicte. Ceulx quy menent ceste entreprise ou entreprises sont M^r de Gas, ung nommé cappitaine Gibrel quy, à ce quy m'a esté dit, est dudit Tourouzelle et ung des Mess^{rs} de Jouarres (1). Je vous prie de fere advertir lesdits lieux affin qu'ilz prennent garde à eulx. On croit qu'ilz ont de gens en ces quartiers la quy leur tiennent la main et que ladite execution se doibt fere de jour. Je ne manqueray de vous tenir adverty de ce quy se passera et que je pourray aprandre sur ce subject, et de tous autres qui regardent le service du roy... A Vivyès, ce huitiesme janvier 1616.

Monsieur, j'ay oppynion que ledit sr de Jouarres est à Nebyas depuis quelques jours, et c'est pour chose certaine. Je ne sçay à quelles fins ; vous en estes plus près que moy pour en pouvoir advis.

46.

12 janvier 1616.

LETTRE DE *** A MONSIEUR ***.

Monsieur, depuis vous avoir escript, j'ay parlé à ung homme quy m'assure avoir esté prié de vouloir acister ceux que par ma precedente vous ay marqué et croy assurément que l'execution se doibt faire sur Saint Pons. L'assemblée grossit tous les jours ; M^r le viscomte de Paulin (2) et de S^t Germié (3) ont marché et

(1) Nous n'avons pas pu déterminer à quelle famille appartenaient ces M^{rs} de Jouarres ; nous pensons toutefois qu'on pourrait les rattacher à la famille d'Isarn, qui possédait la seigneurie de Jouarres en 1649. Nous trouvons à cette date un arrêt du parlement de Toulouse défendant à Isaac d'Isarn, sieur de Jouarres, de « faire le presche ny autres exercices publics » de la religion prétendue réformée dans le chasteau de Jouarres, ny ailleurs, « dans l'estendue du diocèse de Narbonne ». Voir Mahul, *Cartulaire et archives des communes de l'ancien diocèse et de l'arrondissement administratif de Carcassonne*, IV, p. 75.

(2) Marquis de Rabastens, vicomte de Paulin, fut tué en flagrant délit d'adultère, le 10 juillet 1616, par Pierre de Latour, baron de Reyniès. *L'Hist. de Languedoc* le fait mourir par erreur en 1606 (XI, p. 786). Voir Pradel, *Suite des mémoires de Gaches*, p. 20.

(3) Jacques de Toulouse-Lautrec, sénéchal de Castres de 1599 à 1612, fut tué par David de Castelpert-de-Lévis, vicomte de Panat, le 25 mars 1616, près Lafenasse. Il doit s'agir ici de son fils Marquis, alors âgé de dix-huit ans, qui fut sénéchal de Castres pour le duc de Rohan à partir de 1625.

ung nommé le cappitaine Auriol de Castres quy a esté long temps en Flandres est party de Castres avec quelques soldatz qu'il a faitz coulr (?) tout belemant et est logé près d'Angles. Enfin l'advis porte qu'ilz doivent estre deux mil hommes, qu'il y a quatorze eschelles, et six petardz de pretz et qu'il y a quelques ungz quy leur tiennent la main. Il sera fort bon, s'il vous plaist, de continuer d'advertir Narbonne, les autres villes que cy devant je vous ay escript et s'il y a moien Saint Pons, car d'icy en hors il y a de la difficulté. Il sera bon de fere avoir le crieur sur les carras quy passent sur vostre riviere, car j'ay heu quelque vent que des eschelles se font de la montaigne de Crusault pour fere conduire le long de ladite riviere. Je ne scay sy l'homme que par ma dernière je vous dizois estre à une maison de Puivert seroit alé la à ces fins ; comme que soit, il n'y est pas allé sans cause... De Vivié, ce 12 janvier 1616 (1).

47.

15 janvier 1616.

LETTRE DE " A ".

J'ay aprins par ung gentilhomme de mes amys partie des des-saings des entrepreneurs. Il est fort veritable qu'on a des-saing sur Canet et Lezignan et les doit on executer toutz à la fois. Je me suis trouvé du temps de la Ligue à une entreprinze sur

(1) Copie. — Cette lettre fut envoyée aux consuls de Narbonne par le juge mage de Carcassonne qui leur écrivait le 14 janvier: « Vous verrez par ceste lettre comme les ennemis du service du roy ont tousjours de mauvaises des-seingz, oultre laquelle encore le cappitaine Cesar de Salsignan me vint hier advertir que M^r de Malause et de Saint Amans sont ensemble à Saint Amans pour faire leur execution sur l'une des trois villes, scavoir la vostre, Beziers ou celle cy, sur laquelle ilz entreprendront plus volontiers parce que vous estes trop esloignés, avec ce que les advis que j'en ay eu sont fort particuliers ». — Le même jour, le juge mage écrivait à M. de Saint-Geniès: « Le cappitaine Cesar de Salsignan me vint trouver exprès pour me dire que M^r de Malause et M^r de St Amans sont ensemble à St Amans, rez plus d'exercuter ung de ses jours leur grande entreprinze et d'azarder grand nombre de gens pour ne la falir pas... Il y a, dit il, à Lacaze environ de douze cens hommes et vers Boissezon sept ou huit cens, oultre ceulx quy peuvent retirer de Mazamet en nombre de trois ou quatre cens : tout cela revient à plus de deux mil hommes. »

Canet, où Leboix et moy devons passer le fossé à nage et tirer une eschelle pour fere passer les soldatz ; je ne scay sy on peut avoir mesme dessaing, parce que les petardiers et partie de ceulx quy menoient l'entreprinze sont avec l'homme que scaves. Ilz n'atendent rien que la lune quy vient pour fere chemin et passer la riviere. L'homme quy a tout recogneu et quy sont delegués est souvant devers vous à cause du tirage de sel ; vous me poves entendre. Il n'y a pas eu grand assemblée et ny n'en y a pas encores que le cappitaine Guy Malordy et Montsegeu quy ont sur piedz environ cent cinquante hommes de pied autour de Lacaune, Bouissezon, Murat. Ne vous arrestes pas la, car leur assemblée sera faicte dans une nuit ; l'estat en est faict il a long temps et y a fort peu de personnes quy puissent avoir cognoissance de leur levée. Monsieur de La Nogaredé (1) faict deux cens hommes de Mazamet quy seront levés dans une heure ; Lacaze, Lamoline, Mazas del pont dal Camarès deux cens hommes ; le marquis de Malauze avec M^r de S^t Amans de leurs amis particuliers feront quatre vingtz ou cent chevaulx. Petardz et eschelles sont préparés et tous autres atiralz de guerre il y a long temps : prenes y garde et faictes jecter dans ses lieux quelques soldatz (2).

48.

27 avril 1616.

LETTRE DE JEAN VIGNES, CONSUL DE NARBONNE, AUX CONSULS
DE NARBONNE.

Messieurs, ayant sceu que Monsieur le juge mage avoit baillié quelques lettres à M^r Platet (3) pour apporter en diligence à Monsieur de S^t Ginies que Monsieur le president de Paulo (4) luy envoyoit et que c'estoit pour donner advis de quelque entre-

(1) Jacques de Roset, s^r de La Nogaredé, maître de camp de Rohan, fut tué à la prise de Fauch par les royalistes, le 3 septembre 1624.

(2) Copie. — On lit au dos de cette pièce : « Advis donné pour advertir de l'entreprise sur Lezignan et Canet, xv janvier 1616 ».

(3) Voir mes *Documents sur la Ligue*, p. 159, note 1.

(4) *Ibid.* p. 231, note 1.

prinse que ceulx de la religion ont en quelque lieu, je ne manqua pas de l'aler voir pour sçavoir plus particulièrement que c'estoit pour vous en donner advis, de sorte qu'il me fist cest honneur de me faire voir la lettre que M^r le président de Paulo luy escrivoit, par laquelle il lay donne advis comme il est adverty de bonne part que ceulx de la religion sont assemblés environ quinze cens hommes avec une vingtaine de petardz pour aller executer le lieu de Caunes et se doivent entrer par certain esgout d'eau quy aboutit aux fossés dudit lieu. Et aussy ilz ont entreprinse au lieu d'Azilhan; toutesfois ne sçait on comme ilz veulent executer sur iceluy. C'est tout ce que j'ay peu sçavoir de nouveau de pardessa... A Carcassonne, ce 27 avril 1616. Vostre très humble et affectionné serviteur et confrere, Vignes, consul (1).

49.

16 octobre 1616.

LETTRE DE VENTADOUR AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, vous aures peu sçavoir les mouvementz et alterations qui estoient survenus en ceste ville de Montpellier deux jours auparavant mon arrivée, lesquelz j'ay si bien terminés et assoupis qu'elle jouist à present de sa premiere tranquillité comme le faiet bien tout le reste de la province, dont je loue Dieu et de ce que l'assemblée du cercle des cinq provinces voisines s'est heureusement terminée et parachevée avecq des resolutions pacifiques dont Sa Magesté aura contentement, comme aussy de ce que j'ay trouvé Monsieur de Chastillon qui est arrivé icy ce jourd'huy autant plain d'affection au service du roy qu'on le peult desirer. J'ay advis de la cour que Monsieur de Montmorancy en partyra le xx^e de ce mois pour s'en venir en son gouvernement auquel sa presence et autorité servira grandement pour y maintenir toutes choses en paix et tranquillité...

(1) Conseiller au cinquième rang de la matricule en 1615, Jean Vignes fut élu consul en 1616, puis troisième consul en 1621.

A Montpellier, le xvi octobre 1616. Vostre plus affectionné à vous faire service, Vantadour (1).

50.

17 janvier 1617.

LETTRE DE M. DE RIEUMA, DÉPUTÉ AUX ÉTATS, AUX CONSULS
DE NARBONNE.

Mesieurs, il me sanbléret que je manqueré à mon devoir sy ne vous feses part de ce que ce passe en cete ville et notre asanblé (2). Je vous diré que les huganotz hont fete unne deputation devers Mounsieur de Mounmourancy pour le prier que des munitions que ont esté achatés de çant mile livres que furet imposés l'année derniere qu'il lur en fut baillée unne partie, coume ayant tranpé au frés, et non pas les metre dans les villes qu'ilz les a mises, comme estant villes que autres fois hont presté l'espaule à l'espagnol, et vous diré qu'ilz ont estés sy otrequidés, à ce que l'on dit, qu'ilz ont noumé les villes ; par la vous pouver jugé si la votre a esté de celes la. Il ne s'an faut pas estonner puis que cella vient de la part des huganots. Je vous diré que Moun-sieur truva cete proucedure sy estrange et hors de reson qu'il envia Monsieur le conte de Rieux (3) dans notre asanblé prier

(1) Nous n'avons trouvé nulle part trace des « mouvements et altérations » de Montpellier mentionnés dans cette lettre. Vantadour ne peut pas faire allusion aux troubles qui survinrent à Montpellier, au commencement de 1617, à la suite de la délivrance par le peuple d'un nommé Malhordy, détenu dans les prisons du sénéchal pour crimes capitaux. Voir d'Aigrefeuille, *Hist. de la ville de Montpellier*, p. 355.

(2) Les États s'assemblèrent à Béziers le 29 décembre 1616 et ne prirent fin que le 8 juin 1617. Voir *Hist. de Languedoc*, édit. Privat, xi, p. 925-929.

(3) François de la Jugie, comte de Rieux, était le quatrième fils de François de la Jugie, baron de Rieux et gouverneur de Narbonne, mort en 1596, et d'Anne d'Ornézan. Il avait été député pour la noblesse de la sénéchaussée de Carcassonne, aux États généraux convoqués à Paris en 1614. Colonel de la cavalerie de Monsieur, il fut tué au combat de Castelnaudary en 1632 ; tous ses biens furent confisqués. De son mariage avec Marguerite de Narbonne était née Marguerite de la Jugie qui épousa, en 1640, François de Moustier-Mérinville. Celui-ci fut remis en possession de la baronnie de Rieux en 1642 et obtint, en 1660, la charge de gouverneur de Narbonne vacante par la mort de M. de Quincay.

Monsieur le presidant de fere antandre à la compaignie ce que pourtet la deputation de ces huganotz. Je vous diré que les huganots que se trouvaret en notre compaignie firt tout ce qu'ilz puret afin que cella ne ce proposat. Il fut resouleu que Moun-sieur seret suplié de leser les munitions aux magasins du roy, la où de tout tans ont acoutumé de demeurer, pour de la les distribuer aux villes et lieux la où Monsieur jugeret necesere. Je conneux que cete deliberation n'agrea pas aux huganotz.

Je vous diré que Monsieur de Luc, m'antretenant, me dit qu'il i avet houme d'ouneur et de calité que l'avet asuré et pour advoier esté prié pour assister à une entreprinsé que les huganotz ont sur quelque ville d'importance. Il me dict que je vous en escri-vise, car il ce doubtoit que cela pouret estre votre ville, pansant à la premiere entreprinse sur l'avis que vous fut douné de Castres. Vous pources prandre garde selon vous prudances acoutu-més ; toutesfois je croie qu'il ne s'an faut pas fort alarmer, mais il ne faut james mepriser les advis... A Besiers, ce xvii janvier 1616. Votre très humble et affesiouné servitur, J. Rieuma (1).

51.

2 mars 1617.

LETTRE DE PARANT, DÉPUTÉ DU DIOCÈSE DE NARBONNE AUX ÉTATS,
AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, aujourd'huy je suis antré dans l'estatz comme mon devoir me y oblige. M^r le consul de Mande, estant arrivé de ces cartiers, a fait antandre aulx estatz comme Monsieur d'Andre-dieu fait levée de gans de guerre dans le pais de Sebènes sans permission de Monseigneur de Montmorancy, tant i a que mon-dit seigneur luy a mandé ung de ses gentilhommes de le venir trouver ; il a fait reffus. Et depuis les messieurs des eglisses luy hont escript de venir ; ledit seigneur d'Andredieu a fait le mesme reffus qu'il a faict à Mons^r de Montmorancy. Qu'est cauze que Monsieur de Saint Pons (2), president aux estatz,

(1) Conseiller au second rang de la matricule en 1605, Jean de Roquette, sieur de Rieuma, fut élu consul en 1616. Il était le second député de la ville aux États.

(2) Pierre de Fleyres, évêque de Saint-Pons de 1587 à 1633.

nous a chargés de vous en donner l'avist, chesqun en son dieuceze, afin que toutes les villes et lieux fors soient avertis... Le 11 mars 1617. Votre bien affexionné serviteur, Parant, député du dieuceze de Narbonne (1).

52.

31 mars 1617.

LETTRE DE CORNEAU, DÉPUTÉ DE NARBONNE AUX ÉTATS, AUX CONSULS
DE NARBONNE.

Messieurs, je poursuis mon congé pour m'en retourner, mais je ne le puis obtenir quelle poursuite que je fasse, et me tenans tousjours à la suite de Mess^r les prezidans et prellatz, ay aprins que le peuple et commune de Gibaudan, Vellé et lieux circonvoisins, assemblés à grandz troupes, tient fort estroitement assiegés les rebelles (2), ayant esté desja fort vivement ataqués par Monsieur le marquis de Portes (3) qui les a rudement traictés et ayant laissé bon nombre de mortz, blaissés et pluzieurs prisonniers qu'on veult admener à la chambre de l'edict qui les a declairés perturbateurs de pais et crimineus de laize magesté. De quoy les ministres se sont fort estomaqués et firent une deputation à Monseigneur de Mommourancy où les esglises emploierent ung grand nombre de leur ordre de plus suffizans et cappables et qui savent mieus poindre de leur langue. Ilz arrivarent à Pezenas sur le poinct de nostre despart et peu avant le digner de mondit sieur qui les ressent fort modestement et sans autrement ce mouvoir en apparence ; et après les avoir ouys lounquemant discourir, qu'y ne feut sans quelque petite pointe suptillemant et dextremant dressée contre les catholiques du pais, vollant faire acroire qu'on les avoit atirés, il leur fut repprezanté par mondit sieur la faute notable qu'il avoit faite ayant desobey au roy, viollé ces edictz, contrevenu au traicté de pais

(1), Lettre autographe.

(2) Il est fait ici allusion à la prise d'armes d'Andredieu, gentilhomme auvergnat, qui au commencement du mois de mars s'était emparé du château de Grèzes dans le Gévaudan.

(3) Antoine-Hercule de Budos, marquis de Portes, lieutenant du roi en Gévaudan et dans les Cévennes, fut tué au siège de Privas, le 27 mai 1629.

et opposé leurs dessains à la commune et generale resolution des estatz à laquelle leurs depputtés mesmes avoict oppiné et jugé ceste rezolution très utile et salutaire au reppos de la province et sollagement du peuple. Il y eust pluzieurs discours et parolles entrecoupées d'un costé et d'autre, mais la rezolution fust que mondit sieur de Moumorancy les assura qu'il estoit tellement zaillé et affectionné au service du roy et reppos de son gouvernement qu'il estoit rezolu d'emploier sa vie et tous ces moiens pour conserver l'union et reppos de l'un et l'autre party, toutesfois qu'il s'emploieroit à interceder pour eulx envers la justice pour les traicter aux termes de la raison. S'a esté un grand coup de batton quy a fort estouné pluzieurs personnes de l'un et l'autre party, et mesmes la levée que faict mondit seigneur de mille hommes de pied et de la dresse de sa compagnie, ce qu'il a esté supplié de ne faire par lesd. ministres qui promettent faire vuider ces mutins dans trois jours. Toutesfois on ne restera d'executer la rezollution des estatz et tenir les gens de guerre predz pour les emploier où bezoing sera.

Je pense que vous aves entendu l'entreprinze d'Ollargue et de la Salvettat : cella nous donne occasion de prendre garde à noz diocезes et principalement à Cuxsac, Obeilhan, et Bizan, car cy ces volleurs ne peuvent troubler nostre reppos, nous aurons la pais chez nous... De Beziers, ce dernier mars mvi^e dix sept. Vostre très humble et obeissant serviteur à vous faire service. Corneau (1).

53.

12 avril 1617.

LETTRE DE M. LE MAZUYER, PREMIER PRÉSIDENT AU PARLEMENT
DE TOULOUSE, AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs les consulz, je loue vostre soing et affection d'avoir donné advis aux habitantz de Cordes de quelques entreprises sur

(1) Lettre autographe. — Conseiller au premier rang de la matricule en 1605, Marc-Antoine Corneau, avocat, fut élu consul en 1616. Il fut le premier député de la ville aux États.

leur ville ; ilz envoient pour vous remertier (1) et en apprendre le particulier. J'ay pareil desseing affin d'en informer et proceder avec toute la rigueur de justice que faire ce pourra, car desormais par la clemence chascun s'est rendu desnaturé et rebelle à son roy impunement ; s'il se faisoient quelques punitions exemplaires, ce seroit le remede salulaire de l'estat ; je vous envoie sur ce subject un arrest de la court au pied des declarations du roy contre les cheffz perturbateurs du repos public. Je vous envoie aussy copie du memoire (2) que j'ay receu des 2 et 4 de ce mois de Paris du succès des armées du roy ; il en fault esperer toute heureuse issue puisque la protection des estatz, de l'innocence de la vefve et de l'orphelin sont en la main de Dieu : vous en feres part à Monsieur l'archevesque. Estant soubz son œil et au voisinage de Monsieur de Montmorancy, je ne vous escriitz rien pour la veille et conservation de vostre ville sinon que sont faulx bruitz que ceulx de la R. P. R. ayent troupes sur pied ; je crois bien qu'ilz ne cherchent que pretexte pour se cabrer et qu'ilz ne manqueront de volonté pourveu qu'ilz puissent mal faire ; je suis d'avis que, gardant la fidelité des editz, ilz trouvent tous les subjectz du roy disposés

(1) Le 1^{er} avril, les consuls de Cordes avaient remercié les consuls de Narbonne de leur avoir fait savoir « comme quoy quelques ungs mal affectionnés au service du roy ont quelque mauveys dessaing à executer sur leur ville » et les assuraient qu'ils allaient prendre toutes les mesures requises par les circonstances. Dans une autre lettre du 4 avril les consuls de Cordes annonçaient l'envoi à Narbonne de Monsieur Maigner, avocat de leur ville et syndic du diocèse, « personne sy affidée au service de Sa Magesté et au bien de ceste ville que vous ne debves point craindre de lui comuniquer confidentement tout ce qui nous consernera ».

(2) Après avoir relaté les victoires remportées par les armées du roi sur les princes révoltés, le mémoire continue ainsi : « Le roy n'a voulu donner audience à des deputés du cercle de La Rochelle et à ceux qui sont venus de l'assemblée de Figeac et autres non legitimes, mais bien que s'ilz avaient plaintes à faire d'inexecution ou contravention aux editz à representer, que Sa Magesté les recepvroit par la bouche des depputés generaux de leurs eglises, ne voulant autoriser ni approuver aulcunes assemblées sinon celles qui se sont fondées en l'edit et permissions de Sa Magesté, et ne les veult recognoistre ny par lettres ny par actes quelconques, sachant qu'elles sont contre son service et desadvouées par ses bons subjectz de lad. religion qui luy ont recogneu que ce ne sont que factions par lesquelles on les veult porter à mauvais desseingz contre le repos de l'estat ».

à le faire obeir... Escrit de Tholose, ce 12 avril 1617. Vostre bien humble et affectionné serviteur, Le Masuyer (1).

54.

18 février 1621 (2).

LETTRE DE M. DE SAINT-GENIÈS AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, yer au soir je receus une lettre de Monsieur de Cousergues qui memoroit la perte du chasteau de Privas (3) qui fut rendu avant l'arrivée de Monseigneur au S' Esprit. L'on avoit fait sauter l'autre grande tour quy estoit la sulle defence de ladite place, laquelle aussytost prize fut aussytost razée et le chasteau aussy. Monseigneur estoit encore au S' Esprit et a envoyé Monsieur d'Espinault au roy : je ne sçay s'il continuera son armement de della ; je croy que nous en aurons bientost de nouvelles. La prize de quatre mille mousquets et de quatre mille picques est, Dieu grace, très veritable. Aiant eschoué ung bateau aux Maries, ceulx d'Arles y acourent en diligence, et l'on dict qu'il y a encore quelques deux bateaux chargés de poudres, cordes, plom et artillerie que l'on ne saict pas où ilz sont ; l'on

(1) Lettre autographe. — Le 30 avril, Le Mazuyer écrivait une nouvelle lettre aux consuls de Narbonne pour leur annoncer la mort du maréchal d'Ancre et le rappel par le roi aux affaires de M. de Villeroy et du président Jeannin. « La presente vous servira d'avertissement affin que personne ne s'en esmeuve, ains que nous vivions toutz en l'obeissance des edictz de Sa Magesté pour le repos de ceste province. Mandes moy de voz nouvelles s'il survient quelque chose de nouvel et qu'on empesche les mauvaises vollontés, si aucunes paroissent ».

(2) Les conférences de Loudun avaient ramené le calme dans tout le Languedoc ; la province jout de la paix pendant quelque temps ; mais les protestants de la France entière se concertèrent à l'assemblée de La Rochelle (novembre 1620). Les religionnaires de Languedoc, sous les ordres de Châtillon et de Rohan, prirent les armes et les lettres n° 54 à n° 80 vont nous montrer les diverses phases de la lutte dont les points culminants furent les sièges de Montauban (1621) et de Montpellier (1622). — Le lecteur trouvera des détails très circonstanciés sur les campagnes de Rohan en Languedoc (1621-1629) dans une série d'articles publiés par M. A. de Cazenove dans les *Annales du Midi*, n°s 55 à 58, années 1902-1903.

(3) Le château avait été pris par Joachim de Beaumont, baron de Brison, chef des religionnaires, le 4 février 1621. Voir *Hist. de Languedoc*, édit. Privat, XI, p. 940-941.

treuva quelques pacquetz sur la personne du pilote bien cachés que le premier consul a pourtés au roi. Monsieur de Chastilion en est grandement estomaqué contre ceulx d'Arles, lequel uze de grand menasses, mais je croy qu'ilz se pareront bien à luy ayant seu la vollonté du roy... A Luc, ce xviii^e febvrier 1621. Vostre servitur, H. de Saint Genies (1).

55.

27 mai 1621.

LETTRE DE M. LE MAZUYER, PREMIER PRÉSIDENT AU PARLEMENT
DE TOULOUSE, AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs les consulz, les espritz de ceulx quy sont portés au desordre sont si pervertis que au lieu de faire proffict de la clemence du roy et de ses bonnes intentions selon sa declaration, ilz se portent à opprimer d'avantage les subjectz du roy par tous actes de rebellion, ravages et ruines dans la province, par pertidies, trahisons et desloyaultés, nonobstant que contre leurs attentatz le roy n'ayt donné aucun ordre pour reprimer par la force leurs insultz violentz et temeraires entreprises. C'est pourquoy pour arrester les funestes progrès grandement prejudicia-bles à la campagne et les exiter de se contenir en leur devoir, la court a donné l'arrest duquel je vous envoie l'imprimé (2). Tenes la main qu'il soit executé selon sa forme et teneur, en sorte que, s'ilz continuent, la force en demeure au roy. Chacun se tenant en estat, il est très aisé d'empescher les volleries, meurtres, surprises et autres desolations par ung chastiment exemplaire... De Tholose, ce 27 may 1621. Vostre très affectionné à vous faire service, Le Masuyer.

(1) Le 22 février, les consuls eurent connaissance d'une lettre adressée à M. de Luc, « donnant avis de faire bonne garde à cause qu'il y a dessaing « sur Narbonne par ceulx de la religion prethendue reformée ». — Le 15 mars, une nouvelle lettre de M. de Luc annonçant une nouvelle attaque contre Narbonne, le conseil de ville prit toutes les mesures réclamées par les circonstances. Voir *Archives de Narbonne*, BB. 12, fol. 58, 76 v^o, 105 v^o, 113 et 116.

(2) Le parlement dans son arrêt désignait nommément comme rebelles les sieurs de Lérans, de Malaussé, de Saint-Amans, Sus, S. Germain, de S. Rome, Montbertier, Segalières, Fantillon, Alteirac, Rames, Veilles et Dariac.

56.

29 juin 1621.

LETTRE DE PHÉLYPEAUX, S^r DE PONTCHARTRAIN, A L'ARCHEVÊQUE
DE NARBONNE.

Monsieur, je vous fais ce mot à la haste pour vous accompagner ung memoire que je vous envoie d'une entreprinse que l'on a faict sur la ville de Narbonne et laquelle on m'a mandé debvoir estre executée bien tost. Celluy qui m'en escript me fait croire avoir acisté au conseil où elle a esté projetée et estre l'ung de ceux qui ont esté sur les lieux pour en recognoistre la facilité. Je sçay bien que la pluspart de ces entreprinses la manquent et demeurent à neant, les unes parce que l'ons ne ce veult pas hasarder mal à propos, les autres parce que l'ons y est bien souvant repoulcé, mayz neanmoins j'estime qu'en tout cella il ne fault rien negliger. C'est pourquoy vous y feres s'il vous plait prendre garde, et m'en suis volleu adresser à vous, sachant quel est vostre soing et vigilance aux affaires qui importent le public. Je vous baise très humblement les mains... A Coignac, le xxix^e juing, Vostre très humble et affectionné serviteur, Phélypeaux (1).

Monsieur, je croy que vous aves à present seu comme le roy a pris très heureusement S^t Jean d'Angeli (2), encores qu'il en soit sorty plus de deux mil hommes de guerre bien armés sans les habitants. Il a envoyé investir Pons, lequel sera demain ou le jour suivant assiegé si auparavant cella ceux qui sont dedans ne ce mettent en leur debvoir (3).

(1) Paul Phélypeaux, seigneur de Pontchartrain, était secrétaire d'État depuis 1610. Il avait contribué à réconcilier Marie de Médicis avec le roi son filz (1619); il mourut à Castelsarrasin, le 21 octobre 1621.

(2) La ville de Saint-Jean-d'Angely se rendit le 24 juin après un siège qui avait duré 25 jours; l'ancienne commune fut abolie avec toutes les franchises et libertés qui s'y rattachaient et la ville reçut le nom de *Bourg-Louis*. Pons ouvrit ses portes le 30 juin.

(3) Copie.

57.

Juin-juillet 1621.

ENTREPRISE SUR NARBONNE.

Les auteurs sont M^{re} le marquis de Malaussé, S^r Amans, Carrière, Cors, un parant du capitaine Brisson, nommé Bressat, et celui aussy qui a recogneu la place.

Pour y parvenir ilz font entrer vingt soldatz qui se doivent retirer une partie chez un consul qui ne scait rien toutesfoys de l'entreprinse, et se retireront chez luy comme s'ilz le visitoient en qualité de ses amis, les autres feront samblant d'estre gens de mestier et en effect les uns travaillent, lesquels à l'heure assignée doivent surprendre les sentineles qui sont logées dans les guerites sur la pointe de la muraille qui est en forme de bastion de ce costé la et où le fossé ést presque comblé et y peut-on descendre fort aisement.

Ces vingt soldatz ont telle cognoissance avec ceux de la garde que mesme celui qui fut recognoistre la place fut avec l'un d'iceux de nuit par tous les corps de garde.

A l'endroit qu'ilz doivent dresser les escheles il n'y a au bastion que vingt et cinq pierres de hauteur, et les eschelles ont de longueur cinquante pans, et s'en doivent dresser vingt à la fois. Chascune d'icelles sera commandée par vingt capitaines qui savent leur charge, sçavoir est d'aller à l'église où y a cinq portes qu'on doit forcer à coups de petar et laquelle eglise n'est pas plus loing de ce bastion ou muraille que de sept vingt pas. Les autres donneront à l'archevesché, les autres gagneront les pons où l'on met tous les soirs vingt et cinq homes de garde seulement, les autres à la maison du gouverneur ou lieutenant.

Le randé vous de ceux qui fairont l'exécution est dans quelques cavernes à trois leues de la où se peuvent loger quatre mil homes, les escheles et autres munitions.

Du costé où l'on dressera les escheles il n'y a point de canons sur les murailles, les ayantz retiréz dans des loges faictes exprès pour conserver l'atelage.

Ceux qui entreprenant font estat de se servir de la mauvaies intelligence qui est entre le gouverneur et le lieutenant s'ilz

voyent en cas d'alarme en avoyr besoing, les uns faisantz estre envoyez par Monsieur de Montmorancy, les autres par autres (1).

58.

7 juillet 1621.

LETTRE DE SAINT-GENIÈS AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, par celle que Monsieur l'archevesque de Narbonne m'a escript j'ay aprins l'adviz que Mons^r de Pontchartrain luy a donné de l'entreprinse que les rebelles au service du roy ont sur la ville de Narbonne. Il fault croire qu'il en est quelque chose puisqu'il vient de sy loing et qu'on marque tant de particularités.

Je ne faitz point de doubte que, Narbonne estant ce qu'elle est, les ennemis n'y ayent eu dessain, sçaichant comme ilz ont des adviz à toute heure de ce quy s'y passe, mesmes que la garde bourgeoise ne va pas comme il fault. Les compagnies quy sont d'environ deux cens hommes il ne s'en trouvent pas à la garde trante ou quarante de chascune; l'ordre que je y ay establi n'y est point observé, on le mesprise; je m'en suis fâché pour le bien du servisse du roy et le vostre, il ne m'a de rien servy. Lorsque le sergent majour veult fere sa charge et voir sy les corps de garde sont bien garnis, on ce fache contre luy, on le courrousse et le baffoue; il est impossible qu'un homme quy est troublé en sa charge la puisse bien fere.

Que l'on observe l'ordre que je y ay mis, qu'on ne flatte personne, qu'un chascung alhe à la garde à son tour, que deux compagnies bourgeoises soient de garde chascue nuit, que l'une fournisse les corps de garde et l'autre demeure à la maison de ville pour fere les rondes. Tous les huguenots de Languedoc ne sont pas cappables de nous mal fere; aussy sy cest ordre n'est observé, il n'y a nulle doubte qu'on n'entreprene sur nous (2).

Je ne puis quitter ce petit armement sans le conget de Monseigneur auquel j'envoy exprès pour luy donner adviz de ceste

(1) Copie.

(2) A la suite de ces menaces réitérées d'entreprise sur Narbonne, le conseil, dans sa séance du 15 juillet, décida de demander à Montmorency et au parlement l'expulsion de tous les huguenots qui résidaient à Narbonne.

entreprinse. Cependant je ne puis que vous exortter à veiller soigneusement à vostre conservation ; il y va de l'intherest du roy et du vostre particullier quy vous y oblige. J'escriptz aux conseuls des lieux quy sont sur la riviere d'Aude de fere fere garde la nuict et le jour aux guetz de ladite riviere à peyne de deshobeissance ; je vous supplie leur fere tenir mes letres. A Poussan, ce 7^{me} juillet 1621. Vostre servitur, H. de Saint Geniès.

59.

[9 juillet 1621].

LETTRE DE M. D'ALIBERT AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, je vous envoie se pourteur exprès pour vous donner advis que les troupes de seus de la religion quy s'en estoient alées vers Castres sont de retour. Ilz sont en nombre de deux mille hou environ et s'en venet yer fere quelque exequation à la plene, mais la pluie les detourna. Ilz furent yer près de nous demy cart de lue et vismes passer de nostre garnisoun environ de cinq cens. L'ons me donne advis que j'advertise tous nous voisins et qu'ilz hount de grans desains, fesant apourter grent quantité de petars et echeles, et m'a toun mandé qu'ils hount quatorze charolées de munitions sans me mandé que s'et. Je me crains que se soit pour exequer quelque ville d'importance hou bien fere quelque camp volen pour forcer quelques lieux de la plene. S'il vous plaît de provoir à l'un et à l'autre comme vous jugeres estre besoin, vous suplient tenir l'advis pour estre très assuré. De Lespinassière, ce vendredy à cinq heures du soir. Vostre très affectionné servitur, D'Alibert (1).

(1) Lettre autographe. — Le 11 juillet, Saint-Geniès écrit de Pézenas : « Il y a six cens hommes à Faugere assemblés avec eschelles et petartz pour exequer quelque lieu ».

60.

12 juillet 1621.

LETTRE DES CONSULS D'OLONZAC AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, suyvant l'advis qu'il vous pleust nous donner nous sommes tenus esveilbés, vous advizant comme les huguenotz nos ennemis en grand nombre la nuict passée entre deux et trois heures sur le jour nous sont venus attacquer avec pluzieurs petardz et eschelles, ayant faict saulter deux rasteilhers et venus jusques au pont. Sy est ce toutesfois que par la grace de Dieu nous les avons rebuttés par trois diverses fois nous estantz entretenus en combat l'espace de deux heures, tellement que la bitoire nous est demeurée, leur ayant faict quitter trois eschelles, ensemble le pont en bois qui pourtoit les fourches pour lever les eschelles, ung petard et, que plus est, faict demeurer sur la place ung de la campagne et blessé plusieurs : de quoy rendons graces à Dieu... D'Olonzac, ce xii^e julhet 1621. Voz bien affectionnés serviteurs. Les consulz d'Olonzac, M. Charles, consul; G. Arnaud, consul; A. Serigny, consul.

61.

31 août 1621.

LETTRE DE MM. DE SAINT-MARTIN-DE-TOQUES ET DUMAS
AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, nous eusmes encores cest boneur samedi (1) de parler au roy estant dans sa chambre qui nous dit qu'il feroit

(1) Le 28 août. — Dans une lettre écrite de Toulouse le 8 août, le troisième consul Jean Vignes écrivait à ses collègues : « Le roy est dans Clairac puis « judy dernier (5 août); l'ons tient qu'il sera dans cinq ou six jours devant « Montauban ». Ce fut seulement le 17 août, que l'armée royale parut sous les murs de cette ville dont le siège fut levé le 10 novembre suivant. Le récit du siège de Montauban est très circonstancié dans les *Mémoires* de Bassompierre (t. II, p. 291 à 364 de l'édition faite pour la Société de l'histoire de France).

que son conseil se souviendrait de nous. De ce pas nous alâmes au logis de M^r le cardinal de Res (1) lequel, dès qu'il nous vîst, nous apella et nous promist que au premier conseil l'on vuideroit nostre afere. Nous somes si las de dormir sur la palie que nous presserons tout autant que nous pourrons ; nos presidans des comptes et des aides se fachant de ceste longueur s'en sont alés à Tholose.

L'on ne parle que des aferes de la guerre. M^r de la Force (2) traite et pour contenter le peuple, ils ont mandé à La Rochelle savoir s'ils peuvent estre secoreus ; cependant le canon batra dans 2 jours et sera la baterie de 40 canons. L'on espere que Montpellier obeira et, ce faisant, avec une bonne citadele à garnison catolique l'on a envie de conserver ceste ville entiere. Pour diligence et representation et employ d'amis, il ne vous fault pas plaindre ; pour l'esvenement au temps M^r le président Le Greffe n'a pas foit ce qu'il nous avoit promis, comme nous vous dirons. Si Moutauban capitule, nous vous despecherons exprès pour venir saluer le roy à Tholose... A La Françoisse, ce dernier aoust 1621. Vos très humbles et affectionnés serviteurs, S^t Martin de Toques, Dumas (3).

(1) Henri de Gondi de Retz, coadjuteur à l'évêché de Paris de son oncle Pierre de Gondi, auquel il succéda en 1598 ; il fut créé cardinal en 1618. Il mourut à Béziers, le 2 août 1622.

(2) Jacques-Nompar de Caumont, marquis de la Force, défendit Montauban avec ses deux fils en 1621 ; détaché du parti des religionnaires, il fut fait maréchal de France en 1622 et créé duc et pair en 1637. Il mourut à l'âge de 94 ans. Ses *Mémoires* et ceux de ses deux fils, les marquis de Monpouillan et de Castelnau, ont été publiés en 1843.

(3) Lettre autographe de M. de S^t Martin. — Conseiller au premier rang de la matricule en 1593, Jérôme de Castilhon, sieur de Saint-Martin-de-Toques, fut élu consul en 1620. — Conseiller au premier rang de la matricule en 1608, Louis-Antoine Dumas, sieur de Roujan, fut élu consul en 1614. — Ces deux personnages avaient été députés auprès du roi pour obtenir le transfert à Narbonne de la Chambre des Comptes établie à Béziers.

62.

2 septembre 1621.

LETTRE DE M. DE SAINT-MARTIN-DE-TOQUES AUX CONSULS
DE NARBONNE.

Messieurs, depuis le despart de Mr Gleises, j'ay veu Monseigneur le conestable (1) qui me commanda de presser Mr de Pontchartrain pour parler de nostre afere, ce que je fis. Mais ier arriva l'escuier de Mr de Chastillon qui a asseuré le roy d'obeissance, tellement que je crois qu'on atandra l'issue de Montauban où je feus ier voir la baterie qui comença de 17 canons et dans 2 jours elle sera de 38. C'est une ville bien bastionnée, mais les nostres sont si près des bastions que les sentinelles se parlent. Il y eust du malheur que le feu se mist à quelques caques de poudre du cousté du regiment des Gardes sur les 8 heures du matin et sur les 3 heures du soir du cousté de Mr du Maine, où force gentilhommes feurent fort gastés de la poudre; l'on a dit au roy qu'un huguenot avoit fait cela.

Je suis resoleu de presser Mr le conestable pour me comander ce qu'il voudra que je fasse, car ceus de Beziers partirent ier pour aler à Tholoze, et je ne partiray point qu'il ne me le comande. Je vous assure que je voudrois estre hors d'icy, car coucher sur la palie 3 sepmaines cela est fort facheus. L'on traite toujours quelque acomodement, mais le peuple huguenot ne se fie pas de leur noblesse. Si l'afere va en longueur, j'atendrai ici jusques le 8^e de ce mois et puis m'en iray à Tholoze après que j'auray resolution de Mr le conestable... A La Francoise, ce 2^e 7^{bre} 1621. Vostre très humble et affectionné serviteur, S^t Martin de Toques (2).

(1) Charles, marquis d'Albert, duc de Luynes, né en 1578 à Pont-Saint-Esprit, jouit de la plus grande faveur auprès de Louis XIII après l'assassinat de Concini, maréchal d'Ancre. Créé cométable le 2 avril 1621, il échoua devant Montauban dont il leva le siège au bout de deux mois (2 novembre 1621). Il mourut le 15 décembre 1621 à Longueville (Lot-et-Garonne).

(2) Lettre autographe.

63.

6 septembre 1621.

LETTRE DE M. DE SAINT-MARTIN-DE-TOQUES AUX CONSULS DE
NARBONNE.

Messieurs, samedi au soir le conseil transféra par arrest le siege de Nismes à Beaucaire. Pour Montpellier, parce que M^r de Chastillon promet obeissance, M^r le cardinal de Retz me dit ier au soir qu'à la cour l'on faisoit plus dans une heure que dans un mois; cela veut dire qu'ilz veulent qu'on atende, ce que je feray puisque je suis esté comis à vous servir. bien que je soufre mille incomodités. Le roy bat tousjours Montauban. M^r du Maine (1) a fait ataqer jeudi à minuit une demi lune la où il perdit force noblesse et, samedi à 4 heures, il avoit bateu encores ceste demi lune et une pointe de bastion ; il y fist doner où il perdit force noblesse. M^r le marquis de Tamines (2) et M^r de Carbon furent tués; M^r de Dumene (*sic*) list des mervelies et ne feust point blessé. Le pouvre M^r de Cadron y feust tué; bien que l'on ne vouldist point laisser passer aucun volontere, il glissa sans estre armé; ils feurent repoussés. L'on bat plus fort asteure; le roy fait fere de fors du cousté que la place n'estoit pas assiegée. M^r d'Angolesme (3) tue 400 hommes sur la place et feit que par capitulation M^r de Malause et M^r de S^t Rome avec II^m homes qu'ilz avoint promirent de ne porter point les armes contre le roy de six mois; c'est un bon coup pour le roy. Les grandes maladies continuent; Monsieur, frere du roy, est malade à Mois-sac d'excès de fievre; la reine se change à Castelsarrasi aujourd'hui. J'estime que ce siege sera long; il ne faut pas aussi qu'ilz

(1) Henri de Lorraine, duc de Mayenne et d'Aiguillon, fut tué au siège de Montauban le 17 septembre 1621.

(2) Le marquis de Thémînes était le fils de Pons de Lauzières, marquis de Thémînes, maréchal de France, gouverneur de Montauban et sénéchal de Quercy.

(3) Charles de Valois, comte d'Auvergne, puis duc d'Angoulême, était fils naturel de Charles IX et de Marie Touchet. Il défit le marquis de Malause, commandant des religionnaires en Albigeois et en Rouergue, à Fauch qui capitula le 3 septembre 1621.

esperent grace, car il ne se parle plus d'aucun traité. Je verray icy quelques jours le cours du marché et selon cela je me conduiray... A Picacox, ce lundi vr^{re} 7^{bre} 1621. Vostre très humble et affectionné serviteur, S^r Martin de Toques.

M^r de Dumas s'est alé rafraichir à Tholoze; je l'atends aujourd'hui (1).

64.

12 septembre 1621.

LETTRE DE MM. DE SAINT-MARTIN-DE-TOQUES ET DUMAS
AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, la responce que M^r de Pontchartrain nous fist vendredi que nous en pouvions retourner et que le roy n'estoit point resoleu a fere aucun changement encores nous obligea aussi tost de nous rendre en ville, ce que nous avons fait ne fesant que d'arriver. Nous fismes la reverence à Monsieur de Guise qui, se louant fort de l'honneur que la ville de Narbonne lui avoit fait, nous ofrit son assistance; nous le suppliasmes nous conserver ceste affection, laquelle nous emploierions lorsque nous jugerions estre necessere de recourir à sa faveur et credit qui n'est pas petit. Puisque cela est nous serons à vous par toute ceste semaine, aiant icy encores M^r le presidant La Greffe lequel nous verrons. Nous vismes vendredi à Picacos le petit Pujol de Montpellier qui se plaignit fort de ce que Mons^r le presidant Gevaudan passant à Narbonne, persone ne tint conte de le voir; il estoit la pour demander quelque passeport pour de mestres des comptes de Montpellier de la religion. L'on tient ceste ville maintenant à

(1) Lettre autographe. — Le même jour M. de Saint-Martin écrivait encore aux consuls : « Depuis vous avoir escrit et fermé mes lettres, Mons^r le cardinal de Rez m'a apellé et m'a dit que de douze ou 15 jours au plus l'on le conseil ne pouvoit resoudre nostre afere. Je luy ay respondeu : « Mais le resoudra on ? le devons nous esperer ? » « Infaliblement l'on le resoudra et peut estre avant ce temps », m'a il dit. C'est ce que me fera patienter contre mon dessain, car je crains venir malade veu la quantité qu'il en y a en ce pais. Le roi estant parti fent asteure en diligence pour aler à Mois-sac voir Mons^r son frere qui est fort mal : Dieu lui aide, car c'est un prince de grande esperance ».

la disposition absolue de M^r de Chastilion et par consequant entiere en ses honeurs sous bonnes citadelles qui sont desja destinées. Tout ce que vous auries à fere seroit tenir quelqu'un devers le roy pour estre la toujours aux oreilles et atandre les esvenemens. Il faut un peu estre coneu à la cour, car de fere la despace nostre l'esperance pour aucune ville est trop petite et la longueur des esvenemens trop certaine. Ce dimanche xii^e 7^{bre} 1621 à midi. Vos très humbles et obeissans serviteurs, S^r Martin de Toques, Dumas.

Les députés de Beziers s'en vont aussi (1).

65.

22 septembre 1621.

LETTRE DE M. D'ALIBERT AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, je viens de recevoir advis très assuré que des troupes de Monsieur de Rouban ont reculé devers Saint Amans et autres lieux circonvoisins audict Sainct Amans ; il en y a en nombre de huit cens. L'on me mande que c'est pour fere des executions ou bien des courses dans la plaine. Je prandray garde à ce que ces troupes deviendront et, si je puis, je vous en dourray advis... A Lespinaciére, ce 22^e septembre 1621. Votre bien humble et affectionné serviteur, D'Alibert.

66.

3 octobre 1621.

LETTRE DE M. RATHERY, DÉPUTÉ DE NARBONNE AUX ÉTATS,
AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, il a esté donné ce matin un advis à M^{rs} les consuls de Carcassonne, duquel je vous ay voulu informer affin qu'il vous plaise, durant le desordre que causent les vendanges, de vous prendre garde à faire faire bonne porte le jour et bonne

(1) Lettre autographe de M. de Saint-Martin.

garde la nuit. C'est que tous les traités d'accommodementz soit avec Monsieur de Rohan soit avec Monsieur de Chastillon sont rompus, et que depuis ceste rupture ledit sieur de Rohan, qui desespere de pouvoir beaucoup assister ceux de Montauban, a resolu d'employer ses forces à prendre et ravager quelques places du plat pais non pour s'y fortifier ny s'y tenir, mais pour le sac et le pillage (1). Et de faict M^{rs} les consulz de ceste ville sont allarmés d'un bruit qui court qu'il y a six ou sept cens harquebuziers vers le Mas de Cabardès ; cela ayant esté dict chez Monsieur le president en bonne compaignie, tous ceux qui font les entendus ès affaires ont dit qu'il estoit croyable que ledit sieur de Rohan et autres joueroient maintenant de leur reste et tascheroient de surprendre maintenant quelques lieux et places pour les butiner et piller et encore pour resonder le gué de la capitulation. Nous attendons d'heure à autre M^r le thresorier de la bource du pais que les estatz (2) depuis quelques jours ont envoyé devers le roy... A Carcassonne, le 3^r octobre 1621. Vostre très humble et très obeissant serviteur, Rathery (3).

(1) Le 24 septembre, les consuls de Narbonne avaient reçu de leurs députés aux États une lettre. « On faict courir ung bruyt qu'ons a assiegé certaine « troupe de gens de M^r de Rouan dans ung boys et que M^r d'Angoulesme les « a attrapés, dans le dit boys. »

(2) L'assemblée des États avait d'abord été indiquée pour Toulouse, et quatre jours après qu'elle eût commencé à Béziers, le roi la transféra à Narbonne et puis à Carcassonne. Les États s'étaient ouverts à Béziers, le 11 septembre, et le serment de fidélité au roi fut renouvelé à Carcassonne ; ils prirent fin seulement le 1^{er} janvier 1622. Voir *Hist. Languedoc*, édit. Privat, xi. p. 948 à 960.

(3) Conseiller au premier rang de la matricule en 1619, Claude Rathery, docteur ès droits, fut élu consul en 1621. Des lettres de Louis XIII, données à Metz, le 17 janvier 1632, enjoignirent au conseil d'élire à la charge de 1^{er} consul M. Rathery ; mais une députation fut envoyée à Paris et l'élection des consuls put être faite par les conseillers matriculés, le 14 mars 1632, suivant les formes accoutumées. En 1625, le conseil de la ville le chargea avec M. Pierre Garrigues de dresser l'inventaire des archives de la ville ; ce travail fut terminé en 1628.

67.

4 octobre 1621.

LETTRE DE M. BOSQUET, DÉPUTÉ DE NARBONNE AUX ÉTATS,
AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, vous aurez sceu les nouvelles qui courent concernant la desfaitte du secourdz qui vouloit entrer à Montauban (1) : Dieu veulhe continuer ce bonheur envers nostre roy et qu'il le preserve de tout mal. Nous sommes en ses estatiz attendant l'arrivée de M^r de Puynauttier, tresorier de la bource du pays, qui est deputé dudit pays devers Sa Magesté pour recevoir l'ordre que nous debvons tenir sur les affaires qui regardent le bien de la province ; nous le tenons icy dans deux jours, bien que l'ons nous menasse de nous fere aller à Lavaur pour aller parachever les estatiz : Dieu veulhe tout conduyre. Au demeurant je croy aussy que vous aures sceu comme les ennemis se sont gectés vers Xitton (2) et l'ont saisy. L'ons ce craint de quelque lieu du Minervoïs et qu'il ne fassent du ravage à la playne. Monseigneur l'archevesque de Narbonne m'a chargé de vous escrire pour vous prier de vouloir avoir le soing à la garde et conservation de la ville et n'espargner rien pour fere fere bonne garde, car nous en avons besoing aultant que jamais... A Carcassonne, ce m^r octobre 1621. Vostre très humble et obeissant confrere, Bosquet (3).

(1) Voir sur l'introduction des secours dans Montauban, *l'Hist. de Languedoc*, édit. Privat, XI, p. 951 et XII, *Preuves*, n° 474. Les renseignements donnés dans la lettre par M. le consul Bosquet sont conformes à ceux donnés par le roi au chancelier.

(2) Les historiens du Languedoc disent que les troupes du duc de Rohan s'emparèrent du lieu de *Fitou* ; il faut lire *Citou*, commune du canton de Peyriac-Minervoïs, sur les frontières du département du Tarn.

(3) Lettre autographe. — Conseiller au sixième rang de la matricule en 1593, François Bosquet, notaire royal, fut élu consul en 1595, puis 4^e consul en 1602, 3^e consul en 1609 et 2^e consul en 1621.

68.

7 octobre 1621.

LETTRE DE SAINT-GENIÈS AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, je vous escripvis hier comme il y a trois jours que j'avois donné ordre que le regimant de Monsieur le marquis de Nonay (1) s'alast loger despuis Caunes jusques à Agel et mesme au cappitaine quy en cas de besoing ce doit randre dans S' Pons. Cy je ne feusse esté pressé de quelques affaires de grande necessité je m'en feusse allé de della, et mesme d'ung adviz qu'on a donné à Madame (2) que les huguenotz ont une grande entreprinse sur ceste ville, la où il a fallu donner quelque ordre au desordre de la garde d'icelle.

J'escriptz à Monsr de Ricardelle pour mettre ung certain et pressis ordre en cas d'allarme. qu'il bailhe par escript à chasque cappitaine l'ordre qu'il faudra qu'on tienne et que ce soit chasque nuit affin de fere toutes choses sans confluzion ; il vous le fera voir. Cella est tant pour la garde des mortepayes que pour la garde bourgeoise ; il faudra que tous les cappitaines tant de l'une que de l'autre ayent le mot. Je vous prie apporter tout ce quy sera de vostre pouvoir affin que cest ordre soit observé, car c'est le meilleur qu'on puisse tenir. A Beziers, ce 7^{me} octobre 1621. Vostre serviteur, H. de Saint Geniès (3).

(1) Charles de Lévis, marquis d'Annonay, était le 3^e fils d'Anne de Lévis, duc de Ventadour, et de Marguerite de Montmorency. Il devint duc de Ventadour, le 23 mai 1631, lorsque son frère aîné, Henri de Lévis, duc de Ventadour prit l'état ecclésiastique. Il mourut le 19 mai 1649.

(2) Marie-Félicité des Ursins, duchesse de Montmorency. Elle avait épousé le duc de Montmorency à la fin de juillet 1612.

(3) Dans une lettre qui paraît datée du même jour, Saint-Geniès écrit aux consuls qu'il a donné les ordres pour envoyer le régiment de Nonay « vers » Caunes, Azille, La Livinière, Ceseras, Azillanet, Sire, Peiriac, La Caunette « et Aigne ».

69.

9 octobre 1621.

LETTRE DE MM. RATHERY ET BOSQUET, DÉPUTÉS AUX ÉTATS,
AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, aussi tost que Mons^r Dumas fust arrivé, qui fust jeudy environ les douze heures, nous allasmes voir Monsieur le president de Faure qui nous dit qu'en ce que concernoit l'armement d'une fregatte (1) il y avoit contribué son advis, parce qu'il jugeoit cela necessere pour le service du roy et pour le bien de la province et que difficilement la pourrions nous éviter. Et qu'en ce qui regardoit l'interdiction de la traite des bledz, il n'en avoit rien sceu et n'y avoit aucunement cooperé, estimant que quelques particuliers pour quelque gaing et esperance de profit pourroient avoir porté Monseigneur de Montmorancy à fere l'ordonnance qui prohibe ladite traite, à laquelle ordonnance quand nous n'eussions pas acquiescé n'y obtemperé ledit sieur president tient que nous n'eussions pas mal faict, soubstenant que mondit seigneur de Montmorancy ne la pouvoit ordonner et que cela depend du roy seul.

Ayant remonstré hier au matin aux estatz que l'armement de ceste fregatte regardoit le bien general de la province et partant que les frais et despence tant de l'entretien des cappitaines, soldatz, mariniers que de la munition morte et tous autres coustz concernant ledit armement debvoit estre porté par le general du pais, il y eust plusieurs personnes raisonnables qui

(1) Il est encore question de l'armement de la frégate dans une lettre de Saint-Geniès, du 21 octobre. « Madame m'a commandé de vous fere ceste cy « pour sçavoir cy vous aves encores faict armer vostre fregatte, car toutes « celles de ses lieux de dessa sont à la mer en bon estat. J'escrictz à Mons^r de « Ricardelle d'avertir tous les lieux quy sont à la marine de ce bien garder « parce que nous avouns advis que S^t Blancart arme plus puissanmant qu'il « n'a faict, et ce n'est pas sans dessaing d'entreprendre sur quelque lieu ». — Il avait été décidé d'armer quatre frégates ; trois devaient être fournies par les villes de Narbonne, Agde et Frontignan, la quatrième était équipée aux frais des États. — Jacques Gaultier, s^r de Saint-Blancard, gouverneur du fort et des salines de Peccais, avait pris en 1621 la qualité d'amiral du Levant. Il se distingua surtout au siège du Mas d'Azil (octobre 1625).

jugerent noz raisons très plausibles et recepvables et furent de cet advis, mais tous ceux du haut pais qui se deschargent tant qu'ilz peuvent furent d'adviz d'escripre avant tout œuvre à Monseigneur de Montmorancy pour prandre de luy l'ordre dudit armement et de le supplier de s'employer devers le roy et Messieurs de son conseil à ce qu'il fasse fere un fondz pour l'entretien de quatre fregattes ; que où Sa Magesté n'y voudroit entendre soit à cause de l'espuisement de ses finances qui se fondent toutes aux fraiz de la guerre ou toute autre consideration, qu'en ce cas les estatz y prouvoyront. On craint d'ailleurs la consequence et que si une fois le pais s'est engagé à cela, il y aura de la difficulté à fere cesser et casser... A Carcassonne, le 9^e d'octobre 1621. Vos très humbles serviteurs, Rathery, Bosquet, consul.

70.

14 novembre 1621.

LETTRE DE L'ARCHEVÊQUE DE NARBONNE AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, je resceux hier après diner des letres de Tholouze de la part du sieur sindic Olive sur le subject desquelles j'ai prié Monsr Bousquet, vostre confrere, s'acheminer à Narbonne pour toutz ensemblement fere une exacte recerche de la cantité des bledz que vous poves avoir dans vostre ville, le roy desirant savoir de quoi il peut fere estat pour l'entretien de l'armée que Sa Majesté veut envoyer au bas Languedoc des bledz qui se pourront trouver despuis Castelnaudarri jusques à Beziers ou Pezenas, et mesmes si on pouvoit aprandre quels bledz on pourroit tirer des Corbieres et de la conté de Rossillon, le roy l'aroit pour agreable... A Carcassonne, ce xiiii novembre 1621. Vostre très affectionné à vous fere service. L. de Vervins, archevesque de Narbonne (1).

(1) Lettre autographe. — Louis de Vervins fut archevêque de Narbonne de 1600 à 1628. Il avait succédé au cardinal de Joyeuse.

71.

14 novembre 1621.

LETTRE DE RATHERY, DÉPUTÉ AUX ÉTATS, AUX CONSULS
DE NARBONNE.

Messieurs, lorsque je partis de Carcassonne pour aller à la cour (1), je vous en donnay advis et vous offris de vous y servir et le general de la ville de très bon cœur, mais on ne m'a pas jugé capable de servir. Maintenant je vous advertis que le roy faict son entrée à Tholoze le quinzième ou le seizième de ce mois au plus tard (2) afin que Messieurs les députés qui le doivent venir saluer au nom de la ville prennent leur temps et leurs mesures, car ilz courent divers bruitz. Aulcunz disent que Sa Magesté ne demeurera que quatre ou cinq jours à Tholoze et après suivra la reyne et prendra la route de Bourdeaux, d'autres disent qu'il traversera la province et s'en ira par Lyon à Paris où quelques ungz assurent que de grandz affaires l'appellent. Cela m'a occasionné de vous envoyer Baillade exprès par lequel je vous supplie, Messieurs, me faire sçavoir l'intention de Messieurs les députés ou par quelque autre commodité et si je les dois attendre icy ou non et, si ilz veulent que je les attande, me marquer le temps ; j'attendray de voz nouvelles sur ce sujet jusques au 21 ou 22 du mois et l'honneur de voz commandementz... A Tholoze, le 14^e de novembre 1621. Vostre très humble et très affectionné collegue et serviteur, Rathery.

(1) Voici d'après une lettre de Bosquet, du 31 octobre, la composition de la députation envoyée auprès du roi par les États : « M^r Ratheri, nostre cousin frere, a esté depputé vers Sa Magesté avec M^{rs} les evesques d'Uzès, de Carcassonne, marquis de Mirepoix, baron de Coffolens, capitoul de Tholose, consulz de Carcassonne, Le Puy, Lavaur, le sieur de Malhano, député de Nismes, et de Fajac, député de Viviers, et M^{rs} d'Olive et de La Motte, scindiez generaux ».

(2) Le roi arriva à Toulouse le 14 novembre à deux heures de l'après-midi, mais il ne fit son entrée solennelle que le 21. Voir pour les détails de l'entrée du roi *Mercurius français*, t. 7, 1621, p. 892-925.

72.

7 février 1622.

LETTRE DE SAINT-GENIÈS AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, ceste cy sera pour vous dire comme Mons^r de Faugere(1) c'est randeu à discretion entre les mains de M^r le marquis de Portes. Mons^r de S^t Pallais avec la garde de Monseigneur sont dans le chasteau de Lunas. S'a esté une prinse fort heureuse, utile au service du roy et bien du public... A Pesenas, ce 7^{me} febvrier 1622. Vostre serviteur, H. de Saint-Geniès.

Je vous prie, Mess^{rs}, fere que la garde bourgeoise soit bien fournye, car j'ay des advis que je vous diray à nostre premiere veue.

73.

23 avril 1622.

LETTRE DE M. DE GINESTET, S^r DE SAUVIAN, AUX CONSULS
DE NARBONNE.

Messieurs, Monsieur de Luc m'a commandé de la part de Monseigneur d'anvoyer querir un drapeau à Narbonne tout de mesme que vous an aves donné aux autres capitenes du regiment de vostre diocese (2) principalemant n'an ayant point de vos couleurs. Donc je vous supplie très humblement de le vouloir delivrer au capitene Arnaud, donneur de la presente, qui vous an fera luy mesme un receu ; vous m'obligeres tout un monde et je tacheray de le mettre an lieu où vous et moy y ayons de l'honneur... De Cournonterrail, ce 22 avril 1622. Vostre bien humet et affectionné serviteur, Sauvian.

(1) Jean de Narbonne, seigneur et baron de Faugères, descendait de la famille des vicomtes de Narbonne.

(2) Montmorency avait levé 640 hommes dans le diocèse de Narbonne ; le contingent de la ville était fixé à 107 hommes. — Durant les mois de mars et d'avril les consuls de Narbonne reçurent plusieurs lettres relatives à la fourniture de plomb, poudres et autres munitions nécessaires pour l'armée réunie par Montmorency.

74.

26 juin 1622.

LETTRE DE M. LENOIR AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, suyvant l'advis et conseil de Monsieur de Vires et autres Messieurs de nostre ville qui sont de dessa et la charge que mon pere m'en a donnée de vostre part par ses lettres, je vous mande ce porteur exprès pour vous advertir comme le roy arrive cejourd'huy (1) assurément en ceste ville, et d'autant que le commung bruit est qu'il ne fera guieres long sejour ici pour s'en voulloir aller vers le pays de Foix, aux fins que vous le puissiez saluer plus commodement il seroyt expedient que vous autres partissiez mercredy prochain pour le plus long. Il ne fault pas craindre le passaige du Mas (2), car je tiens que dans trois jours il sera investy, ensemble Carmaing. J'ay promis à ce porteur une pistolle, pour fere le voyage; je vous prie les luy payer, n'ayant peu treuver à moins de fraiz et qui feust fidelle. De Tholose, ce dimanche 26^e juing 1622. Vostre plus humble et affectionné serviteur, Lenoir (3).

(1) Louis XIII arriva à Toulouse le 27 juin et à Castelnaudary le 5 juillet.

(2) Le Mas-Saintes-Puelles fut pris le 2 juillet et la ville de Caraman s'était rendue à Bassompierre le 29 juin.

(3) La ville de Narbonne avait décidé, le 19 juin, d'envoyer une députation chargée d'aller « offrir nos vœux, nos vies, nos fortunes et obeissances au « roy » lors de son arrivée à Toulouse. Les députés nommés furent : MM. Jean de Raynoard, sieur de l'Ardaillon, premier consul, François Lenoir, second consul, noble Paul de Brunet, sieur de Sédellan, noble Pierre de Vaissière et noble Jérôme de Castilhon, sieur de Martin-de-Toques. Ce dernier avait été député pour l'obtention de la Cour des aides, Chambre des comptes ou l'Université. — Les frais de la députation s'élevèrent à 300 livres.

75.

19 juillet [1622].

LETTRE DE M. DE CAUMARTIN AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, vous aurez maintenant plus de loysir de pourveoir à ce dont je vous ay parlé de la part du roy (1) et par son commandement. Ce qui me fait vous envoyer ce porteur exprès pour vous pryer de fere fere en dilligence jusques à soixante ou quatre-vingt mattelas à une pistole la piece, auquel pris un de vous m'a dit qu'on les aura, et cent paires de draps de toile d'Alby telz que deux hommes y puissent coucher commodement, cinquante couvertures de laine façon de Montpellier, les plus legeres et au meilleur marché qu'on pourra trouver, et cent couvertures de Lymous qui pourront couster, à ce qu'on m'a dit, xxxv ou xl solz la piece, mais il fault qu'elles soient grandes pour servir à deux hommes dans un lit; je vouldroys aussy que vous peussiez fere fere jusques à cent paillasses. L'importance est que le tout soit fait et rendu, s'il est possible, à Frontignan dans huict jours, auquel temps M^{re} les consuls de ceste ville m'ont promis fere rendre autant de ce que dessus audit lieu. J'ay pensé qu'il vailloit myeulx fere travailler en deux endroictz que de vous en donner toute la peine entiere. J'oublois à vous demander encore cent traversins de laine et deux douzeines de nappes crues de quatre à cinq pans de large et d'une cane et demye de long qui soient grossieres afin qu'elles coustent moins. Tout cela se payera comptant et feray fournir l'argent en ceste ville à qui vous me le manderez, s'il ne se trouve commodité de

(1) Le roi avait fait son entrée à Narbonne le 17 juillet. Après avoir quitté Narbonne, il s'était rendu à Béziers où la cour fit un assez long séjour. Louis XIII quitta Béziers le 15 août pour rejoindre son armée. Le siège de Montpellier commença le 1^{er} septembre et le roi fit son entrée dans cette ville le 20 octobre suivant. — Il ne nous est pas possible d'entrer dans plus de détails sur le siège de Montpellier; le lecteur pourra satisfaire sa curiosité avec l'ouvrage de Philippe Corbière, intitulé : *Histoire du siège de Montpellier en 1622, d'après les memoires du temps et les documents inédits.*

le fere tenir à Narbonne... De Beziers, ce xix^e juillet. Vostre serviteur affectionné, Caumartin (1).

76.

4 août 1622.

LETTRE DE MM. DE VIRES ET GARRIGUES, DÉPUTÉS A LA COUR
AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, nous avons veu Messieurs les ministres de l'estat et commençons à disposer les affaires dont nous aves chargés afin d'en faire promptement la poursuite... Il est incertain encores si le roy partira de ceste ville tost ou tart; son armée est à la playne de Lunel. Le bruit est que Aymargues et Marcelhargues sont randus à l'obeissance du roy : voilla ce que l'on a appris icy... De Beziers, ce 4^e aoust 1622. Vos très humbles et très affectionnés serviteurs, D'Autamar, Garrigues (2).

(1) Lettre autographe. — Louis Lefèvre de Caumartin, conseiller d'État, était commissaire du roi en Languedoc depuis 1612; il fut nommé garde des sceaux le 23 septembre 1622 et mourut à Paris le 21 janvier suivant. — Le 23 juillet, Caumartin envoyait une lettre de M. Ranchin, receveur général des finances, pour le paiement des fournitures demandées à la ville de Narbonne pour l'hôpital de Frontignan. Il avertissait en même temps les consuls que le roi dépêchait à Agen « pour fere venir des meubles qui y ont esté portés de l'hospital qui feut dressé l'année derniere au siege de Montauban ».

(2) Le 9 août, après avoir annoncé qu'ils avaient obtenu arrêt du Conseil pour le paiement de la morte-paye, les députés ajoutaient : « Cependant nous jugeons estre à propos que nous envoieis trois grandes boettes de confitures des plus belles que nous voulons donner à trois personnes, mais fault, s'il vous plaist, que les aions demain et que chascque boette soit de vingt cinq ou trante livres sans qu'il y aye d'autres petites boettes dedans et que soient bien conduites et bien emballées... Vous aurez sceu comme Lunel a esté prins par composition et que à mesme temps la compagnie de chevaulx legers de Monseigneur de Guisse a desfait environ quatre cens hommes des ennemis; six vingtz sont demurez sur la place et le reste prisonnier avec leur chef nommé Pillon. L'on va maintenant attaquer Sommières ». — Conseiller au premier rang de la matricule en 1605, François d'Autemar, sieur de Vires et de Tauran, fut élu consul en 1606. — Voir sur Pierre Garrigues la note de la lettre n^o 15.

6 août [1622].

LETTRE DE CAUMARTIN AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, je vous pryé me mander quant les meubles que je vous ay pryé fere fere pour l'hospital des soldatz blessés et malades seront achevés et m'envoyer un etat de ce que le tout coustera, parce que je voudroys bien qu'il n'excédast pas les deux mil livres que je vous ay fait fournir, ayant pourveu d'ailleurs à une bonne partie de ce qui est necessere. Sur quoy je seray bien ayse d'avoir au plustost de vos nouvelles pour sçavoir ce qui est fait et achepté et ce qui reste à fere. Je croys que vous aurez dans peu de jours une bonne quantité de meubles que j'ay envoyé querir à Agen, lesquelz je vous prie envoyer par eau avec ce que vous aurez fait fere à Narbonne jusques à Villeneuve près Montpellier. Cela n'est point si pressé que je pensois, le roy voulant reduire toutes les petites places du bas Languedoc avant que de commencer un grand siege, de sorte que ce que l'on a fait fere de meubles en ceste ville, qui sont dès à present à la suite de l'armée, pourra suffire en attendant que ceulx que vous faictes fere et que ceulx qui viendront d'Agen soient arrivés... De Beziers, ce vi^e aoust. Vostre serviteur affectionné, Caumartin (1).

(1) L'armée du roi s'étant mise en campagne à la fin de juillet, le nombre des malades et des blessés s'accrut en même temps que les besoins de l'hôpital de Frontignan. Le 12 août, Caumartin écrit aux consuls de faire acheter le plus de vieux linge qu'ils pourront faire trouver à Narbonne et dans le diocèse « pour employer à ensevelir les mortz et faire emplastres pour les blessez ». Durant tout le mois d'août les consuls de Narbonne reçurent presque tous les jours des lettres de Caumartin ou des consuls de Frontignan pour hâter l'envoi des meubles et du vieux linge. — Le clergé fut aussi mis à contribution. Caumartin écrit le 4 septembre : « Sy Monsieur vostre archevesque et Messrs les évesques de Mirepoix et Carcassonne vous envoient de vieux linge, je vous prie de me le fere tenir en diligence ou les adresser au consul de Villeneuve ». — Le 14 octobre, François de Donnadiou, évêque de Saint-Papoul, envoyant du vieux linge pour l'hôpital, écrivait aux consuls de Narbonne qu'il était « bien marry que la queste n'en aye peu estre plus grande que de trois charges à cause que tant l'armée du roy que celle de Monsieur de Vandosme, après les ennemis, ont tellement ruiné tous les lieux de ce diocèse que les meilleurs habitants ce trouvent grandement incommodés aussi bien de linge que d'autres choses et, le bon leur ayant esté pillé, faut qu'ilz ce servent des vieux aillons qu'ilz eussent donnés ».

10 novembre 1622.

LETTRE DE M. DE L'ARDAILHON, DÉPUTÉ AUX ÉTATS, AUX CONSULS
DE NARBONNE.

Messieurs, estant arrivé en la ville de Beaucaire (1), j'ay creu que c'est de mon devoir de vous faire ces lignes, lesquelles ne tantent qu'à vous donner advis des nouvelles qui se sçavent en ce lieu. L'ons a apprins ce mattin que Sa Magesté au retour de son voyage de la Saincte Baume s'en va en Advignon où ons prepare une entrée avec le plus grand apparat qui ce puisse faire; mesme dict on que si le S^r Paire y arrivoit, ilz ne pourroient faire davantage; tant y a que ons pance que ce sera au commencement de la semaine prochaine. Les estatz en corps ont resollu aller audit Avignon pour y salluer Sad. Magesté; Monsieur de Vantadour partira de ceste ville pour aller à Nimes pour faire abatre leurs fortifications lorsque M^r de Rouan y sera, lequel y doibt estre dans samedy douziesme. Nous vismes faire feu de joye de la paix à Montpellier le dimanche sixiesme où Mess^r le conestable (2), de Rouan, de Vallançay (3) et de Crequy (4) estoient. Ilz font abatre leur fortification, mais lante-ment; ce sont de choses que ons ne peult croire sy ons ne le voit. La munition et canons sont dans le pallais où y a cinq cens hommes de guerre pour les garder ainsin que j'ay apprins. Monsieur de Monmorancy est à la cour... A Beaucaire, ce x^e novembre 1622. Vostre très humble serviteur, De l'Ardailhon (5).

(1) Les États s'étaient ouverts le 7 novembre sous la présidence du duc de Ventadour.

(2) François de Bonne, duc de Lesdiguières, prit part à toutes les guerres religieuses en Dauphiné. Créé maréchal de France en 1609, duc et pair en 1611, Lesdiguières abjura la religion protestante le 26 juillet 1622. Le lendemain, il recevait le collier de l'ordre du Saint-Esprit et l'épée de connétable.

(3) Jacques d'Étampes, sieur de Valençay, maréchal de camp, fut nommé gouverneur de Montpellier après la prise de cette ville par l'armée royale.

(4) Charles, sire de Créquy, prince de Poix, fut créé maréchal de France en 1621; il prit le titre de duc de Lesdiguières, en 1626, à la mort du duc de Lesdiguières, son beau-père.

(5) Lettre autographe. — Conseiller au premier rang de la matricule en 1614, noble Jean de Raynoard, sieur de l'Ardailhon, fut élu consul en 1621. Il est souvent cité sous le nom de M. de Raissac; il mourut en 1652.

79.

13 novembre 1622.

LETTRE DE M. LENOIR, DÉPUTÉ AUX ÉTATS, AUX CONSULS
DE NARBONNE.

Messieurs, je vous diray comme cejord'huy le roy est arrivé ce midy à Tarascon où les estatz ont esté le saluer et suplié vouloir honorer la compaignie de sa personne par l'organe de M^r de Lavour (1) qui prezide pour M^r de Nismes (2), ayant Sa Magesté promis de s'y trouver demain. J'ay veu et salué en l'absance de M^r de l'Ardalion Monseigneur de Montmorancy en particulier et aussy Monseigneur le garde sceaux et fet les vœux et sobmission de servisses et obeissance de nostre ville avec la felicitacion à son esvenement de ceste charge et suplyé nous continuer ses bienveuliances en des aferes que nostre comunaulté porra avoir à demander à Sa Magesté, desquelles il en seroit sollicité. Il nous a promis toute continuation de ses affections, et sur ce je luy ay fet sçavoir des linges que M^r l'evesque de S^t Papoul (3) nous avoit mandés pour fere tenir où il ordonneroit ; il m'a dit que le roy n'en avoit plus besoin pour le present, que nous les donissions à des hospitaux. L'on atandoit ce soir audit Tarascon messeigneurs les cardinal de Savoie et de Nevers, y estantz ja arrivés leur train. Croyt on aussy que Sa Magesté yra avant son retour à Nismes, m'ayant esté dit par M^r Casaledes audit Tarascon y estantz alés ensemble. M^r de l'Ardilhon, nostre premier consul, n'a peu estre en ses visites ny voyage, parce qu'il avoyt esté arresté hier et mesmes ce matin que les estatz n'iroynt que demain matin voir Sad. Magesté, laquelle compaignie a esté mandée d'y aler aussi tost le roy y estre arrivé, et toute la compaignie n'a peu estre advertie. A ces estatz n'a esté encores depuis l'ouverture d'iceux, mesmes avant mon arrivée, traitté d'aulcung afere important que à se disposer sur la demande que le roy fit qu'on luy remete le droit d'equivalent comme luy

(1) Claude du Vergier, évêque de Lavour, de 1606 à 1636.

(2) Pierre de Valernod, évêque de Nismes, de 1598 à 1625.

(3) François de Donnadiou, évêque de Saint-Papoul, de 1608 à 1626.

apartenant, qui est ung grand et important afere pour lequel l'assemblée deputa comissaires hier matin et nous assamblasmes l'après disnée... A Tarascon (1), ce 13 novembre 1622. Vostre plus assuré et affectionné serviteur et collègue, Lenoir (2).

80.

26 novembre 1622.

LETTRE DE M. DE L'ARDAILHON AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, je croiré ne satisfere à mon devoir sy je ne vous donnois de mes nouvelles et par mesme moyen des afferes de ceste province. Je vous donne advis comme nous avons accordé à Sa Magesté deux cens mil livres payable dans deux ans prochains. Sa Magesté partit lundy dernier d'Avignon et Son Altesse le suit jusques à Lion. M^r le connestable rend tous les gouvernemantz particuliers de son gouvernement de Daufiné à Sa Magesté pour y mettre les gouverneurs telz que Sad. Magesté voudra ; en recompance Sa Magesté luy donne huit cens mil livres. M^r de Monbrun ce presenta en Avignon à Sa Magesté pour avoir son pardon ; Sa Magesté luy dict qu'il le pardonnoit luy promettant que, s'il faisoit plus le mauvais garson, il luy [feroit] trancher la teste. La cour sera grande à Lyon. Je ne vous puis represanter sur ce papier l'antrée que les Messieurs d'Avignon ont faicte à Sa Magesté, mais vous diray je qu'il est assuré qu'ilz ont despandu de deux à trois cent mil livres (3) ; jugez s'il ce peult fere beaucoup de chouses avec ceste somme. M^r de Vantadour partira dès que les estatz seront achevés pour aller à la haut Languedoc pour fere executter la paix... A Beaucaire, ce xxvi^e novembre 1622. Vostre très humble et affectionné serviteur, De l'Ardailhon (4).

(1) Cette lettre est datée par erreur de Narbonne ; il faut lire Tarascon où M. Lenoir s'était rendu avec la plupart des députés pour saluer le roi.

(2) Lettre autographe. — Conseiller au quatrième rang de la matricule en 1588, François Lenoir, receveur général de la foraine, fut élu 3^e consul en 1595 et 2^e consul en 1612 et 1622.

(3) M. de l'Ardailhon pouvait à bon droit trouver extraordinaires les dépenses faites à Avignon pour l'entrée du roi, puisque la ville de Narbonne, où Louis XIII fit son entrée le dimanche 17 juillet 1622, ne dépensa que 8210 liv. 13 s. 3 d.

(4) Lettre autographe.

81.

22 janvier 1625.

LETTRE DE LOUIS XIII AUX CONSULS DE NARBONNE.

De par le roy.

Chers et bien amés, le desir que nous avons de maintenir la paix (1) dans nostre royaume et de fere jouir tous noz subjectz d'un doux et assuré repos soubz nostre obeissance nous a faict entendre avec deplaizir qu'aucuns particuliers de la religion prethendue reformée ayent entrepris de soubzlever contre nostre autoritté et de troubler la tranquillité de cest estat pour divertir les heureux commencements des genereuzes et saintes rezolutions que nous avons prizes pour l'assistance et protection des autres aliez de ceste coronne. Et d'autant que leurs menées et pratiques ont passé sy avant que de prandre les armes, se saisir de l'isle de Ré et d'armer des vaisseaux pour depredier, comme ilz ont desja commancé, ceux de noz subjects quy trafiquent le long des costes de noz mers de ponant, nous avons resoleu pour arrester le cours de leur pernicleux desseing de fere armer bon nombre de vaisseaux de guerre et, pour garantir nos villes et places de toutes surprises, de mettre sus en aucunes de noz provinces où les pratiques desd. factieux semblent avoir plus de force des troupes tant de pied que de cheval, et mesme de fere descendre en nostre province de Languedoc six mil hommes de pied et cinq cens chevaulx conduits par les marquis de Portes et de Raigny, mareschaux de noz camps et armées, avec ceste seulle intention de conserver en repos noz bons et fidelles subjects et de reprimer et chastier ceux quy se jeteront dans la rebellion. Comme nous sommes assurés que noz sincerres intentions seront suivies non seulement de noz subjectz catholiques, mais aussy du general de ceulx de la religion prethendüe reformée quy

(1) Le Languedoc jouissait de la paix depuis 1622, mais dès les premiers jours de l'année 1625, les religionnaires de la province à l'instigation de Rohan avaient commencé à remuer. Ils se plaiguaient de l'inexécution du traité de Montpellier; leurs principaux griefs étaient la construction de la citadelle de Montpellier et le maintien de la garnison royale établie dans cette ville en 1622.

aiment la prosperité de cest estat et la reputation de ceste corone, nous entendons aussy qu'ilz soient maintenus dans les graces et facultés à eulx concedées par noz esdicts et que tous nosd. subjects tant catholiques que de la religion prethendue reformée vivent en bonne union et concorde soubz nostre obeissance et l'observation d'iceulx. Dont nous vous avons bien voleu informer par ceste lettre, vous exortant de veillier soigneusement à vostre seureté et conservation en telle sorte qu'il ne puisse estre rien entrepris contre vous quy puisse apporter prejudice à nostre service et troubler vostre repos et tranquillité. Donné à Paris, le xxij^r jour de janvier 1625. Louis. *Et plus bas* : Phelipeaux (1).

82.

12 mai 1625.

LETTRE DE M. LE MAZUYER, PREMIER PRÉSIDENT AU PARLEMENT
DE TOULOUSE, AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, vous avez receu les advis de la cour pour vostre conservation. La presante sera pour vous faire savoir qu'à present elle voit les desseings des rebelles prestz à esclorre, estans desja à faire de courses, petarder de maisons, prandre de prisonniers et faire tous autres actes d'hostillité. Mesmes que par complotz prins la pluspart des leurs qui estoit respandus par les campagnes ont quitté leurs demeures, rettiré leur bestaux et meubles et se sont mis à couvert dans les villes de faction et plusieurs se sont randus au departemens où ilz estoient enrollés. Sur tout cella la cour y a pourveu selon qu'il est de son pouvoir et n'ettant que les commandemens du roy ou de Mr le gouverneur, ce quy a esté retardé sur la croyance que le roy a eu que

(1) Copie. — AA. 116, f^o 52 v^o.

Le 5 février, M. de Ricardelle, viguier de Narbonne, écrit de Toulouse aux consuls que Soubise s'est emparé de Blavet en Bretagne bon port de mer. « Cela pourra mener la guerre ; il est besoing d'avoyr l'œil sur les » religioneres et que la garde de Narbonne soit an bon estat. J'esqrys à nous » cappitaines de coucher au corps de garde et que tout alle de bon ordre. » J'estyme que vous ne voudres pas negliger cet avys et de la garde bour- » goyse... Il faudret, s'il vous plet, escrire lettres à Lespynassiere, Quaunes, » Azille, Lonsac et Bysan et leur doner cete nouvelle. »

l'excès de sa bonté en leur endroit les dispozeroit d'accepter les avantages qu'il leur avoit offert, mais s'ilz commencent, Dieu aydant on les rattrapera en peu de temps. Neanmoins pour le repos public et entretenir de la part du roy de bonne foy ses editz, la cour a donné l'arrest duquel je vous envoie l'imprimé. Vous tiendrez la main à l'exécution et le ferez publier affin qu'il n'y soit contrevenu, et contre les coupables vous procédez extraordinairement. De Tholose, ce douzième may M^{VR} XXV. Vostre très affectionné serviteur. Le Masuyer (1).

83.

25 juin 1625.

LETTRE DE M. DE BARDICHON, SYNDIC GÉNÉRAL DE LANGUEDOC,
AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, j'ay creu estre de mon devoir de vous faire entendre comme l'assemblée de deux seneschaussées convoquée à Tholose (2) par mandement de Monsieur le marechal de Themines et depuis par les lettres de Monsieur le duc de Vantadour (3) comme elle a fini en mesme temps qu'elle a commansé, veu le manquement de pouvoir et defaut de procurations; cela n'a pas esté ung petit advantaige pour... (4) par les letres du roy escriptes aux estatz en dernier lieu. Il nous faut rejouir d'estre deschargés de la solde et entretenement des gens de guerre qu'il a dans ceste province : nous devons beaucoup aux soins particu-

(1) Copie. — AA. 116, f° 54 v°.

(2) *L'Hist. de Languedoc* ne fait aucune mention de la convocation de cette assemblée.

(3) Henri de Lévis, comte de la Voulte, puis duc de Ventadour, succéda à son père, Anne de Lévis, duc de Ventadour, dans la charge de lieutenant général au gouvernement de Languedoc, au mois de décembre 1623. Il donna, à l'instigation du roi, sa démission de lieutenant général et fut nommé gouverneur du Limousin, en 1633, après la pacification complète de la province un instant troublée par la révolte de Monsieur et du duc de Montmorency.

(4) Une déchirure a enlevé deux mots.

liers de Messieurs voz deputés (1) qui ne ce sont pas teus lorsqu'il a faleu represanter nos interets. Par ceste consecance l'on nous heut fait supporter toute la despense que l'armée doit faire en Languedoc, et bien qu'ilz eussent accordé ce que l'on desiroit, l'on n'eut pas resté de donner des ordonanses par lesquelles nous eussions esté obligés de paier ledit entretenement. La priere qu'ilz ont faicte à Monsieur le duc de Vantadour de prendre ung soing particulier de vous n'a pas de peu servi, car il leur a promis qu'il aura des soins très par[ticuliers pour] que nous ne soions pas dans la foule et dans l'oppression, et c'est ce qu'il m'a dit de vous escrire. C'est le seul advantage qui nous reste dans nos miseres et dans nos souffrances que nous l'aions dans la provinse, auquel nous devons recourir comme à nostre dieu tutelere puisqu'il est où le mal (?) nous presse. Je lerray à Messieurs vos deputés de vous fere entendre de bouche ce qu'il leur en a dict en partant... De Tholose, ce 25 juing 1625. Vostre très humble et très affectionné serviteur, De Bardichon, syndic general du pais (2).

84.

25 juin 1625.

LETTRE DE M. LE MAZUYER, PREMIER PRÉSIDENT AU PARLEMENT
DE TOULOUSE, AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs les consuls, Messieurs vos deputés (3) s'en retournent et vous diray que, veu l'importance du subject pour lequel la convocation estoit faitte de vostre seneschaussée pour avec

(1) Les députés de la ville de Narbonne aux États qui se réunirent à Béziers, le 12 mars 1625, étaient MM. Pierre de Poitier, sieur de Lapalme, et Guillaume Ventajou, premier et second consuls de l'année. — Conseiller au premier rang de la matricule en 1608, Pierre de Poitier, sieur de Lapalme, fut élu consul en 1625. — Conseiller au cinquième rang de la matricule en 1606, Guillaume Ventajou fut élu 3^e consul en 1615 et 2^e consul en 1625.

(2) Lettre autographe.

(3) Le conseil avait délégué, par sa délibération du 16 juin, le premier et le second consuls à l'assemblée de Toulouse. M. Guillaume Ventajou, second consul, se rendit dans cette ville, ainsi que le prouvent les remerciements votés par le conseil dans sa séance du 29 juin.

celle de Tholose conjointement pourvoir aux necessités pressentes du service du roy, la cour a trouvé beaucoup de froideur, voire de mespris aux commandemens de Monsieur le mareschal de Themines et de Monsieur le duc de Vantadour, que sur les propositions faictes ilz n'ayent apporté aucun secours, assistance ny facilité pour promouvoir les armes du roy, desquelles vous devez esperer le succès selon que le bien de la province peut requérir. Il y a cinq mois que par les trahisons et perfidie des rebelles nous sommes sur la deffensive; à present le roy veut agir. Comme il est bien raisonnable qu'ilz soient chastiés et le pays delivré pour un bon coup de tous ces poulliers de voleurs, trahistres à Dieu et au roy dont ce ressort est infecté, le roy a à cest effect ordonné deux corps d'armées qui se forment; les troupes se rendent en estat et on agit puissamment, l'ordre du roy estant de commencer par degast, lequel ne se peut différer puisque la recolte presse. Cella a donné subject à Messieurs les duc d'Espernon (1) et mareschal de Themines, chefs de ces armées, d'y porter leur personne, credit et amis, encore que le roy n'ayt envoyé que du parchemin et de la cire. Mais il faut qu'attendant l'argent du roy on assiste de ce qui est purement necessaire; autrement nous ruinons le service du roy, donnons advantage aux rebelles et laissons ceste province en l'oppression de la tyrannie desdits rebelles. Vous sçavez, outre ce que nous devons à Dieu, au roy et à l'estat, combien il y va de vos interests. Je sçay bien qu'il y a beaucoup de surcharges du passé, mais il faut encores faire un effort et dont, Dieu aydant, vous verrez les succès advantageux à la gloire de Dieu, bien de l'estat et vostre repos. Par toute la France, hors La Rochelle, il ne reste plus que ce ressort infecté de toutes ces villes de rebellion; c'est manquer de courage de les laisser subsister qu'on ne renverse tout. Que si, pour ce que vostre ville est forte et esloignée de leurs efforts, vous vous tenes plus retifs à contribuer de la bourse du pays les assistances necessaires, Tholose en pourroit bien dire autant, car le morceau est trop gros pour eux et il n'y a rien à faire en nostre diocese; neantmoins nous y fournissons canons, argent, munitions de poudres, balles, mesches, chevaux d'artillerie et pour conduire tout ce qu'il faut, argent et hommes de pied (2). Tout cella agit en la campagne et avant-hier on força

(1) Voir mes *Documents sur la Ligue*, p. 193, note 2.

(2) La ville de Toulouse avait levé un régiment de cinq cents hommes sous les ordres du capitoul Beaupuy.

la tour de Bonnac où il y avoit trente huict volleurs dont tout fut tué à la chaleur des armes sauf quatre qu'on reserva pour estre pendus; le lieu de Belestat [s'est] rendu par composition. Vous avez veu les troupes qui sont venues du bas Languedoc; outre ce il se forme icy trois regimens (1) et force compagnie de gens de cheval. Jugez si tout cela peut vivre par ordre, si le pays n'ayde de grains et autres commodités jusques à ce que le roy y ayt plus amplement pourveu, lequel a huict armées sur les bras en Picardie, Champagne, Poitou, sur la mer, à Gennes et à la Valteline et Grisons. Les deux de ce ressort ne manqueront pas de ses moyens, mais parmy iceux travaillants pour nostre bien il faut faire un effort; c'est ce que je peus vous mander et prier comme de chose plus importante pour le bien du ressort qui puisse avoir esté fait depuis cinquante ans. Les capitouls de Tholose envoient aujourd'huy encores trois gros canons, balles, poudres et attirail. Je suis assuré de vos bonnes volontés... De Tholose, ce 23 juin 1623. Vostre très affectionné serviteur bien humble, Le Masuyer.

85.

7 juillet 1623.

LETTRE DU PRÉSIDENT DUFAURE AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, je vous donnay hier (2) advis de l'entreprise de la ville de Sommieres par M^r le duc de Rohan; aussy tost après M^r de Valançay y a envoyé mil hommes dont il en est entré trois cens dans le chasteau. Maintenant nous venons d'apprendre d'alhieus que les catholiques et les magistratz sont sortis de Nismes et que les habitantz de la ville sont non seulement resolu de recevoir ledit s^rduc, mais qu'ilz accourent à son secours.

(1) Le duc de Ventadour avait fait lever à ses dépens un régiment de quinze cents hommes; le parlement un autre de mille, commandé par le vicomte de Crussol,

(2) Le 5 juillet, Dufaure écrivait aux consuls: « J'ay eu advis de la reprise de la ville de Sommieres [par Rohan], et parce qu'il y a esperance de la ravoïr par le moyen du chasteau, je vous supplie de nous assister de tant d'hommes que vous pourrez ».

Il est d'ailleurs à presumer qu'on fait de mesmes de toutes les Sevenes, tellement que sy au combat de lad. ville et du chasteau nous ne sommes promptement et pareillement secoueurs, il fault craindre que ceste province en aura beaucoup à souffrir... A Montpellier, le 7 juillet 1625. Vostre plus humble et très affectionné serviteur, Dufaure (1).

86.

5 octobre 1628.

LETTRE DE M. DE TRÉGOIN, PREMIER CONSUL, DÉPUTÉ AUX ÉTATS,
AUX CONSULS DE NARBONNE.

A Montpellier, ce 5 octobre 1628.

Messieurs, à l'hure que je vous escriis, je n'ay sceu trouver dans l'hotellerie que ce chetif morceau de papier (2) pour vous escrire, par lequel vous aprandres qu'ons m'a jusque aujourduy ases tart [retardé] l'ordonnance que je vous envoie et que vous verres. Je vous l'ay voleu envoyé afin que, si vous juges que quelque un de vous y doive aler, vous y pourvoies à bone hure.

(1) Le même jour, Dufaure écrivait encore aux consuls de Narbonne :
« Des mil hommes qui furent envoyés hier du regiment de Picardye au
« secours du chasteau de Sommieres, suivys de cinq cens catholiques de
« ceste ville [de Montpellier] et de pareil nombre de la ville de Montferrant
« ou d'autres voysinages dud. Sommieres, il en entra trois cens dans led.
« chasteau avec quelque leger combat, ce qui fist appréhender à Mr le duc de
« Rohan asses foible qu'il ne fust mal asseuré dans lad. ville, tellement qu'il
« s'est retiré ceste nuit à deux heures après minuist ». — François Faure
ou Dufaure, président de Grenoble, avait été commissaire du roi aux Etats de
1613. Il fut chef de la justice et des finances en 1625, à l'armée du maré-
chal de Thémynes. Il occupera la même charge, en 1628, à l'armée de Mont-
morency.

Les archives de Narbonne contiennent de nombreuses lettres du président Faure et de Thémynes. Ecrites pendant les mois de juillet et août 1625, elles font connaitre les diverses phases de la lutte contre le duc de Rohan et demandent aux consuls de Narbonne de fournir des attelages et munitions pour les besoins de l'armée royale commandée par Thémynes. Voir *Hist. de Languedoc*, édit. Privat, XI, p. 992 et suiv.

(2) Cette lettre n'a que 20×14, tandis que le format ordinaire est 26×20 ou 31×20 et quelquefois plus.

Que si la chose ne vous touche point, come j'ay deja jugé par la reponce que j'ay faite soumetant mon jugement au vostre, vous la dorres s'il vous plaist à Monsieur le vigier avec ma lettre, afin qu'il donne ordre à ceste afaire. L'asemblée (1) a acordé aujourd'huy quarante mille livres à Monseigneur de Momorancy pour le siege d'Aymargues. Nous arons nos espeditions dans demain et moy l'honneur en hate de vous entretenir du cours de mon voiage. Je vous supplie de croire que suis, Messieurs, vostre très humble serviteur et colegue. Tregoin, consul (2).

87.

13 octobre 1628.

LETTRE M. DE RATHERY AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, j'eusse creu avoir faict un piacle inexpiable si je ne vous eusse faict part de la bonne nouvelle que Mons^r Hulleau, secretaire de Monseigneur de Montmorency, a dit à Monseigneur le prince (3) en presence de sept ou huit duquel nombre j'avois

(1) Dans l'*Inventaire des archives de Narbonne*, série BB, I, p. 421, M. Mouynès a publié une longue note sur les États réunis à Montpellier au mois d'octobre 1628. Nous pensons qu'il ne faut pas voir là une assemblée d'États proprement dite, mais simplement une réunion où furent convoqués les députés des villes du bas Languedoc, la session paraît avoir été de très courte durée. M. de Trégoin fut désigné pour y assister par le conseil tenu le 1^{er} octobre, et la lettre que nous publions, datée du 5, dit que l'assemblée a voté un subside de 40,000 liv. que les expéditions auront lieu dans demain. — Des assemblées de ce genre avaient déjà été convoquées en 1612 (lettre n° 33) et en 1625 (lettre n° 83).

(2) Lettre autographe. — Conseiller au premier rang de la matricule en 1612, Pierre-Antoine de Trégoin, sieur de Ricardelle, fut élu consul en 1628. Par lettres-patentes du 2 octobre 1632, Louis XIII le nomma à la charge de lieutenant au gouvernement de Narbonne vacante par la rébellion et forfaiture du baron de Moux, qui avait suivi dans sa révolte le duc de Montmorency.

(3) Henri II de Bourbon, prince de Condé, beau-frère du duc de Montmorency, se trouvait dans le haut Languedoc depuis le commencement de l'année 1628. Il avait été créé lieutenant général du roi en Languedoc par lettres du 10 octobre 1627. — La paix signée en février 1626 n'avait pas duré longtemps. Dès le mois de janvier 1627, Rohan avait recommencé les hostilités; la lutte se termina par la paix d'Alais (27 juin 1629), qui marque la fin des guerres religieuses en Languedoc.

l'honneur d'estre. C'est que le roy a si heureusement combattu les Anglois (1) durant deux jours et deux nuictz que Sa Magesté, sans perdre que deux soldatz et un gendarme lequel encore il assure n'estre blessé que legerement, a prins six grandz vaisseaux sur lesditz Anglois et a mis à fondz huict autres vaisseaux qu'il a noummés plusieurs fois bruleaux, de maniere que l'Anglois, estonné de ce premier eschec, s'est retiré à deux grandes lieux loing de l'armée du roy, et croit on qu'ilz apprehenderont de la plus affronter pour n'estre mieux frottés ; cela a obligé les Rochelois a demander misericorde au roy. Monsieur, frere de Sa Magesté, arriva sur le point le plus chaud du combat où il vouloit fere paroistre son cœur et sa generosité, mais le roy le retint sur le change qu'il fit de son quartier, car Sa Magesté luy bailla son quartier et en print un aultre. Il estoit accompagné d'un grand nombre de gentilzhommes qui y furent à temps pour avoir part à la gloire de ceste belle action. Je prie la divine bonté qu'il luy plaise verser ses plus reservées benedictions sur nostre roy et fere tellement prosperer ses armes qu'il soit bien tost victorieux et de l'heresie et de la rebellion... A Carcassonne, ce 13 octobre 1628. Vostre très humble et très obeissant serviteur, Rathery (2).

88.

22 octobre 1628.

LETTRE DE M. RATHERY AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, je vous advertis que les consuls de Castelnaudarry ont donné advis à Monsieur le juge mage et aux consuls de Carcassonne (3) que la contagion estoit à S' Felix de Carmaing

(1) Le 29 septembre, une flotte anglaise forte de 520 voiles montée par six mille hommes de troupe outre les matelots parut en rade de Saint-Martin. Soubise et tous les réfugiés protestants étaient sur la flotte, le lendemain elle vint jeter l'ancre en face de Chef-de-Baye, mais Lindsey, qui la commandait, dut se retirer, le 5 octobre avec des pertes considérables.

(2) Lettre autographe.

(3) La peste avait commencé à sévir du côté de Toulouse dès le mois de septembre 1628, ainsi que le montrent les nombreuses lettres reçues par les consuls de Narbonne. Les mesures habituelles furent prises pour conjurer le

et à Louvens et qu'elle y estoit fort eschauffée, affin qu'il vous plaise apporter voz providences ordinaires contre ceux qui viendront de ces endroictz la. Les nouvelles sont que le roy est dans La Rochelle ou du moins qu'il y doit entrer dans peu de jours (1), que le traicté de paix est achevé, que par les articles il est porté que Sa Magesté y mettra un gouverneur et une garnison catholique, qu'il y fera bastir une grande et forte citadelle de laquelle le gouverneur sera catholique, que le roy a confirmé tous les privileges des Rochelois et qu'il leur permet le libre exercice de leur irreligion, que les Anglois s'en sont retournés, qu'il y a paix entre le roy et le roy d'Angleterre, que Sa Magesté a accordé une abolition generale de tout le passé à Messieurs les ducz de Rohan et de Soubize, que les autres villes rebelles ne sont comprises en ce traicté, mais qu'il y a parole donnée par Sa Magesté que, se mettantz à leur devoir et implorants sa misericorde, il leur pardonnera et les laissera dans la mesme liberté de conscience. On dit que Monsieur le marquis de Parabelle, gouverneur de Niort, qui est au camp, l'a ainsi escrit à son pere qui demeure en Gascoigne près d'Alezat, où demeure Monsieur de Caichac qui a envoyé coppie de la lettre du sieur de Parabelle à M^r de Courlent, son neveu, et de plus que Monsieur

mal. Le fléau sévissait encore à Narbonne au mois d'août 1629 ; le 19 novembre 1628, la ville avait fait vœu pour être délivrée de la peste de donner trois lampes d'argent aux églises de Lamourguier, Saint-Paul et Saint-Sébastien. « Il sera donné troys lampes d'argent chascune de valleur de cinq cens livres, « savoir l'une à l'esglise Nostre Dame de la Morguier, l'autre à l'esglise du « bienheureux Saint Pol Sergius pour estre mize à sa chapelle et l'autre à « l'esglise du glorieux S^t Sébastien pour estre mize aussi au devant le grand « autel, et il sera faict ung fondz bastant pour les entretenir de luminere à « perpetuité, ausquelles sera mis les armoiries de la ville. Et seront faictes sy « tost que Dieu, par sa grace, nous aura deslivré du mal contagieux... ». Le vœu fut exécuté le 24 décembre 1629, jour où les trois lampes furent remises aux églises désignées plus haut ; elles pesaient chacune 55 marcs à 28 l. le marc y compris la façon ; le prix total des trois lampes s'éleva à 1896 l. 10 s. Pour l'entretien de ces trois lampes, la ville fournissait annuellement d'abord douze mesures d'huile, qui furent ensuite portées à quinze, chacune du poids de 22 livres primes.

(1) Le siège de La Rochelle avait commencé le 15 août 1627 ; la capitulation fut signée le 29 octobre 1629 et l'armée royale entra dans la ville le lendemain 30. Louis XIII fit son entrée dans la place le 1^{er} novembre à midi.

de Thoiras (1) a despatché un courier à Monsieur de la Forest, gouverneur de la ville et chasteau de Foix, par lequel il luy faict sçavoir les mesmes nouvelles... A Carcassonne, ce dimanche matin 22 d'octobre 1628. Vostre très humble et très obeissant serviteur, Rathery (2).

La paix d'Alais (27 juin 1629) avait mis fin aux guerres de religion en Languedoc. Louis XIII avait reçu en sa grâce les ducs de Rohan et de Soubise et tous les autres rebelles, fait raser les fortifications de leurs villes et, confirmant l'édit de Nantes, leur avait accordé la vie, leurs biens et l'exercice de leur religion.

Les privilèges financiers de la province furent bientôt diminués. Le 23 juillet, deux édits portant union de la Cour des Aides et de la Chambre des Comptes de Montpellier et établissement des élus en Languedoc furent enregistrés par les deux cours financières et les bureaux des trésoriers de France.

« La lutte était dès lors engagée entre la Province et le
« gouvernement. Elle eut deux phases : résistance légale
« organisée par les syndics au nom de l'Assemblée tout
« entière et soutenue par le Parlement de Toulouse ;
« rébellion fomentée par quelques évêques, la plupart
« originaires de la province, et par un certain nombre de
« seigneurs languedociens. C'est ce mouvement épiscopal

(1) Jean de Caylar de Saint-Bonnet, seigneur de Toiras, s'était déjà illustré par la défense de l'île de Ré qu'il avait conquise sur Soubise (1625) et où il soutint un siège de quatre mois contre Buckingham (1627). En 1630, il défendit Casal contre les Impériaux commandés par le marquis Ambrogio Spinola et fut fait à cette occasion maréchal de France. En 1632, il refusa de suivre le duc d'Orléans et Montmorency dans leur révolte. Claude de Saint-Bonnet de Toiras, évêque de Nîmes, Restinclières, gouverneur de Lunel et sénéchal de Montpellier, ses frères, et le baron de Cauvissou, leur neveu, suivirent au contraire jusqu'au bout le parti du duc. Il fut tué au siège de Fontanette (Milanais) le 14 juin 1634.

(2) Lettre autographe.

« et féodal qui fut relié à l'intrigue armée menée par Gaston et la reine-mère contre Richelieu. Montmorency, compromis au début du conflit, devait périr à l'issue (1). »

Nous n'avons pas à nous occuper ici de la résistance légale de la province étudiée d'une façon magistrale par M. Gachon (2). L'édit de Vandœuvre (septembre 1631), portant suppression des vingt-deux bureaux et sièges d'élection, établis en Languedoc par un édit du mois de juillet 1629, devait servir de base à un arrangement entre le gouvernement et la province. Richelieu envoya en Languedoc Robert Miron et Lecamus d'Hémery qui prirent, en 1633 seulement, le titre d'intendant de police, justice et finance. Les États s'ouvrirent à Pézenas le 12 décembre 1631 et les négociations commencèrent pour durer jusqu'au 22 juillet suivant; ce jour-là la résistance pacifique, légale, devait prendre fin et l'assemblée allait se révolter sous l'influence des évêques, des barons et de Montmorency.

Dès le commencement de mai, Alphonse d'Elbène, évêque d'Albi, agent de la reine-mère et de Gaston d'Orléans, avait préparé la défection du gouverneur de Languedoc; dans les premiers jours de juin, Montmorency n'avait pas encore pris un parti décisif. Il leva enfin le masque: le 22 juillet, les États suivaient le gouverneur dans sa révolte. « L'Assemblée cessait d'être française pour rester languedocienne et rompait l'unité de la patrie afin de garder sa constitution locale (3). » L'édit de Béziers (11 octobre 1632) sera la punition de la révolte des États qui verront disparaître les vieilles libertés provinciales (4).

Montmorency ne fut pas suivi dans sa révolte par toutes

(1) Gachon, *Les États de Languedoc et l'édit de Béziers* (1632), p. 206-207.

(2) *Ibid.*, p. 207 et suiv.

(3) *Ibid.*, p. 248.

(4) *Ibid.*, p. 257 et suiv.

les villes de la province. Dès le mois de juin il avait décidé de se rendre maître de Narbonne et les représentants de la ville avaient parfaitement pénétré ses desseins. Il avait écrit aux habitants qu'on avait résolu de construire une citadelle dans leur ville, qu'on en voulait à ses jours et qu'avant de prendre aucun parti, il désirait connaître leur avis (1).

Nous n'entrerons dans aucun détail sur la rébellion de Montmorency. Tout le monde sait que le gouverneur de Languedoc battu, blessé grièvement et fait prisonnier au combat de Castelnaudary (1^{er} septembre), fut condamné à mort et exécuté, le 30 octobre, dans la cour de l'hôtel de ville de Toulouse (2).

Les extraits suivants d'une lettre de d'Hémery à Richelieu et les pièces publiées ci-après feront mieux connaître l'histoire de Narbonne pendant cette courte période.

Le 3 août, d'Hémery écrivait en ces termes à Richelieu :

« Ce soirmesmes 22^e [juillet], Monsieur de Montmorency declara
« qu'il estoit uny avec Monsieur; en mesme temps on donna des
« gardes à Monsieur de Narbonne et à moy. Ung nommé Saint-
« Martin [de Toques], que ceux de Narbonne avoient despeschez
« par devers moy pour avoir quelque argent, fust faict prison-
« nier; le baron de Moux (3), Armissan (4) et Saint-Genis furent
« envoyés pour executer l'entreprise de Narbonne, dont je vous
« ay donné advis il y a longtemps, mais elle leur succeda mal,
« parce que le jeudy devant toutes les menées que je vous ay
« escript, on leur avoit envoyé trois hommes pour les tenir
« advertis de prendre garde à eux... Le vendredy au soir (5), les

(1) Archives de Narbonne, BB. 18, f^o 191 et suiv. Voir aussi *Hist. de Languedoc*, éd. Privat, XI, p. 1059-1060, note.

(2) Voir *Hist. de Languedoc*, éd. Privat, XI, p. 1054-1095.

(3) Anne Daban, seigneur et baron de Moux.

(4) Conseiller du premier rang en 1626, Jean-François de ChefdeBien, seigneur d'Armissan et du Quatorze, fut élu consul en 1635.

(5) 23 juillet.

« nouvelles vindrent à Pezenas que l'entreprise de Narbonne
« avoit faillie; Monsieur de Montmorancy, irrité de cela, double
« mes gardes, faict enlever Monseigneur l'archevesque de Nar-
« bonne de son logis et le faict mettre au chasteau de Pezenas.
« Il part la nuict mesme pour aller à Beziers avec resolution de
« passer jusques à Narbonne. Estant à Beziers, il envoye douze
« habitans dudit Narbonne, que Armissan, Vires (1), le baron
« de Moux et Casteldos luy avoient pratiqués; ces habitans se
« presenterent aux portes qui leur furent refusées par ceux qui
« estoient dedans... Ses douze habitans reviennent de Narbonne,
« luy rapportent le refus qu'on leur avoit faict de la porte, dont
« il est au desespoir; il s'y en va luy mesme et leur dict qu'il
« ne leur donneroit point de gens de guerre, mais seulement
« qu'ils acceptassent la deliberation des estats pour leur liberté.
« Ils le remerciarent des avantages qu'il leur vouloit procurer,
« mais que leur ville ilz la vouloient conserver ainsin qu'ilz
« avoient faict par le passé. C'est l'estat de Narbonne au jour
« que je suis parti de Pezenas; depuis on m'a dit que le sergent
« major (2), qui estoit de la faction de Monsieur de Montmorancy,
« en a esté mis dehors, quy est un tesmoignage de la bonne
« disposition de ceste ville. Il est necessaire d'avoir une lettre
« du roy adressante aux consuls dudit Narbonne et autres
« villes de la province, portant deffence d'ouvrir leurs por-
« tes à Monsieur de Montmorancy ny à madame sa femme,
« et où ils seroient de les arrester... D'Avignon, ce 3^e aoust
« 1632 (3) ».

De nouvelles tentatives furent faites par les partisans de Montmorency pour détacher Narbonne du service du roi, mais elles furent vaines (4). La déroute de Montmorency abattit toutes les cabales qui étaient pour lui ou pour Monsieur de Guise. Le 1^{er} octobre, le roi envoya à Nar-

(1) Le texte publié par l'*Hist. de Languedoc* porte *Viren* que nous croyons devoir corriger.

(2) Daubine, sergent-major de la morte-payé, fut du nombre des bannis par l'arrêt du 16 octobre 1632.

(3) *Hist. de Languedoc*, éd. Privat, xii, *Preuves*, n° 539.

(4) *Ibid.*, xii, *Preuves*, n° 548 et notre publication, lettres n°s 97 et 104.

bonne Jean Aubery, conseiller d'État « pour ouyr le general et particulier et assoupir les affaires passées ». Le 14, le roi fit son entrée à Narbonne et le 17, une assemblée générale fut tenue à l'hôtel de ville de Narbonne, où il fut donné lecture de l'arrêt (1) du conseil présidé, la veille, par le roi lui-même, condamnant au bannissement et à la perte de leurs charges dix-sept habitants convaincus d'avoir usé de toute leur influence pour livrer la ville à Montmorency. L'arrêt reçut son exécution ; le 20 septembre 1633, le duc d'Halwin rendit une ordonnance permettant aux bannis de rentrer dans la ville de Narbonne et « en leurs familles pour y vivre en bons habitants et fideles serviteurs et subjectz de Sa Magesté ».

89.

25 juillet 1632.

LETTRE DE M. DE BERTIER DE MONTRABE, PREMIER PRÉSIDENT AU
PARLEMENT DE TOULOUSE, AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, sur les advis que le parlement a des dessains qu'on a fait de surprendre vostre ville qui est une des clefs de France et la plus importante de toutes les villes de son ressort, bien qu'il ne doute point de vostre zelle au service du roy et au bien de vostre patrie, il croit neantmoins estre obligé de vous exhorter à veiller et travailler constamment et courageusement à vostre conservation. Vous avez jusques icy maintenu l'honneur que vous ont acquis vos predecesseurs et vos peres de demeurer inesbranlables en l'obeissance que vous devez à vostre roy, et ses ennemis de dedans ni dehors le royaume n'ont jamais peu prendre aucun advantaige sur vous ni sur vostre fidelité. Perseverez y courageusement et songez qu'outre qu'il y va de vos honneurs et de vos vies qui en doivent respondre au roi, vous estes à la veille, si vous n'y prenes garde soigneusement, de vous veoir et dans l'indignation de Sa Magesté et dans une servitude

(1) Pièce n° 104.

estrangere (1). Le roy vient en personne qui sçaura bien chastier ceux qui contre le devoir de leur subjection l'aurent desservy et recognoistre les affections que luy auront rendu ses bons subjectz. Sommez vos habittans non suspectz qui se sont escartés à cause de la contagion de rentrer dans la ville pour un subject si important. Le parlement ne manquera point de vous rendre toutes les asseurances que vous desirerez et qui dependront de son pouvoir... A Tholose, le 23^e juillet 1632. Vostre très affectionné serviteur, Bertier de Montrabe (2).

90.

30 juillet 1632.

LETTRE DE LOUIS XIII AUX CONSULS ET HABITANTS DE NARBONNE.

De par le roy.

Chers et bien amez, le duc de Montmorency s'estant oublié jusques à ce point que de nous desservir et prendre part aux factions de ceux qui, soubz le nom de nostre frere le duc d'Orleans, veullent troubler le repos de la France et voullant prevenir les maux qu'il peut causer par le pouvoir que luy donne l'auctorité de sa charge en nostre province de Languedoc, nous vous faisons cette lettre par laquelle nous vous mandons et ordonnons de ne le recognoistre plus en qualitté de gouverneur

(1) Le duc d'Orléans et Montmorency avaient résolu de s'emparer de Narbonne et d'y mettre une garnison espagnole. Le 7 août, M. de Barre, gouverneur de Leucate, demandait l'envoi des munitions qui lui étaient nécessaires, « veu l'advis certain que depuis quatre ou cinq jours sont arrivés à Roses et à Capdequiers trente galleres ou gallions chargés de gens de guerre ».

(2) Le 26 juillet, le premier président annonçait aux consuls que le parlement « a trouvé bon d'envoier vers vous Mons^r d'Assessat, conseiller en la « grand chambre d'icelle ». — Jean d'Assezat, conseiller au parlement de Toulouse, présida les séances du conseil de ville de Narbonne du 29 juillet au 4 octobre 1632. Voir Archives de Narbonne, BB. 18, f^o 201 à 230 v^o. — Jean de Bertier, baron de Montrabe, fut pourvu de l'office de premier président par lettres du 8 février 1632. Il occupa cette charge jusqu'au 28 mars 1653, date de sa mort. — Le 28 juillet, un arrêt du parlement cassa la délibération prise, le 22, par les États, la déclara « pleine d'entreprises criminelles « et de rebellion » et défendit d'obéir au duc de Montmorency sous peine de « lèse-majesté ».

et nostre lieutenant general en ladite province et de chasser de nostre ville de Narbonne le s^r de Luc de S^t Genies (1), vous exhortant ce faisant de veiller à la seureté et conservation de la place soubz nostre obeissance de laquelle nous nous reposons sur vostre antienne fidelité et affection, attendant que nous ayons plus amplement pourveu ainsy que nous ferons incontinent à tout ce qui vous sera necessaire pour resister vigoureusement aux desseings et entreprises que les ennemis de nostre estat voudroient faire sur ladite ville pour s'en prevalloir dans leurs pernietieux desseings, et nous promettant que vous vous acquitterez soigneusement de ce devoir, nous ne la vous ferons plus expresse. Donné à S^t Germain en Laye, le xxx^e juillet 1632. Louis. *Et plus bas* : Phelypeaux (2).

91.

4 août 1632.

LETTRE DE M. D'HÉMERY AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, je vous donne advis comme le roy et son armée s'aprochent et que bien tost, si vous avez besoin de secours, vous n'en manquerez pas ; luy en faut (3) sçavoir vos bonnes intentions pour son service et la resistance que vous avez apportée aux persuasions de ceulx qui vous en ont voulu desbaucher.

(1) Les consuls n'eurent pas à chasser M. de Saint-Geniès qui n'avait pas séjourné à Narbonne depuis le mois de juin. Voir Archives de Narbonne, BB. 18, f^o 189 et 211.

(2) Original. — Le même jour, le roi écrivait une nouvelle lettre aux consuls de Narbonne : « Sur les advis qui nous ont esté donnés des entreprises « qui se font par les factieux sur nostre ville de Narbonne afin de se preval-
« loir de cette place sur les occasions presentes, pour prevenir semblables
« desseings nous avons commandé à nostre cousin le mareschal de Vitry,
« gouverneur et nostre lieutenant general en nostre pays de Provence, d'y
« jeter promptement ung secours notable d'hommes, vivres et munitions de
« guerre pour la garentir d'inconvenient et d'en donner la conduite au s^r
« baron de Chabans que nous avons choisy pour cest effect comme une per-
« sonne plaine de valleur et experience et qui ne manquera pas de s'acquit-
« ter dignement de ce commandement ».

(3) Le manuscrit est troué et il y a deux mots en surcharge.

Vous sçaves l'affection que j'ey tousjours eu pour vos avantages; vous ne les debves atandre que du roy seul. Toutz ceulx qui vous les promettent d'ailleurs ce n'est que pour se fortifier contre le roy par ce pretexte. Si une fois vous vous laissez priver par eulx de vostre ville et de la garde, vous ne couvrires jamais cest avantage. Vous aves de mauvais habitantz parmi vous qui vous vangent et qui ont voulu livrer vostre ville et en ont mesmes sollicité et se sont mis en debvoir de l'executer; prenes y garde s'il vous plaist. A Arles, le 4 aoust 1632. Vostre très humble serviteur, D'Hemery (1).

92.

3 août 1632.

LETTRE DE MESSIEURS DU CONSEIL DU ROI ÉTABLI A MONTPELLIER
AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, celluy à quy vous vous estes confiés nous ayant raporté l'estat de vostre ville et le soing que vous prenes de vous maintenir dans l'ordre et l'obeissance au milieu d'une desbauche presque universelle de la province, nous avons jugé à propos pour entretenir correspondance avec vous et affermir voz courages dans le service du roy qui, Dieu mercy, a prins un autre lustre que celluy qu'on se promettoit, vous donner advis que le conseil estably pour le service de Sa Magesté en ceste ville de Montpellier a creu vous debvoir escrire pour vous tenir advertis qu'il y a peu de lieux à present quy ne soient dans l'obeissance du roy du costé de deca par le soing et diligence de Monsieur le mareschal de la Force quy y a affermy la ville de Nismes, puis la ville de Beaucaire, ne restant que Lunel au

(1) Lettre autographe. — Michel Particelli, seigneur d'Hemery, était fils d'un banquier de Lyon, italien, ou du moins originaire d'Italie. D'abord trésorier de l'argenterie du roi, il commit de nombreuses malversations à l'occasion du mariage d'Henriette de France avec Charles I^{er}, roi d'Angleterre. Quand Richelieu le voulut faire intendant des finances, il en dit au roi mille biens : « Ilé bien ! mettez-y ce M. d'Hemery. On m'avoit dit que ce coquin de « Particelli y pretendoit ». Il y en a qui ajoutent que le cardinal dit : « An ! « Sire, Particelli a été pendu ! » Voir *Historiettes* de Tallemant des Réaux, éd. Monmerqué, III, p. 117 et suiv.

party contrere, et que M^r le mareschal de Schomberg le vient joindre, ayant passé le Pont S^t Esprit, avec deux mil cinq cens chevaux et vingt pieces de canon. Le roy suit de près en sorte que vous verres bien tost l'ordre restably en ce pays et vous autres glorifiés en vostre fidelitté. Cependant fortifiez voz courages et nettoyez vostre ville de ceulx quy vous sont suspects sans aulcung respect. Nous aprenons que les s^{rs} Cogomblis (1) et Angles (2), voz consuls, ne se conduizent pas bien et ont des correspondances avec les adversaires.

Mons^r d'Hemery avoit cy devant baillé ordonnance de xiv^e escus au s^r de Saint Martin pour fere la levée de trois cens hommes soubs la charge de M^r de Gibron (3) et Ricardelle ; effectuez ladite desliberation le plustost que vous pourres et en donnerez la commission ausdits s^{rs} de Gibron et Ricardelle cy devant nommés à ces fins. Vous pouvez prandre l'argent quy vous est ordonné par ledit s^r d'Hemery dans les coffres du roy de quelque nature que ce soit et contraindre les recepveurs et fermiers à vous les fournir sans aulcung retardement. Ne recepvés en vostre ville aulcungz quy viennent de la part de voz adversaires quy sont ouvertement declarés et croyez que le roy vous saura gré de la diligence que vous aporteres à vostre conservation ; il le recognoistra en temps et lieu et travaillera en passant pour la deslivrance de M^r vostre archevesque (4)... A Montpellier, le cinquiesme aoust m^{re} xxxii. Les gens du conseil du roy à Montpellier, Miron (5), de La Vallée-Fossez (6).

(1) Conseiller au second rang de la matricule en 1605, Jean de Cogomblis fut élu consul en 1607 et en 1632. Comme on le verra plus loin, il fut banni de Narbonne pararrêt du 16 octobre 1642.

(2) Conseiller au troisième rang de la matricule en 1621, César Angles, fut élu consul en 1632, il fut aussi banni de la ville par le même arrêt. En 1644, il fut élevé au second rang de la matricule.

(3) Conseiller au premier rang de la matricule en 1631, noble Jean de Gibron fut élu consul en 1632. Lorsque M. Antoine de Rouch fut banni par l'arrêt du 16 octobre, Jean de Gibron fut pourvu de la charge de viguier du roi à Narbonne.

(4) *L'Hist. de Languedoc*; xi, p. 1057, dit que l'archevêque fut mis en liberté par Montmorency le 23 juillet.

(5) Robert Miron, ancien président du tiers état aux États généraux de 1614, avait été ensuite ambassadeur en Suisse. Il fut intendant de Languedoc jusqu'en 1640.

(6) Copie. — *Au bas de la lettre on lit* : « J'ey l'original. Angles ». — *On lit au dos* : « Coppie de lettre de M^{rs} de Miron et Fossés portant defferance « des s^{rs} Cogomblis et Angles, consuls, par la malisse du consul Gibron ».

93.

7 août 1632.

LETTRE DE M. DE BERTIER, PREMIER PRÉSIDENT AU PARLEMENT
DE TOULOUSE, AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, les deliberations qui disent avoir esté prises aux estatx de Languedoc et qui portent union desdits estatx avec ceulx qui ont pris les armes contre l'ordre du roy et contre son service ne pouvoient estre veus par le parlement sans qu'il apportat à les condamner l'autoritté de la justice que Sa Magesté luy a commise. Il a donc fait l'arrest que je vous envoie pour le faire publier dans vostre ville; vous y verres aussi la condamnation de toutes ses assiettes et impositions de deniers qu'on tasche de faire en vertu de commissions illegitimes, ausquelles vous empescherez de tout vostre pouvoir qu'on ne deffere point, en faisant executter l'arrest et proceddant severement contre les coupables. Le roy qui a desja deux armées dans cette province viendra bien tost en personne pour deffendre ses subjectz et faire ressentir à ceulx qui entreprennent sur son autoritté qu'il est leur roy, et le plus grand roy que la France ait jamais eu comme il est le plus valleureux et le plus juste... A Tholose, le 7^e aoust 1632. Vostre plus affectionné serviteur, Bertier de Montrabe.

94.

[Vers le 16 août] 1632.

LETTRE DES CONSULS DE NARBONNE AU ROI.

Sire. Voz très humbles subjectz et habitans de vostre ville de Narbonne, aians recues les lettres qu'il a pleu à Vostre Magesté leur escrire par les s^rs de Chaban et de Chelard, se treuvent sy fort comblés de bonheur et de joye qu'ilz advouent ce bien et solagement estre le seul qu'ilz pouvoient esperer dans la condition de leur fortune, et c'est avec d'autant plus de subject que Vostre Magesté leur faict cognoistre les soins particuliers qu'il

plaict à elle prandre de leur conservation dans les mouvemens et occasions presantes, ausquelles gardant le devoir de leur fidelité, il plaira à Vostre Majesté agréer les graces très humbles que nous luy en faisons du plus profond de noz cœurs, l'assurant et protestant de continuer de plus en plus à la maintenir et garder inviolablement. Que sy nous en pouvions exiger de noz cœurs des marques plus aparantes, c'est sans doubte, Sire, que nous le ferions avec les mesmes vollontés et desir que nous avons de luy fere cognoistre la sincerité de noz affections au bien de son service, esperant le tesmognier particulièrement en la conservation de ceste place soubz sa sulle obeissance, ainsi que nous avons tousjours faict et que Vostre Majesté nous le comande à present par ses lettres, nous faisant l'honneur de s'en reposer sur nostre antienne fidelité et obeissance que nous luy tesmoignerons dans les ordres qu'il plerra audit sr de Chaban nous donner selon les intentions de Vostre Majesté. Et quand au comandement touchant le sr de Luc S^t Ginieis, Vostre Majesté sera advertie qu'il est absent de ceste ville depuis longtemps, ce qu'y nous a donné occasion de veiller fort soigneusement au deub de noz charges de conseuls et divertir en tant qu'il nous a esté possible le dessain des ennemis de l'estat sur vostre ville de Narbonne, et que nous tenons estre cauze de la dettention du sr de Saint Martin de Toques, deppuuté de ladite ville à Pezenas vers Monsieur le duc de Montmorency, n'en sachant autre raison non plus que celle de Monsieur nostre archevesque. Mais, Sire, les voeus que nous avons faicts de nous conserver inébranlables de vostre service nous feront tousjours souffrir ses atteintes, quoy que vives et pressantes, dans les resolutions qu'y nous font esperer de veoir convertir nos desirs en effectz. Attendant lesquelz, Sire, recepvés la très humble priere que nous faisons à Vostre Majesté de nous honorer toujours du tiltre glorieux de, Sire, voz très humbles, très obeissans, très fidelles subjets et serviteurs. Les conseulz et habitans de vostre ville de Narbonne (1).

(1) Minute. — La note suivante écrite par le greffier consulaire accompagne cette lettre : « Minute de la lettre envoyée au roi signée de Messieurs de « Gibron, Martin et Sejean, consuls, 1632 ». — Cette lettre n'est pas datée, mais nous pensons qu'elle fut écrite le 16 ou le 17 août. C'est la réponse aux deux lettres que le roi avait écrites aux consuls, le 30 juillet; ces deux lettres leur furent remises par le baron du Chalard, le 10 août, et par le baron

95.

21 août 1632.

LETTRE DE M. D'HÉMERY AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, j'ey appris comme vous continues toutz vos soings pour conserver Narbonne dans le service du roy et comme vous avez receu ceulx qui vous ont esté envoyés pour vostre secours. Ces tesmoniaiges de vos obeissances seront si agreables à Sa Magesté et de si bon exemple pour toutes les autres villes que il n'y a point de serviteur du roy qui ne prenne part à ces services. Pour moy qui ey eu tousjours un particulier soing de toutz vos interests, je m'en resjouis et vous offre tout ce dont vous aurez besoiing ; faictes le moy sçavoir et dès aussi tost je y pourvoirey soigneusement. Et parce que en ses occasions bien souvant les choses pressent si fort que l'on ne peult attendre des responces, serves vous de toutz les moyens que vous jugeres propres pour vostre conservation contre les ennemis du roy ; si dans les formes il y a quelque chose à dezirer ; je y pourvoirey... A Avignon, le xxi julliet (1). Vostre très humble serviteur, D'Hemery.

de Chabans, le 16. M. du Chalard commandait trois cens hommes du régiment de la Tour, envoyés par ordre du roi au secours de la ville de Narbonne. Les consuls refusèrent de recevoir cette garnison dans la ville au nom de leurs libertés et privilèges, protestant d'ailleurs de leur dévouement au roi et que « tous les habitants, soubz leurs antiennes fidelités, se truventasses puissantz « pour la luy conserver à son obeissance ». Archives de Narbonne, BB. 18, f^{os} 202-222. — Prévoyant la répugnance des consuls à recevoir une garnison, le roi leur écrivait de Nogent ou Noyen-sur-Vernisson, le 20 août : « Nous « vous faisons cette lettre pour vous dire que nous avons commandé aux « s^{rs} de Chabans et du Chalard de ne vous donner aucuns gens de guerre si « ce n'est que vous le desiriez et que ce soit chose absolument necessaire « pour la defense de la ville ».

(1) Lettre autographe. — La date est corrigée par une autre main de la façon suivante : « C'est le xxi aoust ; a esté receue le m^{me} 7^{bre} 1632 ».

21 août 1632.

LETTRE DE L'ARCHEVÊQUE DE NARBONNE AUX CONSULS
DE NARBONNE.

Messieurs, depuis mon despart de Pezenas que je vous donnis de mes nouvelles et assurey de l'issue des affaires de la province de Languedoc touchant la rebellion qui s'i est formée et dont, grace à Dieu, vostre ville s'est exemptée, dont le roy vous a desja tesmoigné le gré qu'il vous en escript, je n'ay rien à adjouster à tout ce que je vous ay cy devant mandé, sinon que j'ay tousjours de plus en plus recogneu la foyblesse des rebelles et que les armées de Sa Magesté, commendées par Messieurs les mareschaux de Vitry (1), de la Force et de Chombert (2), s'augmentent tous les jours et font prograis, ayant Monsieur le mareschal de la Force contenu le Vivarès et les Sevenes dans l'obeissance, Monsieur le mareschal de Chombert estant allé secourir les habitans d'Alby qui l'ont reclamé pour s'opposer à la violence de ceux qui les veulent porter dans la desbauche, Monsieur le mareschal de Vitry assistant puissamment ceux de Beaucaire qui sens double forceront le chasteau et le contraindront de se rendre. Dans peu de jours toutes les armées à present separées seront jointtes; à lesquelles Monsieur de Fossé (3) adjousterà quatre mille hommes dans Montpellier, de sorte qu'il ne restera plus aultre moyen de salut aux rebelles qu'une

(1) Nicolas de l'Hospital, marquis de Vitry, se chargea de l'assassinat du maréchal d'Ancre et fut nommé maréchal de France le même jour (24 avril 1617). Il fut pourvu du gouvernement de Provence au mois d'avril 1632.

(2) Henri, comte de Schomberg, créé maréchal de France en 1625, avait dirigé sous Richelieu le siège de La Rochelle. Le 1^{er} septembre 1632, il tailla en pièces, à Castelnaudary, l'armée de Monsieur et du duc de Montmorency, ce qui lui valut le gouvernement de Languedoc. Son fils Charles, plus connu sous le nom de duc d'Halwin, lui succéda comme gouverneur de Languedoc et fut créé maréchal de France, au mois d'octobre 1637, après avoir vaincu les Espagnols à Leucate.

(3) Gabriel de la Vallée, marquis de Fossez, gouverneur de Montpellier, avait fait son entrée dans cette ville le 9 mai 1627.

fuite honteuse. Et pour comble de toutes les meilleures nouvelles que je puis vous donner, c'est que très assurément le roy est party pour venir à nous ; un courrier passa hier au soir qui le lessa mardi à Montargis et l'armée est desja bien avancée.

Monsieur d'Hemery vous escrit qui vous tesmoigne la satisfaction qu'a Sa Magesté de la fidelitté que vous aves tesmoigné dans ce rencontre, ainsi que vous l'aures peu apprendre plus particulièrement par la lettre que le roy vous a escrit lorsqu'il vous a envoyé le secours que vous aves receu, qui tesmoigne le soin qu'il prent de vous et la confiance qu'il a en vos bonnes et fidelles affections. Mondit sieur d'Hemery donne ordre pour vous fere fournir tout ce qui voue sera necessere et moy je pars tout presantement pour aller joindre le roy et luy randre les tesmoigniages que je doibs des soins extraordinaires que vous aves rapportés pour vous conserver dans son service, vous suppliant de croire qu'en mon particullier je n'ay rien si à cœur que de vous servir et ayder en demeurant dans l'obeissance de Sa Magesté à conserver la liberté et avantages de la ville, à quoy vous vous debves assurer que le roy est porté, voyre mesmes à les augmenter, quoy que ceux qui sont dans la rebellion vous ayent voulu faulsement dire au contrere ; c'est ce que vous debves croire et dont je vous proteste et prens Dieu à tesmoin de ceste verité... D'Avignon, ce 21^{re} aoust 1632. Vostre bien humble et très affectionné serviteur, Cl. de Rebé, arch. de Narbonne (1).

Depuis la presente escrite nous avons appris que les troupes de Monsieur le mareschal de la Force ont desfait toutes celles des ennemys qui estoient dans le Vivarès et que le vicomte de l'Estrange (2) a esté pris prisonnier avec vingt capitaines, lieute-

(1) Coadjuteur de Louis de Vervins depuis le mois d'aoust 1622, Claude de Rebé avait été sacré, le 29 septembre, sous le titre d'archevêque d'Héraclée *in partibus* ; il occupa le siège de Narbonne de 1628 à 1659. Pendant les troubles de 1632, il resta fermement attaché au roi et fit tous ses efforts pour empêcher la révolte des États, leur remontrant qu'ils commettaient un crime de lèse-majesté.

(2) René d'Hautefort, vicomte de Cheylane, seigneur de l'Estrange, avait pris le parti de Montmorency. Fait prisonnier aux environs de Privas, le 15 août, par les troupes du maréchal de la Force, il fut conduit au Pont-Saint-Esprit, où Charles de Machault, intendant de Languedoc, lui fit trancher la tête, le 4 septembre, malgré les instances du maréchal de la Force qui lui avait promis la vie sauve. Voir *Hist. de Languedoc*, édit. Privat, XI, p. 1064-1065 et XII. *Preuves* nos 542 et 543.

nans ou enseignes. Cella veut dire que les meilleures troupes des rebelles sont desfettes et que le Vivarès est en grande securitté; le passage du Rosne est entierement libre, les ennemys n'ont pas heu moyen de l'occuper (1).

97.

30 août 1632.

LETTRE DES CONSULS DE NARBONNE A MIRON.

Monsieur, nous esperions ung grand secours au retour de nostre porteur pour le payement des mortepayes arquebusiers; toutesfois nous ne desesperons pas puisque la chose n'est que remise à cause de la rareté de l'argent. Nous renvoyons ce porteur exprès pour vous fere savoer que M^r de Ranchin rescrit à Mons^r Vanel (2) les remedes pour doner contentement à Mons^r de Grasset afin d'avoer sa rescription pour recovrer les iii mil livres qu'il a en ville; nous vous remercions très humblement de la peine qu'il vous a pleu y prandre et des faveurs qu'il vous a pleu y apporter.

Vous nous dites par la vostre que demeurez estoné de ce que nostre letre n'estoit pas signée par Mons^r Gibron (3). Nous croyons que vous saves ce qui est passé pour ce regard, que le peuple sans le grand ordre qu'il y fust doné heust mal treté ledit s^r Gibron, M^r de Ricardele et Belissen (4) à cause de quelque letre que ce trouva escrite par M^r de Saint Martin, bien et due-ment averée, de laquel nous vous envoyons copie, et vous donons avis qu'avant la sortie desdits s^r Gibron et Belissen leurs freres avoient prins les armes contre le roy; tout cela ensemble a fait un grand bruit. Nous esperons que Dieu nous fera la grace que

(1) Lettre autographe.

(2) Vanel était le traitant à qui le roi avait vendu en bloc les charges créées en Languedoc lors de l'établissement des élus. Lorsque la province racheta ces charges (20 septembre 1633), elle dut payer à ce traitant la somme énorme de quatre millions quatre-vingt-six mille francs.

(3) La lettre à laquelle celle-ci fait allusion devait être signée par les deux consuls Cogomblis et Angles qui étaient du nombre des partisans de Montmorency. Dans la lettre n° 97, les deux mêmes consuls font connaître à Miron les événements qui servirent de base à l'arrêt du 16 octobre 1632 (n° 104).

(4) Louis de Belissen était capitaine de la morte-payé.

le roy verra qui mieux l'aura servi, vous assurant tousjours que toute la ville est en fort bon estat pour le service de Sa Magesté... A Narbonne, le xxx^e aoust 1632. Vous très humbles et très affectionnés serviteurs. Les consuls de Narbonne (1).

98.

23 août 1632.

LETTRE DE M. DE BERTIER, PREMIER PRÉSIDENT AU PARLEMENT
DE TOULOUSE, AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, je suis bien marry qu'au lieu de l'union que je croiois parmi vous au service du roy, j'apprene par vos lettres qu'il y aie eu quelques mouvemens dans vostre ville, mais je me resjouis aussi de veoir qu'ils ont cessé et que vous estes tous resoleus à vostre devoir. J'ay tousjours asseuré Sa Magesté de vos fidelités et ay appuié la parole que je luy en ay donnée sur la cognoissance que j'ay de vostre ville et de vos affections. Et le moien de conserver ces libertés et ces grandz privileges que les rois vous ont donnés est de faire voir que vous ne les possedes que pour le service du roy et pour vous maintenir contre toutz en la subjection et obeissance à laquelle toutes les lois et divines et humaines vous obligent. C'est ce que vos peres ont fait et que vous fairez, je m'asseure, en ceste occasion et en ce temps où vous voies devant vos yeux, si vous faites aultrement, une servitude estrangere toute preparée et le seul salut en la fidelité que vous debves à vostre roy. J'ay accompagné M^r de Ferreilolles (2) d'une miene lettre à la cour, par laquelle je me rends caution de vostre zele inesbranlable au service du roy, et ne perdray point d'occasion d'employer l'autorité que le roy m'a commise pour vous servir et le corps de vostre ville et les particuliers d'icelle... De Tholouse, ce 23 aoust 1632. Vostre plus humble et affectionné serviteur, Bertier de Montrabe (3).

(1) Minute.

(2) Marc de Martin, sieur de Férayroles, fut député deux fois à la cour par le conseil de ville du 16 août et du 21 septembre. Il fut banni de la ville par l'arrêt du 16 octobre 1632.

(3) Lettre autographe.

99.

3 septembre 1632.

LETTRE M. D'HÉMERY AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, tout presentement on nous vient d'envoyer des lettres que l'on a pris à un gentilhomme que envoyoit M. de Montmorency en Espagne sur une chaloupe, par lesquelles il escripvoit au comte d'Olivarès (1) que dans peu de jours il remettroit entre les mains du roy d'Espagne Narbonne et Lautrec, où il avoit des intelligences telles qu'il s'en tenoit comme assuré. Je sçay, Messieurs, que ce ne sont que des artifices faux, neangmoins je vous en ey voulu donner advis afin que vous preniez garde à vous. Nous envoyons par un courier exprès les lettres de M. de Montmorency au roy et moy je vous escrips par ceste voye et à M. Barri (2) aussy, auquel je vous prie de fere tenir ceste lettre que je luy escrips. J'ey assuré le roy que vous estiez assez forts et asses prevoyants et affectionnés à son service pour que il ne doubtast point de la seureté de la ville. Vous sçaves que j'ey tousjours heu soing des interets de vostre ville, je ne les abandonnerey point et, au conseil, tout ce que l'on pourra fere pour vos contentements je le ferey puisque j'en ey la charge.

Le munitionere de l'armée du roy envoie ung des siens pour veoir si il y aura du bled à achepter à Narbonne; vous prendrez garde de n'en pas degarnir vostre ville, s'il vous plaist. Il n'en a pas besoing à presant; ce ne sera que quand le roy sera au siege de Beziers. Vous me manderez de quelle quantité lors vous le pourres assister, mais surtout ne laissez pas vostre ville depourveue, car on vous vellie pour vous perdre et, en vous conservant vous mesmes, je sçay qu'il n'i a rien à craindre.

(1) Don Gaspard de Guzman, comte d'Olivarez, fut pendant vingt-deux ans, de 1621 à 1643, ministre de Philippe IV, roi d'Espagne.

(2) Hercule de Bourcier, seigneur de Pontaut et de Barre, était fils de Jean de Bourcier et de Françoise de Cezelly, dont il a été si souvent question dans mes *Documents sur la Ligue*. Il avait succédé à Françoise de Cezelly dans le gouvernement de Leucate, dont il soutint le siège contre les Espagnols en 1636.

Le roy arrive haujourd'huy au S^t Esprit. Bagnaulx (1) est assiégué ; je pense que ce sera un ouvrage de quatre jours et que ce sera l'exemple de la rebellion.

M. d'Elbeuf (2) vouloit secourir le chasteau de Beaucaire et y venoit avec trois mil hommes et mil chevaux. M^r le mareschal de la Forse prist deux mil hommes de pied et six cents chevaux ; il a empesché ce secours et tallié en pieces l'ariergarde de M. d'Elbeuf en sorte que les assiegés veulent traiter, mais le roy ne le veult pas et deziere que l'on luy remette l'evesque d'Uzès (3) entre les mains qui est dans le chasteau, qui a esté un des plus factieux. Je n'ey rien à vous dire autre chose sur ce sujet si ce n'est que, Lunel pris (4), nous irons bien près de vous et que l'on vous delivrera des persecutions de M. de Montmorency. A Beaucaire, le 3 septembre 1632. Vostre très humble serviteur, D'Hemery (5).

100.

14 septembre 1632.

LETTRE DE DAUBINE AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, bien qu'on aye fait courre de faulx bruietz pour me mestre en mauvais predicamant parmi Mess^{rs} les habitans et que c'est neatmoins contre la verité, puisque toutes les actions

(1) La capitulation de Bagnols fut signée le 7 septembre. Celle de Beaucaire avait été signée le 6.

(2) Charles II de Lorraine, duc d'Elbeuf, avait quitté la France en 1631, Pour échapper à la vengeance de Richelieu contre qui il avait intrigué. Il accompagna Monsieur en Languedoc. Il prit plus tard une part active aux troubles de la Fronde.

(3) Paul-Antoine de Pérault, évêque d'Uzès, de 1624 à 1633. Il était le frère du baron de Pérault, sénéchal de Beaucaire et de Nîmes et gouverneur du château de Beaucaire. Tous les deux suivirent le parti de Monsieur et furent exceptés de l'abolition générale donnée à la suite des événements de 1632.

(4) Peu après le combat de Castelnaudary, les habitants de Lunel, envoyèrent aux maréchaux de la Force et de Vitry des otages pour répondre de leur fidélité.

(5) Lettre autographe.

que j'ay randues depuis estre hors la ville de Narbonne ne peuvent me faire perdre la qualitté d'homme de bien et fidelle serviteur du roy, lequel j'eusse servi parfaitement dans icelle et en qualitté de très boun habitant, si on l'eust eu agreable, comme vous sçaves toutz que je protesta lhorsqu'il me feust faict commandement de me retirer, je vous faict ceste priere très humble de ne croire point à ces faulx raportz, vous assurant que mes deportemens justifieront tousjours du desir que j'ay eu de servir fidelemant Sa Majesté et la ville si l'occasioun s'en feust offerte, et soubz ceste protestation du meilleur de mon cœur j'oseray vous supplier de vouloir accorder l'entrée de la ville à ma filhe, affin qu'elle puisse vendre du vin que j'y ay et faire accomoder les tonneaux pour retirer le nouveau et quelque bled que j'ay dans le village, vous assurant que ce me sera une fort estroite obligation... A S^t Marcel, ce 14^e 7^{bre} 1632. Vostre très humble et très obeissant serviteur, Daubine (1).

101.

16 septembre 1632.

LETTRE DE M. DE FERAYROLES AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, je suis arrivé en seste ville de Monpellié depuis avant hier et jusques à presant je n'ai peu trouvé de pourteur pour vous fere savoir de mes nouvelles qui sont que j'ai esté parfaitement bien ressu à la court (2). Le roi me fit l'honneur de me dire qu'il estoit extremement satisfait de nostre fidelité et qu'au voiage que Sa Magesté fait en seste province nous recevriens des efets de sa bonté et de sa bienveillance. Monseigneur le cardinal me fit aussi le plus favorable accueil que je pouvois souetté et m'a faist l'honneur de me dire plusieurs fois qu'il avoit de très bonnes volontés pour nostre ville et m'en a fest esperé de grans tesmognages. Vous saures le menu de toutes choses dans deus jours que conte l'honneur de vous voir; sependent je vous supplie d'approuvé mon retardement qui est pour servir un homme de qui nous pouvons ressevoir beaucoup d'as-

(1) Lettre autographe.

(2) Voir la lettre n^o 98.

sistance. Je laissé le roi à Vienne; à present il est au Saint Esprit d'où l'on croit qu'il partira aujourd'ui ou demain. Lunel est dans l'obeissance et les deputés de Pesenas sont seans pour aller faire toutes soumissions à Sa Majesté; seus d'Ade se disposent à la mesme chose... De Monpelié, ce 16 septembre 1632. Vostre très humble et obeissant servitur, M. de Ferrairolles (1).

102.

10 octobre 1632.

LETTRE DE M. L'ABBÉ D'EAUNES AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, je me suis enquis issi des ceremonies observées en ceste ville à l'entrée du roy (2). M^{rs} les consuls furent au logis de Monsieur Du Verger et attendirent là Sa Magesté; durant qu'ils attandoient, Monseigneur le cardinal passa auquel ils ne firent point d'harangue, mais l'on tira le canon qui feut rechargié à l'instant. A l'arrivée du roy ils se mirent à genous et firent leur harangue avant laquelle ils offrirent les clefs à Sa Magesté, mais non pas le poille; cella fait, ils attendirent la reyne à laquelle ils firent leur harangue au mesme lieu et à genous. Le presidial fist ses harangues à la porte de la ville, au roy à deus genous et à la reyne un genou à terre, l'artillerie ayant tiré à l'une et l'autre entrée. Quand la reine feut dans la ville, Mess^{rs} les consuls furent en robes rouges veoir Monseigneur le cardinal, Messeigneurs les cardinaux, princes et mareschauls de France qui sont en cour et Monsieur de Narbonne. Il fauldra mettre les armes du roy et de la reyne sur leur logis et de mesme celles de Monseigneur le cardinal sur la porte du logis où il sera logé. Je ne puis vous marquer le temps auquel le roy vous ira veoir; l'on parle de mardy et des jours suivans jusques à vandredy. Dès qu'il y aura quelque chose de resolu, je vous en dourray advis ou vous l'apporteray moi mesme... A Beziers, ce x^{me} octo-

(1) Lettre autographe.

(2) La cour était arrivée à Béziers le 6 octobre. Louis XIII y fit l'ouverture des États le 11 du même mois.

bre M^{VI}·XXXII. Vostre très humble et très affectionné serviteur,
L'abbé d'Eaulnes (1).

103.

13 octobre 1632.

LETTRE DE M. DE LA VRILLIÈRE AUX CONSULS DE NARBONNE.

Messieurs, ayant sceu la vollonté du roy sur la reception qu'il desire luy estre faicte à son arrivée en vostre ville, je vous ay voullu faire ceste lettre pour vous dire que l'intention de Sa Majesté n'est pas que l'on luy face aucune entrée ny que les habitans d'icelle sortent en armes, afin de les soulager en cela de la peine et de la despense qu'ilz seroient obligez de faire, mais seulement que les consulz se treuvent à la porte avecq une harangue et les clefs pour les luy presenter, à quoy vous vous conformerez sy vous plaist... A Beziers, ce xiii^e octobre 1632. Vostre plus affectionné serviteur, La Vrillière (2).

Messieurs, lorsque le roy entrera dans la ville, vous ferez tirer le canon ainsy qu'il est accoustumé et en userez de mesme à l'endroit de la reyne (3).

(1) Lettre autographe. — Henri d'Autemar, protonotaire apostolique, avait été nommé abbé d'Eaunes, abbaye cistercienne du diocèse de Toulouse, en 1621. Il est appelé par corruption abbé d'Osne dans les délibérations municipales. Les consuls employèrent ses bons services à la cour en maintes circonstances. Il eut à partir de 1648 de nombreux démêlés avec la ville au sujet de l'allivrement au compoix des terres de Livière qu'il avait prises en inféodation. Il dut mourir vers 1658. Son père, François d'Autemar, s^r de Tauran et de Vires, avait été élu premier consul en 1606 ; son frère Jean d'Autemar, s^r de Tauran, fut élu premier consul en 1641. Ils furent tous les trois compris dans l'arrêt de bannissement du 16 octobre 1632.

(2) Louis Phelypeaux, seigneur de la Vrillière et de Châteauneuf, fut nommé secrétaire d'État à la mort de son père (mai 1629).

(3) Le roi, la reine et toute la cour partirent de Béziers, le 14 octobre, vers onze heures du matin. Sur les quatre heures, la cour se trouvait à une demi-lieue de Narbonne ; un violent orage s'éleva et en deux heures de temps il y eut une si grande inondation que toute la plaine fut couverte d'eau comme une mer une lieue autour de Narbonne. Il y avait eu de fortes pluies les jours précédents, ainsi que le prouvent deux mandements des consuls à leur clavaire, des 12 et 13 octobre, d'avoir à payer 116 liv. pour réparations faites au chemin de Coursan gâté par les pluies. Le lecteur pourra lire un récit détaillé de ce voyage de Béziers à Narbonne et des pérépéties de l'inondation dans le *Mercure françois*, t. XXVIII, p. 848 et suiv.

104.

16 octobre 1632.

**ARRÊT DU CONSEIL D'ÉTAT CONDAMNANT AU BANNISSEMENT
PLUSIEURS HABITANTS DE NARBONNE.**

Sur la plainte faite au roi en son conseil par aucuns des principaux habitans de la ville de Narbonne que, depuis quelque temps, il se seroit eslevé des factions dans le corps de la matriculle et conseil general de lad. ville, qui auroient fait naistre plusieurs esmotions dans icelle, et notamment depuis les derniers mouvemens survenus en la province de Languedoc, qui seroient venus jusques à tel point que le s^r Gibron, premier consul de lad. ville, et les s^{rs} Ricardelle freres, Bellissens aussy freres, Commenge (1), Villurbanne (2), Fillaire (3), Bastide et Baille auroient esté chassez et jettez hors de lad. ville avec grand scandale par une esmotion populaire, excitée en icelle ville le xviii^e aoust dernier, en suite de l'exposition d'une lettre pretendue escrite par le s^r de S^t Martin de Toques aud. Ricardelle, son neveu, soubçonnée de faulx et qui pourroit à l'advenir apporter un grand et notable prejudice au service de Sa Magesté, à la seurté de cette province et au repos et tranquillité de lad. ville.

Pour à quoy remedier, Sa Magesté auroit envoyé en icelle le s^r Aubery, conseiller ordinaire en ses conseils d'estat et privé et en la direction de ses finances, pour s'informer exactement de l'estat de lad. ville, de la source et origine des esmotions survenues en icelle depuis quelques mois, des causes et mouvemens de l'expulsion dud. premier consul et autres habitans et en faire rapport à Sad. Magesté pour y pourvoir. Ce que ayant esté satisfait par led s^r Aubery, ouy son rapport et veu lad. lettre mis-

(1) Conseiller au cinquième rang de la matricule en 1594, Sébastien Comenge fut élu troisième consul en 1599 et second consul en 1611.

(2) Philibert Villurbanne fut élu second consul en 1639 en dehors de la matricule ; il fut élu conseiller du second rang en 1653.

(3) Conseiller du cinquième rang en 1605, Jacques Fillaire ou Fillère fut élu consul en 1606 et quatrième consul en 1614 et 1618.

sive, et les proceddres faictes pour l'esclaircissement de la verité ou faicte d'icelle, ensemble les proceddres faictes par le s^r d'Assezat, conseiller du roy en sa cour de parlement de Toulouse et commissaire député par lad. cour, et tout considéré.

Le roy estant en son conseil, voulant pourvoir à ce que pareilz desordres n'arriuent à l'advenir en lad. ville et que tous les habitans d'icelle vivent en l'union et concorde requize entre de bons concitoyens a ordonné et ordonne que led. Gibron, premier consul, sera restably en sa charge et place de premier consul, et lesdits Ricardelle, Bellissens, Commenge, Villurbanne, Filaire, Bastide et Baille en lad. ville et charges qu'ilz avoient auparavant que d'estre chassés d'icelle, et pour cet effect que les autres consuls, assistez de douze de lad. matriculle, six de la premiere echelle et six de la seconde, seront tenus, au premier conseil qui sera assemblé en la maison commune de lad. ville, d'aller querir led. premier consul en sa maison et le mener avec les susd. habitans qui ont esté chassés hors de lad. ville lors de lad. esmotion en la maison commune d'icelle ville, pour y prendre leurs places et y exercer leurs charges.

A faict Sad. Magesté très expresses inhibitions et deffences aux consuls et habitans de lad. ville d'estre plus en semblables violences à l'advenir ny de s'armer que par le commandement du gouverneur qui sera estably par Sa Magesté, son lieutenant et autres ayant pouvoir de Sad. Magesté, à peine d'estre punis comme seditieux et perturbateurs du repos publicq.

Ordonne Sad. Magesté qu'il sera informé plus amplement de la verité ou faicte de lad. lettre pretendue escrite par led. de S^t Martin de Tocques aud. Ricardelle par celuy des maistres des requestes qui sera commis et depputé par Sad. Magesté pour cet effet, et que le procès sera fait et parfait par ledit commissaire à tous ceux qui s'en trouveront coupables jusques à sentence definitive exclusivement ; ensemble à Louis Malede, prisonnier es prisons de l'archevesché de Narbonne pour raison des seditions survenues en lad. ville. Et pour cet effect seront toutes les informations et proceddres, faictes tant par led. s^r Aubery, conseiller aud. conseil d'estat, que par led. s^r d'Assezat, commissaire député par lad. cour, remises es mains dud. commissaire qui sera député par Sad. Magesté pour, lesd. procès faitz et parfaits et rapportés par devant Sad. Magesté, estre pour le jugement d'iceux pourveu et jugé ainsy qu'elle advisera bon estre.

Et cependant ordonne Sad. Magesté que les nommez François Hautemar, s^r de Vires, Jean Hautemar, s^r de Toran et l'abbé

d'Osne, enfans dud. de Vires, Vireboscq (1) et le cadet de Vires, son frere, Taraillan (2), Fereirrolles, Roussel, Lastours (3), Cogomblis et Angles, second et troisiemes consuls, de Rouch (4), viguier de lad. ville, Ducup (5), juge, et Rouch (6), procureur du roy, ensemble Dobine, sergent major, Seigneuret et Granier se retireront de lad. ville et dioceze de Narbonne dans vingt quatre heures et s'abstiendront d'y entrer jusques à ce qu'autrement par Sad. Magesté en ait esté ordonné ; et qu'outre les nommés de Vires, Taraillan, Vireboscq, Fereirrolles, Cogomblis, Angles et Roussel qui, estans du corps de la matricule, sont compris dans le nombre de ceux qui ont ordre de sortir de la ville, les nommés Dumas, Cœurdechesne (7), Garrigues, Hierosme Rouch (8), Jean Paul de Cogomblis (9), qui n'ont ordre de sortir de lad. ville, ne se trouveront point doresnavant aux assemblées de la matricule jusques à ce qu'autrement en ait esté ordonné ; et que Rolin Reboul (10) sera pris et aprehendé au corps, si pris et aprehendé peut estre, sinon adjourné à trois briefz jours, ses biens saisis et annotés... Faict au conseil d'estat du roy, Sa Magesté y seant,

(1) Vireboscq n'est autre que Raulin d'Autemar, s^r de Vires. Il était le neveu de François d'Autemar, s^r de Vires et de Tauran, et avait joint à son nom celui de sa femme, Anne du Bosc. Conseiller du premier rang en 1626, il fut élu consul en 1653.

(2) Conseiller du premier rang en 1623, noble Jean Delort, s^r de Taraillan fut élu consul en 1631.

(3) Nous pensons que Lastours n'est autre que noble Gabriel d'Auderic et Alcoynes, seigneur de Lastours, qui occupa la charge de viguier du roi de 1606 à 1621.

(4) Antoine de Rouch avait été pourvu, le 11 avril 1625, de la charge de viguier du roi vacante par la démission de noble Jean de Trégoin, sieur de Ricardelle.

(5) Jean-François Ducup est mentionné comme juge royal à partir du mois de novembre 1622.

(6) Guillaume Rouch est mentionné comme procureur du roi à partir du mois de mai 1627.

(7) Conseiller du premier rang en 1620, Raulin Curdechesne, receveur des tailles du diocèse de Narbonne, fut élu consul en 1627.

(8) Jérôme Rouch fut élu conseiller du deuxième rang en 1625.

(9) Conseiller du cinquième rang en 1619, Jean-Paul de Cogomblis fut élevé au quatrième rang en 1620, au troisième rang en 1621 ; il fut élu consul en 1625 et conseiller du second rang en 1629.

(10) Conseiller du premier rang en 1644, noble Raulin de Reboul, seigneur de Marmorières, fut élu consul en 1661.

tenu à Narbonne le setziesme jour d'octobre mil six cens trente deux (1).

Faict et enregistré par moy, conseiller, secretaire du roy, maison et couronne de France, suivant le commandement de Sa Magesté et ordonnance dud. sr Aubery, aud. Narbonne les jours et an que dessus. *Signé* : Petit (2).

(1) Nous résumons en quelques mots la seconde partie de l'arrêt. La matricule ne comprendra à l'avenir que quatre-vingts membres ; les consuls seront au nombre de six, trois pris dans la matricule, trois pris en dehors ; lorsqu'il sera procédé à des élections, la matricule sera renforcée de seize habitants choisis à raison de deux par quartier sous la présidence des capitaines de la garde bourgeoise. Deux de ces capitaines, François de Cogomblis et Escudier, furent révoqués par l'arrêt. Le même arrêt donna les charges de capitaines de la morte-paye aux srs Peyrat, Bellisen le jeune, Fillaire et Contadis et celle d'aide-major à Bellisen l'ainé.

(2) Copie. — AA. 116, f° 109 v°.

NOTES

SUR

JACQUES GAMELIN

(Suite)⁽¹⁾

XI

GAMELIN PEINTRE DE L'ARMÉE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Nous avons déjà parlé de Gamelin, peintre de l'armée des Pyrénées-Orientales, dans une précédente étude sur diverses de ses œuvres ayant trait à la « Bataille du Boulou ». Nous n'avons fait qu'effleurer le sujet et il y a lieu d'y revenir. Ce nouvel article sera même la meilleure suite à donner à celui qui l'a précédé sur « Gamelin à Narbonne pendant la Révolution (2) ».

(1) V. *Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne*, 1900-1901, p. 126, 312 et 585.

(2) Nous nous sommes surtout attaché dans cet article à montrer que Gamelin fut appelé par l'Administration à intervenir dans les actes où une question d'art était en cause et qu'il joua dans la mesure du possible le rôle de protecteur des monuments et des œuvres d'art. Un document qui nous a été communiqué depuis par M. Armand Bories, corrobore ceux déjà cités.— « L'an 1793 et le 10 janvier, s'est présenté devant les membres et officiers municipaux de la *c^{ae}* de Narbonne, le cit. Tardieu, secrétaire greffier du Directoire du district du dit Narbonne, pour requérir de vouloir nous transporter ce jourd'hui 10 h. du matin dans la maison des ci-devant Religieuses S^t Bernard à l'effet d'y procéder à la levée des scellés qui ont été appo-

Narbonne fut en 1793 l'un des points où s'organisa (on sait au prix de quelles difficultés) l'armée dite des Pyrénées-Orientales, destinée à repousser l'invasion des Espagnols.

Gamelin avait dès 1792 participé aux premiers préparatifs en illustrant un manuel destiné à faciliter l'exercice aux jeunes soldats (1).

Au bruit des armes retentissant autour de lui, l'ancien « peintre de batailles » de l'Académie de Saint-Luc de Rome, ne peut maîtriser son enthousiasme. Les combats, les charges de cavalerie, les assauts, les héroïques mêlées qui, depuis son enfance, ont peuplé son imagination s'offrent maintenant à lui dans leur réalité, et on le voit alors, à 55 ans, quoique ayant ressenti déjà les premières atteintes de la maladie qui devait l'emporter, offrir ses

« sés sur les portes qui aboutissent à l'église du dit couvent et y enlever les
« tableaux qui se trouveront dans la dite église.

« En conséquence de la réquisition ci dessus, nous Jean Raymond, officier
« municipal, assisté du dit S^r Tardieu, nous sommes transportés dans la mai-
« son dite de S^t Bernard à l'effet de procéder à l'enlèvement du dit scellé ; où
« étant, nous sommes entrés par la grande porte qui est vis-à-vis la fontaine,
« qui nous a été ouverte par le nommé Pardeilhian, séquestre ; et parvenus
« au chœur, nous avons levé le scellé qui était placé sur la petite porte de
« la grille du dit chœur, et étant entrés dans l'église, le citoyen Gamelin a
« enlevé les tableaux qui y étaient placés au nombre de quatorze, et les a fait
« porter dans la maison des ci-devant Carmélites. Après quoi nous nous
« sommes retirés et avons dressé le verbal que dessus, que nous avons signé
« avec les citoyens Tardieu, Gamelin, et le secrétaire greffier. »

(1) Lettre à M. Solier, procureur syndic du district, du 27 juillet 1792 :
« Nous avons l'honneur de vous prévenir que M. Gamelin, propriétaire de la
« presse en taille-douce qui nous a servi à l'impression des billets de 5 sous
« et de 2 sous 6 den. pour l'usage du district, étant venu la réclamer, en
« ayant un besoin instant pour l'impression des gravures qu'il vient de termi-
« ner pour un manuel propre à faciliter l'exercice aux jeunes citoyens-soldats,
« n'ayant pu refuser à cet artiste sa presse, elle lui a été remise après avoir
« eu l'attention de lui faire signer le procès-verbal dressé à cet effet d'après
« lequel il renouvelle la promesse et l'engagement de la prêter de nouveau
« pour l'entière fabrication des billets du District si elle a lieu. »

(*Registre de correspondance de la Municipalité*).

services et ceux de ses fils, — deux adolescents à peine âgés de 19 et 16 ans, — au représentant du peuple, Chaudron-Rousseau, en mission à Narbonne.

La Convention nomme Gamelin « capitaine du génie de 1^{re} classe, attaché à l'état-major de l'armée des Pyrénées-Orientales ». Quant à ses fils, l'aîné seul aurait pris une part active à la campagne; telle est du moins la tradition.

Il eût été intéressant de connaître la date et la teneur du brevet délivré à l'artiste. Nous pouvons mentionner seulement deux documents qui précisent les fonctions dont il fut investi.

Le premier est le procès-verbal de la séance du Conseil général de la commune de Narbonne en date du 13 messidor an II (1^{er} juillet 1794), au cours de laquelle un brevet de civisme fut accordé à Gamelin « peintre de l'armée des Pyrénées-Orientales et capitaine dans l'arme du génie ». Le second est le procès-verbal de la cérémonie qui eut lieu à Narbonne, le 7 pluviôse an IV (27 janvier 1796), pour recevoir la déclaration d'attachement à la République de tous les employés, salariés et fonctionnaires publics. Gamelin, qui en sa qualité d'officier était salarié par le gouvernement, a signé ainsi le procès-verbal : « Gamelin, peintre, capitaine ».

L'abbé Barthe (1), dont la biographie de Gamelin écrite sur un ton oratoire ne s'appuie presque uniquement que sur la tradition, bien qu'il eût été alors facile de recueillir des documents pouvant faire la lumière sur de nombreux points ignorés de la vie de l'artiste, a écrit :

« Son apprentissage eut lieu sur le champ de bataille en face de l'ennemi. Il créa pour son usage, sur le terrain même, la science nécessaire à son arme; il trouva dans

(1) Biographie de Jacques Gamelin. (*Mémoires de la Société des arts et sciences de Carcassonne, 1851.*)

« l'inspiration du moment et les soudaines illuminations
« de son intelligence, la savante tactique que donnent
« lentement l'étude et les maîtres. Il prit part aux san-
« glantes affaires, y paya de sa personne. Chaque fois,
« après s'être montré intrépide acteur dans ces scènes
« héroïques, il aimait à les dessiner si l'ennemi lui en
« laissait le temps. »

L'abbé Barthe a exagéré le rôle actif de Gamelin dans les combats. Les capitaines du génie ne s'improvisent pas. Son grade lui servit surtout à obtenir un rang honorifique et à avoir une solde déterminée. C'est sa qualité d'officier attaché à l'état-major qu'il faut tout d'abord retenir, car elle montre qu'il était chargé d'une mission spéciale et lorsque le Conseil général de Narbonne lui accorda son brevet de civisme, il le désigna exactement ainsi : Peintre de l'armée des Pyrénées-Orientales et capitaine dans l'arme du génie.

On ne saurait trop louer les généraux de la Révolution qui pour remplacer l'ancien corps des ingénieurs-géographes des camps et armées, supprimé en 1791, et en attendant que les « bureaux topographiques » fussent organisés, s'attachaient des artistes de bonne volonté, capables de dessiner les marches et les reconnaissances, les faits de guerre, les vues des batailles, les sièges et les paysages les plus caractéristiques des pays conquis (1).

Gamelin ne suivit pas en entier la campagne du Roussillon. Nous avons constaté plusieurs fois sa présence à Narbonne en 1793, 1794 et 1795.

Dans la lettre du 22 fructidor an III (9 octobre 1795) adressée à son ami B. Germain, de Carcassonne, et que

(1) Parmi les artistes illustres qui furent ainsi attachés à l'état-major, on peut citer J.-M. Granet d'Aix et Gros. Le premier, employé dans l'arsenal de Toulon où il peignait des poupes et des proues de navires, fit partie, en qualité de dessinateur, de l'armée républicaine au siège de Toulon en 1793. Quant à Gros, il fut attaché à l'état-major de l'armée d'Italie.

nous avons précédemment citée, nous lisons : « Je crois
« que la collection de la suite des vues pour le Citⁿ Vialette
« deviendront bien précieuses non par le mérite de l'au-
« teur, mais par les époques et la vérité du site et des actions
« qui se sont passées dans l'intervalle de cette campagne
« des Pyrénées-Orientales que j'ai suivie avec le plus grand
« soin pendant une année. »

Il est probable que Gamelin n'a passé qu'un an à l'armée
et même en plusieurs périodes, mais il assista aux prin-
cipaux faits de guerre de la campagne.

On conserve à la Préfecture de Perpignan deux esquis-
ses, représentant le combat du camp de l'Union et un
épisode de la bataille de Peyrestortes.

L'esquisse du « combat du camp de l'Union, » ou « com-
« bat du mas du comte de Ros » (haut : 0,58 larg. 1,26)
datée an 8 R (1799) est un agrandissement d'un croquis
pris sur les lieux.

Le camp de l'Union créé pour couvrir Perpignan du
côté du sud était occupé au commencement de juillet 1793
par 12,000 hommes à peine armés et exercés. Il fut atta-
qué le 17 juillet par les Espagnols qui furent obligés de
battre en retraite.

Au centre du tableau de Gamelin se voit le mas du comte
de Ros, que criblent les projectiles de l'ennemi. A droite,
des fantassins en ordre dispersé s'élancent vers la gauche
où une masse de cavalerie s'ébranle. Il est difficile de pré-
ciser quel est le moment du combat que l'artiste a repré-
senté. Nous croyons que c'est celui où le général Dagobert
donne l'ordre à Cassanyes de faire donner la division de
cavalerie commandée par Dugua et de la faire soutenir par
son infanterie.

Le procureur général syndic de Perpignan, Lluçia,
ayant appris que Gamelin travaillait à un tableau repré-
sentant un épisode de ce combat, lui écrivit la lettre sui-
vante :

« L'administration a appris avec plaisir que vous vous

« occupiez à transmettre à la postérité l'action glorieuse
« du 17 juillet, où nos braves républicains ont prouvé aux
« soldats du despotisme qu'ils ne calculent jamais le nom-
« bre des ennemis. Il n'a manqué à notre armée que
« quelques escadrons de cavalerie pour remporter une
« victoire complète. La fuite précipitée des Espagnols eût
« mis entre nos mains plus de mille prisonniers si nous
« avions pu les poursuivre.

« Désormais, le génie des artistes ne consacrera que des
« traits de vertu ou des actes de courage, et vous êtes dans
« le cas d'exprimer avec énergie ce que ceux qui vous
« connaissent disent que vous sentez avec feu. C'est
« d'après cette conviction que l'Administration désirerait
« conserver dans la salle de ses séances le tableau original
« qui vous occupe ; elle vous en demande la préférence.
« Elle sait qu'il n'est aucun prix fixe pour les productions
« du talent ; mais elle vous prie de lui indiquer le dédom-
« magement qu'elle vous devra pour ce sacrifice. Je me
« félicite d'être son organe pour vous exprimer ses senti-
« ments. Les belles-lettres et les arts ont fait le bonheur
« des trois quarts de ma vie, et les hommes qui s'y consa-
« crent avec tant de distinction que vous doivent être
« précieux à tous les bons citoyens (1). »

Le tableau de la Préfecture de Perpignan daté de l'an VIII ne peut être celui qui a motivé la lettre de Lluçia, et on ne doit le considérer que comme une réplique.

L'esquisse de la « Bataille de Peyrestortes », de mêmes dimensions que le tableau précédent, est signée : « Game-
« lin pinx. 1793, l'an 2 de la République f. une et indivisi-
« ble ». C'est également l'agrandissement d'un croquis

(1) Cette lettre a été reproduite pour la première fois par M. Pierre Vidal, bibliothécaire de la ville de Perpignan, dans son ouvrage si remarquable, *Histoire de la Révolution Française dans le département des Pyrénées-Orientales*, t. II, pp. 268-269.

pris sur les lieux, mais c'est une œuvre contemporaine de ce fait de guerre.

Il est difficile de décrire cette composition d'ordre essentiellement panoramique, peuplée de tentes, de chariots, de canons, de cavaliers et de fantassins marchant dans toutes les directions. On voit les approches d'une bataille plutôt que la bataille elle-même. Celle-ci se livre derrière les lignes de l'artillerie qui, rangée sur le mamelon du fond, canonne l'ennemi. Gamelin affectionne cette disposition qui lui permet de représenter les différents plans du terrain, les accidents du paysage, les formations des troupes. Mais quelle nécessité de mettre en scène au premier plan ces paysans et paysannes faisant la moisson ? Que signifient aussi ces deux vaches accroupies dont une de proportions anormales ? Moissonnait-on à Peyrestortes en septembre 1793 et bêtes et gens pouvaient-ils rester aussi indifférents étant si proches d'une bataille ?

Que n'a-t-on plutôt conservé une peinture de Gamelin représentant les soldats de la République « à la pâle clarté
« de la lune, escaladant le plateau de Peyrestortes, précédés
« de Cassanyes dont le panache blanc semblait guider
« leur route, » et culbutant les Espagnols à la baïonnette.

« A la prise d'assaut du plateau de Peyrestortes, dit
« l'abbé Barthe, tout suant encore des fatigues de cette
« nuit glorieuse, Gamelin, le cœur joyeux, s'était assis
« sur une éminence, aux premières lueurs du crépuscule ;
« remplaçant l'épée du capitaine par le crayon du peintre,
« il esquissait à grands traits les accidents pittoresques
« et les effets de nuit de ce champ de victoire. C'est à
« Peyrestortes, écrit encore l'abbé Barthe, que son fils
« aîné fut blessé et que le guerrier imberbe fut nommé
lieutenant (1).

(1) Le brevet de chevalier de la Légion d'honneur de Jacques-François Gamelin, daté du 26 décembre 1862, que nous avons eu sous les yeux, le qualifie seulement d'ancien sergent-major.

Renoux a peint pour le musée de Versailles plusieurs grands tableaux représentant des batailles de la campagne du Roussillon. Pour le combat du « Camp de l'Union » ou du « Mas du comte de Ros (1) » et pour le « Combat de Peyrestortes (2) », sa tâche a été facilitée. Il s'est inspiré en effet des esquisses de Gamelin et il en eût sans doute fait autant pour sa « Bataille du Boulou » s'il avait connu le dessin du musée de Narbonne ou le tableau du musée de Béziers.

Il a suivi de très près les esquisses de Gamelin, mais en les arrangeant. Dans le « Combat du camp de l'Union, » les troupes sont en formation régulière ; l'infanterie marche en bon ordre, drapeaux au vent. Dans celui de Peyrestortes il a resserré le champ de la composition, supprimé divers accidents de terrain, condensé les troupes, et tandis que Gamelin n'a peint dans le chemin creux du premier plan que deux officiers à cheval, Renoux en a figuré un plus grand nombre que guide un miquelet et que suivent des fantassins. Il a simplifié le groupe des moissonneurs et supprimé cette vache énorme qui, posée au premier plan, choque si désagréablement l'œil.

On sent que Renoux a voulu faire de véritables « tableaux » suivant les formules théâtrales et décoratives chères à la plupart des peintres des galeries de Versailles. Il nous sera permis de préférer la verve guerrière et le caractère de vérité qu'expriment les esquisses de Gamelin.

Nous avons longuement étudié dans le *Bulletin* (année 1900, 1^{er} semestre) le grand dessin de la « Bataille du Boulou » que possède le musée de Narbonne (haut. 0,40 ; long. 1,08) dessin à la plume, lavé d'encre de Chine, mis

(1) N° 2306 : Combat du mas de Roz, haut. 1,18 ; larg. 1,52.

(2) N° 2307 : Reprise du camp de Peyrestortes, haut. 2,84 ; larg. 2,72.

Ces deux tableaux sont reproduits dans l'ouvrage déjà cité de M. Vidal, II, pp. 260 et 341.

au carreau, et qui est l'agrandissement d'un croquis pris sur les lieux mêmes.

Ce dessin, avons-nous dit, d'une importance exceptionnelle, est un véritable procès-verbal graphique d'une vérité indiscutable, qui est comme le complément du rapport que Dugommier envoya à la Convention après sa victoire. Dans cette œuvre, l'artiste a su joindre sous une forme des plus pittoresques, la précision d'un document à la dignité d'une œuvre d'art. Le tableau du musée de Béziers (1), dont nous avons également parlé, embrasse un champ moins vaste, mais il est d'une très grande précision au point de vue topographique, et il est agrémenté au premier plan de nombreux personnages peints d'une touche légère et expressive. On y voit entre autres, au pied de la fameuse redoute établie à Banyuls-des-Aspres, les représentants Milhaud et Soubranié, en leurs costumes officiels d'un pittoresque si pompeux, tous deux à cheval et parlant à Dugommier entouré de son état-major.

Une série de médaillons (peintures sur toile collées sur carton, diam. 0,23), atteste chez Gamelin le souci de l'exactitude topographique. Peintre officiel, il a voulu que ses croquis fussent des documents pouvant servir à l'histoire. Bien plus, suivant son habitude quand il traitait des sujets de l'histoire ancienne, il donne au dos de la composition des indications concises sur les lieux et les faits représentés.

Nous reproduisons les indications de cinq de ces médaillons qui faisaient partie d'une série de douze que nous n'avons pu retrouver entièrement (2).

(1) Haut. 0,34 ; long. 0,58.

(2) Les médaillons 1, 4 et 5 appartiennent à M. Georges Baquié de Nissan. Les numéros 2 et 3 sont la propriété de M. E. Wickersheimer, ingénieur des ponts-et-chaussées, ancien député. Les douze appartenaient à M. Charry de Carcassonne qui les tenait de son père, ami de Gamelin.

1^o « Les Espagnols s'étant retirés au Boulou après leur
« malheureuse affaire de Peyrestortes, peu de jours après,
« les républicains se campèrent au mas de la Paille à une
« lieue du Boulou et à trois lieues de Perpignan ; ils contin-
« rent l'ennemi qui n'eût plus la hardiesse de faire aucune
« démarche pour revenir sur ses pas.

« On voit le Boulou dans le fond entre les montagnes
« et les Espagnols souvent étoient placés sur cette monta-
« gne à droite pour harceler les Français.

« Trois pièces de canon de 24 étoient placées sur cette
« élévation et du camp on aperçoit une sentinelle.

« Peint par Gamelin sur le lieu. »

2^o « Les Espagnols, chassés du Boulou le 11 au 12 prai-
« rial l'an 2 de la Rep. — Ce tableau fait le pendant de
« celui de Montesquiou.

« Sur le devant du tableau une redoute faite par les
« Français où étoient 3 pièces de 24, faisant un feu vigou-
« reux et terrible sur les Espagnols.

« Le camp espagnol est à découvert, la vue s'étend jus-
« qu'à Céret que l'on aperçoit à peine sur le fonds du
« paysage à droite.

« Il est bon de sçavoir que cette batterie de trois pièces
« de 24 étoit placée à un quart de lieue de Bagnols des
« Aspres et à 3 quarts de lieue du Boulou ; l'on voit le
« chemin qui y conduit et la cavalerie des militaires jaunes
« Espagnols fuyant à toute bride.

« Une explosion faite dans la déroute à un quart d'heure
« après le Boulou, sur le chemin allant à Bellegarde

« Par GAMELIN, peintre de batailles. »

La toile est signée : Gamelin f. 1793.

3^o « Ce sujet représente lorsque les Espagnols au nom-
« bre de 7 mille 4 cent mirent bas les armes au pied des
« représentants du peuple et du général en chef Dugomier
« à Bagnols-sur-Mer 2 lieues de Collioure. Cette cérémonie
« fut faite le mois de messidor l'an 3 de la République. La

« capitulation faisait mention que le Roy d'Espagne nous
« rendroit le même nombre de prisonniers Français que
« nous leur avons fait, cependant malgré la générosité
« de la part de la France ils ne daignèrent point effectuer
« leur traité. Leurs soldats partirent et nos braves répu-
« blicains furent tenus dans les fers.

4° « Vue de Figuières. On voit sur le lointain le village
« d'Alpha et la flotte espagnole qui se tient en face de
« Roses.

« Sur le devant du tableau on voit la redoute française
« avec les pièces de canon et sur le chemin les prisonniers
« espagnols et portugais conduits en France ; on fit dans
« cette place dix mille prisonniers portugais et espa-
« gnols. — Le fort qu'on voit sur cette élévation est un
« des beaux morceaux possibles.

« Peint ce mois de Brumaire l'an 3 de la République et
« la place fut prise le 30 Vendémiaire l'an 3 de la Répu-
« blique. »

5° « A vue de Roses où l'on aperçoit le Bouton ou fortin
« et les batteries françaises qui le canonnent. Par derrière,
« la flotte espagnole en partie se voit. Sur le devant, les
« batteries des Républicains qui tirent sur Roses qui est
« comme enterré au bord de la mer, de même que le fort.
« Cette vue est très intéressante et c'est la dernière prise
« des Français en Espagne. La paix est survenue deux
« mois après environ, l'an 4 de la République.

« Prise de Roses le commencement Floreal. »

On retrouve dans le médaillon de la « Prise du Boulou »
tous les éléments topographiques des divers dessins ou
tableaux que nous connaissions déjà. Le médaillon de
la vue de Roses que l'artiste annonce lui-même comme
très intéressant pourrait être considéré comme le complé-
ment graphique de la relation du siège de Roses, que les
représentants du peuple Delbrel et Goupilleau adressèrent,
le 15 pluviôse an III, aux membres du Comité du salut

public. Cette relation s'éclaire d'un jour éclatant pour qui a pu la lire et la contrôler par la peinture de Gamelin.

Dans toutes ses œuvres, Gamelin, obéissant au même souci de la vérité a reproduit les lieux, sous leurs divers plans. Il n'a pas voulu fixer de simples épisodes, mais bien des actions d'ensemble avec les nombreuses scènes qu'elles comportent. Ces vues panoramiques embrassent une foule de détails et certains de ces détails sont marqués au coin d'une telle précision qu'il en est résulté une grande sécheresse de pinceau. Mais à côté du peintre officiel, du peintre documentaire, il y avait le peintre de batailles qui mettait difficilement un frein à sa verve. Aussi cette campagne fut-elle pour lui une source inépuisable d'inspiration. Que d'épisodes enfermés aujourd'hui dans un anonymat impénétrable, que de compositions dramatisées et idéalisées dans le même sens artistique que ses batailles de l'antiquité, naquirent des faits de guerre qu'il avait officiellement représentés (1). C'est alors que le camaïeu en bleu devint pour lui un procédé avec lequel il arriva à des effets d'une originalité intense touchant souvent au fantastique. Tel et tel de ses camaïeux de la série révolutionnaire donne l'impression de combats de fantômes dans une nuit surnaturelle, et à ne parler que du grand camaïeu de la collection Fournier (2), on peut dire que c'est un chef-d'œuvre dont, pour notre compte, nous ne connaissons l'équivalent dans aucune école.

Il semble qu'après les planches du « Nouveau recueil « d'ostéologie et de myologie » Gamelin ne pouvait atteindre à un plus haut degré de réalisme. Mais ses visions

(1) Le musée de Narbonne nous montre trois petits épisodes de combats ; deux prestement enlevés, mais d'une couleur sans consistance (n° 70, long. 0,37 ; haut. 0,23 ; n° 72, long. 0,28 ; haut. 0,21) ; le troisième (n° 71, long. 0,29 ; haut. 0,20), solidement peint et d'un éclat extraordinaire.

(2) Voir notre article sur la collection Fournier, *Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne*, année 1900, p. 135.

devaient grandir encore au spectacle de la guerre. Ses batailles deviennent des mêlées inexprimables ; la rage, la fureur, le désespoir contractent le visage de ses combattants qui hurlent, s'étreignent à la gorge, se prennent aux cheveux, se transpercent, se fusillent à bout portant. Mieux que personne il a su rendre l'instantané de la bataille ; il l'a vue et vécue.

Il possédait ce sentiment qui devait faire dire plus tard à Delacroix : « Rappelez-vous que le dessin du mouvement « l'emporte et de beaucoup sur le dessin de la forme ; sans « le mouvement la forme n'est rien. » Sans doute sa fougue sauvage l'entraîna souvent au delà d'un principe si sagement formulé, et les incorrections de dessin sont nombreuses dans son œuvre, mais, à notre avis, ce sont ces incorrections, si étranges qu'elles puissent paraître, c'est cette fougue débordante, qui impriment à la personnalité de Gamelin ce relief qui lui assigne une place si spéciale parmi les peintres de batailles.

Toutefois Gamelin ne rapporta pas que des scènes de guerre de la campagne du Roussillon. Quel charme exprime ce tableau du musée de Béziers, représentant un petit port du Roussillon. La population du pays est en train de flâner sur le rivage, ou se livre au plaisir de la danse, tandis qu'une compagnie de fantassins fait l'exercice ! N'est-elle pas également un véritable tableau de genre cette toile du musée de Carcassonne, d'un coloris si séduisant, dans laquelle on voit un général interroger des voyageurs apeurés qui se sont trouvés pris dans la zone d'une bataille ?

Gamelin, qui fréquenta les généraux en chef et dut vivre souvent dans leur intimité était appelé à faire leur portrait. La Préfecture de Perpignan, conserve outre les deux tableaux du « Camp de l'Union » et de la « Bataille de « Peyrestortes » les portraits à mi-corps de Dagobert et de Dugommier.

Ce sont des médaillons ovales (haut. 0,82 ; larg. 0,65).

Dagobert, le grand bicorne à cocarde sur la tête, la tunique aux lourdes épaulettes d'or à trois étoiles boutonnée, est tourné à gauche, mais il regarde en face. Sa main droite, un doigt levé, soutient horizontalement le sabre qu'il a placé sous son bras gauche.

Les historiens qui ont parlé de ce général l'ont représenté comme un vieillard. En 1793 on lui attribuait 75 ans, comme par une interversion du chiffre véritable de son âge qui était 57 ans, et le portrait de Gamelin ne dément pas cette impression. Cette figure glabre, ces rares cheveux gris collés aux tempes, ces rides accusées du front, tout cela est bien d'un vieillard, mais aussi quelle vivacité dans le regard, et comme on comprend qu'on ait pu dire de lui que dans « un corps affaïssé en apparence sous le « poids de la vieillesse, il portait l'âme fougueuse d'un « jeune homme... »

Le portrait de Dugommier (signé à gauche : Gamelin an 8 Rep.) est encore plus expressif. Le général est tourné à droite. Son bicorne est enfoncé profondément sur sa tête, sa tunique serrée à la taille est entr'ouverte laissant voir la cravate qui maintient le col de la chemise. Il est représenté au cours d'une démonstration qu'il souligne de la main droite ouverte, tandis que la gauche s'appuie à la poignée du sabre.

L'artiste a tracé dans le fond de ces deux portraits divers épisodes de combat. On voit notamment dans celui de Dagobert, un parti d'infanterie faisant le coup de feu à l'entrée d'un pont. Ces petites scènes enlevées de verve suffiraient à faire reconnaître l'auteur, tellement elles sont caractéristiques (1).

(1) Les portraits de Dagobert et Dugommier ont été reproduits par P. Vidal, aux frontispices des tomes II et III de son ouvrage déjà cité.

M. Olive, avoué à Carcassonne, possède un portrait de Dugommier par Gamelin. Médaillon rond ; diam. 0,18. Il est presque identique à celui de Perpignan, mais on y voit en plus, au deuxième plan à gauche, un hussard en buste.

Le musée de Versailles possède deux portraits de Dugommier, l'un par Bouchot, l'autre par Rouget. Ce dernier (1) a figuré à l'Exposition centennale de 1900, et nous n'avons pas été peu surpris de constater (ce que le catalogue de Versailles n'indique pas) que c'était une copie presque littérale du portrait peint par Gamelin. Nous avons été heureux dans notre article sur « les Gamelin à l'exposition « centennale (2) » de rendre à l'artiste carcassonnais ce qui lui appartenait.

Gamelin dont le « pinceau transmet à la postérité les « victoires de nos armées (3) » a donc le droit de voir son nom inscrit à côté de celui des artistes célèbres des bureaux topographiques qui, durant les campagnes de la Révolution, enrichirent le Dépôt de la guerre d'une foule de documents graphiques d'un si grand intérêt historique. Ce sont ces documents qui devaient servir plus tard de base aux dessinateurs et aux peintres qui ont travaillé officiellement pour le musée de Versailles. Nous pensons même que si on effectuait des recherches au Dépôt de la guerre on y découvrirait des croquis de Gamelin, qui joints à ceux déjà connus permettraient d'illustrer une histoire de la campagne du Roussillon. Tout porte à croire en effet que les généraux envoyèrent à Paris en même temps que leurs rapports ces dessins de l'artiste attaché à leur état-major, qui les complétaient d'une façon si vraie et si pittoresque.

JULIEN YCHÉ.

(1) N° 1269. Toile, haut. 0,71 ; larg. 0,52.

(2) *Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne*, année 1901, p. 585.

(3) « Son pinceau transmet à la postérité les victoires de nos armées. » Cette phrase figurait sur une des inscriptions placées dans la salle du musée de l'École centrale de l'Aude où eut lieu, le 1^{er} brumaire an XII, une imposante cérémonie en l'honneur de Gamelin.

Cette inscription était surmontée d'un grand camaïeu en bleu représentant la bataille du Boulou.

ÉLOGE FUNÈBRE
DE
M. LÉONCE BERTHOMIEU

Secrétaire de la Commission Archéologique de Narbonne

PRONONCÉ EN SÉANCE

Par M. le Président L. FAVATIER

MESSIEURS ET CHERS CONFRÈRES,

Le 1^{er} juillet 1901, j'adressais, ici même, le dernier salut de notre affection et de nos regrets à un membre (1) qui, jeune encore, avait pris dans notre société, par son zèle, son ardeur et son infatigable activité, une situation si considérable, que nous n'avions pas hésité à le mettre à notre tête ; et faisant écho à l'opinion publique, devant ce cercueil prématurément ouvert, je vous disais que la Commission archéologique avait fait une perte irréparable.

Deux ans ne sont pas encore écoulés, et le coup qui frappe aujourd'hui la Commission, n'est ni moins profond, ni moins douloureux. Le 10 mars dernier, notre secrétaire, M. Léonce Berthomieu nous a été enlevé, après une longue et cruelle maladie héroïquement supportée. Sans doute il

(1) M. Louis Narbonne, décédé à Bize, le 10 juin 1901.

était arrivé à un âge, où nous pouvions craindre d'être privés de l'aide puissante, qu'il donnait depuis plus de trente ans à nos travaux ; mais il avait conservé une telle vigueur d'esprit, une telle fidélité à toutes ses obligations, une telle exactitude à les remplir partout et toujours même les plus modestes, un tel zèle, et je puis dire une telle abnégation de sa personnalité, que nous pouvions nous faire illusion, et espérer que nous le conserverions longtemps encore, et je ne puis penser sans un vrai serrement de cœur, que nous ne verrons plus au milieu de nous, ce confrère si loyal, si bon, si aimable, notre modèle à tous.

Né à Narbonne le 24 juillet 1825, Léonce Berthomieu, dès qu'il fut en âge de choisir une carrière, se dirigea vers cette grande et belle carrière de la marine, qui exige autant d'abnégation et de dévouement que de hardiesse et de courage. Sur les qualités et les vertus du marin, je laisse d'ailleurs la parole à M. Berthomieu lui-même. En 1896, il était appelé à dire le dernier adieu sur la tombe d'un glorieux compagnon d'armes, le contre-amiral Lamothe-Tenet. Il le fit avec une éloquence et une concision toutes militaires, montrant chez celui qu'il voulait louer, sa décision de caractère, sa sollicitude pour ses inférieurs, sa fermeté devant le danger, cette ardeur et ce courage qui électrisaient les marins qu'il commandait. — Appelé à mon tour, quelques jours après à rendre hommage ici même à mon illustre collègue et ami, je ne pouvais, sur ce point, que répéter les paroles de M. Berthomieu, et vous montrer l'héroïsme de Lamothe, et ses vertus militaires, que notre éloquent secrétaire avait su peindre, comme un homme, *à qui elles sont familières, parce qu'il les a pratiquées lui-même, et pratiquées avec intrépidité.*

Entré à l'école navale le 1^{er} novembre 1841, Léonce Berthomieu en sortait aspirant de marine le 1^{er} septembre 1843, et débutait par une longue croisière dans les eaux

américaines, où la France avait à défendre les intérêts de ses nationaux contre Rosas, le violent dictateur de la Confédération argentine.

Le 1^{er} novembre 1849, il était nommé enseigne, et lieutenant de vaisseau le 11 juin 1853. C'est avec ce grade qu'il prit part à la glorieuse et meurtrière campagne de Crimée. Les rigueurs d'un hiver glacé, le typhus et le choléra décimaient nos malheureux soldats et marins. M. Berthomieu embarqué sur un navire hôpital, qui transportait les malades et les blessés, fit la campagne au milieu des morts et des mourants, exposé sans cesse à des dangers plus grands que le feu de l'ennemi, dans un rôle obscur, qui exige d'autant plus d'abnégation et de courage, que le moral attristé sinon découragé, n'est pas soutenu par la chaleur et les enivrements du combat.

Après cette guerre, où il avait énergiquement payé de sa personne, notre collègue fut nommé chevalier de l'ordre du Medjidié le 25 mars 1856, décoré de la médaille de Crimée le 31 octobre 1857 et promu chevalier de la Légion d'honneur le 31 décembre 1860.

Lieutenant de vaisseau à 27 ans, décoré, M. Berthomieu était appelé à monter au sommet de la hiérarchie maritime, lorsque en 1866, une maladie de larynx, dont le germe avait été contracté dans la rude campagne de Crimée, le contraignit à prendre sa retraite et à renoncer à une carrière qu'il aimait, et où il avait le droit d'espérer le plus brillant avenir.

Rentré définitivement au milieu de nous, Léonce Berthomieu, devint naturellement le lieutenant de M. Paul Tournal, son oncle, le fondateur du musée, en attendant qu'il devint son continuateur et son héritier. Le 3 mai 1867, il était nommé membre de la Commission archéologique ; mais son action ne se fait pas encore sentir, il s'efface complètement devant son oncle. Ce n'est qu'après le décès de M. Tournal, en février 1872, qu'il prend parmi

nous une situation qui devait grandir chaque jour. Le 5 juillet de cette même année, cinq mois après la mort de son oncle, il est nommé secrétaire-adjoint ; mais c'est lui qui sous ce titre modeste remplit réellement cette fonction, l'âme même de notre Société, comme de toute société savante. Deux ans après, le 4 décembre 1874, il était nommé définitivement secrétaire, et nous pouvons dire secrétaire perpétuel, car il devait en conserver le titre, et en exercer les fonctions jusqu'à son dernier jour.

Dès son entrée dans la Commission, M. Berthomieu s'était fait remarquer par une exactitude à nos séances qui ne s'est jamais démentie. On aurait vite compté les séances auxquelles il n'a pas assisté dans ce long espace de 36 ans. Rien ne l'arrête, quand il s'agit des intérêts du Musée ou de la Commission archéologique. Frappé par des deuils cruels, après quelques jours donnés à une trop légitime douleur, il se hâte dès qu'il le peut de reprendre sa place parmi nous. Un chiffre sera d'ailleurs plus éloquent que mes paroles. Durant les 30 années qu'a duré effectivement son secrétariat, depuis le 5 juillet 1872 jusqu'au moment où il ne lui a plus été permis de quitter son appartement au mois de novembre dernier, M. Berthomieu n'a manqué d'assister qu'à sept séances. Les procès-verbaux de toutes les autres sont rédigés par lui et écrits de sa main. Vous savez, Messieurs, avec quel soin il les rédigeait ; je puis dire sans flatterie, qu'ils sont de véritables modèles d'exactitude, de correction et de précision qui n'excluent en rien l'élégance. Ces procès-verbaux sont véritablement la photographie de nos séances, mais une photographie intelligente, qui sans altérer la sincérité ni la physionomie de ces réunions, savait supprimer ou atténuer les taches ou les incorrections, échappées quelques fois, dans la chaleur de la discussion ou la rapidité d'une improvisation. Rien n'était omis de ce qui pouvait offrir quelque intérêt ; il y dessinait même de sa propre main, le fac-

similé des inscriptions épigraphiques nouvelles, au fur et à mesure de leurs découvertes; de sorte que la réunion de ces procès-verbaux contient l'histoire complète de la Commission archéologique pendant 30 ans.

C'est que pour M. Berthomieu, ce n'était pas seulement un devoir qu'il remplissait avec le zèle qu'il mettait à remplir tous ses devoirs; il y avait quelque chose de plus : l'affection dévouée qu'il portait au Musée, qui était pour lui une œuvre, une tradition de famille. Comme il s'intéressait au développement et à la conservation de nos richesses artistiques et archéologiques ! Je puis bien répéter que pour lui, comme pour son oncle M. Tournai, les intérêts du musée passaient dans ses préoccupations, bien avant ses intérêts personnels ; et c'est en toute sincérité et en toute justice, que dans notre première assemblée générale, après avoir adressé au souvenir de M. Tournai, le salut de notre reconnaissance, je saluais : « celui qui le
« représentait si bien au milieu de nous, le digne héritier
« de son zèle éclairé et de son désintéressement, qui ne le
« cédaient qu'à sa modestie. »

M. Berthomieu était trop intelligent pour ne pas comprendre que notre musée de peinture ne pouvait être qu'un musée de second ordre, nos modestes ressources ne nous permettant pas d'acquérir les œuvres des grands maîtres, qui sont la gloire des grands musées, mais dont le prix élevé n'est abordable aujourd'hui que par le budget d'un état, ou par le budget d'un milliardaire. Et cependant grâce à d'heureuses circonstances, nous possédons des toiles qui ne seraient déplacées nulle part, quelques-unes mêmes signées des plus grands noms. Quant à notre collection de céramique, on peut la mettre au rang des plus belles par le nombre et par la qualité des pièces qui la composent, et elle serait remarquable partout, ainsi que le constatait tout récemment un inspecteur général des musées de France.

Mais ce qui met notre musée hors de pair, c'est notre collection de bas-reliefs antiques et d'épigraphie, l'une des plus belles de l'Europe. M. Berthomieu l'avait compris; aussi sa préoccupation constante fut-elle d'assurer à ces collections, après la démolition des remparts, un abri digne d'elles. La Commission avait fixé les yeux sur l'ancienne église de Lamourguier, qui lui paraissait un cadre convenable de tous points à nos collections antiques, mais dont la jouissance appartenait alors à l'administration de la guerre. Des négociations s'engagèrent pour cela, par l'intermédiaire de la municipalité, et dans la séance du 7 mai 1869, notre Secrétaire était heureux d'annoncer à la Commission que ces négociations avaient abouti, et que nous pourrions très prochainement transporter à Lamourguier les inscriptions et les bas-reliefs provenant de la démolition des remparts. « Aucun établissement, » écrivait M. Berthomieu en 1877, « ne pouvait mieux répondre « à la nouvelle destination qui lui était affectée, tant au « point de vue de la dimension qu'à celui des souvenirs « qui y sont attachés. » Malheureusement nous n'avions de ce monument qu'une jouissance précaire. L'administration de la guerre, quoique n'ayant en aucune façon la responsabilité de nos collections épigraphiques, avait bien voulu, mettre la vieille église à notre disposition à titre gracieux; mais elle avait avant tout, le souci des intérêts militaires et elle n'entendait nullement les sacrifier à l'archéologie. De là des tiraillements qui trouvaient toujours notre Secrétaire prêt à intervenir, pour sauvegarder l'intégrité de nos collections.

Ainsi le 5 décembre 1873, l'administration militaire demande l'évacuation de Lamourguier; de nouvelles négociations sont entamées et ce danger est conjuré. En 1876, nouvelles réclamations de la Guerre, qui veut faire de ce local un magasin de vivres, à moins que l'administration municipale ne lui fournisse un local pour cela. M. Berthomieu est toujours là pour défendre le musée lapidaire.

Enfin toutes ces vicissitudes allaient cesser. Le 9 février 1899, la municipalité ayant repris la possession pleine et entière de l'église de Lamourguier la met à notre disposition pour la transformer en musée lapidaire, avec une subvention de cinq mille francs portée plus tard à huit mille francs. Quelques temps après, le classement de cette église comme monument historique semblait avoir résolu la question, lorsque de nouvelles difficultés se sont produites, qui ont singulièrement éveillé la sollicitude de notre Secrétaire jusqu'à son dernier jour. Mais ce n'est pas le moment de parler de ces difficultés. Espérons qu'elles seront résolues dans l'intérêt bien entendu de ce musée lapidaire, qui faisait déjà, il y a 30 ans, l'admiration de l'éminent épigraphiste M. Barry, professeur à la Faculté des lettres de Toulouse, et que 18 ans après, un des membres les plus autorisés de la Société des arts et sciences de Carcassonne, M. Gaston Jourdanne, appelait un musée épigraphique *unique au monde*, ainsi que le constatait avec orgueil notre Secrétaire, dans les procès-verbaux du 3 octobre 1873 et du 4 novembre 1901. Et récemment encore dans la séance du 7 juillet, une des dernières auxquelles il a pu assister, M. Berthomieu nous racontait la visite de Mgr de Cabrières, qu'il avait accompagné lui-même au musée lapidaire. Il était fier de nous dire que le vénérable prélat avait exprimé à plusieurs reprises, tout l'intérêt que lui inspirait cette visite et toute sa satisfaction, et il ajoutait avec une véritable joie : « Tous ceux qui connaissent
« la profonde science de Mgr de Montpellier, et en parti-
« culier son goût éclairé pour tout ce qui a trait à l'ar-
« chéologie et à l'histoire des temps passés, se réjouiront
« d'une appréciation aussi flatteuse, et qui est pour le
« musée lapidaire un véritable titre de gloire. » Vous voyez, Messieurs, que sous les glaces de l'âge, M. Berthomieu avait conservé tous les enthousiasmes de la jeunesse, lorsqu'il s'agissait des gloires du musée, auquel il avait vraiment consacré sa vie.

M. Berthomieu avait concouru à la rédaction du premier numéro du Bulletin paru en 1877, par une notice sur le musée lapidaire de Lamourguier. « Cette notice, disait-il, « sera une véritable révélation pour ses lecteurs, dont la « plupart ignorent jusqu'à l'existence de ce musée de « Lamourguier, musée né d'hier, et qui tient déjà hono- « rablement sa place parmi les plus riches collections « épigraphiques et lapidaires de la France et de l'étran- « ger. » En 1890, lorsque sur l'initiative de M. Louis Narbonne, le Bulletin reparut, M. Berthomieu y concourut encore, par la publication d'un intéressant document du xiii^e siècle, sur la construction de l'église Saint-Just qu'il aimait lui aussi, et qu'il admirait comme le plus beau joyau de notre cité.

C'est vers cette époque que l'autorité supérieure exigea la nomination d'un *conservateur du musée*. Le 7 octobre 1890, la Commission à l'unanimité désigna M. Berthomieu pour cette charge. Celui-ci n'était plus jeune, il avait alors 63 ans. Aussi en remerciant ses collègues, de cette marque de confiance, « exprime-t-il la crainte que son temps, « déjà absorbé par les travaux du secrétariat, ne lui per- « mette pas d'assumer cette charge nouvelle. Néanmoins, « sous cette réserve, il ne refuse pas d'accéder au désir de « ses collègues et de se prêter à une tentative, qui, si elle « n'amène pas de résultat satisfaisant, leur sera au moins « une preuve de son dévouement aux intérêts de la Com- « mission. » Quatre ans après, sentant ses forces décliner, le 2 mai 1894, il se démit de cette fonction, qui fut acceptée par notre non moins dévoué collègue M. Jules Riols.

M. Berthomieu avait été nommé le 21 mai 1873, membre correspondant du Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. C'est sans doute pour le remercier des services qu'il avait rendus en cette qualité qu'il fut nommé officier d'académie. Pendant 21 ans il est resté correspon-
dant actif; ce n'est qu'en 1899, qu'il demanda, pour raison

de santé à être relevé de cette fonction. Sa demande fut accueillie, mais il fut nommé membre correspondant honoraire. Le 1^{er} juillet 1880, le Ministre de l'instruction publique, comprenant la valeur d'un tel correspondant, l'avait nommé membre auxiliaire de la Commission de géographie historique de l'ancienne France.

Dirai-je maintenant sa bonté, son inaltérable bienveillance, sa droiture, qui lui avaient gagné l'estime et l'affection de tous, et que j'ai entendu se manifester dans une si touchante unanimité, au jour de ses funérailles ! Cette bienveillance, il la conservait vis-à-vis de ceux qui ne pensaient pas comme lui. Ils étaient pour lui simplement des dissidents, il ne voulait pas voir en eux des adversaires, à plus forte raison des ennemis. Aussi dans la discussion jamais un trait piquant, jamais une parole blessante pour ceux qui ne partageaient pas ses idées, quelque âpreté qu'ils eussent mise eux-mêmes dans la critique. Certes il n'abandonnait pas la défense de ses idées propres, basées sur une conviction sincère, il les soutenait avec une ferme énergie, mais toujours avec la modération qui est la force du droit. Tel le marin, qui au sein de l'orage garde toujours sa clairvoyance et son sang-froid.

Organe de la Commission dans ses relations extérieures, chargé d'exposer nos desiderata, de revendiquer nos droits, de défendre nos intérêts, il l'a toujours fait avec une logique, une netteté, une lucidité parfaite, une énergie sereine, mais avec un calme, une modération, une urbanité, qui devraient désarmer toutes les hostilités et les susceptibilités les plus ombrageuses.

Une circulaire ministérielle du 24 octobre 1898 demandait une notice sur la Commission archéologique, pour le Comité de l'Exposition universelle de 1900. Ce fut à M. Berthomieu naturellement désigné pour cela, que fut confiée la rédaction de cette notice. Elle est reproduite dans le dernier numéro du Bulletin ; la Commission archéolo-

gique ayant pensé qu'elle ne trouverait jamais de meilleures circonstances pour exposer son œuvre aux yeux de ses concitoyens, et les faire juges des services qu'elle a rendus à notre cité. Et en effet sous une forme concise, cette notice est complète ; son auteur lui a imprimé ce cachet de sobriété, de clarté, de précision et de sincérité qui caractérise tous ses écrits. M. Berthomieu a su condenser dans cinq pages à peine, l'histoire de notre musée artistique et archéologique pendant plus d'un demi-siècle, rendant aux ouvriers disparus qui ont coopéré à cette œuvre, avec justice mais sans emphase, la part qui leur est due.

Notre collègue terminait sa notice par ces mots : « Il n'est peut-être pas inutile d'ajouter, que pendant les soixante-dix ans qu'a duré leur gestion, les membres de la Commission archéologique n'ont retiré d'autres rémunérations de leurs services, que la satisfaction d'avoir travaillé au bon renom de leur ville natale, et contribué par une contribution volontaire de vingt francs par an, au développement de nos richesses artistiques. »

C'est à lui surtout que nous appliquerons cette parole, lui qui pendant plus de 30 ans a eu la plus large part dans cette gestion souvent laborieuse. Pourrai-je oublier qu'il y a un an à pareil jour, il faisait appel, ici-même au zèle et au patriotisme des membres de la Commission, pour la résurrection du passé de notre chère cité, leur rappelant cette parole du regretté Louis Narbonne : Aimer son berceau, c'est apprendre à mieux aimer sa patrie.

Ah ! Messieurs,

Dans nos temps tristes et veules, où l'égoïsme règne en souverain, où le dévouement est bafoué, quand il n'est pas persécuté, on est heureux de rencontrer ces vaillants, qui ne luttent pas pour leur intérêt personnel, pour le lucre ou pour la vanité, et qui se consacrent obscurément à un travail souvent ingrat, presque toujours méconnu.

Depuis l'heure où sa santé ne lui a plus permis de consacrer sa vie à la défense du pays, notre collègue l'a consacrée tout entière à un travail désintéressé. C'est donc avec une véritable fierté que je lui adresse au nom de tous, le dernier salut de notre profonde estime et de notre sincère affection.

Mais M. Berthomieu était sincèrement chrétien et c'est en chrétien qu'il est mort. Aussi m'unissant aux suprêmes espérances de ceux qui le pleurent, mon salut montera plus haut, jusqu'au séjour glorieux, où nous le retrouverons un jour dans la paix et dans l'honneur.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE BULLETIN DE LA COMMISSION ARCHÉOLOGIQUE DE NARBONNE

TOME VII, 1902-1903



	Pages.
Liste des membres au 1 ^{er} janvier 1902.....	v
Procès-verbal de la séance du 1 ^{er} juillet 1901.....	xiii
— — 5 août —	xv
— — 2 septembre —	xix
— — 4 novembre —	xxiii
— — 2 décembre —	xxvi
— — 6 janvier 1902.....	xxix
— — 3 février —	xxx
— — 3 mars —	xxxii
— — 7 avril —	xxxiii
— — 5 mai —	xxxvii
— — 2 juin —	xxxix
— — 7 juillet —	xlvi
— — 4 août —	xlvi
— — 1 ^{er} septembre —	xlvi
— — 6 octobre —	xlvi
— — 10 novembre —	li
— — 1 ^{er} décembre —	lii
— — 5 janvier 1903.....	lv
— — 2 février —	lvi
— — 2 mars —	lviii
— — 6 avril —	lix
— — 4 mai —	lxxi
— — 8 juin —	lxxiii

	Pages.
Le comte Milon (G. AMARDEL).....	1
Une ordonnance de visite de l'église cathédrale de Saint-Pons (J. SAHUC).....	31
La vie municipale à Narbonne au xviii ^e siècle. Les beaux- arts et les arts industriels (L. FAVATIER).....	54
— — — — —	163
— — — — —	336
Les marques monétaires de l'atelier de Narbonne au vi ^e siècle (G. AMARDEL).....	119
Inventaires narbonnais du xiv ^e siècle (J. GUIRAUD)....	215
— — — — —	375
Notes sur Jacques Gamelin (J. YCHÉ).....	268
— — — — —	539
Le Concile d'Attilian (A. SABARTHÉS).....	287
Le petit évêque (baron DE RIVIÈRES).....	296
Quelques notes sur la cathédrale St-Just de Narbonne au commencement du xviii ^e siècle (baron DE RIVIÈ- RES).....	304
La monnaie de Narbonne à la fin de la domination romaine (G. AMARDEL).....	308
Notice sur la Commission archéologique de Narbonne..	414
Les jetons de mariage et les médailles de Nîmes au pied de sanglier (G. AMARDEL).....	421
Docnments inédits pour servir à l'histoire de la pro- vince de Languedoc et de la ville de Narbonne en particulier (1579-1632) (J. TISSIER).....	439
Éloge funèbre de M. Léonce Berthomieu, secrétaire de la Commission archéologique, prononcé en séance par M. le président L. FAVATIER.....	574

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 02127 3258



